



**HAL**  
open science

# Charles Masson, ses commanditaires et l'architecture domestique à Nancy pendant l'entre-deux-guerres

Soonok Ryu

► **To cite this version:**

Soonok Ryu. Charles Masson, ses commanditaires et l'architecture domestique à Nancy pendant l'entre-deux-guerres. Art et histoire de l'art. Université de Lorraine, 2018. Français. NNT : 2018LORR0166 . tel-01993704

**HAL Id: tel-01993704**

**<https://theses.hal.science/tel-01993704>**

Submitted on 25 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : [ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr](mailto:ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr)

## LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

[http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg\\_droi.php](http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php)

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

# Charles Masson, ses commanditaires et l’architecture domestique à Nancy pendant l’entre-deux-guerres

---

## Tome 1. Synthèse

Thèse de doctorat d’histoire de l’art

Présentée par Soonok RYU

Dirigée par

M. Pierre SESMAT, professeur émérite d’histoire de l’art, Université de Lorraine et

M. Francis ROUSSEL, conservateur général des patrimoines honoraire, co-encadrant

Soutenue le 10 Novembre 2018

Rapporteurs

**Christine PELTRE**

**Professeur d’histoire de l’art contemporain, Université de Strasbourg**

**Nabila OULEBSIR**

**Maître de conférences HDR en histoire de l’art contemporain, Université de Poitiers**

Examineurs

**Jean-Baptiste MINNAERT**

**Professeur d’histoire de l’art contemporain, Université Paris-Sorbonne**

**Francis ROUSSEL**

**Conservateur général des patrimoines honoraire**

Directeur de thèse

**Pierre SESMAT**

**Professeur émérite d’histoire de l’art, Université de Lorraine**

## Remerciements

Toute ma gratitude va à

M. Pierre Sesmat, directeur de ma thèse, et M. Francis Roussel, conservateur général des patrimoines honoraire, qui ont suivi mon travail et soutenu mes efforts

M. Hubert Poupard, ancien directeur des Archives municipales de Vannes

Mme. Elisabeth Quémerais, conservatrice des Archives municipales de Vannes

Mme. Gabrielle Vélot, archiviste des Archives municipales de Sarrebourg

Mme. Eléonore Buffler, directeur scientifique du Musée Pierre-Noël à Saint-Dié-des-Vosges

Mme. Marie Thérèse Brichler et Georges Brichler, nièce et neveu de Charles Masson

M et Mme Jean-Pierre Michel, petit-fils de commanditaire de la maison Michel

M et Mme. Thierry Derive, propriétaires actuels de la villa Wasels

Mme. Rivié, née Michelle Heinrich, fille de Charles Heinrich, commanditaire de Charles Masson

MM. Yanick Corceau et Georges Beltramo, propriétaires de la villa Mairot

M. Montaigne, propriétaire de la villa Roussel

Mme. Pauchot, propriétaire de la villa Woelflin

M. Georges Kisfaludi, propriétaire actuel de la maison Heymes

Mme. Laurence Genet, secrétaire de la mairie de Saint-Georges

M. Catherine Coley, historienne, chercheur émérite, LHAC, ENSA-Nancy

M. Gilles Marseille, maître de conférences de l'université de la Lorraine

Personnellement, merci à mes parents, mon frère et mes sœurs,

Toutes les personnes qui m'ont aidée et qui ont soutenu mon travail.

## Résumé en français

### **Charles Masson, ses commanditaires et l'architecture domestique à Nancy pendant l'entre-deux-guerres**

Charles Masson (1894-1971) est un des principaux architectes de l'entre-deux-guerres à Nancy. Cette période de l'histoire de l'architecture à Nancy et en Lorraine est encore en cours d'étude. Adoptant la forme classique d'une monographie d'architecte, cette thèse y apporte sa contribution mais en tentant d'élargir l'étude par la connaissance des commanditaires. Elle s'attache d'abord à établir la biographie de cet architecte né en Moselle annexée et dont la formation en Allemagne lui donne un profil singulier. Le corpus des édifices bâtis par Masson au nombre de 57 a été défini, étudié et réuni dans un catalogue qui constitue le troisième volume de la thèse. Géographiquement, ils se trouvent principalement à Nancy et, pour presque la moitié d'entre eux, dans le fameux Parc de Saurupt, haut lieu de l'architecture Art nouveau et où Masson s'est fortement investi, mais du point de vue de leur statut, ils ne comptent que des villas ou des maisons et des immeubles, mais aucun bâtiment public. Masson présente la particularité rare de n'avoir travaillé à Nancy que pour l'architecture domestique. Les 41 commanditaires identifiés sont donc tous des particuliers, à l'origine et au profil social variés, appartenant généralement à la bourgeoisie fortunée. La synthèse se penche non seulement sur la vie et les constructions de Masson, mais tente aussi de saisir les relations entre l'architecte et ses clients, question qui jusqu'ici, pour ce qui concerne l'architecture de l'entre-deux-guerres, n'a pas été traitée sérieusement ni systématiquement. C'est un des intérêts de cette thèse de tenter d'aborder de front la question de la clientèle de l'architecte Masson. Pour cela, l'apport des archives s'avère essentiel mais, si la très grande majorité des plans dressés par Masson a été conservée, aucune correspondance n'a été retrouvée. On y a suppléé en étudiant finement le profil social de chaque commanditaire et en examinant les plans et l'architecture de chaque édifice pour en identifier les partis pris et deviner les souhaits des clients : leur rêve de villa ou leur désir de profiter des bonnes affaires dans l'immobilier. Cette étude révèle donc un architecte nancéen méconnu malgré l'importance de son œuvre et se veut une contribution à la connaissance de l'architecture domestique et de la clientèle des architectes de l'entre-deux-guerres.

**Mots-clés :** Charles Masson, Art déco, architecte, commanditaire, client, entre-deux-guerres, architecture domestique, villa, maison, immeuble.

## Résumé en anglais (Summary in English)

### **Charles Masson, his clients and the domestic architecture in Nancy during the inter-war period**

Charles Masson (1894-1971) was one of the leading architects of the interwar period in Nancy. People are still studying the effects of this historical and architectural period in Nancy and Lorraine. Adopting the classic form of an architectural monograph, this thesis both contributes to these studies and tries to broaden the study by mentioning the patrons. First of all, it focuses on the life of this architect, born in Moselle when Moselle was a part of Germany and whose German upbringing gives his work a unique character. Masson's oeuvre consists of 57 buildings, which have all been defined, studied, and collected together in a catalog, which constitutes the third volume of this thesis. Geographically, they are primarily located in Nancy and almost half of them are located in the famous Parc de Saurupt, the Mecca of Art Nouveau architecture and where Masson invested a lot of his time and effort, but when it comes to the types of buildings, he only designed villas, houses, and apartments. There are no public buildings in his work. Masson is unique in having only worked on residential architecture in Nancy. The 41 identified patrons are therefore all individuals, who all come from a variety of backgrounds and social classes, generally belonging to the wealthy bourgeoisie. This thesis not only looks at the life and work of Masson, but also attempts to understand the relationship between the architect and his clients, an issue which up to now, as far as the architecture of the interwar period is concerned, has not been treated seriously or systematically. It is one of the primary goals of this thesis to try to address the nature of Masson's clientele head-on. For this, the archives have proven essential, but no correspondence has yet been found despite the vast majority of the plans drawn up by Masson having been preserved. We supplemented this by carefully studying the social profile of each patron and by examining the plans and architecture of each building. We were able to identify their biases and estimate the client's wishes, whether they dreamed of owning a luxury villa or were looking for a bargain property. This study has revealed an unknown architect from Nancy, who despite the importance of his work, has helped contribute to the knowledge of the domestic architecture and the clientele of the architects of the interwar period.

**Keyword:** Charles Masson, Art Deco, architect, client, patron, interwar, domestic architecture, villa, house, building.

## Abréviation

ANF : Archives Nationales (France) : site de Pierrefitte-sur-Seine

AD 03 : Archives départementales Allier

AD 13 : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

AD 18 : Archives départementales du Cher

AD 30 : Archives départementales du Gard

AD 33 : Archives départementales de la Gironde

AD 34 : Archives départementales de l'Hérault

AD 35 : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

AD 37 : Archives départementales d'Indre et Loire

AD 51 : Archives départementales de la Marne

AD 52 : Archives départementales de la Haute-Marne

AD 54 : Archives départementales de la Meurthe et Moselle

AD 55 : Archives départementales de la Meuse

AD 57 : Archives départementales de la Moselle

AD 64 : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

AD 65 : Archives départementales des Hautes-Pyrénées

AD 67 : Archives départementales du Bas-Rhin

AD 68 : Archives départementales du Haut-Rhin

AD 78 : Archives départementales des Yvelines

AD 88 : Archives départementales des Vosges

AD 90 : Archives départementales du Territoire de Belfort

AM : Archives Municipales (avec le nom de ville) ex) AM Nancy, AM Metz...

M.R.U : Ministère de la reconstruction et de l'Urbanisme

ICE : L'immeuble et la construction dans l'Est

ACL : Automobile Club Lorraine

FFI : Forces françaises de l'intérieur

N.M.D et T.D : acte d'état civil (N - acte de naissance, M - acte de mariage, D – acte de décès) et Tables décennales

INSEE : L'Institut national de la statistique et des études économiques

A.G : Arbre généalogique

# Table des matières

Remerciements .....	1
Résumé en français.....	2
Résumé en anglais (Summary in English).....	3
Abréviation.....	4
Table des matières .....	5
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	13
1. Réflexions liminaires.....	13
1.1. L’architecture, la maison et le « bâtir » .....	13
1.2. L’architecte : brève histoire d’un mot et d’un métier .....	15
1.3. Nancy, une ville et son architecture.....	17
2. Le choix du sujet : Charles Masson et ses commanditaires.....	18
2.1. Pourquoi Charles Masson.....	20
2.2. Connaître les acteurs et leurs échanges .....	22
3. Présentation du sujet et des outils.....	27
3.1. Préparation du travail .....	28
3.1.1. Définition du corpus des œuvres de Masson et de ses commanditaires .....	28
3.1.2. Premiers outils.....	29
3.1.3. Enquête sur le terrain et visite des édifices .....	30
3.1.4. Dépouillement aux archives et présentation des sources.....	31
3.2. Les fonds archivistiques propres aux édifices .....	32
3.2.1. Les contrats de vente des terrains.....	32
3.2.2. Les permis de construire et les autorisations de travaux .....	32
3.2.3. Les plans du Casier sanitaire .....	33
3.2.4. La matrice cadastrale des propriétés bâties .....	34
3.2.5. Des photographies anciennes .....	35
3.3. Les fonds archivistiques pour connaître les commanditaires .....	35
3.3.1. Le registre de population et la feuille de ménage.....	35
3.3.2. Les dossiers d’état-civil.....	35
3.3.3. Les registres matricules.....	35
3.3.4. La presse locale et les annuaires de Lorraine .....	36



4. Penser la thèse : réflexions sur son plan .....	36
--	----

## PREMIÈRE PARTIE

NANCY, UNE VILLE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES, LA CONSTRUCTION ET SES ACTEURS.....	39
---	----

Chapitre 1. La ville, l'urbanisme, l'architecture.....	41
--	----

1. La mutation sociale de Nancy pendant l'entre-deux-guerres.....	41
---	----

1.1. Nancy après la Grande Guerre .....	42
---	----

1.2. L'évolution démographique de Nancy.....	43
--	----

1.3. Nombre de maisons et densité de la population à Nancy .....	44
--	----

2. Histoire de la construction et de l'urbanisme à Nancy depuis 1870.....	45
---	----

2.1. L'urbanisme de Nancy, 1870-1914 : l'instauration de règles.....	45
--	----

2.2. Le Parc de Saurupt .....	47
-------------------------------	----

2.3. Après la guerre, un nouveau cadre légal pour la relance de l'architecture domestique.....	50
--	----

3. Architecture et arts décoratifs à Nancy, une histoire particulière .....	53
---	----

3.1. L'École de Nancy .....	54
-----------------------------	----

3.2. Art nouveau-Art déco : une transition sous influence .....	55
---	----

3.3. Le Comité Nancy-Paris, un mouvement avant-gardiste.....	57
--	----

3.4. L'Art déco à Nancy.....	58
------------------------------	----

Chapitre 2. Les architectes, les entrepreneurs, les commanditaires.....	63
---	----

1. Les principaux acteurs de la construction à Nancy.....	63
---	----

1.1. Les maîtres d'œuvre ou architectes .....	63
---	----

1.1.1. L'origine des architectes : des Nancéiens construisant pour des Nancéiens ? .....	64
--	----

1.1.2. Une formation commune.....	65
-----------------------------------	----

1.1.3. Commandes publiques et commandes privées .....	67
---	----

1.2. Les entrepreneurs .....	68
------------------------------	----

1.3. Les maîtres d'ouvrage .....	70
----------------------------------	----

2. Les commanditaires de Masson. Étude sociologique .....	72
---	----

2.1. L'origine géographique des commanditaires de Masson .....	72
--	----

2.1.1. Une majorité de Français mais cinq commanditaires étrangers .....	72
--	----

2.1.2. Une majorité de Lorrains, mais aussi des Mosellans et des « optants »... ..	75
--	----

2.1.3. Une majorité de citadins, mais proches de leurs origines rurales.....	76
--	----

2.2. Des hommes d'âge mûr et quelques femmes .....	78
--	----

2.2.1. Répartition des commanditaires selon leur âge .....	78
--	----

2.2.2. Des femmes commanditaires, généralement sans métier .....	80
2.3. Les profils très variables de commanditaires .....	81
2.3.1. Les professions des commanditaires de Masson .....	81
2.3.2. La formation des commanditaires .....	84

## DEUXIÈME PARTIE

CHARLES MASSON : SA VIE, SON ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ET SON ŒUVRE .....	87
--	----

Chapitre 1. Biographie de Charles Masson : Un destin façonné par l'Allemagne ? .....	89
--	----

1. Sa jeunesse en Moselle annexée et sa formation allemande .....	89
---	----

1.1. Sa naissance dans une famille des métiers du bâtiment.....	89
---	----

1.2. Ses années de formation en Allemagne .....	90
---	----

1.3. Une culture professionnelle et intellectuelle allemande .....	92
--	----

1.4. Le temps de la guerre, une période peu documentée .....	94
--	----

1.5. Le retour en Moselle : son premier mariage et le début de sa carrière dans le cadre de la Reconstruction .....	95
---	----

2. Les belles années de Charles Masson à Nancy .....	99
--	----

2.1. Nouveau mariage et ascension sociale .....	100
---	-----

2.2. Ses constructions à Nancy et dans son agglomération .....	102
--	-----

3. Metz, Vannes, Angers, Paris, Metz, Sarreguemines... ..	105
---	-----

3.1. Masson espion à Vannes durant la Seconde Guerre mondiale ? .....	105
---	-----

3.2. La difficile réinsertion de Masson dans son métier après la guerre.....	109
--	-----

3.3. Les dernières années : Masson architecte en Moselle (1951-1971) .....	111
--	-----

Chapitre 2. L'œuvre de Charles Masson à Nancy et en Lorraine : Essais d'analyse.....	114
--	-----

1. Localisation géographique des constructions de Charles Masson .....	114
--	-----

1.1. Répartition des édifices de Masson en Lorraine.....	114
--	-----

1.2. Les édifices de Masson au Parc de Saurupt et son succès des années 20 et 30 .....	115
--	-----

1.3. Les édifices de Masson à l'ouest et au nord de Nancy et dans l'agglomération.....	117
--	-----

2. Typo-chronologie des édifices de Charles Masson.....	119
---	-----

2.1. Les sources consultées pour établir cette typo-chronologie .....	119
---	-----

2.2. Typologie des constructions de Charles Masson .....	122
--	-----

3. L'évolution du vocabulaire architectural dans les édifices de Charles Masson.....	123
--	-----

3.1. L'héritage allemand .....	123
--------------------------------	-----

3.2. Les matériaux de construction chez Charles Masson : usages et évolution.....	125
---	-----

3.2.1. La pierre de taille et la brique.....	125
3.2.2. Le bois.....	126
3.2.3. Le béton et le béton armé .....	127
3.2.4. Le fer.....	128
3.3. Un nouveau vocabulaire architectural .....	129
3.3.1. La diversité des baies et de leurs couvrements.....	129
3.3.2. Le mur, le revêtement et la couverture .....	131
3.3.3. Le décor d'architecture.....	134
3.3.4. Le mode de chauffage .....	135
3.4. Typologie des distributions intérieures.....	136
3.4.1. Les demeures à plan centré (fig. 71). .....	137
3.4.2. Le plan à travées (fig. 72).....	137
3.4.3. Le plan à couloir (fig. 73).....	138
3.4.4. Le garage (fig. 74).....	139
3.5. Typologie des compositions extérieures.....	140
3.5.1. Un modèle pour des maisons à deux travées.....	140
3.5.2. Typologie d'élévation pour des immeubles.....	142
4. Charles Masson, son influence sur les autres architectes.....	142

## TROISIÈME PARTIE

### COMMANDER POUR SE LOGER.UN RÊVE DE VILLA..... 147

#### Chapitre 1. Les trois chefs-d'œuvre de Masson au Parc de Saurupt (1924-1927) : trois auto-commandes ? ..... 149

1. La villa <i>Les Cigognes</i> , premier chef-d'œuvre de Masson à Nancy (cat. n°1).....	150
1.1. René Peltre, le commanditaire.....	151
1.1.1. Peltre ou Hannezo ? .....	151
1.1.2. René Peltre, un homme de la campagne.....	152
1.2. La villa <i>Les Cigognes</i> , une villa conçue pour Peltre ou pour Masson ? .....	155
1.3. Une tête de pont dans le parc de Saurupt.....	159
2. La <i>Villa des Colombes</i> pour ses beaux-parents (cat. n°5).....	161
2.1. Le beau-père, riche commanditaire .....	161
2.2. Le projet de regroupement familial De Schacken-Masson.....	164
2.3. Masson s'implante à Saurupt grâce au soutien de son beau-père.....	166
3. La villa Masson, la vraie maison de l'architecte ? (cat. n°13).....	168

3.1. Chronologie des travaux.....	168
3.2. Des hésitations au sujet de la destination de la maison .....	169
3.3. L'insertion d'un mosellan à Nancy et l'établissement de son style.....	171
Chapitre 2. Les commanditaires modestes et l'introduction du confort .....	174
1. Les commanditaires modestes du début de la carrière de Masson à Nancy.....	175
1.1. Camille Guillaume, fils de charpentier et sa maison au parc de Saurupt (cat. n°2).....	176
1.2. Une commande familiale à Saurupt, sous le nom de Louise Goint ? (cat. n°6) .....	179
1.3. Camille Job, commanditaire âgé de la plus petite des maisons modestes, mais toujours à Saurupt (cat. n°15).....	181
1.4. Maria Voinier, une cliente ambitieuse, enrichie et fidèle.....	183
1.4.1. La Villa Simone, une première maison ordinaire à Nancy (cat. n°3) .....	184
1.4.2. Une seconde commande, plus ambitieuse, attribuée à Charles Masson (cat n°28)	185
2. Des commanditaires modestes mais des maisons plus élaborées .....	188
2.1. Lucien Martelin, dessinateur dans l'agence de Charles Masson ? La première maison modeste bien équipée ? (cat. n°10) .....	188
2.2. René Michel et sa maison 'à bon marché' de 'Style Masson' en 1932 (cat. n°37).....	190
2.2.1. Une maison bien documentée .....	191
2.2.2. Une « habitation à bon marché ».....	192
2.2.3. Le chantier et sa mise en œuvre .....	193
2.2.4. Une maison modeste, de « style Masson ».....	194
2.3. Adrien Mansuy, commanditaire d'une maison « épurée » en 1936 (cat. n°52).....	195
Chapitre 3. Les commanditaires aisés et l'aspiration au luxe et au faste.....	199
1. Les demeures Voinier (Metz), Woelflin et Alt : trois villas sous influence allemande .....	199
1.1. Ernest Woelflin, une ambition contrariée (cat. 34).....	201
1.1.1. Un photographe réputé.....	201
1.1.2. Une réplique en modèle réduit ? .....	204
1.2. L'ultime demeure de Michel Alt, industriel mosellan : une grande villa (cat. 35).....	205
1.2.1. Une carrière entièrement mosellane .....	206
1.2.2. Une villa au programme ambitieux et traditionnel.....	207
2. Les quatre villas Mathieu, Mairot, Mairesse et Marchal : Masson invente un nouveau type de villa	209
2.1. Pour Paul Mathieu, à Monbois, la première villa « style Masson » (cat. 25).....	210
2.2. Une villa nouvelle pour Louis Mairot, fidèle client de Masson (cat.36). La preuve. ....	212
2.2.1. Une longue carrière dans l'administration des chemins de fer.....	213
2.2.2. Une résidence familiale au parc du Placieux à Villers-lès-Nancy .....	214

2.2.3. L'archétype de la nouvelle villa selon Masson .....	215
2.3. Une villa « mitoyenne » pour Lucien Mairesse, un commanditaire résidant au Maghreb (cat. 38) .....	217
2.4. Le même projet pour Fernand Marchal, un commanditaire à l'ascension sociale spectaculaire (cat. 40) .....	219
3. Quatre commandes au programme particulier : Wasels (cat. °14), Castan (cat. n°31), Fontaine (cat. n°32) et Roussel (cat. n°54).....	222
3.1. Une villa austère pour les époux Wasels, un ingénieur suisse et une riche héritière (cat. n°14) .....	222
3.2. La villa de Paul Castan, un industriel de Saint-Dié (cat. n° 31) .....	226
3.3. Jean-Marie Fontaine et son « garage-logement » de Neuves-Maisons (cat. n° 32).....	228
3.4. La villa d'angle de Fernand et de Fernande Roussel, des commanditaires patients (cat. 54) .....	229

## QUATRIÈME PARTIE

COMMANDER POUR INVESTIR : LA TENTATION DES AFFAIRES .....	235
Chapitre 1. 1922-1929, les débutants .....	238
1. Les trois premiers immeubles. Ambition et prudence .....	239
1.1. L'immeuble Hautdidier, pour investir mais aussi y résider (cat. n°4) .....	239
1.2. Cortellini et Albertinetti, entrepreneurs associés et commanditaires de deux immeubles voisins (cat. n°7 et n°8).....	243
1.2.1. Deux entrepreneurs d'origine italienne et associés .....	243
1.2.2. Deux immeubles mitoyens avec un air de famille.....	244
1.2.3. De la spéculation à la faillite .....	246
1.2.4. Un singulier mimétisme .....	247
2. Poirel, Heymes, Voltan et Munier : l'initiation aux affaires, avec l'aide de Masson ? (cat. 16, 17, 21, 22, 26 et 27).....	248
2.1. Edmond Poirel, de la maison personnelle à la maison de rapport (cat. n°16) .....	249
2.2. Joseph Heymes, une commande pour spéculer ? (cat. n° 22).....	252
2.3. Dominique Voltan, un maçon trop ambitieux (cat. n°24). .....	254
2.4. Paul Munier, ou comment un professeur de musique devint promoteur au parc de Saurupt .....	257
2.4.1. L'ascension sociale de Paul Munier .....	258
2.4.2. Une maison pour un professeur de musique, bientôt louée (cat. n° 17) .....	260
2.4.3. Une maison passe-partout mais efficace (cat. n° 21).....	261
2.4.4. Le « bouquet final » (cat. n° 27).....	262

Chapitre 2. Michelet et Verry, une famille de promoteurs confirmés .....	266
1. Henry Verry, de l'épicerie à l'immobilier. ....	266
1.1. Biographie de Henry Verry : de Wassy à Nancy.....	267
1.2. Deux maisons de rapport mitoyennes (cat. n° 9 et 11) et une surélévation (cat. n°55) ....	269
1.3. Henry Verry, agent immobilier et promoteur.....	271
2. Les Michelet, une collaboration fidèle avec Masson.....	272
2.1. Léon Michelet, un enfant du bâtiment.....	272
2.2. L'association avec Fischer : une première expérience d'investissement immobilier avant la Grande Guerre.....	273
2.3. Suzanne Michelet, la « fille de son père » ? .....	275
3. Léon Michelet et Charles Masson : une passion partagée pour Saurupt et pour l'architecture domestique bourgeoise .....	276
3.1. La première commande de Léon Michelet : une maison dans la lignée des grandes villas, 2, rue du Maréchal Gérard (cat. n°12) .....	277
3.2. Une maison aux allures d'hôtel particulier, 4 rue Lieutenant Henri Crépin (cat. n°19) ....	279
3.3. Une maison fastueuse sur un terrain ingrat, 13, rue du Général Clinchant (cat. n°23).....	280
3.4. Les trois villas des 9, 11 et 11bis, rue du Lieutenant Henri Crépin : variations sur le faste et la modernité. Un autre type de villa. (cat. n°26, 29 et 30) .....	281
3.5. Deux immeubles aux 99 et 99bis, avenue du Général Leclerc. L'invention d'un nouveau type d'immeuble (cat. n° 42 et 43) .....	283
3.6. L'immeuble de Suzanne Michelet, 12, rue Notre-Dame de Lourdes, le plus luxueux (cat. n° 48) 285	
3.7. Le dernier appel à Masson pour la villa familiale, 23, rue du Lieutenant Henri Crépin (cat n° 53) 286	
Chapitre 3. Les années Trente : le temps des immeubles .....	290
1. Les immeubles projetés entre 1927 et 1934.....	291
1.1. L'immeuble de Redon, ou comment assurer des rentes à une noble veuve (cat. 18) .....	292
1.1.1. Thérèse de Redon, une aristocrate veuve et versaillaise .....	292
1.1.2. Une commande spéculative ?.....	293
1.1.3. Une œuvre de transition .....	294
1.2. L'immeuble Maurice ou l'investissement prudent d'un <i>self made man</i> (cat. 20).....	296
1.2.1. La belle carrière d'un enfant abandonné .....	296
1.2.2. Un immeuble moderne .....	299
1.3. L'immeuble Salles, ou comment faire d'une pierre trois coups (cat. 33).....	300
1.3.1. Jean Salles, de l'aubergiste à l'assureur .....	300
1.3.2. L'ambition d'un homme neuf .....	301

1.3.3. Mélange de styles .....	302
1.4. La famille Bochart, de « vrais » investisseurs. La rentabilité d'abord (cat. n° 39 et 51) ..	303
1.4.1. Un garagiste entreprenant.....	303
1.4.2. Un immeuble très rentable .....	305
1.4.3. Un immeuble à minima .....	306
1.5. Une surélévation pour les époux Thouesny, aux revenus modestes (cat. n° 41) .....	308
2. 1933-1934, trois grands immeubles très rentables, avenue Anatole France à Nancy .....	310
2.1. L'immeuble Schmitt-Hervouet ou l'urgence d'un investissement (cat. 44).....	311
2.1.1. Une maîtrise d'ouvrage à quatre mains .....	311
2.1.2. Un premier immeuble de grand gabarit entre Art déco et Modernisme .....	313
2.2. L'immeuble Aubry ou l'esprit « villa » (cat. 45).....	314
2.2.1. Louise Aubry, une veuve qui doit s'assurer des revenus .....	314
2.2.2. Un immeuble de haut standing.....	315
2.3. L'immeuble de Meester, le plus grand immeuble de Masson (cat. 46) .....	316
2.3.1. Polydor de Meester, un cafetier parisien enrichi .....	316
2.3.2. Un ensemble monumental et rentable .....	318
3. 1934-1935, trois immeubles moyens par temps de crise .....	319
3.1. L'immeuble de Jules Courrier ou comment s'adapter à la crise (cat. 47) .....	320
3.1.1. Jules Courrier, l'ascension d'un instituteur .....	320
3.1.2. Adaptation et classicisme .....	321
3.2. L'immeuble de Joseph Robert : insensible à la crise ? (cat. 49).....	322
3.2.1. Joseph Robert, en ascension sociale constante.....	322
3.2.2. Des modèles éprouvés.....	323
3.3. L'immeuble de L. Mairot, le chant du cygne de Masson bâtisseur d'immeubles (cat. n° 50) .....	324
 CONCLUSION GÉNÉRALE.....	 330
1. Masson et André, « obligés » de l'architecte domestique.....	331
2. Les échanges entre Masson et ses clients : quelques fragments .....	334
3. Masson et Mascret, destins comparés. L'architecture domestique comme reflet social ? .....	337
 SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	 342

# INTRODUCTION GÉNÉRALE

« Car la maison est notre coin du monde.  
Elle est – on l’a souvent dit – notre premier univers.  
Elle est vraiment un cosmos. »  
Gaston Bachelard, *Poétique de l’espace*, 1957

## 1. Réflexions liminaires

La maison, notre « premier univers » ? Univers intime et personnel. Qui ne souhaite pas construire la maison de ses rêves ? Une maison selon ses goûts ? Pour ceux qui peuvent réaliser leurs rêves, faire appel à un architecte relève de l’évidence. Il devrait savoir les mettre en œuvre et les concrétiser. Là commençait, selon la mythologie antique, l’architecture comme art de bâtir, d’abord dans la construction de la cabane initiale. À l’orée d’une thèse touchant à l’histoire de l’architecture, ces questionnements peuvent paraître relever de l’évidence ou même des idées générales, mais Charles Masson s’étant consacré de façon exclusive à la construction d’habitations pendant les années de sa maturité professionnelle qu’il a vécues à Nancy, l’interrogation sur la maison au sens large du terme ou sur « l’habiter » devient plus pertinente, voire incontournable.

### 1.1. L’architecture, la maison et le « bâtir »

L’architecture, notre premier centre d’intérêt, est définie dans le dictionnaire *Larousse* comme « l’art de construire des bâtiments »<sup>1</sup>. En approfondissant cette définition, on constate qu’il y a plusieurs catégories de bâtiments (ou d’édifices), mais qui se ramènent toutes au même concept : « une construction d’un seul tenant mettant à couvert un espace habitable »<sup>2</sup>. Cette fonction de base nous vient tout de suite à l’esprit quand nous parlons d’un logement ou

---

<sup>1</sup>. COLLECTIF, *La rousse* [En ligne]. <http://www.larousse.fr> (consulté le 21 février 2017). La définition de ce mot dans le *Petit Robert* est presque pareille comme suite : ‘ L’art de construire les édifices’. Voir *Le Petit Robert* 2010, p. 133.

<sup>2</sup>. PEROUSE DE MONTCLOS Jean-Marie, *Architecture, Méthode et vocabulaire*, Paris : éditions du Patrimoine Ministères des affaires culturelles, 1972, t. 1, p. 28.



d'une maison. Le mot 'maison' est une appellation courante, au sens plus large et sans précision, pour désigner un bâtiment construit pour servir d'habitation à des personnes<sup>3</sup>. Dans ce sens, l'architecture existe essentiellement pour satisfaire à nos besoins de s'abriter et de demeurer. L'architecture, parmi tous les arts, est donc celui qui s'avère le plus pratique, le plus indispensable et le plus proche de notre vie quotidienne. Bien entendu un bâtiment a aussi une valeur financière mais le droit d'habitation précède de beaucoup le droit de propriété.

Beaucoup de termes relevant de la notion de « maison » se rapportent à cette fonction essentielle : habitat, abri, gîte, hutte, cabane, logis, niche, box, case, habitat, demeure, résidence, domicile, domestique, logement, chez-soi, foyer, home, toit, édifice, appartement, studio, immeuble, building, construction... Cette abondance lexicale ne cache pas le fait qu'une maison est d'abord un endroit pour s'abriter.

Pour approfondir cette réflexion initiale, nous mettrons à profit quelques philosophes. Heidegger a beaucoup étudié les notions de « l'habiter » et du « bâtir ». Cependant son concept d'« habiter » n'est pas lié à la « maison » mais plutôt à « l'Être », ce qui n'étonnera pas. En fait le mot « bâtir » – « *Bauen* », en allemand – signifie aussi à l'origine « cultiver » et « habiter ». La série de mots et de racines, *Bauen, buan, bhü*, se rattache à *bin* (*ich bin* : je suis), donc au verbe « être ». 'Je suis' signifie donc 'j'habite'. Heidegger affirme : « Être homme veut dire : être sur terre comme mortel, c'est-à-dire : habiter »<sup>4</sup>. Pour lui, la question de l'habiter n'est donc pas différente que celle de l'être. « Habiter » ne tient pas seulement au lieu où on demeure mais signifie aussi qu'on demeure en paix (*Wunian*). Quand on habite dans un état libre sans menace ni danger, on peut y demeurer, y séjourner.

D'après Gaston Bachelard, la maison offre de riches significations, bien plus sensibles que celle relevées par Heidegger. Il constate que la maison est d'abord un objet fait de matériaux. C'est un abri qui nous protège face à la nature violente, à l'hostilité du monde. En outre, elle garantit les valeurs humaines. Bachelard précise : « Les valeurs de protection et de résistance de la maison sont transposées en valeurs humaines. La maison prend les énergies physiques et morales d'un corps humain »<sup>5</sup>. Pour Bachelard, la maison est un endroit rempli de souvenirs. Et le plus précieux, c'est que : « la maison abrite la rêverie, la maison nous permet de rêver en paix ». À son idée, la maison, notamment la maison natale, dans chacune de ses pièces, de la

---

<sup>3</sup>. COLLECTIF, *La rousse* [En ligne]. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/maison/48725> (consulté le 13 février 2017)

<sup>4</sup>. HEIDEGGER Martin, 'Bâtir, habiter, penser' in *Essais et conférence*, Paris : Gallimard, 1958, p.173.

<sup>5</sup>. BACHELARD Gaston, *La poétique de l'espace*, Paris : Les Presses universitaires de France, 3<sup>e</sup> édition, 1961, pp. 72-73.

cave au grenier, est symbole de la mère et peut même se substituer à elle, lors de sa disparition<sup>6</sup>. La maison natale, c'est pour l'enfant, le lieu de l'intimité et de l'expérience de la solitude volontaire, mais qui l'ouvre vers le monde. Ces réflexions poétiques de Bachelard semblent assez éloignées de notre perception actuelle de la demeure, mais elles montrent bien que, quand on prononce ce mot, il y a au fond de chacun l'archétype d'une maison rêvée ou son image idéale.

À l'origine de toute civilisation, un bâtiment est d'abord un abri qui protège des intempéries, mais très vite l'architecture prit ses droits et s'accorda avec l'esprit de l'époque. Construire une demeure nécessite un ensemble de techniques, de matériaux et de biens mais doit aussi satisfaire des besoins et des goûts tantôt exprimés par le client, tantôt proposés par l'architecte... Dit autrement, pour bâtir une demeure selon ses attentes, un maître d'ouvrage fait appel à un architecte, celui-ci interprétant ou stimulant les désirs et les besoins du commanditaire puis en tâchant de leur trouver une réponse architecturale. C'est l'enjeu de l'architecte : il conçoit des plans en associant les demandes de commanditaire, les fonctions attendues de l'édifice et l'esthétique de l'époque. Une construction est donc l'aboutissement d'un processus de synthèse, résolvant des problèmes divers. Les protagonistes d'une construction appartenant à un moment précis de l'histoire, le moins que nous puissions dire c'est que l'action de bâtir est une expression de l'époque qui la voit naître.

## **1.2. L'architecte : brève histoire d'un mot et d'un métier**

Pour réaliser un ouvrage, le client ou maître d'ouvrage confie donc son projet à un concepteur : le maître d'œuvre ou architecte. Celui-ci « est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui pour sa compétence technique, est chargée par le maître de l'ouvrage ou son mandataire, de concevoir le projet, d'assurer la conformité architecturale, technique et économique de la réalisation du projet objet du marché, de diriger et de contrôler l'exécution des travaux et de proposer leur règlement, d'assister le maître de l'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement »<sup>7</sup>. En cas de gros projet<sup>8</sup>, une équipe de maîtrise d'œuvre peut être formée de multiples intervenants, mais en général le maître d'œuvre est un architecte.

---

<sup>6</sup>. KIM Hye-Rung, *Habiter : Perspectives philosophiques et éthiques*, thèse de doctorat de la faculté de la théologie protestante sous la direction de Gilbert Vincent, l'Université de Strasbourg, 2011, pp.62-65.

<sup>7</sup>. L'article 2 du nouveau cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux publics de la loi MOP modifiée du 12 juillet 1985. Voir le site : <http://www.acheteurs-publics.com/marches-publics-encyclopedie/maitrise-d-oeuvre---loi-mop>.

<sup>8</sup>. Aujourd'hui, le cœur de la maîtrise d'œuvre concerne pour l'essentiel quatre professions : les architectes et agrées en architecture, les bureaux d'études, les ingénieurs-conseils ou assimilés, les économistes de la construction, les professionnels de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination.

Charles Masson fut cet architecte qui sans doute tenta de répondre aux souhaits de ses clients. Mais ce mot et ce métier ont aussi leur histoire.

« Architecte » est un mot ancien. Dans le premier texte grec qui utilise ce mot<sup>9</sup>, *architecton* (αρχιτέκτων) désigne le constructeur de l'aqueduc de Samos au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Ce mot se compose d'*archi-* (αρχι-) et de *tecton* (τέκτων) qui signifie respectivement « chef » et « charpentier ». L'*architecton* désigne donc le « maître charpentier » ce qui rappelle que le bois était un matériau utilisé dans la grande architecture. De nombreux textes attestent que les colonnes des temples étaient en bois. Le mot *tecton* est également présent dans l'*Iliade* et dans l'*Odyssée* d'Homère et chez quelques auteurs grecs pour identifier différentes catégories d'ouvriers et d'artisans : charpentier, artisans en métaux, tailleurs de pierres, sculpteur, maçon<sup>10</sup>. Chez Aristote et Platon, l'*architecton* est celui qui dirige des ouvriers. Ce nom a donc couvert de multiples tâches du champ architectural. Dans la littérature latine *architectus* couvre les activités d'architecte et d'ingénieur, l'*architectus armamentarius* est responsable d'un arsenal ou ingénieur de l'armement l'*architectus naualis* et architecte naval. La définition, le contenu du métier, continue à évoluer avec le temps.

En France, l'histoire du métier d'architecte est relativement récente<sup>11</sup>. Jusqu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle, il est plutôt question de maître-maçon, de maître en général. Mais avec la publication en 1567 du *Premier tome de l'Architecture* de Philibert Delorme (1514-1570), l'architecte quitte définitivement le monde des artisans et devient un artiste qui conçoit et contrôle la construction d'un édifice. Cette dénomination doit beaucoup à l'influence de la Renaissance italienne. C'est un nouveau concept et une véritable rupture du passé. Les activités d'architecte ne sont plus apparentées aux pratiques manuelles et artisanales des métiers du bâtiment. L'architecte devient un métier intellectuel qui se distingue des autres métiers du bâtiment.

L'Académie royale d'architecture créée par Louis XIV en 1671 consacre l'architecture comme l'art majeur par excellence. Progressivement son enseignement va échapper à l'académie<sup>12</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle l'architecture est enseignée en 1806 à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), mais aussi en 1865 à l'Ecole spéciale d'architecture (ESA), puis en

---

<sup>9</sup>. CALLEBAT Louis, *Architecte' : Histoire d'un mot*, Voces : ediciones Universidad de Salamanca, 10-11, 1999-2000, pp. 47-58. Voir aussi l'ouvrage s'intitule *'Histoire de l'architecte'* (collectif dirigé par Louis Callebat), Paris : Flammarion, 1998.

<sup>10</sup>. CALLEBAT Louis, *ibid.*

<sup>11</sup>. RINGON Gérard, *Histoire du métier d'architecte en France*, Paris : Presses Universitaires de France (PUF), 1998.

<sup>12</sup>. Divers enseignements d'architecture furent ouverts qui rivalisèrent avec l'Académie : écoles de dessin, académies des arts, écoles des ponts et chaussées (1747), écoles de génie militaire, l'école polytechnique (1794)...

régions dans les écoles des beaux-arts et toujours dans quelques écoles d'ingénieurs. Le diplôme d'architecte diplômé par le gouvernement (DPLG) créé en 1867<sup>13</sup> ne rend pas obligatoire son intervention. Le premier Congrès des Architectes français s'est tenu en 1873 et l'Ordre des architectes<sup>14</sup> est né en 1941. Les rôles et les missions de l'architecte sont alors définis : « la vocation de l'architecte est de participer à tout ce qui relève de l'aménagement de l'espace et plus particulièrement de l'acte de bâtir ».

### **1.3. Nancy, une ville et son architecture**

Un autre aspect spécifique de l'architecture, c'est son caractère local. Quand on construit un bâtiment, on choisit d'abord un endroit adéquat. Et c'est décisif, car un édifice ne peut pas être déplacé contrairement aux œuvres produites par la peinture ou la sculpture, par exemple, qui, réalisées dans l'atelier d'un artiste, seront exposées ailleurs. Un bâtiment est intimement lié à un lieu et, fait remarquable, il fonctionne souvent comme un point de repère. Les constructions que nous allons étudier se trouvent en Lorraine, principalement à Nancy. Notre travail a donc une portée d'abord régionale. Ensuite, historiquement, il s'inscrit dans l'entre-deux-guerres. Il nous faut donc aborder l'histoire et l'architecture de Nancy en Lorraine.

Du point de vue historique, l'histoire de la Lorraine a ses particularités qui retiennent notre attention. La Lotharingie est née en 843 au traité de Verdun qui divise en trois l'empire carolingien. Située entre le futur royaume de France et le futur Saint-Empire romain germanique, elle fut régulièrement convoitée et amputée par ses deux voisins. Longtemps état indépendant, la Lorraine fut définitivement intégrée au royaume de France en 1766. Mais en 1870, la première guerre franco-allemande priva la France de l'Alsace et du quart nord-est du territoire historique de la Lorraine, où naîtra Charles Masson. Nancy où il travaillera entre 1920 et 1936, devint alors la ville la plus importante de l'Est de la France. Elle attira, ainsi que le nouveau département de Meurthe-et-Moselle, de nombreux réfugiés. La ville qui n'était alors qu'une préfecture de seconde importance, devint une agglomération florissante qui bénéficia de l'arrivée de nombreux immigrants dont des universitaires strasbourgeois, des industriels et des banquiers alsaciens et mosellans. Le département de Meurthe-et-Moselle devint même le plus riche de France et la ville de Nancy connut un développement urbain exceptionnel : sa population doubla pour atteindre 100 000 habitants. Cet essor démographique et économique

---

<sup>13</sup>. Ce diplôme est remplacé en 2007 par le diplôme d'État d'architecte.

<sup>14</sup>. Il s'agit d'un organisme de droit privé chargé de missions de service public. D'après le site officiel de cet organisme, l'inscription à l'Ordre des architectes confère le droit d'exercer la profession et de porter le titre d'architecte.

s'accompagna d'un mouvement artistique florissant dont les artistes les plus réputés furent Emile Gallé, Victor Prouvé, Louis Majorelle, Jacques Gruber, Eugène Vallin et Émile André. Prenant le nom d'*Alliance provinciale des industries d'art* ou *École de Nancy*, ce mouvement constitue, bien avant Paris, une des branches internationale de l'Art nouveau. L'architecture n'en est pas le fleuron principal mais elle participe largement à l'urbanisme et au renouvellement des formes. Un de ses lieux d'expression préférés est le parc de Saurupt – qui restera un terrain d'expérience essentiel pour Charles Masson – mais aussi la rue Félix Faure, les maisons Vallin, Majorelle, Biet, André, la brasserie *L'Excelsior*, la Chambre de commerce et d'industrie... Notre architecte, né en territoire annexé et de culture allemande, est étranger à ce mouvement mais il ne peut l'ignorer et quelques-uns de ses concurrents sont des architectes qui ont érigé, avant la guerre, des œuvres parmi la soixantaine d'édifices majeurs « Art nouveau » aujourd'hui protégés au titre des Monuments Historiques. De plus une grande partie des villas et des maisons projetées et construites par Masson ont pour cadre le Parc de Saurupt : dans quelle mesure l'art de Masson et les demandes de ses clients s'inscriront-ils dans la suite des premières constructions Art nouveau qui y fleurirent ?

L'Art déco nancéen, comme ailleurs, est né en réaction contre l'Art nouveau qui disparaît – presque – totalement avec la Première Guerre mondiale. Gilles Marseille qui a été chargé de l'inventaire de l'architecture des années 1919 à 1945 dans les vingt communes de l'agglomération nancéenne a repéré environ 7 000 édifices. Parmi eux, des centaines illustrent le style Art déco<sup>15</sup>. Les constructions les plus intéressantes deviennent également à leur tour des monuments historiques.

## **2. Le choix du sujet : Charles Masson et ses commanditaires**

Ce sujet entre dans le cadre d'un projet collectif entrepris en 2007, moment où de nombreuses études furent menées pour la période des années 1919 à 1945 à Nancy. Il s'agissait d'un programme de recherches sur l'Art déco à Nancy initié par les Archives modernes de l'Architecture Lorraine (AMAL) avec la participation du département d'histoire de l'art et d'archéologie de l'université Nancy 2 (actuellement Université de Lorraine) et de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy. Pour l'université, MM. Francis Roussel et Pierre Sesmat ont organisé un groupe de travail sur l'Art déco à Nancy. Mme. Catherine Coley,

---

<sup>15</sup>. MARSEILLE Gilles, *Nancy Art déco : un patrimoine de la communauté urbaine*, Strasbourg : Les éditions du Quotidien, 2015, p. 5.

spécialiste du constructeur Jean Prouvé, a apporté sa connaissance du milieu nancéen et son expérience<sup>16</sup>. Ce groupe a permis la réalisation d'une dizaine de masters<sup>17</sup> et de deux thèses<sup>18</sup> qui abordent différents sujets : art du vitrail, ferronnerie, architecture civile et architecture religieuse... Intéressée par l'architecture, je m'intégrai dans ce groupe de recherche et on me proposa une étude consacrée à l'art funéraire et plus particulièrement aux chapelles funéraires du style Art déco à Nancy qui aboutit en 2011 à la soutenance d'un mémoire de master : *Les chapelles funéraires dans le style Art déco à Nancy durant la période d'Entre-deux-guerres*<sup>19</sup>. Lors de ce travail de recherche, j'ai pris goût à l'étude des archives. J'ai découvert combien la connaissance, presque intime qu'elles permettent, des protagonistes d'un projet architectural était fondamentale pour la compréhension de l'architecture. Il fallait plonger dans les journaux, relire les avis mortuaires, chercher des informations dans les registres d'état civil pour comprendre en quoi une chapelle funéraire, commandée à un architecte, peut être le reflet d'une personnalité et l'expression d'une intention particulière, celles du commanditaire mais aussi de l'architecte. N'en va-t-il pas de même pour toute l'architecture ?

La chapelle funéraire, monument commémoratif pour les défunts, est comme une maison, en tout cas, c'est une œuvre réalisée par un architecte pour un commanditaire et dans des conditions tout à fait particulières, celles entourant la mort et présidant au souvenir. Suite à cette étude tournée vers l'architecture des défunts et qui m'a permis de mettre en œuvre une méthode de recherche documentaire, la nouvelle recherche qu'est cette thèse veut se tourner vers « l'architecture des vivants ». Selon les conseils de Mme. Catherine Coley et de M. Francis Roussel et en tenant compte de mon intérêt pour les commanditaires, mon nouveau travail devait consister à étudier les relations entre ceux-ci et un maître d'œuvre choisi.

C'est ce qui m'a tenté quand cette recherche sur Charles Masson, son architecture et ses commanditaires m'a été proposée. En effet, pendant ses années d'activité à Nancy, Charles Masson a la particularité d'avoir travaillé exclusivement pour une clientèle privée individuelle, comme dans le cas des chapelles, et même de n'avoir construit que des lieux d'habitation : villas, maisons et immeubles. C'est aussi un architecte majeur de cette période, mais mal connu. Deux intentions présidèrent donc à ma recherche : d'une part découvrir un architecte resté jusqu'ici en dehors des curiosités des historiens de l'architecture et d'autre part, dans la suite de mon

---

<sup>16</sup>. COLEY Catherine, *Éléments de recherches sur l'urbanisme et l'architecture à Nancy entre les deux guerres*, Nancy, Mémoire de maîtrise en Histoire de l'art, Nancy : Université de Nancy 2, 1972.

<sup>17</sup>. En 2007, a été soutenu le mémoire de Gilles Marseille sur le parc du Placieux, en 2009 celui de Catherine Froment sur la ferronnerie d'Art déco à Nancy, en 2012 celui de Lucie Miech consacré au vitrail à Nancy, etc.

<sup>18</sup>. La thèse de Gilles Marseille que nous avons citée plus haut et mon présent travail de thèse.

<sup>19</sup>. Mémoire soutenu sous la direction de Mme. Catherine Coley et MM. Pierre Sesmat et Francis Roussel.

travail sur les chapelles Art déco, connaître la clientèle de Masson et étudier, si possible, les relations établies entre les deux protagonistes.

## 2.1. Pourquoi Charles Masson

Plusieurs architectes de cette époque étaient susceptibles de m'intéresser. Certains ont déjà fait l'objet de recherches qui ont donné lieu à des monographies plus ou moins élaborées (fig. 1). C'est le cas de Raphaël Oudeville (1896-1949)<sup>20</sup>, originaire des Vosges, qui après ses études à l'École nationale des Beaux-Arts de Paris reprend, en 1922, l'agence de Lucien Weissenberger, l'un des principaux architectes de l'Art Nouveau. Son nom est connu par la construction entre 1929 et 1931 de la cité Senn, un ensemble d'immeubles HBM (Habitation à Bon Marché) de grande qualité<sup>21</sup>. Fernand Mascret (1901-1984), un autre maître d'œuvre particulièrement dynamique durant cette période de l'entre-deux-guerres, présente une formation originale et une œuvre de grande qualité. Originaire de Nancy, il est formé à l'École des Beaux-Arts de Nancy puis à l'École spéciale des Travaux Publics. D'abord dessinateur dans l'agence Martin, il s'installe comme architecte en 1923. Il construira environ 170 édifices<sup>22</sup>. Il réalise de nombreuses maisons à deux travées pour la classe moyenne et une bourgeoisie modeste mais il est surtout connu comme l'auteur de nombreux lotissements dont il est le promoteur. Son œuvre a été étudiée par Patrick Dieudonné<sup>23</sup>. Jean Bourgon (1895-1959) est aussi l'un des architectes qui peut faire l'objet d'une thèse. Fils de l'architecte, Charles-Désiré Bourgon, actif pendant la période Art nouveau, Jean Bourgon fait ses études à l'École des Beaux-Arts de Paris et reprend l'agence de son père. D'abord tourné vers l'académisme, il acquiert la réputation d'un architecte moderne avec la construction du siège de la Société des hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson. L'État le fait travailler pour la réalisation de nombreux édifices universitaires<sup>24</sup>. Son œuvre a fait l'objet de plusieurs recherches<sup>25</sup>. Pierre Le Bourgeois (1879-1971), auteur, à Nancy, des Magasins Réunis et du Palais de la bière, deux œuvres

---

<sup>20</sup>. INCONNU, *Raphaël Oudeville, architecte D.P.L.G. à Nancy : recueil de constructions, réalisées de 1928 à 1930* III, Strasbourg : Editions d'architecture, d'industrie et d'économie rurale, s.d.

<sup>21</sup>. La cité Senn de Villers-lès-Nancy se situe de la limite de Nancy. Raphaël Oudeville unifie les cinq immeubles du HLM dont l'immeuble le long du boulevard d'Haussonville forme le flanc.

<sup>22</sup>. Ce chiffre est extrait du repérage réalisé par Gilles Marseille en 2010.

<sup>23</sup>. DIEUDONNE Patrick, *Ces architectes qui construisent la ville : Fernand Mascret*, Nancy : CAUE 54, 1989.

<sup>24</sup>. Jean Bourgon a réalisé la cité universitaire de Monbois, la bibliothèque de la faculté de médecine et la faculté de pharmacie.

<sup>25</sup>. BAUER Caroline, *Ces architectes qui construisent la ville : Jean Bourgon*, Nancy : CAUE 54, 2008. Voir aussi LOPPINET Sophie, *Jean Bourgon, architecte (1895-1959) - Essai de catalogue raisonné*, mémoire de maîtrise en histoire de l'art, Nancy : Université de Nancy 2, 1996.

emblématiques, a lui aussi fait l'objet d'une maîtrise<sup>26</sup>. Enfin Jules Criqui (1883-1951), autre architecte d'envergure, a principalement travaillé pour le clergé. Le diocèse dont il était devenu l'architecte lui confia notamment ses principaux chantiers nancéiens, de l'église Notre-Dame de Lourdes au Grand Séminaire de L'Asnée en passant par l'église Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, spectaculaire par ses dimensions et son style Art déco<sup>27</sup>. Par la spécificité de son client principal, cet architecte mériterait une étude approfondie.

Charles Masson (1894-1971), pour sa part et malgré la qualité indiscutable de son œuvre, n'a pas été l'objet d'une attention particulière (fig. 2). De nombreuses raisons expliquent cette carence. Ses origines et ses études faisaient de Charles Masson une sorte d'« étranger », en effet, à la différence de tous ses collègues nancéiens, il est né dans un village de la Moselle annexée et surtout a fait ses études en Allemagne<sup>28</sup>. Plusieurs questions surgissent alors, spécifiques à Masson : qu'a-t-il vu et retenu de l'architecture allemande ? Cette formation a-t-elle laissé des traces dans ses réalisations à Nancy ? On peut aussi supposer que l'intrusion d'une architecture étrangère à la tradition française dans le corpus de son œuvre en a sans doute perturbé la compréhension.

Profondément marqué par la Grande Guerre, Charles Masson revient dans sa contrée natale et débute sa carrière en Moselle avec des chantiers de la Reconstruction. Il travaille pour l'administration avec laquelle il entre bientôt en conflit<sup>29</sup> ; c'est sans doute la raison qui l'amène à quitter son département d'origine, pour s'installer à Nancy au début de l'année 1920. Il n'obtiendra pas l'agrément pour participer aux chantiers de reconstruction dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et doit, par nécessité, se tourner vers une clientèle privée qui ne lui commandera que des habitations : villas, maisons ou immeubles, mais aucun bâtiment privé destiné à des fonctions publiques, comme un hôtel, un restaurant, un magasin, une banque, une piscine, etc, ni aucune conception d'ensemble de lotissement. C'est cette orientation très particulière de la carrière de Charles Masson qui a principalement retenue mon attention. Le catalogue, non exhaustif, de ses œuvres publié par *Batimod* au milieu des années 1930<sup>30</sup> a été, jusqu'au présent travail, la seule publication consacrée à cet architecte mal

---

<sup>26</sup>. BATTISTIN Alexia, *Pierre Le Bourgeois architecte 1879-1971*, Mémoire Maîtrise en Histoire de l'Art, Nancy : Université Nancy 2, 1997.

<sup>27</sup>. Pour la liste de ses oeuvres, voir le site du CAUE de Meurthe-et-Moselle. Voir aussi Catherine GUYON, " Jules Criqui, une vie au service de l'architecture", *Le Pays lorrain*, 2009, n°2, p. 143-151.

<sup>28</sup>. Joseph Hornecker (1873-1942) est né à Strasbourg, donc lui aussi en territoire annexé, mais il a fait ses études à l'ENSAB de Paris, comme la plupart des architectes nancéiens de l'époque. En outre, il appartient à la génération précédant celle de Masson et à la sortie de la Grande Guerre, son oeuvre principal est derrière lui, sauf le Grand Théâtre de Nancy commencé en 1919.

<sup>29</sup>. Cette querelle naquit des désaccords à propos des honoraires au cours de reconstruction en Moselle suite de la Grande guerre. Voir la biographie de Charles Masson dans la partie 2.

<sup>30</sup>. INCONNU, *Charles Masson, L'architecture moderne*, Strasbourg : Batimod, non daté.



connu tant dans sa vie privée que professionnelle. C'est aussi ces lacunes qui ont motivé ma recherche. La diversité des réalisations et des commanditaires ajoute à l'intérêt qu'on peut porter à ce maître d'œuvre.

Grâce à l'annuaire des architectes dressé, à partir des années 1980, par les Archives Modernes de l'Architecture Lorraine (AMAL), nous savions que Charles Masson a précipitamment quitté Nancy en 1936 pour s'installer à Metz, mais nous n'en connaissons pas les raisons. De même son engagement pendant la Seconde Guerre mondiale a été pour nous une grande surprise. De retour en Lorraine, il y poursuit une carrière qui était ignorée et reste encore mal connue et il décède à Metz en 1971. En définitive il est vraisemblable que c'est la complexité de sa carrière qui n'a pas suscité de recherches sérieuses.

Charles Masson, par rapport à ses concurrents nancéiens de l'entre-deux-guerres, n'est pas un architecte d'une fécondité exceptionnelle : il réalise 57 édifices, c'est légèrement plus que Jules Criqui et Pierre Le Bourgeois qui construisent respectivement 45 et 41 édifices. Mais Fernand Mascret, Raphaël Oudeville et Jean Bourgon en réalisent trois fois plus<sup>31</sup>.

L'objectif premier de cette thèse est d'établir la biographie de Masson, puisque des lacunes très importantes subsistent dans la connaissance de son parcours professionnel et dans sa vie personnelle. En s'appuyant sur le *Batimod* de Masson, il fallait aussi dresser le corpus complet de ses œuvres pendant ses années nancéiennes et les analyser une par une. En effet il nous a semblé évident que chaque construction – villa, maison ou immeuble – exposait une part au moins des intentions des bâtisseurs, le commanditaire et l'architecte. On le sait, l'architecture elle-même reste une piste importante pour appréhender la personnalité des commanditaires, surtout quand, comme on le verra, ceux-ci n'ont pas laissé de trace de leurs intentions. C'est la raison pour laquelle l'architecture tient une place si importante dans cette thèse. La typologie des œuvres nous a naturellement fourni une approche enrichissante. À partir de l'ampleur et de l'aspect des édifices, nous pouvons imaginer qu'il y a au moins deux sortes de clients chez Charles Masson. Un groupe qui se compose de gens assez riches et l'autre, de gens relativement modestes. L'étude monographique était donc indispensable mais afin d'éviter que cette thèse ne se réduise à une succession de monographies, elles ont été reportées dans le catalogue.

## **2.2. Connaître les acteurs et leurs échanges**

En même temps que l'établissement de la biographie de l'architecte et l'étude architecturale de ses œuvres de l'entre-deux-guerres, le projet spécifique de notre recherche est

---

<sup>31</sup>. Ce chiffre est extrait du repérage réalisé par Gilles Marseille en 2010.

d'identifier chacun des commanditaires, de tenter les connaître au mieux, de trouver si possible des traces de leurs échanges avec l'architecte et d'établir une corrélation avec les œuvres commandées (fig. 3). Ce ne fut pas la partie la plus facile de notre tâche.

Pour réaliser une construction, trois acteurs principaux sont concernés : l'architecte (ou le maître d'œuvre), le commanditaire (ou le maître d'ouvrage ou le client) et l'entrepreneur. Si, pour la fourchette chronologique et dans le territoire qui concernent cette étude, l'architecte reste le plus étudié, l'entrepreneur est tout au plus cité et le commanditaire vaguement évoqué. Cette situation correspond à ce que chacun peut saisir en lisant les inscriptions sur les édifices : souvent le nom de l'architecte est donné, parfois celui de l'entrepreneur, jamais pour ainsi dire celui du commanditaire, dont on devine peut-être la personnalité et les intentions derrière le nom qu'il a pu donner à sa construction, quand il s'agit d'une villa.

L'historiographie concernant les entrepreneurs lorrains à l'époque contemporaine est rare mais elle n'est pas totalement absente. La thèse de Catherine Grosjean consacrée aux entrepreneurs de travaux publics en Lorraine entre 1871 et 1914 constitue, dans la mesure où certains de ces entrepreneurs continuent à travailler après la Grande Guerre, une source importante<sup>32</sup>. Le même auteur publie en 1998 un ouvrage consacré à l'entreprise France-Lanord & Bichaton qui est depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une entreprise majeure et toujours active à Nancy<sup>33</sup>. En revanche, en Lorraine, la recherche sur les commanditaires ne fait pas l'objet de publications spécifiques. Seuls Catherine Grosjean et Francis Roussel abordent ce sujet dans leurs travaux sur l'Art nouveau<sup>34</sup>. En ce qui concerne l'architecture de l'entre-deux-guerres, la thèse de Gilles Marseille mentionne des commanditaires mais l'auteur ne leur consacre aucune attention particulière. Il en va de même pour les travaux précédemment mentionnés sur les autres architectes nancéiens : on ne sait rien de précis au sujet de la clientèle privée ni publique de Raphaël Oudeville, Jean Bourgon, Pierre Le Bourgeois ou Fernand Mascret. La vie ou le profil social des commanditaires ne sont jamais pris en compte, tout juste sont mentionnés leurs noms en s'appuyant toujours sur les mêmes sources, l'une ancienne – les publications monographiques de *Batimod* – et l'autre récente : le fichier des permis de construire établi par

---

<sup>32</sup>. GROSJEAN Catherine, *Construire en Lorraine, les entrepreneurs entre 1871 et 1914*, Thèse de doctorat Histoire de l'art, Paris : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2005.

<sup>33</sup>. GROSJEAN Catherine sous la direction de Vincent Bradel et Catherine Coley, *France-Lanord & Bichaton : un siècle de constructeurs*, Nancy : Archives Modernes de l'Architecture Lorraine, 1998, 32p.

<sup>34</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy architecture 1900*, Metz : Serpenoise, coll. Images du Patrimoine, 1992 et GROSJEAN Catherine et ROUSSEL Francis, « Les commanditaires » in *L'École de Nancy, 1889-1909 : Art nouveau et industrie d'art*, Paris : Réunion des musées nationaux, 1999. pp.125-133.

les membres de l'AMAL depuis 1995<sup>35</sup>. Ce sont ces carences qui ont motivé mes travaux de recherche. Mais je ne mesurais pas vraiment les difficultés que je devrais affronter.

Pourtant l'étude des conditions humaines de la réalisation d'un édifice semble relever de l'évidence. En fait c'est surtout vrai et apparemment aisé quand le commanditaire est un personnage historique important. Il est ainsi impossible d'imaginer le chantier de Versailles sans l'intervention et les suggestions constantes de Louis XIV et toujours se pose la question de la paternité de telle ou telle idée : est-ce le roi ou un de ses architectes ? Depuis la naissance de l'histoire en tant que discipline scientifique au XIX<sup>e</sup> siècle, la recherche des contrats qui établissent, dans tous les champs des arts, la part respective d'engagement et d'initiative laissée à chacun des acteurs d'une réalisation artistique est une priorité, notamment pour les archivistes.

Cependant l'histoire de l'art ayant eu longtemps des préoccupations essentiellement « formalistes », ce n'est que relativement récemment que la question des maîtres d'ouvrage a fait son apparition parmi les préoccupations des chercheurs. Pour prendre une période éloignée des perspectives de cette thèse, il n'est pas une monographie savante d'une cathédrale gothique qui n'expose le rôle joué par l'évêque et souvent plus encore par le chapitre cathédral en tant que promoteurs des chantiers. Progressivement les laïcs prennent une place grandissante en tant que commanditaires, notamment les princes, ainsi que le montre le succès des Saintes Chapelles du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. Et depuis une vingtaine d'années, les ouvrages abordant la question des commanditaires à la fin du Moyen Âge et pendant la Renaissance se multiplient, comme par exemple celui de Sophie Cassagnes-Brouquet, *D'art et d'argent. Les artistes et leurs clients dans l'Europe du Nord (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*<sup>37</sup> paru en 2001 ou encore, en choisissant le point de vue des commanditaires, les actes du colloque parus en 2009 *Mécénat et politique. Le cas des prélats français et anglais de la Renaissance*<sup>38</sup>.

Pour l'architecture de l'entre-deux-guerres, il n'existe pas, à notre connaissance, d'ouvrage synthétique sur les commanditaires, ni de recherches systématiques sur les commanditaires. Ou bien si la question est abordée, c'est toujours dans un large cadre diachronique : il en va ainsi de l'ouvrage sous la direction de Bernard Marrey, *Les bâtisseurs, des moines cisterciens aux capitaines d'industrie* paru en 1997<sup>39</sup>, ou bien *Architectes et*

---

<sup>35</sup>. Ce fichier de l'AMAL a été établi à partir du dépouillement de *Batimod*, de la revue *Immeubles et constructions dans l'Est*, des registres de population et des permis de construire consultés aux archives.

<sup>36</sup>. BILLOT Claudine, *Les Saintes Chapelles. Royales et princières*, Paris : Éditions du patrimoine, 1999.

<sup>37</sup>. Rennes : PUR, 2001.

<sup>38</sup>. Le colloque s'est tenu en 2006 et les actes ont été publiés sous la direction de Frédérique Lemerle, Yves Pauwels et Gennaro Toscano.

<sup>39</sup>. Ce volume a un sous-titre explicite : *Du Moyen Âge à la Seconde Guerre mondiale*. Deux volumes sur *Les bâtisseurs de la modernité (1940-1975)* puis sur *Les bâtisseurs du présent* suivront en 2000 et 2003.

*commanditaires : cas particuliers du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, actes d'un colloque tenu en 2004 et publié en 2006 par Tarek Berrada<sup>40</sup>. On remarquera que non seulement le cadre de ces publications est ample mais que les commanditaires sont toujours abordés sous l'angle de l'individu. En fait c'est bien ainsi que la connaissance de la clientèle des architectes de l'entre-deux-guerres est envisagée : quelques cas emblématiques où sont illustrées les relations concertées, amicales ou tendues entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Par exemple, la célèbre villa Savoye : construite entre 1928 et 1931, devenue l'étendard de la modernité architecturale du XX<sup>e</sup> siècle, ne correspond pas aux souhaits initiaux de ses propriétaires : ils voulaient une maison de weekend avec, notamment, une grande pièce commune au rez-de-chaussée. On sait que Le Corbusier passa outre et leur proposa sa « boîte en l'air » sur pilotis qu'ils acceptèrent finalement sans mesurer les innombrables difficultés qu'ils durent affronter pour y vivre. Visiblement les relations entre Mallet-Stevens et Paul Cavrois lors de la construction entre 1929 et 1932 d'une autre villa devenue fameuse depuis sa restauration complète achevée en 2015, furent plus fluides (fig. 4). Le commanditaire, riche industriel à la tête d'une entreprise textile alors très prospère qui fabriquait des tissus « haut de gamme » pour des maisons parisiennes<sup>41</sup>, avait décidé de faire construire une vaste résidence à Croix, en périphérie de Roubaix, pour loger sa nombreuse famille. Il avait sept enfants pour lesquels il voulait une grande demeure dans un environnement plus sain. Au départ, le projet fut confié à un architecte local, Jacques Gréber (1882-1962) qui proposa une demeure de style « néo-régionaliste » anglo-normand alors en vogue. Mais en 1929 c'est Robert Mallet-Stevens qui fut chargé cette villa. Il semble que la première rencontre entre le commanditaire et l'architecte ait eu lieu à l'occasion de l'exposition des Arts Décoratifs de 1925. Le pavillon de textiles de Roubaix et Tourcoing y jouxtait plusieurs réalisations de Mallet-Stevens, dont le pavillon du tourisme et ses arbres cubistes qui étonnèrent. Paul Cavrois et sa femme Lucie furent séduits par les propositions de Mallet-Stevens et lui laissèrent les pleins pouvoirs pour la conception de leur maison familiale. Mais l'architecte avait pris soin de leur montrer ses œuvres, notamment ses constructions de l'actuelle rue Mallet-Stevens à Paris. Il emmena aussi Paul Cavrois aux Pays-Bas pour visiter le chantier de l'hôtel de ville d'Hilversum dont ils ramenèrent un échantillon de brique jaune qui fut le matériau de parement de la villa<sup>42</sup>. Dès lors on devine

---

<sup>40</sup>. Cette journée d'étude a eu lieu le 14 mai 2004 sous le titre 'Du dessin à l'exécution : Architectes et commanditaires'. Les actes ont été publiés à Paris, aux éditions L'Harmattan.

<sup>41</sup>. Cet établissement est fondé en 1865. En 1923, à peu près de 700 employés travaillaient dans cinq usines de la Société Carvois-Mahieu. Voir le site officiel de la villa Carvois : <http://www.villa-cavrois.fr/Explorer/La-villa-Cavrois/L-histoire-de-la-villa-Cavrois> [en ligne] (consulté le 20 mars 2017).

<sup>42</sup>. KLEIN Richard, *La villa Cavrois*, Paris : Éditions du patrimoine, 2015, p.8.

le climat de confiance réciproque entre les acteurs qu'évoque cet extrait du propos que Mallet-Stevens adressa en février 1934 à ses commanditaires : « À Madame et Monsieur Cavrois qui m'ont permis, grâce à leur clairvoyance, leur mépris de la routine et leur enthousiasme, de réaliser cette demeure. Avec toute ma gratitude et la fidélité de mon amitié » (fig. 5).

On pourrait recueillir des récits identiques, avec des péripéties plus ou moins développées, au sujet de la villa Tugendhat construite à Brno par Mies van der Rohe (1928-1930) ou la fameuse *Falling water house* de Frank Lloyd Wright (1936-1939) et encore de la grande majorité des villas ou maisons exceptionnelles commandées à de grands architectes. Le même schéma apparaît, mais à une échelle un peu plus modeste, dans l'étude de la clientèle de Barry Dierks (1899-1960), architecte américain installé sur la Côte d'Azur vers 1925<sup>43</sup>. Son origine lui permit d'entrer facilement en relation avec bien des Américains et des Anglais fortunés, et parfois célèbres, qui alors raffolaient de la villégiature au bord de la Méditerranée et pour qui il construisit pas moins de 66 villas, sur les 102 chantiers qui lui sont attribués.

En fait tous ces exemples illustrent la pérennité de la grande tradition de la commande aristocratique. Ils mettent en scène des personnalités exceptionnelles – peu ou prou – d'architectes mais aussi de commanditaires et souvent ils sont présentés chacun comme un moment-phare de la création architecturale dans le cadre d'une carrière ou même d'un mouvement artistique. Du point de vue de la clientèle, c'est ce que David Peyceré désigne comme la « commande privée éclairée de luxe » qui connut dans les années vingt « une percée significative » et qui fut le « principal vecteur en France du Mouvement moderne » laissant entendre par là que toute latitude était laissée par les commanditaires à l'expression du génie de l'architecte<sup>44</sup>.

Pour nous il aurait été plus facile d'écrire leur histoire si Charles Masson et sa clientèle s'étaient inscrits dans ce cadre privilégié et si la postérité nous avait transmis quelques documents concrets évoquant leurs échanges. Mais la carrière de Masson s'est déroulée en lien avec des clients appartenant à des catégories sociales certes majoritairement bourgeoises mais moins mondaines et moins cultivées. Les profils sociaux sont plus discrets, les projets moins ambitieux sauf exception. Par ailleurs si on sait que la réalisation d'un projet privé, maison ou immeuble, reste, depuis la décision de construire jusqu'à l'emménagement, un processus complexe et long et s'il est vraisemblable que durant ce temps, des courriers divers sont

---

<sup>43</sup>. FRAY François, «La clientèle de l'architecte Barry Dierks sur la Côte d'Azur», *In situ, Revue des patrimoines*, en ligne, 2004.

<sup>44</sup>. PEYCERÉ David, «La pratique de l'architecture en France au XXe siècle», in *Gazette des archives*, n° 190-191, 2000, pp. 187-198.

échangés entre les protagonistes, on ne peut que malheureusement constater, en ce qui concerne Masson et ses commanditaires, l'absence ou la disparition de source directe abordant d'une façon ou d'une autre cette histoire intime entre un client et un architecte qu'est une commande. D'une part les archives de Charles Masson ont disparu durant la seconde guerre mondiale – du moins sont-elles perdues – et d'autre part l'architecte n'a pas de descendants. Et du côté des commanditaires, il n'y a, dans notre corpus, que trois maisons qui sont encore occupées par des descendants. Une villa est toujours habitée par la fille du commanditaire, mais elle refuse de donner des renseignements. Pour les deux autres édifices, les descendants n'ont pas de témoignages directs. Nous ne pouvons donc pas connaître avec assurance les raisons qui poussèrent les commanditaires à faire appel à Charles Masson.

L'absence de sources directes a rendu ce travail de recherche difficile mais passionnant. À défaut d'avoir trouvé des échanges épistolaires ou sous une autre forme, nous nous sommes attachée, grâce à l'exploration des archives, à une analyse fine de la vie des maîtres d'ouvrage : leur origine sociale, leur parcours professionnel, leur mariage, leur décès. Les informations recueillies, toujours inédites, contribuent à comprendre les raisons de nombreuses commandes dont celles faites de notre architecte. Ces dépouillements longs et fastidieux seront systématiquement mis en relation avec les édifices. Cette confrontation systématique est, à cette échelle, inédite.

### **3. Présentation du sujet et des outils**

Notre champ d'étude se cantonne aux constructions de Masson pendant ses années passées à Nancy, ce qui correspond en gros à l'entre-deux-guerres. C'est un parti pris, il faut le reconnaître. Cependant il a sa cohérence car ces années nancéiennes correspondent au plein épanouissement de l'art de Masson et surtout constituent une période en soi d'intense investissement dans le domaine bien défini de la commande privée, et plus précisément dans l'habitation, en rupture avec son activité antérieure et plus encore avec son travail pendant puis après la Seconde Guerre mondiale. Avant son arrivée à Nancy en 1920, il prit une part active, comme on le verra, à la Reconstruction dans des villages mosellans en restaurant ou reconstruisant aussi bien des bâtiments publics que des maisons particulières. Mais les affaires tournèrent rapidement court et Masson dut renoncer à sa fonction d'architecte agréé de la Reconstruction. Sur le versant descendant de sa carrière, celui qui s'ouvrit après la Seconde Guerre mondiale et l'étonnante période bretonne, son activité semble plus éparpillée et plus

difficile à repérer, comme le laisse entendre l'ouverture simultanée ou successive de cabinets aussi bien à Paris, à Montigny-lès-Metz qu'à Sarreguemines. Cette période mériterait peut-être une étude particulière. Dans cette perspective, nous avons fait une recherche pour la Moselle et nous n'avons trouvé que cinq édifices bâtis par Charles Masson dans les années 1950 et 1960, qui seront évoqués plus loin<sup>45</sup>. Il faut souligner que le repérage des édifices de Masson pendant cette période s'avère presque impossible. La méthode la plus évidente consiste à consulter les fonds des permis de construire dans les centres d'archives. Mais tant à Metz qu'à Sarreguemines, le classement des permis est fait uniquement par les adresses, rue après rue, sans qu'il y ait la moindre possibilité d'y entrer par le biais de la datation ni par celui des noms propres.

### 3.1. Préparation du travail

#### 3.1.1. Définition du corpus des œuvres de Masson et de ses commanditaires

Malgré le cantonnement de notre recherche à son activité pendant l'entre-deux-guerres, il a été difficile d'établir le corpus exact des œuvres de Charles Masson. En effet il s'agissait de reprendre le dossier de chaque édifice initialement identifié, de vérifier que l'architecte est bien Masson et de déterminer son commanditaire. Une demeure est un bien immobilier et son propriétaire n'est pas forcément le maître d'ouvrage. Depuis leur achèvement, parfois sans délai, la grande majorité des édifices concernés ont vu les propriétaires se succéder. Au total nous avons découvert 57 édifices de Charles Masson dont trois immeubles plus anciens surélevés ; en raison de la simplicité de leur programme, deux de ces derniers ont été intégrés en annexe dans notre corpus<sup>46</sup>. Il en va de même pour une villa citée par le *Batimod*, située en Espagne mais dont le projet ne semble pas avoir abouti. Notre travail portera donc sur les 56 édifices privés réalisés durant l'Entre-deux-guerres<sup>47</sup>. La plus grande majorité – 49 – de ces constructions est située à Nancy, 7 édifices se trouvent hors de Nancy dont 3 à Laxou, 1 à Villers-lès-Nancy, 1 à Neuves-Maisons, 1 à Metz et 1 à Saint-Dié-des-Vosges (fig. 6). Cependant comme certains commanditaires font appel plusieurs fois – de deux à huit fois – à Charles Masson, notre étude portera sur 41 maîtres d'ouvrage.

---

<sup>45</sup>. L'ensemble des plans pour un immeuble de Sarrebourg (57-59-61, rue des Vosges) est conservé aux archives de cette ville, les plans pour trois maisons de Saint-Georges (2 et 29, Grand Rue puis 89, rue de France) à la mairie de cette commune. Enfin une maison de Metz (43, route de Woippy) a été découverte grâce au témoignage de la fille d'un commanditaire de Charles Masson. Voir deuxième partie : 1. Biographie de Charles Masson.

<sup>46</sup>. Deux immeubles à Nancy : 68, rue Saint-Dizier (1926 pour Henry Verry) et 23, rue de Mulhouse (1929 pour Louis Mairot).

<sup>47</sup>. Voir la liste des édifices de Charles Masson dans le tome 3. Catalogue.

Nous établirons aussi une typologie des édifices, en effet la nature des constructions apporte, entre autres, des informations sur les capacités financières du commanditaire. La majorité des édifices est constituée de demeures individuelles : 26 maisons et 10 villas, le restant du corpus étant formé de 18 immeubles.

### 3.1.2. Premiers outils

Pour déterminer le corpus des œuvres de Masson, nous avons utilisé plusieurs sources documentaires. La première, fondamentale pour le repérage, est un catalogue des réalisations de l'architecte édité vraisemblablement au milieu des années 1930 par les éditions *Batimod* sous le titre : « L'architecture moderne : Ch. Masson ». Il est difficile de définir la nature exacte de cet ouvrage non daté et pourtant les éditions *Batimod*, situées à Strasbourg, en ont publié bien d'autres, avec le même modèle, sur nombre d'architectes, comme Bourgon, André, Mazerand, etc. L'objectif était sans doute promotionnel<sup>48</sup> et visait à montrer et mettre en valeur l'œuvre de l'architecte en faisant appel aux seules photographies, accompagnées d'une brève légende mentionnant le nom du propriétaire. Dans l'ouvrage consacré à Masson, nous trouvons 43 édifices, choisis sans doute pour leur capacité à illustrer le style de l'architecte, les plus modestes du début de sa carrière n'étant pas mentionnés<sup>49</sup>. En revanche le catalogue commence par sa propre villa avec une photo extérieure et une autre du hall intérieur (mais pas de plan). Et la première grande villa bâtie par Masson, *Les Cigognes*, est largement privilégiée et illustrée avec six documents. Le classement des 43 édifices ne suit ni chronologie ni typologie et les illustrations n'ont rien de systématique, certains édifices bénéficiant d'un plan, d'autres non sans qu'on sache pourquoi<sup>50</sup>.

Malgré l'importance des informations fournies, ce catalogue n'est pas exempt de critiques. Ainsi certains noms de propriétaires ne sont pas les maîtres d'ouvrage initiaux. Deux édifices sont attribués à tort à Masson et nous les avons identifiés comme des œuvres de l'architecte nancéien Louis Mynard (1898-1953)<sup>51</sup>.

Enfin une villa reste mystérieuse, comme on vient de le voir : son propriétaire s'appelle Olivier et elle est située en Espagne, sans autre information sur la localisation. Le *Batimod* n'en présente qu'un plan et la photo d'une maquette – preuve que le projet connut un bon niveau d'avancement – mais aucune photo, et sans préciser si elle a été construite ou si elle est restée

---

<sup>48</sup>. En fin d'ouvrage, on trouve plusieurs pages réunissant 34 publicités, donc une pour les éditions *Batimod*.

<sup>49</sup>. Ainsi les maisons Guillaume, Goint, Voinier l...

<sup>50</sup>. Au total, 13 édifices bénéficient d'au moins un plan et 3 de vues intérieures.

<sup>51</sup>. Il s'agit de la "Maison de rapport de M. Billard" (*Batimod*, p.31) et l'immeuble Cortellini (p. 32). Les adresses sont respectivement 40 et 45 rue du Maréchal Oudinot.



à l'état de projet. Une recherche dans les archives m'a permis de compléter de façon vraisemblable l'identité de M. Olivier. Il s'agirait d'Albert Olivier, natif de Bouxières-aux-Chênes, qui acquit vers 1929 une maison construite pour Verry par Masson au 54 de la rue du Maréchal Oudinot (cat. n°57) mais aucune trace n'a été trouvée d'une résidence possible en Espagne.

La deuxième source est la liste des permis de construire délivrés à Nancy entre 1905 à 1975, liste qui a été entreprise à partir de 1985 par Patrick Dieudonné et Vincent Bradel et que nous avons déjà mentionnée<sup>52</sup>. En 1995 elle a été enregistrée par les Archives Modernes de l'Architecture Lorraine (AMAL) sur un fichier informatique<sup>53</sup> qui a été enrichi à partir de 2005<sup>54</sup>. La troisième source est constituée par le recensement de l'architecture de l'entre-deux-guerres dans les vingt communes de l'agglomération nancéienne mené à partir de 2011 par Gilles Marseille<sup>55</sup>.

Grâce à ces trois sources que nous avons vérifiées, croisées et recoupées, il a été possible de délimiter le champ de nos recherches, à commencer par la liste des constructions de Masson. Elles sont réunies dans le catalogue ci-joint qui documente 57 demeures que nous avons retenues dont six ont été dénaturées<sup>56</sup>. Nous avons vérifié chacune de ces données, ce qui nous a amenée – comme on peut le lire plus en détail au début du catalogue – à constater qu'elles comportaient des erreurs d'attribution et à les corriger. Outre les deux immeubles cités à tort par *Batimod*, trois autres édifices ont vu remise en cause la paternité que des chercheurs les avaient donnée : une villa (42, bld Georges-Clémenceau) et deux immeubles (70, rue Général-Custine et 75, bld de Haussonville) attribués par P. Dieudonné et V. Bradel ; et une maison (45, impasse de Montreville) attribuée par G. Marseille<sup>57</sup>.

### 3.1.3. Enquête sur le terrain et visite des édifices

À partir de ces informations préliminaires nous avons effectué une enquête approfondie sur les édifices repérés. Comme on l'a dit, la grande majorité des œuvres se situe à Nancy, et

---

<sup>52</sup>. BRADEL Vincent et DIEUDONNÉ Patrick, *Permis de construire Nancy 1905-1975*, Nancy : AMAL, 1985.

<sup>53</sup>. Sophie Barthélémy s'est chargée ce travail.

<sup>54</sup>. Bertrand Tonnelier a complété et modifier cette liste en 2005.

<sup>55</sup>. Cette étude initiée par les Archives Modernes de l'Architecture Lorraine (AMAL) enrichie des travaux de recherche de l'Université de Lorraine. Ce travail de recensement, réalisé avec la méthodologie de l'Inventaire Général du patrimoine culturel, a permis la réalisation d'une base de données de près de 7000 édifices.

<sup>56</sup>. La dénaturation pour la plupart des demeures n'est pas très grave : réaménagement de bow-window, installation d'un sas d'entrée et de nouveaux châssis pour les fenêtres... Cependant certaines entre elles ont été fortement modifiées, comme la villa Wasels sise au 18, rue Jacquot-Defrance à Laxou dont le revêtement extérieur a été altéré, faisant disparaître complètement une frise sous le toit. Du même l'intérieur de la villa a totalement changé. Le garage Fontaine de Neuves-Maisons a aussi été transformé : la partie garage a disparu remplacée par une partie habitat. La maison Guillaume très dénaturée a perdu son décor « style Masson » en façade.

<sup>57</sup>. Voir l'avertissement en début du catalogue

plus précisément au parc de Saurupt, deux dans des communes de l'agglomération nancéienne (Laxou et Villers-lès-Nancy) et trois dans des villes plus éloignées (Neuves-Maisons, Saint-Dié-des-Vosges et Metz). Au cours de l'enquête, nous avons réalisé une couverture photographique extérieure exhaustive complétée par la visite de huit édifices<sup>58</sup>. Certains propriétaires actuels nous ont communiqué des actes notariaux, des plans d'édifices et des photographies anciennes.

Nous avons porté une attention particulière aux déménagements de Charles Masson en visitant tous les lieux où il a vécu : Saint-Georges (57), Sarrebourg (57), Nancy (54), Metz (57), Paris (75), Vannes (56), Sarreguemines (57). À l'occasion de la visite de son village natal, nous avons rencontré une cousine de Charles Masson qui nous a communiqué des photographies de famille ; cette démarche nous a permis en outre de recueillir quelques témoignages des habitants du village et de découvrir trois maisons construites par Charles Masson dans les années 1950 et 1960. À Metz et à Sarreguemines, nous avons retrouvé le siège de son ancien cabinet d'architecte. À Sarrebourg nous avons découvert un immeuble réalisé dans les années 1950 et un autre à Metz. Enfin notre déplacement à Vannes nous a révélé une facette totalement méconnue de notre architecte qui fera l'objet d'un développement particulier.

#### **3.1.4. Dépouillement aux archives et présentation des sources**

Après l'enquête sur le terrain, nous avons commencé une longue recherche documentaire dans les archives, principalement aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle et aux archives municipales de Nancy, mais aussi dans neuf autres centres d'archives départementaux – notamment ceux de Vannes – et communaux. Il nous a fallu également consulter différents fonds aux Archives Nationales pour comprendre la carrière de Masson et interrogé en Allemagne les deux universités où il a fait ses études. Enfin pour éclaircir son activité durant la Seconde Guerre mondiale, nous avons demandé des renseignements auprès des Archives nationales d'Angleterre.

---

<sup>58</sup>. Voici la liste des huit demeures que nous avons pu visiter : 14 et 18, rue Jacquot de France à Laxou, 4 rue Sainte-Odile à Villers-lès-Nancy et à Nancy, 26 rue Léonard Bourcier, 84 rue de Boudonville, 40 boulevard Scarpone, 26 rue des Brice et 48 ter avenue Anatole France.

## 3.2. Les fonds archivistiques propres aux édifices

### 3.2.1. Les contrats de vente des terrains

L'acquisition du terrain est en général la première étape : le contrat de vente fait l'objet d'un acte notarial qui ne peut être communiqué sans l'accord du propriétaire. Nous avons pu consulter les contrats de trois édifices : maison Michel (84, rue de Boudonville à Nancy), maison Heymes (14, rue Jacquot-Defrance à Laxou) et la villa Mairot (4, rue Sainte-Odile à Villers-lès-Nancy). Lorsque le terrain appartenait à la ville de Nancy, son achat est enregistré aux archives municipales sous la cote 34 W, ce qui a été le cas pour les 28 terrains du parc de Saurupt. Nous connaissons ainsi le nom de l'acquéreur et son adresse, la date de déposition du dossier, la superficie du terrain avec le plan de situation, le prix total ainsi que celui du m<sup>2</sup> (fig. 7). Grâce à ce travail, nous avons compris que l'acquéreur n'était pas forcément celui qui commandait : certains ont acheté des parcelles, mais ils les ont revendues avant ou au cours de construction<sup>59</sup> (fig. 8). Charles Masson lui-même a acheté plusieurs parcelles qu'il a revendues et sur lesquelles il a réalisé des maisons pour ses clients : on peut donc considérer qu'il a tout à la fois joué le rôle de spéculateur, de maître d'œuvre et de promoteur. Pour compléter cette source, nous avons également consulté, aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle la série 3 O 395.

### 3.2.2. Les permis de construire et les autorisations de travaux

Le dépouillement des permis de construire a été une étape incontournable pour trouver le nom des commanditaires. C'est le document administratif qui autorise la construction, la rénovation ou la transformation d'un bâtiment. Le permis de construire fixe les règles d'urbanisme et de construction en vigueur<sup>60</sup>. Il est déposé par le pétitionnaire à la mairie du lieu de la propriété et il fournit le nom du commanditaire et son adresse. L'expression 'permis de construire' apparaît pour la première fois en 1914 dans l'arrêt du Conseil d'Etat Gomel. Mais c'est la loi Cornudet du 14 mars 1919 qui transforme le permis de bâtir en permis de construire dont l'appellation ne s'imposera qu'en 1924 pour les communes de plus de 10 000 habitants et qui ne se généralisera qu'en juin 1943. Le dépouillement systématique des permis de construire entre 1920 et 1936 fait toutefois apparaître quelques lacunes ; en effet nous n'en n'avons trouvé que pour 40 édifices sur 57. Pour combler certains de ces manques, nous avons utilisé

---

<sup>59</sup>. C'est le cas de la maison Heymes (14, rue Jacquot-Defrance à Laxou) : le commanditaire a vendu sa propriété au cours de construction.

<sup>60</sup>. Le dictionnaire juridique du droit français, *Jurimodel.com* [En ligne]. <http://dictionnaire-juridique.jurimodel.com/permis%20de%20construire.html> (consulté le 9 février 2017).

*l'Immeuble et la Construction dans l'Est (ICE)* qui publie chaque semaine des « autorisations de travaux » dont les dates sont proches de celles des permis de construire (fig. 9).

Comme on le verra, Masson quitta brutalement Nancy en 1936 pour s'installer à Metz. Un des enjeux de notre recherche était de définir son activité pendant les trois années qu'il passa dans cette ville avant de partir pour Vannes. G. Marseille y avait repéré une villa au 61 bis de la rue Georges Ducrocq dont l'apparence formelle suggérait qu'elle ait pu être signée par Masson. Nous reprenons cette attribution mais sans en avoir la preuve car à son sujet, nous avons retrouvé le permis de construire, mais sans nom d'architecte, qui fut déposé le 18 février 1930<sup>61</sup>, ce qui laisse tout de même entendre, comme le dit aussi *Batimod* et le confirme la villa Castan de Saint-Dié, que notre architecte étendait son rayon d'action au-delà de Nancy et de son agglomération. Pour ses années messines, nous avons consulté, mais en vain, le fonds des permis de construire des archives municipales de Metz. Le classement de ces derniers non pas par année mais selon leur adresse, comme on l'a dit précédemment, a rendu l'enquête impossible malgré les journées entières passées à explorer ce fonds<sup>62</sup>. Si bien qu'en dehors de la villa citée plus haut, nous en venons à nous interroger sur la réalité de l'activité de Masson à Metz. La crise à partir de 1936 était-elle si violente qu'il ne trouva pas davantage à travailler à Metz qu'à Nancy ? Ou bien dut-il faire autre chose ? À moins qu'il dut s'occuper de ses chantiers nancéiens.

### **3.2.3. Les plans du Casier sanitaire**

Dès 1850, en France, une première loi se préoccupe de l'insalubrité des logements<sup>63</sup> mais sa mise en œuvre ne se généralise qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et ce n'est qu'en 1902 qu'une loi de santé publique oblige les communes à se doter d'une commission sanitaire. À Nancy, le Service d'hygiène municipale a constitué de 1897 à 2002 un fonds documentaire intitulé « Casier sanitaire » qui rassemble sous les cotes 668 W 1 à 668 W 313 les plans contrôlés des édifices construits sur la commune<sup>64</sup>. Ce fonds nous a fourni les plans de 43 édifices (fig. 10). Les plans

---

<sup>61</sup>. AM Metz, 2 PC 4557.

<sup>62</sup>. Le fonds de permis de construire de Metz se compose de 15 526 articles durant la période de 1841 à 2007. Notre dépouillement avait comme premier repère la fin des années 1930, plus précisément 1936, date à laquelle Charles Masson arriva à Metz. Mais à cause du nombre limité de documents consultables par jour, pendant un mois, j'ai consulté environ 370 dossiers de permis de construire mais nous n'avons rien trouvé portant le nom de Masson.

<sup>63</sup>. FIJALKOW Yankel, « La notion d'insalubrité. Un processus de rationalisation 1850-1902 », in *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 20/21 | 2000, 135-156.

<sup>64</sup>. Chaque plan a été contrôlé par la Ville de Nancy : le conducteur des travaux, le directeur du Service de la Voirie, le directeur du bureau d'hygiène et le maire.

de sept autres édifices proviennent de sources complémentaires : quatre du *Batimod* consacré à Charles Masson, un édité en 1986<sup>65</sup>, un autre encore trouvé chez le propriétaire du 4, rue Sainte-Odile à Villers-lès-Nancy. Un dernier a été découvert dans le fonds de permis de construire aux Archives Municipales de Metz. Le Casier sanitaire a été une source majeure pour l'étude de l'architecture de Charles Masson et de ses commanditaires. Signés et datés les plans des différents étages peuvent être complétés par des coupes et des élévations. La nature des matériaux, le décor et la distribution des espaces constituent des éléments essentiels pour comprendre le statut social et donc la personnalité des commanditaires.

#### **3.2.4. La matrice cadastrale des propriétés bâties**

Le cadastre désigne deux ensembles de documents : des plans et des registres. Dans le plan cadastral, les parcelles (propriétés foncières) et les bâtiments existants (propriétés immobilières) sont représentés. Ce cadastre est actuellement consultable en ligne. La matrice cadastrale identifie les personnes assujetties, pour chacune des propriétés cartographiées, aux impôts fonciers. À la différence du plan du cadastre napoléonien, les registres cadastraux ont été régulièrement renouvelés tant pour prendre en compte l'évolution du parcellaire que pour actualiser l'identité des contribuables<sup>66</sup>. La loi du 29 juillet 1881 a exigé de séparer les revenus cadastraux des propriétés non bâties et bâties. À partir de 1882, deux types de matrices sont établis. En 1911, une nouvelle matrice des propriétés bâties est créée et nous pouvons y trouver des informations sur le propriétaire (fig. 11) : le nom, le prénom, le domicile du propriétaire. Les surfaces ne sont pas mentionnées sur les matrices, mais la lettre de la section, le numéro de la parcelle et la nature du sol sont indiqués. L'année de la mutation, l'année de l'entrée ou de la sortie d'une parcelle, est aussi indiquée. En cas de changement des propriétaires, les noms des anciens propriétaires sont rayés. Si c'est une construction nouvelle, cette information est aussi notée sur la matrice. Cette date ne précise pas la date d'achèvement, mais cela signifie que cet édifice est habitable donc imposable. Le montant de l'impôt, indiqué dans la matrice, donne la valeur économique de la construction ce qui permet d'évaluer l'aisance de commanditaire. Nous avons également utilisé cette source pour nous assurer du véritable

---

<sup>65</sup>. Voir l'ouvrage de Patrick Dieudonné et Vincent Bradel sous la direction de Jean-Claude-Vigato, *Existe-t-il une architectonique de la maison ? Nancy (1904-1970)*, Nancy : CEMPA, 1986, p.353. Nous y avons trouvé des plans pour la maison Michelet (9, rue du Lieutenant Henri Crépin) qui manque actuellement aux archives municipales de Nancy.

<sup>66</sup>. Voir le site Service-Public.fr <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14226> et AD 13, faire une recherche cadastral <http://www.archives13.fr/archives13/CG13/cache/offonce/pid/465> (consulté le 9 février 2017).

commanditaire en effet le propriétaire n'est pas forcément le maître d'ouvrage. Ces documents sont conservés en série 3 P aux Archives Départementales de la Meurthe-et-Moselle.

### **3.2.5. Des photographies anciennes**

Nous avons trouvé des photographies anciennes qui concernent quelques commanditaires, en particulier ceux qui étaient propriétaires d'établissements commerciaux. La famille Michel nous a offert aussi une photographie de sa maison au moment de son achèvement (84, rue de Boudonville) et une photographie du commanditaire. Les cousins de Charles Masson nous ont communiqué des photographies de Charles Masson, de sa femme et de ses deux enfants. Ces photographies complètent celles éditées dans *Batimod* au milieu des années 1930.

## **3.3. Les fonds archivistiques pour connaître les commanditaires**

### **3.3.1. Le registre de population et la feuille de ménage**

Le registre de population est un document de statistique démographique (fig. 12). À Nancy, il est conservé aux Archives municipales et couvre les années 1795-1929 ; il est constitué de 8 sections. Cet ensemble offre des informations précieuses : pour chaque adresse, il fournit pour tous les membres d'un foyer, le nom, le prénom, l'année et le lieu de naissance, la profession. Pour les époux, la date et le lieu de mariage est aussi indiqué. Les optants et les étrangers sont aussi indiqués. Les dates d'entrée et de sortie de la commune sont aussi enregistrées. À Nancy, à partir de 1930, le système d'enregistrement change. Chaque foyer se regroupe sous le nom de son chef, une famille est enregistrée sur un seul fichier qui s'intitule « feuille de ménage ».

### **3.3.2. Les dossiers d'état-civil**

L'état civil est un service public chargé de dresser les actes constatant les actes de naissance, de mariage et de décès. À condition de connaître la ville natale du commanditaire, c'est un document indispensable pour faire son arbre généalogique. Il fournit la profession des ascendants. La mention du mariage s'accompagne de celle des témoins qui peuvent appartenir à la même famille (fig. 13).

### **3.3.3. Les registres matricules**

La grande majorité des clients de Charles Masson sont des hommes qui ont effectué leur service militaire, obligatoire depuis 1905. Le registre matricule contient non seulement les états de services du conscrit mais ses origines et ses activités professionnelles. De la sorte on peut

connaître la première profession des commanditaires, celle de leur jeunesse. Les registres sont conservés dans la sous-série 1 R des archives départementales. Cette source vient en complément des dossiers d'état civil (fig. 14).

### **3.3.4. La presse locale et les annuaires de Lorraine**

Nous avons consulté deux quotidiens *L'Est Républicain* d'une façon régulière et épisodiquement *L'Echo de Nancy*. Publicités et petites annonces ont permis de reconstituer l'activité professionnelle de certains commanditaires. Les avis de décès fournissent des informations sur la profession du défunt, son adresse et ses liens familiaux. Les remises de décoration ou les drames familiaux, évoqués dans la presse, permettent également de mieux appréhender le milieu social du commanditaire. *L'annuaire de Lorraine* de l'entre-deux-guerres est un outil de recherche pour trouver l'adresse et la profession des commanditaires.

## **4. Penser la thèse : réflexions sur son plan**

Se lancer dans l'enquête initiale que réclame toute recherche – et c'est bien sûr le cas pour une thèse – suscite fréquemment une certaine joie, celle des défricheurs ou des explorateurs. Et les questions viennent vite, dans le désordre, stimuler la curiosité. Pourquoi la vie privée de Charles Masson est-elle si mal connue par rapport à celles d'autres architectes, ses contemporains ? En dehors de Nancy, où a-t-il vécu ? Certains clients font appel à Masson plusieurs fois : y-a-t-il un lien particulier entre lui et ses commanditaires ? Combien de constructions Charles Masson a-t-il conçues à Nancy durant des années 1920 et 1930 ? Et en dehors de Nancy ? Y a-t-il un changement stylistique durant sa carrière professionnelle ? A-t-il bâti des demeures uniquement pour des familles bourgeoises ? En ce qui concerne les commanditaires, quelle est l'origine de chacun ? Quel est son statut social ? Et sa profession ? Quelles sont leurs intentions quand ils font appel à Masson ? Le style des demeures est-il un reflet du goût des commanditaires ou de l'architecte ? Quelle est la distribution intérieure des constructions de Masson ? Est-il possible de schématiser les distributions intérieures en quelques types ? Peut-on deviner le goût et le statut des commanditaires en étudiant les plans des intérieurs ? etc.

Dresser la liste exacte des constructions de Masson, les voir et les analyser une par une sur le terrain, aller dans les centres d'archives pour retrouver les plans et autres dessins de Masson et broser par petites touches son portrait et les étapes de sa vie, toujours aux archives retrouver les différents commanditaires de l'architecte, tenter d'en chercher les origines familiales et sociales et d'en retracer la vie personnelle et professionnelle, toutes ces tâches

constituaient la base de notre travail et, si elles réclamaient de la persévérance et occasionnaient quelques soucis, elles étaient relativement aisées à mener. De même établir et rédiger le catalogue des œuvres de Masson ont réclamé de la rigueur et une attention soutenue, mais pas un effort particulièrement lourd de conception.

En revanche penser la thèse elle-même et son plan est souvent un véritable défi car il s'agit de proposer une approche à frais nouveaux d'un sujet, d'un personnage, d'un thème, etc. Dans le cas de notre thèse, deux parties s'imposent « naturellement » : une première consacrée au contexte historique de l'Entre-deux-guerres à Nancy et une deuxième à l'architecte Charles Masson, sa biographie et son œuvre. La première partie sera une reprise et une synthèse des travaux conduits par des chercheurs précédents et se composera de quatre courts chapitres, en tentant de rester au plus près de Nancy et abordera aussi bien les questions démographiques et économiques, l'urbanisme, le mouvement architectural que les trois principaux acteurs du bâtiment. Pour l'histoire de Nancy et de la France, nous avons eu recours à des ouvrages d'historiens et ajouté quelques recherches personnelles. En ce qui concerne l'urbanisme, nous avons principalement emprunté à la thèse de Gilles Marseille, en associant deux auteurs spécialistes de ce domaine : Vincent Bradel et Rose-Marie Dion. Nous aborderons l'Art déco, en faisant la liaison entre l'architecture Art nouveau étudié par Francis Roussel et les travaux réalisés sur l'Art déco par Catherine Coley, pionnier de l'époque, Gilles Marseille, Patrick Dieudonné et Jean-Claude Vigato...

La deuxième partie sera consacrée à l'architecte. Puisqu'elle n'a jamais été mise au point, il fallait établir sa biographie, en essayant d'être aussi exhaustif que possible et d'interroger tous les centres d'archives des lieux où il a vécu, Nancy bien sûr mais aussi les universités de Darmstadt et de Berlin, Vannes et Metz. Mais nous avons souhaité aussi proposer une analyse de son œuvre architectural qui n'a pas été faite non plus. En l'occurrence il s'agira davantage d'un essai, fait sous l'angle d'une typologie des édifices et celui de l'évolution du style et des formes au fil de sa carrière. Une question nous retiendra particulièrement puisqu'elle est spécifique à Masson parmi ses collègues nancéiens, celle de sa formation allemande et de ses répercussions dans ses constructions nancéiennes.

La question des commanditaires – uniquement privés et seulement préoccupés par des questions d'habitation, rappelons-le – est de loin la plus difficile à traiter. Quelques temps forts semblent s'imposer : les commanditaires des trois grandes villas que Masson construisit dès son arrivée à Nancy dans le fameux Parc de Saurupt ; Léon Michelet et sa famille, comme archétype des clients fidèles de Masson ; les commanditaires des immeubles qu'il bâtit durant les années Trente... Mais que faire des cas isolés, des « petits » commanditaires notamment qui



ne font appel à Masson qu'une seule fois et pour un projet qui ne révèle pas une forte ambition ? Peut-on les traiter de façon synthétique ou bien faut-il garder l'approche individuelle mise en œuvre dans l'étude des trois grandes villas de Saurupt ? Nous avons opté pour la seconde solution, car il apparaît évident que la connaissance et l'analyse fine de chaque commanditaire ne pouvait se fondre dans des considérations plus générales. En faisant ce choix, nous ne faisons qu'adopter la perspective presque toujours choisie jusqu'ici par les historiens – comme on l'a noté plus haut – qui abordent la question de la commande architecturale.

Se posait aussi la question de la place accordée à la sociologie. Un des risques était de se laisser absorber par ses problématiques et de n'aborder les commanditaires que sous cet angle, celui de leur statut social, de leurs origines, de leur parcours professionnel, de leur intégration dans la société... Or nous souhaitions rester dans le champ de l'histoire de l'architecture et ne jamais perdre de vue les bâtiments érigés dans leur spécificité. Il fallait donc trouver une problématique architecturale qui puisse concerner l'ensemble des commanditaires d'habitations. Finalement il est apparu évident que le thème fédérateur qui concernait tous les clients était la nature de leur commande, ou leur intention première quand ils recouraient à Masson. À Nancy – comme ailleurs – pendant l'Entre-deux-guerres, il est possible de distinguer deux types de commandes, quand il s'agit de particuliers et d'habitat : d'une part celles qui visent traditionnellement la construction d'une résidence personnelle et d'autre part – fait qui prend de l'ampleur pendant ces décennies où la spéculation est reine jusqu'en 1933 – celles qui ont pour but l'investissement dans l'immobilier soit pour louer soit pour revendre. On distinguera donc un premier groupe de commanditaires qui ont fait appel à l'architecte pour réaliser leurs propres logements et un second groupe qui considère la construction comme un investissement. L'étude de ces deux groupes différents constituera l'objet des troisième et quatrième parties.

En conclusion, nous reviendrons sur des problématiques sociologiques et nous proposerons différentes pistes que pourront emprunter d'autres chercheurs. Nous espérons que notre travail contribuera à une meilleure connaissance de l'architecture de l'Entre-deux-guerres et qu'elle donnera l'envie de nouvelles études sur la question toujours délicate des commanditaires.

# **PREMIÈRE PARTIE**

**NANCY,**

**UNE VILLE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES,**

**LA CONSTRUCTION ET SES ACTEURS**

L'activité de Charles Masson et ses relations avec ses commanditaires dans l'entre-deux-guerres s'inscrit dans le contexte socio-historique particulier de l'après-guerre. La victoire de la France sur l'empire allemand était toute fraîche. Mais le traité de Francfort qui avait mis fin à la guerre franco-allemande de 1870-1871 et qui avait amputé la Lorraine d'un bon quart de son territoire, était encore dans toutes les mémoires. Surtout il avait entraîné des bouleversements démographiques, économiques et culturels dont les conséquences se lisaient encore pendant l'entre-deux-guerres. L'annexion du territoire qui deviendrait le département de la Moselle lors de son retour dans le giron national en 1918, avait privé la Lorraine de la plupart de ses mines de fer et de sa sidérurgie. Mais bientôt la découverte de nouveaux gisements miniers et surtout le surcroît de dynamisme et d'activités qu'avait entraîné l'arrivée des nombreux « optants » qui fuyaient l'Alsace et la Moselle et qui préféraient rester français, avaient fait du nouveau département de Meurthe-et-Moselle le plus riche de France.

Nancy restée française, était alors située à une vingtaine de kilomètres de la nouvelle frontière, et était devenue une vraie capitale régionale et surtout la grande ville de l'Est de la France. Elle concentrait tous les regards des patriotes français qui se tournaient vers la ligne bleue des Vosges. Elle avait vu sa population doubler pour atteindre 120 000 habitants à la veille de guerre et avait connu alors un développement urbain et économique, culturel et intellectuel sans précédent. L'Alliance provinciale des industries d'art, connue plus couramment sous le nom d'École de Nancy, avait donné à la ville un rayonnement international dont elle profite encore aujourd'hui. Ces décennies entre 1870 et 1914 furent, malgré le deuil de la défaite et des

provinces perdues, heureuses et prospères, de celles qui marquent définitivement l'histoire d'une ville.

En 1918, le retour de l'Alsace-Lorraine dans le giron national interrompit cette dynamique et Nancy redevint une ville ordinaire, subissant la rivalité de Metz et de Strasbourg. Pour autant, mais pour des raisons quelque peu différentes des décennies passées, son agglomération se développa et continua à attirer une nouvelle population venue essentiellement des campagnes, mais aussi de pays européens voisins. Et Charles Masson lui-même faisait partie de ces nouveaux venus à ce double titre, d'une certaine façon. Quant au dynamisme intellectuel et culturel de la ville, il s'inscrivit désormais, malgré le Comité Nancy-Paris qui tenta de lui donner un nouveau souffle, dans une perspective moins internationale, plus nationale voire plus régionale. Il en va de même pour la question du logement, de l'urbanisme, des tendances architecturales et stylistiques, de l'activité des architectes et des demandes de leurs clients qui sont l'objet de nos réflexions : elles ne différèrent guère sans doute de celles qui se firent jour dans nombre de villes françaises.

Pour mener cette approche historique, nous allons nous appuyer principalement – mais pas seulement – sur les recherches antérieures et tenter d'en faire une synthèse mais aussi ouvrir de nouvelles voies, notamment dans la connaissance et la découverte du milieu des commanditaires de Masson, question guère traitée par la recherche actuelle dans le champ de l'architecture contemporaine.

## **Chapitre 1.**

### **La ville, l'urbanisme, l'architecture**

15 km<sup>2</sup>, rien de plus, telle est la superficie de la commune de Nancy, un des plus petits territoires urbains qui soient, loin derrière les 42 km<sup>2</sup> de Metz et les 78 km<sup>2</sup> de Strasbourg. Pourtant il a été longtemps celui de la capitale d'un état indépendant qui entre 1477, date de la victoire de René II sur Charles le Téméraire, et 1766, date de la mort de Stanislas, a tenté de jouer des coudes, non sans succès ni déboires, entre ses puissants voisins : le Royaume à l'ouest et l'Empire à l'Est. Comme les racines de son histoire ne vont pas au-delà du milieu du Moyen Âge, Nancy n'en a gardé qu'une petite ville médiévale vite densément peuplée. Les siècles suivants ont dessiné un cadre urbain et architectural original marqué par trois grands moments : à cette Vieille Ville, au dernier de temps de la Renaissance, en 1590, le duc Charles III ajouta et juxtaposa la Ville Neuve, conçue selon un plan hippodamien digne des villes idéales ; les Lumières, en la personne de Stanislas, réunirent les deux villes par la création de plusieurs places majestueuses, dont celle qui porte aujourd'hui son nom et qui fait la renommée universelle de Nancy ; enfin la Belle Époque sema dans le tissu urbain divers édifices novateurs des architectes et des artistes de l'École de Nancy et vit la sortie de la ville de son territoire vers les communes de l'ouest et le sud. Le parc de Saurupt situé à la limite du territoire nancéen et réputé pour la qualité de son architecture domestique Art Nouveau constituait un premier pas de ce mouvement d'extension. Charles Masson s'inscrivit dans la continuité de ce développement en faisant de Saurupt le lieu principal de son investissement et de son activité.

#### **1. La mutation sociale de Nancy pendant l'entre-deux-guerres**

Les deux guerres mondiales furent des événements majeurs qui conditionnèrent le développement urbain de la ville et de son agglomération. À Nancy, la Grande Guerre eut des impacts humains et matériels considérables, certes moins ravageurs qu'à Verdun, Reims ou Arras qui furent presque totalement détruites.

## 1.1. Nancy après la Grande Guerre

La guerre 1914-1918 fut la plus meurtrière de l'histoire (fig. 15), on dénombre 10 millions de morts<sup>67</sup>. La France qui a incorporé environ 8,4 millions de soldats, compta alors 1,4 millions de morts et plus de 4,3 millions de blessés<sup>68</sup>. Les destructions matérielles furent colossales<sup>69</sup>, et les dépenses consenties (fig. 16) furent considérables<sup>70</sup>. Désormais il fallait reconstruire<sup>71</sup>.

À l'échelle régionale, la totalité des destructions dans les trois départements lorrains se répartit de la façon suivante : dans la Meuse, sur 55 045 édifices 21 861 furent détruits totalement et 13 909 partiellement ; en Meurthe-et-Moselle sur 87 315 édifices 11 802 furent détruits totalement et 29 630 partiellement ; dans les Vosges, sur 28 842 édifices 2 227 sont détruits totalement et 6 123 partiellement<sup>72</sup>.

Au cœur de la bataille du Grand-Couronné en septembre 1914, Nancy était convoitée par les Allemands qui échouèrent finalement à la prendre mais, toute proche du front pendant la guerre de tranchées, la ville ne fut pas épargnée par les bombes. Pendant cinquante mois, du 4 septembre 1914 au 31 octobre 1918, environ 1 200 projectiles de tout modèle et de tout calibre tombèrent sur la ville (fig. 17)<sup>73</sup>. Les bombardements touchèrent tous les quartiers et des édifices de toute nature (fig. 18)<sup>74</sup>. Le bilan des destructions rapporté par Paul Denis reprend les statistiques des services municipaux dressées le 31 octobre 1918 au lendemain du dernier bombardement : « 100 maisons entièrement détruites, 177 considérées comme inhabitables et devant être réparées à fond, sinon reconstruites, 628 plus ou moins grièvement atteintes ». Le nombre de constructions à Nancy étant alors de 9 742<sup>75</sup>, les 905 édifices détruits ou endommagés représentent près de 10% du parc immobilier. Le nombre de morts varie suivant

---

<sup>67</sup>. 10 millions de morts dont 2,4 millions d'Allemands, 1,8 million de Russes et 1,4 million de Français.

<sup>68</sup>. COLLECTIFS sous la direction de ROHRBASSER Jean-Marc, *Bouleversements démographiques de la Grande Guerre*, Paris : Institut National d'études démographiques, 2014. p. 14.

<sup>69</sup>. 11 000 édifices publics, 350 000 maisons, 62 000 km de routes, 2 500 000 hectares de terrains agricoles, 596 000 hectares de terrains bâtis, 5 000 km de voie ferrés, 1 858 km de canaux. 3 millions d'hectares de terre ravagés par des bombardements sont inexploitable.

<sup>70</sup>. D'après *Le Petit Journal* en date du 31 août 1919, le coût de la guerre pour les Alliés s'élève à 1 005 milliards de francs.

<sup>71</sup>. THOMAS Jean, *Lorraine 2000 ans d'Histoire*, Haroué : Gérard Louis, 2009, pp. 233-234

<sup>72</sup>. FIEL Pierre, *La reconstitution des régions dévastées en Lorraine*, Nancy: édition du Paysloirain, 1935, p. 7.

<sup>73</sup>. DENIS Paul, *Les bombardements de Nancy, du 4 septembre 1914 au 31 octobre 1918*, Nancy : Héré, 1919, p.4, 8-9. Plus précisément donner des chiffres, au total 103 bombardements soit 1186 engins attaquaient Nancy.

<sup>74</sup>. BRUANT Philippe, *Les bombardements de Nancy durant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale*, Toul : Etudes Tuloises, 2014, n°148, pp.19-23. Consultable sur le site : <http://www.etudes-tuloises.fr/archives/148/148%20art3.pdf>

<sup>75</sup>. Ibid. Voir aussi 1 F 2725, 1 F 2726 et 1 F 2727 : le dénombrement quinquennal de population aux AM Nancy.

les sources<sup>76</sup>. Et si le recensement de 1911 fixait la population à près de 120 000 habitants, celui de 1917 livre le chiffre de 61 409. La Grande Guerre vida donc Nancy de la moitié de ses habitants...

## 1.2. L'évolution démographique de Nancy

De 1830 à 1936, mise à part l'épisode de la guerre, la population de Nancy augmenta continuellement. Suivant les recensements quinquennaux, cette croissance varie de 2% à 25%. Entre les recensements de 1830 et de 1850, la population passa de 35 000 à 48 000 habitants, puis entre ceux de 1850 et de 1872, de 48 000 à 52 000 habitants, ce qui représente au total une faible progression annuelle. En revanche entre 1872 et 1876, la population atteignit 66 000 habitants soit une hausse de plus de 25% et en 1901, Nancy comptait 102 000 habitants, puis près de 120 000 en 1911, lors du dernier recensement avant la Grande Guerre<sup>77</sup>. La ville qui était précédemment la 20<sup>e</sup> ville la plus peuplée de France, se situait désormais au 13<sup>e</sup> rang. Au total, de 1872 à 1901, la population de Nancy doubla. La principale cause de cette croissance fut l'afflux des Alsaciens-Lorrains après la guerre 1870<sup>78</sup>.

La crise économique, financière et politique de 1911, mais principalement la Grande Guerre, entraînent jusqu'en 1921 une décroissance démographique exceptionnelle : en février 1918, la population de Nancy avait perdu 35 000 âmes<sup>79</sup>. Le retour des réfugiés ne compensa pas cette perte et ce n'est qu'en 1931 que Nancy compta à nouveau un peu plus de 120 000 habitants, ce nombre resta constant pendant les quelques décennies suivantes (fig. 19). Démographiquement aussi, l'entre-deux-guerres ne fut donc guère propice à Nancy et la maintint au total dans une sorte de statu quo.

Pendant cette période, la croissance était due au taux de natalité qui se redressa progressivement après la Grande Guerre<sup>80</sup>, aussi à la baisse du taux de mortalité<sup>81</sup> et enfin à l'exode rural qui ne recula qu'avec la crise économique de 1929<sup>82</sup>. Il n'y a pas de statistique

---

<sup>76</sup>. *L'Est Républicain* daté du 17 octobre 1927, annonce 176 morts et 286 blessés alors que les chiffres officiels sont de 177 morts et de 299 blessés.

<sup>77</sup>. DION Rose-Marie, « Effets des processus volontaristes dans la formation d'une région urbaine : Nancy et les plans d'aménagement et d'extension dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle », in *Revue Géographique de l'Est*, tom 14, n°3-4, juillet-décembre 1974, p. 259

<sup>78</sup>. ROTH François, *Alsace Lorraine, histoire d'un pays perdu de 1870 à nos jours*, Nancy : éditions place Stanislas, 2010, p.63.

<sup>79</sup>. TAVENEAUX René, *Histoire de Nancy univers de la France*, Toulouse : Privat, 1987, p.438

<sup>80</sup>. CLEMENDOT Pierre, *Population de Nancy (1815-1938)* (fait partie d'un numéro thématique : Hommage à Marcel Reinhard. Sur la population française au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle) in *Annales de démographie historique*, 1973, n°1, pp. 119-134.

<sup>81</sup>. CLEMENDOT Pierre, *ibid.*, p. 126.

<sup>82</sup>. SCHOR Ralph, *Histoire de la société française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : Belin, pp. 20, 147, 150.

détaillée sur l'exode rural à Nancy pendant l'entre-deux-guerres pourtant de nombreux nouveaux habitants vinrent de petites communes rurales, ce fut le cas de la majorité des clients de Charles Masson.

Les immigrants constituaient un apport conséquent de la croissance démographique. Le recensement des populations de l'entre-deux-guerres nous permet de mesurer cet afflux<sup>83</sup>. En 1921, on dénombrait 113 546 habitants dont 2 925 étrangers, ce qui représentait environ 2,6% de la population. Le recensement de 1926 montre une croissance de 48% des étrangers qui passent à 5 603, soit 4,9% de la population totale. Leur nombre augmente continuellement jusqu'en 1931 pour atteindre 5,2% soit 6 240 personnes. Malgré la relative modestie de ces chiffres, les immigrants participèrent à l'augmentation de la population de Nancy (fig. 20). Le recensement de 1936 fit apparaître une diminution importante due à la crise économique. On verra que Charles Masson reçut des commandes de la part d'étrangers et travailla notamment avec des entrepreneurs italiens.

### **1.3. Nombre de maisons et densité de la population à Nancy**

L'évolution démographique influence naturellement la densité de la ville. La superficie de Nancy était, jusqu'en 1928, de 1405 hectares puis elle passa à 1489 hectares<sup>84</sup>. Entre 1885 et 1938, la densité de la population passa de 52 à 74 habitants par kilomètre carré. Le nombre de maisons avait été stable jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>85</sup>. Évolution radicale au cours de la seconde moitié de ce même siècle : de 1851 à 1911, si la population augmenta de 198%, le nombre de maisons passa à 167% pour atteindre 9828 édifices ; la tendance se confirma pour la période de l'entre-deux-guerres : le nombre d'édifices atteignit 12 702 en 1936 (fig. 21). Le nombre de ménages par maison passant de 3,68 à 3,22 et le nombre de personnes diminuant progressivement de 3,79 à 2,97 sont les signes de l'amélioration de l'habitat. La multiplication des immeubles pour répondre à la demande accrue de logement ne fut pas étrangère à cette amélioration.

De 1921 à 1936, à Nancy, soit durant quinze années, 2342 édifices furent réalisés pour 8075 habitants supplémentaires<sup>86</sup> soit en moyenne 156 édifices par année. Ce chiffre est plutôt faible mais les terrains à construire étaient peu nombreux. En revanche les communes limitrophes étaient encore essentiellement rurales et possédaient de grandes surfaces

---

<sup>83</sup>. AM Nancy, 1F 2727-2731 : Dénombrement, instructions diverses (Listes nominatives)

<sup>84</sup>. CLEMENDOT Pierre, *ibid.*, p.119. Actuellement (2017), elle atteint 1501 hectares.

<sup>85</sup>. *Ibid.* p.119. Pierre Clemendot a recensé 3 610 maisons entre 1815 et 1836 et 3681 en 1851.

<sup>86</sup>. 768 maisons de 1921 à 1926, 821 maisons de 1926 à 1931, 753 maisons de 1931 à 1936.

disponibles. C'était tout particulièrement le cas pour les communes à l'ouest et au sud de Nancy : Laxou, Vandœuvre, Essey-lès-Nancy et Villers-lès-Nancy. Pour la même période Laxou passa de 5 015 à 8 551 habitants, soit une hausse de 70 %. Vandœuvre afficha 75 % de hausse et même 100% à Essey-lès-Nancy. Villers-lès-Nancy fut la commune qui connut la croissance la plus remarquable : elle passa de 1 197 à 3 131 âmes soit 161 % de plus en 15 ans. Les populations des huit communes les plus proches de Nancy passèrent ainsi de 25 454 à 39 354<sup>87</sup>.

## **2. Histoire de la construction et de l'urbanisme à Nancy depuis 1870**

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, en France comme partout en Europe mais avec un certain retard par rapport à des pays voisins, tels l'Allemagne et la Grande Bretagne, la révolution industrielle accéléra l'exode rural vers les villes. Ainsi à Nancy, jusque vers les années 1850, ce phénomène resta peu marqué, ce qui explique la modestie de la population de la ville. Nancy demeurait une préfecture moyenne dans un cadre urbain certes prestigieux mais cantonné par la trace de ses enceintes successives du XVII<sup>e</sup> siècles notamment dont les portes fortifiées subsistaient encore<sup>88</sup>. Et si la ville assurait des emplois aux revenus réguliers et plus élevés<sup>89</sup> et s'avérait bien évidemment attirante pour les jeunes ruraux, l'industrie y était peu présente et les emplois administratifs et de service prédominants. L'accroissement modéré de la population provoquait tout de même un besoin de nouveaux logements mais ce furent les quartiers pauvres dans la ville même, autour des églises Saint-Epvre en Vieille Ville et Saint-Sébastien en Ville Neuve, qui accueillirent les plus modestes et qui se densifièrent. La guerre franco-allemande de 1870-1871 bouleversa radicalement toute la ville et son agglomération et les sortit qu'une certaine léthargie.

### **2.1. L'urbanisme de Nancy, 1870-1914 : l'instauration de règles**

Le douloureux Traité de Francfort du 10 mai 1871 eut un impact positif sur Nancy et la transforma de façon tout à fait inattendue : il en fit une ville industrielle et une capitale intellectuelle et culturelle. Sa croissance continue jusqu'en 1914 engendra de réels problèmes de logement, ce qui incita Nancy à sortir de son périmètre historique, au-delà du canal à l'est et de la voie ferrée à l'ouest. Sa croissance se fit en direction des « secteurs plats et selon les voies

---

<sup>87</sup>. DION Rose-Marie, *La région urbaine de Nancy*, thèse de l'université de Nancy II, tome I, 1993, p. 393.

<sup>88</sup>. Celles de la Graffe, de Saint-Georges et de Saint-Nicolas subsistent encore aujourd'hui.

<sup>89</sup>. COLLECTIF sous la direction de SOURIAK René, *Histoire de France, 1750-1995 : Tome 2, Société Culture*, Toulouse : presses universitaires du Mirail, 1996, p. 69.



de communication »<sup>90</sup> vers le nord, le sud et l'ouest. En 1891, on dénombrait une douzaine de kilomètres de voies nouvelles<sup>91</sup> mais ces rues, déjà anciennes et dues le plus souvent à des initiatives privées, n'avaient engendré jusqu'en 1875 que peu de nouvelles constructions. L'extension de la ville se fit donc sans plan d'urbanisme. En novembre 1894, Emile Badel (1861-1936), chroniqueur et érudit lorrain, dressa un tableau de 51 rues particulières qui se concentraient dans les quartiers à l'ouest de la ville<sup>92</sup>. Et un article d'Emile Jacquemin intitulé « Nancy, la reine des rues particulières » évoquait la création de près de 100 voies privées<sup>93</sup>. Cette situation purement spéculative nuisait au développement harmonieux de la ville mais fit le bonheur des lotisseurs qui jouèrent le rôle d'interlocuteur entre propriétaires et pouvoirs publics<sup>94</sup>, Eugène Nathan étant le promoteur le plus représentatif de cette période<sup>95</sup>. La conjoncture économique de Nancy à cette période était si florissante<sup>96</sup> qu'elle favorisa un développement urbain débridé.

Toutefois, en 1904, l'absence d'un plan d'urbanisme entraîna la chute de la municipalité d'Hippolyte Maringer au profit de Ludovic Beauchet. Ce dernier, attentif à la demande d'un cadre réglementaire qui organiserait l'extension de la ville, fit adopter *Le règlement de voirie ou règlement de police municipale* et *Le règlement sanitaire* qui fixaient des critères pour la réalisation des rues et la construction des immeubles. Les principaux axes furent percés sous les mandats successifs de Ludovic Beauchet qui fut maire de juillet 1904 à mai 1912<sup>97</sup>. *L'Exposition internationale de l'Est* qui se tint en 1909 au parc Sainte-Marie, associée au complexe de *Nancy Thermal*, renforça l'extension vers le sud. C'était un quartier nouveau où les élites de la ville aimèrent s'installer.

---

<sup>90</sup>. PRECHEUR Claude, « Nancy. Rapports de l'actuelle structure urbaine et de l'ancienne structure agraire », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 1953, vol. 30, n°235, p. 112

<sup>91</sup>. BRADEL Vincent, « Les processus d'urbanisation à Nancy 1850-1930 », *Urbanisme et architecture en Lorraine 1860-1930*, Metz : Serpenoise, 1982, p.162.

<sup>92</sup>. BADEL Emile, « Les rues de Nancy » in *L'Est Républicain* le 25 novembre 1895.

<sup>93</sup>. JACQUEMIN Emile, « La Reine des rues particulières » in *l'Immeuble et la construction dans l'Est* du 11 avril 1897, pp.359-360. Selon cet article, près de cent rues particulières ont été créées de 1889 à 1897.

<sup>94</sup>. BRADEL Vincent, *ibid.*, p.152.

<sup>95</sup>. Eugène Nathan (né Eugène Cahen à Nancy en 1864) est à la fois lotisseur et promoteur depuis des années 1890. Ses activités représentatives sont des lotissements du quartier Médreville, du parc du Saurupt (des années 1900), du Buthegnémont (des années 1910) et du parc Viray (des années 1920). Ses lotissements se situent de l'ouest et du sud de Nancy.

<sup>96</sup>. DION Rose-Marie Dion, « Effets des processus volontaristes dans la formation d'une région urbaine : Nancy et les plans d'aménagement et d'extension dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle », in *Revue Géographique de l'Est*, tome 14, n°3-4 juillet-décembre 1974. Varia, pp, 245-311.

<sup>97</sup>. L'Avenue de France (actuellement l'avenue Anatole France), les boulevards Godefroy de Bouillon (aujourd'hui le boulevard Albert 1er). Le boulevard d'Alsace-Lorraine (actuellement Jean-Jaurès) prolongé joint à l'avenue du Montet (aujourd'hui l'avenue Général Leclerc). Le boulevard d'Haussonville relie les quartiers des confins sud-ouest de Nancy. Le boulevard Charles V et celui de Charlemagne sont aussi ouverts. Voir la thèse de Rose-Marie Dion, *ibid.*, p. 261

Le premier plan d'aménagement et d'extension du Nancy fut dressé en 1913 par la Société des Architectes de l'Est (fig. 22). À l'initiative de la Société Industrielle de l'Est, cette association d'architectes organisa avec le soutien de la Chambre de Commerce de Nancy et l'Office économique de Meurthe-et-Moselle, une exposition intitulée la « Cité Moderne » qui se tint du 4 au 17 mai 1913<sup>98</sup> (fig. 23). Cette manifestation fut dirigée par Charles-Désiré Bourgon, architecte du département et vice-président de la Société Industrielle de l'Est et par Lucien Weissenburger, vice-président de la Société des Architectes de l'Est. Le plan d'extension envisageait un accroissement d'environ 350 hectares dont 250 concentrés à l'ouest<sup>99</sup>. Le projet prévoyait deux cités-jardins, un ensemble de jardins ouvriers, un parc de sports et un nouvel hôpital. Tous les nouveaux quartiers devaient être reliés au centre de la ville par des boulevards de 30 m de large. La Grande Guerre mit un terme à ce vaste projet qui ne fut repris que très partiellement en 1924 avec la mise en chantier de la cité-jardin de la Chiennerie.

## 2.2. Le Parc de Saurupt

Dans l'histoire de l'urbanisme à Nancy, le Parc de Saurupt, aujourd'hui reconnu comme un haut lieu de qualité architecturale, occupe une place particulière. Situé au sud de Nancy, précisément dans la principale zone d'extension de la ville aux confins des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, c'est un quartier limité actuellement par la rue du Maréchal Oudinot au sud, l'avenue du Général Leclerc au nord, le boulevard Georges Clémenceau à l'ouest et la rue Charles Sadoul à l'est. Son nom – Saurupt, « ruisseau des saules » - lui vient de la proximité du ruisseau de Nabécor qui le longe à l'est (fig. 24).

Saurupt apparaît au XIV<sup>e</sup> siècle. C'est alors le nom d'un château du duc de Lorraine installé au milieu d'un domaine. Vendu comme bien national pendant la Révolution, celui-ci était, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la propriété d'Alfred Hinzelin qui, à son décès en 1896, légua, par

---

<sup>98</sup>. L'Exposition de la Cité moderne, organisée par la Chambre de Commerce de Nancy, la Société Industrielle de l'Est et l'Office économique de Meurthe-et-Moselle, a accueilli des publics du 4 au 17 mai 1913 à l'hôtel de la Chambre de Commerce de Nancy. Par le discours des organisateurs, le but en long terme, c'est le développement des villes. En court terme, c'est une ville bien organisée. Voir l'ouvrage ci-dessus pp. 11-15. François Villain, président de la Société Industrielle de l'Est, a revendiqué, dans son discours, l'amélioration des conditions du logement dans les villes en sortant des immeubles insalubres. Ayant cité la mortalité de la France, il précisa les taudis et ses mauvais états d'hygiène qui provoquent la maladie et de la mortalité infantile. Il réclame la dépense de l'argent pour transformer des quartiers entiers en ville moderne. Voir aussi d'autres discours de Louis Vilgrain, président de la Chambre de Commerce de Nancy et de Georges Maringer, conseiller de l'Etat, directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur.

<sup>99</sup>. Voir l'ouvrage : Inconnu, *Exposition de la « Cité Moderne » : Nancy 4-17 mai 1913*, Nancy, 1913, p.48. L'extension projetée porterait sur les surfaces et les quartiers suivants : 1° Extension principale (Ouest) - 250 hectares, 2° Malgrange comprise (Sud) – 50 hectares, 3° (Est) – 28 hectares, 4° (Nord) – 18 hectares, 5° Aménagement du centre de la ville – 2 hectares, 6° Rectification de la Meurthe entre le pont de Tomblaine et l'Ecorcherie.

testament, ses biens à sa femme. Le second mari de celle-ci, Jules Villard, décida, en 1901, d'en lotir la majeure partie<sup>100</sup>. Désormais le Parc de Saurupt entrainait dans une phase d'urbanisation et d'architecture qui se déroula sur une trentaine d'années environ. La commercialisation – difficile, comme on va le voir – du domaine de 16 hectares se fit en trois temps : de 1901 à 1905, de 1906 à 1923 et enfin de 1924 jusqu'à la fin des années 1930.

Le projet primitif était celui d'un lotissement « À la ville et à la campagne », inspiré par la cité-jardin du Vésinet, créé en 1863 qui passait alors pour un exemple d'urbanisme paysager. En outre, par la taille importante des lots, le Parc de Saurupt, clos et gardé par un concierge, était destiné à une clientèle aisée.

Le plan du lotissement fut conçu par les architectes Emile André et Henri Gutton, les lotisseurs étant Eugène Nathan et le notaire Philippe Houot. Les architectes Joseph Hornecker, Charles Bourgon et Lucien Weissenburger, plus expérimentés, constituèrent une « commission de surveillance ». Malgré la qualité et l'ambition du projet, ce fut un échec : seules 8 parcelles sur 88 furent vendues et 6 villas réalisées<sup>101</sup>. Les terrains qu'elles occupent se trouvent au nord du domaine, dans la partie la plus proche du centre-ville. La première raison de cet échec est le trop grand éloignement du parc situé à l'extrême limite des nouveaux faubourgs, à l'écart du centre-ville de Nancy. De plus, la voirie n'était pas achevée et seuls, la route du Montet (future avenue du Général Leclerc) et la rue d'Alsace (futur boulevard Jean Jaurès) reliaient le nouveau quartier à la ville. Visiblement le projet souffrit aussi d'un manque de publicité et d'annonces pour promouvoir les ventes. Enfin il visait sans doute une catégorie sociale trop étroite.

Destiné à la haute bourgeoisie, Saurupt ne rencontra pas le succès espéré et les promoteurs eurent bien du mal à trouver des clients. Ainsi deux des premières villas entreprises en 1902 – l'une due à Gutton et aujourd'hui détruite<sup>102</sup> et l'autre, *Les Roches*, due à Émile André – furent bâties sans commanditaire ni acquéreur. Elles furent louées et restèrent la propriété de l'entrepreneur Fournier-Defaut pour la première et d'André, son architecte, pour la seconde. Pour les quatre autres villas édifiées avant la guerre, le processus fut presque normal. Elles eurent leur commanditaire en la personne d'un grand bourgeois fortuné, le négociant Charles Fernbach pour *Les Glycines*, Aimé Prost, ingénieur et administrateur des Salines de Bosserville pour la villa *Marguerite*, Henri-Emmanuel Lang grand industriel investi dans les filatures pour

---

<sup>100</sup>. LE GALUDEC-ALBA Sophie, Sophie Le Galudec-Alba, *Le parc de Saurupt à Nancy et l'art 1900 : 1901-1906*, mémoire d'une maîtrise en histoire de l'art à l'université Nancy 2 sous la direction de MM. François Pupil et Francis Roussel, 1990, p.6.

<sup>101</sup>. BRADEL Vincent et ROUSSEL Francis, *Nancy, Le parc de Saurupt*, Nancy : Inventaire Général ADAGP, 1998, p.2.

<sup>102</sup>. Située 1 rue des Brice, elle devait fonctionner comme la villa-témoin.

la villa éponyme, et de même pour la villa Frühinsholz dont le propriétaire était le fondateur de la Société française des établissements de tonnellerie. Certes on peut deviner quelques intentions spéculatives dans le fait que quatre de ces six villas furent revendues relativement vite – dès 1910 pour *Les Glycines*, 1911 pour la villa Frühinsholz et quelques années après la guerre pour *Les Roches* (1924) et la villa *Marguerite* (1927) – mais on peut considérer que toutes ces villas relèvent de la catégorie des « commandes privées de luxe éclairées »<sup>103</sup>.

Après l'échec du premier lotissement, Villard remania le projet et dressa en 1906 un nouveau plan qui intégrait mieux le Parc de Saurupt à la voirie municipale grâce à de nouvelles rues, notamment celles du Lieutenant Henri Crépin et Georges-Sadoul. Surtout on procéda à un nouveau découpage du domaine avec des parcelles plus petites, dont le nombre passa à 181 soit plus du double du projet primitif, ce qui permit de l'ouvrir à une clientèle plus large et moins élitiste. Le changement de type des édifices était aussi inévitable : désormais les grandes villas – sauf quelques unes dues justement à Masson – firent place à des maisons mitoyennes et plus petites. Durant cette période, le principal acteur fut l'architecte César Pain (1872-1946), qui a laissé son nom sur près de vingt-cinq maisons, principalement des maisons à deux travées, notamment dans la rue des Brice<sup>104</sup>.

La dernière phase du lotissement fut radicalement différente. Mme Villard avait désigné Pierre Villard, fils unique de son mari Jules Villard, comme son légataire universel, mais celui-ci fut tué à la fin de la guerre, en 1918. Dans son testament du 6 mai 1918, celui-ci avait légué le domaine à la Ville de Nancy, qui prit en possession le 1<sup>er</sup> juillet 1922. Désormais il appartenait, dans sa totalité, à la Ville de Nancy qui en devint par là même le lotisseur<sup>105</sup>. Conformément aux dernières volontés du propriétaire, la ville avait prévu la construction d'un orphelinat au nom de « Georges Hinzelin-Lhuillier » mais finalement ce projet fut abandonné. C'est dans ces conditions que le lotissement de Saurupt fut relancé au début des années 1920 et que les demeures Art déco se multiplièrent. Les trois villas de Charles Masson que nous examinerons au début de la troisième partie sont situées sur de dernières grandes parcelles (fig. 24) dans la partie nord du Parc de Saurupt. Elles font partie des premières œuvres de Masson à Nancy et reflètent l'idée que l'architecte se faisait alors des grandes demeures bourgeoises. En outre par leur situation, leur ampleur et leur qualité architecturale, elles perpétuent les ambitions du projet initial de Saurupt tout en s'inscrivant dans le nouveau contexte de l'après-guerre et de

---

<sup>103</sup>. ROUSSEL, Francis, *Nancy Architecture 1900, ibid*, 1992, t.3, p.60-77.

<sup>104</sup>. *Ibid.*, p.61.

<sup>105</sup>. AD 54, 3 O 395 : Vente de terrain au parc de Saurupt.

la relance du lotissement. Une certaine « mixité sociale » entre grands et petits bourgeois, entre héritiers et ambitieux s’installa alors.

Mais, on le verra, l’action de Masson ne se limita pas à ces trois grandes villas bâties conformément aux vœux des promoteurs initiaux. Bientôt, dans le nouveau cadre désormais contraignant des maisons mitoyennes à Saurupt, son enjeu fut de maintenir sous d’autres formes toute l’ampleur et tout le luxe inhérent aux premières villas.

### **2.3. Après la guerre, un nouveau cadre légal pour la relance de l’architecture domestique**

À l’issue de la guerre, avec le retour de Metz et Strasbourg à la France, Nancy perdit son statut de « plus grande ville de l’Est de la France ». Et vidée d’une partie de sa population, la ville dut se reconstruire (fig. 25) puis faire face au retour des réfugiés et à la spéculation foncière. La crise du logement parut plus flagrante encore à la vue des taudis des quartiers du centre ville et fut dénoncée par la presse. La réponse se chiffre en plusieurs milliers d’édifices construits : plus exactement, d’après le recensement que Gilles Marseille a réalisé pour sa thèse, c’est environ 6 600 édifices – dont 4700 maisons et 1600 immeubles – et 200 ensembles urbains qui furent construits à Nancy pendant l’entre-deux-guerres<sup>106</sup>.

Après la guerre, la France se dota très rapidement d’une nouvelle loi sur l’urbanisme, la loi Cornudet<sup>107</sup>, promulguée le 14 mars 1919 et complétée le 19 juillet 1924. Elle obligeait les villes de plus de 10 000 habitants à se doter d’un plan d’aménagement, d’embellissement et d’extension qu’elles devaient dresser dans un délai de 3 ans. Elle imposait aussi aux commanditaires de déposer un plan d’aménagement et un permis de construire aux services municipaux<sup>108</sup>. La loi encadrait la mise en œuvre des lotissements qui devaient être soumis au contrôle du bureau d’hygiène, du conseil municipal et d’une commission départementale. Les mutations foncières à vocation d’habitation devaient être soumises à une autorisation préalable. Le cahier des charges et le permis de construire étaient obligatoires. Cette loi avait aussi pour vocation d’organiser la reconstruction et la modernisation des villes : « L’urbanisme fut, à sa naissance, une ambition de savoir global sur la ville, un espace d’intelligence ouverte, une

---

<sup>106</sup>. MARSEILLE Gilles, *op. cit.*, p.36.

<sup>107</sup>. RENAUD Bénédicte, « Placer la première loi de planification urbaine (1919-1924) dans la réflexion actuelle : le cas de l’Auvergne », *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 04 octobre 2016, consulté le 29 juin 2017. URL : <http://insitu.revues.org/13754> ; DOI : 10.4000/insitu.13754.

<sup>108</sup>. RENAUD Bénédicte, « Placer la première loi de planification urbaine (1919-1924) dans la réflexion actuelle : le cas de l’Auvergne », *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 04 octobre 2016, consulté le 31 décembre 2016. URL : <http://insitu.revues.org/13754> ; DOI : 10.4000/insitu.13754.

*science sans terminus*, un souci du bonheur »<sup>109</sup>. Cette ambition prenait aussi en considération la reconstruction des villages détruits<sup>110</sup>.

À Nancy, la municipalité dressa un plan d'ensemble qui prit en compte les communes de l'agglomération mais malheureusement, après pas mal de péripéties et de retard, il ne fut définitivement adopté qu'en 1933<sup>111</sup>. Aussi très peu de lotissements furent réalisés avant 1924. Nous pouvons citer deux exemples : l'avenue Boffrand et le lotissement des Terrasses de Beaugard. Vincent Bradel résume ainsi la situation : « la grande majorité des lotissements seront réalisés entre 1925 et 1930 et rentreront de ce fait dans le cadre de la loi de 1924 »<sup>112</sup>.

Entre 1924 et 1927, 114 hectares de lotissement furent mis en vente à Nancy et dans les communes limitrophes. Eugène Nathan, principal lotisseur, était toujours et partout présent : le parc de Viray, le parc de Buthegnémont, le parc de Saurupt, le lotissement Saint-Charles, le quartier Médreville, l'impasse Victor-Huel, à l'angle de la rue de la Côte et de la rue Notre-Dame-des-Anges. La vente des lots pouvait prendre parfois plusieurs décennies, mais il faut reconnaître que leur quantité était considérable. Dès 1925, les chantiers étaient plus nombreux dans les communes limitrophes<sup>113</sup>. En 1932, le projet d'annexion des territoires de Laxou, Villers et Vandœuvre fut repris par le conseil municipal, mais finalement il fut annulé et abandonné dès l'année suivante.

Votée en 1928, la loi Loucheur ouvrit une nouvelle période dans l'histoire du logement en France. L'idée principale était de favoriser l'accession des familles ouvrières à la propriété, l'État prenant à sa charge la moitié des frais de construction (fig. 26). À Nancy, la loi Loucheur

---

<sup>109</sup>. CLAUDE Viviane et SAUNIER Pierre-Yves, « L'Urbanisme au début du siècle : de la réforme urbaine à a compétence technique », *Vingtième siècle*, revue d'histoire, 1999, vol 64, n°1, p. 25.

<sup>110</sup>. COLLIN Florent, 'Les Reconstructions du XX<sup>e</sup> siècle en Lorraine -Autour de Chambley, les villages de la reconstruction des années 1920' in *URCAUE de Lorraine*. Consultable sur la ligne : <http://www.urcaue-lorraine.com/upload/doc/8863-AspectsdeLaPrem.pdf>.

<sup>111</sup>. Suite à la création d'une commission municipale, un plan dressé par le Service de la voirie envisage le « Nouveau-Nancy » en prévoyant un agrandissement au sud et à l'ouest de la ville. Ce projet d'extension de Nancy intégrait aussi les communes suburbaines, à savoir Maxéville au nord, Jarville au sud, Laxou Villers et Vandœuvre à l'ouest. Cependant la délibération du Conseil municipal et la transmission au Préfet prirent du temps et allongèrent les délais. Le dossier fut clos seulement en 1930. Puis à partir des critiques de la Commission départementale, le Conseil municipal de Nancy modifia le plan en 1931-1932. Durant cette période, on procéda à la modification de 24 plans initiaux et à la suppression de deux projets urbains. Deux nouveaux plans et un programme détaillé y furent ajoutés. Le projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension de Nancy fut enfin adopté par la délibération municipale du 11 avril 1932. Peu après, les communes périphériques approuvèrent à leur tour et le Conseil Municipal de Nancy ratifia le plan le 11 avril 1933. Pour savoir plus détail, voir la thèse de Gilles Marseille, *op. cit.*, pp. 97-98 avec la planche LV.

<sup>112</sup>. BRADEL Vincent, *Étude des processus d'urbanisation à Nancy entre 1871 et 1914*, Mémoire de 3e cycle, Villers-lès-Nancy: École d'architecture de Nancy-UPA, 1981, p. 6.

<sup>113</sup>. MARSEILLE Gilles, *op. cit.*, pp.111-114 et 364. Les Charmettes Stanislas, l'allée de Médreville, le parc du Placieux sont des exemples pour les gens plus riches. La classe moyenne choisit la rue de l'Asnée (Laxou, aujourd'hui avenue Pierre Curie), les lotissements de Jérigo (Malzéville) et de Sablons (Saint-Max). Les ouvriers prennent les lotissements Jarville ou Val-de-Villers.

apporta une réponse salubre à la crise du logement. Une réunion municipale eut lieu seulement trois semaines après le vote de la loi, on y discuta des taudis, du manque de logements neufs et on y projeta la création de la Société Anonyme d'Habitations à Bon Marché de l'Est (SAHBM) qui s'ajoutait à d'autres organismes publics ou privés<sup>114</sup>. L'autre initiative, prise au niveau régional, fut l'organisation, du 16 au 21 février 1929, d'un *Concours-exposition d'habitations à bon marché et de logement à loyer moyen* dont le résultat fut présenté dans les galeries Poirel. 51 architectes participèrent à cette manifestation organisée par la Chambre de commerce, la Région économique de l'Est et les organismes d'habitations à bon marché du département de Meurthe-et-Moselle. Les journaux en dressèrent un bilan positif où apparaissait l'espoir de donner à chaque famille sa propre maison<sup>115</sup>. Bizarrement les lauréats ne furent pas vraiment les concepteurs des projets HBM sauf quelques architectes comme Fernand Mascaret. Charles Masson y participa aussi et remporta même deux médailles d'argent dans les domaines des habitations à bon marché et à loyer moyen. Et pourtant aucun projet d'aménagement de lotissement ne lui fut confié.

Une autre proposition de la loi Loucheur concernait davantage les classes moyennes supérieures et préconisait la construction de demeures individuelles entourées de verdure. Le coût du terrain en ville, trop important, incita cette clientèle à choisir les communes limitrophes. La villa de cité-jardin était quant à elle réservée aux classes supérieures.

La crise boursière puis économique dite « de 1929 » commencée aux États-Unis, ne frappa la France qu'en 1932 mais elle s'y prolongea jusqu'en 1939<sup>116</sup>. Les conséquences sur le bâtiment furent importantes. L'ouverture de nouveaux chantiers diminua progressivement mais les travaux ne s'arrêtèrent pas complètement. L'État continua à soutenir les chantiers publics, ce qui explique la réalisation de nombreux établissements scolaires ou universitaires<sup>117</sup>, sans oublier la nouvelle aile du musée des Beaux-Arts. La création d'une communauté urbaine resta également dans l'air du temps, ainsi le 25 juillet 1935 le *Groupement régional d'urbanisme de Nancy* émit le projet du rassemblement de quatorze communes autour de Nancy. Un décret du 19 février 1937 officialisa cette création, un comité régional assura son autonomie

---

<sup>114</sup>. Les acteurs principaux de la construction HBM se sont réunis le 17 août 1928. Le directeur des services de voiries, le vice-président du syndicat des entrepreneurs de l'Est, le Comité départemental de patronage des HBM, la SAHBM de Nancy et un notaire. Des différentes idées sont présentées : 2000 unités pour résoudre la crise ou 600 maisons sont en urgence. (Voir la thèse de Gilles Marseille pp. 306-307)

<sup>115</sup>. *L'Est Républicain* du 28 février 1929 et *L'ICE* daté du 12 mars 1929.

<sup>116</sup>. BERSTEIN Serge, *La France des années 30*, Paris : Armand Colin, 4<sup>ème</sup> édition, 2002, pp.25-37

<sup>117</sup>. Un projet de groupe scolaire de Buthegnémont, la bibliothèque universitaire, la faculté de pharmacie à Nancy ; un groupe scolaire de Malzéville en 1933 ; l'extension des écoles à Maxéville en 1934 ; deux écoles à Saint-Max en 1936 ; un groupe scolaire du Placieux, etc. Le grand séminaire de l'Asnée à Villers-lès-Nancy relève des établissements d'enseignement mais est une commande privée. Voir la thèse de Gilles Marseille, *op. cit.*, pp. 417, 486, 494.

administrative et l'indépendance des petites communes : « une fois le projet établi, la ville de Nancy prit contact avec les maires et leurs conseillers techniques pour en recevoir observations et objections »<sup>118</sup>. Georges Vallin, architecte départemental, Joseph Hornecker, président de la Société des architectes de l'Est de la France et André Gutton, architecte et urbaniste participèrent à ces travaux. Malgré le début de la Seconde Guerre mondiale, le programme fut défini en 1941 et un plan dressé par Joseph Marrast et André Gutton, tous deux architectes et urbanistes<sup>119</sup>.

### **3. Architecture et arts décoratifs à Nancy, une histoire particulière**

Quand on parle d'un mouvement artistique annonçant la modernité durant l'entre-deux-guerres, l'Art déco s'impose immédiatement à l'esprit. Né en opposition et en réaction à l'Art nouveau, le style Art déco est souvent considéré comme une réinterprétation du classicisme, mais c'est aussi l'invention de nouvelles formes et surtout la prise en compte des nouveaux moyens techniques offerts par l'industrialisation de l'architecture. À Nancy, la présence de créateurs d'envergure nationale (Emile Gallé, Daum, Jacques Gruber, Louis Majorelle, Victor Prouvé) favorisa l'émergence d'un mouvement moderne dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pendant tout ce siècle, l'art de bâtir était placé sous l'influence de grands noms de l'architecture et des arts qui furent aussi des penseurs. L'allemand Karl Friedrich Schinkel (1781-1841), l'anglais William Morris (1834-1896) et le français Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879) conjuguèrent les styles historiques tout en cherchant de nouvelles voies théoriques et stylistiques. Les expositions universelles, de celle de 1851 à Londres à celle de Paris en 1900, offrirent une vision élargie – et même universelle – des arts, notamment ceux du Japon, et mirent en lumière des réponses techniques innovantes. La volonté de rupture avec les styles historicistes de la part de quelques créateurs, l'émergence d'une frange de la société tournée vers la modernité et l'utilisation de matériaux anciens ou nouveaux dans des mises en œuvre nouvelles contribuèrent à l'émergence à Nancy aussi d'un art nouveau.

---

<sup>118</sup>. DION Rose-Marie, *op. cit.*, p. 297.

<sup>119</sup>. Les projets de Marrast et Gutton sont repris dans le cadre des dispositions de la loi du 15 juin 1943.



### 3.1. L'École de Nancy

Capitale française de l'Art Nouveau, la réputation de Nancy en la matière n'est plus à faire, ni son histoire maintes fois abordée. Sous la tutelle d'Emile Gallé (1846-1904), le renouveau artistique prit le nom d'*Alliance provinciale des industries d'art* ou *École de Nancy*. Il ne s'agissait pas principalement de rompre avec le passé mais d'innover en fédérant les arts décoratifs et l'architecture<sup>120</sup> : « une harmonie parfaite entre architecte, mobilier et décoration »<sup>121</sup>. Ces tendances ouvertes à la modernité et au désir de créer un nouvel art de vivre apparurent, on le sait, simultanément ou avec quelque décalage, dans de nombreuses capitales régionales de toute l'Europe et même aux États-Unis. Ce renouveau adopta des appellations différentes selon les pays et les régions : *Art nouveau* en France, *Jugendstil* en Allemagne, *Sezession* en Autriche, *Modernismo* en Espagne, *Liberty* en Italie...

Les arts décoratifs moins dépendants des tutelles institutionnelles que l'architecture, furent les premiers à rompre avec les styles du passé. À Nancy, Émile Gallé aux talents multiples puisqu'il s'intéressait aussi bien à la verrerie, à la céramique qu'à l'ébénisterie et qu'il avait les compétences d'un industriel, fut incontestablement le premier à réinventer formes et décor. Son originalité qui puisait ses sources dans une nature revisitée, fut reconnue dès l'exposition universelle de 1878. En architecture, c'est le belge Victor Horta (1861-1947) qui en 1892 projeta l'hôtel Tassel qui fut le premier manifeste architectural de l'Art nouveau<sup>122</sup>. À Nancy, Charles André, architecte, organisa en 1894 la première *Exposition d'art décoratif et industriel lorrain* qui associe pour la première fois architecture et arts décoratifs, artisans et industriels. La même année l'ébéniste Eugène Vallin (1856-1922) projeta la construction de sa demeure et de ses ateliers. Cette œuvre, délibérément moderne<sup>123</sup>, ouvrait des perspectives nouvelles qui associaient architectes, sculpteurs, ébénistes, peintres, peintres verriers, céramistes, ferronniers... De nombreuses demeures nancéiennes témoignent toujours de ces étroites collaborations<sup>124</sup> qui sont propres à l'École de Nancy dont le premier président était Émile Gallé.

---

<sup>120</sup>. JEANDEL Paul, « Réflexions sur l'architecture Art Nouveau à Nancy » in *Le Pays Lorrain*, vol 77 n°1, janvier 1996, pp. 27-36.

<sup>121</sup>. MAZARAKY Sylvie, *L'art nouveau : passerelle entre les siècles et les arts*, Bruxelles : éditions Racine, 2006, p.10.

<sup>122</sup>. AUBRY Françoise, VANDENBREEDEN Jos, VANLAETHEM France, *L'architecture en Belgique : Art nouveau, art déco & Modernisme*, Bruxelles : édition Racine, 2006, p. 17.

<sup>123</sup>. ROUSSEL Francis, *ibid.*, t.2, p.68.

<sup>124</sup>. Durant cette période, 3 500 immeubles ont été construits à Nancy parmi eux environ 250 édifices sont qualifié du style Art nouveau dont 52 bâtiments sont retenus par l'Inventaire de Lorraine comme des édifices représentatifs. Voir l'ouvrage : ROUSSEL Francis, *Nancy Architecture 1900, op. cit.*,

Sa mort, en 1904, priva l'École de Nancy de son génie et de sa stimulation, Victor Prouvé qui assura sa succession réussit malgré tout à poursuivre l'aventure et prit une part active dans l'organisation de l'*Exposition internationale de l'Est de la France* qui se tint en 1909 mais qui est considérée comme le chant du cygne de l'*Alliance provinciale des industries d'art*. Pour la construction de son pavillon<sup>125</sup>, celle-ci fit appel à Eugène Vallin, ébéniste-constructeur qui conçut un bâtiment à structure en béton armé et dont certaines formes appartiennent à des registres nouveaux, plus sobres formellement. Le pavillon, inachevé le jour de l'inauguration, accueillait une rétrospective de ses principaux créateurs<sup>126</sup>. Son espace central s'ouvrait sur la galerie du rez-de-chaussée par un ensemble d'arcades et de niches couvertes d'arcs polygonaux à trois pans, une forme nouvelle de couverture qui sera un des marqueurs de l'architecture de l'entre-deux-guerres. Le conflit franco-allemand mit fin à l'architecture Art nouveau, en revanche les arts décoratifs continuèrent à alimenter le marché local. Après celle de Gallé, la disparition d'autres fondateurs de l'École de Nancy ne détruisit pas pour autant la volonté initiale de modernité, elle continua à vivre à travers diverses entreprises, par exemple chez Daum et chez Majorelle pour les arts décoratifs. C'est remarquable également pour les agences d'architectes où notamment les fils succédèrent à leur père : ainsi George Vallin prit la suite de son père Eugène<sup>127</sup>, Jacques et Michel André celle d'Emile André, Jean Bourgon celle de Charles-Désiré Bourgon, tandis que Raphaël Oudeville poursuivit l'œuvre de Lucien Weissenburger... Dans le domaine des arts décoratifs la majorité des artistes continuèrent à produire des œuvres proches de celles de l'École de Nancy mais ils s'adaptèrent, eux aussi, aux nouvelles modes.

### **3.2. Art nouveau-Art déco : une transition sous influence**

L'École de Nancy ne fut pas un mouvement isolé et ses membres n'ignorèrent pas ce qui se passait en Europe. La construction, à Bruxelles, de l'hôtel Tassel par Victor Horta en 1892 puis celle du palais Stoclet projeté dès 1903 par l'autrichien Joseph Hoffmann furent des références majeures que nul architecte n'ignora. Et bien des œuvres des artistes nancéiens

---

<sup>125</sup>. DESOUTURELLE Frédéric, PONTON Bernard, ROTH François, SICARD-LENATTIER Hélène, *Nancy 1909. Centenaire de l'Exposition internationale de l'Est de la France*, Nancy : Editions Place Stanislas, 2008, p.151.

<sup>126</sup>. COLLIN E., *Exposition internationale de l'Est de la France, Nancy, 1909. Guide officiel*, 1909, pp.80. Ce guide est numérisé et consultable sur le site Gallica : <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb319596587>.

<sup>127</sup>. Influencé par Gallé, il avait construit sa maison et son atelier, boulevard Lobau en 1895 qui sont considérés le premier bâtiment d'Art nouveau à Nancy. Il réalisa aussi les fameuses portes de l'atelier Emile Gallé.

témoignent de l'influence des idées et formes développées en Belgique et dans les pays germaniques.

À Nancy, si dès 1894, Eugène Vallin projetait pour lui-même la première maison Art nouveau, boulevard Lobau, celle-ci doit beaucoup à l'œuvre de Victor Horta. Plus tard en 1909, quand il réalisa le pavillon de l'École de Nancy pour l'*Exposition internationale de l'Est de la France*, il employa des arcs polygonaux à trois pans, motif emprunté à Joseph Hoffmann. Cette manifestation qui passe pour être le chant du cygne de l'Art nouveau à Nancy dut beaucoup à Victor Prouvé qui succéda à Emile Gallé, mort en 1904, comme président de l'École de Nancy. Or dès 1905, Victor Prouvé se rendit à Munich et y étudiant la formation professionnelle, il fit le constat du retard considérable pris par l'École de Nancy dans l'organisation du travail et dans l'éducation artistique. L'année suivante, afin de démontrer le dynamisme de la région, la décision fut prise d'organiser l'*Exposition internationale de l'Est de la France*. Pour montrer le plein investissement de Victor Prouvé dans le déploiement de l'École de Nancy, il est important de rappeler qu'il en fut le président après la mort de Gallé en 1904 mais aussi qu'il fut présent comme sculpteur dans le chantier de la maison de Vallin en 1894 et celui du Pavillon de l'École de Nancy lors de l'exposition internationale de 1909<sup>128</sup>.

Au même moment, la presse nancéenne interprétait les hautes toitures et les gâbles de la banque Renault comme un signe de l'influence allemande et traitait cette construction<sup>129</sup> de "style à la Nuremberg". Quant à l'Excelsior, la critique y percevait "du style carolingien"<sup>130</sup>. Ce dernier édifice fut réalisé par Lucien Weissenburger et Alexandre Mienville, son jeune associé, qui deviendra un concurrent de Charles Masson.

L'introduction progressive de volumes géométriques simples, le cantonnement du décor, voire sa disparition, s'imposèrent progressivement et devinrent bientôt des caractéristiques de l'architecture Art déco. Les arts décoratifs connurent la même évolution, Jacques Gruber réalisa pour la villa *Les Pins*, un ensemble de verrières datées de 1914 qui annoncent celles qu'il conçut après la guerre<sup>131</sup>. Charles Masson, nous allons le découvrir, fut lui aussi profondément influencé par l'architecture allemande mais dans un tout autre contexte, celui de sa formation. Peut-on supposer qu'à cause de cet intérêt pour les arts et l'éducation dans les pays germaniques,

---

<sup>128</sup>. LAFFITTE Louis, *Rapport général sur l'Exposition Internationale de l'Est de la France : Nancy-1909*, Paris : Berger-Levrault : Libraires-Editeurs, 1912, p.37.

<sup>129</sup>. BADEL Emile, « La Place Saint-Jean à Nancy », in *l'ICE* le 13 février 1910.

<sup>130</sup>. BADEL Emile, « L'hôtel d'Angleterre et le café Excelsior », in *l'ICE* le 29 janvier 1911.

<sup>131</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy, Architecture 1900*, op. cit., p.29.

avoir été formé dans l'Empire allemand n'était pas forcément rédhibitoire pour un jeune architecte qui s'installait à Nancy, au sortir de la Grande Guerre ?

### 3.3. Le Comité Nancy-Paris, un mouvement avant-gardiste

Dès la fin de la guerre, en 1919, le régionalisme reprit de la vigueur à travers l'association *Les Cadets de Lorraine* dont certains membres étaient des enfants de l'École de Nancy<sup>132</sup>. Après avoir soutenu les artistes de celle-ci, Eugène Corbin (1867-1952), fils du fondateur des Magasins Réunis, reprit son œuvre de mécène, de collectionneur et de diffuseur des idées nouvelles. Georges Sadoul (1904-1967), fils du conservateur du Musée lorrain<sup>133</sup>, intellectuel engagé, membre du groupe surréalistes, fonda le 11 octobre 1923 le Comité Nancy-Paris. Il s'agissait de « permettre au public de la France entière de sentir la grande époque dans laquelle il vit »<sup>134</sup>. Le premier programme parut dans *L'Est Républicain* du 25 octobre, la volonté était d'organiser des échanges entre Nancy et Paris<sup>135</sup> « afin de ne plus laisser la ville dans l'ignorance du mouvement artistique français depuis 25 ans, de faire office de bureau de renseignements artistiques pour faire connaître et favoriser par cela même l'art dans toutes ses branches »<sup>136</sup>. Le comité s'intéressait à de nombreux domaines : théâtre, musique, peinture, poésie, cinéma, architecture. Georges Sadoul invita des artistes parisiens prestigieux : le directeur du théâtre Jacques Copeau, le cinéaste Jean Epstein, les peintres André Lhote, Amédée Ozenfant, l'écrivain Joseph Kessel... L'architecture fut abordée par le Comité lors de la réunion du 5 janvier 1924 qui organisa une exposition qui se tint aux galeries Mosser. André Lurçat, originaire des Vosges, diplômé de l'École des Beaux-Arts de Nancy en 1911 puis de celle de Paris en 1923, y présenta le plan d'une maison jumelée munie de tous les comforts.

Le Comité Nancy-Paris atteignit son acmé à l'occasion de l'exposition organisée dans les galeries Poirel du 12 au 31 mars en 1926. Architectes, peintres et sculpteurs, pour la première

---

<sup>132</sup>. « Les Cadets de Lorraine » in *L'Est Républicain* le 15 février 1919. Cette organisation était située au n° 30, rue du Téméraire à Nancy. Le président, Henri Schwob, directeur des 'tablettes Lorraines', cherchait des participants dans ce journal.

<sup>133</sup>. Charles Sadoul (1872-1930) fut le fondateur et le directeur de la revue *Le Pays Lorrain*. Il fut aussi conservateur du musée lorrain à Nancy à partir du 2 décembre 1910.

<sup>134</sup>. Georges Sadoul, « Le Comité Nancy-Paris. Son action artistique et littéraire. Son programme pour cette saison », Fonds Georges Sadoul, GS 005. Voir aussi un article, DURTESTE Pierre, « Faut-il oublier Georges Sadoul ? Georges Sadoul, une jeunesse nancéienne », *1895 Revue de l'association française de recherche sur l'histoire du cinéma*, n°44, 2004, pp.29-46. Au sujet du Comité Nancy-Paris, voir principalement le catalogue de l'exposition qui s'est tenue au Musée des Beaux-Arts de Nancy en 2006 : *Une expérience moderne. Le Comité Nancy-Paris*, sous la direction de Blandine CHAVANNES.

<sup>135</sup>. « Le Comité Nancy-Paris », *L'Est Républicain* le 31 juillet 1923

<sup>136</sup>. COLEY Catherine, « Le Comité Nancy-Paris », *Les Cahiers de la recherche architecturale*, n°24-25, 1989, pp. 108-114.

fois mais aussi la dernière, étaient rassemblés. La section peinture-sculpture était pilotée par Georges Sadoul et Victor Guillaume, un peintre lorrain. Des artistes prestigieux y participèrent : du côté de la sculpture, Maillol, Laurens, Lipschitz, Zadkine, et pour la peinture, Picasso, Matisse, Braque, Dufy, Chagall, Chirico, Léger, Jean Lurçat, Ozenfant, Marie Laurencin ; Paul Colin, Etienne Cournault et Victor Prouvé, des artistes lorrains, y figuraient aussi. Une partie importante était consacrée à l'architecture sous le titre d'« architecture internationale » et était coordonnée par André Lurçat ; elle rassemblait toutes les avant-gardes européennes des « architectes et urbanistes modernistes » : le Bauhaus, l'École de Vienne, De Stijl, les Suisses Vonder Mühl et Le Corbusier<sup>137</sup>, les Français Robert Mallet-Stevens, Auguste et Gustave Perret et les Lorrains Jacques André et Jean Prouvé<sup>138</sup>. Mais le Comité Nancy-Paris (CNP) s'arrêta en 1927.

Quelles sont les raisons de cette dissolution ? Avant sa disparition, le CNP connut des tensions internes liées aux engagements politiques de ses membres et à la présence des surréalistes qui suscitèrent une franche hostilité de la part de nombreux Nancéiens qui boycottèrent les manifestations<sup>139</sup>. Les problèmes financiers furent aussi l'une des causes de dissolution du CNP. D'autre part, plusieurs participants originaires de Nancy, quittèrent la ville pour s'implanter professionnellement à Paris : Georges Sadoul, André Thirion et les frères Jean et André Lurçat<sup>140</sup>. Pourtant, le bilan d'activité du CNP n'est pas négligeable. De 1923 à 1927, il a organisé 18 conférences, 10 concerts, 4 expositions dont 3 d'art moderne et une d'art « ancien » (fig. 27). Mais comment évaluer l'influence du CNP sur la création architecturale nancéenne ? La grande majorité de ses architectes n'était pas prête à adopter un modernisme aussi radical et rares sont les édifices qui en témoignent<sup>141</sup>. La voie adoptée était une transition douce de l'Art nouveau vers l'Art déco.

### 3.4. L'Art déco à Nancy

L'Art déco fut le mouvement artistique dominant des années 1920-1930. Il revendiquait une modernité globale qui touchait l'architecture aussi bien que les arts appliqués. Dès les années 1910, la remise en cause de l'Art nouveau se généralisa. Les régionalismes reprirent

---

<sup>137</sup>. Il obtint la nationalité française en 1930.

<sup>138</sup>. COLLECTIF, *Comité Nancy Paris : deuxième exposition annuelle*, Nancy, 1926, Lyon : Fage, 2006

<sup>139</sup>. COLEY Catherine, « L'effort moderne à Nancy dans les années 1920, Chronique du Comité Nancy-Paris », in *Le Pays Lorrain*, n°1, 1986, pp. 17-18.

<sup>140</sup>. COLEY Catherine, *op. cit.*,

<sup>141</sup>. MARSEILLE Gilles, *ibid.*, pp. 175-176.

vigueur notamment dans le cadre de la reconstruction des villages détruits<sup>142</sup> : il ne s'agissait plus d'une opposition aux styles historiques mais d'un conservatisme assumé de l'architecture régionale française. Mais la critique contre l'Art nouveau avait existé dès son apparition, y compris à Nancy : on dénonçait la surabondance du décor et très rapidement on s'accorda pour une simplification. Cette voie fut celle prônée par Eugène Vallin qui soumettait le décor à la structure puis le supprima mais Vallin resta isolé. En revanche les Autrichiens puis les Allemands mirent en œuvre cette option radicale. La guerre interrompit cette tendance reprise par les architectes qui participèrent en 1926 à l'exposition du Comité Nancy-Paris. Dès le retour de la paix, l'Europe et les Etats-Unis passèrent à l'action.

Ce nouveau courant constitué de tendances très diverses a du mal à être réduit à des expressions comme « style moderne » ou « style de la rose »<sup>143</sup> ? L'appellation Art déco fut seulement admise quarante ans plus tard à l'occasion de l'exposition *Les Années 25 : Art déco. Bauhaus, Stijl, Esprit nouveau* aux Musée des Arts décoratifs à Paris du 3 mars au 16 mai 1966 (fig. 28). Quant à la définition de l'Art déco, elle n'est toujours pas facile tant les influences et les œuvres sont variées : « Il intègre, à la manière du musicien qui compose une marche orientale, toutes les cultures ; ceci à l'inverse du style international et du courant fonctionnaliste qui les rejettent toutes pour imposer leurs seules valeurs »<sup>144</sup>.

L'Art déco prit son plein essor après l'armistice 1918. La France retrouva petit à petit une certaine croissance économique. Une nouvelle dynamique venue des Etats-Unis révolutionna le milieu culturel des années 1920 : une période éphémère que l'on appelle « les Années folles » commençait. Les Français aspiraient à la joie de vie pour oublier la guerre et se lançaient dans l'organisation de manifestations festives. *L'Exposition internationale des Arts décoratifs et industriels modernes* qui se tint à Paris d'avril à octobre 1925 fut un événement majeur : vingt et un pays y participèrent mais pas l'Allemagne. Chaque nation exposa des ouvrages et des travaux d'art décoratif moderne dans son pavillon particulier. La France, en qualité d'organisatrice, était titulaire de plusieurs pavillons, dont certains consacrés à l'empire colonial et aux manufactures et villes des régions de France. C'est ainsi que le pavillon de Nancy et de la région de l'Est de la France était installé au centre de l'esplanade des Invalides, en face et en pendant de celui de la ville de Lyon. Sa surface de 800m<sup>2</sup> était le signe d'une santé

---

<sup>142</sup>. VIGATO Jean-Claude, *L'architecture régionaliste : France, 1890-1950*, Paris : Norma éditions, 1994.

<sup>143</sup>. Ce nom a été imaginé par Léandre Vaillat, écrivain d'art et romancier, dans le journal *L'Art et les artistes* en juin 1912.

<sup>144</sup>. CULOT Maurice, « Soyons Art Déco », in *L'architecture Art Déco*, A.A.M, 1996, p.13.

économique retrouvée (fig. 29). Pierre Le Bourgeois et Jean Bourgon en furent les architectes. Le fer et le verre étaient à l'honneur et de nombreux artisans et artistes nancéiens participèrent à cette manifestation<sup>145</sup>. Cependant ce pavillon n'a pas attiré le grand public.

En revanche les pavillons de l'avant-garde rencontrèrent un succès au moins de curiosité. Ce fut l'occasion pour les architectes français, Le Corbusier avec son pavillon de *L'Esprit nouveau* et Mallet-Stevens avec celui du tourisme, de faire valoir une architecture résolument moderne. Les pavillons de l'URSS, du Bauhaus et De Stijl manifestaient la vitalité de ce courant résolument européen.

À Nancy comme ailleurs, en réaction à l'Art nouveau, la tendance était à la simplification et au dépouillement décoratif. Et l'Art déco séduisit alors toutes les classes sociales depuis la somptueuse villa jusqu'au HBM. Pourtant le décor d'inspiration naturaliste fut loin d'être abandonné, mais il se géométrisa et occupa moins de place. La gamme des espèces florales utilisée se réduisit : la glycine, le volubilis ou la clématite quittèrent les façades au profit de la rose qui devint le motif prédominant. Sa présence était si forte que l'Art déco est souvent qualifié de « style de la rose ». Ce motif avait déjà été utilisé depuis les années 1910 à Nancy notamment par l'architecte Louis Déon (1879-1923) qui fut aussi le premier en 1913 à le géométriser au n°10 du boulevard Albert 1<sup>er</sup>. Peu après la guerre, la rose stylisée orna un bâtiment emblématique de Nancy par son emplacement : la pharmacie du Point-Central située à l'angle des rues Saint-Dizier et Saint-Jean (fig. 30). Conçu en 1921 par Pierre Le Bourgeois (1879-1971) avec le mosaïste parisien René Ebel, le décor enveloppe les deux façades sur deux niveaux. Des pilastres aux chapiteaux ioniques portent des coupes de fleurs géométrisées qui sont déjà caractéristiques de l'Art déco. Emile Badel, chroniqueur de l'époque, essayait de saisir les principaux caractères de ce style : « L'emploi des nouveaux matériaux artificiels, le ciment armé, le fer, le ciment, la pierre moulée, la brique, sans décor extérieur, le nouveau ornement, très vaste et large baies... »<sup>146</sup>.

Jean Bourgon (1895-1959), Pierre Le Bourgeois (1879-1971) et Paul Charbonnier (1865-1953) firent leurs débuts encore dans le cadre de l'École de Nancy mais qui dès les années 1920, ils se tournèrent vers l'Art déco. Le premier, le plus jeune, originaire de Nancy, fils de l'architecte Charles-Désiré Bourgon, fit ses études à l'ENSBA à Paris. Il réalisa en 1925 un immeuble situé au n°32 du boulevard Albert 1<sup>er</sup> : la façade d'écriture classique a des oriels

---

<sup>145</sup>. La surface du pavillon était de 800m<sup>2</sup> et ses dimensions étaient 50 m de largeur sur 16 de profondeur. Voir l'*YCE* le 5 juillet 1925.

<sup>146</sup>. BADEL Emile, « Le style moderne » in *L'immeuble et la construction dans l'Est* du 4 juillet 1926.

latéraux dont les pignons sont décorés de fleurs stylisées. Pierre Le Bourgeois, au même moment, construisait le Palais de la bière, une brasserie pour laquelle Jean Prouvé conçut une abondante ferronnerie. Le décor sculpté de houblon stylisé est concentré sur la partie supérieure de la façade. Le même architecte dessina les nouveaux Magasins réunis inaugurés en 1928 dont Eugène Corbin était le maître d'ouvrage. La composition ordonnancée des façades est ponctuée de panneaux sculptés de grandes figures féminines réalisées par Emile Bachelet (fig.30). Ce dernier fut le commanditaire en 1925 d'une maison située au n°40 de la rue Lothaire II, résolument moderne dans ses formes. Les années 1925, à Nancy comme ailleurs, furent donc à la fois une période de transition avec un retour au classicisme et une période d'expérimentation plus radicale qui dénote un souci de renouvellement.

Dans les années 1930, sans omettre l'influence encore mal évaluée du Comité Nancy-Paris, une nouvelle génération prit le relais et se détacha du courant international de l'Art déco. Les principaux acteurs furent Jean Prouvé, les frères André, Georges Clément, Albert Michaut, Georges Vallin et Raphaël Oudeville... Ils participèrent à la modification radicale de la composition des façades. Certains s'inspirèrent d'idées prônées par l'Union des artistes modernes (UAM) ou par la revue de *L'Architecture d'aujourd'hui*. Jacques et Michel André<sup>147</sup>, Albert Michaut appartenaient à cette mouvance. Les deux premiers, architecte et ingénieur, étaient les fils d'Emile André, une des figures majeures de l'architecture Art nouveau. Leur agence fut active de 1929 à 1973 et collabora avec Jean Prouvé et des entrepreneurs locaux. Avec l'Institut de zoologie, actuel Musée aquarium, daté de 1933, les frères André réalisèrent une œuvre majeure, inspirée de Frank Lloyd Wright<sup>148</sup>. Les mêmes architectes, toujours sous l'influence de l'architecte américain, exécutèrent entre 1933 et 1934 un ensemble de trois villas pour la famille Majorelle (fig. 31). Autre motif moderne, la fenêtre-bandeau qui permet une vue panoramique et qui était des « cinq points d'une architecture nouvelle » défendue par Le Corbusier, fut utilisée par André Lurçat (1894-1970) et son ami et associé Albert Michaut, lors la construction du groupe scolaire Karl-Marx à Villejuif<sup>149</sup>. Mais exactement à la même époque, Michaut appliqua cette disposition à certains édifices de Nancy et de son agglomération<sup>150</sup>. Enfin Georges Vallin, le fils d'Eugène Vallin, était lui aussi sensible à ces architectures et

---

<sup>147</sup>. BAUER Caroline, *L'agence André au temps de Jacques et Michel (Nancy, 1929-1973) architecture, réseaux et filiations*, thèse soutenue à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2015.

<sup>148</sup>. MARSEILLE Gilles, « Le projet Nancy Art déco : pour une valorisation conjointe du banal et de l'exceptionnel » in Collectif sous la direction de Lyne BERNIER, Mathieu DORMAELS et Yann LE FUR, *La patrimonialisation de l'urbain*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2012, p.163.

<sup>149</sup>. Groupe scolaire Karl-Marx, Villejuif (1931). Voir le fonds André Lurçat (1894-1970) aux Archives de Villejuif.

<sup>150</sup>. 143, rue Ernest Albert à Laxou, 43 et 45, rue de Santifontaine à Nancy.



composa des façades avec des jeux de pleins et de vides, des avancées et des décrochements, qui permettaient de capter au mieux la lumière (fig. 31).

Comme Charles Masson, Fernand Mascret et Georges Mazerand étaient des architectes plus indépendants. Mascret fut le plus fécond des trois : après la crise de 1929, il construisit des petites maisons et des immeubles modestes pour les classes moyennes. Il joua alors le rôle de lotisseur à Laxou et à Villers. Grâce à cette stratégie, son cabinet survit à la dépression économique. Raphaël Oudeville<sup>151</sup>, quant à lui, construisit des Habitations à Bon Marché (HBM), dont la Cité Senn.

## Conclusion

L'entre-deux-guerres constitua donc à Nancy un moment important dans l'histoire de son architecture domestique. C'est d'abord une prise de conscience stimulée par le nouveau cadre législatif national : le laisser-faire et la libre initiative des promoteurs ne suffisaient plus à assurer un logement décent à chacun. La création de plusieurs organismes publics et privés permit la construction de plusieurs milliers de maisons et immeubles, à Nancy même mais plus encore à Laxou, Villers-lès-Nancy et Vandœuvre, les communes limitrophes au sud et à l'ouest. Masson se sentit concerné par ces nouvelles lois et par la promotion des habitations à bon marché puisqu'il participa au concours de 1929 pour illustrer ce type de logement, mais finalement il ne reçut aucune commande de cette nature. Il resta tout au long de sa carrière nancéienne dans le schéma traditionnel de l'architecture domestique réservée aux plus fortunés. La cinquantaine de villas et d'immeubles qu'il construisit ne constitue qu'une « goutte d'eau » parmi les milliers d'édifices bâtis à Nancy et dans son agglomération pendant l'entre-deux-guerres.

---

<sup>151</sup>. INCONNU, *Raphaël Oudeville, architecte D.P.L.G à Nancy : recueil de constructions, réalisées de 1928 à 1930*, Strasbourg, éditions d'architecture, d'industrie et d'économie rurale, s.d.

## Chapitre 2

### Les architectes, les entrepreneurs, les commanditaires

La construction d'un édifice nécessite de nombreuses compétences, de nombreux intervenants : un client ou maître d'ouvrage, un architecte ou maître d'œuvre, un entrepreneur mais aussi divers corps de métier, divers artisans spécialisés dont des maçons, des charpentiers, des menuisiers, des électriciens, des plombiers, des peintres, etc, éventuellement un promoteur. Parmi tous ces acteurs, les plus importants sont : le maître d'œuvre, l'entrepreneur et le maître d'ouvrage. Dans cette partie consacrée au contexte, il s'avère nécessaire de définir et de distinguer aussi bien que possible les rôles de chacun et surtout de chercher à « incarner » ces différentes fonctions en prenant pour cadre le milieu de la construction à Nancy pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Cependant il faut reconnaître que dans l'histoire de l'architecture, ces trois types d'acteur ne retiennent pas l'intérêt de la même manière : les architectes beaucoup, les entrepreneurs peu, les clients rarement voire jamais, sauf quand ils sont des individus remarquables ou que leur commande est reconnue comme un chef-d'œuvre de l'architecture. Dans le cadre de cette recherche, chacun des clients de Masson, important comme modeste, a fait l'objet d'une étude attentive. Nous les retrouverons l'un après l'autre dans les deux dernières parties qui abordent leurs différentes ambitions. Pour le moment, il est possible d'en proposer une lecture synthétique et de voir à quelle catégorie sociale – plus exactement à quel groupe de la bourgeoisie – ils appartenaient.

## 1. Les principaux acteurs de la construction à Nancy

### 1.1. Les maîtres d'œuvre ou architectes

Parce qu'il se voua à la seule commande individuelle privée sans recevoir aucune commande publique, comme on l'a dit, Charles Masson occupe une place particulière parmi ses confrères et concurrents nancéiens. Qui étaient et que faisaient ces architectes ? Durant les années 1920 et 1930 qui correspondent au séjour de Masson à Nancy, on dénombre pas moins de 70 architectes actifs dont on peut dresser la liste grâce aux annuaires de Lorraine<sup>152</sup>. Une vingtaine d'entre eux ont une activité plus intense : ils furent en charge des constructions à la

---

<sup>152</sup>. AM Nancy, 1 BA 14/8 - BA 14/19 : Annuaires de Lorraine (de 1924 à 1935)

fois les plus importantes et les plus remarquables de Nancy et de ces environs. En voici la liste par ordre chronologique<sup>153</sup> : Lucien Weissenburger (1860-1929), Paul Charbonnier (1865-1953), Georges Biet (1869-1955), Émile André (1871-1933), César Pain (1872-1946), Joseph Hornecker (1873-1942), Alfred Thomas (1878-1950), Jules Criqui (1878-1951), Fernand César (1879-1969), Pierre Le Bourgeois (1879-1971), Henri Vial (1883-1959), Charles Masson (1894-1971), Albert Michaut (1894-1981), Georges Vallin (1894-1989), Jean Bourgon (1895-1959), Raphaël Oudeville (1896-1949), Fernand Mascret (1901-1984), Jacques (1904-1985) et Michel André (1905-1975). Évidemment, au cours de cette période, certains qui avaient déjà œuvré avant guerre, voyaient leur carrière parvenir à leur terme pendant qu'une nouvelle génération entrait en scène. Et Charles Masson appartenait à celle-ci : il a juste 24 ans à la sortie de la Grande Guerre.

### **1.1.1. L'origine des architectes : des Nancéiens construisant pour des Nancéiens ?**

Qui bâtit à Nancy ? Quelle est l'origine des architectes pendant l'entre-deux-guerres ? Il est frappant de constater que parmi cette vingtaine d'architectes dynamiques dont nous parlons ici, douze sont nés à Nancy, donc plus de la moitié (fig. 32). Si on ajoute Raphaël Oudeville et Henri Vial originaires du département des Vosges (respectivement La Petite-Raon et Remiremont) et aussi Masson, né en Moselle annexée, on constate que les trois quarts des architectes à l'œuvre à Nancy sont lorrains. Mais né et éduqué dans un univers tout à fait différent, on peut penser que Masson, bien que lorrain de naissance, n'avait pas le même sentiment d'appartenance que ceux de ses confrères qui étaient nés en Lorraine française avant 1914. Sans doute partageait-il la même préoccupation de réussir dans une ville « étrangère » que celle des quelques architectes qui avaient vu le jour loin de Nancy, comme Pierre Le Bourgeois né à Dieppe et Fernand Mascret né à Provins.

Il est certain qu'avoir des origines lorraines ou mieux encore nancéiennes constituait un atout largement favorable à l'épanouissement de la carrière. Dans certains cas, de véritables dynasties d'architectes bien implantées jouissaient de certains avantages auxquels ils accédaient grâce à leurs réseaux professionnels. La plus fameuse est celle des André, issue d'une famille

---

<sup>153</sup>. Cette liste des architectes actifs à Nancy pendant l'entre-deux-guerres est établie à partir des architectes mentionnés par les chercheurs sur l'architecture contemporaine. Puis des architectes laissent des édifices remarquables à Nancy. Pour des renseignements sur les architectes, nous avons profité des annuaires d'architectes de la Lorraine faits par l'AMAL et la thèse de Gilles Marseille. Pour combler certaines lacunes, nous avons consulté les dossiers d'état-civil ou les journaux de l'époque.

d'entrepreneurs et illustrée par Émile André (1871-1839), figure de l'École de Nancy et par ses fils Jacques et Michel. Comme Caroline Bauer le montre, ils mirent une œuvre d'une véritable stratégie qui leur permit de recevoir des commandes du Rotary Club, de la Société industrielle de l'Est, de la Chambre de Commerce, et aussi de la Ville de Nancy<sup>154</sup>. À une autre échelle, Paul Charbonnier était le fils d'un chef de division à la préfecture de Nancy. Est-ce grâce à son père qu'il prit position dans la fonction publique, en devenant d'abord architecte ordinaire des monuments historiques de Meurthe-et-Moselle, puis inspecteur des édifices du diocèse et enfin architecte en chef du département de Meurthe-et-Moselle ? Il est réputé pour avoir construit au début du XX<sup>e</sup> siècle la Maison du peuple à Nancy et, parfaitement intégré dans les cercles socio-culturels de Nancy, il fut aussi membre de la Société d'archéologie lorraine, du Comité du Musée historique lorrain, comme de l'École de Nancy et aussi président du Conseil régional de Nancy et du groupe Est de la SADG (Société des architectes diplômés du gouvernement).

Une des solutions pour intégrer plus facilement la société nancéienne était de s'y marier, c'est que fit Charles Masson, comme on le verra. Il en va de même pour le normand Pierre Le Bourgeois : en épousant en 1908 Marie Louise Léonie Simon, fille de Georges Simon et de Marie Christine Vilgrain, il entra dans une grande famille industrielle de Nancy, vouée à la meunerie. C'est à lui évidemment que revint la construction des Grands Moulins Vilgrain en 1910 puis la chapelle funéraire familiale Art déco<sup>155</sup>. Juste avant la guerre, il reçut la commande du siège de *L'Est Républicain* à Nancy et après, en 1926, celle des nouveaux Magasins Réunis, situés juste en face. Il fut aussi l'associé de Joseph Hornecker, autre architecte « étranger » à Nancy, lors de la construction du Grand Théâtre<sup>156</sup>. Mais c'est plutôt leur formation commune à l'École des Beaux-Arts de Paris qui les rapprocha.

### 1.1.2. Une formation commune

Autre paramètre commun à la majorité des architectes nancéiens de l'entre-deux-guerres : la formation. Celle-ci s'exerçait d'abord dans le cadre familial. Pas de meilleur stimulant pour devenir architecte que d'être le fils d'un architecte ou d'un entrepreneur du bâtiment. On vient de parler de Jacques et Michel André dont le père, le grand-père et même

---

<sup>154</sup>. BAUER Caroline, *A la conquête du milieu industriel : la stratégie de formation architecte/ingénieur de Jacques André (1904-1985) et Michel André (1905-1975)* par CHMCC, publié 29 mai 2017.

<sup>155</sup>. Voir RYU Soonk, *Les chapelles funéraires dans le style Art déco à Nancy entre les deux guerres*, mémoire de master 2011, *op. cit.*

<sup>156</sup>. « Concours pour la reconstruction du théâtre de Nancy », in *L'Est Républicain*, le 24 mars 1907. Voir aussi DIEUDONNE Patrick, « Pierre Le Bourgeois : Voyage aux sources de l'Art déco nancéen », *Le Pays lorrain*, juillet-septembre 1990, 87<sup>e</sup> année, vol. 71, n°3, p. 185.

l'arrière-grand-père étaient architectes. Étaient aussi architectes les pères de Georges Biet, de Fernand César, de Jean Bourgon et de Georges Vallin<sup>157</sup>. Pour cinq autres, leur père avait un métier touchant de près ou de loin avec la construction : entrepreneur pour Joseph Hornecker, Albert Michaud et aussi Charles Masson, géomètre pour César Pain et menuisier pour Jules Criqui. Du coup, on peut s'interroger sur la vocation de ceux dont le père exerçait un métier sans rapport avec la construction : comment et pourquoi Alfred Thomas dont le père était employé aux chemins de fer, a-t-il eu envie de devenir architecte ? De même pour Fernand Mascret dont le père était charcutier et pour Pierre Le Bourgeois et Raphaël Oudeville dont les pères étaient négociants ? (fig. 32)

Ensuite quand il s'agissait d'entrer dans une école professionnelle, la presque totalité de la vingtaine d'architectes que nous avons retenus pour la part importante qu'ils jouèrent dans la construction à Nancy pendant cette période, ont choisi de suivre des études à Paris à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts (ENSAB)<sup>158</sup>. Quelques-uns avant d'aller à Paris, étaient passés par l'École des Beaux-Arts de Nancy, comme Albert Michaut et Georges Vallin. Fernand Mascret a suivi la même voie initiale mais ensuite il entra à l'École spéciale des Travaux publics. Il est presque le seul dans son cas. Il faut y ajouter Michel André qui avait le diplôme d'ingénieur des arts et manufactures. On connaît la répartition des rôles dans l'agence familiale des André ouverte en 1929, répartition qui poussa l'aîné Jacques à intégrer l'École des Beaux-Arts de Paris pendant que Michel, le cadet, passait par l'École centrale. Grâce à cette association de l'architecte et de l'ingénieur, les frères André pouvaient satisfaire de nombreux types de commandes et agrandir leurs réseaux dans les milieux artistiques et architecturaux de Paris et de Nancy<sup>159</sup>. Charles Masson qui passa par la *Technische Hochschule* de Darmstadt, avait presque le même profil que Michel André et Fernand Mascret mais en Allemagne, la formation des architectes ne connaissait pas cette particularité proprement française qui faisait de l'architecte d'abord un concepteur de formes et de styles et qui distinguait la création réservée à l'architecte de la réalisation qui pouvait être confiée à un praticien, un entrepreneur. Peut-être cela contribua-t-il à un certain isolement de Masson parmi ses collègues nancéiens.

---

<sup>157</sup>. Son père, Eugène Vallin, était d'abord connu comme ébéniste.

<sup>158</sup>. DELAIRE Edmond-Auguste, PENANRUN David de et ROUX Louis-François, *Les architectes élèves de l'École des Beaux-Arts (1793-1907)*, Paris : Librairie de la construction moderne, 1907, pp.46-47, 68, 70, 295 et p. 316. Hornecker et Le Bourgeois, admis en second classe respectivement en 1897 et en 1899, sont passés chacun en 1<sup>er</sup> classe en 1899 et en 1903.

<sup>159</sup>. Voir BAUER Caroline, *op. cit.*

### 1.1.3. Commandes publiques et commandes privées

Comme nous l'avons déjà dit, Masson ne reçut que des commandes privées individuelles et en outre, dans la seule intention de construire des habitations<sup>160</sup>. Ce domaine de l'activité de Masson a l'avantage d'être particulièrement clair et bien circonscrit. L'autre grand type de la commande facile à identifier provient principalement des institutions : c'est la commande publique. Ces deux catégories sont définies simplement par la propriété. Mais il semble parfois nécessaire d'apporter des informations complémentaires en indiquant la destination ou l'usage des bâtiments projetés, comme on l'a fait plus haut pour les commandes faites à Masson toutes à usage d'habitation<sup>161</sup>. Ainsi comment catégoriser la commande d'un siège social, d'une banque, d'un magasin, d'un hôtel ? Il s'agit incontestablement d'une commande privée mais il faut apporter une précision indiquant la destination commerciale ou administrative. Mais quand il s'agit d'une église bâtie après la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 : commande publique ou commande privée ouverte au public ?

Toujours est-il que dans l'agglomération de Nancy, pendant l'entre-deux-guerres les commandes publiques ne manquèrent pas, ni d'ailleurs les commandes privées dont les espaces sont ouverts au public (fig. 33). Ce sont les concurrents de Masson qui les satisfirent et pour certains, l'appel à leur compétence fut fréquent. Ainsi à Jean Bourgon (1895-1959), furent commandés successivement la Caisse d'Épargne, place Mathieu de Dombasle en 1925, en 1926 le siège de la Société des Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson, en 1929 la cité universitaire de Monbois et en 1931 la bibliothèque de la faculté de médecine. La construction de l'Institut de Zoologie (actuel Musée-Aquarium) rue Sainte-Catherine en 1932-33, l'extension de l'Hôtel de Ville en 1935 et le premier agrandissement du Musée des Beaux-Arts en 1936<sup>162</sup> revinrent aux frères André qui venaient d'ouvrir leur agence en 1929<sup>163</sup>. La construction du Grand Théâtre de Nancy installé dans les murs de l'ancien évêché donnant sur la place Stanislas, fut confiée, après concours, à Joseph Hornecker et inauguré le 14 octobre 1919<sup>164</sup>. On a vu que Jules Criqui était l'architecte du diocèse de Nancy et de Toul et qu'à ce titre, il lui avait été commandé l'église Notre-Dame de Lourdes dont la première pierre fut posée en 1909 mais qui ne fut terminée qu'en 1924, puis le bâtiment du GEC (Groupe des étudiants chrétiens) sur le Cours

---

<sup>160</sup>. Il ne nous a pas été possible de dresser la liste de l'ensemble des chantiers des 70 architectes dont nous avons noté la présence pendant l'entre-deux-guerres. Mais en se cantonnant à la vingtaine que nous avons retenue, la particularité de Masson se vérifie aisément.

<sup>161</sup>. Cependant il faut noter que le rez-de-chaussée des immeubles bâtis par Masson comporte des magasins.

<sup>162</sup>. Restée en partie inaboutie, l'extension fut portée à son achèvement récemment en 1995 par Laurent Beaudouin.

<sup>163</sup>. Après la guerre, ils érigèrent les bâtiments du Campus Lettres et Sciences sociales et le Musée de l'histoire du fer à Jarville (1961-1966).

<sup>164</sup>. AMAL, *Joseph Hornecker, Architecte à Nancy, 1873-1942*, Nancy : Presses Universitaires Nancy, 1989.

Léopold achevé en 1926, et enfin la gigantesque église de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus bâtie entre 1930 et 1939 mais laissée inachevée<sup>165</sup>. Alfred Thomas, un des concurrents de Masson<sup>166</sup>, conçut trois bâtiments importants de Nancy : les Hospices civils, l'École des infirmières et la nouvelle bibliothèque de la Faculté de Lettres et de Droit sur la place Carnot. Il reçut aussi, avec le sculpteur Eugène Gatelet, la commande du monument aux morts de Champenoux.

Bien des architectes œuvrèrent aussi pour la Reconstruction. Henri Vial fut chargé de celle de Pont-à-Mousson, en même temps qu'il assurait l'édification de la mairie de Marbache et du groupe scolaire dans le quartier de la gare de Jarny<sup>167</sup>. Quant à Pierre Le Bourgeois, il fut responsable, en tant qu'architecte municipal, de la reconstruction de la ville de Longwy qui s'acheva en 1932 avec l'érection du monument à la Défense de la Ville<sup>168</sup>. Il ne faut pas oublier qu'il fut, avec Jean Bourgon, l'auteur du pavillon de la Ville de Nancy lors de l'Exposition des Arts décoratifs de 1925.

Parmi les collègues de Masson, celui dont le profil professionnel semble le plus proche est Fernand Mascret. Lui aussi semble se vouer à l'habitat, donc à la commande privée, mais à une bien plus grande échelle. D'après les études de Gilles Marseille, il aurait bâti plus de 200 maisons et immeubles, donc quatre fois plus que Masson : il serait le plus grand « constructeur domestique » de l'entre-deux-guerres à Nancy. La plupart de ses habitations sont modestes et sont destinées à une clientèle de la petite bourgeoisie. Cependant il a aussi à son actif la commande du Siège de la Mutuelle de l'Est et le Vélodrome de Vandœuvre bâtis entre 1928 et 1930. En cela il diffère de Masson.

## 1.2. Les entrepreneurs

Le métier d'entrepreneur recouvre plusieurs significations. En usage en France à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, il agit alors surtout dans le domaine public et plus particulièrement dans le génie civil. La construction dans la sphère militaire nécessitait des moyens financiers importants, ce

---

<sup>165</sup>. Jules Criqui construisit aussi juste avant la guerre, en 1911-1912, l'église Sainte-Jeanne d'Arc à Lunéville, la deuxième église consacrée à cette sainte qui n'était alors que bienheureuse. À ces chantiers, il faut ajouter le grand séminaire de l'Asnée, bâti entre 1934 et 1936.

<sup>166</sup>. Henry Verry, un des commanditaires fidèles de Masson, fit appel à Alfred Thomas pour la construction de deux immeubles aux numéros 3bis et 57 de l'avenue Anatole-France.

<sup>167</sup>. Voir *L'Est Républicain*, le 4.10.1925, le 19.2.1928, le 25.1.1933 et le 24.7.1934.

<sup>168</sup>. HINZELIN Émile, « Le Monument de la Défense de Longwy est inauguré aujourd'hui par M. Albert LEBRUN, président de la République », in *L'Est Républicain*, le 21 août 1932.

qui entraînait l'entrepreneur à faire du commerce voire de la spéculation. Aussi sera-t-il longtemps perçu comme un personnage manipulant beaucoup d'argent. Sa présence dans le bâtiment et les travaux publics se généralisa progressivement avec le développement des villes. Les entrepreneurs furent d'abord des artisans qui avaient des compétences réduites, et nombreux furent ceux qui, parmi eux, commencèrent par le métier de maçon. Avec le temps ils acquirent de nouvelles compétences et les plus sérieux devinrent entrepreneurs<sup>169</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle et jusqu'à nos jours, certains exercent concomitamment le métier d'architecte, quelques-uns le deviennent pleinement. À Nancy, la famille André illustre parfaitement ce processus<sup>170</sup>.

L'entrepreneur de l'entre-deux-guerres devait lourdement investir en matériel de transport et de levage et maîtriser de nouvelles techniques de mise en œuvre dont celle du béton armé. On assiste pendant cette période à un regroupement des entreprises qui furent donc moins nombreuses mais qui devinrent plus fragiles. Ainsi, comme on le verra, l'entreprise Voltan qui travailla avec Charles Masson, fit faillite<sup>171</sup>. Notre architecte – il en allait de sa réputation – chercha à travailler avec des entreprises sérieuses, presque toujours les mêmes<sup>172</sup>. La nature des chantiers devenait complexe, l'entrepreneur capable de réaliser une demeure dans sa totalité n'existait pas<sup>173</sup>, du coup on assiste à une multiplication des entreprises spécialisées.

L'entreprise France-Lanord et Bichaton<sup>174</sup> (FLB), titulaire d'un marché pour la réalisation de la maison de M. René Michel, était chargée du gros-œuvre : terrassement, maçonnerie, béton, enduits et canalisation<sup>175</sup>. FLB n'ayant pas la compétence pour réaliser la

---

<sup>169</sup>. GROSJEAN Catherine, *op. cit.*, p.410

<sup>170</sup>. François André (1811-1904) était entrepreneur. Son fils, Charles André (1841-1921) devint architecte. Emile (1871-1933), le fils de ce dernier fut aussi architecte. Ses deux fils, Jacques (1904-1985) et Michel (1905-1975) étaient respectivement architecte et ingénieur. Enfin les descendants de l'entrepreneur André devinrent architectes.

<sup>171</sup>. Dominique Voltan, entrepreneur de maçonnerie, fut à la fois un client de Charles Masson et son collaborateur à la fin des années 1920. Après sa faillite, il quitta Nancy.

<sup>172</sup>. Les inscriptions sur les façades des réalisations de Charles Masson révèlent le nom de quelques entrepreneurs qui œuvrèrent avec Charles Masson. On remarque notamment la présence des entrepreneurs italiens comme Emile Cortellini, Giovanni Albertinetti et Paul Andréoli. Les deux premiers commandèrent deux immeubles à Masson des années 1920 (voir les paragraphes 1.2 et 2.3 de la partie 4) et se chargea du gros œuvre pour la villa Alt en 1931. Andréoli collabora avec Masson de 1932 à 1934 pour trois édifices. L'entreprise France-Lanord et Bichaton travailla avec Charles Masson en 1932 pour deux constructions.

<sup>173</sup>. GROSJEAN Catherine, *ibid*, p.412.

<sup>174</sup>. C'est une entreprise créée en 1865 à Nancy par deux maçons, Jules-Gilbert Bichaton et Pierre-Eusèbe Perrin. Jean-Baptiste France-Lanord, tailleur de pierre, y participent rapidement. Le nom d'entreprise prend donc 'France-Lanord et Bichaton'. Depuis plus d'un siècle, cette entreprise fait un grand essor avec l'histoire de la Lorraine. Elle participe des reconstructions après les deux guerres mondiales. Dès 1895, cette entreprise utilise le béton armé qui permet de construire des constructions représentatives à Nancy. Voir l'histoire de cette entreprise sur le site France-Lanord et Bichaton : <http://www.flb.fr/fr/1-entreprise/notre-histoire>. Voir aussi l'ouvrage : GROSJEAN Catherine, *France-Lanord et Bichaton : un siècle de construction*, Nancy : Archives Modernes de l'Architecture Lorraine, 1998.

<sup>175</sup>. Pour la maison Michel sise 84, rue de Boudonville à Nancy, nous avons la chance d'avoir des archives familiales qui nous permettent de connaître les noms de tous les entrepreneurs : à Georges Lemius et Emile



charpente, cette dernière fut montée par l'entreprise Lemius, à qui revinrent aussi les parquets, les volets roulants, les escaliers et les fenêtres. Le second œuvre fut confié par contrats à des artisans : couverture, zinguerie, plomberie, sanitaire à l'entreprise Guichard... Tous ces marchés étaient placés sous la seule responsabilité de l'architecte, ils devaient être conformes à son devis descriptif. Charles Masson fut bien le seul maître, tous les entrepreneurs dont celui du gros œuvre suivaient ses directives. Il ne semble pas y avoir eu de conflit entre eux. On a souvent tendance à opposer, l'artiste au manuel, l'architecte à l'entrepreneur, comme le laissait entendre la presse architecturale au XIX<sup>e</sup> siècle : « les architectes exercent une profession libérale. Ils forment un corps nombreux et des plus intelligents de la société. Nous considérons comme une précieuse récompense de notre travail d'avoir contribué à propager dans un pareil corps l'art du juste »<sup>176</sup>. Sur les chantiers de Charles Masson rien de tel, chacun était à sa place. Et grâce à sa formation en Allemagne, Masson avait acquis des compétences techniques qui relevaient en France de la sphère de l'entrepreneur : il comprenait donc les préoccupations qui quotidiennement font la réalité des chantiers. À cette époque, sur des chantiers de cette nature, les entrepreneurs-architectes disparurent progressivement.

### 1.3. Les maîtres d'ouvrage

Tous les travaux commencent par un projet qui est porté par le maître d'ouvrage ou commanditaire ou client. En général ce n'est pas un professionnel du bâtiment. De tous les acteurs, c'est le seul à être présent tout au long du processus. Malgré son rôle fondamental il est très souvent méconnu et non reconnu. Il est donc indispensable d'identifier son rôle exact. Et ce sera une des tâches de cette thèse de mettre à jour et en valeur la personnalité et le rôle des commanditaires.

Le maître d'ouvrage n'est pas toujours le propriétaire, c'est plutôt une personne titulaire d'un droit de construire qui peut mener un ou plusieurs projets<sup>177</sup>. Il peut agir pour son compte ou être mandataire. Les maîtres d'ouvrage sont divers : le particulier, l'État, une collectivité locale, un organisme d'habitations, un établissement mixte, un promoteur... Les maîtres d'ouvrage peuvent être classés en deux grandes catégories : maîtres d'ouvrage privés et maîtres d'ouvrage publics<sup>178</sup>. La première suit le droit privé, elle relève d'engagements contractuels. La

---

Guichard cités, on ajoutera Pierre Treffel, pour la plâtrerie, et Georges Blanc, pour la serrurerie. Voir le paragraphe 2.2 de la partie 3.

<sup>176</sup>. BOUVIER Béatrice, *L'édition d'architecture à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle : les maisons Bance et Morel et la presse architecturale*, préface de Frédéric Barbier, Genève (Suisse) : Droz, 2004, p.234

<sup>177</sup> Voir « *Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG) de 2010* ».

<sup>178</sup>. Certains classent aussi les maîtres d'ouvrage en trois catégories en ajoutant les maîtres d'ouvrage délégué.

totalité des commandes passées à Charles Masson appartient à cette catégorie. La loi n'est pas pour autant absente, la commande passe obligatoirement par le notaire, un juriste nommé par l'autorité publique qui garantit à l'acheteur du terrain que ce dernier est effectivement constructible et au vendeur que le maître d'ouvrage est solvable. Notre recherche nous a permis d'accéder à un certain nombre d'actes notariaux<sup>179</sup>. Les moyens financiers du maître d'ouvrage, à quelques exceptions, sont peu connus. Seuls les contrats de mariage permettent d'évaluer l'apport potentiel des commanditaires, celui de Charles Masson et de Marie de Schacken est à cet égard un document précieux<sup>180</sup>. Le montage financier d'une opération est essentiel mais les documents qui s'y rapportent sont encore plus rares que les contrats de mariage. Seul le financement de la maison de M. René Michel située au n°84 de la rue de Boudonville nous est connu. Cet édifice est resté dans la même famille jusqu'en 2014, elle a conservé un dossier complet sur la construction de cette demeure familiale dont la trace d'un acte passé avec la Société de Crédit Immobilier des Chemins de Fer de l'Est qui a, en partie, financé les travaux<sup>181</sup>.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage qui est une notion moderne<sup>182</sup> n'apparaît pas dans notre recherche en revanche la maîtrise d'ouvrage déléguée a été pratiquée pour un certain nombre de réalisations, notamment lorsque les maîtres d'ouvrage n'habitaient pas Nancy<sup>183</sup>. Le maître d'ouvrage choisi naturellement le maître d'œuvre, il approuve les avant-projets et le projet définitif ; le choix de l'entrepreneur relève aussi de sa responsabilité mais il se fait en liaison avec le maître d'œuvre. Il assure la rémunération de tous les intervenants jusqu'à la réception de l'ouvrage<sup>184</sup>.

On a regretté dans l'introduction l'absence de témoignages écrits des échanges entre Masson et ses clients. Faut-il s'en étonner ? Masson et la plupart de ses clients résidaient à Nancy : les discussions avaient donc sans doute lieu directement dans le cabinet de l'architecte

---

<sup>179</sup>. Nous avons trouvé des actes notariaux pour trois commanditaires : Michel (84, rue de Boudonville à Nancy), Mairrot (4, rue Sainte-Odile à Villers-lès-Nancy) et Heymes (14, rue Jacquot de France à Laxou).

<sup>180</sup>. Lors du mariage entre Charles Masson et Marie de Schacken, un contrat de mariage est dressé dans lequel les travaux exécutés par Charles Masson ont été indiqués en pendant de la dote de sa femme. Ce document nous permet d'appréhender la capacité financière de ce couple.

<sup>181</sup>. Voir la partie 3.

<sup>182</sup>. Voir la loi MOP pour la définition de maîtrise d'ouvrage (AMO). C'est une « personne publique ou privée assistant le maître d'ouvrage pour mener les études relatives à la réalisation ou à la conduite d'un projet. L'assistant à maîtrise d'ouvrage est lié au maître d'ouvrage par un contrat écrit, qui constitue un marché public de prestation de service. La fonction d'AMO ne doit pas être confondue avec la délégation de la maîtrise d'ouvrage à un mandataire qui assurera la maîtrise d'ouvrage en lieu et place de la personne pour le compte de laquelle l'ouvrage est réalisé ». Voir la loi MOP.

<sup>183</sup>. Cinq commanditaires de Charles Masson n'habitent pas à Nancy mais y font bâtir : Thérèse De Redon (31, rue Aristide Briand), Fernand Maurice (10, rue du Lieutenant Henri Crépin), Victor Schmitt (48t, avenue Anatole France), Jules Courrier (18, rue Louis Majorelle) et Fernand Roussel (40, boulevard Scarponne).

<sup>184</sup>. L'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP).

ou sur le chantier : elles étaient orales et n'ont donc pas laissé de trace. D'ailleurs si elles en avaient laissé, il est vraisemblable qu'elles auraient été justifiées par un contentieux entre les protagonistes, ce qui ne semble pas avoir été le cas pour Masson et ses clients. De même la conservation des plans que nous avons trouvés pour bien des constructions de Masson s'explique par les exigences de la réglementation. Sans casier sanitaire, pas de plans conservés. S'il n'en a pas manifesté clairement l'intention, le for privé ne laisse que rarement des traces officielles, accessibles dans les centres publics d'archives.

## **2. Les commanditaires de Masson. Étude sociologique**

La mémoire des 41 clients de Masson n'est pas mieux lotie du point de vue des archives que celle du commun des commanditaires. Des relations ou des échanges de diverse nature qu'eurent l'architecte et ses commanditaires, il ne subsiste aucun témoignage, aucune trace. Cependant grâce à différentes sources comme les dossiers d'état civil, il est possible de dresser une sorte de portrait social de chacun des clients de Masson. Il en ressort qu'ils constituent un échantillon représentatif de l'évolution de la société française pendant l'entre-deux-guerres. Avant 1914 celle-ci paraissait figée et on distinguait nettement la caste des favorisés incarnés par la figure du rentier, les catégories moyennes constituées d'artisans et de petits bourgeois, le monde rural qui restait plus qu'ailleurs presque immobile et la classe ouvrière. La Grande Guerre bouleversa toutes les catégories sociales, ruina la plupart des rentiers et la société française entra en pleine mutation. Les catégories sociales furent moins étanches, l'exode rural s'accéléra, la ville offrit le mode de vie auquel chacun aspirait et beaucoup passèrent grâce à leur activité professionnelle d'un milieu à un autre. C'est dans ce monde de la bourgeoisie davantage constitué de nouveaux venus que d'héritiers, d'individus en mal d'ascension sociale que de rentiers que Masson trouva la majorité de ses commanditaires.

### **2.1. L'origine géographique des commanditaires de Masson**

#### **2.1.1. Une majorité de Français mais cinq commanditaires étrangers**

L'immense majorité, soit 36 commanditaires, est née en France, mais 5 sont étrangers dont 3 Italiens, 1 Suisse et 1 Belge (fig. 34 et 35), tous venus de pays frontaliers de l'Est de la France. Les deux derniers sont des migrants au profil tout à fait particulier : Polydor de Meester, venu s'établir à Nancy en 1926 pour gérer un café, est né à Paris et bien qu'il passe tout le reste de sa vie à Nancy, il gardera la nationalité de ses parents nés en Belgique. Pour Bertrand Wasels, né à Zurich, c'est son mariage avec Marie-Madeleine Dengler originaire d'Alsace qui motive

son installation à Nancy en 1911 et les époux partagent la commande d'une villa. En revanche les trois Italiens illustrent parfaitement une des tendances majeures des migrations économiques du XX<sup>e</sup> siècle : ils viennent en France pour travailler dans le bâtiment. Joseph Cortellini, même s'il est né à Genève, et Giovanni Albertinetti partagent une même destinée : leurs familles sont originaires de communes du Piémont italien distantes de 35 km. Mais c'est à Stenay dans le nord de la Meuse qu'ils se rencontrent et s'associent avant de s'établir à Nancy en 1924 comme entrepreneurs. Le troisième italien, Dominique Voltan, vient de la province de Padoue et s'installe à Nancy en 1925 comme entrepreneur.

L'immigration en France a une longue histoire mais jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, son évaluation reste difficile<sup>185</sup>. Ce n'est qu'à partir de 1851 que le recensement de population tient compte des étrangers, le premier dénombre 379 289 étrangers soit 1,05% de la population. Les années 1920 sont marquées par une grande vague d'immigration qui ne cesse d'augmenter jusque dans les années 1930. En 1931 le pourcentage des étrangers par rapport à la population atteint 7,4 %. La France devient le deuxième pays d'immigration au monde après les Etats-Unis et le premier par rapport à la population totale de pays. Cette affluence est due en partie aux désastres de la Grande Guerre qui a provoqué la mort d'1,4 million de soldats, laissé plus de 4 millions de blessés et ravagé de vastes zones du territoire. Mais il ne faut pas oublier que la population française, à la différence de celle des autres pays européens, est marquée par une forte dénatalité depuis les années 1850. Pendant l'Entre-deux-guerres, il faut donc faire appel aux étrangers pour reconstruire et pourvoir en main d'œuvre la campagne et les usines.

#### **Evolution des étrangers en France entre 1911 et 1931<sup>186</sup>**

Années de recensement	1911	1921	1926	1931
Population totale recensée	39 600 000	39 200 000	40 700 000	41 800 000
Population étrangère	1 132 696	1 550 449	2 498 230	2 890 923
% des étrangers par rapport à la population	2,8 %	3,9%	6,1%	7,4 %

Selon l'ouvrage de Ralph Schor, les pays limitrophes de la France : Italie, Belgique, Espagne et Suisse fournissent la majorité des immigrés. En 1921, ce sont les immigrés espagnols qui sont les plus nombreux puis à partir de 1926 jusqu'en 1931, ils sont dépassés par

<sup>185</sup>. 'La population immigrée' in INSEE PREMIERE n° 458 – juin 1996

<sup>186</sup>. SCHOR Ralph, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, p. 58

les Italiens. Cette description est particulièrement vraie pour la Lorraine dont les mines et les usines en plein développement à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle ont besoin d'ouvriers. Selon Gérard Noiriel, les immigrés commencent alors à affluer, mouvement renforcé par la Grande Guerre dont les milliers de tués et de blessés entraînent une grave pénurie de main-d'œuvre<sup>187</sup>. Parmi les travailleurs étrangers, les Italiens sont les plus nombreux. En 1931, la proportion d'étrangers en Lorraine atteint à 16,4% de la population totale. Les Italiens sont à peu près de 100 000, soit plus de 37% de la population étrangère de la région. Ils travaillent dans la métallurgie mais la construction dépend aussi tout particulièrement d'eux<sup>188</sup>. Le bâtiment est en fait un champ d'activité où en Lorraine les Italiens s'investissent traditionnellement. Déjà au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, lors de la reconstruction de la Lorraine après les désastres des guerres du siècle précédent, les Piémontais et les Lombards étaient arrivés et avaient été notamment les maîtres maçons des maisons aux « portes monumentales » des villages du Lunévillois<sup>189</sup>. Même s'ils sont peu nombreux, les commanditaires italiens de Charles Masson à Nancy présentent exactement la même évolution sauf qu'en raison de sa situation géographique, le Nord-Est de la France n'attire pas les Espagnols.

À Nancy, les recensements de population de l'Entre-deux-guerres nous permettent d'appréhender l'évolution du nombre d'étrangers<sup>190</sup>. En 1921, on dénombre 113 546 habitants à Nancy dont 2 925 étrangers, représentant environ 2,6% de la population. Le recensement de 1926 montre une forte croissance des étrangers de 2 925 à 5 603, soit 48% d'augmentation en 5 ans, la part des étrangers atteint 4,9%. Leur nombre augmente continuellement jusque dans les années 30. En 1931, ils dépassent 5 % de population de Nancy. Ensuite, en raison de la crise économique, en 1936, ils ne représentent plus que 3,7% de la population.

#### Evolution des étrangers à Nancy de 1921 à 1936

Années	1921	1926	1931	1936
Population total	113.226	114.491	120.578	121.301
Etrangers	2.925	5.603	6.240	4.523
% de la population	2,6%	4,9%	5,2%	3,7%

<sup>187</sup>. NOIRIEL Gérard, « Les immigrés italiens en Lorraine pendant l'Entre-deux-guerres : du rejet xénophobe aux stratégies d'intégration », in *Les italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza. Rome : Publications de l'École Française de Rome, 1986. pp. 609-632.

<sup>188</sup>. *Ibid*, p. 613

<sup>189</sup>. AUBRY-HUMBERT Antoinette, *Les portes monumentales du Lunévillois : les propriétaires et les maîtres maçons*, Nancy : Histoire & Patrimoine Bleurvillois, 2017.

<sup>190</sup>. AM Nancy, 1 F 2727-2731 : Dénombrement, Instructions diverses (Liste nominative)

Ils se répartissent principalement dans les 8<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 1<sup>ère</sup> sections<sup>191</sup> soit au nord, au sud et à l'est de la ville de Nancy (fig. 36 et 37). L'est, à cheval sur le canal, est un quartier industriel, le nord et le sud sont les quartiers résidentiels du « Nouveau-Nancy ».

En 1926, la 8<sup>ème</sup> section est celle qui accueille le plus d'étrangers alors que dans les années 1930 c'est la 3<sup>ème</sup> section. En revanche le quartier Charles III au centre-ville (2<sup>ème</sup> section) est celui où l'on recense le moins d'étrangers (fig. 36). Pour Charles Masson, c'est dans la 3<sup>ème</sup> section que la majorité de ses œuvres sont réalisées. Parfois, il a choisi des étrangers comme des partenaires de travail : les trois Italiens sont en effet à la fois des clients et des collaborateurs.

### **2.1.2. Une majorité de Lorrains, mais aussi des Mosellans et des « optants »...**

S'il y a 5 étrangers parmi les commanditaires de Masson, la grande majorité est française : 36 soit environ 88%. Ils sont originaires de 12 départements et proviennent de 32 localités. 27 commanditaires sont originaires de Lorraine : 16 de Meurthe-et-Moselle, 6 de Moselle et 5 des Vosges. C'est dire que 66 % des commanditaires de Masson sont lorrains.

Mais de façon assez inattendue, il n'y a que quatre maîtres d'ouvrage nancéiens, c'est-à-dire nés à Nancy : Paul Munier, Fernand Maurice, Edmond Thouesny et Suzanne Michelet. Et encore, si l'on prend en compte les origines des parents de ces derniers, aucun n'est nancéien de souche. Est-ce que cela veut dire que l'origine mosellane de Masson a joué en sa défaveur ? Peut-être. Mais cela peut également signifier que l'architecture Art déco est une architecture étrangère aux traditions de la bourgeoisie nancéienne qui continuerait à donner ses faveurs à l'éclectisme classique... L'architecture Art nouveau n'avait-elle pas connu le même sort ?<sup>192</sup> Malheureusement aucune étude approfondie n'a été faite à ce sujet. Et faute d'autres études monographiques sur les architectes de l'Entre-deux-guerres à Nancy, les comparaisons sont pour le moment impossibles.

En revanche – phénomène inverse – il faut souligner que presque le tiers des commanditaires de Masson ont, comme lui, des origines directes mosellanes ou alsaciennes : 13 exactement. Et même 15 car on pourrait ajouter Maria Voinier née à Courbesseaux près de Nancy mais dont le second mari est messin et Fernand Marchal qui, bien que né à Epernay, est l'arrière-petit-fils d'Alsaciens du Bas-Rhin. Parmi ces Mosellans-Alsaciens, on peut distinguer trois groupes. Il y a d'abord les « optants », c'est-à-dire ceux qui, nés dans les provinces

---

<sup>191</sup>. AD 54, BA 7/ 1934 : Annuaire de Lorraine, plan de Nancy selon section

<sup>192</sup>. APTEL Claire et KLOPP Gérard, *Nancy 1900 : rayonnement de l'Art Nouveau*, Université de Virginie, 1989. Des constructions Art Nouveau n'abandonnent pas le vocabulaire classique : par exemple, la place de la frise dans l'entablement classique est maçonnée de briques apparentes (pharmacie Jacques).

annexées en 1871, ont choisi la nationalité française et sont venus s'installer à Nancy avant 1914 : Camille Job né à Sainte-Barbe en 1865, Thérèse Piquemal née à Metz en 1865, Ernest Woelflin né à Riquewihr en 1868 et Pol Hautdidier né à Marieulles en 1885, sans oublier l'épouse de Bertrand Wasels, M.-Madeleine Dengler née à Herbsheim en 1876. Viennent ensuite ceux qui sont nés en France mais dont les parents ou le conjoint sont venus de la Moselle annexée : Camille Guillaume né en 1882 à Mazerulles à deux pas de la nouvelle frontière et dont l'épouse Marie Messin était de Chambrey, village voisin mais dorénavant allemand ; Louise Goint née à Tomblaine en 1885 de parents optants venus de Pontoy au sud de Metz ; Louis Mairot né en 1888 à Cirey-sur-Vezouze d'un père jurassien et d'une mère née à Saint-Quirin, village voisin annexé ; Fernand et Fernande Roussel nés respectivement en 1888 et 1899 à Fontenoy-sur-Moselle (à l'ouest de Nancy) d'une mère née à Vasperviller à quelques kilomètres au nord de Saint-Quirin ; Henry de Schacken lui-même, le beau-père de Masson, était né à Cirey-sur-Vezouze en 1863 mais sa famille avait son berceau à Château-Salins qui alors appartenait à l'ancien département de la Meurthe et il opta pour la nationalité française en 1872. Enfin un dernier groupe réunit trois Mosellans et un Alsacien arrivés tardivement à Nancy, entre 1928 et 1932 : Michel Alt, industriel de Sarreguemines, Marguerite et Joseph Heymes nés à Sarralbe et Victor Schmitt de Wissembourg qui investit dans l'immeuble construit par son gendre Paul Hervouet.

Parmi les commanditaires de Masson, figurent aussi 6 Vosgiens (Lucien Martellin, René Michel, Paul Mathieu, les Bochard, mère et fils et Joseph Robert) mais aucun meusien. D'autres sont arrivés à Nancy, en venant de départements extérieurs à la Lorraine : l'industriel Paul Castan est originaire de Lodève (Hérault), le garagiste Jean Marie Fontaine de Barbentane (Bouches-du-Rhône) et l'assureur Jean Salles de Valleraugue (Gard). Lucien Mairesse est né à Vernouillet (Yvelines aujourd'hui), Fernand Marchal – comme on l'a vu – à Epernay et le beau-frère de Michelet, Henry Verry, à Wassy en Haute-Marne.

Au total, une très grande majorité des commanditaires de Masson sont des nouveaux venus à Nancy et cherchent à y investir ou/et à s'y installer durablement en se faisant construire une maison. Nancy semble donc encore pendant l'Entre-deux-guerres une ville très attractive.

### **2.1.3. Une majorité de citadins, mais proches de leurs origines rurales**

En répartissant les commanditaires de Masson en fonction de la taille des agglomérations qui les ont vus naître, on remarque que 32 des 41 commanditaires de Masson ont vu le jour dans des villes petites et grandes (fig. 38). 18 commanditaires, y compris certains

venant d'au-delà des frontières de la Lorraine, sont issus de petites villes, c'est-à-dire des communes comptant entre 1 000 et 10 000 habitants. Mais la distinction statistique entre petites villes (plus de 1000) et villages (moins de 1000 habitants) est très artificielle. À l'époque bien des bourgs qui dépassaient les 1000 habitants étaient souvent encore à forte composante rurale. Ainsi Blénod-lès-Toul (1046 habitants en 1901) où est né Mansuy et Tomblaine (1047 en 1881) pour Louise Goint étaient incontestablement des villages. Ainsi encore, à Dieulouard (2245 habitants en 1901), les parents d'Edouard Poirel étaient agriculteurs et vigneron. Seuls neuf maîtres d'ouvrage sont originaires de villes de plus de 10 000 habitants. Parmi eux, trois viennent de villes plus grandes que Nancy : Bertrand Wasels de Zurich, Emile Cortellini de Genève et Polydor de Meester de Paris. Quatre sont nés à Nancy, comme on l'a vu : Suzanne Michelet, Fernand Maurice, Paul Munier et Edmond Thouesny. Les deux derniers viennent de villes moyennes : Thérèse de Redon de Metz et Fernand Marchal né à Épernay en 1879, ville qui compte alors 16 000 âmes.

En face, faut-il s'étonner que 14 (et davantage si on compte les natifs des « villes » frôlant la limite de 1000 habitants) des 41 commanditaires soient nés dans des villages de moins de 1000 habitants où donc la ruralité était fortement présente ? Pour être plus précis encore, excepté Vernouillet (78) pour L. Mairesse, ce sont essentiellement des villages lorrains. En fait ces commanditaires d'origine rurale constituent une illustration parfaite du grand mouvement d'exode rural qui touche la France – comme l'Europe en général – depuis les années 1840 et qui se perpétue encore durant l'Entre-deux-guerres. Masson lui-même venu de Saint-Georges, un village de moins de 300 habitants au moment de sa naissance, situé entre la ville de Sarrebourg (9000 habitants en 1900) en Moselle annexée et le bourg de Cirey-sur-Vezouze (2300 en 1901) côté français, appartient à ce mouvement qui voit les jeunes ruraux tenter leur chance en ville et chercher à monter dans l'échelle sociale et professionnelle. Mais quand on remonte plus haut dans la généalogie de ces citadins, les origines rurales ne sont pas loin : les ancêtres de Louise Goint étaient manouvriers à Pontoy ; le père de l'industriel Paul Castan avait été agriculteur avant de devenir concierge à Lodève ; le grand père de Suzanne Michelet n'était que maçon à Crévic ; Paul Munier, professeur de musique au lycée Poincaré, avait pour père un chapelier travaillant à Mont-sur-Meurthe, etc.

L'environnement rural de leurs origines est donc un caractère dominant des commanditaires de Charles Masson alors que son architecture est profondément urbaine ; la commande d'une maison, le plus souvent moderne, représente sans aucun doute une rupture culturelle qui dénote une certaine audace. Ce phénomène avait déjà été partiellement observé à l'occasion des travaux menés sur l'architecture Art nouveau. Les commanditaires de cette



époque s'inscrivaient eux aussi dans une rupture. Mais à la différence de notre période, les maîtres d'ouvrage étaient issus d'une catégorie sociale bien supérieure<sup>193</sup>. Ce basculement relevait également d'une volonté de se démarquer, d'être moderne.

La date d'arrivée des commanditaires à Nancy présente-t-elle un intérêt pour notre étude ? Sur les 30 maîtres d'ouvrage qui sont venus de l'extérieur, 5 sont arrivés à Nancy dans les années 1880-1890, mis à part Camille Robert, ils étaient optants ou descendants d'optants. Dans les années 1900 et 1910, seuls 4 commanditaires s'installèrent à Nancy. Treize soit la majorité, dont Charles Masson, arrivèrent dans les années 1920, c'est également dans cette décennie que vinrent les trois entrepreneurs italiens. Quatre s'installèrent dans les années 1930. Certains de ces maîtres d'ouvrage quitteront Nancy pour une ville de l'agglomération urbaine : Louis Mairot pour Villers-lès-Nancy, Bertrand Wasels et Joseph Hautdidier pour Laxou et Joseph Voltan pour Jarville. Joseph Heymes est un cas particulier car il partit s'installer à Clichy-sur-Seine. Ce phénomène resta toutefois limité alors que c'étaient les communes périphériques de Nancy qui connaissaient un fort développement urbain<sup>194</sup> pendant qu'entre 1921 et 1931, la population de Nancy augmentait seulement de 6,5%<sup>195</sup>.

Enfin pour les cinq commanditaires qui firent bâtir à Nancy sans jamais y résider, l'origine géographique importe peu : René Peltre, Fernand Roussel et Jules Courier sont nés dans des villages de Meurthe-et-Moselle, à Pannes pour le premier, à Fontenoy-sur-Moselle pour le second et à Bréménil pour le troisième. Victor Schmitt vit le jour à Wissembourg, ville moyenne d'Alsace du nord, tandis que Thérèse de Redon, née Piquemal, est née dans une capitale régionale, Metz.

## **2.2. Des hommes d'âge mûr et quelques femmes**

### **2.2.1. Répartition des commanditaires selon leur âge**

Généralement nos sources donnent l'âge des maîtres d'ouvrage au moment où ils passent commande. Dans quelques cas nous n'avons pas cette date, aussi avons-nous retenu la date la plus ancienne qui nous soit parvenue. Les plans de Charles Masson, presque toujours datés, nous fournissent avec certitude le point de départ de la mise en œuvre du projet<sup>196</sup>. Ils

---

<sup>193</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy architecture 1900, op. cit.*, T.1, p.16

<sup>194</sup>. Voir aussi la première partie.

<sup>195</sup>. Durant cette période la population de Nancy passe de 113 226 à 120 578, soit une augmentation de 7 352 habitants

<sup>196</sup>. 50 édifices sur 57 ont des plans.

précèdent les permis de construire et les demandes d'autorisation des travaux publiés dans l'*ICE*. Lorsque que nous avons deux commanditaires, nous avons retenu l'âge de celui qui nous paraît être le principal.

Le maître d'ouvrage le plus jeune a 24 ans, le plus âgé 66 (fig. 39). Ce grand écart ne semble pas avoir pour notre propos, une signification particulière, comme nous incite à le penser les ambiguïtés qui pèsent sur les jeunes commanditaires. Prenons le cas des deux commanditaires les plus jeunes. Dans celui de la famille Heymes, nous ne savons pas qui est l'investisseur principal : est-ce Joseph Heymes âgé de 24 ans et sa sœur Marguerite âgée de 28 ans, ou bien est-ce leur mère, Mme. André Heymes âgée de 65 ? Quant à Suzanne Michelet, c'est à 28 ans, qu'elle fait appel pour la première fois à Charles Masson ; il est vraisemblable qu'elle est encore à ce moment la collaboratrice de son père, devenu promoteur immobilier pour qui l'architecte vient d'achever les deux immeubles de l'avenue du Général Leclerc (cat n<sup>os</sup> 42 et 43). L'immeuble (cat n<sup>o</sup> 48) qu'à son tour, elle fait élever est très proche de ces derniers. Et après sa seconde commande de la maison familiale passée en 1938, Suzanne Michelet ne poursuivra pas la carrière de son père. On peut donc penser que si les commandes se font au nom de Suzanne, c'est tout à la fois les compétences et la fortune de son père accumulées dans l'immobilier qui furent investies.

La fourchette d'âge qui compte le plus de maîtres d'ouvrage se situe entre quarante et cinquante ans, soit 13 personnes. Appartenant à cette décennie, Louis Mairot et Henry Verry sollicitèrent l'architecte à trois reprises. L'autre décennie propice est celle des quinquagénaires, mais les résultats sont également « faussés » par les commandes multiples de Léon Michelet qui fait appel à Charles Masson à huit occasions et Paul Munier qui le sollicite trois fois. Sur 16 commandes de quinquagénaires, 10 sont passées par Michelet et Munier, c'est donc un âge privilégié pour se lancer dans des commandes multiples. Bien que la démarche soit spéculative, la construction privilégiée reste la villa. Elle est sans aucun doute la plus facile à revendre et c'est le type de construction qui offre un excellent retour sur investissement. Toujours dans le même ordre, ce sont les immeubles puis les villas que les spéculateurs choisirent de réaliser. L'immeuble est plus coûteux à construire et la vente par appartement est en général plus longue à effectuer. La villa qui est la demeure la plus noble est chère à construire, s'adresse à une clientèle très aisée, moins nombreuse. Au total ces deux décennies d'âge représentent environ 60% des commandes. Visiblement elles correspondent à un temps de la maturité assurée par la fortune accumulée qui incitait à l'investissement utile.

La répartition des commandes en fonction des âges est donc faussée par de nombreux cas particuliers et la faiblesse de l'échantillonnage. Néanmoins l'âge moyen des maîtres d'ouvrage tourne, dans les années 1930, autour de 50 ans, et dans les années 1920 il est un peu plus faible. C'est donc autour de la cinquantaine que les particuliers possédaient des revenus suffisants pour devenir propriétaires de leur habitation. Toutefois l'intervention d'investisseurs tels que Cortellini- Albertinetti, Verry, Michelet, Mairot et la famille Bochard nécessitait des mises de fonds conséquentes. Dans ces cas, l'âge du maître d'ouvrage n'est pas toujours déterminant, on peut imaginer que l'accumulation de capitaux était l'apanage de personnes d'âge mûr mais il n'en est rien puisque ces investisseurs sont déjà présents dans la catégorie des quadragénaires. La comparaison avec les commanditaires de l'architecture Art-nouveau est une nouvelle fois intéressante<sup>197</sup>. En effet la majorité des optants commanditaires avait moins de 45 ans, il faut y voir une aisance acquise rapidement et des origines sociales bien plus favorables.

### **2.2.2. Des femmes commanditaires, généralement sans métier**

La grande majorité des commanditaires est masculine mais l'on compte tout de même huit femmes (fig. 40). Les premières commandes sont passées dès 1924 par Maria Voinier puis Louise Goint en 1925, la première originaire d'un petit village était veuve, la seconde célibataire. Cette dernière, faute de revenu, était modiste et dut vendre la demeure familiale au décès de son père qui devait certainement en être le principal financier. Les maisons de ces deux femmes sont modestes et s'inscrivent parmi les premières commandes de Charles Masson. Le cas de Maria Voinier est intéressant à cause des incertitudes qui subsistent au sujet de sa fortune : si son salaire d'employée de commerce était peut-être suffisant pour se lancer en 1924 dans la commande de sa première maison très modeste à Nancy, on s'interroge sur l'origine de la fortune qui lui permit de faire bâtir en 1930 une grande maison à Metz, bien qu'elle ait cessé toute activité professionnelle dès 1928. En fait Thérèse Piquemal est la première femme commanditaire qui semble porter un projet autonome. Issue d'une famille aisée et rentière, elle sollicite Charles Masson, dès 1927, pour la construction d'un immeuble de rapport.

Dans les années 1930, on compte cinq femmes maîtres d'ouvrage ayant recours à Charles Masson pour la construction de deux maisons et de trois immeubles plus importants que les édifices précédents. Il faut noter que ces femmes commanditaires n'exerçaient pas de métier et qu'elles tenaient leur fortune de leur mari décédé ou de leur père. Mesdames Aubry

---

<sup>197</sup>. ROUSSEL Francis, *ibid.*

et Bochard étaient respectivement veuves d'un négociant en vin et d'un garagiste, elles avaient respectivement 56 et 65 ans lors de leur commande. On a vu que Suzanne Michelet était la fille unique de Léon Michelet entrepreneur et agent immobilier. Elles firent construire chacune un immeuble en vue de récolter des loyers.

## **2.3. Les profils très variables de commanditaires**

### **2.3.1. Les professions des commanditaires de Masson**

La profession des clients de Charles Masson est importante pour appréhender leur profil social et leur potentiel financier. Certains poursuivirent le même métier tout au long de leur vie, mais d'autres en changèrent plusieurs fois.

Nous allons catégoriser les métiers des clients de Charles Masson en utilisant la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles en 8 groupes utilisée par l'INSEE, même si cette référence peut paraître anachronique<sup>198</sup>. Les registres de population de l'époque fournissent, en général, les professions des clients de Masson. Le registre matricule militaire et les contrats de mariage nous apportent aussi de précieuses informations complémentaires (fig. 41). Malgré quelques incertitudes, notre recherche a permis de connaître la profession de tous les commanditaires.

Le premier groupe professionnel est celui des métiers de l'agriculture : même si, comme on vient de le voir, une grande partie des commanditaires avait des origines rurales directes et indirectes pour presque tous, aucun ne travaillait dans ce domaine. C'est dans la deuxième catégorie qui rassemble artisans, commerçants, chefs d'entreprise et assimilés que l'on dénombre le plus grand nombre de commanditaires (fig. 42). Parmi ce groupe constitué de 19 maîtres d'ouvrage, 9 sont quincailliers, épiciers, cafetiers ou marchands de vin. Une majorité d'entre eux commanda des édifices qu'ils n'habitèrent pas ou de petits immeubles de rapport dont ils occupèrent un appartement au rez-de-chaussée ou au premier étage. Henry Verry présente un parcours professionnel étonnant. Epicier, il fit appel à Masson pour réaliser deux maisons qu'il revendit puis il se lança dans le métier d'agent immobilier et de promoteur et il demanda à Alfred Thomas, un concurrent de Charles Masson, la construction d'un immeuble de rapport. Dans ce deuxième groupe, la catégorie des chefs d'entreprise rassemble 9 commanditaires dont la moitié est constituée d'entrepreneurs-promoteurs. Le plus intéressant d'entre eux est bien sûr Léon Michelet : issu d'une famille d'artisans travaillant dans le bâtiment,

---

<sup>198</sup>. Voir le site l'Insee : catégories juridiques sur les trois niveaux de la nomenclature.

il s'installa à Nancy comme conducteur de travaux puis devint entrepreneur de travaux publics et enfin promoteur immobilier. Il est le plus important et le plus fidèle client de Masson. Deux entrepreneurs de travaux publics et un entrepreneur de maçonnerie, italiens d'origine, deviennent également promoteurs. Malheureusement ils firent tous trois faillite...

Dans la catégorie des chefs d'entreprise, il convient de faire une place particulière à Jean Fontaine et René Bochard, qui tous deux durent leur ascension sociale au développement de l'industrie automobile. À l'origine ce sont des mécaniciens qui devinrent garagistes<sup>199</sup>, profession qui leur donna une aisance suffisante pour se lancer dans des projets immobiliers. René Bochard tout en conservant son métier de garagiste devint distributeur des huiles Antar<sup>200</sup>. Son adhésion à l'Automobile Club Lorrain, association prestigieuse de défense des automobilistes, lui permet de se rapprocher d'une clientèle potentielle (fig. 43). D'autres commanditaires de Charles Masson adhèrent à cette association, comme Jean Salles et le jeune Joseph Heymes, et y virent certainement un signe de leur accès aux couches sociales tout à la fois fortunées et modernes. En effet l'A.C.L se développa en même temps que l'usage de l'automobile qui débuta à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui encore dans les années 1920 et 1930 ne concernait que des gens plutôt aisés. Nancy était alors reconnue comme une des villes les plus à la pointe de ce point de vue. Nous citons une phrase d'Hélène Sicard-Lenattier : « En 1935, Nancy était la première ville de France de plus de 100 000 habitants par la densité automobile : 1 voiture pour 13 habitants »<sup>201</sup>. Enfin trois chefs d'entreprises, Fernand Marchal, Michel Alt et Paul Castan, étaient des commanditaires d'édifices luxueux. C'est la raison pour laquelle de nombreux garages apparaissent dans les édifices de Charles Masson.

Dans le troisième groupe, celui des cadres et professions intellectuelles supérieures nous trouvons seulement cinq commanditaires dont Charles Masson, lui-même. Fernand Maurice, inspecteur d'académie, deux comptables, Adrien Mansuy et Joseph Robert, des cadres des services administratifs et financiers, et un ingénieur de Suisse, Bertrand Wasels qui est un cas un peu particulier. Tous ces maîtres d'ouvrage provenaient de familles modestes originaires de petits villages de Lorraine.

---

<sup>199</sup>. MALLARD Alexandre, « Etre garagiste au temps de l'informatique » dans l'ouvrage s'intitule, *Carrières d'objets*, Paris : éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1999, p.61

<sup>200</sup>. Son origine est en 1921 avec la société de Pechelbronn qui possédait la raffinerie de Merckwiller en Alsace. La Société des huiles Antar apparaît en 1928. Avec la raffinerie de Donges, elle est en service en 1933. Pour plus de renseignements sur cette entreprise, voir l'ouvrage de Robert Jablon, Laure Quennouëlle-Corre et André Straus, *Politique et finance à travers l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle*, n°7 de *Enjeux internationaux*, Bruxelles : éditions scientifiques internationales, 2009, p.315.

<sup>201</sup>. SICARD-LENATTIER Hélène, *L'Âge d'or de l'automobile en Lorraine 1890-1975*, Nancy : Éditions Place Stanislas, 2010, p. 95

Les trois enseignants, René Peltre, Jules Courrier et Paul Munier – les deux premiers étant instituteurs – appartiennent au groupe 4 de la nomenclature, celle des professions intermédiaires : ils commandèrent une très grande villa, un immeuble et trois maisons assez importantes. Il est difficile d’imaginer que c’est avec leur seul salaire qu’ils aient pu financer de tels édifices. C’est la raison pour laquelle, nous avons pensé que c’est grâce à des apports familiaux – dote de leurs épouses ou fortunes de leurs ancêtres – qu’ils ont réalisé ces constructions.

Le groupe 5 qui concerne les employés compte quatre commanditaires dont deux connurent un parcours particulier. Maria Voinier fille de rentier, épousa un boucher, puis devenue veuve elle travailla comme « employée de commerce » et fit appel une première fois à Charles Masson (cat n°3). En seconde noce elle se maria avec un voyageur de commerce et commande une seconde demeure à l’architecte. Le second commanditaire de ce groupe qui nous étonne est Louis Mairot. Ce fils de cafetier employé à la Compagnie des Chemins de fer de l’Est fait aussi appel à Charles Masson à deux reprises pour sa maison particulièrement luxueuse et un immeuble de grande qualité. Ce n’est pas son métier qui lui a permis de commander ces deux demeures mais la fortune de sa femme née à New-York et fille d’un rentier.

Le sixième groupe, celui des ouvriers, ne compte sans surprise que deux maîtres d’ouvrage, puisque ce groupe socioprofessionnel est considéré comme le moins doté de revenus. Y figurent d’une part, Camille Guillaume, manœuvre, qui réussit tout de même à se faire bâtir une maison à Saurupt, un des quartiers les plus huppés de Nancy, d’autre part, Edmond Thousny, colleur de papier peint, qui commanda l’agrandissement d’une maison modeste pour en faire un petit immeuble. En fait dans ces deux cas très différents, il est très clair que c’est l’histoire personnelle de chaque commanditaire qui justifie sa capacité de commanditaire, bien davantage que sa situation professionnelle. On mesure là les limites des explications fournies par la sociologie professionnelle pour comprendre l’architecture.

La dernière catégorie, celle des commanditaires sans activité professionnelle, réunit cinq maîtres d’ouvrage dont quatre sont des femmes. L’une était célibataire : Suzanne Michelet, la fille d’un entrepreneur-promoteur, et trois étaient veuves : Marie Lucie Bochart, veuve d’un garagiste lorsqu’elle passa commande en 1933 d’un immeuble (cat n°39), Louise Aubry, veuve d’un négociant de vin ayant fait fortune en Tunisie et enfin Thérèse de Redon, veuve d’un colonel. Henry De Schacken, le seul « vrai » rentier de ce groupe, était le beau-père de Masson.

### 2.3.2. La formation des commanditaires

Bien que de degré variable, la promotion sociale est un phénomène qui concerne tous les commanditaires de Charles Masson, à l'exception d'Edmond Thouesny<sup>202</sup>. Presque tous donc améliorèrent peu ou prou leur statut social par rapport à celui de leurs ancêtres. Ils s'orientèrent vers des professions moins manuelles, en tout cas extérieures au monde rural, qui leur procurèrent une plus grande aisance financière qu'ils transmirent à leurs descendants.

Ce fait est observable essentiellement parmi le groupe de tête – une minorité – des commanditaires de Masson. Nous ne connaissons pas exactement le niveau d'éducation de tous les commanditaires, mais ceux qui ont le mieux réussi sont toujours passés par des études et des diplômes supérieurs. C'est indéniablement une des clés de leur promotion sociale. Grâce à divers documents<sup>203</sup>, nous avons pu directement ou indirectement identifier la formation de huit commanditaires. Et nous pouvons aller jusqu'à dix en prenant en compte deux commanditaires – Henry De Schacken et Thérèse de Redon-Piquemal – dont les origines bourgeoises remontent à plusieurs générations et dont, de ce fait, le bon niveau d'éducation est assuré, même si leur formation reste inconnue.

Masson lui-même est la meilleure illustration de cette ascension sociale et professionnelle par les études. Fils d'un entrepreneur en plâtrerie ambitieux, il fut sans doute incité à entreprendre des études d'architecture – phénomène fréquent dans le milieu des gens du bâtiment – qui le conduisirent à l'Université de Darmstadt puis à l'Université de Charlottenbourg en Allemagne. Le diplôme obtenu et le statut obtenu qui en suivit ouvrit la porte d'un beau mariage. Ses beaux-parents appartenaient à une famille de médecins réputés puisque Edmond De Schacken, le père du beau-père de Masson, était professeur de la faculté de médecine. On peut supposer qu'Henri De Schacken, bien que rentier n'exerçant aucune profession, a cependant bénéficié d'études de haut niveau dont cependant nous n'avons pas trouvé la trace. Le même raisonnement pourrait s'appliquer à Thérèse de Redon, née Piquemal. Les familles de Redon et Piquemal faisaient partie des élites militaires de Metz depuis plusieurs générations. Bien sûr les hommes de ces familles étaient formés à l'École spéciale militaire. Mais pour Thérèse, les conventions sociales exigeaient qu'elle se préparât à devenir une épouse et une mère de famille. A-t-elle suivi des études supérieures ? Rien n'est moins sûr. Son

---

<sup>202</sup>. De père en fils y compris des frères de commanditaire, tous travaillent comme colleur du papier peint. Edmond Thouesny ne laisse pas de descendants. Il n'y a aucune promotion sociale dans cette famille.

<sup>203</sup>. Il est difficile de trouver la formation exacte des commanditaires de Charles Masson, mais des dossiers d'état civil surtout les actes de mariage, les matricules militaires et les registres de populations nous donnent des informations sur la formation de certains clients. Pour plus de détail, il faut voir 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties.

éducation s'est déroulée dans le cadre familial ; peut-être a-t-elle suivi les cours de l'un des établissements messins réservés à l'éducation des jeunes filles.

Pour sa part, Paul Castan, fils d'un simple concierge à Lodève avant de devenir industriel à Saint-Dié-des-Vosges, fut élève de l'École des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence. Fernand Maurice, bien que né de parents inconnus, fit ses études à Osnabrück en Allemagne, grâce au soutien de son tuteur (et peut-être finalement de ses parents) et ainsi devint inspecteur d'Académie. Pareillement, pour exercer la profession de visiteur médical Lucien Mairesse, a certainement fait des études de médecine. Il en va de même pour le comptable Adrien Mansuy. Quant aux trois enseignants, Paul Munier, René Peltre et Jules Courier, sans doute ont-ils suivi des formations adéquates à ce métier, les deux derniers d'origine paysanne étant assurément passés par l'École Normale pour devenir instituteurs. Il faut mettre en valeur le cas de la famille de J. Courier dont l'ascension sociale fut spectaculaire : son statut d'instituteur puis de directeur d'école sera le marchepied de ses deux fils qui, grâce à leurs brillantes études, atteignirent le plus haut niveau des professions libérales et intellectuelles : médecin pour le second, professeur au Collège de France pour l'aîné. Le statut social de ces dix commanditaires, attaché en partie à leur niveau d'étude, se reflète dans les édifices majoritairement spacieux qu'ils commandèrent.

Les autres clients de Masson – la majorité – ne semblent pas avoir fait des études supérieures mais ils ont pu suivre des formations professionnelles particulières. Pour la plupart, ils commencèrent à travailler dès leur jeune âge. En effet d'après le registre matricule militaire et le registre de population, la majorité des commanditaires avait moins de 20 ans quand ils entrèrent dans la vie active. Ils ont donc appris toutes les techniques et les savoir-faire de leur métier depuis l'adolescence. Mais ils s'appuyèrent sur leurs compétences acquises pour progresser d'une façon ou d'une autre dans leur vie professionnelle et recueillirent les fruits de leur réussite. Il en va ainsi d'Ernest Woelflin, fils d'un tailleur alsacien : installé à Nancy, il y apprit la photographie chez Racadot et y devint un des photographes réputés des années 1920-1930. Certains restèrent fidèles à leur travail tout au long de leur vie mais d'autres changèrent de métiers plusieurs fois. D'autres encore combinèrent fidélité et changement, comme Léon Michelet. Il n'a sans doute connu que l'école primaire, mais issu d'une famille du bâtiment (charpentier et maçon) qui l'a formé, il grimpa tous les échelons : tailleur de pierre, conducteur de travaux, entrepreneur et enfin promoteur.



## Conclusion de la première partie

L'évolution démographique et économique de Nancy est inséparable des guerres. Alors que la guerre de 1870 provoqua un afflux de population tout à fait inédit qui dynamisa la ville, la Grande Guerre y entraîna des pertes importantes tant matérielles qu'humaines et la ramena à un statut de ville de province ordinaire. Mais quels que soient les épisodes de cette histoire, les problèmes de construction et d'urbanisme se firent jour, augmentés encore par la révolution urbaine en marche depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui connut une nouvelle accélération après la Grande Guerre provoquant l'arrivée de ruraux et d'artisans en mal d'ascension sociale et désireux de trouver leur place en ville. Il fallait gérer l'expansion de la ville parvenue aux limites des communes voisines et de l'agglomération qui en naquit. Pour cela, après avoir laissé régner un certain désordre, les responsables municipaux décidèrent, peu avant la Grande Guerre – la notion d'urbanisme apparaissant petit à petit – de canaliser l'expansion de la ville et de l'organiser plus logiquement mais ils peinèrent à mettre en place des plans urbains d'aménagement.

Il fallait aussi beaucoup construire et reconstruire pour résoudre la pénurie de logement. Cités, cités-jardins comme le fameux parc de Saurupt, villas somptueuses, modestes ou grandes maisons, petits ou grands immeubles, tous les types d'habitat furent sollicités et mis en œuvre. Du côté stylistique – et c'est un des points forts de l'histoire architecturale de Nancy – l'Art déco plus tourné vers la géométrisation et le fonctionnalisme, prit le relais de l'Art Nouveau. La ligne se simplifia et dénonça la surcharge ornementale. Ce style épuré se vulgarisa dans les édifices des années 1920 et 1930. Ces changements formels ne bousculèrent pas les dynasties d'architectes que Nancy vit naître à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les descendants des entrepreneurs ou des architectes d'Ecole de Nancy prirent le relais de leurs pères. Une nouvelle génération des commanditaires née avant la Grande Guerre apparut, plus ample que celle de l'Art Nouveau et constituée de moins d'héritiers que de nouveaux accédants ou aspirants à la bourgeoisie.

C'est dans ce contexte bouleversé et ce milieu rénové que Charles Masson établit son œuvre et noua des relations avec ses commanditaires. Lui-même, comme on va le voir, était un « parvenu ». Son métier et surtout son second mariage lui permirent de dépasser le milieu d'artisans auquel il appartenait par sa naissance et son origine rurale.

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **CHARLES MASSON :**

### **SA VIE, SON ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE**

### **ET SON ŒUVRE**

C'est à Nancy durant la période de l'Entre-deux-guerres que la carrière professionnelle de Charles Masson a connu son âge d'or. Son nom reste attaché à beaucoup des constructions les plus remarquables de l'Art déco nancéien, notamment dans le fameux Parc de Saurupt, d'abord réputé pour ses villas Art nouveau. Charles Masson est né en 1894, presque 10 ans avant que ne soient érigées les premières d'entre elles, mais loin de Nancy, dans un petit village de la Moselle, donc en Lorraine annexée (fig. 44). Sa vie a connu et traversé les épreuves tragiques de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle en Europe, surtout les deux guerres mondiales. Bien sûr tous les contemporains de Masson étaient dans ce cas, mais sa naissance en Lorraine annexée puis sa formation en Allemagne auront un impact particulier et constant sur sa vie et sa carrière, comme on va le voir. Or la période nancéienne de l'activité de Masson à laquelle cette thèse est consacrée, fut sans doute celle où le poids de l'histoire en général et de celle particulière de Masson, se fit apparemment le moins sentir. Il put alors vraiment se consacrer à son art et satisfaire les demandes de ses commanditaires, en faisant œuvre d'architecte mais sans doute en réinvestissant des éléments acquis pendant sa formation en Allemagne.

Cependant il est nécessaire de montrer comment la période nancéienne de Masson s'inscrit dans l'ensemble de sa vie, car lui-même ne pouvait s'abstraire de cette perception. Ses lieu et milieu de naissance, ses études et sa carrière professionnelle sont bien reliés les uns aux autres et fonctionnent dans une sorte de dialectique tout au long de sa vie. Cette partie est donc consacrée à la biographie et à l'œuvre de Charles Masson en se focalisant sur deux interrogations différentes : d'une part, le récit de sa vie qui montrera comment sa phase nancéienne s'insère entre des périodes plus tourmentées ou pour le moins inattendues où

l'Allemagne et sa culture, notamment architecturale, jouent un rôle non négligeable et, d'autre part, l'étude de son œuvre nancéien sous la forme d'une typo-chronologie de ses constructions. Faire le récit de cette vie assez picaresque mettra en valeur le profil particulier de Masson parmi ses collègues nancéiens.

Il faut rappeler aussi le caractère forcément incomplet – et peut-être frustrant pour le lecteur – de cette partie. Certes cette thèse a pour objectif d'élaborer une biographie artistique de Charles Masson aussi exhaustive que possible et on a vu combien le manque de sources rendait la tâche presque impossible. Mais ce n'est pas le seul : il s'agit aussi de se pencher sur les commanditaires de l'architecte et sur les relations qu'il a établies avec eux. Cela suppose tout de même de connaître les lignes de force de la vie et de l'œuvre de Masson, ce qui n'a jamais été tenté jusqu'ici. Cette partie vise à combler cette lacune.

# Chapitre 1.

## Biographie de Charles Masson

### Un destin façonné par l'Allemagne ?

En l'état actuel de la recherche et dans le cadre de cette thèse, on peut supposer que la vie de Charles Masson se déroula en trois phases : la jeunesse marquée par l'Allemagne, puis une phase de maturité et d'épanouissement, entre 26 et 42 ans, au cours de laquelle il vécut et travailla à Nancy et enfin une longue période de 35 ans bouleversée successivement par la crise économique, la guerre et la reconstruction, au cours de laquelle l'architecte semble avoir du mal à renouer avec la création architecturale.

## 1. Sa jeunesse en Moselle annexée et sa formation allemande

### 1.1. Sa naissance dans une famille des métiers du bâtiment

Aimé Charles Masson naquit le 26 mars 1894, à Saint-Georges en Moselle. Il est le fils de Charles Adolphe Masson et de Marie Adeline Maire<sup>204</sup>, tous deux originaires de ce village. Ils étaient issus d'une famille modeste. Le père, né en 1858, était le fils aîné d'un journalier, Victor Masson. La mère, née en 1872, était un enfant naturel et ne fut pas reconnue par son père. Elle portait donc le nom de sa mère, Catherine Maire, brodeuse de son métier<sup>205</sup>. De l'union d'Adolphe Masson et d'Adeline Maire célébrée le 29 novembre 1892, sont issus cinq enfants (T.2, p.136 : A.G de la famille Masson). Charles était l'aîné puis vinrent quatre autres garçons, Joseph, Ludovic, Julien et Armand, nés respectivement en janvier 1896, septembre 1897, novembre 1898 et octobre 1904, toujours à Saint-Georges<sup>206</sup>. Charles Masson grandit donc au sein d'une famille nombreuse.

Peu de temps après la naissance du « petit dernier », la famille Masson déménagea à Lorquin, village voisin à une distance d'environ 6 km, un peu plus important et plus proche de Sarrebourg. Pourtant, la famille Masson ne quitta jamais cette région, très proche de la frontière. Pour Adolphe, le père de Charles Masson, le déménagement à Lorquin fut unique dans sa vie - il y résida et travailla jusqu'à sa mort en 1926<sup>207</sup> - et se fit sans doute pour des raisons

---

<sup>204</sup>. AD 57, 7 E 616/8 : N (1872-1953) Saint-Georges

<sup>205</sup>. AD 57, 7 E 616/6 : NMD (1853-1862) Saint-Georges et 7 E 616/8 N, *op. cit.*

<sup>206</sup>. AD 57, 7 E 616/8 : N, *op.cit.*

<sup>207</sup>. AD 57, 7 E416/21 : D (1916-1940) Lorquin.

professionnelles. En effet Adolphe Masson changea alors vraisemblablement de métier et devint entrepreneur en plâtrerie. Changement professionnel d'apparence anodine mais qui entraîna une véritable mutation sociale. Désormais la famille Masson se dégagea progressivement des catégories socio-professionnelles modestes et connut une réelle ascension sociale qui se maintint et se renforça avec la génération des fils. En effet Julien, le quatrième garçon, succéda à son père et en reprit ultérieurement l'entreprise, qu'il transféra à Nancy. Quant à l'aîné, Charles, il resta aussi dans les métiers du bâtiment mais accéda au rang d'architecte.

On ignore les raisons qui incitèrent le jeune Charles à s'engager dans cette profession. N'aurait-il pas été encouragé et influencé par son père, entrepreneur en plâtrerie ? Sans doute Adolphe Masson côtoyait-il des architectes et espérait-il qu'un de ses fils s'investisse dans le même domaine que le sien mais avec un métier plus intéressant et surtout plus prestigieux. De la sorte, il poursuivrait l'ambition paternelle et gravirait de nouveaux degrés de l'échelle socioprofessionnelle. En cela, les Masson père et fils reproduisaient un schéma qui s'avère fréquent et où l'on voit les fils d'entrepreneur devenir architectes. C'est le cas pour bien des architectes qui illustrèrent l'École de Nancy : Léon Cayotte, Joseph Hornecker, Alexandre Mienville, Lucien Weissenburger... Il y a aussi des dynasties d'architectes dont l'ancêtre était entrepreneur : ainsi Charles André (1841-1928), le père d'Émile André (1871-1933) – lui-même père de trois architectes – était fils d'entrepreneur et il exerça ce métier avant de devenir lui aussi architecte libéral puis architecte du département de la Meurthe-et-Moselle<sup>208</sup>. En suivant ce schéma sociologique, Charles Masson fit sans doute sien le souhait de son père. Rester dans le même secteur professionnel, profiter de l'expérience acquise paternelle mais en allant plus avant.

## **1.2. Ses années de formation en Allemagne**

On peut penser que les résultats scolaires de Charles étaient satisfaisants et suffisants pour que son père envisageât de lui faire suivre des études supérieures. Et la nouvelle activité de celui-ci accrut ses revenus, ce qui lui permit de financer les études d'architecte de son fils. Avec cette intention, Charles partit vers les grandes villes de l'Empire allemand.

Nous ne savons pas exactement quels sont les motifs qui incitèrent Charles Masson à choisir une formation allemande, alors qu'étant né en Lorraine annexée à deux pas de la

---

<sup>208</sup>. Voir ROUSSEL Francis, *Nancy architecture 1900*, Metz, éditions Serpenoise, 1994, t. 1, p. 7, et aussi la thèse de Catherine Grosjean soutenue en 2005 devant l'Université Paris I, *Construire en Lorraine. Les entrepreneurs entre 1871 et 1914*, pp. 418-419.

frontière, il aurait pu opter pour la France. Mais il est possible d'expliquer son choix à partir du contexte personnel de Masson. Sans doute projeta-t-il de mener sa vie professionnelle dans sa région natale et dans ce cas, mieux valait obtenir un diplôme allemand. Il ne faut pas négliger le paramètre de la langue. Né dans un village de Moselle annexée, Charles Masson a sans conteste le français pour langue maternelle, ce que tolérait le régime d'annexion, mais à l'école, tout l'enseignement oral et écrit se faisait en allemand, l'unique langue officielle de l'Empire<sup>209</sup>. Dès lors il maîtrisait certainement les deux langues. On verra que ce bilinguisme jouera un grand rôle durant toute la vie et la carrière de Charles Masson. Une fois prise l'option d'une formation allemande, l'université de Strasbourg, la plus proche de chez lui et que fréquentaient les Mosellans qui souhaitaient faire des études supérieures, « réputée pour la médecine, l'histoire, la théologie protestante et le droit »<sup>210</sup> n'était pas la plus adéquate. Il lui fallait trouver un établissement supérieur ou une école qualifiés dans les sciences de l'ingénieur et de l'architecture. En effet il faut noter que l'enseignement de l'architecture en Allemagne – à la différence de la France où les Beaux-Arts jouaient un rôle majeur – relevait alors des écoles techniques.

C'est sans doute ce qui poussa Charles Masson à rejoindre Darmstadt et son École Technique Supérieure (*Technische Hochschule*) qui était la plus proche de son domicile et il s'y forma de 1911 à 1914. Puis en 1915, il partit pour Berlin et continua ses études à l'École Technique Supérieure de Charlottenburg (*Technische Hochschule* de Charlottenburg). Ces informations, c'est Masson lui-même qui les donna et qui les inscrivit dans le dossier qu'il dût remplir, après la Seconde Guerre mondiale, pour devenir architecte agréé et assermenté de la Reconstruction<sup>211</sup>. Nous avons voulu vérifier la véracité des dires de Masson et nous avons interrogé par courrier les services administratifs de deux universités allemandes en question pour avoir des renseignements à propos de la formation de Charles Masson. Selon la réponse de l'université Darmstadt, le nom de Charles Masson ne se trouve pas dans les registres du personnel et des étudiants de l'université et pas plus dans le registre des habitants (dit *Melderegister*) de la ville de Darmstadt durant la période de son séjour en Allemagne<sup>212</sup>. La réponse de l'université Charlottenburg-Berlin n'a pas été plus encourageante, puisque là encore

---

<sup>209</sup>. ROTH François, *Alsace Lorraine : Histoire d'un pays perdu de 1870 à nos jours*, Nancy : Editions Place Stanislas, 2010, p.29 et p.36.

<sup>210</sup>. ROTH, *ibid*, p. 52.

<sup>211</sup>. ANF (Site de Pierrefitte-sur-Seine), Ministère de la reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), 19771065/168, :Architectes de la reconstruction agréés et assermentés, dossiers individuels (1941-1965).

<sup>212</sup>. La réponse de l'Université technique de Darmstadt est arrivée en date du 30 mai 2012 par e-mail. Les registres du personnel et des étudiantes de l'Université technique de Darmstadt sont accessibles sur internet : Großherzogliche Technische Hochschule Darmstadt [Hrsg.]: Personal-Verzeichnis, Darmstadt 1896-1916: <http://tudigit.ulb.tu-darmstadt.de/show/Zs-7425?sid=5a4cca27f3622e103d9bc4b3563f6c7c>

Charles Masson n'apparaît pas dans les registres des étudiants<sup>213</sup>. Pour ses études en Allemagne, nous n'avons donc pas trouvé de justification officielle auprès des deux universités allemandes. Sa vie et sa formation en Allemagne restent donc mal connues. Mais on peut faire l'hypothèse qu'il suivit les cours sans s'inscrire, en auditeur libre, puisqu'à cette époque et dans toute l'Europe, l'exercice du métier d'architecte – profession libérale – n'était pas conditionné par l'obtention du diplôme d'architecte. Ainsi il acquit un bagage technique et intellectuel qui le rendit familier de la culture allemande.

### **1.3. Une culture professionnelle et intellectuelle allemande**

Dans le choix que fit le jeune Masson de venir étudier et se former à Darmstadt, la relative proximité avec son pays natal n'était sans doute pas le motif principal. Sans doute fut-il d'abord attiré par le rayonnement culturel et architectural dont jouissait la capitale du grand duché de Hesse et du Rhin, constitué en 1806 à la suite du démantèlement du Saint-Empire romain germanique. Soucieux de promouvoir son état et sa capitale par une active politique culturelle, le grand-duc Ernest Louis de Hesse (1868-1937), invita, en 1899, sept artistes pour créer une Colonie d'artistes dans le parc de la *Mathildenhöhe*. L'architecte Joseph Maria Olbrich (1867-1908) qui venait de réaliser à Vienne le Palais de la Sécession fut chargé des architectures du parc. En 1901, la première exposition consacrée aux arts décoratifs présenta des œuvres conçues en liaison avec des industriels. La deuxième exposition correspondit à l'ouverture de trois maisons, deux réalisées par Olbrich et la troisième par Peter Behrens (1868-1940) invité comme peintre-décorateur<sup>214</sup>. Ces demeures meublées et décorées étaient destinées à la bourgeoisie. L'aventure s'acheva avec la Grande Guerre.

Dès 1823, Darmstadt s'était spécialisé dans l'enseignement technique. La *Technische Hochschule* créée en 1836 est une école professionnelle qui formait des techniciens de la construction et des architectes ; sa vocation fut confirmée en 1877, date à laquelle elle obtint un statut universitaire et devint une des principales universités techniques allemandes.

---

Pour ce qui est du lieu de résidence de Charles Masson, il est possible qu'il habitait dans une localité voisine mais il n'était pas à Darmstadt vers 1910-1916.

<sup>213</sup>. L'université technique de Charlottenburg-Berlin nous a répondu en date du 6 juin 2012 : Malgré la destruction des documents par l'incendie durant la seconde guerre mondiale, la liste des étudiants sont sauvegardé, probablement entière, mais Charles Masson n'est pas visible dans les listes d'admission et de cursus de l'université technique de Charlottenburg-Berlin.

<sup>214</sup>. COLLECTIF, *Architectures en Allemagne 1900-1933*, Paris : Centre Georges Pompidou/CCI, 1979, p.22.

C'est dans ce contexte particulièrement favorable que Charles Masson fut formé. Certes il n'a pas pu suivre les cours de J.-M. Olbrich, professeur depuis son arrivée à Darmstadt en 1899 mais décédé en 1908. Mais on connaît par ailleurs, grâce aux archives de l'université, les noms des professeurs qui y enseignaient pendant le séjour de Masson : Friedrich Putzer, Heinrich Walbe et Karl Hofmann, pour l'architecture, Heinrich Kaiser, Alexander Koch et Eduard Schmitt, pour les sciences de l'ingénieur, Wilhelm Pinder pour l'histoire de l'art. En l'état actuel des connaissances, il ne nous est pas possible de savoir quels furent les cours suivis par Masson. Mais il est assuré qu'il a acquis un savoir faire technique et découvert, tout à la fois, les architectures historiques et leurs déclinaisons et l'architecture moderne.

L'Allemagne et l'Autriche étaient à cette époque les pays les plus avancés tant dans la réflexion que la mise en œuvre des formes nouvelles. Notre architecte côtoya ainsi des artistes, des artisans et des industriels qui faisaient le lien entre conception et exécution : c'était l'alliance entre art et industrie. Nancy qui deviendra la ville d'adoption de Charles Masson, connaissait au même moment une approche identique avec l'*Alliance provinciale des industries d'art* ou *Ecole de Nancy*. Le parc de la *Mathildenhöhe* peut être rapproché du Parc de Saurupt, son plan fut publié à la même date en 1901<sup>215</sup>. Il s'agit d'une cité-jardin constituée d'un bâtiment dédié aux expositions, de la fameuse *Hochzeitsturm* (1908), de la villa du grand-duc, d'une chapelle Russe et de dix villas ; l'ensemble était achevé lors du séjour de Charles Masson. Cette cité-jardin est complétée par quelques villas réalisées par des architectes allemands confirmés : Georg Metzendorf (1874-1934) et Heinrich Metzendorf (1866-1923), Alfred Messel (1853-1909) et Friedrich Pützer (1871-1922). Ce dernier alors professeur à la *Technische Hochschule* réalisa de très nombreuses œuvres à Darmstadt. Tous ces édifices constituaient sans doute un vivier de formes qui alimentèrent l'œuvre de Charles Masson. Ces maisons lui ont-elles donné le goût de l'habitat domestique ? En tout cas, il avait là des édifices qui passaient pour des archétypes de la modernité.

À l'exception de la maison de Peters Behrens qui est clairement inspirée du Jugendstil, la grande majorité des édifices est d'une écriture simple en rupture avec les traditions historiques. Il convient toutefois d'être prudent dans l'analyse des œuvres. En effet suite aux bombardements de la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses villas ont été restaurées. Notre recherche n'est pas encore suffisante pour être totalement pertinente mais les photographies anciennes et les

---

<sup>215</sup>. HOFFMANN Hans-C., *op. cit.*, p. 24.



projets des architectes nous fournissent des renseignements précieux. Nous porterons un soin attentif à ces édifices lorsque nous analyserons les œuvres de Charles Masson.

#### **1.4. Le temps de la guerre, une période peu documentée**

Après ses études, une lacune apparaît dans l'activité de Masson entre 1916 et 1919, durant la Grande Guerre et juste après. Normalement, comme il avait alors entre 22 et 25 ans, il aurait dû se retrouver parmi les troupes combattantes. Mais les sources restent silencieuses. Il n'existe pas de dossier d'ancien combattant au nom de Charles Masson dans les archives de l'Office des anciens combattants<sup>216</sup>. Alors plusieurs hypothèses sont envisageables. Premièrement, il aurait été incorporé de force dans l'armée allemande. Selon François Roth, la mobilisation générale commença dès le 31 juillet 1914 et concerna forcément les jeunes gens de 20 ans. En effet « environ 380 000 Alsaciens-Lorrains furent mobilisés dans l'armée allemande »<sup>217</sup>. Et Charles Masson figure bien dans le registre de matricule du bureau de recrutement de Sarrebourg pour la classe d'incorporation 1914, mais sa carrière dans l'armée allemande n'apparaît pas dans la fiche du registre matricule<sup>218</sup>.

Nous pouvons poser une autre hypothèse : il lui était possible d'ajourner son service militaire en raison de ses études en Allemagne ou bien il aurait été exempté pour certains motifs. Une autre possibilité serait son implication indirecte dans les combats par une affectation aux services auxiliaires concernant la guerre. Puisque Masson est diplômé d'architecture, il est très plausible qu'il fut par exemple dessinateur pour la construction de camps ou de casernements. La guerre mobilise toutes les composantes de l'architecture : les matériaux, les techniques, et aussi bien sûr les architectes. Comme Jean-Louis Cohen l'a indiqué dans son ouvrage, l'architecture participe à la guerre comme un élément indispensable : « Elle fut sollicitée activement et devint protagoniste, dans le même temps qu'elle fut mobilisée passivement. La relation de l'architecture aux conflits armés n'a en vérité rien de neuf [...] »<sup>219</sup>. Quand bien même si, n'ayant pas été mobilisé comme soldat, il avait travaillé de force du côté de l'Allemagne durant la guerre de 1914-1918, il en a sans doute ressenti une certaine culpabilité

---

<sup>216</sup>. AD 57, 2422 W 67 : archives de l'Office des anciens combattants.

<sup>217</sup>. ROTH François, *op. cit.*, p.7, 140 et 174.

<sup>218</sup>. AD 57, 2 R 379 : Registres matricules du bureau de recrutement de Sarrebourg pour la classe d'incorporation 1914. Ce sont des feuillets nominatifs de contrôle, établis au titre de la reconstitution de documents détruits, associés à des feuillets matricules, également de reconstitution, tous reliés ensemble a posteriori. Donc, ces registres matricules d'après 1919 n'ont pas pris en compte le temps passé dans l'armée allemande et on n'y trouve rien sur la carrière dans l'armée allemande.

<sup>219</sup>. COHEN Jean-Louis, *Architecture en uniforme : projeter et construire pour la seconde guerre mondiale*, Paris : Hazan, 2011, p.11.

qui aura peut-être pour effet sa réaction antagonique contre les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale.

### **1.5. Le retour en Moselle : son premier mariage et le début de sa carrière dans le cadre de la Reconstruction**

Une source brise le silence sur Charles Masson, après la Grande Guerre : elle concerne sa venue à Sarrebourg le 8 avril 1919<sup>220</sup>. Ce jour-là il arrive, en compagnie de sa femme, à Lorquin où ses parents habitaient à l'époque. On ne sait pas exactement quelle est la date du retour de Masson sur le lieu de ses origines désormais revenu dans le giron de la France mais au moins, cette date du 8 avril 1919, cinq mois après la fin des hostilités, s'avère-t-elle sûre. Le nom de sa femme est Leocadia Dembinska. Le registre des entrées précise qu'elle est née à Bromberg le 10 avril 1893 mais ne donne pas sa nationalité. Cependant, au cours de l'entretien que j'ai eu avec Mme Marie-Thérèse Brichler, une nièce de Charles Masson, celle-ci raconta avoir entendu parler d'elle comme une « très belle femme allemande »<sup>221</sup>. Deux localités européennes portent le nom de Bromberg : l'une est un village autrichien<sup>222</sup> et l'autre une ville du nord de la Pologne, qui actuellement s'appelle 'Bydgoszcz' et qui fut rattachée à l'Empire allemand entre 1871 et 1918, sous le nom de 'Bromberg'<sup>223</sup>. À propos de l'identité du lieu de naissance de Leocadia Dembinska, cette seconde proposition est l'hypothèse la plus plausible, en prenant en considération le contexte historique et le patronyme à consonance polonaise. Nous n'avons pas trouvé l'acte de mariage de Masson et de cette femme, nous ne possédons donc pas de renseignement sur cette première union. Peut-être les époux se sont-ils rencontrés durant la formation de Charles Masson en Allemagne. Leur histoire n'a guère de points communs, sauf celui d'être des Allemands 'malgré-eux' : sans doute Masson se sent-il français, mais il est né dans un territoire annexé par les Allemands et sa femme est née en Pologne sous domination de l'Empire allemand. On notera en outre leur commune jeunesse et un âge quasi identique (l'une est née en 1893 et l'autre en 1894). Pendant ces années d'études en Allemagne, Masson a pu éprouver une certaine solitude dans un pays où il se sentait étranger, tout en parlant sa langue et Leocadia aussi. Cette similitude favorisa probablement le rapprochement et

---

<sup>220</sup>. AM Sarrebourg, 2 I 19 : Registre des entrées et sorties de la commune 1919-1934 à Sarrebourg.

<sup>221</sup>. L'entretien en date du 3 juin 2013 avec la nièce de Charles Masson, domiciliée à Saint-Georges (57). Sa mère s'appelait Juliette Esther née Simon, cousine de Charles Masson du côté de sa mère.

<sup>222</sup>. [www.annuaire-mairie.fr/mairie-bromberg.html](http://www.annuaire-mairie.fr/mairie-bromberg.html)

<sup>223</sup>. WRÓBEL Piotr, *Historical Dictionary of Poland 1945-1996*, Greenwood (États-Unis) : Fitzroy Dearborn, 1998, pp.40-41.

l'intimité entre les deux jeunes gens. Durant leur séjour à Sarrebourg, le jeune couple habita au 5, rue Maréchal Foch puis au 21, rue de la Gare.

Il semble que Masson soit retourné dans sa région natale pour participer aux travaux de la Reconstruction. En effet on remarquera la simultanéité du retour de Masson et de la mise en place du « Service de la Reconstitution » en Moselle, et notamment dans la Zone de Sarrebourg, au cours du premier semestre de 1919<sup>224</sup>. Masson ouvrit à Sarrebourg son cabinet d'architecte où il embaucha quatre personnes : un chef de bureau, trois employés et en outre un stagiaire en 1919. De fait Masson fut recruté par le Service de la Reconstitution en Moselle et exerça les fonctions de Chef de Secteur dans le département de la Moselle du 1<sup>er</sup> août 1919 au 31 mars 1920. Plus précisément, il était le chef de Secteur de Bioncourt, dans l'arrondissement de Château-Salins. La Première Guerre mondiale fut la plus meurtrière de l'histoire et les dommages qu'elle a causés dans le département de la Moselle furent plus considérables que ceux de la guerre de 1939-45. Aux réquisitions et aux cantonnements habituels par temps de guerre, s'ajoutèrent en août 1914, tout au début des hostilités, l'offensive française et ses combats, lors des batailles de Morhange et de Sarrebourg, ce qui causa des destructions dans le sud et le sud-est du département. Les lieux sinistrés se situaient principalement dans l'arrondissement de Château-Salins (cantons de Château-Salins, de Delme et de Vic-sur-Seille), et aussi dans certaines communes de ceux de Sarrebourg et de Metz-Campagne (canton de Verny)<sup>225</sup>.

Dans le cadre de la Reconstruction, Charles Masson a exécuté plusieurs travaux, notamment dans sept communes de la Moselle : Réchicourt-le-Château, Gondrexange, Plaine-de-Walsche, Foulcrey, Herzing, Avricourt et Langatte. Le montant des honoraires perçus pour chacun de ces chantiers varie entre 769 et 10 261 francs et le total atteint la somme de 37 134,60 francs pour les sept communes. Quelle est la nature des travaux qu'il conduisit ? Charles Masson apporte lui-même des informations à ce sujet qui concordent avec celles fournies par les dossiers du Ministère de la Reconstruction de l'Urbanisme<sup>226</sup>. Il réalisa des « travaux administratifs » en collaboration avec d'autres confrères de 1920 à 1924, pour la restauration ou la reconstruction de trois églises, trois écoles et un hôpital. À cela, s'ajoutent 36 chantiers que Masson exécuta pour des propriétaires privés dans 26 villes et villages, principalement en

---

<sup>224</sup>. AD 57, 10 RP 13, *op. cit.*. Dans une lettre d'un des responsables à Masson, la date de la création de ce service est donnée par le Bulletin officiel d'Alsace-Lorraine du 11 avril.

<sup>225</sup>. AD 57, 10 RP : Introduction in Service départemental des dommages de guerre et des commissions d'arrondissement (1916-1940)

<sup>226</sup>. ANF, Dossier du M.R.U. 19771065/168, *op. cit.*. En fait, nous disposons de deux sources d'information sur ces questions : d'une part le dossier du M.R.U. et par ailleurs son contrat de mariage en 1924 dont il sera question plus loin.

Lorraine (fig. 45). Pour chacun de ces chantiers, Masson fournit le nom du propriétaire, la commune et les honoraires. Au total il perçut 49 144,80 francs, la somme reçue variant selon l'importance et la dimension de chaque chantier, entre 32 francs et 12 800 francs. Le bilan rapide de tous les travaux exécutés par Charles Masson jusqu'en 1923, pendant cette période intense de reconstruction, s'établit à la hauteur de 43 affaires dans les domaines tant public que privé, dans 30 communes lorraines et notamment dans le département de la Moselle. Et ses honoraires s'élevèrent à 86 729,40 francs. Tout cela révèle un début de carrière très actif, au cours duquel Masson multiplia les chantiers dans les communes rurales notamment, accumula les expériences professionnelles et montra qu'il était capable de conduire plusieurs chantiers simultanément et de s'y adapter. Ces compétences acquises s'avérèrent utiles et efficaces pour tous les travaux qu'il conduisit ultérieurement à Nancy, depuis l'érection de la villa *Les Cigognes* jusqu'à la production d'immeubles et de grands édifices.

Certes les circonstances étaient favorables mais, pour Masson, ces débuts prometteurs de sa carrière dans le cadre de la Reconstruction fortifièrent sa conviction du bien fondé de son retour en Moselle, son pays natal. Sans doute souhaitait-il s'y enraciner et s'y installer d'autant plus qu'il était marié, avait créé une famille et habitait Sarrebourg, près de Lorquin où résidaient ses parents. Différentes démarches administratives et personnelles qu'il entreprit à cette époque renforcent cette impression. D'abord il confirma ses débuts professionnels en demandant une patente d'architecte en 1920<sup>227</sup>. D'autre part, il fit à Sarrebourg une demande de réintégration dans la nationalité française<sup>228</sup>. Il faut savoir que celle-ci n'était pas automatique et qu'elle était réservée aux demandeurs. Malgré sa naissance et son enfance en Lorraine annexée et surtout ses études en Allemagne, il était resté attaché à la France.

Mais contre toute attente et sans doute contre son désir, le séjour de Charles Masson à Sarrebourg tourna court. En effet des vicissitudes frappèrent simultanément sa vie privée et sa vie professionnelle. D'abord, Leocadia Dembinska, l'épouse de Masson, quitta Sarrebourg le 1<sup>er</sup> octobre 1919, ce qui marqua la rupture de leur union. Finalement, selon le registre des entrées et des sorties, le séjour de sa femme à Sarrebourg ne dura que six mois. Ce premier mariage de Masson ne dura certainement que quelques années et ils n'eurent pas d'enfants. Par ailleurs il se retrouva entraîné dans un différend concernant son activité d'architecte de la Reconstruction. Selon les dossiers de la Commission d'Évaluation des Dommages de Guerre à Sarrebourg<sup>229</sup>, il fut reproché à Masson que « la plupart des expertises de dégâts partiels ont été

---

<sup>227</sup>. ANF, 19771065/168, dossier du M.R.U, *op. cit.*

<sup>228</sup>. AM Sarrebourg, 36 W 5 : Réintégration dans la nationalité française en 1920.

<sup>229</sup>. AD 57, 10 RP 13, *op.cit.*

exécutées par deux agents qui ne connaissant rien du bâtiment et n'ont fait qu'enregistrer les déclarations des habitants sans les contrôler ». Deuxièmement, les honoraires de Masson provoquèrent un certain mécontentement chez les maires de certaines communes : « Les honoraires demandés par ces expertises semblent exagérés si on tient compte de ce que les dossiers constitués ne comportent pas les plans et devis afférents à la consistance des immeubles en 1914 » (T.2, pp. 108-116 : Extrait d'Instance pénale introduite contre Masson). Masson se défendit énergiquement contre ces soupçons (T.2, pp. 117-121 : réclamation par Masson). Il confirma avoir établi les expertises sur les lieux mêmes des dégâts et en compagnie de deux membres de la commune, nommés par le Conseil municipal, pour éviter que les sinistrés ne l'induisent en erreur sur la cause réelle des dégâts causés à leur habitation. « Toutes ces évaluations faites pour ces communes furent signées par le Maire ainsi que par les membres de la Commission Locale et par les sinistrés. Ils étaient donc d'accord sur le montant des dégâts par moi établi, et ceci vous prouve bien que, à cette époque, personne ne trouvait exagéré le montant de mes évaluations qu'ils approuvaient en engageant leur responsabilité », ajoute-t-il. Il rappela aussi que ses expertises étaient faites sous le contrôle d'évaluateurs officiels et que si certaines évaluations fixées par la Commission des Dommages de Guerre sont bien inférieures aux siennes, c'est qu'elles furent diminuées à la suite d'une transaction avec les sinistrés. Le maire d'alors d'une des communes concernées en vint à se plaindre et à critiquer l'augmentation exagérée - de plus de 80 % par rapport au devis initial – du coût de la reconstruction des immeubles exécutés par le « Service de la Reconstitution ». Masson protesta en arguant que ses devis détaillés, descriptifs et estimatifs avec plans, lui réclamaient davantage de travail et que ses honoraires grimpaient en conséquence, au-delà du prix inférieur fixé pour les évaluateurs officiels. Au bout du compte, Masson réclama devant la justice des dommages et intérêts contre certains sinistrés en raison de la révocation sans cause valable d'engagements de reconstruction. Le procès s'ouvrit devant Tribunal régional de Saverne. Cette affaire causa bien des troubles et traîna plusieurs années jusqu'en 1927<sup>230</sup>.

Tous ces événements motivèrent certainement le départ de Masson et sa démission des services de la Reconstruction. Il quitta Sarrebourg pour Nancy le 29 novembre 1920 mais d'après les registres de population de Nancy, son arrivée à Nancy eut lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1920. Il avait 26 ans.

---

<sup>230</sup>. AD 57, 10 RP 13, *op. cit.*

## 2. Les belles années de Charles Masson à Nancy

En arrivant à Nancy, Masson s'installa à l'angle des rues Saint-Jean (n°54) et rue Bénit (n°1) dans un quartier commerçant et animé<sup>231</sup>. Une incertitude plane sur son activité pendant les premiers mois. En effet une publicité (fig. 46) en date du 2 novembre 1920 qui constitue la première trace de sa présence à Nancy, signale que – bizarrement – il a ouvert un magasin de matériaux de construction et de machines, *Entreprise Commerciale et industrielle : Ch. Masson et Cie*. Grâce à sa double formation artistique et technique en Allemagne, il avait les compétences requises pour diriger un tel magasin. Mais pourquoi l'a-t-il créé ? À la suite de son conflit avec l'administration de la Reconstruction et les procès qui s'ensuivirent, doutait-il de pouvoir exercer son métier d'architecte à Nancy ? Ou bien avait-il l'intention de conduire une double activité à la fois d'architecte et de fournisseur des matériaux, la seconde garantissant la première ? Par ailleurs – nouvelle preuve de ses interrogations – dans le recensement de population de 1921<sup>232</sup>, le métier de Masson est indiqué celui d'ingénieur.

Les incertitudes furent levées au cours du printemps 1921. En effet l'en-tête d'une lettre que Masson adressa en juin au préfet de la Moselle porte l'indication « Cabinet d'architecture, Charles Masson ». Il a ouvert son cabinet d'architecte là où il habitait, au deuxième étage, pour un loyer de 5000 francs (fig. 47). La publicité de son agence est visible dans l'Annuaire de Meurthe-et-Moselle de 1922 et dans des annonces Masson en mars de la même année, il cherche des dessinateurs-mètres et mètres-vérificateurs. Au début de sa vie à Nancy, Masson avait encore l'intention de tourner son activité vers la reconstruction en Lorraine puisqu'en avril 1921, il demanda son inscription sur la liste des Architectes et Experts agréés pour les travaux de Reconstruction du département de Meurthe-et-Moselle. En juin de la même année, il fit la même demande auprès des services du département de la Meuse. Mais de mauvais renseignements parvinrent sans doute de Moselle à la suite des affaires qu'il y avait laissées et il ne fut pas agréé comme architecte<sup>233</sup>. Après ce refus, quel champ de l'architecture pouvait-il alors investir ? Par quel chemin en vint-il à porter son attention sur l'activité architecturale à Nancy même ? Toujours est-il qu'à partir de 1923 – peut-être en 1922, si on tient compte de l'acquisition de Saurupt par la ville de Nancy – il commença véritablement à travailler dans cette commune, avec la fameuse villa *Les Cigognes*. Et jusqu'en 1935, son activité ne cessa de prendre de

---

<sup>231</sup>. AM Nancy, 1F 2798 Feuilles de Ménages : Ce dossier donne le 1<sup>er</sup> octobre 1920 comme date d'arrivée de Masson à Nancy. Il y a donc environ 2 mois de différence par rapport au registre de population de Sarrebourg.

<sup>232</sup>. AD 54, 6 M 33/394/55 : recensement de population (1921) Nancy

<sup>233</sup>. AD 57, 10 RP 13, *op. cit.*.

l'ampleur, si bien qu'on peut considérer les années nancéiennes de Masson comme celle de la maturité et de l'épanouissement.

## **2.1. Nouveau mariage et ascension sociale**

L'année 1924 est un tournant pour Charles Masson, tant dans sa vie professionnelle que dans sa vie privée. Le 11 août il se remaria avec Marie Antoinette De Schacken, jeune femme issue de la bourgeoisie nancéienne fortunée. Née le 20 juillet 1899 à Nancy<sup>234</sup>, elle était la fille de Henry De Schacken, propriétaire, et de Marie Juliette Munich. Le beau-père de Masson appartenait à une famille aisée de médecins : ce qu'avaient été son père, son oncle et son grand-père<sup>235</sup>. L'héritage cumulé de ses ancêtres lui permettait de mener une vie de rentier, dégagé de toute activité professionnelle. Masson n'eut guère le temps de connaître son beau-père qui mourut en décembre 1927 mais il est certain que ce second mariage lui permit d'entrer dans la « bonne société » nancéienne dont les membres devinrent bientôt ses commanditaires. Et son beau père lui commandera une de ses premières maisons.

Lors de l'union de Charles Masson et de Marie Antoinette De Schacken, un contrat de mariage fut établi devant Maître Febvret, notaire à Nancy en date du 11 août 1924<sup>236</sup>. Ce document est intéressant en raison de l'abondance et de la minutie des détails qu'il fournit et qui permettent de connaître assez précisément la situation professionnelle, personnelle et matérielle de Masson au moment où il entrait dans une nouvelle phase de sa vie et de sa carrière (T.2, pp. 122-134 : Contrat de mariage entre Charles Masson et Marie De Schacken). D'abord il y énumère tous les travaux qu'il a effectués jusqu'en 1923 avec les noms de commanditaires, ceux des communes et les honoraires qu'il perçut. Grâce à ces précisions, nous avons des renseignements sur ses lieux de travail, l'évolution de son activité et ses rémunérations. C'est ainsi que dans le contrat, l'apport personnel de Charles Masson est évalué à 203 697 francs. La part de sa femme – sa dot - qui s'élève à 233 528 francs est presque identique. Mais si celle-ci se présente sous forme seulement pécuniaire, l'apport de Masson provient uniquement de son travail. Sans fortune personnelle, c'est par l'énumération de ses compétences d'architecte que Masson pense convaincre et rassurer son épouse et son beau-père. Ce contrat de mariage avait aussi comme avantage de garantir le jeune couple, et notamment l'épouse, contre les conflits et

---

<sup>234</sup>. AD 54, 2 E 394/331 : N (1899) Nancy

<sup>235</sup>. AD 54, 5Mi 128/R8 : M (An IX-1873) Cirey-sur-Vezouze.

<sup>236</sup>. Contrat de mariage entre Aimé Charles Masson et Marie Antoinette De Schacken, le 11 août 1924, étude de Me. Febvret, Notaire à Nancy, Vol III, p.4-5. Ce dossier est conservé actuellement à l'office notarial Philippe Passadori à Nancy.

les poursuites en justice qui menaçaient Masson à la suite de ses démêlés avec les sinistrés de la Moselle. En outre, dans les familles bourgeoises, il était d'usage d'établir un contrat de mariage ; c'était le cas pour la famille De Schacken depuis des générations. Masson pouvait aussi défendre activement ses droits et ses intérêts. Ainsi peut-on penser que si la passion amoureuse juvénile fut le moteur du premier mariage de Masson, le second apparaît davantage comme un « mariage de raison » : un accord mutuel entre un jeune architecte plein d'avenir et une jeune femme riche. Toujours est-il que par ce mariage, l'architecte voyait son assise sociale renforcée et son ascension sociale confirmée.

Comment Masson fit-il la connaissance de sa nouvelle épouse ? Comment s'élabora cette nouvelle alliance ? Nous ne le savons pas exactement mais plusieurs facteurs sont repérables. Premièrement, la famille De Schacken est originaire de la même partie de la Lorraine annexée que Masson : ce dernier venait de Sarrebourg, les De Schacken étaient issus de Château-Salins. Mais leur venue à Nancy remontait aux années 1860 quand Edmond De Schacken, le père du beau-père de Charles Masson, s'y installa en tant que professeur de l'école de médecine de Nancy<sup>237</sup>. En 1872, il opta pour la nationalité française<sup>238</sup>. Du côté de la belle-mère de Masson, la famille Munich est vosgienne mais parvint à Nancy en passant par Dannemarie et Belfort en Alsace. Ainsi l'appartenance par les origines aux territoires annexés en 1872 par l'Empire allemand rapprocha-t-il sans doute Masson et les De Schacken.

Plus précisément le souvenir de Château-Salins pouvait concrétiser ce lien. En effet Charles Masson y avait travaillé de 1919 à 1920 comme le chef du secteur du « Service de la Reconstitution » et Guillaume De Schacken, le père d'Edmond De Schacken, y avait été médecin et même maire durant les années 1860<sup>239</sup>. Certes un certain décalage chronologique apparaît entre ces deux expériences mais les De Schacken avaient conservé de nombreuses attaches avec Château-Salins. Des parents et des alliés habitaient toujours dans cette commune<sup>240</sup>. Ils y possédaient en outre les propriétés foncières, source importante de rente. Enfin et surtout ils y avaient gardé le caveau familial où le corps du beau-père de Charles Masson fut déposé après son décès en décembre 1927 à Nancy<sup>241</sup>. On peut donc penser que grâce à cet ancrage, la famille De Schacken avait pu obtenir quelques renseignements sur son futur gendre.

---

<sup>237</sup>. AM Nancy, 1 F 618 : Registre de population de Nancy (1863)

<sup>238</sup>. AD 54, 6 M 292 : Dossiers des optants alsaciens-lorrains.

<sup>239</sup> AD 54, 5MI 128/R8 : M (An IX-1873) Cirey-sur-Vezouze

<sup>240</sup> « Lorraine et Alsace : Nécrologie » in *L'Est Républicain*, le 23 mai 1898. Cet article traite les obsèques de Henry De Schacken (1831-1898), docteur en médecine et frère jumeau d'Edmond De Schacken à Château-Salins.

<sup>241</sup> Faire part de Marie-Hyacinthe-Henry de Schacken, in *L'Est Républicain*, le 30 décembre 1927.



Par ailleurs, la villa *Les Cigognes* dont Masson conçut les plans particulièrement spectaculaires en août 1923, lui permit sans doute d'acquiescer auprès de ceux-ci une certaine réputation, au moins celle d'un architecte capable de satisfaire les aspirations de la bourgeoisie. Ainsi commencèrent son investissement dans le Parc de Saurupt, dont l'aménagement s'éternisait depuis plus de 20 ans, et aussi sa carrière de bâtisseur à Nancy et dans son agglomération. En tout cas, grâce au projet des *Cigognes*, Masson put déclarer dans son contrat de mariage la somme de 40 000 francs comme honoraires par des travaux effectués entre le 1<sup>er</sup> janvier 1924 et le 11 août de la même année, jour de son mariage. Et aux yeux de son beau-père, il pouvait apparaître comme un architecte plein de promesses.

Hormis les honoraires, le contrat de mariage apporte nombre de précisions sur le droit au bail des locaux du cabinet et sur le matériel dont Masson avait équipé ses bureaux, ce qui constituait son seul bien : « deux machines à écrire, deux machines à calculer, un appareil téléphonique, deux boîtes de compas, une boîte à ranger, trois planches à dessins, équerres en T, encriers, deux porte-copies ». Peu de temps après son mariage, Masson quitta le 1 de la rue Bénit et emménagea « au rond-point Marguerite de Lorraine »<sup>242</sup> du Parc de Saurupt, justement dans la villa *Les Cigognes* dont il avait été le maître d'œuvre pour répondre à la demande de René Peltre, instituteur à Pannes en Meurthe-et-Moselle. Il devenait le locataire d'une maison dont il avait assuré la conception et son cabinet d'architecte l'y rejoignit. Il y habita avec sa jeune épouse jusqu'en 1927, date à laquelle ils s'installèrent un peu plus loin dans leur propre maison familiale bâtie par Masson évidemment, au numéro 8 de la rue du Maréchal Gérard, toujours dans le Parc de Saurupt. Ils y vécurent jusqu'à leur départ pour Metz en 1936. Leurs deux enfants y naquirent : leur fils Jean, le 4 février 1927 à la villa *Les Cigognes*<sup>243</sup> et l'année suivante, le 31 juillet, leur fille Jeannine Marie Annette, dans leur nouveau domicile<sup>244</sup>.

## 2.2. Ses constructions à Nancy et dans son agglomération

Durant cette même période, Masson réalisa 10 villas, 27 maisons et 17 immeubles, soit au total 54 édifices en Lorraine, essentiellement à Nancy et dans son agglomération. Son principal lieu d'action resta le Parc de Saurupt où il bâtit des villas et des maisons particulières pour des familles bourgeoises. Son investissement dans l'architecture domestique se traduisit aussi par sa participation au concours public – un concours-exposition – organisé en 1929, dans le cadre de la Loi Loucheur, par la Chambre de Commerce de Nancy, en accord avec les dix

---

<sup>242</sup>. Ancienne dénomination de la rue du Général Clinchant.

<sup>243</sup>. AM Nancy, 1 F 2461 : Registre de population Nancy (1927).

<sup>244</sup>. AM Nancy, 1 F 2501 : Registre de population Nancy (1928).

chambres de commerce de la région de l'Est, et les organismes d'habitations à bon marché de Nancy. Les journaux de l'époque consacrèrent plusieurs colonnes à cette manifestation qui d'après l'*ICE*, avait pour objectif « d'offrir à la clientèle régionale des types variés de construction sur les bases de la loi Loucheur »<sup>245</sup>. Autrement dit, ce concours-exposition souhaitait interpeller les architectes et visait à réunir le plus grand nombre possible de projets de « habitations à bon marché et de logements à loyer moyen », donc accessibles aux couches sociales les plus nécessiteuses. Il s'agissait de stimuler la construction à prix abordable. Le jury était composé de neuf personnes, dont trois architectes désignés par la Société des Architectes de l'Est, trois membres de la Chambre de Commerce et trois représentants des organismes d'habitations à bon marché. Les récompenses étaient des médailles et des diplômes de la Chambre de Commerce de Nancy, sous le patronage de la Région économique de l'Est<sup>246</sup>. Du 16 au 21 février en 1929, une centaine de plans fut exposée dans les galeries Poirel et attira l'attention des visiteurs et des professionnels. Les noms de nombreux architectes parisiens figurent sur la liste des récompenses. Celui de Masson y apparaît aussi : il reçut deux médailles d'argent, une dans chacune des deux catégories du concours : habitations à bon marché et logements à loyer moyen<sup>247</sup>. L'architecte nancéien Fernand Mascret est aussi nommé avec une mention dans la catégorie « Habitations à bon marché ». Au milieu des années 1930, le travail de Masson se concentra sur les immeubles de rapport<sup>248</sup>.

Au total, il est certain que les années nancéiennes de Masson marquent l'apogée de sa carrière professionnelle. Le dossier qu'il remplit après la Seconde Guerre mondiale pour le M.R.U permet d'en avoir la mesure en s'appuyant sur le propre témoignage de Masson. Ainsi il aurait à son compte la réalisation de plus d'une centaine de maisons, tant rurales qu'urbaines, plus d'une soixantaine d'immeubles de rapport et une quinzaine de bâtiments à vocation commerciale et industrielle<sup>249</sup>. Cependant il faut noter que ces données chiffrées restent approximatives : elles n'ont pas de pièces justificatives et intègrent l'ensemble de sa production antérieure à sa déclaration dans le dossier du M.R.U., donc y compris les maisons qu'il a bâties en Moselle avant sa venue à Nancy. En tout cas, ces chiffres dépassent largement le nombre d'édifices présentés dans le corpus de cette thèse. Faut-il se fier à la déclaration de l'architecte ? Jusqu'en 1934, l'activité de Masson à Nancy fut intense, mais 1935 marqua une rupture brutale.

---

<sup>245</sup>. Promulguée le 13 juillet 1928, la loi Loucheur vise à résoudre la crise du logement durant la période de l'Entre-deux-guerres. Elle établit un programme de constructions d'habitations à bon marché et de logements. Voir le « Journal Officiel » du 19 juillet 1928.

<sup>246</sup>. *L'Immeuble et la Construction dans l'Est*, les 8 et 15 janvier, et 5 février 1929.

<sup>247</sup>. AM Nancy, 2Mi 946, *L'Éclair de l'Est*, le 21 février 1929.

<sup>248</sup>. Le chapitre suivant sera consacré à une analyse typo-chronologique des constructions de Masson.

<sup>249</sup>. ANF, Dossier du M.R.U 19771065/168, *op. cit.*

Cette année-là il devait surveiller plusieurs chantiers en cours de construction, à la suite de 14 projets lancés en 1933 et 1934 - 12 immeubles et 2 maisons – mais aucun nouveau plan ne sortit de son agence. Il est difficile de comprendre pourquoi sa production s'arrêta brusquement.

En août 1936, Masson quitta inopinément Nancy pour Metz, au bout de seize années d'une expérience professionnelle splendide. Au moment de son départ, il réalisait encore le plan pour une maison de la rue Maréchal Oudinot, au numéro 111, en date du 20 août 1936 et il avait vu l'achèvement des 12 immeubles commencés au cours des années 1933-1934. À Metz, il s'installa avec sa famille au 38, rue Pasteur, tout près de la gare, dans un immeuble de rapport à l'angle de la rue Antoine-Louis<sup>250</sup>. C'est un édifice de six niveaux dont le rez-de-chaussée était destiné à des bureaux ou des commerces et les étages supérieurs à la fonction résidentielle, chaque étage comptant deux appartements<sup>251</sup>. Pour la première fois, la famille Masson qui était habituée depuis douze ans à résider dans une villa du Parc de Saurupt, habita une maison de rapport (fig. 48). Nous nous interrogeons sur les raisons de ce profond et brutal bouleversement. S'agissait-il d'une résidence temporaire, en attendant un nouveau domicile ? Et pour quelle raison Masson quitta-t-il Nancy ? Est-ce parce que les commandes diminuaient depuis 1934 ? La crise économique provoqua-t-elle la faillite de son cabinet ? C'est assurément la bonne hypothèse, en effet l'absence de dossier au nom de Masson dans les archives du tribunal de commerce de Nancy n'est pas étonnante puisque les architectes n'y étaient pas justiciables de ce type de tribunal<sup>252</sup> et surtout on peut lire en haut de la feuille de ménage qui le concerne dans les archives municipales de Nancy : « failli le 29 septembre 1935 »<sup>253</sup>. Et pourquoi opta-t-il pour Metz ? Pensait-il y trouver un nouveau champ d'application pour son activité ? Pour répondre à cette question, il faudrait ouvrir une nouvelle enquête qui n'entre pas dans le cadre de cette thèse. En tout cas, depuis Metz sans doute, il put encore dresser des plans pour deux édifices à Nancy en 1938 : une maison au 23, rue du Lieutenant Henri Crépin et une villa au 40, boulevard de Scarpone. Ces deux chantiers laissent entendre que Masson avait ouvert un nouveau cabinet d'architecte à Metz. Mais son nom n'apparaît pas dans l'annuaire de la Moselle dans la catégorie des architectes, ni en 1938, ni en 1939<sup>254</sup>. Pas davantage on n'y trouve une

---

<sup>250</sup>. AM Metz, 1 F2 625 : Fichier Domiciliaire de la famille Masson

<sup>251</sup>. AM Metz, 2 PC 9521-9522 : Permis de construire (38, rue de Pasteur)

<sup>252</sup>. Géo Minvielle l'explique bien dans sa thèse soutenue à Bordeaux en 1921 sur *L'histoire et la condition de la profession d'architecte* (p.7) : « L'architecte n'est pas soumis aux obligations imposées aux commerçants : tenue de livres de commerce (art. 8, C. co), inventaire (art. 9, C. co), publication du contrat de mariage (art. 67, C. co). Il n'est pas justiciable des tribunaux de commerce. (.....) De même, quoique assujéti à la patente, il ne peut, n'étant pas commerçant, être électeur des membres du tribunal de commerce. Ne pouvant être assigné devant le tribunal de commerce, il s'ensuit qu'il ne peut être déclaré en faillite ».

<sup>253</sup>. AM Nancy, 1 F 2798. Une feuille de ménage est alors une sorte de registre de la population.

<sup>254</sup>. AD 57, SPPL 6 : Annaires de Lorraine-Moselle et Annuaire Administratif

publicité pour son cabinet. Pour le moment, on ne détient qu'un seul argument en faveur de l'existence du cabinet de Masson à Metz : il s'agit d'une lettre en date du 20 décembre 1947 dans son dossier du M.R.U, où il écrit : « je désirerais pouvoir reconstituer mon cabinet d'architecte à Metz qui a été entièrement pillé par l'ennemi ». À l'heure actuelle, il faut l'avouer, le séjour de Masson à Metz d'août 1936 à septembre 1939 est donc complètement insaisissable. Et aucun chercheur ne s'est pour l'instant penché sur cette question.

### **3. Metz, Vannes, Angers, Paris, Metz, Sarreguemines... Les décennies incertaines**

Masson était à peine installé depuis trois ans à Metz que la guerre éclata le 1<sup>er</sup> septembre 1939 avec l'invasion de la Pologne par l'armée allemande sans déclaration de guerre. La France et la Grande-Bretagne répliquèrent en déclarant la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. Le gouvernement français décida l'évacuation des Alsaciens et des Lorrains qui demeuraient près de la ligne Maginot. Plus de 600 000 personnes furent évacuées vers le centre de la France durant la première quinzaine de septembre<sup>255</sup>. Masson et sa famille quittèrent Metz le 14 septembre 1939 pour se réfugier à Vannes, dans le Morbihan<sup>256</sup>. Selon sa déclaration dans le dossier du M.R.U, Masson y trouva un travail et fut employé comme chef de service par l'entreprise de travaux publics Groleau de 1940 à 1944, donc durant toute la guerre. C'est la première fois dans sa vie qu'il abandonnait le statut de profession libérale et qu'il entrait dans une société en tant que salarié, ce qui constituait une expérience assez inattendue pour un architecte. Lui fallait-il s'adapter aux temps difficiles de la guerre ?

#### **3.1. Masson espion à Vannes durant la Seconde Guerre mondiale ?**

Masson a été recruté par Paul Groleau dès novembre 1939. Son nom apparaît dans les listes d'appointement de cette entreprise à partir de décembre 1939, avec une indication de 4 jours de salaire en novembre et son dernier bulletin de salaire sera en date de juillet 1944<sup>257</sup>. La tâche de Masson y est définie comme celle d'un « représentant ». Cette entreprise était l'un des plus grands établissements de travaux publics de l'ouest de la France. Son fondateur était Paul

---

<sup>255</sup>. ROTH François, *Alsace Lorraine : Histoire d'un pays perdu, de 1870 à nos jours, op.cit.*, p.168.

<sup>256</sup>. Dans le dossier du M.R.U, Masson déclare qu'il s'est réfugié à Vannes avec sa famille, mais curieusement son nom n'apparaît pas dans les fichiers des réfugiés aux Archives Départementales de Morbihan.

<sup>257</sup>. AM Vannes, 30Z 23 : Appointements employés chez Groleau (1939-1944).

Groleau (1896 Nantes-1984 Vannes) (fig. 49)<sup>258</sup> et son siège social se trouvait au 7 de la rue de Bernus à Vannes (fig. 50). Selon le témoignage des enfants Groleau<sup>259</sup>, Masson était réfugié à Vannes avec sa famille - son épouse et ces deux enfants Jean et Jeannine. Cette dernière souffrait du diabète et pour les soins qui lui étaient nécessaires, Masson bénéficiait d'un laissez-passer pour se rendre à Nantes une fois par mois, afin que sa fille puisse y recevoir des injections d'insuline. En novembre 1939, Masson fut embauché comme métreur, puis comme contremaître. Paul Groleau perçut certainement rapidement les aptitudes et les connaissances de Masson qui maîtrisait parfaitement le dessin et l'architecture, et en outre parlait allemand. Selon les fils Groleau, il travaillait de façon remarquable, était d'une très grande simplicité et d'une grande discrétion. Mais, jamais il ne dit qu'il était architecte. En fait personne ne savait qui il était vraiment et ce qu'il faisait à Vannes.

L'étonnement vient du silence de Masson sur ses réelles compétences. Et pourquoi n'a-t-il pas ouvert un cabinet à Vannes, comme il le fit précédemment à Nancy et à Metz ? Son état de réfugié lui semblait-il trop précaire ? Pensait-il que son séjour à Vannes ne serait que temporaire ? Et pourquoi postula-t-il auprès de l'entreprise Groleau ? Pour trouver des réponses, l'étude des archives de l'entreprise Groleau, déposées aux archives municipales de Vannes est incontournable<sup>260</sup>. À partir des appointements et des fiches de salaire des employés, nous pouvons avoir une idée de la taille de l'entreprise Groleau : elle comptait alors, pendant les années 1940, trois à quatre cents journaliers et entre quinze et trente travailleurs à temps complet. Par ailleurs, on trouve dans ce fonds d'archives une histoire de l'entreprise dont voici les grandes lignes :

En 1926, MM. Grossin et M. Paul Groleau s'associent pour fonder une entreprise de travaux publics : « Grossin & Groleau » dont le siège est situé à Vannes. Quatre ans plus tard les deux hommes se séparent l'«Entreprise Paul Groleau » poursuit la même activité et acquiert une bonne réputation. M. Groleau soucieux du travail bien fait s'entoure des meilleurs ouvriers et est en rapport étroit avec les ministères. Après la Seconde Guerre mondiale la reconstruction permet de démontrer la capacité de cette entreprise à s'adapter à différents types de chantiers : ouvrages d'art,

---

<sup>258</sup>. Arbre généalogique de la famille Groleau et portrait de Paul Groleau (photographie d'après le fonds Entreprise Groleau et SAEG aux Archives municipales de Vannes)

Dossiers associés pour l'arbre généalogique de la famille Groleau :

1 E 1905 Acte de naissance de Paul Félix René Anastase Groleau, Archives municipales de Nantes,

6NUM8/261/341 Acte de naissance de Rose Hermance Gauquelin

Registre de population de Vannes de 1936

<sup>259</sup>. J'ai eu un entretien téléphonique le 25 février 2013 avec Jean-Félix et Charles Groleau. Ils avaient respectivement en 1944, lors du départ de Charles Masson, 14 ans et 11 ans.

<sup>260</sup>. Le fonds de l'Entreprise Groleau et SAEG aux archives Municipales de Vannes a été créé par le don de la famille Groleau. Malgré l'état lacunaire des documents, ce fonds contient « des dossiers de suivi de chantiers de l'entreprise pour toute la période de son activité (1925-1993) ». Le volume est d'environ 1,08 mètre linéaire.

construction ou reconstruction de logements, d'églises ou encore la mise en place de réseau d'eau et d'assainissement.

L'aîné des fils de l'entrepreneur, Jean-Félix, après avoir fini ses études d'ingénieur des travaux publics, rejoint son père au sein de l'entreprise. La relève est assurée d'autant plus que sa fille aînée, Anne, secrétaire, et ses deux fils cadets Alfred, ingénieur des travaux publics, et Charles, docteur en droit, s'investissent aussi dans la vie de l'entreprise.

Dans les années 1955-60 l'entreprise change de statut et devient la « Société Armoricaire d'Entreprise Générales (SAEG) : travaux publics et particuliers ». A cette période, la reconstruction est terminée et l'urbanisation se met en place, les HLM fleurissent un peu partout et la société participe à ce mouvement tout en réalisant divers travaux d'aménagement du territoire : contournements de ville, bâtiments administratifs ou culturels.

Malheureusement les crises des années 1970 n'épargnent pas cette entreprise qui jusque-là semblait s'adapter à toutes les situations, la demande n'est plus aux grandes constructions mais à l'habitat individuel. L'entreprise équipée pour des chantiers de grande ampleur est obligée de déposer le bilan en 1977. Jean-Félix termine sa carrière en tant qu'expert au tribunal de Vannes tandis que son frère, Charles, conserve l'activité de menuiserie de la SAEG qui est désormais appelée Société Bretonne de Menuiserie (SBM). Cette dernière activité perdure jusque dans les années 1990.

L'entreprise Groleau a été réquisitionnée par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale, de 1939 à 1944, et elle travailla sur de nombreux chantiers ouverts par l'armée allemande : camp militaire de Saint-Avé, chemin de roulements pour la plateforme de tir à Gâvres, casernes d'artillerie du quartier Sénarmont, caserne d'infanterie La Bourdonnaye, terrain d'aviation Meucon-Vannes, atelier de réparations de camp de Meucon, port de Lorient et autres. Quant à Masson, il surveillait l'avancement des travaux, notamment à l'aérodrome de Meucon construit pour la Luftwaffe et bien sûr il assurait également les fonctions d'interprète en langue allemande<sup>261</sup>.

Dans un ouvrage paru en 1978, l'historien Roger Leroux révéla la réalité de l'activité de Masson à Vannes : il était un agent secret britannique<sup>262</sup>. « À Vannes, un marchand de biens d'origine belge, Michel Van Goethem a été contacté en octobre 1940 ; un architecte lorrain qui travaille à Vannes à l'entreprise Groleau, Masson de Schacken, est dès cette époque un informateur précieux. Jouant en apparence le jeu de la collaboration - ce qui lui vaudra naturellement l'hostilité de bien des gens – il a la confiance des Allemands et dirige les travaux considérables que Groleau effectue au camp de Meucon ». Selon lui, avec un adjudant-chef du

---

<sup>261</sup>. ANF, Dossier du M.R.U, *op. cit.*.

<sup>262</sup>. LEROUX Roger, *Le Morbihan en guerre 1939-1945*, éditions Joseph Floch, Mayenne, 1978, p.97.

service des bâtiments du génie nommé Mével, Masson remarquait et transmettait tout ce qui pouvait intéresser les Anglais à Meucon. Il prétend également que c'est à la demande de Masson que l'entreprise Groleau fut réquisitionnée par les Allemands. Dans ses souvenirs, Charles Groleau confirme l'hypothèse de Masson engagé dans l'espionnage<sup>263</sup>. Il raconte aussi qu'en 1958, lors de son service militaire à Sarreguemines, il s'est rendu chez Masson et que celui-ci lui a montré, accroché à mur, un tableau présentant la distinction honorifique anglaise qu'il avait reçue pour service rendu pendant qu'il était à Vannes<sup>264</sup>. Malheureusement, Charles Groleau, encore trop jeune, ne pensa pas interroger Masson directement sur son activité à Vannes pendant la guerre.

Les enfants de Paul Groleau évoquent toujours la gentillesse de Masson, son aspect physique, sa taille et sa corpulence. Il semblait avoir toute la confiance des Allemands qui ne l'ont jamais inquiété. Il intervint même pour sauver des Vannetais qui avaient des ennuis avec la police allemande. Ainsi une fois, un contremaître de chez Groleau sabota un avion au camp de Meucon. Pris par les Allemands, il risquait d'être passé par les armes. Masson lui sauva la vie en expliquant aux Allemands qu'il était le meilleur contremaître de l'entreprise et qu'il était indispensable à la bonne réalisation des travaux de l'aérodrome. Les Allemands acceptèrent les arguments de Masson et libérèrent le contremaître. Dans son dossier du M.R.U, à la question de « son attitude durant l'occupation allemande à l'égard des Français », Masson répondit avoir toujours observé « une attitude correcte à l'égard des Français et avoir défendu à différentes reprises des employés de l'entreprise Groleau auprès des autorités allemandes. »

À son arrivée à Vannes et jusqu'en 1941, Masson habita impasse Emile Burgault, à deux pas de l'Hôtel de Ville. Le soir il lui était facile de fréquenter l'hôtel du Dauphin situé place de l'Hôtel de ville et réquisitionné par les Allemands (fig. 51). Masson y collecta des renseignements sur les activités des Allemands. En 1942, il déménagea rue de la Tannerie<sup>265</sup>, une rue pentue, où se croisaient le milieu de la prostitution et celui des artisans, avec l'implantation d'une minoterie et de plusieurs tanneries<sup>266</sup>. Il semble que Masson ait choisi cette rue pour sa discrétion et donc sans doute pour exécuter plus facilement sa mission secrète. Nous

---

<sup>263</sup>. L'entretien téléphonique du 25 février 2013 avec Jean-Félix et Charles Groleau.

<sup>264</sup>. Malgré nos recherches et nos demandes auprès des archives nationales anglaises, la nature de la distinction reçue par Masson ne nous est pas connue. Cette demande a été effectuée, en date du 5 juin 2013, auprès de 'The National Archives in Great British' par courrier électronique. Dans sa réponse du 8 juin de la même année, Mark Dunton, *principal Records spécialiste – contemporary*, dit n'avoir trouvé aucune référence, directe ou indirecte, concernant Charles Masson. Il a essayé de faire une recherche dans le catalogue *Discovery* mais sans plus de résultat. L'autre recherche via l'index de la correspondance générale du *Foreign Office (the indexes to General Correspondence of the Foreign Office)* a été tout aussi vaine.

<sup>265</sup>. AC Vannes, 30Z 23 : Appointements employés chez Groleau (1939-1944), *op. cit.*.

<sup>266</sup>. Site du l'inventaire général du patrimoine culturel, Inventaire de la ville de Vannes : [http://patrimoine.region-bretagne.fr/sdx/sribzh/main.jsp?execute=show\\_document&id=MERIMEEIA56006104](http://patrimoine.region-bretagne.fr/sdx/sribzh/main.jsp?execute=show_document&id=MERIMEEIA56006104)

ne savons pas exactement comment Masson transmettait aux Anglais les renseignements qu'il ramassait. Peut-être son voyage mensuel à Nantes pour soigner sa fille était-il l'occasion de contacter d'autres agents.

Toujours d'après le témoignage des fils Groleau, quelques jours avant l'arrivée des Américains, au début d'août 1944, des résistants FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) se présentèrent au domicile des Groleau, 27 rue de Kerozen, pour demander deux camions, ce qu'accepta Paul Groleau mais à la condition qu'ils fussent conduits par les chauffeurs attitrés. Mais les FFI ne voulaient pas des chauffeurs. Et tout à coup, l'un deux demanda où se trouvait Masson qu'en fait, ils venaient appréhender car ils le considéraient comme un « collaborateur ». À ce moment du retournement de la guerre, la double vie de Masson devenait périlleuse. Aussi lorsque les Américains entrèrent dans Vannes le 4 août, ils veillèrent à sécuriser sa maison et à lui fournir un uniforme américain pour qu'il puisse s'enfuir. Ainsi ils protégeaient Masson, membre d'un réseau de renseignements anglais qui risquait d'être exécuté par les FFI. Le départ de Masson date sans doute de la libération de Vannes. En effet dans l'appointement de l'entreprise Groleau, le nom de Masson n'apparaît plus à partir d'août 1944. Prend fin alors la période de la vie de Charles Masson, la plus aventureuse et la plus inattendue.

### **3.2. La difficile réinsertion de Masson dans son métier après la guerre**

Fuyant Vannes, lors de la libération de la ville, par crainte des possibles représailles des FFI, Masson s'installa d'abord à Angers. Du moins, là encore, c'est ce qu'il affirme dans son dossier du M.R.U., mais sans préciser la durée de son séjour ou de son passage, sans doute bref. Comment a-t-il quitté Vannes ? Pourquoi choisit-il Angers ? On ne le sait pas. Quelque temps plus tard – on n'en connaît pas la date exacte – Masson ouvrit un cabinet d'architecte à Paris, au numéro 1 de l'avenue Reille dans le 14<sup>e</sup> arrondissement. Il tentait donc, après cinq longues années d'interruption et d'activité plutôt discrète tout à la fois de salarié et d'espion, une réinsertion officielle dans son métier d'origine mais dans un contexte totalement nouveau : la capitale que, semble-t-il, il n'avait guère fréquentée jusqu'ici et qu'il connaissait mal. À 50 ans, Masson pensait sans doute qu'une nouvelle phase de sa vie s'ouvrait. Pour ce retour à la pratique de l'architecture, Masson procéda comme il l'avait fait pour entrer dans la carrière après la Première Guerre mondiale : il voulut profiter des nombreux chantiers inévitables de la Reconstruction. C'est ainsi qu'il demanda très tôt son agrément au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme par une lettre dressée auprès de la Direction générale des



Travaux en date du 23 juillet 1945<sup>267</sup>. Peut-être pensait-il être affecté dans le département de la Seine ou dans un département limitrophe.

Mais, chose étrange qui montre l'incertitude où il était, Masson, tout en gardant son adresse parisienne, tenta sans doute à la fin de 1946 un retour au pays, en Moselle, à Metz, plus exactement à Montigny-lès-Metz. En effet, cette adresse apparaît pour la première fois dans une correspondance de Masson en date du 9 janvier 1947, adressée à l'Ordre des Architectes de la Circonscription de Colmar au sujet de son inscription au tableau de l'Ordre. Celle-ci fut autorisée par une réponse datée du 4 février. Mais la carte de membre de l'Ordre des Architectes ne lui parvint que le 5 juin. Entre temps, le 5 mai, il déposa un dossier de 'Demande d'agrément' auprès du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Il obtint cet agrément comme architecte-reconstructeur, le 8 novembre toujours de la même année, avec le numéro 7748. Tout cet épisode est explicité dans deux lettres datées respectivement le 20 décembre 1947 et le 10 avril 1948 et que Masson adressa au Directeur des Travaux du M.R.U pour solliciter son affectation en Moselle en vue de la reconstitution de son cabinet d'architecte à Metz. Dans la première lettre, il expliquait pourquoi il demandait son affectation dans le département Moselle : « J'avais sollicité l'agrément comme architecte-reconstructeur pour la Moselle, car je désirerais pouvoir reconstituer mon cabinet d'architecte à Metz qui a été entièrement pillé par l'ennemi ». Et dans la seconde lettre, il ajoutait que « Les Allemands (avaient) pillé tous (ses) biens mobiliers, machines et objets divers à usage de (sa) profession d'architecte que (il) exerçait à Metz, 38 rue Pasteur, jusqu'à (sa) mobilisation en 1939 ». Ces lettres ont été transmises au délégué départemental de la Moselle avec un avis favorable : « S'il est exact que cet architecte a eu précédemment un cabinet à Metz, il semble que satisfaction puisse lui être donnée ». Devenu architecte de la reconstruction en Moselle, il semble pourtant qu'il ait gardé en même temps son adresse à Paris, puisque pour son travail en Moselle, encore dans les années 1950, il faisait usage de son cachet avec son adresse parisienne pour les pièces liées à son activité. En tout cas, en l'état actuel des connaissances, on ignore quelle fut la durée du séjour de Masson à Paris. On sait seulement que son nom n'apparaît pas dans le dénombrement de la population du 14<sup>ème</sup> arrondissement de Paris en 1946<sup>268</sup>.

---

<sup>267</sup>. La lettre de Charles Masson n'existe plus aujourd'hui, mais elle est mentionnée et citée dans la correspondance du Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme au Délégué Départemental de la Seine.

<sup>268</sup>. Arch. Paris, D2M8 894 : Listes nominatives du dénombrement de population de 1946 (Paris 14<sup>ème</sup> arrondissement).

Quoiqu'il en soit, cette décennie suivant la guerre fut une période difficile pour Masson, à bien des points de vue. D'abord, aux dires d'une de ses cousines, son cabinet d'architecte à Paris fit faillite<sup>269</sup>. Masson avait relancé son activité sur des bases nouvelles mais certainement avec des finances fragilisées à la suite de ses différents déménagements et de la suspension de son métier pendant toute la durée de la guerre. Surtout il eut à vivre un deuil très douloureux : le 31 mars 1950, sa fille Jeannine succombait à Paris à la grave maladie dont elle souffrait depuis longtemps<sup>270</sup>. Elle n'avait que 21 ans et demi. C'était une maladie héréditaire du côté de Mme. Masson, née De Schacken et qui touchait aussi son fils Jean.

### **3.3. Les dernières années : Masson architecte en Moselle (1951-1971)**

Agréé comme architecte des services de la reconstruction en Moselle, Masson, tout en conservant son cabinet à Montigny-lès-Metz, ouvrit à une date inconnue une agence à Sarreguemines, au 15, rue Alexandre de Geiger. Son petit cousin Georges Brichler qui séjourna chez Masson de 1954 à 1957 durant ses études au lycée technique de Sarreguemines, fut le témoin direct de l'activité de l'architecte pendant toutes ces années. Selon lui, Masson était débordé et travaillait souvent tard dans la nuit. Il faut dire que l'intensité de la reconstruction à Sarreguemines était à la mesure des destructions que la ville eut à subir pendant la guerre. Parce qu'elle était située en avant de la ligne Maginot, dans la « zone rouge », ses habitants furent entièrement évacués au début de la déclaration de la guerre en septembre 1939. De 1941 à 1944, elle subit 12 attaques aériennes et fut ravagée par 6 à 7000 bombes incendiaires<sup>271</sup>. À la sortie de la guerre, Sarreguemines était détruite à environ 40 %. Les autres communes de l'arrondissement de Sarreguemines furent également très endommagées, parfois davantage que le chef-lieu<sup>272</sup>.

Le travail ne manquait donc pas pour Masson. Comme on ne trouve pas trace de l'activité de Masson dans les archives de Sarreguemines, il faut penser que Masson œuvra plutôt dans les villages des cantons de l'arrondissement. Son agence placée stratégiquement à Sarreguemines lui permettait de se déplacer plus facilement d'un village à l'autre, d'un chantier à l'autre. Bien que cette période de la vie de Masson ne concerne pas directement cette thèse,

---

<sup>269</sup>. Après l'entretien du 3 juin 2013 avec Madame Marie Thérèse Louise Brichler, petite cousine de Charles Masson : elle était au courant cette nouvelle par sa mère, Juliette Esther Simon, cousine de Charles Masson.

<sup>270</sup>. AD 54, date donnée en marge de l'acte de naissance de Jeannine Marie Annette.

<sup>271</sup>. HEMMERT Didier, KLEIN Joseph, SALERON Gérard, *Sarreguemines 1940-1944* (Exposition organisée aux archives municipales du 5 décembre 2004 au 27 février 2005), Sarreguemines : éditions confluence, 2004.

<sup>272</sup>. ROHR Joseph, *L'arrondissement de Sarreguemines*, Sarreguemines : éditions Pierron, 1978, pp.284-285.

nous avons trouvé quelques traces de son activité, avec des plans pour un projet à Sarrebourg et trois à Saint-Georges en Moselle<sup>273</sup>. Actuellement le dessin le plus tardif que nous ayons découvert date d'avril 1960 : c'est un projet du bâtiment agricole à Saint-Georges pour son cousin Emile Brichler (fig. 52). N'oublions pas que c'est à Sarreguemines que Charles Groleau rendit visite à Masson, en 1958 pendant son service militaire et qu'il apprit ses activités d'espionnage à Vannes dans l'entreprise paternelle.

Vers 1959, Masson déménagea à Metz, 15 rue Alfred-Mézières dans le quartier de Devant-les-Ponts. Ce sera sa dernière habitation et aussi son dernier cabinet d'architecte. Il y vivra jusqu'à sa mort en 1971. Là encore, toute l'action de Masson à Metz pendant cette ultime phase de sa vie reste à explorer par un autre chercheur. Il faudra aussi expliquer quelques mystères, comme celui qui concerne l'usage curieux que fait Masson de recourir au cachet de son cabinet de Paris, 1, avenue Reille dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, durant son activité en Moselle.

Masson décéda à Metz le 29 avril 1971, dans sa 76<sup>ème</sup> année<sup>274</sup>. La messe d'enterrement fut célébrée dans sa paroisse, en la chapelle Sainte-Bernadette, et son corps fut enterré au cimetière Saint-Simon à Metz (fig. 53). Le tombeau familial se situe dans la section A, rang n°9. Au cours de la décennie qui suivit la mort de Masson, les deux membres survivants de sa famille disparurent à leur tour. D'abord Jean, le fils de Charles Masson. Il s'était marié, à 47 ans, avec Marcelle Adeline Marie Berdouille à Metz en septembre 1974. Mais, il mourut un an et demi après son mariage, le 4 mars 1976, à peine âgé de 49 ans, sans enfant vraisemblablement<sup>275</sup>. Il n'y a donc plus de descendant direct de Charles Masson. Sa femme, née Antoinette De Schacken, restée seule, entra dans une maison de retraite à Moulins-Lès-Metz et y décéda le 23 février 1980<sup>276</sup>. On ne sait pas qui a hérité des archives de Charles Masson. Lui qui avait réalisé tant de maisons bourgeoises à Nancy entre les deux guerres, est inhumé dans un tombeau très sobre<sup>277</sup>.

Finalement pour Masson, comme pour beaucoup, sa naissance dans un village rural de la France annexée par les Allemands a décidé d'une grande partie de son sort. À partir de cette base, il fut entraîné dans le tourbillon de l'histoire. C'est parce qu'il parlait allemand que, très

---

<sup>273</sup>. AM Sarrebourg, permis de construire n°28/1953 et les trois permis de construire à la maire de Saint-Georges.

<sup>274</sup>. Avis de décès de Charles Masson in *L'Est Républicain*, le 30 avril 1971.

<sup>275</sup>. Avis de décès de Jean Masson in *Le Républicain Lorrain*, le 4 mars 1976.

<sup>276</sup>. Avis de décès de Marie Antoinette De Schacken in *Le Républicain Lorrain*, le 26 février 1980.

<sup>277</sup>. Comme Masson n'a plus de descendant direct, Charles Heinrich, employé de SNCF, racheta la concession du tombeau familial Masson. Ce dernier a fait appel à Masson en 1958 pour réaliser sa maison familiale au 43, route de Woippy à Metz. Après des travaux, ils devinrent amis. C'est la raison pour laquelle, il a acquis la concession pour Masson. Actuellement, c'est sa fille cadette, Madame Michelle Rivié née Heinrich, qui possède cette concession. Elle a entendu parler de l'activité professionnelle de Masson à Vannes et de sa participation à la construction du Mur d'Atlantique.

loin bizarrement des lieux où il avait œuvré jusqu'ici, fut engagé par l'entreprise Groleau qui travaillait pour l'occupant dans la région de Vannes. Plus positivement, sa formation d'architecte dans l'Empire allemand d'avant la Grande Guerre, notamment à Darmstadt, lui assura sans doute une grande attention aux questions techniques et le sensibilisa à une certaine rigueur des formes. Bien sûr il faudrait revoir et mieux connaître l'itinéraire de Masson tout au long de sa vie (fig. 54) et avec davantage de précision ses constructions, particulièrement pour les années de la Reconstruction après chacune des deux guerres. Mais, malgré la crise économique qui en brisa l'élan en 1936, son séjour à Nancy durant l'Entre-deux-guerres fut sans doute sa période plus féconde et la plus heureuse, en tant qu'architecte. Il put alors réaliser des demeures dans un esprit expérimental. Le chapitre suivant est consacré à la présentation des édifices de Masson à Nancy.

## Chapitre 2

### L'œuvre de Charles Masson à Nancy et en Lorraine :

#### Essais d'analyse

Pas davantage que sa biographie, l'œuvre de Charles Masson n'a fait l'objet d'une étude approfondie. Il ne s'agit ici que d'étudier ses constructions lorraines de l'entre-deux-guerres, mais il est nécessaire pour sa compréhension de tenter une analyse, aussi minutieuse que possible, de l'architecture et de la manière de Masson. Pour commencer, il s'agira d'aborder la répartition de ses constructions à Nancy et dans toute la Lorraine. Puis nous aborderons l'ensemble de ses travaux sous l'angle de l'évolution du style et des formes au fil de sa carrière. De la sorte, il nous sera peut-être possible de mettre en parallèle ces changements avec la personnalité et le statut social des clients de Masson. Leur demande a-t-elle eu un impact sur la manière de Masson ?

### 1. Localisation géographique des constructions de Charles Masson

#### 1.1. Répartition des édifices de Masson en Lorraine

Cette analyse de la répartition des réalisations de Charles Masson prend en compte 56 (sauf une villa en Espagne) édifices construits entre 1923 et 1938 et rassemblés dans le catalogue. Ils sont situés dans trois départements de la Lorraine : la Meurthe-et-Moselle, la Moselle et les Vosges. 54 demeures sur 56 se concentrent en Meurthe-et-Moselle soit 96,4% du corpus. Les départements de la Moselle et des Vosges possèdent chacun un édifice situé à Metz et à Saint-Dié-des-Vosges (fig. 55). La densité des édifices de Masson est donc très forte dans l'agglomération nancéienne et principalement à Nancy où l'on trouve 49 édifices sur 54 ; 3 se situent à Laxou, 1 à Villers-lès-Nancy et 1 à Neuves-Maisons (fig. 56). Les réalisations de Masson à Nancy représentent ainsi 87% du corpus général. Nancy où Masson habita et travailla de 1920 à 1936, fut ainsi son principal champ d'activité.

À Nancy, ses réalisations sont principalement situées dans les 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> sections (fig. 57). Pendant la période où Masson travailla à Nancy, le territoire de la ville comptait 8 sections. Les 2<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, et 7<sup>ème</sup> sections étaient situées au centre de Nancy et étaient entourées par les sections 1, 3, 6 et 8. Ces dernières correspondent respectivement aux

quartiers est, sud, ouest et nord de la ville. Autrement dit, Masson construisit des maisons au sud, à l'ouest et au nord de Nancy. Le quartier sud est celui où Masson construisit le plus, 36 édifices de Masson sur 47 sont situés dans la 3<sup>ème</sup> section soit 76,6% des réalisations de Nancy. Huit demeures se situent dans la 6<sup>ème</sup> section, l'ouest de Nancy et il n'y a que 3 édifices dans la 8<sup>ème</sup> section, au nord de Nancy.

La plus remarquable concentration des édifices dans la ville est située dans le Parc de Saurupt. La moitié des réalisations de Masson, soit 27 édifices sur 54, sont là. C'est un lieu particulièrement important pour Masson : il y construisit de nombreux d'édifices dont des œuvres très représentatives et en particulier sa propre maison. Le parc de Saurupt fut donc à la fois le lieu de son travail et la base de sa vie intime. D'abord, en 1923, il y bâtit, sur une grande parcelle du côté nord, la villa *Les Cigognes* dont il devient locataire, puis en 1925 il entreprit la demeure de ses beaux-parents, dite *Villa des Colombes* et enfin l'année suivante sa propre maison familiale. Suite à ces trois amples chantiers, Masson s'attela à plusieurs réalisations au sud du Parc de Saurupt, du côté des petites parcelles. Il y réalisa donc 27 édifices : 5 villas, 19 maisons et 3 immeubles (fig. 58).

Les constructions de Masson au Parc de Saurupt se localisent sur cinq rues : rue des Brice, rue du Maréchal Gérard, rue du Maréchal Oudinot, rue Lieutenant Henri Crépin et rue du Général Clinchant. La seule rue du Lieutenant Henri Crépin en accueille 10 soit environ le quart des demeures de cette rue. Cette densité d'occupation d'une rue par un seul architecte est remarquable. Ainsi, si on prend le critère typologique pour préciser la nature de l'activité de Masson dans le Parc de Saurupt, on peut dresser le bilan suivant : 19 des 23 maisons qu'il a érigées à Nancy s'y trouvent ; seules quatre maisons se situent en dehors. Et sur 7 villas, 5 sont situées dans le parc, en revanche il n'y construira que trois immeubles dans des localisations différentes : exceptionnellement, dans le parc, un immeuble de cinq niveaux, rue du Lieutenant Henri Crépin et, en bordure du parc à sa limite sud, deux grands immeubles dans la rue du Maréchal Oudinot.

## **1.2. Les édifices de Masson au Parc de Saurupt et son succès des années 20 et 30**

Pourquoi Masson construisit-il dans le Parc de Saurupt essentiellement des maisons individuelles et un seul immeuble de rapport ? Comme on l'a dit, le parc, situé au sud de la ville de Nancy, est pourtant fortement décentré par rapport au centre historique mais il occupe une place particulière dans l'histoire de l'urbanisation de Nancy.

À l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Jules Villard était devenu propriétaire de cet ancien domaine des ducs de Lorraine de 16 hectares et avait décidé d'en lotir les trois quarts. Le projet confié aux architectes les plus modernes de l'époque (Charles-Désiré Bourgon, Henri Gutton, Lucien Weissenburger, Emile André et Henry Gutton) visait à créer un lotissement privé : baptisé *Le Parc de Saurupt* et composé initialement de 80 villas ; ses limites étaient la rue du Montet (actuelle rue du Général Leclerc) et le boulevard d'Alsace-Lorraine (actuel boulevard Georges-Clémenceau). Projet ambitieux mais échec commercial : en 1906, seules huit parcelles étaient vendues toutes situées dans la partie nord du domaine, partie la plus proche de la ville<sup>278</sup>. Plusieurs raisons expliquent cet échec : le coût des terrains, l'éloignement du centre et le manque de publicité. Jules Villard modifia alors son plan initial : il maintint la partie nord réservée à des grandes parcelles et c'est sur ces dernières que Charles Masson construisit trois villas. Sur le reste du domaine, au-delà de la rue du général Clinchant, il dessina un réseau de rues parallèles et des parcelles très étroites.

Cette nouvelle approche permit un élargissement de la clientèle. Désormais des propriétaires modestes occupèrent les parcelles réduites. Le type d'édifice changea forcément : les vastes villas majestueuses firent place à des maisons mitoyennes assez étroites. Ainsi la plupart des demeures, dans la partie sud au parc, ne compte que deux travées ; cependant elles sont dotées d'un jardinet sur rue et d'un jardin postérieur. Selon l'idée initiale d'une « ville à la campagne », les maisons dépassent rarement deux niveaux. Le résultat est que nous y trouvons davantage de maisons que d'immeubles de rapport. Ceux-ci se concentrent dans la rue du Maréchal Oudinot, limite méridionale du parc, et à sa bordure orientale, dans les rues Charles Sadoul et de Saurupt.

Plusieurs raisons expliquent la redynamisation du domaine du Parc de Saurupt. Il est certain que le changement de stratégie de 1906, avec la création de parcelles plus petites, fut un tournant essentiel qui attira des clients moins fortunés. Le plan cadastral actuel montre très nettement la différence entre le secteur des grandes parcelles au nord et celui des petites parcelles au sud de part et d'autre de la rue du Général Clinchant (fig. 59).

Le legs du Parc à la ville de Nancy en 1922 fut l'occasion d'un réaménagement des voiries publiques. L'ouverture de nouvelles rues dans ce domaine, rue du Lieutenant Henri

---

<sup>278</sup>. BRADEL Vincent et ROUSSEL Francis, *Nancy : Le Parc de Saurupt*, Nancy : Inventaire Général ADAGP, 1998, p.2.

Crépin en 1923 et rue du Maréchal Oudinot en 1935, assura une nouvelle accessibilité<sup>279</sup>. Puis, le commencement de l'extension de Nancy vers Vandœuvre permit une meilleure intégration du quartier, qui constituait jusque-là un îlot à la campagne, au sein de Nancy<sup>280</sup>. Il n'est pas exagéré d'affirmer que Masson apporta une contribution essentielle à la réanimation de ce quartier initialement éloigné du centre-ville. D'ailleurs, à cette époque de l'Entre-deux-guerres, il fut l'architecte qui construisit le plus dans ce quartier. Il faut aussi souligner que l'activité de Masson ne s'y cantonna pas à la seule architecture, il se fit aussi promoteur en achetant plusieurs parcelles de terrain : sur certaines, il édifia des maisons qu'il céda à ses clients mais pour d'autres, il les revendit nues<sup>281</sup>. Ainsi grâce à son nouveau lotissement et à l'activité de Masson, le Parc de Saurupt se trouva réanimé jusqu'aux années 1930 et ses parcelles purent être vendues et construites<sup>282</sup>.

### **1.3. Les édifices de Masson à l'ouest et au nord de Nancy et dans l'agglomération**

Vers l'ouest, le nombre de réalisations de Masson, dans la 6<sup>ème</sup> section de Nancy, est bien moindre. Une villa se trouve dans le Parc de Viray, une maison de rapport dans celui de Monbois (fig. 60) et six grands immeubles de rapport se situent avenue Anatole France et rue Aristide Briand en passant par le boulevard Charlemagne.

Le lotissement du Parc de Viray et de celui de Monbois sont entrepris au cours de la même année 1926. Le parc du château de Monbois d'une superficie de 4 hectares se localise entre la rue de Toul, aujourd'hui avenue de la Libération, et la rue de Boudonville. Le projet de lotissement fut dressé en 1926 par l'architecte André César-Millery<sup>283</sup> et on y ouvrit quatre nouvelles rues. Masson réalisa, en 1929, les plans d'une maison située rue Ludovic-Beauchet. Quant au Parc de Viray, il est situé à l'extrême ouest de Nancy, depuis Buthegnémont jusqu'à la pointe du Champ-le-Bœuf, entre les avenues de Boufflers et de la Libération, ancienne rue de Toul. Il compte 10 hectares qui furent aménagés en 1926 par le lotisseur Nathan. Ce quartier

---

<sup>279</sup>. ROBAUX Paul et ROBAUX Dominique, *Les rues de Nancy*, Nancy-Berre : Peter Lang, 1984, p.191 et p. 207.

<sup>280</sup>. LE GAUDEC-ALBA Sophie, *Le parc de Saurupt à Nancy et l'art 1900 : 1901-1906*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire de l'art à l'Université de Nancy 2 sous la direction Monsieur François Pupil, 1990, pp.9-16.

<sup>281</sup>. AM Nancy : 34 W 62, Achat de terrain 18-26 rue du Maréchal Oudinot et 36-38 rue du Lieutenant Henri Crépin.

<sup>282</sup>. AM Nancy : 34 W1-169, Urbanisme : délibération du terrain.

<sup>283</sup>. BADEL Emile, « Le lotissement du Parc de Monbois » in *L'immeuble de la Construction dans l'Est*, le 25 avril 1926.



destiné aux familles moyennes se répartit autour des rues André Theuriet, Léonard Bourcier et du Docteur Friot<sup>284</sup>. Charles Masson, en 1930, exécuta l'ensemble des plans d'une villa située rue Léonard-Bourcier, à proximité du croisement avec la rue du Docteur Friot.

Mais les constructions les plus remarquables de Masson, situées à l'ouest de Nancy, sont toutes des immeubles de rapports. Au total, on en compte six dont trois sont construits à proximité de l'embranchement de l'avenue Anatole-France et de la rue de l'Abbé Gridel. Les trois autres sont dispersés en descendant vers le sud : de la rue Louis-Majorelle en passant par le boulevard Charlemagne jusqu'à la rue Aristide-Briand. Ils prennent ainsi position à peu près le long de la limite entre Nancy et Laxou. Vers le nord, dans la 8<sup>ème</sup> Section, Masson bâtit trois édifices tous datés des années 1930.

Les premiers travaux de Masson se situent donc au sud de Nancy puis ils se déplacent vers l'ouest et s'achèvent au nord. Une maison se trouve dans la rue de Boudonville à deux pas du Parc de Monbois. Encore plus loin vers le nord, aux bornes de Nancy, à proximité de Maxéville, sur le boulevard Scarpone, Masson y construisit sa dernière maison. Un autre immeuble se localise dans la rue de Fontenoy, entre le canal de la Marne au Rhin et la Moselle. Il se situe comme le précédent dans un lieu contigu de Malzéville. Comme on l'a déjà vu, Masson ne construisit pas au cœur de la ville ni dans les quartiers est de Nancy. Durant la période de l'Entre-les-deux-guerres, le centre-ville stagne et les travaux y sont peu nombreux. En ce qui concerne la partie orientale de la ville, il était encore possible d'y construire, mais les activités industrielles prirent le pas sur les travaux de logements<sup>285</sup>. En outre ce sont des quartiers ouvriers et la clientèle de Masson, plutôt aisée, n'aurait pas souhaité y bâtir sa demeure. Malgré quelques exceptions, la grande majorité des édifices de Masson se localise à Nancy, à proximité des communes les plus proches de la ville. Au sud, les édifices du Parc de Saurupt et de ses alentours voisinent avec la commune de Vandœuvre-lès-Nancy. Vers l'ouest, les demeures, surtout des immeubles, se situent sur l'axe conduisant à Laxou. Du côté nord, deux demeures se trouvent respectivement à la limite de Maxéville et de Malzéville.

Si on tourne le regard vers la périphérie de l'agglomération nancéienne, trois maisons se localisent à Laxou et une à Villers-lès-Nancy. Elles sont dans des quartiers proches de Nancy. Un immeuble à Laxou se situe avenue Paul-Déroulède qui prolonge l'avenue nancéienne Anatole-France. Deux autres demeures se localisent rue Jacquot-Defrance, à Laxou, dans un

---

<sup>284</sup>. BADEL Emile, « Le Parc de Viray » in *l'immeuble de la Construction dans l'Est*, le 5 mai 1926.

<sup>285</sup>. TAVENAUX René, *Histoire de Nancy*, Univers de la France, Toulouse : Privat, 1987, p. 442.

lotissement, appelé *Les Charmettes Stanislas*, entrepris en 1910 et terminé en 1925. Un autre édifice se localise rue Sainte-Odile, au Placieux à Villers-lès-Nancy. Le Placieux est un immense ancien domaine agricole de 33 ha, acquis par l'entreprise France Lanord et Bichaton en 1926 (fig. 61). À partir de là, une exceptionnelle opération immobilière fut lancée. On notera donc que chaque ouverture d'un nouveau lotissement suscite chez Masson le souci de s'y investir.

## **2. Typo-chronologie des édifices de Charles Masson**

Ce paragraphe a pour objectif de classer les 56 édifices de Masson du corpus retenu, par type d'édifice et dans un ordre chronologique (fig. 62). Au-delà de cette typologie, il s'agit de connaître l'évolution des travaux de Masson au cours du temps. Ce double classement devrait permettre de saisir le processus de construction de Masson. On connaît déjà les causes qui provoquent la mutation des types de construction : elles ont été abordées dans la première partie. Pour mener à bien ce travail, étayer et garantir la chronologie générale et la datation de chaque édifice est fondamental. Il nous faut donc d'abord rappeler les sources de nos informations.

### **2.1. Les sources consultées pour établir cette typo-chronologie**

Voici les principales sources que nous avons réunies pour confirmer la datation des demeures réalisées par Charles Masson.

1. Le casier sanitaire, conservé aux archives municipales de Nancy, veillait à la conformité d'une construction aux normes de santé et de sécurité. On y trouve des plans de l'édifice concerné et qui fournit une date particulièrement fiable : elle constitue la première source. En effet l'architecte réalise lui-même les dessins sur lesquels il laisse presque toujours une signature ou un tampon de son cabinet, le nom du commanditaire et une date. À partir de là, nous pouvons confirmer le maître d'œuvre de la demeure avec la date de conception et son maître d'ouvrage. 44 des 56 édifices de cette thèse sont concernés par cette source qui s'avère donc de première importance.

2. L'architecture moderne. Ch. Masson contient des photographies anciennes et des reproductions de plans. C'est un catalogue d'œuvres édité par *Batimod*, non daté mais très vraisemblablement publié vers 1934-35. Il offre l'avantage de donner l'état initial de 40 des édifices étudiés.

3. Les permis de construire, conservés aux archives municipales de Nancy et consultés pour les édifices construits entre 1921 et 1938, ont été utilisés pour dater l'engagement des travaux qui suit de quelques mois la conception. Ils donnent ou confirment la datation des édifices et le nom des commanditaires. Une inscription sur le bâtiment confirme les données obtenues par les sources précédentes, elle donne le nom de l'architecte et une date.

4. Les inscriptions portées. La majorité des édifices de Masson, 32 édifices sur 56, porte une inscription. Pourtant, nous ne pouvons pas savoir quand l'architecte appose cette inscription et à quelle étape des travaux : l'année où débute le chantier ou celle qui marque son achèvement ? Il n'y a pas de règle donc la fiabilité de cette source n'est qu'indicative. Elle peut exceptionnellement fournir le nom d'entrepreneur ; ainsi cinq édifices, réalisés de 1932 à 1934, portent le nom d'entrepreneur à côté de celui de l'architecte.

5. La matrice cadastrale, consultable aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle : c'est un registre qui mentionne, pour chaque propriétaire, les parcelles, leurs surfaces et leurs revenus. La matrice cadastrale sert au calcul de l'impôt foncier. La première année d'imposition pour un édifice devrait donc correspondre à son achèvement et à son occupation. Mais deux incertitudes apparaissent : le nom du propriétaire n'est pas toujours celui du premier commanditaire et le propriétaire qui occupe sa demeure après le 1<sup>er</sup> janvier ne sera imposé que l'année suivante. Autrement dit la date d'imposition peut intervenir une année après la date d'achèvement de la demeure. Cette source est beaucoup moins fiable que le casier sanitaire.

La présence des cinq sources pour un même édifice est peu fréquente mais une seule est déjà une bonne indication, et souvent plusieurs se complètent l'une l'autre. Il faut souligner que par chance, toutes les constructions de Masson ici étudiées bénéficient d'une datation. Par ailleurs l'*ICE*<sup>286</sup> a été adopté comme une source secondaire, en particulier dans le cas où nous n'avons pas trouvé de permis de construire. Cette revue hebdomadaire professionnelle fournit une liste des constructions autorisées sous la rubrique « autorisation des travaux » sans préciser la date de délibération de chaque permis. La date d'autorisation est forcément légèrement plus tardive que celle du permis de construire. Cette source est donc utilisée pour combler les quelques lacunes de demande de permis de construire.

Par ailleurs, d'une autre nature, un ouvrage historique apporte des informations supplémentaires, notamment pour la villa *Les Cigognes : Existe-t-il une architecture de la maison ? Contributions à une critique architecturale de la maison individuelle* publié en 1985 par Jean-Claude Vigato, Vincent Bradel et Patrick Dieudonné. Consacrée aux habitations

---

<sup>286</sup>. Nous avons consulté cette revue hebdomadaire régionale « *L'immeuble et la construction dans l'Est* » de 1923 à 1938.

civiles construites à Nancy de 1904 à 1970, cette recherche nous a permis de compléter quelques datations, car elle a été réalisée à une époque où le casier sanitaire ne présentait pas de lacunes.

Malgré ces sources multiples, quatre édifices n'ont qu'une datation approximative et valable. Le 14 rue Jacquot-Defrance, ne dispose comme source directe que de la matrice cadastrale. Mais nous avons trouvé chez le propriétaire actuel, le contrat notarial pour la vente du terrain : la maison y est mentionnée « en cours de construction » en décembre 1928, date que nous avons donc retenue comme date de conception. Pour la villa Castan située à Saint-Dié-des-Vosges, nous avons profité d'une recherche conduite par le Musée Pierre-Noël qui propose une datation « vers 1930 ». Quant à la maison Fontaine à Neuves-Maisons (54), c'est le témoignage oral des descendants du commanditaire qui sert de justification. Enfin pour l'immeuble Hautdidier à Laxou (cat. n°4), l'inscription sur le bâtiment mentionne 1925, mais un plan d'aménagement des trottoirs de la voirie précise que cet immeuble était déjà en cours de construction en novembre 1924. Cette date qui devance légèrement celle donnée par l'inscription, a été prise comme référence.

À partir de ces diverses sources, nous pouvons donc dater avec une réelle précision la construction des 54 édifices retenus de Masson et établir une chronologie pertinente. Sans grande exception, le plan de l'édifice fournit la date la plus précise et il précède de quelques mois le permis de construire. Le plan est indispensable pour déposer une demande d'autorisation de travaux. Suivant l'importance de l'édifice, les plans portent des dates différentes. La date portée par les plans qui constituent la source à la fois la plus fréquente et la plus riche, sert de base à la datation de 46 édifices de Masson.

Le permis de construire, retrouvé pour 46 édifices, y compris les 9 permis publiés par l'ICE, est postérieur de quelques mois aux plans des édifices. Paradoxalement, la date portée constitue la source la moins pertinente car elle peut être inscrite pendant la construction ou après son achèvement. La matrice cadastrale donne une date approximative de l'achèvement des travaux. L'administration communale délivre le permis de construire qui enclenche le lancement des travaux, et l'État à travers la matrice cadastrale entérine l'achèvement de l'édifice.

## 2.2. Typologie des constructions de Charles Masson

Cette typologie retient trois catégories de demeures : la villa, la maison et l'immeuble. Selon les dictionnaires<sup>287</sup> consacrés au vocabulaire de l'architecture, la notion de villa a varié dans le temps. Dans l'Antiquité romaine, la villa est un domaine foncier rural. À l'époque moderne, la villa désigne soit « un lotissement d'accès privé situé au cœur de la ville, avec des maisons entourées de végétation, dans un espace naturel »<sup>288</sup>, soit une demeure isolée par un jardin. C'est cette dernière définition, donnée par l'Inventaire général, qui a été retenue. Ce type de demeure réservé à la bourgeoisie lui permet de jouir à la fois de la nature et des commodités de la ville.

La maison, à la différence de la villa, n'est pas isolée mais mitoyenne, au moins sur une de ses façades latérales et possède une façade principale ouverte sur la rue. La façade postérieure s'ouvre sur un jardin. Même si elle compte plusieurs étages, elle appartient à un seul propriétaire. Toutefois une maison peut comporter plusieurs appartements indépendants.

L'immeuble, enfin, désigne « une demeure divisée à la construction en appartements pour plusieurs particuliers ». En général, il est plus haut qu'une maison et plusieurs locataires ou propriétaires habitent dans le même bâtiment.

Le décompte de la typo-chronologie des constructions de Charles Masson est le suivant : de 1923 à 1938, Masson construit 56 édifices, soit 10 villas, 26 maisons et 20 immeubles (y compris 3 surélévations) (fig. 63). De 1923 à 1934, l'activité de Masson à Nancy ne connaît pas d'interruption. 1933 se remarque comme l'année la plus productive chez Masson : il dessine les plans de 9 demeures dont 2 maisons et 7 immeubles de rapports. 1926 et 1930 sont aussi des années fastes avec la construction de 7 demeures. En 1935 il réalise encore 6 édifices.

Entre 1923 et 1932, Charles Masson réalise 10 villas. Ce type de demeure est réservé aux clients aisés ; la demande en est évidemment moindre que pour les autres types de demeures. Les travaux des villas apparaissent sur deux périodes, de 1923 à 1926 et de 1930 à 1932. Pendant les années 1920, Masson réalise cinq villas dont quatre localisées dans le Parc de Saurupt et une destinée aux Charmettes Stanislas à Laxou. Les villas des années 1930 sont dispersées : la villa Castan est située à Saint-Dié-des-Vosges, deux sont à Nancy dont l'une au

---

<sup>287</sup>. PEROUSE DE MONTCLOS Jean-Marie, *Architecture description et vocabulaire Méthodique*, Paris : Editions du Patrimoine Centre des monuments nationaux, 2011, pp. 531, 534.

<sup>288</sup>. Association pour l'Art Urbain sous la direction de Robert-Max Antoni, *Vocabulaire français de l'Art urbain*, Lyon : Certu, 2010, p. 40.

Parc de Viray et l'autre au Parc de Saurupt. La dernière se situe au Parc du Placieux à Villers-lès-Nancy.

La maison est le type d'édifice que Masson construit le plus. De 1924 à 1938, il projette chaque année de une à quatre maisons. La production se ralentit à partir de 1931. De 1932 à 1936 il en réalise seulement une par an, mais c'est la période où il se consacre à la construction d'immeubles. Ainsi en 1933, il dresse les plans de 7 immeubles et l'année suivante, de 5 autres. Cette évolution marque un changement important dans la clientèle de Charles Masson qui n'avait projeté que six immeubles dans les dix années précédentes. Après la mise en œuvre de ces douze immeubles, sur deux années, le rythme des projets, entre 1935 et 1936, se ralentit. La dernière année de sa présence à Nancy, il dresse les plans d'une seule maison, la maison Mansuy (cat. n°52), rue du Maréchal Oudinot. Le temps qu'il doit consacrer aux chantiers peut expliquer ce ralentissement mais il doit surtout faire face à la crise économique qui touche de plein fouet le bâtiment. Les difficultés financières de Charles Masson expliquent sans doute, comme on l'a vu, la faillite de son agence en septembre 1935 et son déménagement à Metz en 1936.

### **3. L'évolution du vocabulaire architectural dans les édifices de Charles Masson**

Dès le début de son installation à Nancy, Masson associe de multiples matériaux pour construire, en 1923, la villa *Les Cigognes* (cat. n°1): la brique, la pierre, le béton, la ferronnerie, le bois et le verre. Au fil du temps, certains matériaux ont pris une part plus importante, en revanche l'utilisation d'autres diminue. Cette évolution se déroule différemment selon l'usage et la fonction des bâtiments. À partir de ces mutations, il est possible de lire le changement des tendances architecturales chez Masson. Il est aussi possible de saisir les préférences de l'architecte ou celles des commanditaires.

#### **3.1. L'héritage allemand**

L'enseignement reçu par Charles Masson à Darmstadt et son environnement architectural lui donna accès à un vocabulaire de formes conséquent. Il pourrait utiliser des éléments issus de toutes les architectures tant les architectes allemands déclinèrent toutes les époques, les éclectismes classiques et gothiques donnant lieu à des édifices exubérants. Pourtant Charles Masson n'en tira que des éléments acceptables par sa clientèle française.

La nature des matériaux n'appelle pas de réflexion particulière, en revanche leur mise en œuvre pouvait être étrangère aux habitudes nancéiennes. C'est le cas dans ses premiers immeubles qu'il réalisa à partir de 1925 pour les entrepreneurs Cortellini et Albertinetti (cat. n°7 et 8). Il plaqua sur toute la hauteur des rez-de-chaussée un revêtement à bossage grossier. Certes l'utilisation de revêtement à bossage est fréquent dans de nombreux édifices de tous les pays et de tous les styles, mais ici sa mise en œuvre s'inscrivait dans la tradition allemande baroque. Charles Masson continua à utiliser ce type de mise en œuvre comme appareil de soubassement dans la majorité de ses édifices mais il le limita aux allèges des fenêtres. Cette pratique est propre à notre architecte.

C'est dans le vocabulaire architectural que les emprunts sont les plus nombreux. La loggia qui est un dispositif peu usité dans l'architecture domestique française est un marqueur essentiel de l'architecture de Charles Masson : on la trouve dès 1926 (cat. n°12) et elle sera encore présente dans sa dernière villa conçue en 1938 (cat. n°54). Or nous retrouvons cette loggia dès le début du siècle dans la villa du peintre Christiansen construite par Olbrich à la *Mathildenhöhe* de Darmstadt (fig. 64 et 65). Une photographie datée de 1908 et un tableau qui la représentent, nous surprennent tant ils laissent à penser que cette villa pourrait appartenir au corpus de Masson. Les volumes de la maison, ses décrochements, dont des oriels, des baies simples, une toiture à demi-croupe débordante et une pergola deviendront des caractéristiques des œuvres de Charles Masson.

La villa de Wilhelm Deiters (fig. 66), gérant de la colonie, conçue par l'architecte Joseph Maria Olbrich en 1901, a échappé aux bombardements de la Seconde Guerre mondiale. Charles Masson lui a emprunté quelques formes, en premier lieu le triplet présent sur deux façades de la villa Deiters et utilisé dès 1923 dans sa première villa (cat. n°1). La toiture de la villa Olbrich offre des formes complexes, comme les tourelles intégrées dans l'œuvre et couvertes de flèche, qui inspireront plusieurs maisons de notre architecte (cat. n°1, 11 et 13).

Toutefois Charles Masson n'est pas un copieur servile, il réinterprète ces sources, celles-ci ne se réduisant pas à l'architecture moderne allemande. Certains de ces édifices, quelquefois modestes (cat. n°9 et 10) sont des terrains d'expériences. Il utilise, tout à la fois des formes nouvelles mais également celles plus ordinaires notamment le faux pan-de-bois ou l'arcade en plein-cintre.

## **3.2. Les matériaux de construction chez Charles Masson : usages et évolution**

### **3.2.1. La pierre de taille et la brique**

La pierre, avec l'argile et le bois, est le matériau de construction le plus ancien. Suivant les ressources locales et la nature des édifices, on associe souvent plusieurs sortes de pierre. Elles sont résistantes et se prêtent bien, en général, à la taille et à la sculpture. Masson utilise en grande quantité le calcaire lorrain, extrait dans le Barrois, abondant et de très grande qualité. Les carrières d'Euville produisent un calcaire réputé pour sa résistance, sa finesse et sa capacité à être aussi bien taillé que sculpté ; sa blancheur le différencie du calcaire de Savonnières plus blond mais qui bénéficie des mêmes qualités pour la construction. Leur utilisation varie avec les programmes et les années.

Dans les années 1920, la pierre de taille est utilisée à la fois pour la structure et pour le décor. L'encadrement des baies, par exemple, est toujours en pierre de taille. Elle est plus présente dans les villas que dans les maisons et les immeubles. Dans le cas des villas non seulement elle est liée aux baies mais elle se développe dans des éléments architectoniques comme les porches, les oriels et les triplets. La pierre porte également les décors sculptés. C'est indéniablement un signe de réussite sociale et c'est ce qui explique son omniprésence dans la maison que l'entrepreneur Michelet se fait construire en 1929, au n°9 de la rue du Lieutenant Crépin dans le Parc de Saurupt (cat. n°26). La pierre de taille fait place progressivement à des matériaux plus ordinaires mais Masson n'abandonnera jamais son usage, elle reste présente comme appareil de revêtement dans les soubassements de la presque totalité de son œuvre y compris dans les plus modernes. Le décor lui aussi presque partout présent, est toujours réalisé en calcaire d'Euville, y compris lorsqu'il est constitué de panneaux rapportés. La maçonnerie en moellons crépis restera présente dans toutes les demeures.

Dans les années 1930, l'emploi de la pierre de taille se réduit, mais on l'utilise encore, y compris pour des maisons modestes, comme par exemple en 1932 pour les appuis de fenêtre de la maison Michel (cat. n°37), en pierre de Savonnières. Désormais c'est le béton armé qui prend le dessus tant pour les structures portantes que pour les planchers, les escaliers, les linteaux... Son usage se diffuse dans tous les édifices dès 1930. Cependant quelques exceptions existent toujours : ainsi on a recours à la pierre de taille pour la villa Mairot de 1932 (cat. n°37) et la maison Mairesse de 1933 (cat. n°38), mais son utilisation se limite aux oriels et aux baies qui portent un décor sculpté. C'est donc la présence de ce décor qui réclame l'utilisation de la pierre de taille. Il en va de même dans les immeubles. Ceux de Schmitt (cat. n°44) et de De Meester (cat. n°46), tous deux construits en 1933, présentent de grosses consoles en pierre à



ressauts sculptés. Les immeubles Aubry-Martin (cat. n°45) en 1933 et Courrier (cat. n°47) en 1934 portent un grand panneau de pierre sculpté au 1<sup>er</sup> étage sur la façade principale. La dernière apparition de la pierre sur une façade, en 1934, est réservée à l'immeuble Robert (cat. n°49) : des colonnes engagées au 3<sup>ème</sup> étage portent un décor floral au niveau du chapiteau. Dans ces dernières œuvres Masson penche vers la géométrisation des formes et abandonne les éléments décoratifs donc la pierre de taille.

Parfois Masson associe la pierre et la brique tant pour la maçonnerie que pour le décor. En 1923, pour la villa *Les Cigognes* (cat. n°1), Masson alterne, dans la façade du corps principal, briques jaunes et pierre de taille. Cette association de pierre de taille et de brique comme matériaux de gros œuvre est un cas unique : elle participe au décor pittoresque et régionaliste de la demeure.

Le mélange de matériaux se retrouve aussi dans des édifices modestes. La maison Voinier (cat. n°3) construite en 1924, en est un bon exemple. Les quatre baies sur rue ont toutes des formes différentes et leur encadrement est constitué de briques jaunes et de pierre de taille, cette dernière étant réservée aux clefs et aux impostes. Cette association de matériaux confère à cette modeste façade un visage « un peu distingué ». Ce procédé décoratif est, pour partie, reproduit en 1925 dans la façade de la maison Goint (cat. n°6).

Pour sa propre villa du Parc de Saurupt (cat. n°13), Charles Masson, en 1926, associe toujours la brique à la pierre dans le couvrement de ses baies mais il lui assigne également un rôle purement décoratif. Dans la maison Poirel construite en 1926 (cat. n°16), la brique constitue le second rouleau d'un arc. Une autre variation de cette combinaison est mise en œuvre la même année, avec l'alternance de briques laitières et de briques émaillées vertes pour la maison Job (cat. n°15) au Parc de Saurupt. En fait avec cette association de matériau, Charles Masson décline des combinaisons décoratives de mise pendant la période Art Nouveau.

### **3.2.2. Le bois**

La toiture traditionnelle avec charpente en bois est présente dans les villas et les maisons de Masson. Les planchers des étages sont aussi en bois. Mais Masson, au début de sa carrière, sous l'influence des architectures régionales et pittoresques, utilise à grande échelle des éléments de charpente<sup>289</sup> et de couverture traditionnelle.

L'emploi le plus élémentaire sont les aisseliers portant avant-toit ou demi-croupe. Ils sont utilisés aussi bien dans les grandes villas du Parc de Saurupt, pour des maisons modestes

---

<sup>289</sup>. RUCH Maurice, *La maison alsacienne à colombage*, Paris : Berger-Levrault, 1977.

ou dans quelques immeubles. Dans le premier cas ils sont présents dès 1923 à la villa *Les Cigognes* (cat. n°1) puis dans celle *Les Colombes* (cat. n°5) en 1925. Ce dispositif apparaît aussi dans les maisons : on le retrouve en 1924 aux façades des maisons Guillaume (cat. n°2) et Voinier (cat. n°3) puis en 1926 chez Job (cat. n°15). Enfin les premiers immeubles Cortellini-Albertinetti (cat. n°7 et 8), réalisés en 1925, rue du Maréchal Oudinot, sont aussi dotés d'avant-toit portés par de petits aisseliers.

La demi-croupe fortement débordante qui abrite souvent une lucarne, ou la lucarne-pignon sont des constantes dans l'œuvre de Charles Masson. Dans les années 1920, la demi-croupe connaît des développements exceptionnels qui confère aux demeures un pittoresque jamais atteint à cette époque mais qui prolonge les usages de l'Art Nouveau très friand de ces formes. Le Parc de Saurupt en compte encore de nombreux exemples.

Le garde-corps en bois, commun à cette période, est repris par Masson pour ses demeures construites entre 1923 et 1926. Il est présent dans la villa *Les Cigognes* (cat. n°1) mais il y occupe une place secondaire. Rapidement le fer forgé remplacera le bois. Le bois est utilisé pour les menuiseries extérieures. Jusqu'à la première moitié de 1928, la porte d'entrée est presque toujours en bois à l'exception de celles des deux immeubles Cortellini-Albertinetti (cat. n°7 et 8) des 47 et 49, rue du Maréchal Oudinot (1925) et de deux villas Léon Michelet et Masson, des 2 et 8, rue du Maréchal Gérard (cat. n°12 et 13) (1926) qui sont en fer forgé. Par la suite son usage se généralise. La porte du garage demeure en bois, à l'exception des maisons dont la porte d'entrée sert également de porte de garage (9, 11, 11bis, 15, rue du Lieutenant Crépin, cat. n°26, 29, 30 et 27).

Il faut noter que pendant les années 1920, Masson met en œuvre le faux pan-de-bois, aspect qui sera traité dans le paragraphe sur les crépis.

### **3.2.3. Le béton et le béton armé**

Le béton est un matériau composite, obtenu par un mélange de granulats (sable, gravier), d'un liant hydraulique (ciment), d'eau et d'adjuvants. Il a plusieurs atouts. D'abord, sa solidité : « Une fois durci, il est dur et solide comme de la pierre et même souvent plus »<sup>290</sup>. Autre qualité, son adaptabilité à des usages divers. Il peut être moulé pour fabriquer des formes répétitives ou compliquées. Il est imperméable et relativement résistant contre le feu. Il est dense et résistant à l'écrasement. Enfin, ce qui n'est pas négligeable, il est d'un prix relativement modéré<sup>291</sup>. Son

---

<sup>290</sup>. GRANJU Jean-Louis, *Introduction au béton armé : Théorie et applications courantes selon l'Eurocode 2*, Paris : Editions Eyrolles, 2012, p.5.

<sup>291</sup>. *Ibid*, pp.5-6.

usage se répand rapidement. Cependant, le béton ordinaire résiste mal à la traction. L'introduction de métal va considérablement améliorer ses qualités : « Les premiers brevets relatifs aux bétons armés de fibres métalliques datent de 1923 »<sup>292</sup>. Le béton armé se répand plus largement et facilite la mise en œuvre des formes des bâtiments des années 30. Masson l'utilisera à grande échelle.

Le devis descriptif, établi en juin 1932 pour la construction de l'« habitation à bon marché » Michel de la rue de Boudonville (cat. n°37), permet de connaître avec précision les matériaux utilisés. Le béton armé est utilisé tant pour la structure que pour des éléments décoratifs. Il est simplement armé pour le plancher du rez-de-chaussée, les linteaux et les arrière-linteaux des baies. Il est moulé avec chape de ciment de Portland pour l'escalier du jardin au sous-sol et pour celui menant de la cuisine au jardin. Il est « préparé » dans le porche et le perron pour recevoir un revêtement en mosaïque. Enfin il est associé à de la brique pour le balcon, l'auvent et les bacs à fleurs. Ces travaux ont été exécutés par l'entreprise de France-Lanord et Bichaton, entrepreneur de travaux publics qui est, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à Nancy, concessionnaire du système Hennebique. Le béton moulé a aussi été utilisé pour la clôture de jardin de la villa Woelfflin, construite en 1930 (cat. n°34). Cet usage, qui est une exception dans l'œuvre de Masson, était commun dans la « petite » architecture.

#### **3.2.4. Le fer**

Le fer est omniprésent dans l'architecture de Charles Masson qui l'utilise comme matériau tant pour la structure que pour le décor. Son utilisation est attestée dès 1925 pour les planchers de la maison Goint (cat. n°6). Mais à la différence de la période Art Nouveau, la structure métallique n'est pas visible de l'extérieur.

La ferronnerie est très présente dès les années 1920. La grille de clôture sur rue existe dans 15 édifices sur 54. La porte d'entrée qui était en bois est réalisée, à partir de 1928, en fer forgé. L'évolution des gardes corps est la même. La seule nouveauté consiste à protéger d'une grille les jours, qui sont nombreux dans l'architecture de Masson. Toutes ces grilles suivent des modes stylistiques qui évoluent avec les années (cf. § sur le décor).

---

<sup>292</sup>. Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat France sous la direction de Bernard Hyon, *Matériaux et composants de construction*, Paris : la Documentation française, 1977, p.54.

### 3.3. Un nouveau vocabulaire architectural

Dans ce paragraphe, il s'agit d'analyser les nouvelles formes architecturales qui apparaissent dans l'œuvre de Masson. Au début de sa carrière, son style adopte plusieurs vocabulaires architecturaux issus de styles précédents. C'est ainsi que ses premières réalisations appartiennent au courant éclectique : elles comportent nombre d'emprunts et de réminiscences classiques et régionalistes.

#### 3.3.1. La diversité des baies et de leurs couvrements

**Le triplet**, groupement de trois baies, les deux baies latérales étant semblables, éventuellement différentes de la baie centrale, est un élément particulièrement fréquent chez Masson. Dans un premier temps, de dimension souvent modeste, le triplet n'éclaire pas les pièces nobles. C'est le cas dès 1923 dans la villa *Les Cigognes* (cat. n°1) où il est placé dans la lucarne-pignon, sa baie centrale plus importante est une porte fenêtre. Masson va décliner le triplet dans une extrême variété de formes en donnant à la baie centrale différentes fonction. En 1924, dans l'immeuble Hautdidier (cat. n°4) à Laxou, le triplet est situé en rez-de-chaussée et sa baie centrale est une porte cochère. L'année suivante, pour la villa *Les Colombes* (cat. n°5), Masson met en œuvre pas moins de trois triplets : le premier au rez-de-chaussée de la façade principale éclaire le bureau, le couvrement des trois baies formant un arc segmentaire ; le deuxième se situe dans la lucarne-pignon de la même façade ; le dernier dans la lucarne de la façade latérale droite, leur couvrement formant un arc brisé.

Jusque dans les années 1930, Masson continue à concevoir des triplets originaux qu'il déploie dans des oriels à pans coupés. Il va même jusqu'à le dupliquer sur la même façade comme c'est le cas à Metz au n° 61 bis de la rue Georges Ducrocq (cat. n°28). Masson en déploiera un autre, en 1933, sur le pan coupé d'un immeuble Bochart (cat. n°45), au n° 42 de la rue Vauban. Il peut également en simuler comme c'est le cas en 1928 dans la maison Léon Michelet (cat. n°19) de la rue du Lieutenant Henri Crépin. Cet artifice apparaît avec l'utilisation de crépi épais qui lui permet de simuler des formes. Enfin il peut en dessiner de très simples : ils éclairent alors des cages d'escalier, les premiers seront utilisés dès 1925 dans les deux maisons Verry, respectivement aux 52 et 54 de la rue du Maréchal Oudinot (cat. n°9 et 11).

Par ailleurs, l'architecte montre une réelle prédilection pour le regroupement de baies identiques qui ne sont pas des triplets bien qu'elles soient au nombre de trois. C'est ainsi qu'en 1928, il éclaire le rez-de-chaussée de l'immeuble Hautdidier (cat. n°4) à Laxou de trois gros *oculi* que l'on pourrait presque assimiler à des jours.

**Les jours**, pour anodins qu'ils puissent paraître, renouvellent le vocabulaire architectural et contribuent à l'originalité des compositions de Charles Masson. Leurs formes, toujours géométriques, varient peu : ce sont principalement des ouvertures carrées, quelquefois arrondies. La première utilisation, discrète - cinq jours carrés - apparaît dans les garde-corps des balcons des terrasses couvrant les oriels de l'immeuble construit par Cortellini et Albertinetti, en 1925, au n° 49 de la rue du Maréchal Oudinot (cat. n°8). Ce dispositif apparaît avec un véritable souci décoratif dans la propre villa de l'architecte, en 1926 (cat. n°13) : dans le porche et le garde-corps du balcon de la chambre à coucher des commanditaires. La forme de ces jours change dès 1928 : carrés et *oculi* protégés par des grilles, sont présents dans la maison Voltan (cat. n°24) au Parc de Saurupt. Dans ce cas ils participent à une composition résolument novatrice de Charles Masson.

L'architecte va multiplier leur emploi et leurs formes, en 1929, dans la même maison Voltan (cat. n°24), toujours au Parc de Saurupt, il met en œuvre trois jours carrés, huit circulaires et deux hexagonaux... Il ne cessera plus de les utiliser y compris dans ses grands immeubles de l'avenue Anatole France.

**L'oriel** (fig. 67) qui est une prolongation de l'espace intérieur, n'est pas une forme nouvelle. Masson l'utilise dès 1925, pour la villa *Les Colombes* (cat. n°5) qu'il construit pour son beau-père dans le Parc de Saurupt mais il en fait un usage brillant. L'architecte l'utilise à grande échelle. Nous le retrouvons en rez-de-chaussée comme dans les étages, en position centrale ou latérale. Dans les maisons, l'oriel plus ou moins profond, s'ouvre sur un salon, une salle à manger ou un jardin d'hiver et la terrasse qui le couvre. Il s'ouvre le plus souvent sur la chambre à coucher des commanditaires. Son usage est une occasion supplémentaire d'animer les façades sur rue. Il est aussi souvent associé à un porche dans œuvre et à des loggias. La maison Mairot, construite en 1932 (cat. n°36) à Villers-lès-Nancy en est un exemple abouti.

**La loggia** (fig. 68) en revanche est une structure peu commune dans l'architecture domestique. Masson l'expérimente dans la villa que l'entrepreneur Michelet se fait construire en 1926 (cat. n°12) dans le Parc de Saurupt. La première, au premier étage, plus large que haute, peu profonde, offre à une chambre une terrasse couverte ; elle est actuellement vitrée. La seconde, située dans la lucarne-pignon, plus profonde, a conservé son garde-corps en bois. La même année, pour la chambre à coucher de sa propre villa, située au n° 8 rue du Maréchal Gérard, Masson met en œuvre une loggia qui s'ouvre sur la terrasse d'un oriel. Il reprendra cette formule en 1928, pour la maison de la famille Heymes (cat. n°22) à Laxou. Depuis cette date et jusqu'en 1938, il met en œuvre des loggias dans ses maisons et immeubles les plus bourgeois. L'utilisation de structures en béton armé accentuera son usage et Masson pourra ainsi

superposer des loggias : les plus spectaculaires sont celles situées aux n° 11 et 11 bis de la rue du Lieutenant Henri Crépin au Parc de Saurupt (cat. n°29 et 30).

**La pergola.** Elle est principalement associée aux porches hors-œuvre ou demi-hors-œuvre mais pas seulement. Masson l'utilise pour la première fois en 1928 pour la maison Heymes (cat. n°22). Très présent de 1928 à 1931 dans les œuvres de Masson (cat n° 22, 23, 24, 25, 26, 30, 35 et 36), cet élément supporte en général des plantes grimpantes comme la glycine, qui donnent une ambiance bucolique. La villa Mairot est le dernier exemple. Par la suite, Masson concentré sur les immeubles de rapport l'abandonne.

**L'arc polygonal à trois pans** (fig. 69). Ce type de couverture est une des caractéristiques de l'Art déco. Cependant il a été introduit par Eugène Vallin à Nancy, dès l'Exposition internationale de l'Est de la France de 1909, dans le pavillon de l'Ecole de Nancy. Masson le fait entrer dans son vocabulaire architectural par le biais du linteau sur coussinets qui apparaît en 1924 dans l'immeuble Hautdidier (cat. n°4) à Laxou et qu'il utilisera à plusieurs reprises. L'arc polygonal à trois pans de la maison Munier (cat. n°21) du Parc de Saurupt dans la porte-fenêtre du premier étage au-dessus de l'oriel dans la travée gauche et dans une sobre serlienne sur la travée droite. Masson l'utilise, en 1928, dans les quatre baies de la travée gauche de la maison Voltan (cat. n°24), toujours au Parc de Saurupt. Ce couverture caractéristique de l'Art déco atteint une nouvelle complexité en 1929 avec une variation à ressauts, conséquence de l'utilisation des piédroits à redents. On en verra un exemple à nouveau dans la maison Munier (cat. n°21). Cette écriture, si particulière, est liée à l'utilisation du béton armé dont les qualités plastiques et mécaniques sont portées à l'extrême. Ce vocabulaire est reproduit à une moindre échelle, en 1932, pour la maison Mairot (cat. n°36) à Villers-lès-Nancy puis l'année suivante dans la maison Mairesse (cat. n°28), 28 rue des Brice. La dernière utilisation de l'arc polygonal à trois pans se situe en 1933 dans l'immeuble de rapport Bochart de la rue Vauban (cat. n°39). Toutes les baies des premier et deuxième étages sont en arc polygonal à trois pans. L'ébrasement à ressaut, sobre, est triple. On remarquera les serliennes sur l'angle de cet immeuble qui reproduisent le même modèle.

### **3.3.2. Le mur, le revêtement et la couverture**

**Le mur-pignon.** Comme tous les architectes Masson est confronté à la construction d'édifices situés en angle de rue. Le traitement de l'angle représente souvent un défi ou, pour le moins, un des enjeux du métier de l'architecte. Masson doit régler ce problème pour la première fois en 1926 pour la maison Verry (cat.n°11) : il privilégie la façade principale et

adopte une tourelle dans œuvre comme articulation avec la façade latérale traitée comme un pignon ordinaire. À Neuves-Maisons, pour la maison Fontaine (cat. n°32), Masson est confronté à deux problèmes supplémentaires : le premier est celui du programme puisqu'il s'agit de construire sur la même parcelle une maison d'habitation, un garage et un magasin ; le second est celui de la forte déclivité du terrain. Cette dernière difficulté deviendra un avantage. Il place à l'angle le magasin qui communique avec le garage et l'habitation, cette dernière présentant un pignon sur la terrasse couvrant le magasin.

La maison Voinier-Legrès, construite par Masson en 1930, à Metz, (cat. n°28) et l'immeuble Salles réalisé la même année à Nancy, situé au n° 21 du boulevard de Charlemagne (cat. n°33), présentent un pignon qui adopte le profil d'une toiture à pans brisés. En l'occurrence, la maison n'est pas située en angle de rue, en revanche c'est le cas de l'immeuble. Dans les deux cas, le mur-pignon reçoit une composition indépendante qui rappelle l'origine mosellane de l'architecte qui introduit ici une touche de régionalisme.

**Le pan coupé ou angle rabattu** est une singularité souvent utilisée par l'architecte tout particulièrement dans ses grandes demeures construites de 1923 à 1931. Certaines sont simplement à pans coupés nus : la villa *Les Cigognes* de 1923 (cat. n°1), la villa de M. Castan à Saint-Dié-des-Vosges (cat. n°31) et celle de Woelfflin (cat. n°34) érigées en 1930 et la villa Alt, en 1931 (cat. n°35). Mais la plupart des pans coupés des demeures dues à Masson présente une ornementation. À la villa De Schacken construite en 1925 (cat. n°5), les trois pans coupés portent un masque à l'antique couronné de fleurs. L'année suivante, en 1926, Masson orne de motifs géométriques les pans coupés de la villa Wasels (cat. n°14) à Laxou et de sa propre demeure (cat. n°13) de la rue du Maréchal Gérard. Le pan coupé de l'immeuble Salles construit en 1930 (cat. n°33) est orné d'un pot de fleurs. Ce dernier motif est le thème général de cette demeure, en cohérence avec les autres panneaux sculptés. Ce pan coupé évolue ingénieusement sur deux immeubles en 1933 : les immeubles Bochart (cat. n°39) et De Meester (cat. n°46) situés en angle de rues, qui ont des pans coupés dont la composition est constituée de serliennes formant des façades à part entière.

**Les crépis.** Charles Masson, comme ses autres collègues, utilise des crépis épais projetés, dits « à la tyrolienne », et qui peuvent être modelés. On peut ainsi créer dans l'épaisseur des crépis, des motifs géométriques soit indépendants, soit imitant d'autres matériaux, soit liés aux baies. Les premiers de ces motifs géométriques sont constitués de vastes panneaux de deux carrés qui occupent la largeur d'une travée et sont utilisés pour la première fois en 1928, pour une maison construite par l'entrepreneur Léon Michelet (cat. n°19) dans le Parc de Saurupt. Ce type de décor apparaissant principalement dans les maisons de

l'entrepreneur Michelet, on peut s'interroger sur la part qu'il a prise dans la création et la diffusion de cette forme. L'année suivante sur une autre maison de Michelet (cat. n°26) au n° 9 de la rue du Lieutenant Henri Crépin, Masson en reprendra le principe, mais en pierre et avec un ornement : le carré du fond porte un relief sculpté. Pour la villa Castan à Saint-Dié-des-Vosges en 1930 (cat. n°31), le même motif de carrés en enduit est utilisé mais avec un oculus au fond du premier carré. La même année, Charles Masson utilise un décor de même nature à deux autres reprises : pour la maison Fontaine à Neuves-Maisons (cat. n°32) et pour l'immeuble Salles (cat. n°33) du boulevard Charlemagne à Nancy.

Les autres motifs géométriques employés par Masson imitent le pan-de-bois ou des treillis. Le pan-de-bois peut être simulé en relief et alors il est peint, comme c'est le cas dès 1923 dans la villa *Les Cigognes* (cat. n°1) ou en creux comme à la maison Goint (cat. n°6) en 1926. Ces motifs sont nombreux dans l'œuvre de Masson. Le faux treillis - ou motif en damier - est souvent observé chez Masson. Ainsi la petite maison Munier construite en 1928 (cat. n°21) à Saurupt est couronnée d'un motif en treillis. La même année, l'architecte dessine un grand treillis pour la façade latérale droite de sa villa (cat. n°13). Ce motif revient plus tard, en 1934 à Nancy, sur l'immeuble de Suzanne Michelet de la rue Notre-Dame de Lourdes (cat. n°48) et l'immeuble Brochard du boulevard d'Haussonville (cat. n°51). Il y décore respectivement l'allège des fenêtres des premier et deuxième étages. Le même dessin est encore présent sur la villa Roussel (cat. n°54), boulevard de Scarpone, en 1938.

La dernière forme utilisée par Masson est l'arc en plein-cintre, comme forme ornementale. Il apparaît en 1930 à la villa Castan à Saint-Dié-des-Vosges (cat. n°31) et dans l'immeuble Salles à Nancy (cat. n°33). Toujours la même année, l'arc en plein-cintre dessiné dans l'épaisseur du crépi figure à Metz dans la maison Voinier-Legris (cat. n°28) au n° 61bis de la rue Georges Ducroq puis, quelques mois plus tard, à la villa Woelfflin (cat. n°34). Il sera utilisé une dernière fois en 1934 dans l'immeuble Robert de la rue Jeanne-d'Arc à Nancy (cat. n°49).

**Les toitures à demi-croupes débordantes** (fig. 70) sont souvent observées dans les demeures réalisées par Masson entre 1923 et 1932. 15 édifices sur 54 dans notre corpus adoptent ce type de toiture. Majoritairement, elles ont été construites avant 1930, particulièrement entre 1926 et 1928. Ce type de toiture est réservé spécialement aux édifices luxueux, notamment aux trois grandes villas du Parc de Saurupt (cat. n°2, 5 et 13). En revanche il est très rarement utilisé pour une maison modeste. Cette couverture fortement saillante nécessite le support de grands aisseliers. En 1932, ce type de toit a été adopté une dernière fois pour la maison Michel (cat. n°37) de la rue de Boudonville.



### 3.3.3. Le décor d'architecture

**Le décor extérieur** dans l'œuvre de Charles Masson est abondant dans les villas et les maisons bourgeoises. Il n'est pas totalement absent des maisons modestes mais il prend des formes différentes. Le style varie avec les années et les moyens des commanditaires. Au début très influencé par l'Art nouveau, le décor se géométrise peu à peu tout en restant naturaliste. Les matériaux utilisés sont le plus souvent traditionnels, la pierre et le fer restant privilégiés mais les techniques de mise en œuvre évoluent. Et dans l'œuvre de Masson, il peut aller jusqu'à disparaître.

**La brique** est utilisée, comme motif décoratif, par Charles Masson dans ses œuvres les plus prestigieuses comme dans ses édifices les plus ordinaires. Dans le premier cas, il s'agit uniquement d'un matériau de décor : l'assemblage, en damier, forme une frise décorative sous l'avant-toit. On trouve ce dispositif, en 1925, dans la villa De Schacken (cat. n°5), l'année suivante dans la propre villa de Masson (cat. n°13) et à la villa Wasels à Laxou (cat. n°14). Son emploi dans les maisons modestes se concentre dans le couverture et les appuis des baies comme c'est le cas en 1925, à la maison Goint (cat. n°6) puis en 1926, à la maison Job (cat. n°15). Ces deux édifices situés au Parc de Saurupt perpétuent un procédé utilisé par César Pain juste avant la première guerre mondiale.

**La sculpture** est présente dès le début de carrière de Masson à Nancy. Le décor sculpté de l'immeuble Hautdidier construit en 1925 à Laxou (cat. n°4) présente à la fois un décor naturaliste Art nouveau et un décor floral Art déco. Dès la construction de la villa *Les Colombes* (cat. n°5) qui intervient quelques mois après celle de la maison Voinier, aussi à Saurupt (cat. n°3), c'est un décor résolument stylisé qui apparaît. La sculpture, d'abord intégrée aux couvertures ou aux supports des baies, est très rapidement cernée et prend la forme de petits panneaux indépendants. Les premiers sont réalisés en 1926 pour la maison Job (cat. n°15). Dans cette demeure modeste les panneaux sont intégrés aux impostes. L'année suivante, les premiers petits panneaux indépendants apparaissent sur les allèges de l'immeuble De Redon, rue Aristide Briand (cat. n°18). Le motif est en général composé de fleurs, mais aussi de pommes de pins pour la maison Munier (cat. n°17) au Parc de Saurupt. Dans les années 1930, la sculpture investit aussi le culot des balcons, les jambages ou les consoles des oriels. Puis le panneau sculpté disparaît petit à petit.

**La ferronnerie** suit la même évolution stylistique. La villa *Les Cigognes* (cat. n°1) au Parc de Saurupt offre un mélange de styles : la ferronnerie de la clôture est encore proche de

l'Art nouveau, en revanche celle de la balustrade du balcon de la façade principale est en voie de géométrisation, donc vers l'Art Déco. L'immeuble Hautdidier (cat. n°4) à Laxou offre également une ferronnerie à mi-chemin entre ligne courbe et ligne géométrique. La ferronnerie de la villa *Les Colombes*, construite en 1925 (cat. n°5), mêle une structure de lignes géométriques et des motifs figuratifs de fleurs et d'oiseaux. Une corbeille de fleur, motif emblématique de l'Art déco, apparaît dès 1926 dans les villas Masson (cat. n°13) et Wasels (cat. n°14). En 1928, la ferronnerie de la demeure Michelet (cat. n°13) de la rue du Général Clinchant, présente le même motif floral stylisé sur la clôture et les balcons. Cette tendance continue jusqu'à la première moitié de 1933. Puis Masson utilise de nouvelles formes plus géométriques et abstraites.

### **3.3.4. Le mode de chauffage**

Nancy est une ville exposée aux intempéries. Le climat y est continental avec des températures contrastées et des hivers à la fois longs et rigoureux. Le chauffage est donc un point important pour rendre la vie plus confortable. L'intérêt porté au confort entraîne au début du XX<sup>e</sup> siècle la mise au point du chauffage central par eau chaude. Au début, les tuyaux connectés à une chaudière sont engagés dans les murs et distribuent l'air chaud dans les pièces. Les premiers chauffages centraux sont à air, à eau chaude, à vapeur ou mixte. Le charbon est devenu le principal combustible domestique ; il remplace progressivement le bois<sup>293</sup>. Dans les constructions de Masson, une pièce au sous-sol est consacrée à la chaufferie et une autre pour stocker le charbon. Cet équipement est à rapprocher des dispositifs d'hygiène comme la salle de bains et le cabinet de toilette qui, associés aux canalisations d'eau potable et des eaux usées, dans les demeures de Masson, sont généralisés. Le chauffage central est considéré comme l'un des cinq grands équipements modernes avec l'eau, le gaz, l'électricité et le tout-à-l'égout<sup>294</sup>.

En complément du chauffage central, la cheminée et le poêle sont souvent installés. La cheminée est présente dans les demeures de Masson de 1923 à 1933, principalement dans les maisons et les villas. Ses maisons somptueuses et ses villas présentent un espace spécial pour accueillir une cheminée à foyer ouvert : le « coin de feu ». Ce dispositif est présent dans le hall centré des demeures ou dans les cages d'escalier se développant sur plusieurs étages. La cheminée est non seulement une façon de se chauffer mais surtout une marque de la maison bourgeoise. Selon l'ouvrage d'Elisabeth Sirot, toutes les demeures n'ont pas de cheminée au

---

<sup>293</sup>. SCHOR Ralph, *op. cit.*, p.18.

<sup>294</sup>. SCHOR Ralph, *op. cit.*, p.131

Moyen Âge et « la présence d'une cheminée est limitée aux demeures des privilégiés »<sup>295</sup>. Le foyer de la cheminée conserve sa signification symbolique ; il reste, pour les Français, comme une douce incarnation de la maison. Dans les réalisations de Masson, la cheminée est donc devenue un accessoire incontournable indiquant la noblesse de la demeure. Certaines en possèdent plusieurs, jusqu'à quatre dans la maison Munier (cat. n°17). La localisation principale est la salle-à-manger mais une seconde peut se trouver au salon. Si la salle-à-manger en possède une, un poêle est disposé dans une niche du salon ; ou bien c'est la situation inverse. Parfois, une cheminée se situe dans le bureau, ainsi dans la villa *Les Colombes* (cat. n°1) ou dans le studio de l'immeuble Maurice, rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n°20), ou exceptionnellement dans les chambres à coucher des deux maisons Verry, 54 et 52 de la rue du Maréchal Gérard (cat. n°9 et 11).

La chaleur d'un poêle est bien plus efficace et confortable que celle d'une cheminée. En outre son prix est plus abordable et il est transportable. Enfin le rendement du poêle est supérieur à celui de la cheminée, il consomme moins de bois<sup>296</sup>. Dans les années 1920 les demeures de Masson possèdent très souvent ces deux modes de chauffages. Mais à partir des années 1930, l'installation des cheminées diminue puis disparaît. La poêle remplace la cheminée comme c'est le cas dans l'immeuble Bochart (cat. n°51). Les radiateurs apparaissent, pour la première fois, en 1932, sur les plans de la maison Michel (cat. n°37). Les radiateurs sont omniprésents dans les maisons y compris dans la salle de bains et la cuisine. Cette mode se généralise dans les constructions de Masson.

### 3.4. Typologie des distributions intérieures

Nous avons découvert des plans pour 47 édifices sur 54. Manquent les plans de 7 édifices, soit une villa, un immeuble et cinq maisons. Ce défaut, même s'il est regrettable, n'empêche pas de définir des tendances majoritaires et donc des types de demeures en fonction de leur distribution intérieure. À ce propos, nous pouvons donc retenir trois partis : le plan centré, le plan à travées et le plan à couloir.

---

<sup>295</sup>. SIROT Elisabeth, *Allumer le feu : Cheminée et poêle dans la maison noble et au château du XIIe au XVIe siècle*, Paris : Picard, p.12

<sup>296</sup>. GALLO Emmanuelle, « La réception des nouveaux modes de chauffage domestique en France au XIXe siècle », in *architecture : la réception immédiate et la réception différée*, Paris : publication Sorbonne, 2006, p. 37-39.

### **3.4.1. Les demeures à plan centré (fig. 71).**

Cinq édifices rentrent dans cette catégorie : quatre villas et une maison. Ce sont tous des édifices de grand volume. Le hall est situé au centre de la demeure, il est dans l'axe de l'entrée principale et distribution, d'un côté, les pièces de réception et, de l'autre, des pièces de service. L'escalier principal intégré ou ouvert sur le hall conduit aux chambres à coucher des commanditaires. La villa *Les Cigognes* (cat. n°1), première réalisation de Masson à Nancy, est construite selon ce type de plan. Le hall y apparaît comme une pièce à l'italienne, avec une cheminée monumentale située dans l'axe de l'entrée. C'est le « coin à feu » que nous retrouverons dans d'autres œuvres. L'architecte reprend ce plan en 1926 pour sa propre villa (cat. n°13). Son plan centré s'articule autour d'un hall circulaire qui distribue quatre pièces principales ; la cage d'escalier s'ouvre sur le hall mais n'y est pas intégrée. Toujours en 1926 Charles Masson adopte ce plan centré pour la villa Wasels (cat. n°14) à Laxou. Comme à la villa *Les Cigognes*, le hall est une pièce à l'italienne qui prend jour sur la façade mais l'entrée est rejetée sur la façade latérale. La quatrième demeure à plan centré date de 1928 : c'est la maison Michelet (cat. n°23) à l'angle de la rue du Général Clinchant et de la rue de Lieutenant Henri Crépin, elle est la seule maison mitoyenne à plan centré. Le hall, en forme de carré irrégulier, se situe au centre et s'ouvre sur toutes les pièces y compris la cuisine. Là encore c'est une pièce à l'italienne sur laquelle donne la cage d'escalier, elle est largement éclairée par trois hautes fenêtres comme c'était le cas dans la villa précédente. Le hall est doté d'une cheminée située dans l'axe de l'entrée, cette disposition reprend celle de la villa *Les Cigognes*.

Le plan de la villa Alt (cat. n°35) est un cas un peu particulier. Un hall aveugle, à un seul étage, est situé au centre d'une demeure à trois travées il distribue toutes les pièces de séjour. L'entrée se situe dans la travée droite qui est aussi une travée de service comprenant le vestibule, la cage d'escalier, les WC et la cuisine.

### **3.4.2. Le plan à travées (fig. 72)**

Cette distribution est la plus fréquente pour les maisons mitoyennes. Pour une demeure à deux travées, la hiérarchisation des travées apparaît clairement : une travée, celle où se trouvent un salon et la salle à manger, est plus ostentatoire que l'autre et se distingue en façade par la présence d'un oriel ou d'un avant-corps. Généralement le salon s'ouvre sur la rue et la salle à manger sur le jardin. Le porche et son vestibule, la cage d'escalier et les WC, puis la cuisine occupent l'autre travée plus étroite. La demeure Voltan (cat. n°24) à Saurupt est un exemple de ce plan à deux travées. Le plan à travées des années 1920 est majoritairement une maison carrée. Ce plan favorise la luminosité des pièces qui donnent toutes sur les façades. Le

plan à deux travées se développe en profondeur d'une façon spectaculaire avec le temps. Ainsi le plan à travées des années 1930, qui peut atteindre plus de 15 mètres, présente une toute autre distribution. Ce changement d'échelle correspond à une modification du statut de la maison qui s'adresse à des familles plus aisées. Ceci se traduit d'abord par un accroissement du nombre des étages : on passe d'un étage carré à deux. Le rez-de-chaussée devient un étage de services avec garage, le premier étage est celui des espaces de réception et les étages supérieurs celui des chambres dont celles de la domesticité. La cage d'escalier occupe une position centrale, elle est éclairée par une verrière, au premier étage Charles Masson y dispose un « coin à feu ». Une des deux travées de l'étage de réception est constituée par une succession de quatre pièces : l'oriel, le salon, la salle à manger et un jardin d'hiver. Cette distribution est celles de la troisième maison Michelet (cat. n°26) et de la maison Munier (cat. n°27), dans la même rue du Lieutenant Henri Crépin.

Aucune demeure à trois travées de même largeur n'a été trouvée dans l'œuvre de Charles Masson. La travée centrale est réduite à un couloir traversant qui partage les espaces de séjour et de réception, ceux dévolus aux services sont repoussés à l'extrémité du couloir. La villa *Les Colombes* (cat. n°5) réalisée en 1925 répond à ce schéma, la travée droite qui reçoit le salon et la salle à manger est un peu plus large. La hiérarchisation est ainsi maintenue, elle est confirmée par la présence d'un oriel. L'autre exemple est fourni par la maison Munier (cat. n°17) construite en 1926, 8 rue du Lieutenant Henri Crépin. La travée centrale est une étroite travée de service avec le porche, le vestibule et la cage escalier. La travée droite est la plus importante, plus large et plus ornée : elle accueille la salle de musique.

### **3.4.3. Le plan à couloir (fig. 73).**

Il est très rarement présent dans les édifices de Masson. La disposition est la suivante : « le couloir parallèle à la façade principale sépare les deux sections fonctionnelles de la maison, pièces de séjour d'un côté, pièces de service de l'autre<sup>297</sup> ». La villa Léon Michelet (cat. n°12) rue du Maréchal Gérard et datée de 1926 correspond à ce plan. Ce dispositif nécessite un accès latéral : sur la rue, les salles de séjours (salle à manger, salon) et sur le jardin les pièces de services de part et d'autre de la cage d'escalier. Malgré l'absence de plans pour la villa Castan de Saint-Dié-des-Vosges (cat. n°31), il est probable que la distribution intérieure suive ce

---

<sup>297</sup>. DIEUDONNE Patrick et BRADEL Vincent sous la direction de VIGATO Jean-Claude, *Existe-t-il une architectonique de la maison ? : Contributions à une critique architecturale de la maison individuelle, op. cit.*, p.186.

schéma. La localisation du porche et celle des oculi confirment cette hypothèse. La maison Mansuy (cat. n°52), rue du Maréchal Oudinot, utilise la même disposition.

#### **3.4.4. Le garage (fig. 74)**

Le garage pour automobile n'est pas un aménagement totalement nouveau mais il était seulement présent dans les maisons des riches propriétaires. L'usage de l'automobile, après la guerre, est en voie de démocratisation mais elle n'est pas encore accessible à tous les milieux. Le garage est présent dans la villa *Les Cigognes* (cat. n°1) dès 1923, mais il n'est pas encore intégré dans le corps de bâtiment principal comme il ne le sera pas plus tard dans la propre demeure de Charles Masson construite en 1926. Le premier garage intégré est présent dans la demeure Martelin (cat. n°10) réalisée en 1925, rue du Général Clichant et dont le commanditaire, dessinateur, est le fils d'un agriculteur. Le garage est dans un sous-sol surélevé, sous la travée d'habitation. Son usage se généralisera rapidement et le garage intégré dans une maison mitoyenne deviendra courant. À partir de 1929, le garage peut être intégré dans un rez-de-chaussée de service : c'est le cas avec la série de maisons réalisée du n° 9 au n° 15 de la rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n°26, 29 et 27). Dans cette configuration, la chambre du chauffeur se trouve à proximité du garage.

Pour les immeubles la création de garage dépend principalement du statut des commanditaires. Le premier immeuble qui intègre des garages dans son rez-de-chaussée est celui construit en 1928 par Maurice, 10 rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n°20). C'est un petit immeuble de deux appartements avec deux garages et des chambres pour la domesticité. En revanche celui réalisé, en 1930, par Salles, directeur de société, au n° 21 du boulevard de Charlemagne, n'a pas de garage (cat. n°33). En 1933, l'immeuble Bochart (cat. n°39) avec trois appartements de la rue Vauban abrite trois garages dans son rez-de-chaussée. En revanche, la même année, les deux immeubles construits pour l'entrepreneur Michelet aux n° 99 et 99 bis de l'avenue du Général Leclerc (cat. n°42 et 43) ne possèdent pas de garage. L'immeuble Schmitt (cat. n°44) de six étages conçu en 1933 et situé avenue Anatole France invente une autre solution en ménageant à travers l'immeuble un passage pour accéder à des garages construits dans un corps de bâtiment indépendant placé au fond de la parcelle. La même année Charles Masson construit deux autres immeubles : l'un doté – l'immeuble Martin (cat. n°45), avenue Anatole France – est doté de garages intégrés mais le second de plus de dix appartements – l'immeuble De Meester, rue de l'Abbé Gridel (cat. n°46) - n'en possède aucun.

### 3.5. Typologie des compositions extérieures

#### 3.5.1. Un modèle pour des maisons à deux travées

L'élévation principale des maisons à deux travées suit des partis de composition qui forment deux familles. La première modèle répond au schéma suivant : un sous-sol avec garage, le rez-de-chaussée avec oriel, un premier étage muni d'un balcon et l'étage de comble pourvu d'une lucarne. Ce schéma général est établi dès 1925 dès le troisième essai. Il s'applique à de nombreuses demeures (cat. n° 10, 14, 21, 22, 25, 38 et 40) et évolue avec le temps. Dans les années 1930, il est bien établi et peut être considéré comme une constante du style de Charles Masson. Le second schéma est une version du premier, adaptée aux maisons plus élevées. Nous allons examiner le changement de la façade des édifices du style « Charles Masson » pour une maison à deux travées.

#### *- Naissance d'un modèle pour des maisons à deux travées (fig. 75)*

Le modèle pour une maison à deux travées s'amorce à partir de la maison Goint (cat. n°6) de la rue du Général Clinchant. Le dessin initial en date du 26 mai 1925 était très sobre. Il n'y a pas de bow-window et qu'une seule large fenêtre du rez-de-chaussée. Au premier étage, apparaît une fenêtre avec triplet sous l'avant-toit. La façade principale ne présente aucun relief. Pendant les travaux, Charles Masson réalise un balcon devant la porte-fenêtre du premier étage. En 1939, une partie de sous-sol est transformé en garage et les baies du triplet sont agrandies par un nouveau propriétaire. Cette élévation réapparaît deux mois plus tard dans une nouvelle version pour Emile Poirel (cat. n°16). Pour la première fois un garage est présent mais, il n'est pas encore intégré dans la maison, il est accolé sur un pignon. Le porche dans œuvre est couvert d'un arc en plein-cintre. Ce retrait donne un nouveau caractère à la façade. Comme dans la précédente maison, la porte-fenêtre du 1<sup>er</sup> étage s'ouvre sur un balcon. En réponse à l'arc du porche, les appuis curvilignes du triplet du premier étage donnent à l'élévation une forme aérodynamique. Une lucarne pignon et un chien-assis se trouvent à l'étage de comble. Ce parti a été adopté à nouveau à la maison Poirel (cat. n°16), une maison voisine de celle de Louise Goint. Mais ce projet n'a pas été réalisé et finalement il a été remplacé, en juin 1926, par une demeure à trois travées.

Pour la troisième version, Masson a trouvé une solution qui fixe un standard pour une maison à deux travées. Dorénavant, le garage est intégré dans le corps de la demeure et se situe en sous-sol dans la travée principale. Toujours pour la maison Poirel (cat. n°16), le porche dans œuvre couvert d'un arc en plein-cintre forme un volume en retrait sur la façade, l'oriel rectangulaire à pans coupés, un volume en avancée. La disposition de la partie haute est une

synthèse des deux précédents projets. La porte-fenêtre sous la lucarne-pignon vient de la maison Goint (cat. n°6), le triplet est une reprise du projet de la maison Poirel. Cette demeure est devenue le modèle pour la petite maison de Martelin (cat. n°10), malheureusement son plan ne nous est pas parvenu. Il est possible cependant d'en deviner approximativement la date de conception. En fait, le commanditaire de cette demeure a dressé un procès-verbal le 28 septembre 1925 pour acquérir ce lot<sup>298</sup>. Cette demande a été discutée<sup>299</sup> au Conseil Municipal de Nancy en date du 12 octobre 1925 puis Martelin dressa une demande d'autorisation de travaux<sup>300</sup> le 23 octobre 1925. La date de conception du projet se situe donc approximativement entre les mois de septembre et octobre 1925.

### ***- La maturité et la reproduction***

Une fois fixée la typologie des maisons à deux travées, Masson met ce modèle en pratique pour d'autres maisons (fig. 76). La première application est mise en œuvre, en 1927, pour la maison Munier de la rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n°21). Le garage, situé au sous-sol, est presque au niveau de la voirie publique, les trois baies rectangulaires de l'oriel forment une serlienne et la porte du porche dans œuvre est encadrée de deux fenêtres octogonales. La nouveauté provient des baies du 1<sup>er</sup> étage couvertes d'un arc polygonal à trois pans. Masson utilise ce modèle pour une maison Heymes (cat. n°22) à Laxou qui présente deux innovations : l'utilisation de ressauts dans les baies et la présence d'une loggia. Plusieurs baies y sont en forme de serlienne dans l'oriel, le porche et la lucarne-pignon.

Ce modèle sera utilisé dans 7 demeures avec un oriel remplacé par un avant corps à la maison Voltan (cat. n°24) rue des Brice et à la maison Mathieu (cat. n°25) rue Ludovic Beauchet. Il continue à être employé jusque dans les années 1930. En 1931, Charles Masson prend ce modèle pour la villa Mairot (cat. n°36) à Laxou. Cette fois, le garage n'est pas intégré dans le corps de la demeure et les baies à ébrasements à ressauts sont couvertes d'arcs polygonaux à trois pans. Une grande fenêtre au-dessus du porche se substitue à un triplet et une vaste loggia envahit la lucarne-pignon. La maison Mairesse (cat. n°38) à Saurupt reprend cette typologie en 1933. Le garage est réintégré au sous-sol. Cette typologie, élargie à une plus grande échelle, est utilisée pour la série de maisons située du n° 9 au n° 15 de la rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n°26 et 27) (fig. 77). Cette fois le rez-de-chaussée de service, au même niveau que la voirie,

---

<sup>298</sup>. AM Nancy, 34 W 39 : Urbanisme, vente de terrain.

<sup>299</sup>. AD 54, 3 O 395/21 : Vente de terrain au parc de Saurupt.

<sup>300</sup>. AM Nancy, 1 O 1309 : Permis de construire (1925).



accueille le garage. Le premier étage est occupé par un avant-corps et les étages supérieurs par de vastes loggias.

### **3.5.2. Typologie d'élévation pour des immeubles**

Les élévations extérieures des immeubles à trois travées répondent également, dans leur majorité, à une typologie (fig. 78). Leur hauteur est en moyenne de cinq niveaux. La travée centrale est animée soit par des balcons soit par des oriels. L'oriel se développe sur deux à trois étages. Dès 1925, l'immeuble Cortellini-Albertinetti, 47 rue du Maréchal Oudinot, comporte un oriel central à trois pans très saillant, les autres baies sont au nu de la façade. Plus tard, dans les années 1930, Masson construit des paires d'immeubles : les immeubles Michelet des n° 99 et n° 99 bis de l'avenue du Général Leclerc (cat. n°42 et 43) et les immeubles Mairoit et Suzanne Michelet aux n°12 et n°14 de la rue Notre-Dame de Lourdes (cat. 51 et 49). Chacun de ces binômes a un volume identique, l'un est doté d'un oriel et l'autre de balcons.

Les deux immeubles de la rue Notre-Dame de Lourdes reprennent ce rythme. Cette fois les balcons se distinguent par des ressauts qui se prolongent sur tout le niveau. En août 1934 l'immeuble Robert (cat. n°49) de la rue Jeanne d'Arc est doté de cinq balcons tous différents. L'élévation du rez-de-chaussée est particulière selon les usages, selon que celui-ci accueille un garage, un magasin ou un logement. Un autre type, peu fréquent, est représenté par les immeubles Cortellini-Albertinetti (cat. n°7 et 8) et Martin, 49 bis avenue Anatole France (cat. n°45) qui possèdent des oriels dans les travées latérales.

## **4. Charles Masson, son influence sur les autres architectes**

L'œuvre de Charles Masson est, dans sa maturité, tout à fait originale et identifiable. Elle évolue en permanence pour aboutir à des ensembles cohérents. Le premier est constitué de huit maisons dispersées, réalisées entre 1928 et 1933 (cat. n° 21, 22, 24, 25, 36-38, 40), le second de quatre maisons mitoyennes conçues entre 1929 et 1930, rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n° 26, 27 29, 30) et le troisième est formé d'une série de trois immeubles tous projetés en 1933 et tous situés autour de l'avenue Anatole France (cat. n° 44 et 46). C'est ce dernier ensemble qui conduira Charles Masson à la faillite et à son départ de Nancy.

Sa production est bien différenciée de celle de ses concurrents mais elle n'est pas pour autant uniforme et répétitive. Ces réalisations seront, pour partie, utilisées par d'autres architectes nancéiens. Notamment Fernand Mascret, auteur vraisemblablement de plus de 200

édifices, qui est un de ses concurrents les plus directs, ne sera pas indifférent à l'œuvre de Charles Masson. Il réalisa lui aussi des ensembles cohérents. Le boulevard du maréchal Foch, colonne vertébrale du lotissement social du Pont-de-Villers à Laxou, créé en 1933, en est un bon exemple. Aujourd'hui encore il conserve une trentaine de petits immeubles locatifs dont quatre jumeaux. Ils sont majoritairement à deux travées et trois niveaux. Leur vocabulaire architectural est basé sur la répétition de baies géométriques simples à piédroits à ressauts et de balcons prismatiques. Fernand Mascret a fait travailler des maçons italiens experts en crépis tyroliens qui uniformisent encore plus cet ensemble.

L'année suivante, en 1934, rue du Maréchal Oudinot, il met en œuvre, en association avec l'entrepreneur Louis Boni, plus de dix immeubles pour lesquels il utilise les mêmes formes. Il réitère l'utilisation d'immeubles jumeaux mais la clientèle visée étant plus aisée, il intègre dans ses compositions décor sculpté et ferronnerie de qualité. Le garage, signe du niveau social recherché est présent dans plusieurs immeubles.

À la fin des années 1930, Fernand Mascret réalisa un petit ensemble de trois maisons situées au n°47-51 de la rue Pierre Curie à Vandœuvre. Composées d'une seule travée et de quatre niveaux, Fernand Mascret adopta, à une échelle plus modeste, le parti de plan et d'élévation des quatre maisons réalisées dès 1929 par Charles Masson rue du Lieutenant Henri Crépin (cat n° 36). Le rez-de-chaussée est un étage de service intégrant un garage, les étages supérieurs sont des espaces de vie. De Charles Masson, Mascret adopte en outre le principe des grandes baies et des loggias ouvertes sur des balcons.

Autre exemple, Fernand César (1879-1969) est l'auteur, sur le flanc est de la rue de Turinaz, d'une dizaine de maisons mitoyennes conçues en 1931. Nous n'en connaissons pas les commanditaires mais tout laisse à penser qu'ils appartiennent à la bourgeoisie aisée. En effet il travailla régulièrement avec des industriels. Déjà en 1903, en association avec son père Félicien, il réalisait comme une première commande, un immeuble de rapport de grande qualité dont le commanditaire était Nicolas Kempf, marchand de bière originaire d'Alsace<sup>301</sup>. Après la Grande Guerre, il occupa de 1922 à 1923 la chaire d'architecture de l'école des beaux-arts de Nancy. En 1924 Augustin Durand, huissier de justice, lui commanda un hôtel particulier de style néo-classique<sup>302</sup>. L'année suivante, il bâtit à la demande de Paul Moreau directeur des brasseries de Saint-Nicolas-de-Port, la salle de brasserie dans un style résolument moderne. Toujours en 1925,

---

<sup>301</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy architecture 1900*, *ibid.*, t.2. p.48.

<sup>302</sup>. Situé au n° 50 du boulevard Albert 1<sup>er</sup>.

appelé par la famille Bouloumié, F. César devint l'architecte de l'Établissement thermal de Vittel jusqu'en 1936<sup>303</sup>. À cette occasion, il entra en relation avec Auguste Bluysen (1868-1952)<sup>304</sup> qui reconstruisait le Casino, et ils travaillèrent ensemble à l'extension et la rénovation de la Grande Galerie<sup>305</sup>. Toujours à Vittel, Fernand César édifia de nombreux édifices pittoresques et, à partir de 1928, le Grand-Hôtel de l'Ermitage, un palace qui mélangeait faux pan de bois et structure en béton. Et Jean Prouvé, sollicité par F. César, réalisa la ferronnerie du grand escalier et aussi de grandes cloisons repliables<sup>306</sup>.

Rue Turinaz, Fernand César reprit à son compte de nombreux caractères des maisons que Charles Masson construisit rue du Lieutenant Crépin. Ici aussi, chaque maison, précédée par un jardinet, est traitée comme un hôtel particulier. Ce sont toutes des maisons occupées par un seul propriétaire, le rez-de-chaussée étant un espace de service avec garage, buanderie, cellier et chaufferie. Le premier étage est dévolu aux pièces de réception, à la cuisine et à l'office et les étages supérieurs aux chambres dont celles des domestiques. La cage d'escalier rejetée sur un mur mitoyen est à éclairage zénithal. Les baies présentent une variation extrême, des loggias, les oriels sont soit de plan rectangulaire, segmentaire, à redents ou prismatiques. Les grilles des clôtures forgées sont particulièrement soignées et présentent un décor de formes géométriques que l'on retrouve sur les balcons. Cet ensemble, le plus original de Nancy et de son agglomération, est une déclinaison de l'œuvre de Charles Masson.

## Conclusion

La nationalité chahutée de Charles Masson qui est né allemand et qui ne deviendra français qu'après l'avoir demandé en 1920, à l'âge de 26 ans, ne fut pas sans conséquences sur sa carrière. Sa formation dans les *Technische Hochschule* de Darmstadt puis de Berlin le mit naturellement en contact avec les œuvres de J.- M. Olbrich et de P. Behrens qui représentaient une nouvelle rupture avec les styles historiques et l'Art nouveau français. On ne peut pas

---

<sup>303</sup>. CONTAL Marie-Hélène, *Vittel, 1854-1936 Création d'une ville thermale*, Paris : Editions du Moniteur, 1982, p. 110.

<sup>304</sup>. Cet architecte est l'auteur à Paris du théâtre de la Michodière (1925) et du cinéma Le Grand Rex (1932) de style Art déco.

<sup>305</sup>. *Ibid.* p.108.

<sup>306</sup>. COLEY Catherine, *Jean Prouvé en Lorraine*, Nancy : Presses Universitaires de Nancy, 1990, pp. 90-94.

imaginer que cette nouvelle modernité n'interpella pas Charles Masson. Le confinement du décor à de simples panneaux puis sa disparition étaient des marques de cette nouvelle architecture. Le mutisme des sources sur son activité pendant la Grande Guerre laisse supposer qu'il a servi sous l'autorité allemande. Son retour au pays natal le poussa, dès 1919, à s'installer comme architecte indépendant et comme chef de secteur du *Service de la Reconstitution* en Moselle. Il fut actif sur 43 chantiers mais son travail fut mis en cause et on lui reprocha tout particulièrement de pratiquer des honoraires trop élevés. Il rentra en procès avec l'administration, ce qui le contraignit à quitter la Moselle pour Nancy. Il entreprit alors des démarches pour occuper des fonctions d'architecte de la reconstruction auprès des départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, ce qui lui fut refusé. Charles Masson se vit ainsi fermer le marché des commandes publiques et de ce fait, il ne construisit que pour des commanditaires privés.

À Nancy, il dut faire face à un milieu architectural dominé par des dynasties installées depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui explique qu'il travailla, à l'exception de l'entreprise France-Lanord et Bichaton, avec des entrepreneurs nouvellement installés. Et peut-être fut-il au départ considéré comme un Allemand dont la famille, en plus, n'avait pas opté pour la France... En tout cas, sans doute avait-il la perception d'être différent de ses collègues par sa formation : lui avait reçu l'éducation technique et architecturale propre à l'Allemagne alors que ceux-ci avaient baigné dans l'ambiance des Beaux-Arts, à Nancy et souvent à Paris... C'est dire que le milieu nancéien ne l'accueillit pas forcément les bras ouverts.

Seule la dote de sa seconde épouse, Marie Antoinette de Schacken, lui donna les moyens de sortir de l'anonymat et les clefs pour intégrer la société nancéienne. De 1923 à 1926, il put réaliser trois grosses villas dans le parc de Saurupt qui devint son territoire de prédilection. Ce sont ces œuvres qui lancèrent sa carrière dans un milieu aisé. Au bout d'une dizaine d'années seulement, la construction d'une série de grands immeubles l'entraînèrent à la faillite et il dut quitter Nancy pour retourner dans sa Moselle natale. Quinze jours après la déclaration de la seconde guerre mondiale, il s'installait à Vannes dans le Morbihan et travailla pendant quatre années pour une entreprise qui mit en œuvre le Mur de l'atlantique. Sa maîtrise de la langue allemande facilita son intégration auprès des occupants, et de ce poste stratégique, semble-t-il, il renseigna les Alliés. À la fin de la guerre il reprit une activité libérale à Paris puis en Moselle qui reste à découvrir.

Son œuvre nancéienne est singulière ; elle embrasse, exclusivement dans le domaine privé, toute la gamme typologique possible de la petite maison individuelle au grand immeuble. Les références stylistiques sont sans cesse renouvelées, elles oscillent entre un éclectisme

classique et des régionalismes allemands et balnéaires, entre pittoresque et modernité. Pour autant Charles Masson mit au point un style personnel bien affirmé, marqué par sa formation allemande et prenant en compte les nouveaux matériaux et l'évolution de nouvelles pratiques sociétales comme les sanitaires, le chauffage central ou l'automobile.

Ses premières œuvres, modestes, relèvent d'une architecture ordinaire voire vernaculaire puis, très rapidement, Charles Masson utilisa des formes qu'il s'appropriâ et personnalisa comme l'oriel ou la serlienne. L'oriel, à pans coupés, est présent dans de très nombreuses demeures y compris dans les immeubles, il est presque toujours couvert d'une terrasse. La serlienne y trouve naturellement sa place, il incurve les piédroits de ces baies. Ses linteaux sur coussinets se transforment en arcs polygonaux à trois pans. Ce couvrement est un marqueur emblématique de l'architecture Art déco qu'il partage avec de nombreux autres architectes. En revanche la loggia et les jours sont propres à l'œuvre de Charles Masson, il les utilise dans tous les niveaux y compris dans celui des combles. L'association et la réinterprétation de toutes ces formes constituent le style Masson.

# TROISIÈME PARTIE

## COMMANDER POUR SE LOGER.

### UN RÊVE DE VILLA

Pendant les seize années de sa vie et de sa carrière à Nancy, Charles Masson s'est voué aux seuls commanditaires privés, et même, pour être plus précis, à la seule architecture domestique. Il ne semble pas avoir reçu de commandes publiques, ce qui peut étonner puisqu'en Moselle, au début de sa carrière, il travailla dans le cadre officiel de la Reconstruction de l'après-guerre. Cette situation est d'autant plus surprenante que ses confrères et concurrents ont mené les deux objectifs de front. Ainsi Jean Bourgon (1895-1959) a travaillé pour la cité-jardin de la Chiennerie (de 1924 à 1930) mais a construit aussi – toujours à Nancy – la Caisse d'Épargne (1923-1928), le siège de la Société des Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson (1926-1929), la Cité universitaire de Monbois (1930-1932), la faculté de pharmacie (1936-1951), etc. Pour sa part, Fernand Mascret (1901-1984) a bâti sans doute autant d'immeubles de rapport et de maisons que Masson mais des sociétés lui ont aussi commandé la réalisation de leur siège social, ainsi la Société Beau Site (25 et 27 boulevard Maréchal Foch) et la Mutuelle de l'Est (12, place de la Croix de Bourgogne). Même Jules Criqui (1883-1951), dont le client presque unique fut le diocèse de Nancy et de Toul, put dans ce cadre restreint, bâtir à côté des églises, des lieux d'enseignement et de résidence comme le Grand Séminaire ou le GEC de Nancy. Charles Masson semble bien être le seul architecte nancéien de l'entre-deux-guerres à s'être spécialisé, sans doute pas de sa propre volonté, comme on vient de le voir, dans l'architecture domestique.

Se loger est la première préoccupation des commanditaires qui seront étudiés dans cette partie. Bien sûr – il faut tout de même le rappeler – cette fonction n'est pas la seule clé de compréhension pour étudier les édifices que Masson élaborait en réponse à la demande de ses interlocuteurs. Les paramètres financiers et sociaux sont tout aussi importants. Ce sont eux qui expliquent vraiment la modestie ou au contraire le faste mis en œuvre lors de la conception

d'une maison ou d'une villa. Ces deux dénominations correspondent à des définitions dans la typologie architecturale actuelle <sup>307</sup> : « villa » désigne une demeure individuelle, généralement bourgeoise et entourée d'un jardin privé – ses quatre façades sont donc libres –, tandis que « maison », terme à consonance plus générale, s'applique à une demeure qui possède au moins un mur mitoyen et dont le commanditaire est supposé de statut social plus modeste ; c'est donc souvent un édifice moins prestigieux que la villa. Cependant dans le numéro de *Batimod* consacré à Masson, le mot « villa » a une définition bien plus extensive et s'applique aussi bien aux habitations isolées que mitoyennes, petites comme grandes (fig. 79). Cette signification est plus ancienne et renvoie à une image idéale et bourgeoise de l'habitat domestique. Son emploi vise donc à mettre en valeur la qualité et le statut du propriétaire, et peut-être ses aspirations. N'est-ce pas là un des objectifs essentiels de la commande d'une demeure ? D'abord loger au mieux le client mais aussi afficher sa position sociale de propriétaire ? Quels sont donc les paramètres que l'architecte met en œuvre pour satisfaire l'un et l'autre de ces objectifs ? Sans doute peut-on les regrouper dans trois grandes préoccupations qu'il partage avec ses clients : d'abord la quête du confort le plus moderne, ensuite la mise en place d'une distribution intérieure facilitant et mettant en valeur la sociabilité et le mode de vie bourgeois et enfin, le dessin d'une façade qui, en jouant avec le pittoresque et l'ornementation, sorte de l'ordinaire et signale dès l'extérieur la qualité du commanditaire.

Dans cette perspective, le plus frappant dans la carrière de Masson à Nancy, c'est l'importance cruciale que prirent les trois magnifiques villas qu'il construisit dans le parc de Saurupt, dès qu'il réussit à « faire son trou » dans la ville. Là encore, il est inévitable de lier l'ampleur du programme avec celle de la fortune du commanditaire, mais pas forcément, comme on le verra, ce qui ne laissera pas de surprendre. On sait qu'en l'occurrence Masson était le premier concerné et que son remariage en 1924 avec une jeune femme de la « bonne société » nancéienne fut un formidable coup de pouce.

---

<sup>307</sup>. PÉROUSE DE MONTCLOS Jean-Marie, *Architecture, Méthode et vocabulaire, op. cit.*, p. 226 et p. 228.

## Chapitre 1.

### Les trois chefs-d'œuvre de Masson au Parc de Saurupt (1924-1927) : trois auto-commandes ?

S'il est un lieu de Nancy où l'on peut encore aujourd'hui sentir la présence de Charles Masson, c'est bien le Parc de Saurupt (fig. 80). Comme on l'a vu précédemment, il s'y installa en août 1924, peu de temps après son mariage avec Marie-Antoinette De Schacken, dans la villa *Les Cigognes* dont il avait donné les plans l'année précédente. Pour lui qui laissait la rue Bénit au centre-ville où il avait vécu quatre années balbutiantes depuis 1920 à son départ de Moselle, c'était une consécration tant sociale que professionnelle. C'était le signal d'une vie nouvelle et de son intégration dans la bourgeoisie nancéienne. La construction de sa propre villa au 8 de la rue Maréchal Gérard où il s'installa à partir de 1928, confirma l'enracinement de Masson dans ce quartier. Saurupt devint en quelque sorte son fief : il y vécut en famille et y travailla jusqu'en 1936, date de son départ pour Metz ; il y acheta des terrains pour les revendre et donc améliorer ses revenus en profitant de la spéculation qui emportait les Années folles ; enfin il y édifia nombre de demeures de types divers, en particulier une troisième grande villa pour ses beaux-parents sur un terrain voisin du sien.

Du point de vue professionnel, s'investir à Saurupt revêtait aussi pour Masson une signification particulière et même stratégique. C'était participer à la seconde relance du désormais fameux projet de cité-jardin en bordure de Nancy, initié au début du siècle et qui s'était soldé d'abord par un échec : en 1906, seules 8 parcelles sur 88 avaient été vendues et 6 villas érigées<sup>308</sup>. La survie du projet passa par une meilleure intégration du parc dans la voirie municipale et par un redécoupage en parcelles plus petites. Les grandes villas firent alors place à de petites maisons mitoyennes. Durant cette période précédant la Grande Guerre, le principal acteur fut l'architecte César Pain (1872-1946), qui a laissé son nom sur près de vingt-cinq maisons, principalement des maisons à deux travées, notamment dans la rue des Brice<sup>309</sup>. Quand Masson arriva à Saurupt, la situation avait encore changé. La Ville de Nancy en était devenue le propriétaire et le lotisseur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922<sup>310</sup>. Pourtant l'architecte semble renouer avec les intentions des fondateurs en érigeant, non pas des maisons mitoyennes, mais trois

---

<sup>308</sup>. BRADEL Vincent et ROUSSEL Francis, *Nancy : Le parc de Saurupt, op. cit.*, p.2.

<sup>309</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy Architecture 1900, op. cit.*, p.61.

<sup>310</sup>. AD 54, 3 O 395 : Vente de terrain au parc de Saurupt



grandes villas situées sur les dernières grandes parcelles dans la partie nord du Parc de Saurupt (fig. 81) et dans la suite de celles bâties par Joseph Hornecker, Charles Bourgon et Lucien Weissenburger au début du siècle. Elles font partie des premières œuvres de Masson à Nancy et reflètent l'idée que l'architecte se faisait alors des grandes demeures bourgeoises.

Chacune de ces trois grandes villas relève, à première vue, de ce que David Peycéré appelle des « commandes privées éclairées de luxe » et suppose des commanditaires fortunés voulant afficher leur statut social et leur libéralité vis-à-vis de l'architecte auquel ils font appel et confiance. Et effectivement on peut dire que ces trois villas furent réalisées dans des conditions telles que Masson ne pouvait que se sentir directement concerné par leur conception, leur mise en œuvre et surtout leur destination. C'est parfaitement évident pour la dernière qui fut sa propre résidence, mais ne considéra-t-il pas aussi le projet de la villa de ses beaux parents, la *Villa des Colombes*, comme une expression personnelle ? Et n'en va-t-il pas de même pour *Les Cigognes* commandée certes par René Peltre, un client atypique, mais dont il fut le premier résident ? Ne peut-on pas parler dans les trois cas d'auto-commandes ? Quoi qu'il en soit, ces trois villas revêtaient sans doute dans l'esprit de Masson une importance cruciale car elles faisaient la démonstration de ses qualités d'architecte pour la seule clientèle privée à qui il pouvait s'adresser.

## **1. La villa *Les Cigognes*, premier chef-d'œuvre de Masson à Nancy (cat. n°1)**

Cette villa est située sur le rond-point Marguerite de Lorraine à l'intersection de la rue du Général Clinchant et de la rue des Brice. Le plan de cette demeure a été dressé en 1923 ; elle est considérée comme la première réalisation de Charles Masson à Nancy. Quand les chercheurs parlent de l'architecture civile de l'Entre-deux-guerres au Parc de Saurupt, cette villa est sur toutes les lèvres et dans tous les écrits. Cependant, les recherches se limitent quasi à une analyse architectonique : le style, ses éléments architecturaux, la distribution intérieure et ses matériaux. Pour notre part, l'étude de la villa *Les Cigognes* se concentrera principalement sur son commanditaire, l'histoire de sa construction et sa place dans l'œuvre de Charles Masson. Cette approche nous permet de découvrir une face cachée de ce bâtiment et de ranimer une histoire figée dans une approche matérielle.

## 1.1. René Peltre, le commanditaire

### 1.1.1. Peltre ou Hannezo ?

Longtemps la commande de la villa *Les Cigognes* est revenue à Pierre Hannezo. Et de nombreux arguments plaident en faveur de cette hypothèse. La première source est constituée par le catalogue dédié à l'œuvre de Charles Masson dans *L'architecture Moderne* publié par *Batimod* vraisemblablement au milieu de 1930. Dans cet ouvrage, il y a des photographies des *Cigognes* avec un sous-titre « villa de Mr. Hannezo », ce qui signifie qu'il était le propriétaire de cette demeure au moment où cet ouvrage est paru. Mais en fut-il vraiment le commanditaire ? Ce catalogue provoqua un malentendu auprès des chercheurs qui l'associèrent à une autre source<sup>311</sup> : le dossier des ventes de terrain du parc de Saurupt<sup>312</sup>. Selon ce dernier, un certain Hannezo a dressé un procès-verbal, en date du 10 octobre 1923, pour l'acquisition d'une parcelle de terrain de la rue du Maréchal Gérard. Il a acquis ce terrain de 186,75m<sup>2</sup> pour la somme de 9.337,60 francs. L'extrait des registres des délibérations du conseil municipal de la ville de Nancy indique le numéro de parcelle du cadastre, section D, numéro 644P, sans plan d'alignement.

Mais il faut y regarder de plus près et avec davantage de finesse. Le dossier de vente du terrain pour Hannezo indique clairement comme adresse la rue du Maréchal Gérard, alors que la villa *Les Cigognes* se trouve à l'angle des rues du Général Clinchant et des Brice. Et l'on sait que son adresse a été au n° 10 de la rue des Brice jusqu'en 1927 et qu'en 1928 elle était au n° 27 de la rue du Général Clinchant<sup>313</sup>. Pour écarter plus sûrement Hannezo en tant que commanditaire de la villa, on remarquera que le terrain qu'il acquit était de 186 m<sup>2</sup> alors que celui de la villa était de 696 m<sup>2</sup>. En réalité le terrain de Hannezo correspond aujourd'hui au n° 40 de la rue du Maréchal Gérard<sup>314</sup>. La confusion vient également du fait que René Peltre, le vrai commanditaire, n'a jamais habité la villa et qu'il l'a louée, sitôt construite, justement à Charles Masson pendant trois ans, le temps pour ce dernier de se construire sa propre villa au n° 8 de la rue du Maréchal Gérard. C'est seulement en 1927 que Pierre Hannezo devint le propriétaire de la villa<sup>315</sup> et l'occupa presque quarante ans durant, jusqu'en 1965<sup>316</sup>. Il est donc, à la fois, le deuxième occupant et le deuxième propriétaire de cette demeure.

---

<sup>311</sup>. VIGATO Jean Claude, DIEUDONNE Patrick et BRADEL Vincent, *Permis de construire Nancy 1905-1975*, *op. cit.*,

<sup>312</sup>. AD 54, 3 O 395/13 : Vente de terrain du Parc de Saurupt

<sup>313</sup>. AM Nancy, 1 F 2461 et 1 F 2501 : Registre de population de Nancy (1927 et 1928)

<sup>314</sup>. AM Nancy, 34 W 62 : Urbanisme

<sup>315</sup>. AM Nancy, 1 F 2461 : Registre de population de Nancy (1927)

<sup>316</sup>. AM Nancy, 1 F 2781 : Feuilles de ménages (1930-1980) pour Pierre Charles Hannezo

Une fois faite cette mise au point, le processus de la commande par René Peltre est tout à fait clair, car il est authentifié par des documents que nous avons trouvés. Le procès-verbal de l'achat du terrain dressé par René Peltre en date du 28 avril 1923 est accompagné d'un plan d'alignement qui correspond parfaitement au plan cadastral de cette demeure. La superficie de ce terrain concorde aussi avec la parcelle actuelle de la villa. La demande d'autorisation des travaux datée du 18 août 1923 porte son nom, avec sa profession et son domicile. En rapprochant ces sources, nous arrivons à la conclusion que René Peltre est assurément le commanditaire de la villa *Les Cigognes*. L'histoire de la construction précisera l'ensemble du processus.

### **1.1.2. René Peltre, un homme de la campagne**

Toute la vie de René Peltre se déroula entre la côte de Meuse et la vallée de la Moselle, dans un étroit territoire de 25 km de côté, avec comme limites Pont-à-Mousson au nord et Nancy au sud, des villes où il ne résida jamais. Le cadre de sa jeunesse est plus limité encore, cantonné à un triangle dont les pointes sont occupées par trois villages distants de 5 à 10 km : Flirey, Euvezin et Montsec. Le paysage est celui de la Woëvre, vaste dépression au pied de la côte de Meuse. La butte de Montsec y est un repère essentiel, bien plus important que le partage de ce petit pays entre les départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. René Peltre naquit à Flirey le 19 juin 1882<sup>317</sup>. Son père, Charles Peltre, « garde particulier » de sa profession, est issu d'une famille vigneronne d'Euvezin, village tout proche au nord<sup>318</sup>. Les aïeux de René Peltre - son grand-père et son arrière-grand-père comme tous les membres de sa famille - y étaient vignerons<sup>319</sup>. Euvezin possédait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle 80 hectares de vignes qui produisaient un vin blanc particulièrement réputé. La qualité du sol et l'exposition ensoleillée de ses coteaux accidentés étaient particulièrement adaptés à la culture de la vigne<sup>320</sup>. La majorité du vin produit à Euvezin était du vin gris et du vin blanc. Son cépage, l'Aubin vert, caractérisé par ses grappes de petite taille et cylindriques, se rencontrait fréquemment dans les vignobles lorrains. Il était connu sous le nom de blanc d'Euvezin ou de vert blanc<sup>321</sup>.

---

<sup>317</sup>. AD 54, 5 Mi 198/R 2 : N.M.D (1793-1882) Flirey .

<sup>318</sup>. AD 54, 5 Mi 185/R 5 : N.M.D (1843-1872) Euvezin

<sup>319</sup>. AD 54, 5 Mi 185/R5, *op.cit.*

<sup>320</sup>. BÉCOUS Edouard, *Le canton de Thiaucourt : histoire, situation agricole et vinicole, notices biographiques de ses hommes marquants*, Paris : Res Universis, réédition 1993, p.98. Les sols sont de formation argilo-siliceuse et argilo-calcaire.

<sup>321</sup>. *Le Figaro* : <http://avis-vin.lefigaro.fr/connaitre-deguster/tout-savoir-sur-le-vin/guide-des-cepages/aubin>

Le rendement était non négligeable : 1300 hectolitres en novembre 1883<sup>322</sup>. En 1846, quand l'arrière-grand-père de René Peltre était en activité, il y avait 53 vigneron et même 55 en 1911. Mais la crise du phylloxera et la Grande Guerre portèrent un coup fatal à la culture de la vigne. En dix ans, la population diminua de moitié et passa de 277 à 136 habitants en 1921. Et il n'y a plus alors que 22 vigneron. En 1936 ils ne sont plus que neuf<sup>323</sup>. Aujourd'hui Euvezin ne produit plus aucun vin d'appellation et le cépage de cette région est en voie de disparition.

Jusqu'à la fin des années 1880, la famille Peltre vécut de la vigne. Si son grand-père appartenait à la dernière génération de vigneron, son père, Charles Peltre, né à Euvezin en 1857, quitta son village natal et s'installa à Flirey, village voisin distant de 6,5 km<sup>324</sup>. Flirey est au carrefour de la route de Pont-à-Mousson à Commercy et de la route de Toul à Verdun, c'est la raison pour laquelle ce village aura une place importante dans l'histoire de la Grande Guerre. À Flirey, l'activité principale était l'agriculture. La forêt de Mort-Mare, située sur le ban de Flirey, était très réputée pour la qualité de ses arbres. Elle était la propriété du comte de Sabran qui à cette époque habitait à Paris et, selon l'ouvrage de Jean Castelli, elle était surveillée par un garde particulier<sup>325</sup>. C'est Charles, le père de René Peltre qui occupait probablement cette fonction.

À l'âge de 22 ans, le 19 septembre 1904, en congé de son service militaire pour deux jours seulement, René Peltre épousa Marie Toussaint à Montsec dans la Meuse<sup>326</sup>. Il était alors instituteur stagiaire à Écrouves (Meurthe-et-Moselle) et il y résidait. Comme René Peltre, sa femme était issue d'une famille de viticulteurs de Montsec. Ce village se situe à 15 km de l'est de Saint-Mihiel et à 23 km au nord-ouest de Commercy, au pied de la fameuse butte-témoin, dont les flancs étaient couverts de vignes, entre la Grande et la Petite-Woëvre<sup>327</sup>. L'activité principale des habitants de cette commune était donc le vignoble, comme à Euvezin. Avec l'exode rural, la population passa de 318 habitants en 1851 à 250 habitants en 1901, le nombre de viticulteurs diminua lui aussi<sup>328</sup>. Totalement détruit pendant la Première Guerre mondiale,

---

<sup>322</sup>. CASTELLI Jean, *Un terroir Lorrain à l'Ouest de Thiaucourt*, Haroué : Gérard Louis, 2010, p.121.

<sup>323</sup>. AD 54, 6 M 33/ 185 : Recensement d'Euvezin (1846-1936)

<sup>324</sup>. AD 54, 5 Mi 185/R3 : Acte de Mariage de Charles Peltre et de Marie Mangin. D'après cet acte, Charles Peltre habite ce village.

<sup>325</sup>. CASTELLI Jean, *op. cit.*, p.122

<sup>326</sup>. AD 54, 2 E 362/10 : M (1893-1902) Montsec

<sup>327</sup>. LEMOINE Henri, *Département de la Meuse - dictionnaire des communes*, Paris : Comédit, 1991, p. 353-354

<sup>328</sup>. DE LA TORRE Michel, *Meuse : histoire, géographie, natures, arts*, Paris : Deslogis-Lacoste, 1990, pas de pagination.

le village fut entièrement reconstruit. Et l'activité viticole persévéra pendant les années 1920 et 1930<sup>329</sup>.

Même si les deux communes, Flirey et Montsec, se trouvent dans différents départements, elles sont distantes seulement de 11 km. Et les deux familles Peltre et Toussaint travaillaient dans le même domaine de l'activité agricole et vraisemblablement se connaissaient. Ce lien professionnel se nouait autour du vin et passait par plusieurs générations de vigneron, charrons et aubergistes (T.2, p, 137. A.G de la famille Peltre). Le mariage de René Peltre et de Marie Toussaint, selon un schéma traditionnel, unit donc des voisins avec un statut social et professionnel similaire. Cependant depuis la génération du père de René Peltre, cette famille quittait petit à petit le monde agricole. Ce changement se déroula en trois générations – soit soixante ans – et assura le passage du vigneron à l'instituteur.

Six ans après le mariage de René Peltre et de Marie Toussaint, Suzanne, leur enfant unique, naquit le 30 juillet en 1910 à Belleau (Meurthe-et-Moselle), où le couple logeait et où Peltre travaillait comme instituteur<sup>330</sup>. La famille déménagea ensuite à Pannes (Meurthe-et-Moselle) : en effet le nom apparaît sur le registre de population dès 1921 et tout au long des années 1930<sup>331</sup>. Et c'est pendant ces années où il habitait Pannes que René Peltre fit appel à Masson pour construire la villa *Les Cigognes* à Nancy en 1923. La dernière partie de la vie de René Peltre se déroula dans une ville, à Toul où il vint résider – au 23, avenue Albert 1<sup>er</sup> – sans doute au moment de sa retraite dans les années 1940-1950. En tout cas il y décéda le 22 janvier 1958 dans sa 76<sup>ème</sup> année<sup>332</sup>. Sa femme mourut à son tour en 1967 dans sa 87<sup>ème</sup> année puis sa fille en 1971 à l'âge de 60 ans, sans descendant<sup>333</sup>.

La commande de la villa *Les Cigognes* par René Peltre ne peut que susciter des questions. Comment lui, un homme de la campagne, un homme aux modestes revenus d'instituteur, a-t-il eu l'idée de se lancer dans ce projet urbain, somptuaire et donc onéreux ? Il ne correspond pas du tout au profil habituel de grand bourgeois associé à la « commande privée de luxe ». Comment l'idée de faire bâtir cette villa somptueuse a-t-elle pu germer dans son esprit ? Comment a-t-il pu le financer ? L'absence de descendant direct ne m'a pas permis de connaître les sources de financement de la villa. Il est certain que le salaire d'instituteur de René Peltre ne lui permettait pas d'affecter des fonds suffisants pour ces travaux très dispendieux. Peut-être

---

<sup>329</sup>. AD 55, 6 M 48 : Recensement de population de Montsec (1926 et 1931)

<sup>330</sup>. AD 54, 2 E 58/4 : Acte de naissance à Belleau (54) pour Suzanne Marie Peltre

<sup>331</sup>. AD 54, 6 M 33/415: Dénombrement du population de Pannes(1846-1931)

<sup>332</sup>. « Avis de Décès », *L'Est Républicain*, le 24 janvier 1958

<sup>333</sup>. « Avis de Décès », *L'Est Républicain*, le 7 décembre 1967 et pour Suzanne Marie Peltre, sa date de décès est indiqué dans son acte de naissance dudit.

pouvons-nous avoir une idée de la source de financement à partir de la généalogie et de la profession de la famille Peltre. Les ancêtres de René Peltre, tous vignerons, possédaient des terrains à Euvezin. Étant donné que le grand-père a arrêté son activité professionnelle et que son père avait un autre métier, leurs terres ne leur étaient plus utiles et pouvaient être vendues. En conséquence René Peltre aura sans doute hérité de la fortune de ses aïeux. D'autre part, nous pouvons imaginer aussi que l'héritage de sa femme a pu faciliter le financement de la villa. Le beau-père de René Peltre, lui aussi ancien vigneron, était déjà propriétaire en 1904 lors de son mariage. Cela conforte notre hypothèse.

Nous pouvons également envisager d'autres pistes, toutefois fragiles. La prospérité du quartier de Saurupt pouvait-elle rassurer les banquiers et faciliter les prêts, la location de la villa assurant leur remboursement ? Le fait de louer la villa à son architecte qui venait d'épouser une riche héritière fut sans aucun doute un gage bien plus déterminant. La vente de la villa à Pierre Hannezo seulement quatre années après sa conception plaide plutôt pour l'incapacité de René Peltre à rembourser ses emprunts. Peut-on alors supposer qu'en commandant *Les Cigognes*, ses ressources n'étaient guère suffisantes et que ses intentions relevaient davantage de la spéculation immobilière. René Peltre devenant instituteur était sans doute entré dans un processus d'ascension sociale. Mais aurait-il pu s'intégrer dans le monde de la grande bourgeoisie à qui était destiné initialement le Parc de Saurupt et ses vastes villas ?<sup>334</sup> Souhaitait-il alors augmenter ses revenus en profitant de l'expansion économique et financière à l'œuvre à partir de la première moitié des années 1920 ? Il trouva sans doute en Masson un architecte prêt à servir ses ambitions et à s'accommoder de ses revenus. De son côté, Masson y gagna l'occasion de pouvoir exprimer ses capacités créatrices. Mais en définitive l'absence de sources ne nous permet pas d'apporter une réponse assurée à la question des motifs de R. Peltre et du financement de cette première grande réalisation de Masson.

## **1.2. La villa *Les Cigognes*, une villa conçue pour Peltre ou pour Masson ?**

Les liens entre Masson et Peltre sont pour le moment insaisissables. Nous ne savons pas comment ils se sont rencontrés et nous ne connaissons pas les circonstances de la commande. Les sources consultées ne nous ont pas permis d'établir un lien de parenté entre eux. Au contraire tout semble les éloigner : lieu de naissance, domicile, métier et même ancêtres. Comment les deux hommes se sont-ils rencontrés ?

---

<sup>334</sup>. Voir dans la première partie, le paragraphe 2.2 consacré au Parc de Saurupt.

René Peltre, tout en demeurant à Pannes où il était instituteur, a entamé son projet de construction en 1923 par l'achat de terrain au parc de Saurupt à Nancy. Un procès-verbal a été dressé le 28 avril 1923 en vue de l'acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à la Ville de Nancy<sup>335</sup> ; la superficie du terrain était de 696,24 m<sup>2</sup>. Le prix au mètre carré atteignant 60 francs, le coût du terrain fut de 41 774,4 francs, ce qui était une somme importante. À la suite du procès verbal, Masson signa l'ensemble des plans le 8 août de la même année<sup>336</sup>. Seulement dix jours plus tard, René Peltre déposa une demande d'autorisation de travaux auprès la Ville<sup>337</sup>. La date portée sur la demeure – 1924 – donne approximativement l'année de fin des travaux, date confirmée par l'aménagement de Masson et de son épouse à la suite de leur mariage du 11 août 1924. Le loyer était fixé à la somme de 8000 francs par an<sup>338</sup>.

Dans le registre de population de 1924, René Peltre, domicilié à Pannes, est bien indiqué comme propriétaire de cette villa, avec Masson comme premier locataire. Et selon le dénombrement de Nancy de 1926, Masson partageait cette demeure avec sa femme, son frère Armand, étudiant à Nancy à l'époque, et une domestique<sup>339</sup>. Le séjour de Charles Masson à la villa *Les Cigognes* dura jusqu'à la première moitié de 1927.

Mais le fait que le premier occupant et locataire de cette villa fut l'architecte, interpelle. N'est-on pas en droit de s'interroger sur la destination initiale de cette demeure ? Ne pourrait-on pas faire l'hypothèse que, dès l'origine, cette villa était destinée à l'architecte ?

L'analyse du plan (fig. 82) peut-elle nous fournir une réponse ? Le rez-de-chaussée se décompose en deux parties bien distinctes : un lieu de travail à droite et à gauche, une partie résidentielle prédominante se répartissant entre pièces de réception et pièces de service. Nous pouvons pénétrer à l'intérieur de la villa par trois entrées. L'entrée principale dans l'axe central permet d'accéder directement aux pièces de réception. Une entrée située sur la rue des Brice donne accès à l'office et à la cuisine. La dernière sur le côté droit de la demeure relie le garage, le bureau et le cabinet de travail. Cet accès constituera une entrée directe au cabinet de l'architecte. Le hall central, pièce à l'italienne avec une cheminée ouverte, constitue la plaque tournante de la demeure car elle donne accès à toutes les fonctions énoncées et au premier étage. L'analyse de la distribution intérieure ne laisse donc aucun doute : dès sa conception la villa

---

<sup>335</sup>. AM Nancy, 34 W 89 : Urbanisme, vente de terrain

<sup>336</sup>. Même s'il n'y a pas de plan conservé pour cette villa aux Archives Communales de Nancy, ceux du rez-de-chaussée et du 1<sup>er</sup> étage, avec une date ont été publiés dans l'ouvrage *Existe-t-il une architecture de la maison ?* par Vincent Bradel et Patrick Dieudonné à la page 76. Cela nous permet de connaître la date de conception des plans.

<sup>337</sup>. AM Nancy, 1 O 1298 : Permis de construire de Nancy

<sup>338</sup>. AM Nancy, 1 F 2357 : Registre de population de Nancy (1924)

<sup>339</sup>. AD 54, 6 M 33/394-58 : Dénombrement de Nancy, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> sections, secteur Sud (1926)

répondait à un double usage, privé et professionnel. Ce dernier pouvant concerner des professions libérales diverses : avocat, notaire, médecin ou architecte ?

Si René Peltre a demandé un espace professionnel, c'est sans doute qu'il souhaitait louer ou revendre la villa car personnellement, il n'en aurait pas eu l'usage. À moins qu'il n'ait accepté une proposition de son architecte et futur locataire ? Nous ouvrons ainsi une autre hypothèse qui consiste à penser que l'architecte a bien davantage conçu cette villa pour son propre usage que pour celui de son commanditaire. Ce serait donc ses propres idées qu'il a mises en œuvre, Peltre lui laissant en quelque sorte carte blanche, parce qu'en fait il n'aurait eu aucunement l'intention d'habiter la villa. En effet, cette demeure fut occupée par le couple Masson dès son mariage en août 1924 jusqu'à l'arrivée de nouveau propriétaire Hannezo dans la seconde moitié de 1927. Durant son séjour à la villa comme locataire, en février 1926, Masson a réalisé les plans de sa future maison. Or ceux-ci reproduisent le parti général, certes un peu simplifié, et la distribution intérieure des *Cigognes*. Notamment on remarque que, parmi les 57 édifices de notre corpus, seules ces deux grandes villas font appel au hall central. Enfin le standing, le luxe et la riche ornementation de la maison s'accordent davantage au nouveau statut social auquel accéda Masson par son mariage avec la fille d'un financier qu'à celui d'un instituteur. Pour étayer cette hypothèse, il faudrait savoir à quelle date exacte se fit le projet de mariage entre Masson et Marie Antoinette De Schacken.

### *Les Cigognes ?*

Dans cette perspective, l'appellation de cette villa - *Les Cigognes* - mérite d'être approfondie. Ce nom est porté par une des piles du porche. Et d'après une photographie, publiée dans le numéro de *L'architecture moderne* consacrée à l'œuvre de Charles Masson, un épi de faîtage en forme cigogne couronnait la toiture du corps central.

Dans l'œuvre de Masson, l'affichage du nom des maisons n'est pas très courant. À Nancy, il n'y a que 4 exemples sur 57 constructions : *Les Cigognes* (27, rue du Général Clinchant en 1923), la villa *Simone* (10, rue du Cardinal Mathieu en 1924), la *Villa des Colombes* (10, rue du Général Clinchant en 1925) et l'autre villa *Les Cigognes* destinée à Ernest Woelflin (26, rue Léonard Bourcier en 1930). Pourquoi ces quatre demeures portent-elles un nom ? Que veulent exprimer les propriétaires, par ces appellations ? Généralement, les noms de maison ne sont pas jugés dignes d'intérêt. Pourtant ils ne sont pas négligeables, comme le montre une analyse approfondie des noms de maisons bâties à Nantes et qui a le mérite de donner des directions de



recherche<sup>340</sup>. Selon cette étude, les références du choix sont variées : les prénoms, le règne végétal, le bonheur, l'évocation d'un ailleurs, le monde animal, la modestie, les maximes, etc. Donner un nom à sa maison est d'abord un signe de distinction, c'est aussi une manière d'identification : les propriétaires s'adressent aux passants, parfois certains étalent leurs désirs ou leurs rêves.

En iconographie, la cigogne est un signe de bon augure. Elle est un symbole de piété filiale et de longévité dans le monde grec ou, en Extrême Orient, d'immortalité. Dans certaines régions, en Alsace par exemple, on considère qu'elle apporte les enfants<sup>341</sup>. Puisque c'est un oiseau migrateur, son retour annonce le printemps et de retour en Europe, elle fait son nid pour faire ses petits.

Selon l'explication du site *Patrimoine Culturel et Immatériel de la France*, la première trace de la légende de la cigogne remonte à un poème de Basse-Allemagne. Grâce à une gravure de Jean-Frédéric Wentzel, ce poème nous est parvenu. : « *Storick, Storick, stipper di Bein / Bring de Mamme a Bubbela heim [...]* » qui signifie « *Cigogne, Cigogne cabre-toi / Apporte à maman un joli marmot.[...]* ». Les Germains prétendaient que la déesse Holda renvoyait les âmes des défunts vers le monde en les réincarnant. Et la cigogne considérée comme la messagère de Holda, jouait le rôle de pourvoyeuse de bébés auprès des parents. Par exemple, « si une cigogne s'est posée sur votre maison, elle devient votre porte-bonheur dans presque tous les domaines : fécondité et fidélité en premier lieu, mais aussi richesse, santé, protection contre la foudre, bénédiction de la ville entière où elle a élu domicile, etc »<sup>342</sup>. S'il en est ainsi, le choix du nom de la maison, là encore, évoque mieux le désir de Masson, jeune marié et désireux sans doute des enfants que celui de Peltre dont la fille a déjà 14 ans. Peut-être Masson perçut-il la naissance de son fils en février 1927 comme une réponse au nom de la villa que d'ailleurs il quitta au milieu de la même année pour habiter sa propre maison.

Tout laisse donc penser que la villa *Les Cigognes* reflète et conserve d'abord les idées de Masson et de sa vie d'alors. L'architecte passe au premier plan, le commanditaire reste dans l'ombre, en arrière, son rôle semblant se limiter à l'impulsion initiale du projet.

---

<sup>340</sup>. CHATÉ Anne, « *Les noms de maisons, fragments d'un discours sur soi ?* », in *Ethnologie Française* 3/2003 (vol.33), pp.483-491. URL : [www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2003-3-page-483.htm](http://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2003-3-page-483.htm).

<sup>341</sup>. CHEVALIER Jean et GHEERBRANT Alain, *Dictionnaire des symboles : mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris : Robert Laffont/Jupiter, 1982, p.253.

<sup>342</sup>. « La légende de la cigogne à Strasbourg », in *Patrimoine Culturel Immatériel*. En ligne. <http://www.patrimoinevivantdelafrance.fr/index.php?mact=News.cntnt01.detail.0&cntnt01articleid=17&cntnt01returnid=27>. Consulté le 20 juin 2015.

### 1.3. Une tête de pont dans le parc de Saurupt

De 1920 à 1924, c'est-à-dire de son arrivée à Nancy à son mariage, Masson a ouvert son agence d'architecture à l'angle de la rue Bénit et de la rue Saint-Jean, celle-ci étant une des principales artères du centre-ville. De la sorte, il marque certainement sa volonté de s'installer au centre des affaires. Mais le loyer est cher. Selon le registre de population de Nancy de 1924, il payait 5000 francs pour son cabinet d'architecte situé au 2<sup>ème</sup> étage de la rue Saint-Jean. Au bout de quatre années, il déménagea son agence à la villa *Les Cigognes*. C'était une installation audacieuse pour plusieurs raisons. Il est fréquent, dans les professions libérales, d'exercer son métier chez soi, c'est une façon d'attirer et de rassurer sa clientèle. Mais en général le métier exige une adresse plus attractive. Pour Masson, ce n'était pas exactement le cas, puisqu'il quittait le cœur de Nancy pour un quartier périphérique au risque de perdre une partie de sa clientèle. Depuis quatre ans, sa publicité dans l'annuaire de Meurthe-et-Moselle insistait sur son adresse facile d'accès<sup>343</sup>. Il est vraisemblable que c'est pour des raisons d'économie qu'il choisit d'installer son cabinet d'abord aux *Cigognes* puis dans sa propre maison d'habitation : il payait un loyer de 5000 francs pour son agence et la location de la villa est de 8000 francs. Mais à ce moment-là, le transfert de son agence fut un défi pour Masson et sa carrière.

Le Parc de Saurupt pouvait-il garantir la prospérité des affaires de Charles Masson ? À cette époque, le quartier restait encore très éloigné du centre. Et on l'a vu, le lotissement avait commencé en 1901, mais au bout de vingt ans les parcelles n'étaient pas encore toutes vendues. Toutefois grâce à l'ouverture des nouvelles voies municipales, la vente des terrains était repartie. Malgré tout cela, ce quartier résidentiel n'était guère animé. En bref c'était un quartier en voie de développement, mais peu propice à l'installation d'un cabinet d'architecte. Les architectes réfléchissent toujours à l'accessibilité de leurs clients. Tous les confrères de Masson actifs à Nancy le montraient et, d'après les annuaires de l'époque, ils ne choisissaient jamais un lieu isolé comme emplacement de leur agence. En voici quelques exemples<sup>344</sup> : Emile André était installé 4, place Stanislas et Paul Charbonnier au 8, boulevard Godefroy de Bouillon (aujourd'hui Boulevard Albert Ier) ; Joseph Hornecker habitait 4, rue des Jardiniers et Pierre Le Bourgeois 27, rue Victor-Hugo. Tous étaient restés en ville dans un lieu facilement accessible.

Alors, comment expliquer le choix de Charles Masson ? Pourquoi cette décision s'est-elle révélée perspicace et comment contribua-t-elle à son succès ? De 1923 à 1936, dans le seul Parc de Saurupt, il réalisa les plans de 27 demeures soit 5 villas, 18 maisons et 3 immeubles de rapport. Pendant toute sa carrière à Nancy, il ne cessa de construire dans le Parc de Saurupt.

---

<sup>343</sup>. AD 54, BA 7/1922 : Annuaire administratifs de la Meurthe-et- Moselle (1922)

<sup>344</sup>. AD 54, BA 7/1923 et BA 7/1924 : Annuaire administratifs Meurthe-et-Moselle 1923 et 1924

Son installation se révéla une stratégie commerciale remarquable qui initialement n'était pas sans risque. Certes faire venir des clients jusqu'au Parc de Saurupt, dans un quartier émergent difficilement était un pari audacieux. Mais pour un architecte qui voulait œuvrer dans le quartier, y habiter – en outre dans une magnifique demeure dont il était l'auteur – n'était-ce pas un gage de sécurité ? Masson avait l'avantage de connaître parfaitement le terrain et sa présence sur place en tant qu'architecte était rassurante pour le client.

L'emplacement de la villa *Les Cigognes* fut donc stratégique et, à l'angle du rond-point Marguerite de Lorraine dans le Parc de Saurupt, il s'avéra privilégié. À quoi s'ajoute l'orientation de la façade vers le château de Saurupt (aujourd'hui le siège de l'École des Mines). De la sorte, la villa a joué un rôle de vitrine tant pour la clientèle de Charles Masson que pour les passants. Elle avait un rôle de villa-témoin, de véritable publicité à ciel ouvert.

Ce fut une idée audacieuse et brillante de construire une villa aussi importante dans un lotissement inachevé. La construction de deux grandes villas, pour son beau-père et pour lui-même, conforta la position de Charles Masson. Il s'inscrivait dans la tradition des villas construites de 1902 à 1906 durant le premier lotissement du parc de Saurupt : la villa Fournier-Defaut (1, rue des Brice par Henri Gutton et Joseph Hornecker), la villa *Les Glycines* (5, rue des Brice par Emile André), la villa *Les Roches* (4, rue des Brice par Emile André), la villa *Marguerite* (3, rue Colonel Renard par Henri Gutton et Joseph Hornecker) et la villa Lang (1, Boulevard Georges Clémenceau par Lucien Weissenburger) (fig. 83). Elles ont été construites par des architectes nancéiens très actifs et réputés de l'époque de l'Art nouveau. Masson connaissait leurs auteurs dont certains étaient encore en activité<sup>345</sup>. À l'occasion de cette première construction dans le Parc de Saurupt, Masson s'inscrivait dans la continuité et réalisa une villa tout à fait comparable à celles de ses confrères. Afin de l'harmoniser avec certaines de ces villas, il resta fidèle à leur style alliant régionalisme et pittoresque. Masson a aussi exploité le vocabulaire classique pour rassurer sa clientèle bourgeoise. Masson se fondit encore dans l'éclectisme et n'aborda les nouvelles formes architecturales qu'avec discrétion.

---

<sup>345</sup>. Les architectes réalisés des villas au parc de Saurupt pendant le lotissement de 1901 à 1905 sont plus âgés que Masson (1894-1971) et travaillaient à Nancy : Emile André (1871-1933), Henri Gutton (1874-1963), Joseph Hornecker (1873-1942), Lucien Weissenburger (1860-1928).

## 2. La Villa des Colombes pour ses beaux-parents (cat. n°5)

Henry De Schacken, le maître d'ouvrage de la *Villa des Colombes*, était avant tout le beau-père de Charles Masson. Deux noms, deux familles dont les relations ne se cantonnèrent pas à l'affection et qui naquirent bien sûr du mariage entre Marie Antoinette, fille aînée des De Schacken, et Charles Masson en août 1924. Cet évènement constitue un tournant pour la situation sociale et professionnelle de Charles Masson, car sa belle-famille appartenait à la haute bourgeoisie très aisée depuis plusieurs générations. Visiblement Henry De Schacken joua un rôle important, tant de promotion que de soutien matériel, dans la carrière de son gendre en lui commandant la construction de cette *Villa des Colombes* à Saurupt. Incontestablement – et à la différence de René Peltre – H. De Schacken correspondait au profil bourgeois des commanditaires des premières grandes villas du Parc de Saurupt.

### 2.1. Le beau-père, riche commanditaire

Henry De Schacken, commanditaire et beau-père de Masson, était issu d'une famille de médecins (T.2, p. 138 : A.G de la famille De Schacken). Son père, son oncle et son grand-père étaient tous médecins et originaires de Château-Salins en Moselle depuis 1871. L'installation de la famille De Schacken dans cette ville remontait à deux générations. Guillaume De Schacken, le grand-père de Henry, né le 7 décembre 1796 à Buissoncourt en Meurthe-et-Moselle, était médecin. Le 11 avril 1825 à Château-Salins, il se maria à Clémentine Dufays, fille du sous-préfet de cette ville<sup>346</sup>. Trois enfants sont issus de cette union, nés aussi à Château-Salins : Colette, l'aînée, en 1826 puis en 1831 deux frères jumeaux, Edmond et Henry. Désormais, Guillaume De Schacken s'enracina dans cette ville. Plus tard dans les années 1860, il en fut le maire et il y mourut en 1869, avant la guerre franco-allemande<sup>347</sup>. Sa fille aînée, Colette épousa le 23 juillet 1849 Pierre Rouchon-Mazerat, sous-préfet de Château-Salins. Les jumeaux devinrent tous deux médecins, Henri à Paris et Edmond à Nancy où il arriva en 1860<sup>348</sup> et où il connut le couronnement de sa carrière en devenant professeur de l'école de médecine<sup>349</sup>.

---

<sup>346</sup>. AD 57, 9 NUM/ 8 E135 : T.D (An XI-1952) Château-Salins

<sup>347</sup>. Voir l'acte de mariage de son fils Edmond le 5 mai 1862 à Cirey-sur-Vezouze, il avait 65ans. Il était docteur en médecine, maire de Château-Salins (57) et chevalier de la légion d'honneur.

<sup>348</sup>. AM Nancy, 1 F 618 : Registre de population de Nancy (1863)

<sup>349</sup>. Sous la rubrique « Chronique de l'Est » in *L'Est Républicain* le 22 mars 1898, la mort d'Edmond De Schacken a apparu. Il est « docteur en médecine, ancien professeur de l'école de médecine de Nancy ».

Le 5 mai 1862, Edmond De Schacken épousa Louise Pacotte<sup>350</sup>. La cérémonie eut lieu à Cirey-sur-Vezouze où la fiancée résidait avec ses parents, Jeanne Saintdizier et Bernard Pacotte, et où ce dernier avait dirigé la faïencerie. Cette entreprise fermée depuis 1855 avait compté jusqu'à 120 ouvriers en période de prospérité et avait été fondée en 1797 par le grand-père de Louise, Joseph Pacotte, qui fut aussi maire de la commune<sup>351</sup>. On le voit, les mariages de la famille De Schacken se sont noués toujours dans la même classe sociale. Edmond et Louise, le jeune couple, habitaient le 7 de la rue de Metz à Nancy<sup>352</sup>. L'année suivante, Louise retourna à Cirey-sur-Vezouze, sa ville natale, pour y accoucher, le 31 mai 1863, d'Henry, son fils unique et futur beau-père de Masson<sup>353</sup>. Le 19 juillet 1872, la famille quitta Nancy pour s'installer à Pont-à-Mousson. En même temps, ils optèrent pour la nationalité française<sup>354</sup>. En effet Château-Salins, la ville natale d'Edmond, appartenait alors aux territoires annexés par l'Allemagne selon le traité de Francfort du 10 mai 1871. Edmond avait donc le choix : devenir allemand ou rester français. Sa sœur Colette opta également pour la nationalité française le 8 août 1872 et s'installa à Nancy<sup>355</sup>. En 1898, le 19 mars, il décéda à Pont-à-Mousson dans sa 67<sup>ème</sup> année<sup>356</sup>. Deux mois plus tard, son frère jumeau Henri mourut à son tour en sa résidence de Château-Salins. Les corps des deux frères furent inhumés dans le caveau familial le 18 mai suivant<sup>357</sup>.

Henry De Schacken, le fils d'Edmond, revint à Nancy le 15 juin 1897 à l'occasion de son mariage avec Marie Munich<sup>358</sup>. Il avait 33 ans et l'acte de mariage mentionne qu'il était rentier<sup>359</sup>, ce que d'ailleurs il resta tout au long de sa vie grâce à la fortune accumulée par les générations antérieures. Tout lui était sans doute possible.

Les témoins présents dans le contrat de mariage, passé le jour même du mariage devant Me Perrin, notaire à Nancy, nous permettent d'appréhender les origines des deux familles liées par ce mariage. D'abord, François De Schacken, cousin de l'époux domicilié à Nancy et ancien chef de bureau des chemins de fer de l'Est. Son fils Joseph, né en 1881, sera décoré de la croix de chevalier de la Légion d'Honneur en qualité de médecin-major d'une division d'infanterie. Le second témoin était Henri De Schacken, docteur en médecine, oncle de l'époux, domicilié à

---

<sup>350</sup>. AD 54, 5 Mi 128/R8 : M (An IX-1873) Cirey-sur-Vezouze

<sup>351</sup>. Voir l'article de Marie Camille s'intitule « La faïencerie Pacotte à Cirey-sur-Vezouze (1797-1855) » in *Le Pays Lorrain*, juillet-septembre, 1982, pp.176-184.

<sup>352</sup>. AM Nancy, 1BA 11/14 : L'annuaire de Lorraine (1863)

<sup>353</sup>. AD 54, 5 Mi 128/R 7 : N (1834-1873) Cirey-sur-Vezouze

<sup>354</sup>. AD 54, 6 M 292 : Options d'Alsaciens-Lorrains pour la nationalité française

<sup>355</sup>. AM Nancy, 9 E 79 : Nationalité et options des Alsaces-Mosellans

<sup>356</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 430/R 10 : D (1894-1900) Pont-à-Mousson

<sup>357</sup>. « Lorraine et Alsace : nécrologie » *L'Est Républicain* le 23 mai 1898

<sup>358</sup>. AM Nancy, 1F 2253 : Registre de population de Nancy en 1921

<sup>359</sup>. AM Nancy, 2 E 394/360 : Acte de Mariage de Henry De Schacken et de Marie Munich

Paris. L'épouse Marie Munich était née à Belfort en 1877. Elle avait donc quatorze ans de moins que son mari et était la fille d'un ancien receveur des douanes. Son grand-oncle, ancien notaire, était présent ainsi que son frère, licencié en droit et futur avoué. Ainsi depuis plusieurs générations, les De Schacken, grande famille bourgeoise, consolidait son statut social par le biais de mariages.

Les beaux-parents de Charles Masson habitèrent d'abord au n° 33 du cours Léopold où leur fille aînée, Marie Antoinette, naquit le 20 juillet 1899 puis au n° 11 de la rue du Baron Louis où, Berthe, leur fille cadette vit le jour le 12 décembre 1903. Si l'aînée fut la future épouse de Charles Masson, la cadette se maria avec le petit frère de Charles Masson, Armand. Après le mariage de sa fille aînée, Henry De Schacken acheta au Parc de Saurupt, une parcelle pour construire deux villas sur les plans de son gendre. Il y décéda le 29 décembre 1927, dans sa 65<sup>ème</sup> année<sup>360</sup>, moins de deux années après l'achèvement de la villa. La cérémonie funèbre eut lieu à Château-Salins, où il fut enterré auprès de ses ancêtres.

Sa femme, devenue veuve, continua à habiter la villa avec sa fille cadette, mais à peine un mois après les obsèques de Henry De Schacken, Berthe quitta le domicile familial le 3 février 1928, après son mariage avec Armand Masson<sup>361</sup>. Les familles De Schacken et Masson étaient donc doublement apparentées par ces deux mariages. Seule la mort mit fin au couple de Charles Masson tandis que celui de Berthe De Schacken et d'Armand Masson fut rompu par un divorce prononcé en octobre 1936 au bout de sept ans et demi de mariage.

Marie De Schacken resta toute seule dans sa grande maison jusqu'en 1932. La villa fut alors louée puis cédée, en 1937, à Léon René Munier, notaire, soit une année après le déménagement de Masson à Metz<sup>362</sup>. Le nouveau propriétaire y fit aménager un garage<sup>363</sup>. Depuis cette adjonction, il n'y a pas eu de travaux remarquables. En 1932 la belle-mère de Masson déménagea au n° 216, rue du Montet (aujourd'hui avenue Général Leclerc)<sup>364</sup> puis retourna dans son ancienne demeure, au n° 8 de la rue de la Monnaie où elle s'éteignit le 21 mars 1962 dans sa 85<sup>ème</sup> année. Les obsèques eurent lieu à la basilique Saint-Epvre à Nancy et son corps fut inhumé, dans l'intimité, à Darney (Vosges) le village natal de sa mère<sup>365</sup>.

---

<sup>360</sup>. « Avis de décès », *L'Est Républicain* le 30 décembre 1927

<sup>361</sup>. AM Nancy, 2 E 394/585 : M (1928) Nancy

<sup>362</sup>. AM Nancy, 1 F 2804 : Feuilles de ménages à Nancy (1930-1980)

<sup>363</sup>. AM Nancy, 668 W 108 : Urbanisme, plans de l'édifice en date du 6 avril 1937

<sup>364</sup>. AM Nancy, 1 F 2850 : Registre de population de Nancy

<sup>365</sup>. AM Nancy, « Avis de décès », *L'Est Républicain* le 23 mars 1965

## 2.2. Le projet de regroupement familial De Schacken-Masson

Après leur mariage le 11 août 1924, Charles Masson et Marie Antoinette De Schacken s'installèrent donc, comme on l'a vu, dans la villa *Les Cigognes*. Moment crucial pour Masson : il habitait une maison qu'il avait conçue et qui manifestait son nouveau statut social. Ce fut aussi l'occasion d'un rapprochement familial avec ses beaux-parents.

Ceux-ci résidaient depuis plus de vingt-cinq ans au centre de Nancy<sup>366</sup>, à l'égal des grandes familles bourgeoises souvent installées en ville vieille et dans la ville neuve de Charles III. Certaines, parmi les plus anciennes, possédaient une maison de campagne dans les communes limitrophes où elles passaient l'été. Mais au cours du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, les familles fortunées commencèrent à quitter le centre-ville<sup>367</sup>. Pour citer quelques exemples, les Gallé délaissèrent la ville neuve pour l'avenue de Garenne où ils construisirent une maison située alors à la campagne. Les Majorelle domiciliés rue Saint-Georges, firent appel en 1898 à l'architecte Henri Sauvage pour construire, sur un terrain situé à la périphérie de la ville, la fameuse villa Majorelle dite aussi villa Jika. Quant à Eugène Corbin, le fils du fondateur des Magasins Réunis, il se fit construire une maison de campagne Art nouveau aux n° 36-38 de la rue du Sergent Blandan (actuellement Musée de l'École de Nancy) de 1911 à 1912 dans le quartier de Nancy Thermal alors très excentré. Selon François Roth, « autour de 1900, les familles les plus dynamiques et les plus modernes s'installaient aux environs du parc Sainte-Marie où se tint l'exposition internationale de 1909 et dans la propriété de Saurupt »<sup>368</sup>. En quittant la rue du Baron Louis pour le Parc de Saurupt, Henry De Schacken et son épouse non seulement se rapprochaient de leurs enfants mais participaient aussi de cette tendance.

Le 15 janvier 1925, Henry De Schacken acheta donc une grande parcelle de 1471,50m<sup>2</sup> située à l'angle de la rue du Général Clinchant et de la rue du Maréchal Gérard. Le prix au mètre carré étant de 70 francs, la somme totale à payer atteignait 103 005 francs<sup>369</sup>. Selon le souhait de Henry De Schacken, le terrain fut divisé en deux parcelles, chacune devant recevoir une villa (fig. 84), l'une pour sa propre famille et l'autre pour le jeune couple Masson, locataire alors de la villa *Les Cigognes*. L'ensemble des plans – système de canalisation, coupe transversale, plans du sous-sol, du rez-de-chaussée et du 1<sup>er</sup> étage – pour la résidence d'Henry De Schacken fut dressé entre le 10 et le 28 avril<sup>370</sup>, trois mois après l'acquisition de terrain. Trois étages sont

---

<sup>366</sup>. AM Nancy, 1 F 2314 : Registre de population de Nancy (1924)

<sup>367</sup>. ROTH François, « La bourgeoisie nancéienne autour de 1900 : ses différentes strates, ses activités, ses modes de relation à la culture », *Annales de l'Est*, 2005, n° spécial, p. 36

<sup>368</sup>. ROTH François, *ibid*, p. 36

<sup>369</sup>. AM Nancy, 34 W 89 : Urbanisme, acquisition de terrain

<sup>370</sup>. AM Nancy, 668 W 108, *op. cit.*

habitables. Le rez-de-chaussée est dédié aux réceptions et aux services : un salon avec une véranda spacieuse, une salle à manger, un bureau, une cuisine, l'office et la cage escalier. Un escalier monumental mène au premier étage où se trouvent trois chambres à coucher avec une salle de bain et les WC séparés. L'étage de comble n'apparaît pas dans les plans conservés aux archives Municipales de Nancy, mais il y a probablement des chambres pour la domesticité et des espaces de rangement.

Henry De Schacken avait sans doute hâte de s'installer à côté de sa fille et de son gendre car, le jour même où sont achevés les plans, le 28 avril 1925, il adressa une demande à la mairie : « M. De Schacken demande l'autorisation de construire une maison dans sa propriété située, angle rues Maréchal Gérard et Général Clinchant... »<sup>371</sup>. Cette vaste villa était destinée à trois membres de la famille : les beaux-parents de Masson et Berthe, la jeune belle-sœur alors célibataire. Après l'achèvement de l'édifice, la famille De Schacken emménagea en 1926, avec une femme de ménage. La matrice cadastrale confirme l'achèvement des travaux à cette date. Et la même année, Masson projetait sa maison sur la moitié restante du terrain.

La *Villa des Colombes* est le deuxième plus grand projet de Masson, à Nancy. Elle occupe l'angle de deux rues, une situation privilégiée pour un projet architectural. La façade principale donne sur la rue du Général Clinchant et s'aligne sur les maisons voisines. Son exposition sud-est est favorable à l'ensoleillement.

Plus qu'avec ses précédentes réalisations, c'est, pour Masson, un terrain d'expérimentation et sans doute l'occasion de satisfaire les désirs d'ostentation sociale de son beau-père. Il abandonna la composition ordonnancée (fig. 85) pour adopter un ensemble riche et complexe de volumes et de formes. La tourelle sur l'angle qui aurait pu constituer un axe de symétrie est plus un signal qu'une charnière. Chaque façade est sans unité formelle.

Signe d'opulence, le décor s'accumule. Sculpté, il oscille encore entre Art nouveau et Art déco, ce dernier commençant toutefois à prendre le dessus. La corbeille de fleurs stylisées, si caractéristique de l'Art déco, apparaît pour la première fois dans l'œuvre de l'architecte. Une décoration florale identique agrémenté les deux masques à la l'antique qui ornent les angles de la demeure. Relativement nouveaux encore, les petits panneaux sculptés rapportés sur les façades constitue un dispositif fréquent dans l'architecture Art déco mais déjà présent dans l'Art nouveau. Partout la ferronnerie s'affirme : géométrique, florale ou figurative, elle apparaît sur les deux terrasses, devant toutes les baies et en clôture le long des deux rues. C'est dans ce domaine que l'inventivité de Charles Masson est la plus importante.

---

<sup>371</sup>. AM Nancy, 1 O 1307 : Permis de construire de Nancy (1925)



Plus encore qu'aux *Cigognes*, on remarquera la présence insistante du motif des colombes, placé en de nombreux endroits et interprété en différents matériaux et techniques (pierre, fer et sgraffite). Sans doute, là aussi, faut-il tenter de comprendre les intentions du commanditaire lorsqu'il fit le choix de ce nom. De toujours, les colombes sont des figures de la paix. En l'occurrence, il s'agit sans doute de la paix domestique à laquelle les De Schacken avaient vraisemblablement le sentiment d'être parvenus en choisissant de s'installer à côté de leurs enfants. Ou bien était-ce un souhait, les relations entre les différentes générations d'une même famille n'étant pas toujours les faciles à gérer dans la proximité ?

### **2.3. Masson s'implante à Saurupt grâce au soutien de son beau-père**

Il nous semble évident que Henry De Schacken a soutenu, brièvement mais fortement, les affaires de Masson débutant à Nancy. Le processus s'enclencha par l'acquisition d'une parcelle de terrain, seulement cinq mois après le mariage de Masson, puis par la construction de la *Villa des Colombes* sur un terrain dont De Schacken destinait la moitié à son gendre et à sa fille. Ce ne fut là qu'une première contribution.

En effet nous avons trouvé quelques indices montrant l'aide financière apportée par Henry De Schacken à son gendre. Au cours de la consultation des dossiers de vente de terrains du Parc de Saurupt, nous constatons qu'entre 1925 et 1927, Masson a acheté plusieurs parcelles dont la surface totale atteint environ 3250 m<sup>2</sup> soit la somme de 205 746,95 francs. Si on y ajoute le terrain de sa propre maison<sup>372</sup> d'environ de 735m<sup>2</sup>, la superficie des terrains passe à 3936 m<sup>2</sup> et le prix à environ 257 247 francs.

C'est alors une très grosse somme qu'à coup sûr Masson ne possédait pas et qui en tout cas ne pouvait provenir d'un héritage de sa famille ou des gains de sa propre activité qui avait commencé il y a à peine sept ans. Qui, sinon son beau-père, a pu lui donner cette somme d'une façon ou d'une autre ? Examinons à nouveau le contrat de mariage de Masson signé le 11 août 1924<sup>373</sup>. La somme totale s'élève à 437 225,45 francs, l'apport de Masson étant de 233 528,15 francs. La part de Masson semble légèrement supérieure à celle de sa fiancée mais surtout elle n'est pas de même nature. La majorité de celle de Marie Antoinette De Schacken est constituée d'obligations de compagnies des chemins de fer de l'Est, du Midi et de Paris à Lyon-Méditerranée et d'obligations du Crédit Foncier de France, d'actions en bourse et de la Banque

---

<sup>372</sup>. C'est la moitié du terrain de 1471,50m<sup>2</sup> acquise par son beau-père le 15 janvier 1925.

<sup>373</sup>. Rappelons que le contrat de mariage entre Aimé Charles Masson et Marie Antoinette De Schacken, signé dans l'étude de Me. Febvret, Notaire à Nancy, tome 2, pp.122-134, est conservé actuellement à l'office notarial Philippe Passadori à Nancy.

de France, etc. L'apport de Charles Masson est de toute autre nature : il est constitué par son « capital de travail », c'est-à-dire le fruit de son activité d'architecte depuis le début de sa carrière et de l'équipement nécessaire à celle-ci. C'est ainsi qu'il énumère les honoraires attendus de ses dossiers en cours et dresse la liste des biens matériels et outils bureaucratiques qu'il possède et utilise quotidiennement : voiture, machine à écrire, téléphone, etc. Le contrat de mariage ne mentionne aucune somme disponible. De toute évidence il ne lui était donc pas possible d'acquérir autant de terrains avec ses propres moyens et en si peu d'années. En outre il ne faut pas oublier que Masson a construit sa nouvelle résidence en 1926 et que donc ses dépenses se sont subitement accrues. Sans l'aide de son beau-père, il lui était donc impossible d'investir de telles sommes. D'ailleurs on remarquera que toutes ces parcelles furent acquises du vivant de Henry de Schacken, décédé à la fin de l'année 1927.

Les terrains achetés par Masson étaient situés majoritairement dans le Parc de Saurupt, principalement aux angles des deux extrémités de la rue du Lieutenant Henri Crépin qui croise au nord la rue du Général Clinchant et au sud la rue du Maréchal Oudinot (fig. 86). Charles Masson a d'abord acquis, en juin 1925, le terrain de 535,73 m<sup>2</sup> à l'angle des rues du Lieutenant Henri Crépin et de la rue du Général Clinchant, au prix de 60 francs le mètre carré et donc pour 32 143,80 francs<sup>374</sup>. Il acheta ensuite, le 28 septembre de la même année, une grande parcelle située à l'angle des rues du Maréchal Oudinot et du Lieutenant Henri Crépin, d'une surface de 1419,81 m<sup>2</sup> et au prix de 8 391,60 francs<sup>375</sup>. La troisième acquisition date du 29 octobre, donc un mois après le précédent achat, il acquit un terrain de 959 m<sup>2</sup> dans la même rue du Lieutenant Henri Crépin au nord, du côté des numéros pairs. Le prix du mètre carré était toujours de 60 francs et la somme totale de 55 840,35 francs. En 1927, pour 6 821,20 francs, il acheta une petite parcelle de 64,68 m<sup>2</sup> qui prolonge l'emprise du terrain précédent et dont le prix du mètre carré grimpa à 90 francs<sup>376</sup>. Finalement, Masson possédait environ 3000 m<sup>2</sup> de terrain autour de la rue du Lieutenant Henri Crépin sur lesquels il a construit 7 maisons : aux n°15 et 13 de la rue du Général Clinchant, et du n°2 au n°10 de la rue du Lieutenant Henri Crépin (fig. 87). Quant à la parcelle à l'angle des rues du Lieutenant Henri Crépin et de la rue du Maréchal Oudinot, Masson n'y réalisa aucun édifice. Il semble qu'il l'ait revendue.

Pourquoi Masson a acheté autant de terrains dans une même rue ? C'est une démarche avant tout spéculative. On peut imaginer que son beau-père non seulement l'a soutenu financièrement mais encore l'a fait bénéficier de ses compétences de rentier et l'a initié aux

---

<sup>374</sup>. AM Nancy, 34 W 39 : Urbanisme, vente de terrain au parc de Saurupt

<sup>375</sup>. AM Nancy, 34 W 62 : Urbanisme, vente de terrain au parc de Saurupt

<sup>376</sup>. AM Nancy, 34 W 57 : Urbanisme, acquisition de terrain

arcanes de la finance. Tous deux constataient donc la forte croissance des Années folles et les tendances nouvelles de l'immobilier à Nancy qui – on l'a vu – incitaient les familles bourgeoises à s'installer dans les quartiers périphériques. Il fallait en profiter et offrir à celles-ci et à bon prix des terrains et des maisons selon leurs aspirations. Il est vrai que de 1901 à 1925, période au cours de laquelle l'inflation est très variable, le prix moyen du mètre carré a triplé dans le Parc de Saurupt : il passe de 20/25 francs<sup>377</sup> à 55/60 francs. En 1927, Masson a payé 90 francs le mètre carré pour une petite parcelle. Dans ce cas le prix augmente de 30 francs en deux ans seulement, soit une hausse de 50%. En outre le prix du terrain n'est pas uniforme, les terrains situés au centre du Parc de Saurupt sont plus chers que ceux situés dans sa périphérie. Le changement de prix dans la seconde moitié des années 1920 est donc plus significatif que celui observé dans les années précédentes.

Masson a eu la même attitude dans d'autres quartiers de Nancy et sa périphérie. Il a acquis, le 24 juillet 1926, une parcelle de terrain située à Laxou, au lieudit les « Charmettes Stanislas », aujourd'hui au n°14 de la rue Jacquot-Defrance. La superficie du terrain était de 251,23 m<sup>2</sup> et le prix fut de 27 000 francs. Puis il a passé un contrat avec Joseph Heymes pour la revente du terrain. Masson achètera également des terrains sur l'avenue Foch, à Villers-lès-Nancy<sup>378</sup>.

Cependant il ne faut pas oublier que l'acquisition de toutes ces parcelles fut aussi l'occasion pour Masson de réaliser des ensembles cohérents qui lui permettaient de faire valoir son talent. Fernand Mascret, un concurrent de Masson, adopta exactement la même démarche. Le rôle d'architecte-lotisseur de Masson n'est donc pas un cas isolé dans l'Entre-deux-guerres.

### **3. La villa Masson, la vraie maison de l'architecte ? (cat. n°13)**

Construire sa propre villa, sa propre demeure familiale, à l'âge de 32 ans, avec des moyens conséquents, est le rêve de nombreux architectes. Nous allons suivre ce processus d'auto-commande et étudier les conséquences que cette œuvre aura sur la vie privée, sociale et professionnelle de Charles Masson.

#### **3.1. Chronologie des travaux**

La villa de Masson est bâtie sur une partie du terrain acquis par son beau-père le 15 janvier 1925. La parcelle disponible était de 725 m<sup>2</sup>, après que son beau-père eut bâti sa maison sur

---

<sup>377</sup>. LE GALUDEC-ALBA Sophie, *op. cit.*, p.6

<sup>378</sup>. MARSEILLE Gilles, *Le Parc de Placieux : pour une nouvelle étude de l'architecture d'Entre-deux-guerres dans l'agglomération nancéienne*, mémoire de première année de Master Recherche sous la direction de Messieurs Pierre Sesmat et Francis Roussel, l'Université de Nancy II, 2006, p.102.

l'autre partie<sup>379</sup>. De plan sensiblement carré (25 m x 29 m), elle donne sur la rue du Maréchal Gérard, la façade principale s'y développe sur une largeur de 20 m. Les plans sont dressés entre les mois de février et mars 1926<sup>380</sup>. Ces plans, conservés aux Archives Municipales de Nancy, nous permettent d'apprécier le soin particulier qu'il apporta à réaliser l'ensemble des planches et plus particulièrement celles de l'élévation des quatre façades.

Pendant les travaux, qui durèrent de 1926 à 1928, Charles Masson déposa trois permis de construire. Le premier a été dressé le 6 avril 1926, le deuxième déposé le 11 juillet 1927 concernait le raccordement à la voirie publique<sup>381</sup>, ce qui signifie que les travaux étaient bien avancés, suffisamment pour que son épouse puisse y accoucher le 31 juillet 1928. Au mois de septembre suivant, il sollicita un troisième permis de construire pour agrandir son garage<sup>382</sup>.

En l'occurrence, Masson était à la fois le maître d'ouvrage et le maître œuvre de cette demeure où il y vivra pendant 9 ans. Son achèvement marqua le terme de la construction des grandes villas dans le Parc de Saurupt, auxquelles il avait consacré quatre années de sa jeune carrière. Ses travaux s'inscrivirent dans la suite des villas réalisées à l'époque Art nouveau et il ne fait aucun doute que Charles Masson voulait montrer ses capacités à construire des œuvres de même nature. Il va ainsi attirer une clientèle plus aisée et faire du Parc de Saurupt son territoire de prédilection, où il construisit jusqu'en 1938.

Construire sa propre demeure n'est pas une nouveauté, c'est même une constante dans l'histoire de l'architecture. Ses prédécesseurs, membres de l'École de Nancy, Emile André, Lucien Weissenburger et Joseph Biet lui ont ouvert la voie<sup>383</sup> ; certains de ses collègues : Alfred Thomas, Raphael Oudeville et Fernand Mascret la poursuivirent mais sans atteindre la qualité de la villa de Charles Masson.

### **3.2. Des hésitations au sujet de la destination de la maison**

La villa de Masson conserve encore aujourd'hui les signes de son appartenance à un architecte. En effet, sur la grille d'entrée qui constitue l'unique accès de la demeure, le visiteur remarque, entrelacés dans une sorte de trophée juste à la hauteur de ses yeux, les trois outils emblématiques de la profession : le té, l'équerre et le compas. Il faut surtout noter que cette entrée ne se trouve pas dans l'axe principal de la maison mais sur son côté droit, face au garage... et vraisemblablement aux bureaux, ce qui ne laisse pas d'étonner. À première vue, la

---

<sup>379</sup>. AD 54, 1127 W Nancy 3 : Plan cadastral

<sup>380</sup>. AM Nancy, 668 W 199 : Urbanisme, plans d'édifice

<sup>381</sup>. AM Nancy, 1 O 1315 : Permis de construire

<sup>382</sup>. AM Nancy, 1 O 1320 : Permis de construire

<sup>383</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy, Architecture 1900, op. cit.*, t. I, pp.62-65, pp.74-83 et t. III, pp.58 et 70.

partition de la maison entre résidence et bureaux est assez semblable à celle de la villa *Les Cigognes*, première résidence de Masson, mais cette dernière dispose de deux accès par la grille : l'un vers la maison elle-même et l'autre vers les bureaux. Si donc la villa que Masson se fait construire en 1927 ne dispose que d'une seule entrée d'abord orientée vers les bureaux, c'est bien que, pour le moins, il juge son activité professionnelle prioritaire.

Pourtant quand on regarde le plan que Masson a daté du 20 février 1926 et qu'on le compare avec celui des *Cigognes*, des traits apparaissent vite en contradiction avec cette identité affichée à la grille. La partition de la villa entre fonction résidentielle et activité professionnelle est bien moins évidente qu'aux *Cigognes*. Au métier d'architecte, une seule pièce nommément désignée le « bureau », est consacrée. Elle occupe là aussi la travée droite de la maison mais elle est bien davantage reliée aux pièces de réception de la travée gauche. En effet alors qu'aux *Cigognes*, l'accès au « cabinet de travail » se faisait discrètement par une simple porte du hall, à gauche du départ de l'escalier, dans la villa de Masson, le grand hall circulaire semble distribuer de façon égale et avec la même solennité – par une porte à double vantail – la salle à manger, le salon et le bureau. Il faut donc penser que Masson a voulu « mettre en scène » sa profession au même titre que ses liens sociaux, l'une et les autres disposés symétriquement par rapport à l'axe central qui du vestibule conduit au hall puis à l'escalier. Le bureau semble moins un « cabinet de travail » qu'un espace d'exhibition de l'activité professionnelle du maître de maison. Et en l'occurrence, ce pourrait être aussi bien un architecte qu'un avocat, ou n'importe quelle profession libérale.

En outre, dans le plan de sa villa, bizarrement, Masson ne semble pas avoir prévu de lieu pour le travail de ses employés, ceux qui occupaient dans la villa *Les Cigognes* le « bureau », une pièce à l'arrière, accessible par la seule entrée latérale réservée à l'activité professionnelle. Est-ce à dire que Masson avait prévu d'installer ses bureaux à une autre adresse dans Nancy ? En tout cas, ce manque d'espaces professionnels suffisants ne laisse pas d'interroger sur la conception de sa villa par Masson. L'a-t-il réellement pensée comme sa propre maison ? Dans ce cas, la fonction résidentielle et ostentatoire l'emporte, illustrant la rapide ascension sociale de Masson, celle-ci l'incitant aussi à ambitionner un cabinet plus actif et plus large encore, installé ailleurs. Ou bien, la neutralité des espaces professionnels laisse supposer que dès sa conception, Masson a pensé à la possibilité de revendre la villa. À moins que Masson n'ait recyclé pour son propre usage, les plans d'une villa qu'il conservait dans ses cartons pour un riche client potentiel ? Ce qui expliquerait peut-être que, contrairement aux usages des bâtisseurs du Parc de Saurupt jusqu'à cette date, il n'ait pas pris le soin de donner un nom à sa propre villa.

Toujours est-il que finalement Masson remodela l'annexe à droite de sa maison où le plan de 1926 ne désigne qu'un garage, pour y installer, comme aux *Cigognes*, les membres de son cabinet. D'abord il aménagea la vaste pièce (5,05m x 3,69m) au-dessus du « garage » accessible par l'escalier intérieur de l'entrée latérale et pourvue d'une grande baie mais sans attribution sur le plan initial de l'étage. Puis sans doute rapidement, il transforma le garage en un nouveau bureau, si bien qu'il dut construire un nouveau garage en avant du précédent<sup>384</sup>. En tout cas, c'est la disposition qu'on voit aujourd'hui : après la grille marquée des emblèmes de l'architecte, apparaît une sorte de portique en pierre qui encadre, en léger retrait, l'entrée du garage à droite et, à gauche, un passage non couvert qui mène à la porte des locaux professionnels. Comme on ne garde aucune trace écrite de ces extensions, on peut s'interroger sur leur date. Un détail infime incite à penser qu'elles ont été faites rapidement après l'installation de Masson : le sol du passage est réalisé dans le même terrazzo rouge que l'escalier de la porte latérale. Par ailleurs ce nouvel aménagement apparaît dans le *Batimod* consacré à la production de Masson et publié vers le milieu des années 1930. C'est même sans doute pour atténuer ce bricolage peu valorisant et rendre la fonction professionnelle de sa villa plus évidente qu'il ne lui donna qu'un seul accès par la grille : celui qui mène à ses bureaux et par lequel devait passer toute personne qui se rendait chez lui, quelle qu'en soit la raison, à tel point que la majestueuse entrée principale de sa maison était éclipsée et devenait plus difficile d'accès.

Finalement, la villa *Les Cigognes* semble mieux adaptée à l'exercice du métier d'architecte. Elle pourrait donc remporter le titre de « maison de l'architecte ». Et de ce point de vue et d'après ses plans initiaux, la maison que Masson a conçue pour lui en 1926 n'a pas les caractéristiques qu'on pourrait attendre. Mais les modifications postérieures qu'il lui a apportées, en ont bien fait, de façon très concrète, la « maison de Masson, architecte ».

### **3.3. L'insertion d'un mosellan à Nancy et l'établissement de son style**

La construction de la villa Masson est doublement significative dans la vie privée comme dans la vie professionnelle de Masson. Elle confirme d'abord l'intégration d'un jeune mosellan dans la société nancéienne. Lorsqu'en octobre 1920, Charles Masson s'installa à Nancy, à l'âge de 26 ans, il était seul et sans relation dans la ville. Il venait de briser son premier mariage et il était impliqué dans un procès concernant des travaux de reconstruction dans le secteur Château-Salins. Mais ce furent peut-être ces circonstances qui le poussèrent à rompre

---

<sup>384</sup>. Aujourd'hui, une excroissance apparaît sur la façade postérieure de l'ancien garage mais il n'est pas possible d'en fixer la date de construction.

avec son milieu familial et professionnel initial. Son installation à Nancy à l'angle des rues Saint-Jean et Bénit, dans un quartier commercial, traduisait son ambition. Pourtant jusqu'en 1923, il ne réalisa que des œuvres secondaires.

La commande de la villa *Les Cigognes* fut décisive : depuis l'obtention de sa patente, c'était le plus grand chantier et le plus prestigieux dont il avait seul la charge. Cette réalisation fut donc un banc d'essai pour démontrer ses capacités en tant qu'architecte libéral qui n'avait d'autre choix professionnel que de se spécialiser dans l'architecture domestique. Surtout de façon paradoxale, cette villa commandée par un instituteur sans grande envergure sociale, donna l'occasion à Masson d'entrer en contact avec la grande bourgeoisie nancéienne. En effet on peut penser que la villa *Les Cigognes* attira l'attention de Henry De Schacken qui remarqua le talent du jeune architecte lui aussi d'origine mosellane et qu'ainsi – pourquoi pas – Masson rencontra sa future épouse. Ce mariage favorisa sans aucun doute sa carrière. Son beau-père lui donna les moyens de réaliser deux grandes villas qui contribuèrent à sa reconnaissance comme architecte nancéien auprès de la clientèle privée. L'installation de ses beaux-parents au Parc de Saurupt juste à côté de chez lui et dans une villa bâtie par lui, confirma cette promotion, pendant que le lien familial était renforcé par le mariage de son frère Armand avec la sœur de son épouse. Son implantation est inébranlablement consolidée par ce lien du sang. Les villas de Masson à Saurupt furent donc un signe ostensible de son succès dans une ville où il n'était pas né et lui permirent de stabiliser et de faire prospérer sa situation professionnelle.

Dans notre corpus de 57 édifices, la villa que Masson se construisit est sa treizième réalisation. En effet avant et à côté de ces grands chantiers à Saurupt, il réalisa des maisons modestes à deux travées qui constituaient la moitié de ses travaux. Mais c'est grâce à la construction des trois villas du Parc de Saurupt que Masson renforça sa position d'architecte moderne et qu'il eut accès à une clientèle aisée.

La comparaison de ses trois villas montre une certaine évolution de son style. Les élévations extérieures ont beaucoup évolué au fil du temps (fig. 88). La symétrie parfaite des *Cigognes* s'effaça progressivement. Encore partiellement présente dans les parties hautes des façades de la *Villa des Colombes*, elle disparaît dans sa propre villa. Charles Masson introduisit alors un jeu de volumes tantôt hors œuvre (oriels) tantôt dans œuvre (loggia) qui animent les élévations extérieures et marquèrent durablement son œuvre. En brisant la symétrie, l'utilisation des tours et tourelles, encore présentes, change de fonction : si les deux tours symétriques des *Cigognes* sont des formes essentielles de la composition, la tour sur l'angle de la *Villa des Colombes* ne joue plus qu'un rôle de ponctuation et il ne subsiste plus qu'une flèche. Le pignon toujours coupé par une demi-croupe, s'inspire des maisons traditionnelles rurales. Le toit est

toujours débordant mais il est de moins en moins saillant, ce qui entraîne un allègement de la toiture. De même les éléments de support du toit débordant deviennent moins trapus puis disparaissent dans sa propre demeure. L'usage de faux colombage se réduit également.

L'évolution vers le style Art déco est perceptible dans l'ornementation. Depuis la *Villa des Colombes*, colonnes et chapiteaux sont ornés de motifs floraux ou végétaux stylisés. De petits panneaux de pierre apparaissent ornés de motifs floraux. Enfin le panier des fleurs, motif principal du style Art déco, figure dans la propre villa de Masson.

Les trois villas réalisées durant le début de la carrière de Masson, témoignent du lent processus de création d'un « style Masson ». De la villa *Les Cigognes* à sa propre demeure, nous pouvons observer un changement de style, l'éclectisme classique est progressivement abandonné et fait place à une nouvelle mode décorative (fig. 89).

## Conclusion

Sans doute est-il difficile de répondre de façon nette à la question initiale de ce chapitre. La seule auto-commande assurée de Masson est celle de sa propre villa. Mais paradoxalement elle semble moins bien répondre aux besoins d'un architecte que *Les Cigognes*. Entre les deux, la *Villa des Colombes*, par l'ampleur de son programme et le faste de son décor, montre comment Masson, tout en tâchant de satisfaire ses beaux-parents, a sans doute conçu une villa selon ses propres critères. La liberté – point commun de la conception de ces trois villas – dont semblait disposer Masson dans l'élaboration des plans, ne permet pas toujours la pleine expression de l'architecte, d'autant plus que dans le cas de Masson, il n'était encore qu'au début de sa carrière. Sans doute alors le souci principal de Masson était de montrer sa capacité à satisfaire les demandes des commanditaires tout à la fois les plus fortunés et logiquement les plus ambitieux.

Mais sous l'hypothèse de l'auto-commande, il ne faut pas oublier le profil social des commanditaires initiaux. Seul Henry De Schaken, le beau-père de Masson, se plaçait dans la suite des clients fortunés qui avaient, tels des pionniers, investi le Parc de Saurupt avant la guerre. En face René Peltre et d'ailleurs aussi Charles Masson faisaient figure, en quelque sorte, de « parvenus », de façon évidente pour l'architecte dont le riche mariage conforta l'aspiration professionnelle à se hisser au-dessus de son milieu de naissance de petit entrepreneur. Quant à R. Peltre, l'instituteur issu du monde rural, il tendait lui aussi à cette position et en avait l'attitude. Son investissement à Saurupt ne ressemble-t-il pas à celui de Charles Fernbach, le



premier propriétaire de la villa *Les Glycines* ?<sup>385</sup> Peut-être, comme entre Fernbach et l'architecte Émile André, est-ce l'amitié avec Masson qui incita Peltre à investir à Saurupt ? Toujours est-il que Peltre, à l'égal de Fernbach, revendit très rapidement sa villa, sans doute motivé par les bénéfices de la spéculation.

## Chapitre 2

### Les commanditaires modestes et l'introduction du confort

Les trois grandes villas dans le parc de Saurupt resteront la marque de l'œuvre de Masson, et pas seulement à ses débuts ; elles surent séduire la clientèle et susciteront de nombreuses commandes. Incontestablement son remariage en août 1924 l'a fait accéder à la société bourgeoise de Nancy et en même temps, grâce au soutien de son beau-père, aux commandes de prestige dans les beaux quartiers. Pourtant, pendant ces premières années fastueuses, Masson, encore tout jeune architecte, répondit aussi à la demande d'une clientèle modeste qui faisait appel à lui pour ériger des maisons « ordinaires » qu'elle habiterait. Elles ont pour caractéristiques d'avoir une surface au sol comprise entre 50 m<sup>2</sup> et 86 m<sup>2</sup> et d'être mitoyennes, ce qui les distingue typologiquement des villas. La splendeur de ces dernières aurait tendance à nous les faire oublier d'autant plus qu'elles ne représentent qu'une petite partie de la production de Masson : pas plus de sept, alors que dans le même temps, quinze clients bien plus aisés lui commandèrent villas et belles maisons pour eux-mêmes et leur famille.

Arrivant à Nancy, Masson n'avait-il pas le profil ordinaire du jeune architecte nouvellement installé dans une ville, dépourvu de réseau social et cherchant tout projet qui lui permettrait de vivre et de montrer ses capacités ? On devine aisément quelles sont les motivations qui l'incitèrent à accepter ces travaux pour de petites maisons qu'il ne méprisait certainement pas. Lui qui fut sans doute contraint à ne s'adresser qu'à une clientèle privée ne pouvait négliger les clients aux revenus modestes et au milieu social moins valorisant que celui

---

<sup>385</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy Architecture 1900*, op. cit, t. III, pp.60-77.

où il évolua après son remariage. En outre, quatre de ces sept maisons furent bâties dans le parc de Saurupt, sur des parcelles plus petites qui résultaient du redécoupage opéré en 1906<sup>386</sup>. Masson qui s'investissait pleinement à Saurupt, ne pouvait que se sentir concerné par ces commandes.

En même temps, l'introduction du confort moderne constitue un des enjeux de ces commandes, aspirant à s'approcher du modèle de la villa. Défini par la présence des toilettes, de la salle de bain et du chauffage central, il existait déjà dans les villas, il était alors un signe de luxe. À partir du milieu des années 1920, le garage devint de plus en plus incontournable. Comment ces quatre paramètres du confort moderne furent-ils introduits dans l'habitat plus ordinaire ? Tel était sans doute un des enjeux de Masson et aussi de ses clients, l'autre étant de mettre en valeur par l'aspect de la construction, le nouveau statut de propriétaire auquel accédait le commanditaire.

Les quatre premiers commanditaires qui présentent des situations socio-professionnelles très modestes – manœuvre, modiste, retraité et employé de commerce – seront abordés dans le premier paragraphe. Après les années 1925, alors que sa notoriété est bien établie, Masson bâtitra trois autres maisons modestes, mais dans une esthétique plus élaborée. Le profil de ces futurs commanditaires de maisons ordinaires évoluera lui aussi.

## **1. Les commanditaires modestes du début de la carrière de Masson à Nancy**

Nous nous penchons d'abord sur les commanditaires de quatre maisons sobres, réalisées par Charles Masson entre 1924 et 1926 : la maison Guillaume au n°28 rue du Maréchal Oudinot, la maison Goint au n°17 rue du Général Clinchant, la maison Job au n°6 rue du Lieutenant Henri Crépin, toutes trois situées dans le Parc de Saurupt où Masson était installé et enfin le cas original de Maria Voinier dont le rapide enrichissement se reflète dans l'évolution qui apparaît entre les deux maisons qu'elle fit ériger, l'une modeste à Nancy et l'autre bien plus importante à Metz.

Nous sommes là aux antipodes des trois grandes villas de Saurupt. Pourtant il faut bien garder en tête que les trois premières maisons appartiennent à cette cité-jardin destinée initialement à une clientèle bourgeoise et très aisée et que Masson conçut les unes et les autres simultanément et vit venir dans son cabinet une clientèle diverse. Il savait donc, comme tout

---

<sup>386</sup>. Voir le paragraphe 2.2 de la première partie.

architecte, penser et concevoir des programmes variés et répondre à des commandes très différentes. Ici apparaît une autre face de la clientèle de Masson. Aspire-t-elle aussi au confort et au faste de la villa qui s'était imposée comme modèle dans le projet initial de Saurupt ? Comment Masson va-t-il procéder, projet après projet, pour satisfaire les aspirations de celle-ci ?

### **1.1. Camille Guillaume, fils de charpentier et sa maison au parc de Saurupt (cat. n°2)**

Paul Emile dit Camille Guillaume est le maître d'ouvrage de la maison sise au n°28 rue du Maréchal Oudinot située à l'extrême sud du parc de Saurupt, à sa bordure. Il est originaire de Mazerulles, village de Meurthe-et-Moselle situé à 16 km au nord-est de Nancy et peuplé de 300 habitants en 1881. Son père Edouard était né dans cette commune en 1845 et y habita tout au long de sa vie<sup>387</sup>. Mais les Guillaume ne sont pas originaires de Mazerulles (T.2, p. 139 : A.G de la famille Guillaume). C'est le grand-père, Nicolas qui s'y installa dans les années 1840, après son mariage avec Thérèse Génin, elle-même née en 1808 à Sornéville, village distant de 2,5km<sup>388</sup>.

Issu d'une famille très modeste, voire pauvre, Nicolas était journalier, une des fonctions les plus basses du monde agricole : il louait sa force de travail à la journée. Edouard<sup>389</sup>, son fils, monta dans l'échelle sociale rurale en devenant charpentier et en épousant Sophie Morville, fille d'un maréchal-ferrant. Le mariage fut célébré le 11 juin 1872 à Sornéville où était née la jeune épousée le 11 avril 1846, comme la mère d'Edouard. De cette union sont nés, entre 1874 à 1882, six enfants dont quatre sont morts précocement<sup>390</sup>. Seuls ont survécu Marie, née le 5 février 1875, et Camille, né le 30 mars 1882, le futur commanditaire de Masson<sup>391</sup>. En 1902, quand il est incorporé pour son service militaire, Camille est dit « sans activité professionnelle » selon le registre matricule militaire<sup>392</sup>.

À l'âge de 26 ans, le 2 septembre 1908, Camille se maria avec Marie Messin(g) à Chambrey<sup>393</sup>. Née dans ce même village le 12 novembre 1884, elle était la fille de Joseph Messin et de Céline Houpin, tous deux viticulteurs<sup>394</sup>. Il faut noter que les deux villages dont

---

<sup>387</sup>. AD 54, 5 Mi 357/R 1 : NMD (1765-1872) Mazerulles

<sup>388</sup>. AD 54, 5 Mi 509/R 2 : NM (1833-1872) Sornéville

<sup>389</sup>. AD 54, 5 Mi 357/R 1 : N (1765-1872) Mazerulles

<sup>390</sup>. AD 54, 5 Mi 357/5 : D (1873-1929) Mazerulles

<sup>391</sup>. AD 54, 2 E 357/3 : N (1873-1929) Mazerulles

<sup>392</sup>. AD 54, 1 R 1362 : Registres Matricules Militaires (1902-Toul)

<sup>393</sup>. AD 57, 7 E 129/15 : M (1908) Chambrey

<sup>394</sup>. AD 57, 5 Mi 129/2 : N (1846) Chambrey

étaient originaires les deux époux ne sont distants que de 7 km, mais étaient séparés alors par la frontière franco-allemande, Chambrey annexé après 1870 et Mazerulles resté français. Le mariage fut célébré côté allemand, dans le village de la fiancée, comme le voulait l'usage de l'époque, mais le couple s'installa à Mazerulles où son fils unique Robert Joseph naquit le 22 juillet 1909<sup>395</sup>. Dans l'acte de naissance de l'enfant, Camille, son père et Edouard, son grand père, respectivement âgés de 28 et 63 ans, sont mentionnés comme 'propriétaires' : signe d'un changement de statut social, que confirme le registre de la commune de 1911, où ils apparaissent chacun comme « propriétaire exploitant »<sup>396</sup>.

Par sa localisation géographique, Mazerulles se retrouva sur la ligne de front de la Grande guerre. Camille y participa et fut décoré de la Croix de Guerre. Après le conflit, le 31 mai 1920, sans doute pour chercher du travail, la famille s'installa à Nancy au n°66 de la rue des Fabriques<sup>397</sup>. Camille, visiblement sans réelles compétences acquises, occupait alors un emploi de manœuvre, ce qui ne l'empêcha pas, au bout de quatre ans, de projeter sa résidence familiale au parc de Saurupt, preuve s'il en est de la nouvelle ouverture du parc à des accédants modestes à la propriété.

Le 14 mars 1924, il se porta acquéreur auprès de la ville de Nancy des parcelles mitoyennes 634p et 635p de la section C<sup>398</sup>. Au total, le terrain d'une largeur de 9 m, a une surface de 344,70 m<sup>2</sup> et le coût de l'acquisition monta à 15 741 francs, prix légèrement en dessous du prix moyen de l'époque. Camille Guillaume s'engagea à payer intégralement le jour de la signature, ce qui mérite d'être souligné puisque en général les acheteurs de terrain, au parc de Saurupt, payaient seulement la moitié du prix le jour de l'acquisition, l'autre moitié un an après avec des intérêts fixés à 8%. Visiblement malgré ses faibles revenus, Camille Guillaume avait suffisamment d'argent pour acquérir ce terrain et faire construire une maison neuve. Son grand-père et ses parents étant décédés, il est vraisemblable que les fonds provenaient de la vente des terres familiales.

Les plans de la maison (cat. n°10) furent dressés par Masson entre les mois de février et de mars 1924, donc pendant le chantier de la villa des *Cigognes* mais à un moment où le cabinet de l'architecte était encore à l'angle des rue Saint-Jean et Bénit et qu'il s'apprêtait à contracter en août un nouveau mariage qui l'amènerait à résider à Saurupt. Exactement les plans de la maison datent du 28 février et le projet de canalisation porte la date du 26 mars<sup>399</sup>. Ces dessins

---

<sup>395</sup>. AD 54, 2 E 357/3, op, cit.

<sup>396</sup>. AD 54, 6 M 33/357 : Recensement des populations à Mazerulles (1836-1936)

<sup>397</sup>. AM Nancy, 1 F 2191 : Registre de population à Nancy (1920)

<sup>398</sup>. AM Nancy, 34 W 39 : Urbanisme, acquisition de terrain.

<sup>399</sup>. AM Nancy, 668 W 202 : Urbanisme - plan d'édifice

précèdent donc l'acquisition du terrain, ce qui suppose que les deux hommes se connaissaient et on peut penser que c'est l'architecte qui indiqua le terrain à acheter. Camille déposa l'autorisation pour les travaux le 25 avril de la même année<sup>400</sup>.

D'après la matrice cadastrale de 1925<sup>401</sup>, c'est une « construction nouvelle » et la même année le registre de population signale la présence de la famille Guillaume<sup>402</sup>. Le chantier fut donc rondement mené car le projet était modeste : il s'agit d'une maison avec un rez-de-chaussée et un étage de comble. L'analyse du plan fait apparaître qu'il n'existe pas de murs-de-refend mais seulement des cloisons et que les conduits de cheminée de cuisine et de la salle à manger sont adossés aux murs mitoyens. Les sanitaires sont réduits aux toilettes situées au rez-de-chaussée dans un petit corps de bâtiment adossé à la façade postérieure, donc non intégré au corps de la maison, et il n'existe pas de salle de bains. Le chauffage central qui devenait une installation assez fréquente, n'apparaît pas sur les plans. Ces éléments révèlent la modestie des moyens du commanditaire et expliquent la rapidité de la construction.

Pourtant la maison compte trois travées (cat. n°2) et ses dimensions (9 m de largeur sur 9,6m de profondeur) ne sont pas parmi les plus réduites. La composition initiale de la façade, aujourd'hui fortement dénaturée, n'est pas ordinaire. Charles Masson compose ici la façade et l'espace intérieur à partir du même schéma classique symétrique, mais en colorant l'extérieur de formes pittoresques. Le soubassement est encore fait d'un faux-appareil, simple, régulier et allongé, un poncif académique qu'il abandonnera ensuite. En revanche la complexité des toitures – lucarne-pignon, demi-croupe et avant-toit débordant sur équerres, motifs encore repris dans le porche – est un jeu des formes qu'il appréciait, qu'il venait d'utiliser aux *Cigognes* et qui signera une bonne partie de ses premières constructions, de même qu'il utilisera le pan de bois – vrai ou faux – dans ses premières œuvres dont sa propre demeure.

La présence importante du bois – le porche, la lucarne, l'avant-toit et même les cloisons intérieures – s'explique sans doute par la participation personnelle du commanditaire au chantier de sa maison, de façon à en faire baisser le coût. En effet on peut imaginer que son père lui avait transmis son savoir-faire de charpentier.

La demeure accueillit la famille de Camille puis celle de Robert, le fils, devenu ébéniste<sup>403</sup>. De l'union de celui-ci avec Jeanne Aline Jacquot, épousée le 24 juin 1932, naquit une fille en 1934<sup>404</sup>. Trois générations habitaient alors sous le même toit. La mort de Camille Guillaume le

---

<sup>400</sup>. AM Nancy, 1 O 1300 : Permis de construire à Nancy (1924)

<sup>401</sup>. AD 54, 3 P 394/25 : Matrice cadastrale

<sup>402</sup>. AM Nancy, 1 F 2382 : Registre de population à Nancy (1925)

<sup>403</sup>. AM Nancy, 1 F 2461 : Registre de population à Nancy (1927)

<sup>404</sup>. AM Nancy, 1 F 2853 : Feuilles de ménages à Nancy (1930-1980)

11 janvier 1936 dans sa 53<sup>ème</sup> année, annonça un changement d'occupation<sup>405</sup>. Moins de dix mois après le décès de son père, Robert exécuta des travaux de surélévation de la maison qui lui fit perdre tout l'aspect pittoresque notamment que lui avait donné Masson.

À première vue, il n'y a guère de rapport entre les fastueuses *Cigognes* et la modeste maison Guillaume. L'une au cœur de Saurupt semble poursuivre le grand dessein initial de la cité-jardin réservée à l'élite bourgeoise, l'autre en périphérie illustre la nouvelle phase de son lotissement, divisé en parcelles plus petites et accessibles à une clientèle aux revenus plus limités. Pourtant la vie des deux commanditaires sont parallèles : ils sont nés la même année, leurs origines sont rurales et ils ont voulu tenter leur chance en ville, Peltre sans y vivre mais en y investissant des sommes considérables, Guillaume en y faisant bâtir sa maison à partir de revenus modestes voire maigres. Là est la différence. Et à chacun, Masson donna une réponse proportionnée à ses moyens mais qui puisait dans le même répertoire de formes : le souci de la symétrie, l'accentuation de l'entrée, la complexité pittoresque des toitures, qui signalent une réelle attention à l'apparence du mode de vie bourgeois et le souci de montrer l'évolution du statut social du commanditaire nouvel arrivant à Saurupt. Pour autant et de façon contradictoire, cette maison ne bénéficie que d'un confort réduit aux seules toilettes et le chauffage est traditionnel.

## **1.2. Une commande familiale à Saurupt, sous le nom de Louise Goint ? (cat. n°6)**

C'est presque le même schéma social et architectural qu'on retrouve avec la maison commandée par Louise Goint. Elle est, avec Maria Voinier, une des rares femmes commanditaires du début de la carrière nancéienne de Masson. Ses ancêtres originaires de Pontoy en Moselle étaient manœuvres et journaliers depuis des générations (T.2 p. 140 : A.G de la famille Goint). Son père, Joseph Goint, qui opta pour la nationalité française, s'installa à Nancy au début des années 1880 et travailla comme 'garçon d'hôtel' à l'hôtel du Faisan où il était logé. Peu après, avec Augustine Gabayé la fille d'un vigneron de Maron<sup>406</sup>, qu'il venait d'épouser, il s'installa à Tomblaine, bourgade ouvrière de la l'agglomération nancéienne. De cette union, le 6 février 1885, naquit Louise leur fille unique<sup>407</sup>.

La famille déménagea à Nancy même en 1888 et en 1908 logeait au n°40 de la rue Sergent Blandan, puis de 1914 à 1919 au rez-de-chaussée du n° 20 de la rue de Villers pour un loyer de

---

<sup>405</sup>. AM Nancy, 770 W 7 : D (1936) Nancy

<sup>406</sup>. AD 54, 2 E 351/6 : N (1860) Maron

<sup>407</sup>. AD 54, 2 E 525/4 : N (1885) Tomblaine

550 francs. Joseph était devenu confiseur<sup>408</sup>. Louise travailla d'abord dans la boutique de son père puis devint modiste. Ce nouveau métier indépendant lui permit, comme son père, d'accéder à la petite bourgeoisie. Elle en avait sans doute conscience et le montra en commandant la construction d'une maison.

Le 2 juin 1925, elle acheta « comptant » pour 7 298,20 francs une parcelle de terrain de 121,64 m<sup>2</sup> située au n°17 rue Général Clinchant à Saurupt (ancien n°20), à 100 mètres du Rond-Point Marguerite de Lorraine où se trouve la villa des *Cigognes*<sup>409</sup>. Dans le dossier, il est précisé que le pétitionnaire s'est engagé à ce que « le paiement sera fait comptant ». Cette acquisition est validée par le Conseil municipal du 26 juin<sup>410</sup>. En même temps, les 26 mai et 25 juin 1925<sup>411</sup>, Charles Masson dressa l'ensemble des plans (cat. n°6) au nom de Louise Goint, qui a alors 40 ans, et le 16 juillet de la même année, celle-ci déposa un permis de construire<sup>412</sup>. La matrice cadastrale de 1926 signale qu'il s'agit d'une nouvelle maison<sup>413</sup>.

Comme c'était le cas pour la maison Guillaume, la réalisation des plans précède donc l'achat du terrain. Masson, le maître d'œuvre, qui portait un intérêt tout particulier au parc de Saurupt, comme on l'a vu, acquit à la même date un vaste terrain à proximité de celui de Louise Goint sur lequel il construira quatre demeures (cat. n°16, n°23, n°15 et n°19) pour d'autres clients à qui il aura vendu le terrain.

Bien que toutes les démarches aient été faites au nom de Louise Goint, il est vraisemblable que la commande fut familiale. En effet Louise n'avait sans doute pas les moyens suffisants de se construire une demeure de cette nature et on peut penser qu'elle adjoignit à ses revenus ceux de son père Joseph, alors âgé de 70 ans, ce qui est confirmé par la présence de celui-ci dans la nouvelle maison où il décéda le 23 juillet 1926 dans sa 72<sup>ème</sup> année<sup>414</sup>. Durent-ils aussi recourir à l'emprunt ? En effet on peut s'interroger sur les motifs de la vente de la maison dès 1927 qui fut acquise par Albert Emile Barbier, employé de banque<sup>415</sup> qui en 1939 y réalisa un garage au sous-sol. Réduite à ses seuls moyens, Louise se trouva-t-elle dans l'impossibilité de rembourser son emprunt ? C'est une hypothèse. Toujours est-il que Louise Goint et sa mère vendirent la maison. La fille décèdera, seule et sans descendance, le 24 septembre 1960 à l'âge de 75 ans<sup>416</sup>.

---

<sup>408</sup>. AM Nancy, 1 F 2168 : Registre de population à Nancy (1914-1919)

<sup>409</sup>. AM Nancy, 34 W 39 : Urbanisme – acquisition de terrain

<sup>410</sup>. AD 54, 3 O 395/21 : Vente de terrain

<sup>411</sup>. AM Nancy, 668 W 108 : Urbanisme

<sup>412</sup>. AM Nancy, 1 O 1308 : Permis de construire à Nancy (1925)

<sup>413</sup>. AD 54, 3 P 394/25 : Matrice cadastrale

<sup>414</sup>. AM Nancy, 2 E 394/681 : D (1926) Nancy

<sup>415</sup>. AM Nancy, 1 F 2421 : Registre de population de Nancy (1926)

<sup>416</sup>. AM Nancy, 1 F 2780 : Feuilles de ménages (1930-1980)

Cette maison a été bâtie sur un terrain de 175 m<sup>2</sup> dont Masson utilisa à peu près la moitié : 64 m<sup>2</sup>. Sur une surface trapézoïdale, avec une structure de planchers métalliques, il réussit à créer trois pièces en rez-de-chaussée mais l'aménagement sanitaire resta aussi sommaire que dans la maison précédente : uniquement des WC mais cette fois, intégrés dans la maison juste à côté de l'entrée et éclairés par une petite fenêtre visible en façade, à droite de la porte. Aujourd'hui un garage a été aménagé en sous-sol mais qui n'est pas indiqué sur le plan initial. La façade sur rue, la plus étroite, ne compte que deux travées. Il est intéressant de noter que Charles Masson introduisit plusieurs innovations formelles qu'il utilisera par la suite et qui constitueront des constantes de son vocabulaire architectural : le triplet qui éclaire la cage d'escalier, la lucarne-pignon sans demi-croupe et fortement débordante, avec une surépaisseur de crépi qu'il traite ici en faux pan-de-bois. Les piédroits de la porte et de la fenêtre de la salle-à-manger qui convergent à partir des impostes amorcent le virage vers l'arc polygonal. Enfin l'architecte introduisit, ici pour la première fois, un jour de forme géométrique dans une façade. Dit autrement, cette nouvelle petite maison de Saurupt s'apparente d'une certaine façon à la maison Guillaume - même confort ordinaire et même souci du pittoresque – mais, de ce celui-ci, Masson propose ici une nouvelle version plus moderne.

### **1.3. Camille Job, commanditaire âgé de la plus petite des maisons modestes, mais toujours à Saurupt (cat. n°15)**

Camille Job est le maître d'ouvrage d'une maison sise au n°6 rue Lieutenant Henri Crépin, toujours à Saurupt. Bien des traits de sa vie et de sa personnalité suscitent des questions sans réponse, sinon des hypothèses. Son grand-père Michel et son père Charles Alexis étaient tous deux originaires de Woippy, situé 5 km de nord-ouest de Metz. Michel y est décédé en 1845. Mais Charles Alexis, après son mariage, à l'âge de 26 ans, avec Anne Bedon le 10 mai 1853<sup>417</sup>, s'installa comme cultivateur à Sainte-Barbe (T.2, p. 141 : A.G de la famille Job), village situé environ 10 km au nord-est de Metz et connu pour son pèlerinage à sainte Barbe et l'église qui lui est dédiée<sup>418</sup>. L'année suivante naquit un fils à qui il donna ses propres prénoms<sup>419</sup> et qui deviendra notaire à Nomeny (54), puis le 5 juillet 1863, un deuxième fils, Camille, le futur commanditaire de Masson. Le registre de population de Sainte-Barbe de 1856 laisse penser que

---

<sup>417</sup>. AD 57, 5 Mi 611/1 : NMD (1792-1871) (1860-1892) Sainte-Barbe

<sup>418</sup>. CALMET Augustin, *Notice de la Lorraine*, Lunéville : George, tome I, 2<sup>ème</sup> édition, 1840, p.88.

<sup>419</sup>. AD 57, 5 Mi 611/1, *ibid.*



la famille Job était aisée, en effet elle employait et logeait trois domestiques – quatre selon le recensement de 1861 – et une servante<sup>420</sup>.

À l'issue de la guerre franco-allemande de 1870, Sainte-Barbe passa sous la coupe de l'Empire allemand. Camille Job opta pour la nationalité française à une date qu'on ignore. Quand il arriva à Nancy le 28 mars 1901 à l'âge de 38 ans, il logea au n°31, rue Victor-Hugo puis au n°12, rue de la Commanderie. Garde des eaux et forêts – on ignore où – et célibataire, il employait une femme de ménage. Dès les premières semaines de la Grande Guerre, soit par pacifisme soit par individualisme, il quitta Nancy le 25 août 1914 pour Lausanne<sup>421</sup> et n'y revint que le 1<sup>er</sup> avril 1920. À cette date il était déjà retraité et faisait appel aux services d'une cuisinière, Camille Lallement<sup>422</sup>.

C'est à un âge déjà bien avancé que Camille Job se fit construire une maison. Est-ce le fruit des économies de toute une vie qu'il y investit ? En tout cas, sa rencontre avec Masson qu'on peut dater des années 1925 ne fut pas vaine. En effet et d'abord, le terrain d'environ 193 m<sup>2</sup> qu'il acquit, à une date exacte inconnue, était une partie d'une parcelle (section C, numéro 630p) de près de 950 m<sup>2</sup> achetée par Charles Masson le 29 octobre 1925 auprès de la ville de Nancy<sup>423</sup>, au prix de 60 francs le mètre carré<sup>424</sup>. Malheureusement le prix de vente à Job n'est pas connu, si bien qu'on ignore quel bénéfice Masson a pu tirer de sa spéculation. Bien sûr ce dernier réalisa aussi l'ensemble des plans datés 18 mai 1926<sup>425</sup>. Quant à la demande d'autorisation des travaux, elle est du 30 juin 1926<sup>426</sup>. Camille Job emménagea dans sa nouvelle résidence en 1927 et y vécut avec sa cuisinière. Il n'en profita guère puisqu'il mourut le 24 mai 1928 dans sa 66<sup>e</sup> année et il fut enterré au cimetière de Préville<sup>427</sup>. Sans héritier direct<sup>428</sup>, il laissait sa maison à Camille Lallement – peut-être était-elle davantage qu'une cuisinière ? – qui l'occupa jusqu'au 14 août 1936<sup>429</sup>.

Cette demeure est parmi les plus petites que réalisa Charles Masson : 51 m<sup>2</sup> au sol, deux pièces par étage et des dimensions à peu près identiques à celles de la première maison Voinier dont les plans datent du printemps 1924. La comparaison avec la maison Voinier – que nous allons étudier – vaut aussi pour la façade : l'architecte fit appel à des matériaux nobles : pour

---

<sup>420</sup>. AD 57, 611 ED 1F1 : Registre de population à Sainte-Barbe

<sup>421</sup>. AD 54, 1 F 2169 : Registre de population à Nancy (1914-1919)

<sup>422</sup>. AM Nancy, 1 F 2431 : Registre de population à Nancy (1926)

<sup>423</sup>. AM Nancy, 34 W 57 : Urbanisme – vente de terrain

<sup>424</sup>. AD 54, 3 O 395/27 : Urbanisme – vente de terrain

<sup>425</sup>. AM Nancy, 668 W 183 : Urbanisme

<sup>426</sup>. AM Nancy, 1 O 1312 : Permis de construire

<sup>427</sup>. AM Nancy, 2 Mi 20 : Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 25 mai 1928

<sup>428</sup>. Mais il avait un neveu, Paul Job, qui figure en tête de l'avis de décès dans *L'Est républicain* du 5 mai 1928.

<sup>429</sup>. AM Nancy, 1 F 2501 : Registre de population à Nancy (1928)

l'encadrement des ouvertures, la pierre, très présente, est associée aux briques laitières et vernissées de couleur verte. Les impostes des ouvertures et la clé qui porte le balcon sont ornées de motifs floraux sculptés. Cependant en dessinant un toit simple au bord horizontal et une façade unie, il renonça à l'effet pittoresque des toits et du pignon en façade, qui jusque là lui semblait devoir manifester la qualité des demeures de Saurupt, que ce soit les grandes villas ou même les maisons mitoyennes – plus d'une vingtaine – construites par César Pain après le nouveau lotissement de 1906 et avant la guerre. Dans le panorama de Saurupt, la maison Job semble une des premières à rompre avec le pittoresque attendu d'un pareil ensemble. Deux autres maisons datées des mêmes années<sup>430</sup> – le 17, rue du Maréchal Gérard (1925) et le 5, rue du Général Clinchant (1926) – suivent la même voie et confirment un nouvel infléchissement architectural dans la politique d'aménagement de Saurupt. Pour sa part, le confort reste basique, comme dans les précédentes maisons : il est assuré par deux cheminées, une dans la salle à manger la seconde dans la chambre à coucher sur rue, mais les sanitaires se réduisent encore aux toilettes, situées à l'arrière sur un palier de l'escalier entre le rez-de-chaussée et le premier étage. Très certainement, cette maison soignée mais simple représente, avec celle de Maria Voinier, un modèle pour une clientèle modeste qui souhaite accéder à la propriété. Mais elle paraît quelque peu incongrue au vu de la qualité requise par le lotissement du parc.

#### **1.4. Maria Voinier, une cliente ambitieuse, enrichie et fidèle**

Maria Voinier a un profil de commanditaire tout à fait original, lié à un très net changement de statut social, ce qui la place en porte-à-faux par rapport aux critères définis pour ce chapitre. Elle a commandé deux maisons à Masson. Mais si la première fait montre d'un projet modeste conforme à des revenus médiocres, la seconde est digne des plus grandes maisons des années 1930 et révèle un enrichissement important, s'accompagnant de l'accession à une catégorie sociale supérieure. Malgré leur radicale différence, on étudiera ses deux commandes dans le même paragraphe pour comprendre comment l'enrichissement permet à Maria Voinier de mettre en œuvre des programmes différents tout en restant fidèle à Masson. C'est la raison pour laquelle bien que sa première maison fasse partie des tout premiers chantiers de Masson à Nancy – ses plans ont été mis au point en mars 1924, un mois après ceux de la maison Guillaume – on a placé l'étude de Maria Voinier, cliente de Masson, au confluent de ce chapitre sur les petits commanditaires et du suivant qui s'intéresse aux projets de plus grande envergure.

---

<sup>430</sup>. Datations par inscription. Voir aussi le recensement de Gilles Marseille.

Née le 30 août 1886, Maria Voinier est l'aînée des trois filles d'un couple d'agriculteurs « propriétaire exploitant »<sup>431</sup> originaire de Gogney (T.2, p. 142 : A.G de la famille Voinier), commune du Lunévillois à la frontière avec l'Allemagne et comptant 222 habitants. Le 1<sup>er</sup> février 1909<sup>432</sup>, à l'âge de 22 ans, elle épousa Edouard Joseph Léon Julien Jacques, boucher à Saint-Nicolas-de-Port, lui aussi originaire de Courbessaux et fils unique de Joseph Jacques, maréchal-ferrant. De ce mariage naquit une fille, Marguerite Marie Simone<sup>433</sup>. Edouard Jacques mourut au fort de Vaux, pendant la bataille de Verdun, le 9 mars 1916<sup>434</sup>.

#### **1.4.1. La Villa Simone, une première maison ordinaire à Nancy (cat. n°3)**

Comme Camille Guillaume, Maria Voinier vint s'installer avec sa fille, le 16 juin 1920, à Nancy, place Lobau<sup>435</sup>. Elle avait alors 34 ans et elle travailla comme employée de commerce. Pour elle, les 26 mars et 4 avril 1924, Charles Masson réalisa les plans d'une maison, située 10, rue du Cardinal Mathieu et pour laquelle une autorisation de travaux fut déposée le 6 mai de la même année<sup>436</sup>. L'année suivante, le registre de population mentionne une « maison en construction »<sup>437</sup>. Ainsi que le dit la plaque en façade, Maria Voinier l'appela *Villa Simone*, du nom de sa fille avec qui elle y emménagea le 20 juin 1925<sup>438</sup>. On notera que la dénomination de cette maison modeste « déguisée » en villa et qui n'apparaît pas dans le *Batimod* consacré à l'œuvre de Masson, traduit sans doute la satisfaction de Maria Voinier d'accéder au statut de propriétaire et d'avoir un foyer paisible avec sa fille.

C'est la troisième demeure construite par Masson à Nancy et une des plus modestes qu'il ait jamais construites. Mais c'est la première fois qu'il bâtit en dehors du Parc de Saurupt, dans un quartier en cours d'urbanisation aux confins de Nancy. Petite, elle couvre une surface au sol d'environ 57 m<sup>2</sup> sur une parcelle de 140 m<sup>2</sup><sup>439</sup>. Étroite, elle n'a que deux travées sous un simple toit à deux pans et compte un étage carré avec deux pièces par étage, une devant et l'autre à l'arrière. L'aménagement sanitaire est similaire à celui sommaire que nous venons d'observer dans la maison Job : les toilettes sont sur le palier de l'escalier entre le rez-de-chaussée et le

---

<sup>431</sup>. AD 54, 6 M 33/138 : Dénombrement à Courbessaux (1836-1872, 1886-1936)

<sup>432</sup>. AD 54, 2 E 138/3 : M (1909) Courbessaux

<sup>433</sup>. AD 54, 2 E 483/22 : N (1910) Saint-Nicolas-de-Port

<sup>434</sup>. Ministère de la Défense, Site *Mémoire des Hommes*, Fiches individuelles numérisées des militaires décédés guerre de 1914-1918 : Archives G150532R Morts pour la France de la Première Guerre Mondiale : Edouard Joseph Léon Julien Jacques.

<sup>435</sup>. AM Nancy, 1 F 2226 : Registre de population à Nancy (1921)

<sup>436</sup>. AM Nancy, 1 O 1302 : Permis de construire à Nancy

<sup>437</sup>. AD 54, 3 P 394/25 : Matrice cadastrale à Nancy

<sup>438</sup>. AM Nancy, 1 F 2337 : Registre de population à Nancy (1924)

<sup>439</sup>. AD 54, 1127 W Nancy 3 : Plans cadastraux à Nancy (Section BR – parcelle 227)

premier étage, mais en appentis. Quelques soins ont été apportés aux percements : leur encadrement est en brique jaune et en pierre et si les fenêtres de l'étage présentent des linteaux curvilignes, la porte d'entrée au rez-de-chaussée s'ouvre sous un arc en plein cintre, tandis que la porte-fenêtre qui éclaire la salle à manger, bénéficie d'un arc en anse de panier et préfigure un type de baie qui deviendra fréquent chez l'architecte : la serlienne. C'est vraiment la maison d'une personne aux revenus modestes. Étant en dehors de Saurupt, Masson n'avait pas à sacrifier à l'exigence de pittoresque attachée à ce nouveau quartier réservé à la bourgeoisie. Seul le nom *Villa Simone* rappelait que la commanditaire et propriétaire occupait bien cette maison et qu'elle nourrissait sans doute des ambitions plus grandes.

#### **1.4.2. Une seconde commande, plus ambitieuse, attribuée à Charles Masson (cat n°28)**

Que se passa-t-il pour que, quelques années plus tard, Maria Voinier commandât vraisemblablement à Masson une nouvelle maison bien plus imposante ? D'abord, fait symptomatique, Maria Voinier arrêta de travailler à partir de 1928, cela suppose qu'elle avait des revenus par ailleurs. Autre changement, elle se remaria, le 4 mai 1929, à l'âge de 42 ans, avec Joseph Charles Louis Legris, voyageur de commerce. Il vint habiter la maison de son épouse, rue du Cardinal Mathieu. Ce second mari, né le 1<sup>er</sup> novembre 1879 à Metz, était le fils d'un fabricant de chaussures<sup>440</sup>. Il avait un enfant de son premier mariage. Il divorça le 5 janvier 1929 et se remaria avec Maria Voinier à peine quatre mois plus tard. Les époux établirent un contrat de mariage, le 3 mai 1929, devant Me Ludovic Tabary, notaire à Metz<sup>441</sup>. Il s'agit de toute évidence de protéger les biens de Maria Voinier, nettement plus élevés que ceux de son nouvel époux. En effet l'apport de ce dernier n'est que de 1200 francs alors que celui de Maria Voinier, avec 105 000 francs, vaut presque 100 fois plus !

1. Un trousseau se composant de vêtements, linges, bijoux, dentelles à l'usage de la future épouse, ainsi que divers objets mobiliers, meubles-meublants, vaisselle, argenterie, linge corporel et de ménage et autres objets garnissant l'habitation de la future, le tout d'une valeur de vingt-cinq mille francs.
2. Des valeurs de bourse et bonnes valeurs, non décrits, pour une somme de trente mille francs
3. Une somme de vingt mille francs en argent comptant et bons du trésor.

---

<sup>440</sup>. AM Metz, Acte de naissance n°0965

<sup>441</sup>. Contrat conservé aujourd'hui chez Fabienne Martin, notaire et successeur de Mes Tabary, à Metz.

4. Un stock de marchandises, comprenant notamment des chaussures neuves, d'une valeur de trente mille francs

Selon le contrat, les futurs époux conservaient la propriété des biens meubles et immeubles qui leur appartenaient respectivement. Ils n'étaient pas tenus par les dettes du conjoint qu'elles fussent antérieures ou postérieures au mariage.

Seulement un an après celui-ci, en 1930 et après avoir occupé sa maison de la rue du Cardinal Mathieu pendant cinq ans, Maria Voinier quitta Nancy pour Metz, la ville d'origine de son nouveau mari. Avant son départ, elle y entama les travaux d'une nouvelle résidence commandée sans doute à Masson. Cette fois, la construction par ses dimensions et par sa façade est bien plus spectaculaire et s'éloigne de la sobriété de la maison nancéienne.

L'ambition s'affiche déjà par la taille du terrain situé à Plantières-Queuleu, un quartier de Metz, aujourd'hui 61 bis, rue Georges Ducrocq : avec ses 632 m<sup>2</sup>, il est plus de cinq fois plus grand que le terrain de la maison de Nancy ; quant à la villa elle-même elle aura 140 m<sup>2</sup>, trois fois la superficie de la *villa Simone*. La date d'acquisition du terrain est inconnue mais on sait que Maria Voinier-Legris déposa le 18 février 1930 une demande d'autorisation de travaux<sup>442</sup>. L'entrepreneur Lucien Weber dressa et signa deux batteries de plans : le 26 février pour aligner la façade principale et le 8 avril 1930 pour modifier la façade postérieure en érigeant une véranda et un jardin d'hiver au rez-de-chaussée et une seconde véranda au 1<sup>er</sup> étage<sup>443</sup>. L'autorisation de construire fut accordée par le Conseil municipal de Metz dans sa séance du 30 mai 1930. Un certificat en date du 2 décembre 1931 précise que la maison était en état d'être habitée depuis 1<sup>er</sup> septembre 1930. On peut toutefois douter que les travaux aient été conduits aussi rapidement. Pourtant les époux Legris, avec Simone Jacques, fille née du premier mariage de Maria Voinier, quittèrent la *Villa Simone* de Nancy le 10 novembre 1930<sup>444</sup>. Ce second mariage fut rapidement rompu, en effet Louis Legris partit le 18 septembre 1933 pour Sampigny (55) et se remaria en 1938. Mais son épouse resta dans la villa jusqu'en septembre 1936, date à partir de laquelle elle est occupée par un certain Jean-Baptiste Koch. Maria Legris vécut donc dans sa demeure messine pendant six ans, ensuite nous perdons sa trace.

Que cette maison soit l'œuvre de Masson, on n'en a aucune certitude écrite. Ce sont d'abord des raisons stylistiques qui nous poussent à lui attribuer cette demeure. Le corps principal, perpendiculaire à la rue, couvert d'une toiture à pans-brisés, présente un mur-pignon

---

<sup>442</sup>. AM Metz, 2 PC 4557 : Permis de construire (1930)

<sup>443</sup>. Toutes les informations sur la maison Voinier-Legris à Metz viennent de ce permis.

<sup>444</sup>. AM Metz, 1 F 578 : fichier domicilié à Metz

sur rue. C'est une disposition souvent observée en Moselle, que Masson reprend dans l'immeuble Salles (cat. n°33) réalisé à Nancy au même moment. Une autre particularité, propre à Masson et qui se retrouve dans la même œuvre, est l'utilisation d'arcs en plein-cintre ménagés dans l'épaisseur du crépi, trait qui sera repris dans les demeures suivantes : la villa Castan (cat. n°31), la villa Woelflin (cat. n°34), et l'immeuble Robert (cat. n°49). Parmi ces exemples, comme on le verra, c'est avec la villa Woelflin (cat. n° 34) conçue six mois plus tard que la maison Voinier de Metz présente le plus de points communs, en particulier les triplets du rez-de-chaussée. Ces comparaisons avec d'autres villas à l'apparence particulière montrent bien que cette seconde commande de Maria Voinier rompt avec la *Villa Simone*. La maison de Metz, mitoyenne sur un côté, n'est pas une villa selon la typologie actuelle, en outre elle n'est pas nommée comme telle sur sa façade mais elle en a toutes les caractéristiques : c'est elle qui concrétise les aspirations de Maria Voinier ; c'est elle la « vraie » villa à laquelle la propriétaire rêvait. Il faut encore souligner que son niveau de confort s'accorde parfaitement avec cette définition : deux WC, salle de bain, chauffage central et garage, du niveau de ce qu'il mettait en œuvre dans les premières grandes villas de Saurupt, la sienne par exemple. Est ainsi confirmée la différence évidente d'équipement selon la qualité de la demeure mais aussi qu'à partir des années 1930, l'exigence de confort se renforce et se répand.

Deux autres traits, peut-être moins pertinents, peuvent justifier l'attribution de cette maison à Masson. Il faut toutefois les prendre en considération. Le premier est lié à la personnalité de l'entrepreneur Lucien Weber qui signa des plans et exécuta la villa. Sans doute connaissait-il Masson. En effet son entreprise travaillait pour le Service départemental des dommages de guerre et de Reconstitution au même moment que l'architecte œuvrait à la reconstruction en Moselle<sup>445</sup>. L'autre est sans doute la fidélité de Maria Voinier à son premier architecte, malgré son ascension sociale spectaculaire. C'est qu'il devait lui offrir toute satisfaction. En outre il avait fait ses preuves dans la construction de grandes villas qu'elle connaissait sans doute et même pouvait avoir vues... Dans ces conditions, chercher un autre architecte n'était pas nécessaire. Il reste qu'on ignore encore d'où lui vint l'argent qui s'affiche dans son contrat de mariage et qui lui permit de bâtir sa grande maison de Metz.

---

<sup>445</sup>. AD 57, 10 Rp 14, *op. cit.* L'activité d'entreprise Lucien Weber à Ban-Saint-Martin s'arrêta par la faillite le 20 décembre 1933. Par la suite, son fils, Charles Louis Weber ouvrit une nouvelle entreprise à Metz, au 4 rue Gambetta. Après la Seconde Guerre mondiale, le nom de cette entreprise est inscrit sur la liste de l'état nominatif des entreprises ou sociétés, ayant participé à la Reconstruction de la région dévastée du département de la Moselle et titulaires de marchés de travaux du bâtiment ou de fournitures de matériaux de construction'.

## 2. Des commanditaires modestes mais des maisons plus élaborées

À partir des années 1925, avec la maison Martelin, Masson mit au point un autre type de maison modeste. Puis bien plus tard, entre 1932 et 1936, il construisit encore – et seulement – deux autres maisons qu'on peut qualifier d'« ordinaires ». Elles peuvent être regroupées dans la catégorie de « petites demeures ». Ce sont toujours des constructions de dimensions réduites (entre 61 m<sup>2</sup> et 77 m<sup>2</sup>) mais cette fois, avec tous – ou presque – les éléments de confort moderne. En outre chacune témoigne d'une nouvelle proposition formelle de la part de Masson, ce qui montre qu'il est sensible à l'évolution du style et aux changements du goût et témoigne aussi de sa capacité à apporter un soin soutenu même à des projets modestes. En effet il faut bien noter que ces trois commandes lui parurent sans doute marginales par rapport aux villas et aux immeubles dont la conception l'accaparaient alors totalement comme on le verra ultérieurement. Le profil des commanditaires diffère aussi de celui des propriétaires des maisons stylistiquement moins élaborées que nous venons de voir, ce qui explique peut-être une demande accrue de confort et de personnalisation de la maison.

### 2.1. Lucien Martelin, dessinateur dans l'agence de Charles Masson ?

#### La première maison modeste bien équipée ? (cat. n°10)

C'est une petite maison située au n°3 de la rue du Général Clinchant, en bordure est du parc de Saurupt, sobre d'apparence et à première vue très proche de la maison Goint, située quelques numéros plus loin dans la même rue de Saurupt. Les dates des permis de construire sont très proches aussi : 16 juillet 1925 pour la maison Goint, 23 octobre pour la maison Martelin. Celle-ci est pourtant déterminante dans l'œuvre de Masson car elle offre des particularités architecturales qui annonce le « style Masson ». Lucien Martelin en fut le maître d'ouvrage

Il était originaire de Saint-Remimont, dans les Vosges, où son grand-père et son père étaient tous deux agriculteurs (T.2, p.143 : A.G de la famille Martelin). En 1879 son père Charles avait épousé Marie Jacqueline Jacquemin, fille d'un cultivateur<sup>446</sup> puis toute la famille s'était installée à Belmont-sur-Vair, une commune voisine<sup>447</sup>. De cette union naquirent quatre enfants dont, le 26 décembre 1880 Lucien, le fils aîné<sup>448</sup>. Charles Martelin fut maire de cette

---

<sup>446</sup>. AD 88, 4 E 143/6-24229 : M (1879) Dombrot-sur-Vair

<sup>447</sup>. AD 88, 6 M 595-106159 : Recensements de population à Belmont-Sur-Vair (1886-1901)

<sup>448</sup>. AD 88, 4 E 51/4 : N (1880) Belmont-sur-Vair

commune d'environ 250 habitants de 1884 à 1907<sup>449</sup>. De Lucien, nous perdons la trace entre 1896, date à laquelle il quitta son village à 16 ans, et 18 novembre 1907, date de son arrivée à Nancy, dont le registre de population mentionne qu'il était dessinateur<sup>450</sup>. Lucien Martelin avait donc acquis un métier qui rompait avec ses origines rurales et montrait son désir d'en sortir.

L'année suivante, il retournait dans les Vosges pour se marier le 21 novembre 1908 avec Marie Louise Dorget, née le 19 juin 1886<sup>451</sup>. Elle était la fille d'un comptable, ce qui constituait pour Lucien Martelin un changement de milieu et une confirmation de son ascension sociale. Malheureusement sa femme décéda le 12 février 1914, à l'âge de 27 ans. Il quitta alors Nancy et partit s'installer à Tarbes, où il se remaria le 1<sup>er</sup> décembre 1917 avec Eugénie Bertaya, née à Bordeaux le 19 juillet 1894 et fille de Pierre Bertaya, employé de la Compagnie du Midi. Deux enfants naquirent de leur union. La famille revint s'installer à Nancy, le 17 juillet 1922, au n°126 de la rue Saint-Dizier, dans un appartement du 1<sup>er</sup> étage au loyer de 1000 francs<sup>452</sup>.

Le 28 septembre 1925, Lucien Martelin acheta, au parc de Saurupt, une parcelle de 7 mètres de largeur sur 27 mètres de longueur (189 m<sup>2</sup>), pour 11 340 francs, soit 60 francs du mètre carré. Le terrain acquis étant loué, le commanditaire dut attendre la fin du bail fixée au 1<sup>er</sup> février 1926 pour en être véritablement propriétaire. La vente est actée le 12 octobre 1925<sup>453</sup> et la demande d'autorisation des travaux est publiée le 23 octobre de la même année<sup>454</sup>. Malheureusement on doit regretter que les plans ne nous sont pas parvenus mais on peut les attribuer à Masson – nous allons voir pourquoi – et il est vraisemblable qu'ils furent exécutés dès le mois de septembre 1925. En effet la matrice cadastrale de 1926 signale une construction nouvelle, ce qui plaide pour un début des travaux dès le mois d'octobre 1925<sup>455</sup>.

Trois ans plus tard, le 24 octobre 1928, Lucien Martelin déposa une autorisation de travaux pour réaliser le crépi de mur pignon nord de sa résidence, qui initialement était prévu mitoyen mais était resté sans voisin<sup>456</sup>. La famille Martelin résida dans sa nouvelle demeure jusqu'en 1934, date à laquelle – sans qu'on en connaisse les raisons – elle quitta Nancy pour se fixer à Lunéville, Lucien ayant alors 54 ans<sup>457</sup>. Il y mourut le 12 avril 1963, à l'âge de 82 ans<sup>458</sup>.

---

<sup>449</sup>. « Belmont-sur-Vair : M. Nicolas Bégin vient d'être élu maire en remplacement de M. Ch. Martelin, démissionnaire » in *L'Est Républicain*, le 15 juin 1907.

<sup>450</sup>. AM Nancy, 1 F 2274 : Registre de population à Nancy (1922)

<sup>451</sup>. AD 88, 4 E 92/22-15281 : N (1886) Charmes

<sup>452</sup>. AM Nancy, 1 F 2425 : Registre de population à Nancy (1926)

<sup>453</sup>. AD 54, 3 O 395/21 : Vente de terrain

<sup>454</sup>. AM Nancy, 1 O 1309 : Permis de construire à Nancy (1925)

<sup>455</sup>. AD 54, 3 P 394/25 : Matrice cadastrale

<sup>456</sup>. AM Nancy, 1 O 1320 : Permis de construire à Nancy (1928)

<sup>457</sup>. AM Nancy, 1 F 2850 : Feuilles de ménages à Nancy (1930-1980)

<sup>458</sup>. « Faire-part de décès » in *L'Est Républicain* le 12 avril 1963



Après la maison de Louise Goint en juillet 1925 et le premier projet, non réalisé, pour Edmond Poirel en août 1925, cette demeure adopte des formes architecturales qui appartiennent à la manière de Charles Masson et qui perdureront dans son œuvre : le garage intégré au sous-sol à un niveau proche de celui de la rue, le porche dans œuvre, le bow-window surmonté d'une terrasse au rez-de-chaussée, le triplet et enfin le mur pignon avec jour et faux pan-de-bois, proche de celui de la maison Goint. La majorité de ces éléments ont été expérimentés dans ces œuvres précédentes. Cette première synthèse n'est peut être pas le fruit du hasard. Lucien Martelin ne pourrait-il pas avoir travaillé comme dessinateur chez Masson ? En effet il revint à Nancy en 1922, un an avant la conception de la villa *Les Cigognes* et quitta le parc de Saurupt en 1934, deux ans avant Charles Masson... Cette hypothèse pourrait expliquer le choix du maître d'œuvre et la rapidité d'exécution de la demeure. Dans la perspective où il aurait réalisé les plans, sous la direction de Masson, des maisons Goint et Poirel, il se peut qu'il ait proposé aussi des améliorations décisives qui apparaissent ici pour la première fois dans une maison modeste : le garage intégré, parfaitement visible en façade, et très certainement – la présence du garage authentifiant l'hypothèse – les paramètres nouveaux du confort : WC intérieurs, salle de bain et chauffage central. Grâce à cet ensemble de formes et d'aménagements, cette petite maison adopte les dispositifs d'une grande demeure.

## **2.2. René Michel et sa maison 'à bon marché' de 'Style Masson' en 1932 (cat. n°37)**

Cette maison, élaborée pendant la période la plus inventive de la carrière de Masson, confirme son attention pour les commanditaires modestes. Quelques-uns continuèrent à s'adresser à Masson et ses propositions évoluèrent vers une architecture soignée tant du point de vue de l'aménagement intérieur que de celui du décor, évolution qu'on peut qualifier de « style Masson » des années 1930, comme on le verra plus loin. En outre, pour cette maison Michel, la connaissance de la personnalité du commanditaire et de l'histoire de la construction bénéficie, de façon exceptionnelle, des archives familiales, en particulier des plans et devis, conservés par Jean Pierre André Michel, petit-fils du commanditaire, ce qui permet d'avoir une vision presque exhaustive – et rare – du déroulement du chantier, de son financement et du rôle de chaque protagoniste.

### 2.2.1. Une maison bien documentée

René Michel est né le 16 avril 1894 à Laveline-devant-Bruyères (Vosges), il est le fils de Victor Michel et de Marie-Joséphine Poviot. Dans la suite de son père sous-chef de gare<sup>459</sup>, le fils était employé aux chemins de fer (T.2, p. 144 : A.G de la famille Michel). En 1914, à l'âge de 20 ans, il fut mobilisé comme maréchal des logis fourrier. Pendant la Grande Guerre, le 21 avril 1917, à Houdelmont (54), il épousa Marie-Joséphine Balland, institutrice<sup>460</sup>. Née le 28 janvier 1893 à Vincey (88), elle était la fille d'Eugène Balland, vannier puis électricien, et de Marie-Clémence Adam<sup>461</sup>. Deux ans après cette union, le 3 avril 1919, naquit Roger, leur fils unique. D'après le recensement de 1931, la famille, venant de Lunéville, s'est installée à Nancy le 13 novembre 1929<sup>462</sup>.

L'histoire de la maison commence le 29 avril 1932 par l'acte d'achat du terrain situé au n°2, rue de Monbois, actuellement n° 84, rue de Boudonville<sup>463</sup>. Le contrat de vente, dressé devant Maître Maurice André notaire à Nancy et entre les époux Guerber, vendeurs, et les époux Michel mentionne que René Michel, contrôleur technique à la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, a acquis ce bien pour la somme de 12 400 francs. Les vendeurs avaient antérieurement acquis le terrain en 1920 pour la somme 3 474 francs d'Eugène Cahen dit Nathan et Louise Thérèse Cahen, négociants. La superficie du terrain est de 248 m<sup>2</sup>, avec 8,37m de largeur sur 30 m de longueur. L'acte précise que l'acquisition a pour but de construire « une maison à usage d'habitation ».

Le 28 mai 1932, Masson dressa l'ensemble des plans ; nous en avons trouvé deux versions. L'une est conservée aux archives municipales et l'autre dans les archives de la famille Michel. Leur présentation générale est identique : trois façades (façades principale, latérale et sur jardin) et la distribution intérieure pour les trois étages (sous-sol, rez-de-chaussée et premier étage). Mais l'usage des pièces est légèrement différent, ce qui laisse entendre que leur destination n'était pas tout à fait fixée. Le plan des archives municipales est un peu plus détaillé : le sous-sol compte des caves et une buanderie. Le rez-de-chaussée se compose d'une entrée, de la cuisine, d'une chambre sur jardin, d'une salle à manger sur rue et de toilettes. Au 1<sup>er</sup> étage, nous trouvons trois chambres avec une salle de bains. Tandis que les plans des archives Michel présentent une salle commune, une chambre et la cuisine au rez-de-chaussée et au 1<sup>er</sup> étage, un grenier, deux chambres avec une salle de bains.

---

<sup>459</sup>. AD 88, 4 E 267/5 : N (1894) Laveline-devant-Bruyères

<sup>460</sup>. AD 54, 2 E 262/2 : M (1917) Houdelmont

<sup>461</sup>. AD 88, 4 E 525/10 : N (1893) Vincey

<sup>462</sup>. AD 54, 6 M33/65 : Recensement de population à Nancy (1931)

<sup>463</sup>. 'Vente de terrain' dans les archives privées Michel

### 2.2.2. Une « habitation à bon marché »

Le 16 juin 1932, Charles Masson a dressé un devis descriptif pour une « habitation à bon marché » qui relève donc des lois qui, à partir de la loi Siegried de 1894, souhaitaient aider les constructeurs à résoudre leur problème de financement. Dans tout le corpus des constructions de Masson, c'est le seul cas où cette mention apparaît clairement. En effet pour réaliser ce projet, René Michel emprunta de l'argent auprès de la Société de Crédit Immobilier des Chemins de Fer de l'Est<sup>464</sup>. Cet acte fut dressé à l'étude de Maître Robert Letulle, notaire, rue d'Anjou à Paris le 2 septembre 1932. Le crédit de 56 202 francs fut consenti « en application des dispositions de la loi du 5 décembre 1922 et lois subséquentes sur les habitations à Bon Marché et la petite propriété ». Cette somme se compose de 49 300 francs destinés aux travaux de construction et de 6 902 francs de prime d'assurance. La première somme fut versée directement à l'architecte et à l'entrepreneur chargés des travaux de la maison. Enfin, les époux Michel s'acquittèrent de leur prêt le 7 février 1958 : cela fait au total plus de 25 ans de remboursement. La somme forfaitaire des travaux s'éleva à 23 850 francs dont 21 340 francs empruntés auprès de la Société de Crédit Immobilier des Chemins de fer de l'Est et 2 510 francs d'apport personnel.

On peut même émettre l'hypothèse que Masson et Michel entrèrent en relation par le biais des « habitations à bon marché ». Ainsi que nous l'avons exposé dans la partie précédente consacrée à sa biographie, Masson participa à un concours-exposition organisé en 1929 par la Chambre de Commerce de Nancy dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Loucheur. Il y présenta quelques projets et remporta des médailles d'argent dans deux catégories : habitations à bon marché et logements à loyer modéré. Selon un article de Emile Badel dans l'*ICE* sous le titre « Le concours des maisons ouvrières à Nancy », l'exposition dans la salle Poirel a été un véritable succès. La centaine de plans exposés a attiré l'attention de nombreux visiteurs, parmi lesquels de nombreux employés des chemins de fer. René Michel était sans doute de ceux-ci, comme aussi Louis Mairot qui, comme on le verra plus loin, fit appel à Masson pour des projets autrement plus ambitieux que la maison Michel (cat. n°36 et 50). En effet, les employés du chemin de fer aux revenus modestes et sans fortune personnelle qui souhaitaient construire leur propre résidence pouvaient emprunter les sommes nécessaires à la Société de Crédit Immobilier des Chemins de fer de l'Est. René Michel obtint ce crédit, comme on l'a vu, « en application

---

<sup>464</sup>. 'Crédit immobilier' dans les archives chez Michel.

des dispositions de la loi du 5 décembre 1922 et lois subséquentes sur les habitations à Bon Marché et la petite propriété ».

### 2.2.3. Le chantier et sa mise en œuvre

René Michel signa aussi des conventions avec les entreprises et artisans qui participèrent à la construction de la maison : l'entrepreneur du gros œuvre, le plombier, le charpentier, le serrurier, le mosaïste, le couvreur, la zingueur et le plâtrier. Ces contrats permettent de connaître les matériaux et les techniques utilisées<sup>465</sup>. L'entreprise France Lanord et Bichaton, entrepreneur de travaux publics, sise 5, quai Isabey à Nancy, fut chargée de « tous les travaux de terrassement, maçonnerie, béton, enduits et canalisation ».

Les matériaux utilisés sont variés : moellons de roche têtus pour le soubassement, béton moulé ou béton armé avec chape pour les escaliers, l'appui de fenêtre est en pierre de taille de Savonnières. Différents enduits ont été adoptés selon des façades : enduit au ciment de Portland, enduit lissé, enduit au ciment blanc de Saint-Garguier, avec joint teinté à la pierre de Savonnières et crépi tyrolien. Emile Guichard, l'entrepreneur de plomberie, résidant 7, rue de Sivry à Nancy, exécuta tous les travaux de couverture, zinguerie, plomberie et sanitaire. Il passa un marché de 6 650 francs dont 3 800 francs versés par la société de crédit et 2850 francs de travaux supplémentaires par Michel. Georges Lemius, l'entrepreneur de la charpente, demeurant rue de Chaligny à Nancy, effectua tous les travaux de charpente, menuiserie, escaliers et quincaillerie. Il souscrivit avec la société de crédit un marché de 13 680 francs. L'entrepreneur en serrurerie, Georges Blanc, résidant 40, rue Eugène Hugo à Nancy, exécuta la porte principale en fer forgé et martelé selon le dessin de l'architecte Masson. Il faut noter que ce serrurier est présenté dans le catalogue Masson de l'édition *Batimod* sous la rubrique 'mes collaborateurs'. L'entrepreneur en mosaïque, dont la signature est illisible, a réalisé le dallage du vestibule, des toilettes, de la cuisine, du garde à manger et de la salle de bains. Enfin Pierre Treffel, entrepreneur de plâtrerie, domicilié à Dombasle-sur-Meurthe, effectua les plafonds à l'italienne, les enduits en plâtre et des cloisons en briques avec enduit. À la suite des devis des entreprises, René Michel a demandé l'autorisation des travaux le 27 juin de la même année<sup>466</sup>.

Pendant les travaux, un problème surgit. Le terrain était frappé d'alignement sur la voie publique par la ville de Nancy. René Michel fit une demande en date du 22 septembre 1932 au

---

<sup>465</sup>. 'Devis descriptif' dans les archives Michel.

<sup>466</sup>. AM Nancy, I O 1331 : Permis de construire (1932)

mairie pour conserver provisoirement son ancien alignement, mais cette requête fut refusée par la lettre du maire datée le 27 du même mois<sup>467</sup>. En date du 20 octobre, six mois après d'acquisition de terrain, selon un métré et une estimation, 33,23 m<sup>2</sup> de terrain devaient être intégrés à la rue de Boudonville, le prix du mètre carré étant fixé à 50 francs. La somme à payer par la ville de Nancy à René Michel s'éleva à 1 661,50 francs<sup>468</sup>. Un extrait des registres des délibérations du Conseil municipal en date du 23 novembre 1932, conservé aux archives départementales, explique cette acquisition de parcelle <sup>469</sup> :

La rue de Monbois a été récemment élargie au droit du lotissement du parc de Monbois. Aujourd'hui, il y a lieu de poursuivre la même opération sur le côté opposé, dont les alignements généraux ont été homologués par arrêté préfectoral du 13 octobre 1873. Les propriétaires intéressées consentent aux cessions nécessaires, au prix uniforme de 50 francs le mètre carré, déjà payé par la ville lors d'acquisitions antérieures. Ce sont : M. Michel : surface cédée 33,23m<sup>2</sup> (section H, nos 335p et 336p du cadastre) à 50 francs...1661,50 francs. Le terrain sera livré dans l'état où il se trouve ; l'enlèvement des déblais sera assuré par la ville...

La date d'achèvement de la demeure n'est pas certaine, mais la feuille de ménage notifie que trois membres de la famille Michel emménagèrent en 1932<sup>470</sup>. L'inscription sur la façade porte le nom de Masson, celui de l'entrepreneur France Lanord & Bichaton, avec la date 1932. La matrice cadastrale confirme 1933 comme date d'achèvement d'une construction nouvelle<sup>471</sup>. René Michel habita la maison jusqu'en 1944 ; Roger son fils, lui aussi employé de la SNCF, y résidera jusqu'à sa mort en 2000. La maison fut vendue en 2014.

#### **2.2.4. Une maison modeste, de « style Masson »**

La maison Michel constitue une nouvelle démonstration de la capacité d'adaptation de Masson aux demandes des clients dans le cadre d'un budget limité. Pour comprendre l'aménagement intérieur de la maison Michel, il est très éclairant de comparer les deux plans de la maison dont nous disposons : l'un conservé aux archives municipales de Nancy et l'autre dans la famille Michel. On n'y relève qu'une seule différence mais significative dans la

---

<sup>467</sup>. 'Problème d'alignement' dans les archives chez Michel

<sup>468</sup>. AM Nancy, 34 W 11 : Urbanisme – vente de terrain

<sup>469</sup>. AD 54, 3O 395/13 : Vente de terrain

<sup>470</sup>. AM Nancy, 1 F 2801 : Feuilles des ménages

<sup>471</sup>. AD 54, 3 P 394/75 : Matrice cadastrale de Nancy

répartition des pièces du rez-de-chaussée, ce qui laisse sans doute entrevoir des discordances d'intention entre l'architecte et le commanditaire. Selon le plan des archives communales, la salle à manger côté rue s'ouvre par une double porte vers une chambre à l'arrière, qui pourrait donc devenir un salon. La cuisine située à côté est indépendante. Par cette disposition dont il est sans doute l'auteur, Masson introduit une distribution propre aux usages de la bourgeoisie. Cependant, le plan Michel présente une autre organisation plus modeste, plus familiale et moins sociale : une chambre indépendante côté rue et une « salle commune » sur la façade postérieure ouvrant directement sur la cuisine pour faciliter les échanges entre les deux pièces. D'après le témoignage d'un petit fils de commanditaire, c'est cette solution qui l'a emporté et qui reflète le souci du commanditaire pour la commodité de la vie quotidienne.

Du point de vue du confort moderne, comme dans toutes les autres bâties après 1926, la maison est bien équipée : chauffage central, WC au rez-de-chaussée, salle de bains au 1<sup>er</sup> étage. On notera l'absence du garage qui confirme qu'on a affaire à une famille modeste ne disposant pas des moyens de s'offrir une voiture, un luxe alors.

À l'extérieur et stylistiquement, le vocabulaire architectural de la maison Michel est emprunté à celui des demeures bourgeoises bâties par Masson au parc de Saurupt durant les années 1930, mais en version réduite. Étroite et sans oriel, la façade paraît plate voire banale au premier abord mais le porche dans l'œuvre et la lucarne-pignon lui donnent une allure remarquable. Les détails sont soignés, comme à l'habitude chez Masson (cat. n<sup>os</sup> 11, 12 et 13) : appareil de revêtement pour le soubassement ; baies en arc polygonal y compris pour la fenêtre de la lucarne-pignon qui prend la forme d'une petite serlienne ; marquise en béton avec cives de verre au-dessus du porche. Trois petites plaques sculptées avec la mosaïque dorée, élément fréquent chez Masson, complètent l'ornementation. La maison reste modeste mais Masson a pris soin de lui donner l'apparence pittoresque et particulière d'une villa, en accord avec le budget du commanditaire mais aussi ses aspirations.

### **2.3. Adrien Mansuy, commanditaire d'une maison « épurée » en 1936 (cat. n<sup>o</sup>52)**

La maison Mansuy est la dernière œuvre de Masson réalisée durant ses seize années nancéiennes. C'est aussi sa dernière maison « modeste » mais il faut rappeler que durant les années 1930, il n'en a bâties que deux, celle-ci et la précédente. Stylistiquement, la façade se présente sans éléments décoratifs : elle témoigne des mutations de l'habitat entre les deux guerres, à Nancy, et de la capacité de Masson à s'y adapter.

Le commanditaire, Adrien Mansuy naquit à Blénod-lès-Toul (54) le 2 décembre 1900<sup>472</sup>. Ses ancêtres étaient tous originaires de cette commune et tous vigneron (T.2, p. 145 : A.G de la famille Mansuy). Son père fut tué pendant la Grande Guerre. Adrien, de 1926 à 1931, habita son village natal où il apparaît sur les registres communaux comme comptable. Le 28 novembre 1931, à Nancy, il épousa Jeanne Marie Valérie Millot<sup>473</sup>. Née à Maxéville le 9 décembre 1903<sup>474</sup>, d'un père chaudronnier devenu entrepreneur de montages métalliques, elle était comptable, semble-t-il, comme son mari, fonction rare pour une femme à l'époque. Pendant les premières années, le jeune couple fut hébergé par les parents Millot jusqu'à ce qu'il s'installe en 1936 au n°53 de la rue Maréchal Exelmans<sup>475</sup>.

Vraisemblablement la même année mais à une date inconnue et dans l'intention d'y bâtir une maison, Adrien Mansuy acheta un terrain de 350 m<sup>2</sup> situé au n° 111 rue du Maréchal Oudinot, à proximité du parc de Saurupt et à deux pas de la rue Maréchal Exelmans. Le financement fut sans doute assuré par les salaires des époux, tous deux comptables selon toute vraisemblance. Masson dressa l'ensemble des plans, non signés mais datés, le 20 août 1936<sup>476</sup>. Le 30 août de la même année, Mansuy déposa une autorisation de travaux auprès de la mairie<sup>477</sup>. Il est probable que la maison fut achevée en 1937 date à laquelle les époux Mansuy emménagèrent<sup>478</sup>. En 1958, la demeure fut surélevée côté jardin par l'architecte Henri Victor Antoine. À la mort de son épouse Jeanne Millot, le 9 décembre 1986, à l'âge de 82 ans, cette maison était toujours occupée par le commanditaire<sup>479</sup>.

Cette petite demeure mitoyenne de 83 m<sup>2</sup> au sol à deux travées et deux étages carrés. Le rez-de-chaussée est un étage de service, avec l'entrée et le garage notamment. Elle nous rappelle le gabarit des petites maisons à deux travées du début de la carrière de Masson à Nancy, en reprenant cependant, grâce à sa profondeur marquée (11,90 m), le parti de la structure et du plan des demeures Michelet de la rue Lieutenant Henri Crépin (cat. n°26, n°29 et n°30) bâties pendant les années 1929-1930 que nous étudierons plus loin. C'est ainsi que l'étage principal compte quatre pièces – salle à manger, studio, cuisine et chambre – la salle de bain et les WC : ce qui en fait le lieu de vie à lui seul. Les deux chambres du second étage semblent fonctionner séparément, ce que confirme la fermeture de l'escalier. La façade est d'une grande simplicité,

---

<sup>472</sup>. AD 54, 2 E 79/11 : N (1900) Blénod-lès-Toul

<sup>473</sup>. AM Nancy, 734 W 91 : M (1931) Nancy

<sup>474</sup>. AD 54, 2 E 356/7 : N (1903) Maxéville

<sup>475</sup>. AM Nancy, 1 F 2853 : Feuilles des ménages (1930-1980)

<sup>476</sup>. AM Nancy, 668W 203 : Urbanisme – plan d'édifice.

<sup>477</sup>. AM Nancy, 1 O 1344 : Permis de construire à Nancy (1936)

<sup>478</sup>. AM Nancy, 1 F 2853, *op. cit.*

<sup>479</sup>. AM Nancy, 2 Mi 212 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 14 février 1986.

visiblement voulue. Masson abandonna des motifs décoratifs qu'il avait fréquemment utilisés pour la façade des petites demeures : la mosaïque jusqu'ici souvent présente est délaissée ; le faux pan de bois ou l'enduit sur le crépi en forme de damier, ont disparu. Une simple corniche au dernier étage souligne le bord du toit. Cependant la façade n'a rien de médiocre. Notamment elle est animée par un ressaut où s'ouvre la fenêtre de la salle à manger à l'étage et creusée par le porche de l'entrée au rez-de-chaussée. Ces paramètres sculpturaux confirment le lien avec les trois maisons Michelet de la rue du Lieutenant Crépin.

## **Conclusion**

Les commanditaires de petites maisons construites à leur demande par Masson ont un profil sociologique proche. Ils trouvent tous leur origine dans des communes rurales – de 200 à 1000 habitants – des quatre départements lorrains. Leurs ancêtres occupaient des métiers de la campagne attachés à la terre : cultivateur, vigneron, journalier... Tous ont quitté leur village natal, en quête d'autres métiers, peut-être d'une vie meilleure. Ainsi concrètement les maisons qu'ils se firent construire, si souvent elles n'avaient pas de salle de bains, bénéficiaient toutes de toilettes à l'intérieur, un luxe alors très rare dans les maisons rurales. L'histoire aussi les bouscula : deux familles mosellanes – les Goint et les Job – optèrent pour la nationalité française après 1870. Et la plupart fut marquée par la Grande Guerre, comme le montrent les membres des familles Guillaume, Voinier et Mansuy qui reçurent la Croix de guerre.

Certains maîtres d'ouvrage arrivèrent tout de suite à Nancy, mais ce n'est pas toujours le cas. Les familles Voinier et Goint passèrent d'abord par l'étape d'une ville moyenne comme Pont-à-Mousson, Saint-Nicolas-de-Port ou Saint-Max. Lors de leur installation à Nancy, les commanditaires – ou parfois leurs parents – ne trouvèrent à s'employer que dans des métiers en bas de l'échelle : Camille Guillaume comme manoeuvre, le père de Louise Goint comme garçon d'hôtel, Marie Voinier comme employée de commerce. Certains changèrent de professions à plusieurs reprises et ils passèrent alors d'un statut précaire ou manuel, vers une profession plus stable et mieux rémunérée, ainsi du père Goint devenu confiseur. Au fil du temps, les métiers des commanditaires s'améliorèrent : dessinateur, modiste, agent-immobilier, employé du chemin de fer et comptable ; ils signèrent ainsi leur accession à la bourgeoisie, petite et moyenne. La construction d'une maison dont ils étaient les propriétaires et les commanditaires, venait authentifier cette amélioration de leur situation. C'est sans doute l'idée qu'avait Maria Voinier en baptisant sa très modeste maison nancéienne du nom solennel de *Villa Simone*. Nul doute que les commanditaires investissaient, outre leur argent, beaucoup



d'eux-mêmes dans ces constructions. Nul doute aussi qu'ils réclamaient – même sans le dire – de la part de Masson la capacité à illustrer leur statut social par la qualité et le raffinement de la façade et par le confort grandissant de leur demeure, même modeste. En général le passage à la commande de la maison se faisait à la maturité, vers 40 ans, cependant le plus âgé – et le plus intrigant qui passa les années de la guerre à Lausanne – Camille Job avait 62 ans.

Pour sa part, Charles Masson montra de réelles capacités d'adaptation aux demandes de ces « petits » commanditaires qu'il tenta de satisfaire. Mais, faute de correspondance ou de mémoires conservés, il reste impossible de définir la part d'initiative qui revient à chaque protagoniste. Ainsi le garage et – sans doute – les WC et la salle de bains qui figurent dès 1926 comme des nouveautés dans la maison Martellin furent-ils installés à la suite d'une suggestion de Masson ou d'une demande des commanditaires ? En même temps, il faut noter que ces éléments du confort deviennent communs dans l'architecture urbaine de l'époque (fig. 90). Enfin on notera que Masson sut gérer ses affaires en attirant ses clients vers le quartier – le Parc de Saurupt – qu'il connaissait le mieux et où il s'était puissamment investi.

### Les commanditaires des petites maisons

	Commanditaire	Origine	Age	profession	adresse	terrain	maison	Travées
1	GUILLAUME Paul Emile dit Camille	Mazerulles (M&M)	42 ans	Manœuvre	28, rue du Maréchal Oudinot	9x 37,3 (39,3) = 344,70m <sup>2</sup>	9 x 9,6 = 86,4 m <sup>2</sup>	3
2	VOINIER Maria	Courbesseaux (M&M)	37 ans	Employée de commerce	10, rue Cardinal Mathieu	140m <sup>2</sup>	6,7 x 8,55 = 57,28m <sup>2</sup>	2
3	GOINT Louise	Tomblaine (M&M)	40 ans	Modiste	17, rue du Général Clinchant	121,64m <sup>2</sup>	6,5 (8,4) x 8,6 = 64m <sup>2</sup>	2
4	JOB Camille	Sainte-Barbe (Moselle) optant	62 ans	Retraité (garde des eaux et forêts)	6 rue du Lieutenant Henri Crépin	193m <sup>2</sup>	6 x 8,5 = 51m <sup>2</sup>	2
5	MARTELIN Lucien	Belmont-sur-vair (Vosges)	44 ans	Dessinateur	3, rue du Général Clinchant	7x27= 191,10m <sup>2</sup>	7 x 9 = 63m <sup>2</sup>	2
6	MICHEL René	Laveline-devant-bruyères (Vosges)	38 ans	Contrôleur technique au chemin de fer	84, rue de Boudonville	8,37x29,4 (31,05) = 215m <sup>2</sup>	6,85 x 8,55 = 58,57m <sup>2</sup>	2
7	MANSUY Adrien	Blénod-lès-Toul (54)	35 ans	Comptable	111, rue du Maréchal Oudinot	7x50 = 350 m <sup>2</sup>	7 x 11,91 = 83,37m <sup>2</sup>	2

## Chapitre 3

### Les commanditaires aisés et l'aspiration au luxe et au faste

Trois villas de grand luxe au parc de Saurupt d'une part, sept maisons bien plus modestes d'autre part : entre ces deux extrémités, Masson a construit des demeures plutôt grandes, bénéficiant d'un plus grand confort s'apparentant au luxe et affichant un aspect pour des clients qui, sans appartenir à la haute société fortunée, n'en avaient pas moins des revenus solides. Ils composent à coup sûr le cœur de la clientèle de Masson durant ses seize années nancéiennes : si Masson fournit les plans de sept maisons modestes, comme nous venons de le voir, c'est pas moins de quinze villas ou grandes maisons que des commanditaires aisés lui commandèrent pour y loger<sup>480</sup>. C'est grâce à eux ou pour eux ou encore avec eux que Masson chercha de nouvelles solutions architecturales, put appliquer ses idées, élaborer ce qu'on peut définir comme son « style » et encore s'affirmer comme un architecte pas seulement nancéien mais aussi lorrain.

Dans ce chapitre, nous allons voir comment l'architecte, tout en réinvestissant plus ou moins les paramètres spatiaux des trois grandes villas initiales, expérimenta dans les années 1930 plusieurs types de demeures – au moins deux, le second étant le plus spectaculaire – lors de la mise au point des plans de sept résidences domestiques et comment il modifia certains éléments pour chaque édifice en tenant compte de la disposition d'un terrain, mais aussi des besoins de ses clients et de leur capacité de financement ou en prenant en considération d'autres circonstances. À ces sept maisons, il faut en ajouter cinq autres qu'on peut qualifier de « commandes atypiques » ou présentant des « programmes particuliers » dont les chantiers se sont étagés sur une plus longue période.

#### 1. Les demeures Voinier (Metz), Woelflin et Alt : trois villas sous influence allemande

En 1930 et 1931, Masson réalisa successivement les plans de ces trois demeures en un an et demi : d'abord ceux de la maison Voinier de Metz – étudiée précédemment – datés du 18 février 1930, puis vinrent les plans de la villa Woelflin le 20 août de la même année et enfin en mai 1931, ceux de la villa Alt. « Villas », rappelons-le, c'est aussi le terme qu'emploie *Batimod*

---

<sup>480</sup>. Y compris les trois grandes villas initiales et la villa Michelet que nous verrons plus loin.

pour désigner ces deux dernières demeures, la première – la maison Voinier – n’y figurant pas. À cette proximité chronologique, s’ajoute une certaine parenté architecturale, notamment par le traitement de la façade, ce qui justifie qu’on rapproche ces constructions qui constituent un sous-ensemble de maisons sous influence allemande alors que par ailleurs Masson élaborait son « style 1930 » qu’il diffuserait au cours de la première moitié des années 1930. La seconde commande de Mme Voinier est particulièrement caractéristique de l’architecture mosellane alors occupée. Le corps principal couvert d’une toiture à pans brisés perpendiculaire à la rue est une des caractéristiques majeures de l’architecture allemande. Ce mur-pignon, découvert sur rue, devient la façade principale. Charles Masson, utilisa ce parti, dans les villas Woelflin et Alt ainsi que dans l’immeuble Salles construit aux mêmes dates. En effet la conception des trois façades a un mur-pignon pour point de départ et aborde la forme des baies de la même façon. Au-delà de cette constatation, les ressemblances à strictement parler ne s’imposent pas mais apparaît plutôt une sorte d’enchaînement qui relie la maison Voinier à la villa Woelflin puis cette dernière à la villa Alt. Ainsi les baies superposées de la travée gauche de la maison Voinier sont reprises exactement au centre de l’avant corps de la villa Woelflin : au rez-de-chaussée une serlienne dont la baie centrale est couverte d’un arc en plein-cintre tracé dans l’épaisseur du crépi et, à l’étage, une fenêtre aux ébrasements à ressauts. L’utilisation du crépi pour simuler des formes, architecturales ou décoratives, est également caractéristique de l’architecture allemande. Charles Masson en fit usage dès 1925 dans l’immeuble Cortellini et Albertinetti, il est encore présent dans la villa Roussel en 1938. La serlienne, présente dans toutes les architectures occidentales, est utilisée dans la villa Voinier, elle apparaît aussi au premier étage de la villa Alt mais dans une nouvelle interprétation. Pour leur part, les villas Woelflin et Alt ont en commun un mur pignon couvert d’une croupe débordante – plus ou moins importante – avec des retours du toit qui enserrant la base du pignon. En commun aussi, les oculi pourvus d’une ferronnerie en forme de dièse. Mais si les demeures Voinier 2 et Woelflin sont apparentées par l’organisation de leur espace, la villa Alt, beaucoup plus grande, témoigne d’une ambition qui l’apparente bien davantage aux trois grandes villas initiales de Saurupt et aux quatre demeures étudiées dans le paragraphe suivant.

Ressemblances et différences caractérisent aussi les commanditaires de ces trois demeures. Au sujet de la seconde commande de Maria Voinier<sup>481</sup> on peut s’étonner de l’absence

---

<sup>481</sup>. Pour cette seconde maison à Metz, on renverra le lecteur au paragraphe qui l’aborde dans le chapitre précédent. Mais elle s’apparente grandement à la villa Woelflin.

de sa maison dans *Batimod* mais il est vraisemblable que Charles Masson ne voulait pas apparaître comme travaillant dans un département avec lequel il était en conflit.

### **1.1. Ernest Woelflin, une ambition contrariée (cat. 34)**

Une villa, nommée *Les Cigognes* comme celle que Masson érigea en 1923 à Saurupt mais située actuellement au n° 23 de la rue Léonard-Bourcier à Nancy, eut pour maître d'ouvrage Georges Ernest Woelflin. Ce nom évoque des origines alsaciennes, en effet le commanditaire naquit le 10 juin 1868 à Riquewihr dans le Haut-Rhin<sup>482</sup> (fig. 91). Il était le fils d'Ernest Woelflin, tailleur puis maître tailleur, et de Catherine Bohnert. Ceux-ci restèrent au village, mais le jeune Georges Ernest, à seulement 19 ans, opta pour la France et s'installa le 10 avril 1887 à Nancy, au n°36 de la rue de la Hache. Il était alors apprenti chez Racadot, un photographe installé au n°7 de la place du Marché – donc à proximité de son logement – chez qui il fut initié à toutes les techniques de la chambre noire et notamment au portrait d'enfants, spécialité qu'il conserva lorsqu'il fut installé à son compte<sup>483</sup>. En 1889, il épousa Augustine Alexandre Chartier, tailleuse de son métier, donc dans la même profession que son père<sup>484</sup>. Née en 1869 elle était la fille cadette d'Hector Chartier, peintre en bâtiment, et d'Augustine Herminie Perrin, cuisinière<sup>485</sup>. Le couple dont sont issus trois garçons, Georges, Robert et René (T.2, p. 146 : A.G de la famille Woelflin), s'installa d'abord au 2<sup>ème</sup> étage d'une maison située au n° 12 de la rue Saint-Nicolas, dans un quartier populaire de Nancy. L'appartement, au loyer de 600 francs, comptait trois pièces dont l'une servait de laboratoire<sup>486</sup>. Selon sa première publicité, Georges appela son atelier la « Photographie du progrès ». Ultime étape de son intégration à Nancy, le 4 juillet 1892, il obtenait la nationalité française<sup>487</sup>.

#### **1.1.1. Un photographe réputé**

L'activité professionnelle d'Ernest Woelflin fut tout à fait prospère. À sa spécialité dans le portrait d'enfants, il sut ajouter celle, très demandée alors, des portraits d'officiers<sup>488</sup>. Son investissement et son succès dans le métier se mesurent à sa participation aux expositions internationales et furent couronnés, en 1899, par deux médailles d'or et d'argent, avec

---

<sup>482</sup>. AD 68, N (1868) Riquewihr

<sup>483</sup>. DEBIZE Christian, *La photographie à Nancy au XIXe siècle*, thèse de doctorat d'histoire de l'art et archéologie à l'Université Paris 4 sous la direction de Bernard Dorival, 1982. Non paginé.

<sup>484</sup>. AD 54, 2 Mi 570 : M (1889) Nancy

<sup>485</sup>. AD 54, 5 Mi 394/R 158 (1869) : N (1868-1869) Nancy

<sup>486</sup>. AM Nancy, 1 F 1154 : Registre de population à Nancy (1889)

<sup>487</sup>. AM Nancy, 1 F 1971 : Registre de population à Nancy (1910)

<sup>488</sup>. Conservatoire Régional de l'image, <http://www.imagesdelorraine.org/index.cgi>, voir les cartes de visite de l'établissement photographique Woelflin.

félicitations du jury, lors l'Exposition Internationale du Commerce et de l'Industrie de Paris (fig. 92). Il devint même membre du jury – donc hors concours – pour l'exposition de Londres en 1902 puis à nouveau pour celle de Paris en 1904. Bien sûr en 1909, il participa à l'Exposition internationale de l'Est de la France de Nancy qui se tenait au parc Sainte-Marie : « La Maison Woelflin nous montrait un groupe important, véritable tour de force, de dimensions, de retouche et de netteté ; on voyait aussi des portraits fort bien venus et dont les clichés avaient été obtenus à l'aide du magnésium, une des spécialités dans laquelle l'atelier Woelflin excelle »<sup>489</sup>. Ultime preuve de son investissement professionnel, Woelflin était encore en 1936 trésorier du groupement syndical des photographes professionnels de Meurthe-et-Moselle. Grâce à sa réputation et à son succès, dans les années 1910, Ernest Woelflin déménagea au n°41 de la rue Saint-Jean dans un local pourvu d'un atelier plus vaste, comme le prouve le loyer montant à 1440 francs et il ouvrit une succursale à Lunéville, importante ville de garnison, au n°8 de l'avenue Voltaire<sup>490</sup>.

Plus tard, au milieu des années 1920, l'atelier fut transporté au n° 18 de la rue Saint-Dizier, cette fois pour un loyer de 3500 francs<sup>491</sup>. Ce changement d'adresse, toujours en plein centre de Nancy, dénote une réelle prospérité. La *Maison Woelflin* était alors une entreprise familiale où le père employait ses trois fils<sup>492</sup>.

Jusqu'au début du siècle, la résidence familiale n'était pas séparée de l'atelier. Mais à partir des années 1910, le domicile s'en éloigna : la famille habita au n°62 de la rue de la Commanderie avec un loyer de 1000 francs puis au n°20 de la rue de la Croix de Bourgogne, où le loyer atteignait 2200 francs. Là encore ces déménagements reflètent le succès professionnel de cette famille qui, du côté de l'intimité, traversa malheurs et bonheurs. L'infirmité, vers 1909-1910, de Madame Woelflin, à peine âgée de 24 ans, puis en 1919, le décès du fils aîné la frappèrent durement. Les deux autres frères, Robert et René, se marièrent respectivement en 1920 et 1924 à Nancy<sup>493</sup>.

---

<sup>489</sup>. COLLECTIF, *Revue Générale de l'Exposition de Nancy 1909 et Palmarès de la Société Industrielle de l'Est*, Nancy : Société Industrielle de l'Est, 1910, pp.124-125.

<sup>490</sup>. Conservatoire Régional de l'Image, cartes de visite professionnelle du photographe Ernest Woelflin : <http://www.imagesdelorraine.org/index.cgi> (consulté le 22 mars 2012)

<sup>491</sup>. AM Nancy, 1 F 1971, 1 F 2169, 1 F 2354 et 1 F 2516 : Registre de population à Nancy (1910, 1914-1919, 1924 et 1928)

<sup>492</sup>. AD 54, 1 R 1458, 1 R 1486 et 1 R 1505 : Registres matricules militaires à Nancy (1915, 1918 et 1920). A leur âge de 20ans à chacun, la profession de trois fils d'Ernest Woelflin est indiquée tous comme 'photographe'.

<sup>493</sup>. AM Nancy, 2 Mi 570 : M (1920 et 1924)

La famille Woelflin retrouvant un peu de sérénité, le père mit en œuvre le projet de construction d'une villa dans le parc du Viray, un nouveau lotissement créé en 1926<sup>494</sup>. La date d'acquisition du terrain est inconnue mais elle se situe entre cette année et le 20 août 1930, date de réalisation des plans de la villa. Ces derniers ne portent pas le prénom du commanditaire mais c'est sans doute Ernest Woelflin, son fils René, né en 1900, ayant à peine 30 ans et n'ayant sans doute pas encore les capacités financières pour envisager un tel projet. Si toutefois ce dernier en était le maître d'ouvrage, il est fort probable que le père finançât la construction. L'autorisation des travaux a été publiée par l'*ICE* daté du 3 mai 1931 et la matrice des propriétés bâties de 1932 confirme qu'il s'agit d'une construction nouvelle<sup>495</sup>. Les feuilles de ménage indiquent que René en était le propriétaire, son frère Robert, le cadet de la famille, un temps associé à l'entreprise, semblant disparaître de l'histoire familiale, à la suite de son divorce en 1930 et sans que l'on connaisse sa nouvelle adresse<sup>496</sup>. Construite sur un vaste terrain de 985 m<sup>2</sup>, la villa occupe seulement 78 m<sup>2</sup> au sol : c'est la plus petite de toutes les villas « isolées » construites par Charles Masson. Pourquoi et comment Woelflin fit-il appel à Masson ? Le photographe a-t-il fait la connaissance de l'architecte dans le cadre de son studio photographique ? Peut-être. En tout cas, à n'en pas douter, l'ambition d'Ernest Woelflin était grande, aussi s'adressa-t-il à un des architectes les plus en vue de la ville et auteur de prestigieuses demeures au parc de Saurupt et, en même temps, lauréat du concours-exposition d'habitations à bon marché en 1929.

Le choix de construire la villa dans le parc du Viray pose quelques questions. Woelflin voulait-il offrir à son épouse infirme un cadre de vie plus propice à sa santé ? En effet la villa se situe à deux pas du site de Buthégnémont, réputé pour son calme, et du parc de la Cure d'Air. Ce souci pourrait aussi expliquer l'écart entre la taille importante de la parcelle et la petitesse de la maison, ce qui permettait de donner à la villa un environnement campagnard. À moins qu'il ne s'agisse d'un signe des contradictions qui vont se faire jour entre l'ambition du commanditaire et ses réelles possibilités financières : ce serait faute de pouvoir s'offrir un grand terrain à Saurupt où le mètre carré atteignait 60 à 90 francs dans les années 1920 que Woelflin aurait opté pour le Viray où le mètre carré ne coûtait que 10 à 30 francs<sup>497</sup>.

---

<sup>494</sup>. Le plan du lotissement du parc de Viray est paru sur l'*ICE* le 2 mai 1926 avec un article d'Emile Badel, « Le parc de Viray ».

<sup>495</sup>. AD 54, 3 P 394/ 53 : Matrice des propriétés bâties à Nancy

<sup>496</sup>. 'Divorce' in *L'Est Républicain* le 25 juin 1930 : selon ce journal, la femme de Robert Woelflin a présenté son avis de divorce sur le journal en passant par Me Duriez en raison de son mari sans domicile ni résidence connus en France.

<sup>497</sup>. Pour le prix du Viray, voir l'*ICE* du 9 mai 1926, pour celui de Saurupt, voir AM Nancy, 34W.

La villa terminée, elle accueillit trois générations, les parents occupant vraisemblablement le rez-de-chaussée qui avait été doté d'une chambre pour madame Woelflin paralytique, l'étage supérieur étant réservé pour le jeune couple et ses deux enfants. Cependant, cette cohabitation dura très peu de temps. Les parents quittèrent la villa dès 1933 et retournèrent habiter rue Saint-Dizier, au 1<sup>er</sup> étage, au-dessus du premier magasin, puis rue Saint-Jean au n°54, au-dessus d'un nouvel atelier photographique. Deux ans plus tard, en 1935, c'est au tour des enfants Woelflin de quitter la villa ; ils s'installèrent dans une petite maison située au n°8 de la rue du Chanoine Blaise<sup>498</sup>. L'abandon de la villa par la famille Woelflin s'explique très certainement par des difficultés financières. Le regroupement des deux familles dans une villa de taille modeste en était sans doute un des signes avant-coureurs. Avec la création successive de trois magasins, Ernest Woelflin a sans aucun doute vu trop grand et a mal évalué la concurrence qui allait croissante<sup>499</sup>. Cette hypothèse va se vérifier. En effet le dernier atelier est mis en faillite le 7 septembre 1936<sup>500</sup>. Le tribunal de commerce de Nancy enregistra les difficultés d'Ernest Woelflin (fig. 93), son mobilier et son matériel furent saisis pour rembourser ses créances. Le produit de la vente, en avril 1936, ne suffisant pas à effacer le passif, la faillite fut prononcée. Ruiné, Ernest Woelflin s'éteignit le 27 mai 1938 au n°29 de la rue de Strasbourg<sup>501</sup>.

### **1.1.2. Une réplique en modèle réduit ?**

La symétrie presque parfaite de la façade sur rue de la villa est la manifestation d'une certaine solennité mais elle masque, pour un édifice modeste, une distribution particulière. Comme dans la maison Voinier de Metz, Charles Masson tente de trouver une solution pour solenniser l'entrée forcément à l'étroit du fait des contraintes des pièces du rez-de-chaussée : en l'occurrence un porche dans-œuvre, rejeté sur le mur latéral gauche puis un vestibule assez étroit et irrégulier d'où part l'escalier. Le vestibule donne aussi accès à la cuisine, à une chambre et à une seule pièce de réception : la salle à manger en façade et bénéficiant d'une extension pourvue d'une cheminée et appelée « coin du feu ». Avec la façade, c'est le seul paramètre qui s'approche du faste des grandes villas. Comme nous l'avons noté précédemment, la chambre du rez-de-chaussée était certainement destinée à madame Ernest Woelflin. La façade sur rue, quasiment ordonnancée, est à trois travées et reprend presque littéralement la superposition des

---

<sup>498</sup>. AM Nancy, 1 F 2827 : Feuille de ménage à Nancy (1930-1980)

<sup>499</sup>. Ainsi on trouve dans des journaux des années 1930, des publicités de certains de ses concurrents comme Gerschel et Demontrond, avec des titres de 'photographe apprécié' ou d' 'artiste photographe'.

<sup>500</sup>. AD 54, 6 U 2/ 911 : Le tribunal de commerce (faillites)

<sup>501</sup>. AM Nancy, 2 Mi 1932 : D (1938) Nancy

baies de la villa Voinier de Metz conçue peu de temps auparavant. Mais chez Woelflin, le budget étriqué n'a pas permis la réalisation d'un garage, pas plus que le treillis, présent dans le projet, qui ornait les angles du premier niveau et englobait les baies latérales. La clôture, en béton ajouré, unique dans l'œuvre de Charles Masson est aujourd'hui détruite ; elle traduisait également le manque de moyens du commanditaire.

Malgré ces restrictions, la villa Woelflin joue un rôle important dans l'œuvre de l'architecte : d'une part elle démontre qu'avec des moyens limités, Charles Masson pouvait réaliser une villa de qualité et d'autre part, elle sert de point de départ pour la villa Alt bien plus ambitieuse.

D'un point de vue symbolique, cette villa semble emprunter plusieurs éléments de la villa *Les Cigognes* du parc de Saurupt. D'abord son nom qui fut inscrit sur la façade en 1931 avec le nom d'architecte. Cette appellation évoquait-elle aussi la naissance de la petite-fille d'Ernest Woelflin, le 7 mai 1931, au cours du chantier de la villa ? Par leur origine alsacienne, les Woelflin connaissaient bien la figure de la cigogne qui apporte les bébés. On note aussi sur le vitrail du porche, la signature – sans date – de William Geisler, verrier à Nancy qui a réalisé précédemment les trois vitraux du premier étage des *Cigognes*. Enfin à l'intérieur, le coin de feu décoré d'une cheminée en marbre rose rappelle incontestablement la cheminée du hall de la villa *Les Cigognes*. Ces coïncidences relèvent-elles du simple hasard ? Ou bien Woelflin a-t-il volontairement demandé à Masson d'intégrer ces emprunts dans sa modeste villa ? Si c'était le cas, cette villa reflèterait, malgré sa modestie, l'ambition de Woelflin et son souci d'afficher sa réussite, même au parc du Viray à Nancy, situé à l'opposé du parc de Saurupt.

## **1.2. L'ultime demeure de Michel Alt, industriel mosellan : une grande villa (cat. 35)**

À la différence des commanditaires jusqu'ici abordés, Michel Alt n'est arrivé à Nancy qu'en 1932. Jusque là sa vie, ainsi que celle de sa famille, se déroula en Moselle annexée puis réintégrée à la France après 1918. Il naquit le 10 juin 1867 à Hellimer, village situé à une vingtaine de kilomètres de Sarreguemines et aussi de la frontière allemande<sup>502</sup>. Son père dont on lui avait donné les prénoms, était tailleur et sa mère, Catherine Schmitt, sage-femme. De son union avec Marie Anne Schmitt, naquit le 27 juillet 1894 à Sarreguemines, Louise, leur fille unique<sup>503</sup>.

---

<sup>502</sup>. AD 57, 5 Mi 316/2 : N (1867) Hellimer. Son prénom complet est Jean Michel.

<sup>503</sup>. AD 57, 7 E 634/35 : N (1894) Sarreguemines



### 1.2.1. Une carrière entièrement mosellane

Il possédait une société de commerce du bois avec une scierie, qu'il avait fondée le 9 février 1912, avec Jules Schmitt – son beau-père ou son beau-frère, on ne sait – et dont le siège social se situait à Sarreguemines. Bien qu'ils en fussent propriétaires à part égale, l'entreprise était placée sous le nom de « J. Schmitt »<sup>504</sup>.

Toujours à Sarreguemines, Louise Alt épousait Yves Amiet le 21 septembre 1920<sup>505</sup>, (T. 2, p. 147 : A.G de la famille Alt). Le marié, né à Vierzon<sup>506</sup>, était le fils de Louis Mathieu Amiet, docteur en médecine, et de Georgette Fernande Brouhot. Au moment de la mobilisation de la Grande Guerre, il était clerc de notaire à Bordeaux et il fut affecté dans l'Est de la France au 21<sup>ème</sup> régiment d'artillerie. À la démobilisation, resté dans l'Est et décoré de la croix de guerre avec étoile de bronze et étoile d'argent<sup>507</sup>, on note sa présence à Sarrebruck<sup>508</sup>, la capitale de la Sarre que le traité de Versailles avait placée sous administration internationale. C'est sans doute dans ces circonstances qu'il rencontra Louise Alt et qu'ainsi il devint l'associé de son beau père. En 1924, le 22 janvier, l'entreprise se renforça avec les investissements de cinq nouveaux membres et devint ainsi une société anonyme, sous le nom du « Comptoir lorrain des bois Schmitt et Alt ». Yves Amiet, alors domicilié 12, rue Clemenceau à Sarreguemines, en devint le gérant (fig. 94). Mais six ans plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet 1930, la société était mise en liquidation, Michel Alt étant nommé seul liquidateur<sup>509</sup>. L'entreprise de Alt, malgré un sinistre intervenu pendant la guerre<sup>510</sup>, aura donc duré près de 20 ans.

Toute la famille quitta alors la Moselle. Peut-on deviner les raisons de ce départ ? Sans doute s'agissait-il pour Yves Amiet de rebondir et de trouver un nouvel investissement professionnel. Quant à Michel Alt, âgé de 62 ans, le temps de la retraite était venu et rien ne le retenait plus en Moselle. Mais tandis que lui et son épouse faisaient le choix de partir pour Strasbourg, la famille d'Yves Amiet s'installait à Nancy le 1<sup>er</sup> janvier 1930 et la vente des actifs de la société permit à ce dernier d'y créer une nouvelle entreprise de « commerce de bois de

---

<sup>504</sup>. Le capital de la société était fixé à 50 000 marks (soit au change de l'époque 62 500 francs). Le siège social sis à Sarreguemines l'était pour une durée de dix années renouvelable. Avec l'investissement de 5 nouveaux membres, le capital de la société augmenta de 15 000 francs.

<sup>505</sup>. AD 57, 7 E 634/99 : M (1920) Sarreguemines. De cette union, naîtront deux enfants.

<sup>506</sup>. Le 4 avril 1889.

<sup>507</sup>. AD 18, Registre matricule militaire (classe 1909, Bourges, n° 1232).

<sup>508</sup>. Il habitait 12 rue Allestrass à Sarrebruck.

<sup>509</sup>. D'après une jurisprudence sur le *Comptoir lorrain des bois Schmitt et Alt* dans le *Journal des sociétés civiles et commerciales*, 1932/01 (A53, N1)-1932/12 (A53, N12), p. 430-439

<sup>510</sup>. Le répertoire des 'Dommages de guerre 1914-1918' coté 10 R121 aux archives départementales de la Moselle annonce que la société Schmitt et Alt, commerce de bois, fut sinistrée pendant la guerre.

mine et d'exploitations forestières » qui dura jusqu'en 1941<sup>511</sup> (fig. 94). Surtout – intéressant pour notre propos – il put aussi acheter une maison que Charles Masson venait juste de terminer pour Léon Michelet, un promoteur immobilier qui nous intéressera dans la partie suivante<sup>512</sup>. Située au parc de Saurupt, au n° 9 de la rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n°26), cette demeure fait partie de la commande de trois maisons voisines dans la même rue que Michelet passa à Masson, en 1929 et 1930, avec des intentions visiblement spéculatives<sup>513</sup>. On peut imaginer que Jean Michel Alt, le beau père de Yves Amiet, vint passer depuis Strasbourg quelques séjours dans cette maison et fut séduit par l'environnement et la qualité de la demeure, ce qui l'incita à solliciter l'architecte.

### **1.2.2. Une villa au programme ambitieux et traditionnel**

Encore résidant à Strasbourg mais sans doute soucieux à 63 ans de se rapprocher de ses enfants, Michel Alt acquit, à une date inconnue, un terrain de plus de 510 m<sup>2</sup> situé à l'angle de la rue du Maréchal Oudinot et de la rue des Brice<sup>514</sup>. Charles Masson réalisa les plans au mois de mai 1931<sup>515</sup> et Michel Alt fit la demande d'autorisation de travaux le 2 juin 1931<sup>516</sup>. L'entrepreneur Emile Cortellini, un proche de l'architecte<sup>517</sup>, réalisa les travaux. La matrice des propriétés bâties de 1932 la cite comme une construction nouvelle<sup>518</sup>. Placée à un angle de rue, la villa s'en écarte pour ménager un jardin sur trois côtés et s'appuie sur un mur mitoyen – donc aveugle – avec la parcelle voisine de la rue des Brice. C'est sur cette rue, à l'actuel numéro 42, que s'ouvre la façade principale mais la façade latérale, rue du Maréchal Oudinot, n'est pas négligeable car les pièces de réception y prennent jour et le garage y a son entrée.

Elle offre tous les signes d'une demeure conçue pour une famille appartenant à une catégorie sociale supérieure et qui tenait à le montrer. D'abord, sa superficie au sol de 157m<sup>2</sup> est deux fois plus grande que celle des deux maisons Voinier et Woelflin. Surtout la trame du plan est élaborée à partir de trois travées, ce qui permet à Masson d'ajouter un hall central à

---

<sup>511</sup>. Rue Raymond-Poincaré n°59 à Nancy.

<sup>512</sup>. AM Nancy, 1 F 2746 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>513</sup>. Partie 4, chapitre 2 : 3.4. Trois maisons sur un même terrain : les 9, 11 et 11bis, rue du lieutenant Henri Crépin.

<sup>514</sup>. Le terrain était composé d'une parcelle de 320,38m<sup>2</sup> (section C, numéro 635, 639 et 644 du cadastre) acquise auprès d'un certain Pierre Hatton qui l'avait achetée précédemment, le 14 avril 1923, auprès de la ville de Nancy et d'une partie de la parcelle voisine propriété de Valérie Fischer qui, pour sa part, avait acheté deux parcelles presque bout à bout le 16 juillet 1925. Voir AM Nancy, 34 W 13.

<sup>515</sup>. AM Nancy, 668 W 39 : Santé et environnement

<sup>516</sup>. AM Nancy, 1 O 1326. Il y est indiqué que Michel Alt habite 3, quai Lulheim à Strasbourg.

<sup>517</sup>. Collaborateur et commanditaire de Masson. Deux immeubles sis aux nos 47 et 49, rue du Maréchal Oudinot ont été fait par Masson en 1925. Voir le premier chapitre de la partie suivante.

<sup>518</sup>. AD 54, 3 P 394/26 : Matrice des propriétés bâties à Nancy

deux niveaux – comme dans les grandes villas du début de sa carrière à Nancy<sup>519</sup> – à un dispositif d'entrée latéral assez classique enchaînant porche (précédé d'une pergola), sas d'entrée et vestibule, dispositif auquel l'architecte a fréquemment recours dans les maisons à deux travées. Du coup aussi le nombre de pièces de réception augmente : autour du hall, sont distribués un salon, une salle à manger, un jardin d'hiver – côté rue – et une chambre à l'arrière, sans doute pensée en tenant compte de l'âge des commanditaires. Du coup à l'étage supérieur, on trouve une « chambre à donner » pourvue d'une loggia et deux chambres pour des domestiques. Stylistiquement en façade, la villa Alt présente quelques particularités comme des fenêtres couvertes d'arcs polygonaux brisés à quatre pans posés sur coussinet, une curiosité dans l'œuvre de Charles Masson. Le niveau de soubassement et son appareil de revêtement, les serliennes, une pergola et les nombreux jours sont des éléments présents dans de nombreuses réalisations de l'architecte.

Par l'aspect, la villa Alt appartient bien au même groupe que les villas Voinier et Woelflin, mais par l'ampleur de sa surface au sol et par l'organisation des pièces, elle s'apparente davantage à la tradition qu'illustrent les trois grandes villas initiales de Saurupt. De même elle ne ressemble pas à la maison du gendre des commanditaires, Yves Amiet, rue du Lieutenant Crépin. Si on imagine les époux Alt consultant Masson et examinant ses propositions, visiblement ils choisirent un type de demeure plus horizontal que vertical et refusèrent le rez-de-chaussée de service que l'architecte mettait déjà en œuvre au profit d'une entrée plus solennelle.

Les époux Alt, tous deux âgés, s'installèrent dans la villa si tôt terminée. Elle fut la dernière résidence de Michel Alt et il n'en profita guère puisqu'il y décéda le 8 mai 1933 dans sa 66<sup>ème</sup> année ; il fut enterré au cimetière du Sud<sup>520</sup>. Sa veuve partit résider chez sa fille au n°9 de la rue du Lieutenant Henri Crépin et la villa Alt fut louée puis vendue en 1947<sup>521</sup>. Enfin la maison Amiet fut mise en vente à son tour, en 1951.

## Conclusion

Dans les trois cas que nous venons d'aborder ou de rappeler, la construction d'une maison fut le couronnement d'une vie ou d'une carrière, le signe aussi d'une réussite sociale ostensible mais en fait fragile. En effet aucun des trois commanditaires ne profita longtemps de la maison qu'il avait désiré faire bâtir. Même Marie Voinier dont la fortune semble assurée même si elle

---

<sup>519</sup>. La villa *Les Cigognes* et celle que Masson se destinait.

<sup>520</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 10 mai 1933

<sup>521</sup>. AM Nancy, 1 F 2746 et 1 F 8251 : Feuilles de ménages (1930-1980)

est subite et que son origine reste incertaine, ne vivra que six ans dans sa grande maison de Metz.

Les trois familles étaient issues d'un milieu modeste puisque les parents étaient agriculteurs ou tailleurs. En une génération, elles connurent une ascension sociale rapide mais plus ou moins assurée, celle de la famille Alt semblant la plus solide. Si la famille Woelflin, tout en changeant d'orientation professionnelle, resta dans le milieu de l'artisanat mais, si on peut dire, dans une branche « moderne », la famille Alt se trouva à la tête de plusieurs entreprises successives. Les deux familles durent cependant faire face à des difficultés financières, la première perdra tout, la seconde poursuivra son ascension. La réussite fragile de la famille Woelflin lui permit toutefois de se lancer dans la construction d'une villa mais elle fut obligée de s'en défaire. Quant aux époux Alt, après que leur gendre eut acheté une maison bâtie par Masson, ils lui passèrent commande d'une villa personnelle et pensée pour eux. La différence de gabarit entre les demeures Voinier et Woelflin, d'une part et Alt d'autre part exprime l'écart social entre leurs commanditaires : d'un côté deux fortunes très récentes, de l'autre celle d'une famille inscrite depuis plus de vingt ans dans le monde de l'entreprise.

Enfin il faut noter que la villa Voinier de Metz a la particularité de présenter une travée droite avec bow-window et loggia, un dispositif jouant avec les pleins et les vides qui apparaît au même moment dans les maisons qu'on peut dire appartenir au « style Masson » (fig. 95).

## **2. Les quatre villas Mathieu, Mairot, Mairesse et Marchal : Masson invente un nouveau type de villa**

Les quatre demeures présentées dans ce paragraphe, construites entre 1929 et 1933, appartiennent de façon évidente à la même série, à la même conception. Elles sont fondées sur une trame de deux travées inégales, dont la majeure comporte la baie de la principale pièce résidentielle (salon ou salle-à-manger), et de quatre étages dont un de combles. Surtout Masson y montre qu'il sait exploiter complètement les possibilités offertes par le recours à une structure en béton : il multiplie les pleins et les vides, les porches dans-œuvre, les loggias et les oriels – ou bow-windows – à tous les étages, parfois même dans le comble. Il joue aussi avec la pergola, un motif typiquement de « plein-air » qui veut mettre en valeur la satisfaction du propriétaire de « jouir » de sa demeure. Ce sont les caractéristiques du style que Masson mit au point dans les années 30 pour définir une nouvelle formule de la maison – et de l'immeuble – qu'il proposerait à ses clients.

Selon la typologie actuelle, trois de ces quatre demeures sont des maisons parce que elles sont mitoyennes et une seule une villa. Mais on verra que toutes s'appuient sur un même concept de villa luxueuse mis au point par Masson et dont la villa Mairot est la preuve.

## **2.1. Pour Paul Mathieu, à Monbois, la première villa « style Masson » (cat. 25)**

La famille Mathieu était originaire de Sandaucourt dans les Vosges<sup>522</sup>. Le grand-père et l'arrière-grand-père du commanditaire y étaient tous deux charpentiers (T.2, p. 148 : A.G de la famille Mathieu). Autour de 1880, le père du commanditaire changea d'orientation professionnelle et devint représentant de commerce à Chaumont en Haute-Marne. À la même date il épousa, à Vittel, Marie Coince, la fille d'un cultivateur<sup>523</sup>. Le couple s'établit dans cette commune (fig. 96) où lui naîtront quatre enfants<sup>524</sup> dont Paul en 1890, notre futur commanditaire. Lors de son incorporation militaire, en 1910, Paul Mathieu exerçait le même métier que son père, décédé l'année précédente<sup>525</sup>. Le 18 avril 1914 à Nancy il se maria avec Lucie Hilpert, modiste, fille d'un employé de l'usine à gaz<sup>526</sup>. Le 13 octobre de la même année, leur fils unique Claude Jean Paul naquit dans leur demeure de l'avenue de la Garenne à Nancy<sup>527</sup>. Entre temps, la Grande Guerre avait éclaté et Paul avait été mobilisé dès le 31 juillet au 79<sup>ème</sup> régiment d'infanterie. Nommé caporal en 1916 puis sergent major, il réussit à traverser la guerre et y montra sa bravoure, ce qui lui valut d'être décoré de la Croix de guerre avec une étoile d'argent et deux de bronze<sup>528</sup>.

Démobilisé et demeurant au n°193, rue de Jeanne d'Arc, il reprit son activité de voyageur de commerce<sup>529</sup>. Ses affaires étaient suffisamment florissantes pour qu'il se lançât dans le projet d'une résidence familiale dont l'histoire est malheureusement peu documentée. Cependant ce manque est quelque peu compensé par les informations dont nous disposons au sujet du nouveau lotissement du parc de Monbois où Paul Mathieu décida de construire. Sa surface était d'environ 4 hectares et les lots furent mis en vente de 1927 à 1928. Ce fut aussi

---

<sup>522</sup>. AD 88, 4E 447/3-69410, 4E447/3-69412, 4E447/5-69433 : état civil (1825, 1827 et 1856-1857)

<sup>523</sup>. AD 88, 10NUM82734/4E528/13 : M (1880) Vittel

<sup>524</sup>. Auguste, Henri, Paul et Marguerite sont nés respectivement en 1882, 1886, 1890 et en 1892 à Vittel.

<sup>525</sup>. AD 88, 1R1631-116325 : Recrutement militaire (feuillelet matricule n° 403)

<sup>526</sup>. AM Nancy, 2 Mi 1593 : M (1914) Nancy

<sup>527</sup>. AD 54, 2 E 394/428 : N (1914) Nancy

<sup>528</sup>. AD 88, 1R1631-116325, *op. cit.*

<sup>529</sup>. AM Nancy, BA 7240/11 : Annuaire de Lorrain (1927)

l'occasion d'y établir quatre rues nouvelles<sup>530</sup> et le règlement urbain stipulait que les façades devaient être alignées. Paul Mathieu déposa une demande d'autorisation de travaux le 4 janvier 1929 pour une maison à construire au n°3 de la rue Ludovic Beauchet<sup>531</sup>. La façade sur rue porte la signature de Charles Masson et la date 1929 qui correspondrait plutôt au début des travaux. La matrice des propriétés bâties de l'année nous confirme qu'il s'agissait d'une construction nouvelle, ce qui ne peut guère être une indication au sujet de l'achèvement de la demeure. Mais le registre de population de Nancy aussi de 1929 mentionne l'arrivée de trois membres de la famille Mathieu<sup>532</sup>. Si ces sources sont fiables, la durée des travaux serait de moins d'un an, ce qui est difficile à admettre même s'il s'agit d'une maison plutôt modeste à structure en béton armé. Rejointe par la belle-mère du commanditaire, la famille occupa la maison jusqu'en 1938<sup>533</sup>, date à laquelle, sans raison connue, elle déménagea au 1<sup>er</sup> étage du n°44 du boulevard Jean Jaurès<sup>534</sup>. D'abord mise en location, la demeure fut vendue en 1945<sup>535</sup>. Quant à Paul Mathieu, il quitta Nancy après la mort de sa femme en 1978 pour s'installer à Vandœuvre où il décéda le 2 novembre 1986 dans sa 96<sup>ème</sup> année. Nous ne savons pas pourquoi, ni comment le commanditaire fit appel à Masson. L'histoire familiale du commanditaire et sa vie professionnelle ne nous fournissent pas les indices nécessaires pour appréhender les raisons de cette commande qui reste de ce fait mystérieuse.

### *Une façade spectaculaire*

Le projet de Masson ne nous est pas parvenu mais le cadastre nous donne les surfaces du terrain qui est de 230 m<sup>2</sup> et d'environ 70 m<sup>2</sup> pour la demeure. La comparaison avec la maison Voltan (cat. n°24), projetée au mois de novembre 1928, dont nous parlerons dans la partie suivante et qui présente surtout l'avantage d'être parfaitement documentée, est si pertinente que l'on peut admettre que les plans de la maison et leur date de réalisation en sont très proches. Cependant, pour les plans, on veillera à inverser les fonctions puisque la travée d'accès se trouve à droite. On suppose aussi – avec raison, semble-t-il – que cette maison appartient bien, par l'organisation de son plan, au même type que celui des demeures Mairot, Mairesse et Marchal.

L'analyse se portera essentiellement sur l'analogie des façades. Tout d'abord la largeur

---

<sup>530</sup>. La rue de Toul prolongée (aujourd'hui rue Albin Haller), la rue du Dr. Ernest Bichat, la rue du Dr. Bleicher et la rue Ludovic Beauchet.

<sup>531</sup>. AM Nancy, 1 O 1320 : Permis de construire (1929)

<sup>532</sup>. AM Nancy, 1 F 2555 : Registre de population de Nancy (1929). Ils seraient arrivés plutôt durant l'année 1930 et ce fait a été rajouté dans le registre de population de précédente année.

<sup>533</sup>. AD 54, 6 M 33/394/65 et 6M 33/394/71 : Recensement de population de Nancy (1931 et 1936)

<sup>534</sup>. AM Nancy, 1 F 2799 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>535</sup>. Le nouveau propriétaire est Mme. Vve. David. Ce fait est enregistré dans la matrice des propriétés bâties.

des édifices est quasi identique : 7,20 m pour la maison Voltan, 7,50 m pour la maison Mathieu. La structure en béton armé permet, pour des portées aussi modestes, toutes les fantaisies. Jamais Charles Masson n'a utilisé d'une façon aussi pittoresque les qualités du béton armé. Les quatre étages, dont le sous-sol et l'étage de combles, sont en retrait les uns par rapport aux autres formant ainsi une façade à gradins. Porche dans œuvre et loggias contribuent aussi aux contrastes des volumes. Charles Masson utilise aussi, à grande échelle, des bacs à fleurs qu'il intègre dans les balcons et les appuis de fenêtres. Il porte à l'extrême quelques formes expérimentées dans la maison Heymes étudiée dans la partie suivante et dont malheureusement l'histoire est aussi mal connue.

## **2.2. Une villa nouvelle pour Louis Mairot, fidèle client de Masson (cat.36). La preuve.**

La villa Mairot constitue un des sommets de l'art de Masson dans sa réflexion pour actualiser et améliorer sans cesse les propositions résidentielles qu'il faisait à ses clients les plus fortunés. Il semble porter à la perfection, pour ainsi dire, un nouveau type de villa, qui mérite qu'on s'y attarde. Faut-il s'étonner que Masson ait établi ce projet novateur pour Louis Mairot, un de ses fidèles clients avec qui il a sans doute su établir des relations de confiance.

Louis Mairot était originaire de Cirey-sur-Vezouze, petit chef-lieu de canton d'environ 2300 habitants, dans l'est de la Meurthe-et-Moselle<sup>536</sup>. Mais son père, Auguste, fils d'Edouard Mairot, cultivateur, et de Joséphine Guyet, était né en 1853 dans le département du Doubs, à Cernay-l'Église exactement<sup>537</sup>. Quand et pourquoi il quitta son village natal pour s'installer à Cirey-sur-Vezouze où il travaillait comme préposé des douanes, nous ne le savons pas précisément. Sans doute faut-il penser que son métier ne fut pas étranger à ce déménagement, Cirey se trouvant alors à quelques kilomètres de la frontière avec l'Allemagne (fig. 97). Par la suite il y devint cafetier. Son mariage, le 6 mai 1886, avec Joséphine Thuilier, couturière et fille d'un aubergiste originaire de Saint-Quirin, un village proche de Cirey mais de l'autre côté de la frontière, confirma son installation en Lorraine<sup>538</sup>. De cette union, naquirent le 21 novembre 1888 Louis – notre commanditaire donc – puis le 10 septembre 1890, Marie-Gabrielle<sup>539</sup> (T.2, p. 149 : A.G de la famille Mairot).

---

<sup>536</sup>. AD 54, 6 M 33/128 : Recensement de population à Cirey-sur-Vezouze (1886)

<sup>537</sup>. AD 25, Tables décennales (1853-1862) Cernay-l'Église

<sup>538</sup>. AD 54, 2Mi-EC 128/R1 : NMD (1884-1894) Cirey-sur-Vezouze

<sup>539</sup>. AD 54, 2Mi-EC 128/R1 : NMD (1884-1894) Cirey-sur-Vezouze

### 2.2.1. Une longue carrière dans l'administration des chemins de fer

À 20 ans, donc en 1908, Louis Mairot était déjà employé à la Compagnie des chemins de fer de l'Est qui sera absorbée dans la SNCF lors de sa création en 1937<sup>540</sup>. Travailler dans ce genre de société au large rayon d'action entraîna le jeune Mairot loin de son village natal qu'il quitta pour s'installer à Vincennes et travailler sans doute au siège social de la compagnie à Paris. Il revint à Saint-Quirin pour épouser, le 6 octobre 1913 – il avait donc 24 ans – Berthe Joséphine Tis. Pour autant la fiancée avait elle aussi une connaissance du monde plus ouverte que celle qui avait cours alors dans les campagnes<sup>541</sup>. En effet bien que ses parents Quirin Tis et Clémence Masson fussent originaires respectivement de Saint-Quirin et d'Aspache (Haut-Rhin), elle était née à New-York le 7 septembre 1893. La famille était revenue des Etats-Unis en 1906, mais nous ne connaissons pas les conditions de ce séjour : notamment y ont-ils fait fortune ?

Par la suite, continuant son « errance » sans doute professionnelle, Louis Mairot déménagea plusieurs fois. Ainsi sa fille naquit à Paris en 1916 et son fils en 1922 à Fontenay-sous-Bois<sup>542</sup>. En 1929 nous le retrouvons à Saint-Dié-des-Vosges où il habitait au n° 99 de la rue d'Alsace. C'est à cette adresse que, pour la première fois, il entra en contact avec Charles Masson, pour lui demander de surélever de deux étages un immeuble dont il était propriétaire au n° 23 de la rue de Mulhouse à Nancy<sup>543</sup>. L'ensemble des plans a été dressé le 10 avril 1929<sup>544</sup>, la surélévation porte la date 1930. C'est actuellement un immeuble de rapport constitué de cinq étages carrés. À l'origine il comptait huit appartements, soit deux appartements à chaque étage, Charles Masson ajouta huit chambres avec cabinets de toilettes (fig. 98 et 99). La qualité de la surélévation laisse à désirer et rien ne permet de supposer que ce travail est de la main de Masson, ce qui était peut-être finalement son intention. Pourtant précédemment, en 1926, pour Henri Verry, il avait déjà surélevé un petit immeuble situé 62, rue Saint-Dizier de meilleure façon et que nous aborderons plus loin<sup>545</sup>. Bien que cet immeuble soit modeste, les revenus de Louis Mairot étaient certainement insuffisants pour qu'il puisse l'acquérir, c'est sans doute grâce à la dote de son épouse qu'il a pu s'en rendre propriétaire. En tout cas, on peut penser que les revenus de ses seize locataires lui ont permis de se lancer dans des projets bien plus ambitieux.

---

<sup>540</sup>. AD 54, 1 R 1395 : Registre matricules militaires (1908)

<sup>541</sup>. AD 54, 2 E 128/11 : M (1913) Cirey-sur-Vezouze

<sup>542</sup>. AD 54, 999 W 38 : Registre de population à Villers-lès-Nancy(1936)

<sup>543</sup>. « Autorisations de travaux » in *L'ICE* le 6 août 1929, non paginé

<sup>544</sup>. AM Nancy, 668 W 220 : santé et environnement

<sup>545</sup>. Voir la partie 4, chapitre 2, le paragraphe consacré aux commandes de Henry Verry.



Louis Mairot fut un client fidèle de Masson : après la famille Verry-Michelet et Munier, c'est le troisième grand commanditaire de notre architecte : outre la surélévation dont il vient d'être question et de la villa du Placieux, Masson construisit pour Mairot un immeuble rue Notre-Dame de Lourdes à Nancy, dont il sera question plus loin (cat. n°50). Pourquoi et comment fit-il appel à Charles Masson à trois reprises ? Ces commandes ne sont-elles pas liées au fait que Louis Mairot et Henry de Schacken, le beau-père de Charles Masson, étaient originaires de Cirey-sur-Vezouze<sup>546</sup> ? En plus cette commune n'est qu'à 13 km de Saint-Georges, le village natal de Charles Masson, situé lui – nous le rappelons – en Lorraine annexée. Mais, comme François Roth l'a indiqué, la frontière franco-allemande « n'était ni fortifiée ni fermée ». Elle était surveillée et son passage exigeait un passeport, mais elle était facilement franchissable avec un contrôle simple<sup>547</sup>. Enfin rappelons que le père de Louis Mairot était douanier. Tous les habitants autour de ce territoire le connaissaient sans doute.

### **2.2.2. Une résidence familiale au parc du Placieux à Villers-lès-Nancy**

Finalement Louis Mairot et sa famille s'établirent à Nancy le 1<sup>er</sup> mai 1930, tout d'abord au n°44 de rue de la Foucotte puis, en 1931, au n° 24 de la rue Jacquinet<sup>548</sup>. Son arrivée à Nancy correspondait vraisemblablement à une promotion, en effet il était alors sous-chef du bureau de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est. La présence à Nancy de Gabrielle, la sœur de Louis Mairot, et de Joseph Saunier, son mari, clerc au notaire, revenus eux aussi de Paris et qui habitaient au n°120 de la rue de Mon Désert avec leurs deux enfants renforça certainement le désir d'enracinement de Louis Mairot<sup>549</sup>. Tout cela l'incita à lancer un projet de réalisation de sa résidence près de Nancy. La première date assurée est celle du 16 novembre 1931 : ce jour-là Charles Masson dressa les plans de la future demeure. Le contrat notarial dressé par Me Philippe Houot, conservé chez le propriétaire actuel<sup>550</sup>, nous a permis de suivre le processus d'acquisition du terrain (fig. 100 et 101). L'autorisation de vendre aux enchères publiques cinq lots du parc du Placieux, ce très grand lotissement à Villers-lès-Nancy, à la limite de Nancy, lancé par les promoteurs Bichaton et France Lanord, est datée du 29 juin 1932<sup>551</sup>. La parcelle

---

<sup>546</sup>. Cirey-sur-Vezouze comptait 2.249 habitants en 1871 au moment où cette ville devint chef-lieu de canton. Voir l'ouvrage de René Frécaut (dir), *Géographie de la Lorraine*, Presses Universitaires de Nancy-Serpenoise, Metz, 1983, p.546.

<sup>547</sup>. ROTH François, *Alsace Lorraine : histoire d'un pays perdu*, op. cit., pp.68-69

<sup>548</sup>. AM Nancy, 1 F 2560 : Registre de population à Nancy (1929)

<sup>549</sup>. AD 54, 6 M 33/394 : Recensements, op. cit.,

<sup>550</sup>. La consultation des dossiers (plan, dossier notarial), chez les propriétaires actuels a été effectuée le 11 juin 2015.

<sup>551</sup>. Voir MARSEILLE Gilles, *Le Parc du Placieux : Histoire, urbaine et architecture domestique durant l'Entre-deux-guerres*, mémoire de Master 2, Université de Nancy 2, 2006-2007.

achetée par Louis Mairot, située au n° 4 de la rue Sainte-Odile, était propriété, à parts égales, de Monsieur Bichaton et de Madame Veuve France Lanord et de ses trois enfants, Bichaton et France Lanord étant les promoteurs de ce nouveau lotissement. Le terrain forme un rectangle presque parfait de 43 m sur 15 m, soit une surface de près de 750 m<sup>2</sup> dont le prix s'élevait à 41 702 francs. Louis Mairot n'a pas versé la totalité de la somme, en effet le contrat précise que les époux Mairot « s'obligent solidairement entre eux à payer le prix dans le délai de 2 ans, intérêts au taux de six pour cent, exigible par semestre ». Mairot versa donc 10 000 francs d'acompte. Il effectua un prêt hypothécaire auprès du Crédit Foncier d'Alsace-Lorraine qui ne sera soldé que le 15 juin 1953. La nature de ce prêt nécessitait que l'acquéreur présentât des garanties solides et une réelle capacité de remboursement donc des revenus suffisants. Le contrat de vente fut signé le 25 juillet 1932, donc près de neuf mois après la conception des plans.

L'absence de permis de construire ne permet pas de situer le début du chantier mais la date portée par la façade – 1932 – donne, pour une fois, la date d'achèvement de la villa. En effet selon la feuille de ménage, le 1<sup>er</sup> novembre 1932, les quatre membres de famille Mairot emménagèrent dans leur nouvelle résidence<sup>552</sup>. La matrice cadastrale de 1933 considère la villa comme une construction nouvelle<sup>553</sup>.

Louis Mairot vécut quarante ans dans cette maison, jusqu'à sa mort le 15 avril 1972 dans sa 84<sup>ème</sup> année<sup>554</sup>. La même année, le 20 juillet, son fils Gilbert Mairot mit la villa en vente.

### **2.2.3. L'archétype de la nouvelle villa selon Masson**

Implantée au milieu d'un terrain de 741m<sup>2</sup>, la villa Mairot n'en occupe à peine un huitième, avec une surface au sol de 90 m<sup>2</sup>, ce qui est modeste et surprenant pour ce type d'habitation. Un des objectifs était-il de laisser une place majeure au jardin ? Conséquemment la façade principale est étroite (8,65 m), à peine plus que la maison Mathieu (7m) et que les maisons Mairesse et Marchal (8,28m) étudiées dans le même groupe et, comme celles-ci, elle ne compte que deux travées inégales. Tous ces paramètres apparentent la villa Mairot au gabarit d'une maison mitoyenne, si bien qu'on peut se demander si elle n'en est pas la déclinaison et qu'elle n'a l'aspect d'une villa que « par hasard ». Cette interprétation semble confirmée par le traitement des façades latérales : celle de gauche presque aveugle, à l'exception de deux

---

<sup>552</sup>. AM Nancy, 1 F 2924 : Feuille de ménage à Nancy (1930-1980)

<sup>553</sup>. AD 54, 3 P 576/5 : Matrice des Propriétés Bâties à Villers-lès-Nancy

<sup>554</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 17 avril 1972

fenêtres dans le pignon, tandis que dans celle de droite ne s'ouvrent que des baies – certes bien dessinées – éclairant des pièces de service.

Pourtant l'organisation du plan et le type des pièces prouvent incontestablement qu'on a bien affaire à une villa fastueuse où l'idéal du mode de vie bourgeois moderne des années 1930 doit trouver sa pleine expression. Si la surface au sol est réduite, la villa se développe sur quatre étages et atteint en plancher 360 m<sup>2</sup>. L'entrée se veut majestueuse, reliant le perron – baptisé « solarium » – surmonté d'une pergola (aujourd'hui disparue) au hall avec un escalier ouvert et deux doubles portes donnant accès aux pièces de réception. Celles-ci, reliées entre elles, enchaînent le salon en façade bénéficiant d'un oriel largement percé et la salle à manger amplement ouverte sur le jardin et prolongée par une terrasse. À côté de cette dernière, dans la suite de la cuisine, se trouve le jardin d'hiver. À chacun des étages supérieurs, on trouve trois chambres.

Tous les éléments du confort moderne – sauf le garage, bizarrement<sup>555</sup> – sont réunis : WC, salle de bain et chauffage central, et en sous-sol, chaufferie, buanderie et séchoir. Mais il faut souligner le soin qu'a mis Masson à les concevoir. Ainsi les WC, juste à côté de l'entrée, en sont isolés par un vestiaire. À l'étage, la salle de bain bénéficie d'un aménagement original à partir d'un plan octogonal : les angles sont occupés par des placards (dont un lieu pour des toilettes ou un bidet), la baignoire est placée dans une alcôve, en face du lavabo sous la fenêtre.

Cette description reprend, pour ainsi dire pièce par pièce (à part le bureau), le schéma organisationnel des grandes villas depuis le début du siècle et en particulier, des trois villas initiales de Masson. L'absence de bureau est un signe de l'actualisation des besoins : le propriétaire de cette villa est un employé des chemins de fer, un métier moderne et non plus une profession libérale œuvrant traditionnellement à la maison. La cuisine fonctionne dans le même sens : son accès par le hall – non par une « entrée de service » – et proche de la salle à manger montre qu'elle est devenue le lieu de travail de la maîtresse de maison et non pas de domestiques.

L'ampleur des baies, la pergola au-dessus du « solarium » de l'entrée, les loggias des étages supérieurs, les terrasses en façade et à l'arrière illustrent aussi une version moderne de la villégiature tournée vers le soleil et ses bienfaits dont le bronzage – toute nouvelle donnée de la vie balnéaire – était le signe. Techniquement, la structure en béton armé autorise les nombreux décrochements nécessaires à la mise en place de toutes ces ouvertures.

---

<sup>555</sup>. Il existe bien une double porte dans la grille à droite qui laisse supposer que l'accès à une automobile est prévu. Mais visiblement le garage n'a pas été construit.

Enfin toutes les baies présentent des encadrements à la géométrie décorative complexe et très raffinée. Elles sont couvertes d'arcs polygonaux à trois pans qui peuvent être à trois ressauts. Les ébrasements des piédroits portent un décor sculpté végétal et géométrique rehaussé de mosaïques dorées. Cette décoration est la plus brillante de celles conçues par Charles Masson.

Cette villa, conçue six mois avant la maison Michel sise 84 rue de Boudonville, étudiée précédemment, l'a sans doute influencée. Surtout elle nous donne une idée de la maison Mathieu et elle sera un modèle pour les maisons Mairesse et Marchal, projetées en 1933, aux n° 26 et 28 de la rue des Brice à Nancy que l'on va traiter tout de suite ci-dessous. Elle nous prouve que ces trois maisons – et d'autres encore – sont bien conçues et vécues comme des villas luxueuses.

### **2.3. Une villa « mitoyenne » pour Lucien Mairesse, un commanditaire résidant au Maghreb (cat. 38)**

Lucien Mairesse, né le 4 avril 1880 à Vernouillet, dans les Yvelines, était le fils d'un banquier, Charles Mairesse et de Rose Zacon<sup>556</sup>. Devenu visiteur médical, on ignore ce qui l'incita à partir pour la Tunisie. Toujours est-il que c'est à Sfax, que le 12 décembre 1921 il épousa Marie Simler, une Lorraine née le 21 septembre 1893 à Saint-Nicolas de Port et dont le père, Joseph Simler, fut ouvrier des salines puis limonadier<sup>557</sup>. De cette union naquirent, en Tunisie, deux enfants<sup>558</sup> (T.2, p. 150 : A.G de la famille Mairesse). Nous ignorons les circonstances de cette union entre des personnes issues de milieux si différents.

La famille Mairesse arriva à Nancy le 1<sup>er</sup> janvier 1933 et s'installa au n°48 du boulevard Georges Clémenceau pour un loyer de 4000 francs<sup>559</sup>. Les raisons de ce retour en France sont inconnues mais on peut imaginer que madame Mairesse souhaitait se rapprocher de sa famille, ses parents étant établis à Saint-Nicolas de Port et son frère habitant Nancy<sup>560</sup>. Dès son arrivée, très rapidement – ce qui prouve que le financement ne posa aucun problème – Lucien Mairesse acheta un terrain situé au n°28 de la rue des Brice au parc de Saurupt et sollicita Charles Masson qui réalisa les plans<sup>561</sup> de sa future demeure le 17 février 1933. La demande d'autorisation des travaux fut publiée dans l'*ICE* du 30 avril. La façade porte la date de 1933 et la matrice des

---

<sup>556</sup>. AD 78, 4 E 3278 : N (1880) Vernouillet

<sup>557</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 483/R1 : N (1883-1894) Saint Nicolas de Port. Sa mère était Stéphanie Guénaire.

<sup>558</sup>. Antoinette et Ernest sont nés en Tunisie, respectivement à Sfax en 1920 avant le mariage et à Gabès en 1924.

<sup>559</sup>. AM Nancy, 1 F 2796 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>560</sup>. AN Fontainebleau-Paris-Pierrefitte-sur-Seine, Base de données Léonore, Etienne Jules Simler (Site consulté le 7 juillet 2016 : [http://www.culture.gouv.fr/LH/LH108/PG/FRDAFAN84\\_O19800035v0154673.htm](http://www.culture.gouv.fr/LH/LH108/PG/FRDAFAN84_O19800035v0154673.htm))

<sup>561</sup>. AM Nancy, 668 W 39 : Santé et environnement

propriétés bâties confirme qu'il s'agissait bien d'une construction nouvelle<sup>562</sup>. La famille Mairesse y emménagea dès 1934 mais elle continua à habiter la plupart du temps au Maghreb, en effet le chef de famille, toujours visiteur médical, travaillait en Algérie<sup>563</sup> où il décéda en 1952. Et la maison fut vendue en 1957.

L'histoire de cette demeure interpelle : s'agissait t-il d'un pied-à-terre – luxueux – ou d'un projet à plus long terme qui devait accueillir la famille à l'occasion de son retour définitif en France ? Les deux intentions ne sont pas contradictoires.

### *Tous les atouts d'une villa luxueuse*

Travée de gauche vouée à la réception – salle à manger et salon en enfilade avec, côté rue, l'oriel et, côté jardin, la terrasse – et travée de droite plus technique – solarium et hall avec escalier ouvert, WC et vestiaire, cuisine et jardin d'hiver : la distribution de l'étage de vie – comme aussi de ceux des chambres – est pour ainsi dire identique à celle de la villa Mairot et sans doute de la maison Mathieu, ce qui prouve bien que Masson, comme Lucien Mairesse sans doute, considérait cette maison mitoyenne des deux côtés comme une villa. Deux points essentiels complètent même le confort et le luxe : le garage au rez-de-chaussée qui manquait chez Mairot et l'intégration du jardin d'hiver dans les espaces de réception grâce à un couloir ménagé au détriment de la cuisine. On notera aussi la présence d'un domestique qui a sa chambre dans le comble et qui explique que le plan présente un accès indirect à la cuisine : son entrée précédée d'un sas est ménagée sous l'escalier dans le hall. On en a confirmation avec le plan du rez-de-chaussée : la porte située en façade à droite du perron fait fonction d'entrée de service. De là un couloir s'ouvre qui donne accès à la cave, la buanderie, la lingerie et à un escalier qui mène à la cuisine.

Les façades sur rues sont presque identiques tant dans la composition que dans la forme des baies toutes couvertes d'arcs polygonaux à trois pans qui peuvent également être à trois ressauts. Les différences résident dans les marquises en béton ajouré qui protègent le porche, ce qui entraîne la disparition de la pergola, et la loggia de l'étage de combles et dans le décor dépourvu des mosaïques dorées qui parent la villa Mairot. Toutes ces similitudes permettent à n'en pas douter de faire des économies dans la conception et l'exécution mais elles sont le signe du succès de Charles Masson qui tenait là une nouvelle formule de villa luxueuse bien que bâtie sur une parcelle étroite et qui plaisait à sa clientèle. Là était le défi que Masson releva avec succès : concevoir une vraie villa avec tout le faste qui était attaché depuis le début du siècle à

---

<sup>562</sup>. AM Nancy, 3 P 394/26 : Matrice générale des propriétés bâties

<sup>563</sup>. La feuille de ménage annonce qu'il travaillait à El-Biar en Algérie.

ce mot et à son image mais sur un terrain réduit, c'est-à-dire, à Saurupt, dans le cadre contraignant de nouveau lotissement plus dense et plus fragmenté imposé en 1906.

## **2.4. Le même projet pour Fernand Marchal, un commanditaire à l'ascension sociale spectaculaire (cat. 40)**

Au 26 de la rue des Brice, juste à côté de la villa Mairesse, Masson construisit une autre villa en tout point identique à sa voisine. Les plans ont été dressés à deux mois d'intervalle : 17 février 1933 pour la villa Mairesse et 12 avril pour celle de Fernand Marchal.

Fernand Honoré Marchal, né le 4 août 1879 à Epernay<sup>564</sup>, était le troisième fils de Prudence Marchal, coupeur de casquettes (T.2, p. 151 : A.G de la famille Marchal) et l'arrière-petit-fils d'un cultivateur originaire de La Broque, village du Bas-Rhin. Sa mère Hortense Geoffroy était la fille d'un raboteur aux chemins de fer<sup>565</sup>. Marchal et sa famille arrivèrent à Nancy en 1885 et s'installèrent rue de La Salle alors située dans un quartier ouvrier de la ville<sup>566</sup>. Ils y rejoignaient la forte communauté alsacienne qui s'y était installée après la guerre de 1870 mais cette migration s'explique aussi par le souci de Marchal de faire profiter son activité d'artisan de la prospérité de Nancy<sup>567</sup>, alors particulièrement remarquable, dont la main d'œuvre était abondante et qualifiée et où la fabrication de chapeaux était fortement établie<sup>568</sup>. Dès 1886, Prudence Marchal était qualifié d'« industriel » et ses trois fils travaillaient dans l'entreprise dont les ateliers et les bureaux déménagèrent au n°2 de la rue de Bitche mais toujours à proximité de la rue de La Salle.

*L'Est Républicain*, dans ses éditions de 1905, 1921, 1922 et 1925, rendit compte de la saga familiale<sup>569</sup>. Ainsi le 11 mars 1905, le quotidien faisait part de la création de la *Société P. Marchal et ses fils* : il s'agissait d'une société au nom collectif créée pour quinze ans et dont le fonds social est fixé à la somme de 120 000 francs, le père apportant 60 000 francs, et chacun des fils 20 000 francs. Dès 1905, l'entreprise diversifiait sa production : désormais elle fabriquait et vendait toujours des casquettes, mais aussi des pantoufles et des chemises. En 1921,

---

<sup>564</sup>. AD 51, 2 E 258/91, 2 E 258/95 et 2 E 258/100 : N (1870, 1874 et 1879) Epernay

<sup>565</sup>. AD 51, 2 E 258/316 : M (1869) Epernay

<sup>566</sup>. AD 54, 6M 33/394 : Recensement de population de Nancy (1891)

<sup>567</sup>. TAVENAUX René, *Histoire de Nancy, op. cit.*, p.406. Grâce au développement de l'industrie sidérurgique et minière, le développement économique de Nancy fut très remarquable après la guerre 1870. L'arrivée des Alsaciens-Lorrains avec leurs capitaux et leurs savoir-faire contribua aussi à cette évolution.

<sup>568</sup>. Dans la description, citée dans la première partie, que Louis Laffitte, ancien secrétaire générale de la Chambre de Commerce de Nancy, fait de la situation économique de Nancy après 1870, les chapeaux sont une des activités faisant la réputation de la ville. Voir son article 'L'évolution économique de la Lorraine' in *Annales de Géographie*, t.21, n°120, 1912, pp.393-417.

<sup>569</sup>. Des publications de la société Marchal et Cie in *L'Est Républicain* le 11 mars 1905, le 22 mars 1921, le 24 août 1922 et le 20 juin 1925.

la société changea de raison sociale et s'intitula *Marchal et Cie* et en 1922, son capital fut porté de 1 500 000 francs puis à 2 000 000 francs (fig. 102). En 1925 l'entreprise se transforma une nouvelle fois en société en commandite par actions au capital de 2 millions. Marc Marchal, le frère cadet, prit « la direction des affaires sociales » pendant cinq années, du 1<sup>er</sup> juillet 1925 au 30 juin 1930 et l'établissement devint l'*Union des établissements Marchal*. Cette mutation intervint sans doute après le décès, en 1925, du fondateur, Prudence Marchal, dans sa 79<sup>ème</sup> année<sup>570</sup>. Cette réussite industrielle s'accompagna de nombreuses embauches : manœuvres, dactylographes, repasseuses, chauffeurs, manutentionnaires, confectionneurs, conducteurs lithographiques, coupeuses, piqueuses, etc.

La situation économique et sociale de la famille Marchal s'améliora donc considérablement et constamment. Signes de cette élévation, Fernand Marchal appartenait au cercle huppé de l'automobile Club Lorrain<sup>571</sup>. Pourtant, la résidence familiale était toujours liée au lieu de l'entreprise, les parents et deux de leurs fils occupant l'immeuble de la rue de Bitche. Cependant Marc, le second fils, avait déménagé dans une demeure qu'il fit agrandir en 1905 et qui présentait l'avantage d'être située au n°42 du boulevard Georges Clémenceau, une grande voie urbaine traversant un nouveau quartier bien plus bourgeois, à proximité du parc de Saurupt. Et c'est dans ce quartier prestigieux qu'à son tour Fernand Marchal vint s'établir en 1936, comme on va le voir (fig. 103). Quant au frère aîné, Auguste Marchal, il s'établit au n° 10 de la rue Raugraff, au centre de la ville historique. Les décès du père en 1925 puis de la mère, en 1931<sup>572</sup> ont conduit les fils à s'établir en dehors du périmètre de l'entreprise ; ce processus était fréquent dans ces milieux professionnels.

Fernand Marchal acheta donc, à une date inconnue, un terrain de 232 m<sup>2</sup> situé 26, rue des Brice au parc de Saurupt, juste à côté de la maison Mairesse que nous venons d'étudier. Cette parcelle était la propriété de Léon Michelet, ancien entrepreneur et principal client de Charles Masson, comme on le verra dans la partie suivante. L'architecte exécuta l'ensemble des plans le 12 avril 1933<sup>573</sup> et le permis de construire fut déposé le 22 mai 1933<sup>574</sup>. La façade sur rue porte cette date qui est confirmée par la matrice des propriétés bâties<sup>575</sup>. Le registre de la population enregistre l'arrivée de la famille Marchal seulement en 1936. Il semble bien que la famille Marchal occupa cette demeure jusqu'en 1966, date à laquelle s'installa un nouvel

---

<sup>570</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 16 septembre 1925

<sup>571</sup>. *L'Est Républicain* en date du 10 octobre 1929

<sup>572</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 1<sup>er</sup> septembre 1931

<sup>573</sup>. AM Nancy, 668 W 39 : santé et environnement

<sup>574</sup>. AM Nancy, 1 O 1334 : permis de construire (1933)

<sup>575</sup>. AM Nancy, 3 P 394/26 : Matrice général des propriétés Bâties

occupant, Edith Rappold<sup>576</sup>. Mais à partir de 1944, dans la matrice cadastrale c'est la femme de Fernand Marchal – Marie Angèle Jeanne Conot – qui apparaît comme propriétaire de la maison, ce qui laisse supposer qu'elle était veuve<sup>577</sup>.

### *Une déclinaison « moderne » ?*

La villa Marchal reconduit la composition des trois réalisations précédentes et copie littéralement la villa Mairesse, pour le niveau de confort et la distribution intérieure. Mais pour la façade, il s'agit d'une version simplifiée. Le seul élément ornemental est la pergola qui revient et couronne la loggia de la lucarne-pignon. Même si elles sont de gabarit différent, toutes les baies sont rectangulaires. Le linteau polygonal dont Masson avait fait grand usage jusqu'ici disparaît au profit du linteau droit. Quant à l'organisation de la façade, elle présente un rééquilibrage des deux travées et un toit qui tend à s'en distinguer, ce qui contribue à régulariser la façade, à la rendre moins pittoresque. C'est donc une version qui illustre une tendance à la géométrisation et qu'on peut qualifier de « moderne » au sens où elle abandonne toutes les fantaisies habituelles y compris au niveau du décor qui se réduit aux quelques enroulements floraux de la grille de clôture. C'est la dernière maison de Masson avant qu'il ne se concentre sur ces immeubles des années 1933 à 1934.

### **Conclusion**

Dans le processus de l'élaboration du « style Masson », la maison Mathieu fut un galop d'essai que confirma pleinement la villa Mairot. Celle-ci, conçue en novembre 1931, servit incontestablement de modèle aux maisons Mairesse et Marchal proches à tous points de vue, par les plans bien sûr, par les dates de conception – février et avril 1933 – et même par leur localisation côte à côte, aux n° 26 et n°28 de la rue des Brice à Saurupt. Cependant de 1930 à 1933, on voit passer les motifs décoratifs de l'abondance à la simplification. Habituellement ce changement dépend des capacités de financement des commanditaires, mais ce n'est pas le cas ici : tous sont visiblement aisés, avec des familles de trois personnes correspondant au profil familial de la bourgeoisie française de cette décennie. C'est Masson qui fit évoluer sa manière. En fit-il la démonstration et la proposition à Lucien Mairesse puis à Fernand Marchal ? Sut-il montrer que des formes plus simples, devenues à la mode, pouvaient être aussi une manifestation du faste et afficher tout de même une certaine ostentation ? On ne sait. Toujours est-il que cette règle s'appliquera globalement aux immeubles de 1933 à 1934.

---

<sup>576</sup>. AM Nancy, 1 F 2850 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>577</sup>. Elle mourut le 3 décembre 1981 à Lunéville.



Plus fondamentale fut sans doute pour Masson, sa capacité à créer et à diffuser un nouveau type de villa qui réussirait à concilier des impératifs contradictoires : un terrain réduit – et donc une surface au sol habitable égale à celle d'une maison moyenne – et toutes les données de confort, de luxe, d'ostentation et d'espace qui s'attachent à l'image de la villa. Il le fit en sacrifiant le « splendide isolement » des villas et en concevant des demeures plus verticales que larges. Et ce fut un succès.

### **3. Quatre commandes au programme particulier : Wasels (cat. °14), Castan (cat. n°31), Fontaine (cat. n°32) et Roussel (cat. n°54)**

Tout est particulier pour chacune de ces quatre demeures, le programme aussi bien que la chronologie des chantiers qui, contrairement à ceux des demeures citées jusqu'ici dans ce chapitre, s'étalent de 1926 à 1953 ! Donc la première, la villa Wasels fut conçue alors que Masson travaillait encore à deux de ses grandes villas de Saurupt et la dernière n'est achevée qu'après la guerre. Les commanditaires aussi présentent un profil social inhabituel. Tous ont des origines en dehors de la Lorraine et viennent de Suisse, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône ou de Bordeaux. Tous ont en commun d'appartenir par leur profession et/ou par leur réussite aux catégories sociales supérieures : deux ingénieurs dont l'un a monté sa propre entreprise, une riche héritière, un garagiste, un négociant en vin...

En l'occurrence, l'enjeu pour Masson n'était pas d'affirmer sa manière comme dans les premières grandes villas, encore moins d'élaborer un type mais plus simplement d'être capable de s'adapter à des demandes spécifiques et d'y apporter des réponses particulières.

#### **3.1. Une villa austère pour les époux Wasels, un ingénieur suisse et une riche héritière (cat. n°14)**

C'est dans le catalogue général des œuvres de Charles Masson<sup>578</sup>, que l'on voit apparaître le nom de Wasels – de l'époux seul évidemment – comme le commanditaire de la villa située au n°18 de la rue Jacquot-de-France à Laxou : très exactement, si le nom du commanditaire n'apparaît pas sur les plans cités portant cependant la signature bien visible de Masson, l'éditeur a ajouté simplement l'indication « Villa de Mr. Wasels » sous la photographie de cette demeure. Mais l'absence d'autres sources, notamment celles habituellement fournies

---

<sup>578</sup>. INCONNU, *L'architecture moderne, Ch. Masson architecte Nancy, op. cit.*,

par les archives départementales, nous amène à douter du nom du commanditaire. Peut-être s'agit en fait du nom du propriétaire au moment de la publication ? Ce cas de figure a déjà été observé avec la villa *Les Cigognes*<sup>579</sup>.

À ce jour donc, les seules dates connues sont celles données par les plans publiés dans *Batimod* et qui sont datés de mai 1926, par la matrice cadastrale de 1927 qui nous informe qu'il s'agit d'une construction nouvelle<sup>580</sup> et par le registre de population qui confirme l'occupation de la villa le 1<sup>er</sup> octobre de la même année<sup>581</sup>. Le temps nécessaire à la construction d'une villa de cette importance étant évalué à plus de deux années, il est vraisemblable que le projet date de la fin de 1925, c'est-à-dire au moment de la construction de la *Villa des colombes*. Autre question à propos du terrain : Charles Masson était-il propriétaire du terrain qu'il aurait revendu aux Wasels, comme il le fera deux mois plus tard pour la maison Heymes (cat. 22)<sup>582</sup> ?

Cette villa est située sur l'ancien site du lotissement des *Charmettes Stanislas*. Elle est érigée sur un très vaste terrain de 1070 m<sup>2</sup> – le plus grand sur lequel Masson eut à bâtir, après celui des Castan – et sa surface au sol est d'environ 134 m<sup>2</sup> selon le plan initial. En comptant les trois étages et celui du comble, la surface de plancher dépasse les 500 m<sup>2</sup>. Elle bénéficie de tout le confort moderne : WC, salle de bain (et cabinet de toilette), chauffage central et même garage. Le plan est une version très simplifiée de celui de la villa *Les Cigognes*. Son principal atout représentatif d'une villa est le hall, vaste espace dans la travée centrale pourvu d'une cheminée, se développant sur deux niveaux et distribuant de façon symétrique, par des doubles portes, salon et salle à manger. On n'y accède pas directement, il faut passer par une entrée précédée d'un perron avec une volée d'escalier. Mais il n'y a pas de mise en scène de l'entrée comme dans les grandes villas, celle-ci se trouvant même reléguée curieusement sur la façade postérieure<sup>583</sup>. L'exigence de simplicité atteint même un degré certain d'austérité dans la conception d'ensemble : le bâtiment se réduit à un grand parallélépipède couvert d'un toit à deux croupes et refusant toute trace du pittoresque qui caractérise les villas depuis le début du siècle et en particulier celles qui faisaient la réputation de Masson, juste au même moment.

---

<sup>579</sup>. En effet dans ce catalogue, le cliché de la villa *Les Cigognes* porte le nom de Hannezo, mais comme on l'a vu dans le premier chapitre de cette partie, il était le propriétaire de cette villa lors de la publication du catalogue vers le milieu des années 1930.

<sup>580</sup>. AD 54, 3 P 303/14 : Matrice cadastrale de Nancy

<sup>581</sup>. AM Nancy, 1 F 2467 : Registre de population (1927)

<sup>582</sup>. C'est Masson a acquis une parcelle de terrain aux Charmettes Stanislas. Puis il a revendu une partie de terrain à Heymes. Les deux maisons Heymes et Wasels sont proches, c'est pour cela que nous pensons que Masson aurait vendu le reste à Wasels. C'est une hypothèse. En effet, le propriétaire actuel, les époux, nous a ouvert la porte de cette villa, mais il n'a pas sauvegardé des dossiers des années 1920.

<sup>583</sup>. Cette disposition a certainement été perçue comme un défaut de la maison. En effet actuellement, celle-ci bénéficie d'une extension sur la façade latérale nord où a été aménagée une nouvelle entrée.

Aujourd'hui, l'enveloppe extérieure est malheureusement fortement dénaturée : le crépi projeté a été supprimé ainsi que la frise de panneaux sculptés et peints sous la forte avancée de l'avant-toit. Le décor était proche de celui porté par la *Villa des colombes* achevée à peu près au moment où fut bâtie la villa Wasels. Le gabarit de cette villa et la richesse originelle de son décor plaident donc pour un riche commanditaire. Les époux Wasels correspondent bien à ce profil. Mais face à l'austérité de cette villa en désaccord visible avec la villa – la sienne – dont Masson venait de mettre au point les plans quelques mois auparavant, il faut faire l'hypothèse que ces commanditaires ont certainement imprimé leur marque et leurs idées dans la conception de leur villa.

Bertrand Wasels était un ingénieur suisse, né à Zurich le 2 juillet 1875, sans doute dans une famille aisée puisque son père, Antoine Wasels, était rentier. Le 11 avril 1911 – à plus de 35 ans donc – il arriva à Nancy<sup>584</sup>, sans doute pour épouser Marie-Madeleine Dengler : en effet le mariage eut lieu dans cette ville le 17 juin 1911, à peine deux mois après son arrivée. La fiancée comme souvent alors n'avait pas de profession mais elle appartenait à une famille d'origine alsacienne qui faisait fortune dans l'hôtellerie et la restauration à Nancy. Elle-même était née en Alsace, à Herbsheim, le 21 juillet 1876, deuxième d'une famille de cinq enfants (T.2, p, 152 : A.G de la famille Wasels) mais le 28 avril 1885, elle quitta très jeune son village natal pour Nancy. Elle n'était pas seule puisque sa sœur aînée et deux de ses frères l'accompagnaient et ils logèrent chez leur oncle Eugène Keiffer au n°5 de la place Thiers<sup>585</sup>. C'est lui la clef de l'aisance familiale : en effet ayant opté pour la nationalité française, il était devenu propriétaire de l'hôtel et café des *Deux-Hémisphères*, du café *Continental* et de l'hôtel *Terminus*, trois établissements très bien situés, à proximité de la gare, côte à côte, aux n°5 et n°7 de la place Thiers (fig. 104, 105 et 106). Les deux frères de Marie-Madeleine, Adrien et Eugène Dengler, travaillaient chez leur oncle comme maître d'hôtel<sup>586</sup>.

Les époux Wasels signèrent un contrat de mariage, passé le 15 juin devant Me. Chaty, notaire à Nancy<sup>587</sup>. Selon le registre de population de Nancy, le couple résidait dans un appartement loué par Bertrand Wasels pour 1500 Frs, au 3<sup>ème</sup> étage d'un immeuble situé 22 rue

---

<sup>584</sup>. AM Nancy, 1 F 2169 : registre de population à Nancy (1914-1919)

<sup>585</sup>. AM Nancy, 1 F 1568 : registre de population à Nancy (1901)

<sup>586</sup>. Ils sont aussi présents lors du mariage de leur sœur aînée.

<sup>587</sup>. AM Nancy, 2 Mi 1580 : M (1911) Nancy

de la Commanderie. Leurs deux enfants, Pierre et François, y sont nés respectivement en 1912 et 1914<sup>588</sup>.

La Grande Guerre fut particulièrement éprouvante pour les familles Dengler et Keiffer. Les deux frères, Adrien et Eugène Dengler, moururent respectivement en juin 1914 et en juillet 1916, le premier à Nancy et le second sur le champ de bataille<sup>589</sup>. Le troisième garçon, Charles Dengler, sergent au 26<sup>e</sup> régiment, grièvement blessé, fut rapatrié en 1916 avec la Croix de guerre<sup>590</sup>. Eugène Keiffer étant mort en 1917<sup>591</sup>, les trois enfants Dengler, Blanche, Marie-Madeleine et Charles héritèrent de la fortune de leur oncle. À ce moment-là, les Wasels résidaient à Berne où Bertrand avait été rappelé comme capitaine de l'état-major de l'armée Suisse.

Le 4 février 1920, Blanche Dengler et Marie-Madeleine Wasels vendirent le fonds de commerce du *Café Continental* puis le 19 avril suivant celui de l'hôtel et du café des *Deux-Hémisphères* (fig. 107). Les deux actes furent rédigés par Me Maurice André et furent publiés dans un journal régional<sup>592</sup>. Les deux sœurs restèrent propriétaires de l'hôtel *Terminus* et le dirigèrent ensemble. Il ne fait pas de doute que ces ventes permirent à la famille Wasels de financer la réalisation de leur villa. Mais visiblement ce n'est pas l'étroitesse du financement qui peut expliquer la simplicité de base de la villa qu'elle commanda à Masson. Faut-il alors en faire une question de goût ?

Malheureusement, Bertrand Wasels décéda brutalement le 8 mars 1927, dans sa 52<sup>e</sup> année, environ 6 mois avant l'achèvement de la villa<sup>593</sup>. Bien qu'il n'y ait aucun document datant de la construction qui permette d'attribuer la commande de cette demeure à la famille Wasels, il est difficile d'envisager un autre commanditaire. Cette hypothèse peut être confirmée par le fait que la veuve, comme son époux, montra des capacités de commanditaire. En effet, tout en gérant l'hôtel *Terminus*, Marie-Madeleine Wasels continua à s'investir dans l'hôtellerie en sollicitant, en 1931, l'architecte Raphaël Oudeville, un concurrent de Charles Masson, pour construire l'hôtel *Continental* (fig. 108) situé 35 rue Raymond Poincaré<sup>594</sup>. On peut donc supposer que le dynamisme de cette femme et ses moyens financiers lui ont sans doute fait jouer un rôle prépondérant dans la commande de la villa des *Charmettes Stanislas*. Toutefois elle

---

<sup>588</sup>. AM Nancy, 2 E 394/418 et 2 E 394/427 : N (1912 et 1914) Nancy

<sup>589</sup>. 'Avis mortuaire' in *L'Est Républicain* le 21 juin 1914 et le 24 juillet 1916

<sup>590</sup>. 'Nos braves citation à l'ordre de l'armée' in *L'Est Républicain* le 11 juin 1916

<sup>591</sup>. 'Avis mortuaire' in *L'Est Républicain* le 2 et 3 janvier 1918

<sup>592</sup>. « Insertion Légal » in *L'Est Républicain* le 4 février, le 19 avril, le 29 avril 1920

<sup>593</sup>. AM Nancy, 2 Mi 1817 : D (1927) Nancy

<sup>594</sup>. 'Rappel d'adjudications' in *l'ICE* le 16 juillet 1931

l'abandonna rapidement pour s'installer à proximité de son nouvel hôtel. Elle décéda le 10 décembre 1942 à l'âge de 66 ans<sup>595</sup>.

### 3.2. La villa de Paul Castan, un industriel de Saint-Dié (cat. n° 31)

La villa Castan située à Saint-Dié-des-Vosges est l'une des rares villas de Masson bâties hors de Nancy. La seule source écrite nous donnant le nom du commanditaire est encore une fois celle publiée par *Batimod*, mais les informations furent confirmées par sa fille qui, au moment de notre enquête, y demeurait toujours. Malheureusement elle n'a pas pu nous communiquer des témoignages sur sa famille<sup>596</sup>. Malgré les bombardements de la seconde Guerre Mondiale qui ont détruit les archives communales, le musée Pierre-Noël<sup>597</sup> date la construction de cette villa en 1930.

Si la destruction des archives de la commune de Saint-Dié-des-Vosges nous empêche d'établir la chronologie de la construction, les archives départementales de l'Hérault nous ont permis de retracer le parcours du commanditaire. Paul Castan naquit à Lodève, le 20 octobre 1888<sup>598</sup>. Ses parents étaient d'origine rurale. Son père Alexis Castan<sup>599</sup>, comme son grand-père<sup>600</sup>, étaient agriculteurs. Et Marie Bernard sa mère, comme l'atteste l'acte de mariage alors qu'elle avait 16 ans, était la fille d'un cultivateur et travaillait comme 'épotoyeuse' dans une entreprise textile<sup>601</sup>. (T.2, p. 153 : A.G de la famille Castan). Cependant à la naissance de leur fils, les parents de Paul Castan avaient quitté le monde rural pour s'installer à Lodève, où son père était devenu concierge au tribunal civil. Quant à sa mère, elle s'était arrêtée de travailler. Signe évident d'une volonté de dépasser ses origines modestes et de monter dans la hiérarchie sociale, Paul poursuivit des études supérieures et sortit, en 1905, ingénieur de l'École Nationale des Arts et Métiers d'Aix<sup>602</sup>. Peu après, selon le registre des matricules militaires de 1908, il était installé loin de son Hérault natal à Saint-Laurent-des-Vosges où il travaillait comme

---

<sup>595</sup>. AM Nancy, 1 F 2804 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>596</sup>. Elle est décédée récemment le 7 octobre 2015 à Saint-Dié-des-Vosges à l'âge de 95ans. Voir *Les Annonces des Hautes-Vosges* n° 2721, semaine du 22 au 28 octobre 2015.

<sup>597</sup>. Madame Eléonore Buffler, directrice scientifique du Musée Pierre-Noël nous a fourni des renseignements sur la villa Castan en date du 7 mai 2013 par courriel.

<sup>598</sup>. AD 34, 5 MI 46/4 : N (1881-1890) Lodève

<sup>599</sup>. AD 34, 5MI 46/3 : N (1871-1880) Lodève

<sup>600</sup>. AD 34, 5MI 29/10 : N (1847-1850) Lodève

<sup>601</sup>. L'ancien métier est lié spécifiquement au travail de la laine. L'épotoyeur ou l'épotoyeuse était la personne chargée de retirer les impuretés de la laine avant son cardage. Marie Bernard, mère de Paul Castan, travaillait lors de son mariage (le 9 janvier 1875) jusqu'à l'accouchement de deuxième enfant (le 15 mars 1879).

<sup>602</sup>. Arts et métiers, Société des anciens élèves de l'École nationale supérieure d'arts et métiers (éd.), 1951, n°3, mars 1959, p. 93. Voir aussi le site Symogih : <http://www.symogih.org/?q=information-record/90719>

ingénieur<sup>603</sup>. Après avoir fait son service militaire de deux ans entre 1909 et 1911, il s'installa à Saint-Dié, au n°14 de la rue Stanislas et il dirigea, jusqu'à la mobilisation générale de la Grande Guerre, les ateliers de serrurerie Tissot.

Mobilisé et affecté comme télégraphiste dans le 8<sup>e</sup> régiment du Génie, il traversa la guerre sans trop d'encombre et fut nommé caporal le 7 mai 1916 puis, au terme du conflit, il reçut la Médaille de la Victoire et la Médaille Commémorative de la Grande Guerre. De retour à Saint-Dié-des-Vosges, il se maria, le 19 septembre 1919, avec Anne-Marie Lecomte originaire de Cirey-sur-Vezouze et fille de Louis-Auguste Lecomte, négociant en épicerie, et d'Augustine Retz<sup>604</sup>. L'année suivante, naquit leur fille unique Anne<sup>605</sup>. Entre 1920 et 1923, Paul Castan fonda l'usine *Néta* qui fabriquait de la ficelle d'emballage (fig. 109). Il s'éteignit le 20 janvier 1959 toujours dans cette même ville à l'âge de 70 ans<sup>606</sup>.

Cette entreprise et les revenus qu'il en tira lui permirent de commander une vaste villa, à l'écart de la ville, dont l'ampleur et le style oscillent entre villégiature de montagne et château d'industriel : deux étages carrés et imposants bâtis au-dessus d'un niveau à demi enterré et couronnés par un vaste et haut comble paré de faux pans de bois et pourvu de demi-croupes saillantes. Cette grosse demeure est totalement atypique dans l'œuvre de Charles Masson et très à l'écart de son champ d'action. D'ailleurs on peut s'interroger sur la prise de contact entre le commanditaire déodatien et l'architecte nancéien. Une hypothèse vraisemblable est que Louis Mairot, qui demanda en 1929 à Masson de surélever son immeuble de la rue de Mulhouse à Nancy, alors qu'il était en fonction à Saint-Dié, servit d'intermédiaire. Bâtie sur un vaste terrain de 1 656 m<sup>2</sup>, la villa Castan occupe la plus grande parcelle parmi des œuvres de Masson. Sa surface au sol est d'environ 120 m<sup>2</sup> au sol et elle se développe sur quatre étages. Manifestement elle était trop importante pour une famille de trois personnes, avec une femme de ménage. Sans conteste, elle était le signe d'une réelle réussite professionnelle et personnelle. Et son caractère imposant affichait le sentiment de son propriétaire, un homme dont la promotion sociale exceptionnelle n'était due qu'à lui-même et à sa volonté.

---

<sup>603</sup>. AD 34, 1 R 1216 : Registres matricules (1908) à Lodève Montpellier n° matricule 1206.

<sup>604</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 128/R 1 : M (1919) Cirey-sur-Vezouze

<sup>605</sup>. AM Saint-Dié-des-Vosges : N (1920) Saint-Dié-des-Vosges (reconstitué)

<sup>606</sup>. AM Saint-Dié-des-Vosges : D (1959) Saint-Dié-des-Vosges

### 3.3. Jean-Marie Fontaine et son « garage-logement » de Neuves-Maisons (cat. n° 32)

Autre commande atypique, celle de Jean-Marie Fontaine. Elle fut la seule occasion pour Masson – en l'état actuel des connaissances sur sa carrière – d'aborder un autre genre de projet : à la demeure, il fallait ajouter un atelier de garagiste.

Jean-Marie Fontaine, lorsqu'il s'installa à Neuves-Maisons pour y construire son garage et y établir sa famille, était déjà un professionnel confirmé. Né à Barbentane, dans les Bouches-du-Rhône, le 14 février 1893, il était le fils d'un cocher, Louis Fontaine et de Berthe Catherine Lang<sup>607</sup>. En pleine guerre, pendant qu'il était mobilisé, le 20 octobre 1917, il épousa Yvonne Georgette Husson, à Sexey-aux-Forges, village tout près de Neuves-Maisons au sud de Nancy<sup>608</sup>. Son acte de mariage précise qu'il était « mécanicien et sergent » au 346<sup>ème</sup> régiment d'infanterie, ce qu'il fut de 1915 à 1919<sup>609</sup>. Son épouse, née à Sexey le 26 juillet 1895, était la fille d'Auguste Husson, éclusier et de Berthe Victorine Louviot. Camille Louviot, l'oncle de la mariée, lui aussi mécanicien et mobilisé, joua sans doute les intermédiaires pour la rencontre des deux époux. De cette union naquirent deux garçons, Pierre en 1918 à Sexey-aux-Forges en 1918<sup>610</sup> et Jean, 10 ans plus tard, en 1928 à Neuves-Maisons (T.2, p. 154 : A.G de la Fontaine). En effet, c'est dans cette ville qu'entre temps, vers 1926, Jean-Marie Fontaine s'était installé comme garagiste<sup>611</sup>. Le bourg était alors en plein développement économique grâce à la sidérurgie (fig. 110). Et l'augmentation du nombre des automobiles favorisait l'essor de nombreux garages<sup>612</sup>. Celui de Jean-Marie Fontaine avait une position stratégique sur le seul axe nord-sud traversant la commune et reliant le bassin sidérurgique à Nancy (fig. 111). Incontestablement la mécanique automobile était alors très rémunératrice. L'appel à Charles Masson confirma le succès de son entreprise.

L'histoire de la construction de ce bâtiment qui associait habitation, bureau et atelier de mécanique est principalement connue par la publication, vers 1934, dans *Batimod* de deux plans et d'une photographie. Elle a été affinée par Jean Fontaine, le fils cadet, que nous avons rencontré et qui situe la construction vers 1930-1931<sup>613</sup>. La matrice cadastrale de 1932 signale

---

<sup>607</sup>. AD 13, N (1893) Barbentane

<sup>608</sup>. AD 54, 2 E 504/7 : M (1917) Sexey-aux-Forges

<sup>609</sup>. AD 54, 1 R 1375 : Registres matricules militaire

<sup>610</sup>. AD 54, 2 E 504/5 : N (1918) Sexey-aux-Forges

<sup>611</sup>. Il est recensé à cette date dans la commune de Neuves-Maisons.

<sup>612</sup>. Sur des cartes postales de l'époque, nous voyons quelques garages le long de la rue du Capitaine Caillon. C'était l'époque des premiers développements de l'automobile. Proche de Nancy, Neuves-Maisons était alors desservi par la ligne de tramway suburbain de Nancy (la ligne 14).

<sup>613</sup>. J'ai eu un court entretien avec Jean Fontaine, fils cadet du commanditaire et propriétaire actuel, le 24 mai 2014 à Neuves-Maisons. Il demeure toujours dans la maison de ses parents, mais il n'a pas gardé de plans de l'édifice.

qu'il s'agit d'une construction nouvelle<sup>614</sup>. Après la mort du commanditaire à Neuves-Maisons le 8 septembre 1945, ses deux fils lui succédèrent et maintinrent l'activité jusqu'en 1985, date à laquelle les bâtiments furent transformés en logements (fig. 112).

Le garage Fontaine se situe sur un vaste terrain de 945 m<sup>2</sup> et l'emprise au sol de l'édifice est d'environ 250 m<sup>2</sup>. La parcelle de terrain et la construction sont toutes les deux de forme très irrégulière. La situation de l'édifice à l'intersection de deux rues et la forte déclivité du terrain obligèrent l'architecte à articuler les corps du bâtiment sur plusieurs axes tout en privilégiant les fonctions professionnelles. Le garage, le magasin et le bureau sont donc ouverts sur les deux rues, tandis que l'habitation située latéralement et dans les parties hautes domine l'ensemble et reçoit des formes les plus urbaines qu'il a élaborées par ailleurs, comme par exemple la baie du pignon avec son balcon et ses ébrasements à redents. Grâce à l'utilisation du béton armé, l'architecte s'adapta au mieux à la topographie pour articuler des volumes simples aux destinations bien identifiables.

L'imbrication de l'activité du garagiste et de sa vie de famille (il employait sans doute ses deux fils qui reprendront l'affaire) est perceptible dans plusieurs dispositions : ainsi il est frappant de constater que l'accès direct au logis par un escalier à l'arrière et au sous-sol est peu commode et en tout cas moins évident que le passage entre le bureau et le garage d'une part et d'autre part, la cuisine et la salle à manger, toutes pièces placées au rez-de-chaussée. De même on dénombre cinq chambres qui toutes bénéficient d'un accès à la salle de bain ou d'un coin avec un lavabo, ce qui montre la préoccupation du garagiste face à un métier salissant. En outre n'ayant que deux fils, il a sans doute prévu des chambres (au moins celle du rez-de-chaussée) pour des apprentis ou des employés.

Sans conteste c'est l'ensemble le plus complexe que Charles Masson ait eu à construire dans la première moitié de sa carrière nancéienne et apparemment il sut répondre à la demande d'un commanditaire qui souhaitait unir deux fonctions, le travail et le logis.

### **3.4. La villa d'angle de Fernand et de Fernande Roussel, des commanditaires patients (cat. 54)**

Depuis l'été 1936, Masson résidait à Metz. Mais il restait en contact avec sa clientèle nancéienne aisée. Cette ultime villa conçue un an avant la guerre démontre, une nouvelle fois,

---

Les documents auraient disparu à la suite de l'occupation de la maison par des officiers allemands durant la seconde Guerre Mondiale. Cependant il a pu nous fournir la date de construction et celle de la fermeture de l'atelier.

<sup>614</sup>. AD 54, 3 P 396/6 : Matrice cadastrale des propriétaires bâties à Neuves-Maisons



la capacité de l'architecte à s'adapter et à se renouveler, tout en s'appuyant sur des recettes éprouvées dans les chantiers précédents.

La famille Roussel partageait ses origines entre le Bordelais et la Moselle. Du côté paternel, le grand-père, cafetier, et le père, cultivateur puis négociant en vin, étaient nés à Bordeaux mais la branche maternelle trouvait ses origines à Vasperviller en Moselle annexée après 1871, le grand-père des commanditaires y avait été instituteur. Les raisons qui poussèrent cette famille à s'établir à Fontenoy-sur-Moselle, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Nancy, à partir de 1881 sont inconnues<sup>615</sup>. Mais on peut imaginer qu'ils furent des « optants ». De l'union d'Aristide Roussel et de Mathilde Lardin naquirent trois enfants, Fernand, Adolphe et Fernande, le fils aîné en 1888 et la benjamine en 1899 : ce sont les futurs commanditaires de Masson (T.2, p. 155 : A.G de la famille Roussel). Ernest Roussel, leur grand-père, tenait un café dans cette commune. Entre 1906 et 1909 Aristide Roussel, le père et son fils Fernand apparaissent tantôt comme agriculteurs tantôt comme marchands de vin<sup>616</sup>. L'orientation professionnelle de Fernand vers le commerce du vin est confirmée dans le registre matricule militaire<sup>617</sup>. En définitive Fernand exerça ce métier toute sa vie et son frère Adolphe, le cadet, devint également négociant en vin<sup>618</sup>. C'est vraisemblablement le métier du grand-père, cafetier, qui donna cette vocation professionnelle à ses descendants (fig. 113). Mais évidemment Fernande n'exerçait aucune profession.

La réussite permit à deux de ces enfants de faire construire une villa à Nancy. Ni l'un ni l'autre n'étaient mariés ; Fernand, arrivé à 50 ans, était au zénith de son activité professionnelle et Fernande, à 39 ans, avait sans doute renoncé à se marier et à quitter le cadre familial. L'hypothèse la plus vraisemblable est que tous deux décidèrent de tirer les conséquences de cette situation et de vivre ensemble pour leurs « vieux jours ». En outre en venant habiter Nancy, ils pourraient profiter de la ville et de ses avantages. À une date inconnue ils achetèrent un terrain de 610 m<sup>2</sup> situé à l'angle de boulevard de Scarpone et de la rue de Jean-Baptiste Thierry Solet, donc dans des quartiers alors périphériques de Nancy, tout près de Maxéville. Dans quelles circonstances les commanditaires sollicitèrent Charles Masson, nous ne le savons pas. Il faut rappeler que c'est à Metz où il était installé depuis le mois d'août 1936<sup>619</sup> qu'il réalisa les plans de la villa datés des 15, 20 avril et 25 juin 1938. Ce projet porte les noms de Fernand

---

<sup>615</sup>. AD 54, 6 M 333/200 : Dénombrement de la population à Fontenoy (1881-1931)

<sup>616</sup>. Selon la 'Vente par licitation' in *L'Est Républicain* le 21 février et le 7 mars 1909, Aristide a loué une ferme de 8 hectares pour un canon annuel de 400 francs pour 9 années. Il y cultivait du blé et de l'avoine.

<sup>617</sup>. AD 54, 1 R 1399 : Registre matricule militaire à Toul (1908)

<sup>618</sup>. AD 54, 2 E 206/5 : M (1919) Fontenoy

<sup>619</sup>. Le cabinet d'architecte de Masson est situé 38, rue Pasteur à Metz

et Fernande Roussel<sup>620</sup>. Dans le même temps, les 22 et 29 mai 1938, le café-tabac-épicerie de Fontenoy-sur Moselle fut mis en vente pour la somme de 25 000 francs (fig. 114)<sup>621</sup>. Même si un descendant actuel de Fernande Roussel estime que le commerce du vin assura rapidement la prospérité de la famille, on peut penser que cet argent a vraisemblablement contribué au financement du projet<sup>622</sup>. Le 27 juin 1938<sup>623</sup>, Fernand Roussel, demanda une autorisation de travaux qui fut délivrée le 21 juillet.

Nous ne savons pas à quelle date le chantier démarra mais il fut interrompu en septembre 1939 sans doute à cause de l'entrée en guerre le 1<sup>er</sup> et conséquemment à cause du départ de Charles Masson pour Vannes dès le 14 du même mois. Et visiblement les commanditaires ne firent rien pour forcer l'achèvement de leur projet. Ils se montrèrent patients et attendirent le retour de Masson. Comme il ne revint en Lorraine qu'au début des années 50, la villa ne fut achevée qu'en 1953, soit près de 15 ans après le début des travaux ! Une lettre de Charles Masson, datée du 4 décembre 1968, étonnamment jointe au permis de construire, témoigne de cet achèvement<sup>624</sup>. Cette longue interruption n'altéra pas les plans qui furent exécutés tel qu'ils avaient été projetés initialement. Mais entretemps la situation familiale des commanditaires avait évolué. L'inattendu s'était réalisé : l'une puis l'autre des commanditaires se marièrent. Fernande Roussel, le 31 décembre 1942, à l'âge de 43 ans, épousa Charles Beckerich<sup>625</sup> puis son frère, le 31 mars 1952, à l'âge de 64 ans épousa Joséphine Béguin, si bien qu'en définitive, les commanditaires n'habitèrent jamais cette villa (fig. 115). Elle appartient toujours à la famille qui l'occupe partiellement<sup>626</sup> mais un doute subsiste quant à la finalité du projet initial : cette villa était-elle réellement destinée à la résidence des deux commanditaires ? Ou bien à l'un d'entre eux ? Ou bien encore n'était-ce pas un placement familial ? Rien ne permet de trancher cette question.

### *La dernière villa de Masson à Nancy*

Gérer des parcelles étroites et longues et y inscrire une villa occupant toute la largeur et bénéficiant de tous les paramètres du luxe, Masson a démontré qu'il savait le faire. Mais avec

---

<sup>620</sup>. AM Nancy, 668 W 275 : Santé et Urbanisme

<sup>621</sup>. 'Ventes publiques' in *L'Est Républicain* le 22 et 29 mai 1938

<sup>622</sup>. Cet entretien a été fait le 31 mars 2014 chez M. Patrick Montagne, n° 40, boulevard Scarpone à Nancy.

<sup>623</sup>. AM Nancy, 1 O 1349 : permis de construire à Nancy (1938)

<sup>624</sup>. Cette lettre est intégrée dans le permis de construire sous la cote de 1 O 1349. L'en-tête de cette lettre porte l'adresse de Masson à Metz, n°15 rue Alfred Mézières, à Metz-devant-les-Ponts exactement.

<sup>625</sup>. AD 54, 2 E 200/2 : N (1765-1872) Fontenoy-sur-Moselle

<sup>626</sup>. Le 1<sup>er</sup> étage est en location. La fille de Fernande Roussel est copropriétaire.

la villa Roussel, il dut – et sut – aussi tenir compte de la situation en angle de rue du terrain et de sa forte déclivité. La demeure se développe donc en longueur, sur trois façades et un imposant « sous-sol ».

La largeur un peu plus importante de la parcelle (9,45m) que d'habitude permit à Masson de développer la travée dite « technique » avec un vaste hall et d'y introduire un bureau à la place de la cuisine. Pour le reste, la fonction et la disposition des pièces reprennent pour ainsi dire les données mises en œuvre dans les villas des années 1930 à Saurupt : enfilade avec salon, salle à manger et terrasse à l'arrière ; jardin d'hiver et cuisine sont intervertis de façon à ce que celui-ci donne sur le bureau. Les quatre chambres à l'étage bénéficient toutes d'une loggia, d'un balcon ou d'une terrasse. Cet ensemble qui paraît simple est, dans la réalité, plutôt, complexe notamment pour les parties postérieures où de nombreux décrochements prennent des formes diverses. Le terrain en pente permet de placer l'entrée de service (avec une chambre pour domestique) et l'accès au garage sur la façade latérale.

On notera surtout le traitement original de l'angle où Masson situe l'arrondi de l'escalier, là où ses confrères avaient tendance à placer une pièce qui pourrait bénéficier d'une double exposition. Extérieurement il ne subsiste guère de points communs avec les édifices précédents : un faux appareil de soubassement, des oculi et une porte à redents couverte d'un arc en plein-cintre pour le porche. À part celui-ci, la totalité des baies sont rectangulaires ou proches du carré. Cette œuvre de style « épuré » annonce les constructions que Masson réalisera lors de son retour en Lorraine dans les années 1950.

## **Conclusion**

Pour des commandes particulières, ces quatre commanditaires aux parcours originaux se sont adressés à un architecte singulier. Les raisons qui les conduisirent à s'adresser à Charles Masson restent inconnues. Cependant l'œuvre de notre architecte était alors suffisamment éclectique et en vue pour attirer et satisfaire une clientèle curieuse. Les villas réalisées pour les époux Wasels et pour les Roussel – malgré l'extrême longueur de son chantier – se situent d'une certaine façon mais différemment, dans la continuité des villas du parc de Saurupt : leurs commanditaires avaient l'avantage d'être des « héritiers ». Les deux autres maîtres d'ouvrage, Castan et Fontaine, étaient d'origine modeste et bien éloignés de Nancy pour connaître Charles Masson. Ils illustrent tous les deux des « destinées modernes ». Le fils d'agriculteur devenu ingénieur puis industriel et le fils de cocher devenu garagiste sont les représentants d'une France en pleine effervescence. Pour eux Charles Masson réalisa des œuvres originales.

## Conclusion de la troisième partie

Des maîtres d'ouvrage dont le premier souci était de construire pour se loger, tel a été le champ d'étude de cette partie. Mais là n'était pas leur seule préoccupation. Sans doute lors de leurs rencontres avec Masson et des discussions qui s'en suivaient, la conversation venait à aborder la question de l'hygiène et du confort modernes de leurs nouvelles demeures. De fait quelle que soit leur taille, toutes disposent au minimum de toilettes, ce qui n'était pas si fréquent alors, surtout pour les ruraux qui venaient en ville. Cependant à partir des années 1925, l'exigence de confort imposa très vite et partout, même dans les maisons modestes, les nouveaux critères du confort moderne : salle de bains, chauffage central et garage (fig. 116).

Mais la maison est aussi une image de soi offerte à la visibilité publique. Et donc la disposition des façades et aussi les aménagements intérieurs devaient-ils refléter le statut du commanditaire et de sa famille. Dès ses débuts à Nancy, Charles Masson montra qu'il savait concevoir de front des programmes adaptés à chacun : ainsi en 1924, alors qu'il faisait construire la villa *Les Cigognes*, sa première grande villa fastueuse et bénéficiant d'une mise en valeur exceptionnelle en plein cœur du parc de Saurupt, il mettait au point les plans de la modeste maison de Maria Voinier de la rue du Cardinal Mathieu, dont la façade à deux travées n'offre pour tout ornement que les arcs en brique de ses baies. Maison modeste mais que sa propriétaire rêvait comme une villa, ainsi que le proclame la plaque affichée en façade. C'était bien l'idée qu'avait en tête chacun des propriétaires qui s'adressèrent à Masson : ils savaient que, dès le début de sa carrière nancéienne, il s'était montré capable d'élaborer des villas dont le luxe tant intérieur qu'extérieur, égalait celui des premières grandes villas bâties à Saurupt avant la guerre. Alors on ne s'étonnera pas que ce fut prioritairement la clientèle fortunée pour laquelle œuvra Masson.

Fait étonnant, la distinction entre les différents types de maisons n'était pas seulement une question d'argent ou de statut social mais aussi une affaire d'âge. En effet les commanditaires qui accédaient aux maisons les plus modestes, ont entre 35 et 44 ans, excepté Camille Job qui en a 62. Faut-il en conclure que, comme dans le cas de Marie Voinier, cette petite maison n'était qu'une étape avant l'acquisition d'une plus importante ? À l'autre bout de l'échelle sociale, l'âge des personnes aisées qui se faisaient construire des villas d'exception s'inscrit dans une large fourchette finalement peu significative, dont l'écart est parfaitement incarné par Masson qui entra dans sa villa de Saurupt à 32 ans et son beau-père Henri De

Schaken qui en avait 62 quand il fit bâtir la *Villa des Colombes*. Cependant les quatre maisons de « style Masson » ont pour maîtres d'ouvrage des individus qui, entre 40 et 50 ans, sont en pleine maturité.

C'est pour eux que dans les années Trente, Masson sut faire évoluer son offre et qu'en profitant des avantages du béton armé, il mit au point des « villas » guère plus larges que la première maison Voinier – en tout cas, à deux travées – mais présentant par le jeu des pleins et des vides de leur façade une nouvelle image de la résidence bourgeoise. Ces villas souvent mitoyennes s'élèvent généralement sur quatre étages, disposent du dernier confort moderne : salles de bain, chauffage central et garage et surtout offrent une organisation de l'espace - avec salon, salle à manger, jardin d'hiver, terrasse – propre à satisfaire le mode de vie de la haute bourgeoisie, pour qui l'art de recevoir est un critère social discriminant. La superficie de leurs terrains varie de 220 m<sup>2</sup> (la maison Mairesse) à 1656 m<sup>2</sup> (la maison Castan à Saint-Dié). Mais il appliqua le même modèle à des maisons vouées finalement à la location ou à la vente comme les maisons Heymes et Voltan. Preuve que la distinction entre « commander pour habiter » et « commander pour investir », question qui va nous préoccuper dans la partie suivante, n'était pas – au moins du point de vue de Charles Masson – franchement nette.

# QUATRIÈME PARTIE

## COMMANDER POUR INVESTIR

### LA TENTATION DES AFFAIRES

Vingt-deux villas et maisons commandées pour y habiter, pour le propre usage des commanditaires qui sollicitèrent Charles Masson. Ils avaient envie d'habiter avec leur famille un lieu à leur goût et à leur image, mais aussi d'afficher leur réussite ou leur ambition. Il est certain que pour Masson, ces maisons et ces villas dont il réalisa la grande majorité avant 1930, servirent d'enseigne à son cabinet d'architecte.

Mais contrairement à ce que pouvaient laisser présager les premières années de Masson à Nancy placées sous le signe de la construction de trois villas majestueuses à Saurupt, notre architecte aura finalement construit davantage de maisons et immeubles destinés par leur commanditaire à la location ou à la vente : pas moins de trente-deux. Plus exactement 14 maisons et 18 immeubles, sans oublier 2 surélévations. S'il réalisa trois immeubles en 1924 et 1925, c'est à partir de 1927 que les commandes de ce type se multiplièrent, d'abord des maisons puis – phénomène remarquable – les immeubles occupèrent quasiment toute son activité à partir de 1933 jusqu'à sa faillite en 1935. Bien évidemment cette évolution s'explique par le contexte économique favorable : à partir de 1925, en France, les Années folles sont synonymes d'un dynamisme industriel, commercial et financier exceptionnel et favorisant l'investissement – et bientôt la spéculation – dans l'immobilier. Puis alors que menaçait la crise qui allait conduire au krach boursier d'octobre 1929 à New-York, en France les années de la loi Loucheur votée en 1928 prirent le relais et stimulèrent la construction d'immeubles jusqu'en 1934.

Dans *Batimod*, (fig. 79) autant la désignation des villas résidentielles – selon la conception de l'époque et non selon la typologie actuelle, rappelons-le – est claire, autant celle des édifices voués à l'investissement immobilier reste floue ou imprécise : seuls les immeubles des entrepreneurs italiens Cortellini et Albertinetti sont nommés comme des « immeubles de rapport », les autres sont des « maisons de rapport », en revanche il n'y pas de terme spécifique

pour désigner les villas ou maison destinées à la vente ou à la location, elles restent des « villas ». Parfois apparaissent des variantes guère compréhensibles : ainsi les quatre villas jumelles des 9 au 15 rue du Lieutenant Henri Crépin, toutes vouées à la vente, sont appelées les unes « villas » et les autres « propriété de M. Michelet » ou « de M. Munier ». Toutes ces ambiguïtés trahissent vraisemblablement une interrogation de la part du rédacteur de *Batimod* mais sans doute aussi les hésitations des investisseurs. Les objectifs des clients de Masson lui commandant leur propre résidence étaient clairs et se répètent depuis toujours : avoir une demeure à leur image, selon leur goût et leur rêve. Le souci du « rapport » semble dominer les intentions des investisseurs : que les affaires qu'ils négocient leur rapportent des revenus, de l'argent. Mais pour cela, l'ambition, l'audace, le pari sont requis en même temps que la gestion des incertitudes et le souci des garanties. Les préoccupations sont donc multiples et parfois contradictoires. Ainsi bien des clients de Masson souhaitaient tirer des revenus de la location d'appartements dans l'immeuble dont ils lui commandèrent les plans mais, en même temps, ils s'y réservaient un logement personnel. Le contexte économique de l'entre-deux-guerres et en particulier le boom immobilier encouragèrent nombre de petits et moyens bourgeois, qui figurent dans cette partie, à se lancer dans les affaires avec autant de prudence que d'ambition. Le promoteur Michelet, parce qu'il était un professionnel de l'investissement, fut le seul à faire preuve d'assurance et d'audace jusqu'à encourager – on peut en faire l'hypothèse – Masson dans sa création architecturale.

Pour ces constructions commandées par des investisseurs, Masson dut faire face à un certain nombre de conditions propres à satisfaire les capacités et les aspirations de futurs acheteurs ou locataires : la taille de la famille, ses revenus, son statut social et son désir de confort et de commodités modernes, comme le garage. Comment l'architecte interpréta-t-il les besoins et le goût des occupants potentiels ? Et parfois aussi ceux des commanditaires qui finalement se réservèrent un appartement dans l'immeuble qu'ils destinaient à la location ? Y-a-t-il certaines différences entre les commandes pour habiter et celles pour investir ?

Il faut enfin noter qu'en matière d'investissement immobilier, Masson était un connaisseur. Non pas qu'il ait construit des immeubles ou des maisons de rapport pour son propre compte mais qu'il fit l'acquisition auprès de la Ville de Nancy d'un bon nombre de terrains, notamment à Saurupt, son quartier de prédilection à tous points de vue, ainsi que le montre le tableau ci-dessous<sup>627</sup>. Sa préférence allait aux parcelles situées à l'angle des rues, les

---

<sup>627</sup>. Pour les deux parcelles 72 et 72 bis, rue du Maréchal Oudinot, les bâtiments qui y sont érigés aujourd'hui ne sont pas du style Masson, mais deux documents des archives municipales de Nancy attestent que Masson a bien

plus propres à séduire des clients privilégiés. Tous ces achats se firent au milieu des Années 1920 et avant la mort de son beau-père en 1927 pour les terrains de Saurupt, ce qui peut laisser supposer que ce dernier soutint largement son gendre et veilla à son enrichissement ou que Masson eut assez de flair pour comprendre rapidement que les années à venir seraient fastes pour l'immobilier. Et il sut revendre ses acquisitions à bon escient à des commanditaires à qui il offrait aussi ses services d'architecte. Ainsi dans la majorité des cas, il réussit à jouer sur les deux tableaux, pourrait-on dire : il vendait le terrain en profitant de la spéculation en cours et il construisait à la demande de ses commanditaires. Double bénéfice ! On peut même faire l'hypothèse, comme on le verra, que pour certains de ses commanditaires, Masson joua le rôle de l'initiateur au « jeu » de l'investissement immobilier.

	Adresse du terrain	Date d'acquisition	Superficie (m2)	Sommes (francs)	Bâtie ou non bâtie
1	Nos°15, 13 rue Général Clinchant et nos° 2, 4 rue du Lieutenant Henri Crépin	2 juin 1925	535,73	32 143,80	Bâti.
2	Nos°18-26 rue du Maréchal Oudinot	28 septembre 1925	1419,81	8 391,60	Non bâti
3	Rue du Lieutenant Henri Crépin (nos° 6,8 et une partie de n°10)	29 octobre 1925	959	55 840,35	Bâti
4	10, rue du Lieutenant Henri Crépin (supplémentaire)	23 février 1927	64,68	5 821,20	Bâti
5	14, rue Jacquot de France à Laxou	Inconnu mais avant le 31 octobre 1928	251,23	1 4500	bâti
6	72 rue du Maréchal Oudinot (à l'angle des rue Jeanne d'arc et rue du Maréchal Oudinot)	Inconnu	106	Inconnu	Incertain.
7	72 bis, rue du Maréchal Oudinot	Inconnu	215	Inconnu	Incertain.

---

possédé ces deux parcelles. Le premier (668 W 159) est le plan de situation dressé en 1934 pour l'immeuble Robert, 302, rue Jeanne d'Arc et où le nom de Masson apparaît sur les deux parcelles en question. Le second (1 O 1339) est une demande adressée au maire par Masson le 6 août 1934 pour bâtir une « maison de rapport sur un terrain m'appartenant sis à l'angle de la rue du Maréchal Oudinot et de la rue de Vaucouleurs » qui prolonge la rue Jeanne d'Arc. Visiblement le projet n'a pas abouti.



# Chapitre 1

## 1922-1929, les débutants

Enfin tout alla assez vite. À peine installé à Nancy depuis 1920, on a vu le jeune Masson sollicité aussi bien pour des villas de prestige, comme *Les Cigognes* dont il conçut les plans pendant l'été 1923, et des maisons plus modestes. Mais toujours au même moment – et peut-être même un peu auparavant – Masson érigea ses premières bâtisses commandées non pas pour habiter – ou pas seulement – mais d'abord pour satisfaire le désir d'investissement de ses commanditaires, ce qui montre bien que Masson a cherché par tous les moyens de nouveaux clients et ne s'est pas satisfait de ses commandes de villas à Saurupt. Ces premiers édifices destinés par leur commanditaire ou à la vente ou à la location n'affichent qu'une ambition mesurée, notamment les trois premiers immeubles élaborés entre 1923 et 1925 et où les commanditaires avaient visiblement l'intention d'occuper un des appartements. Quant aux six maisons qui s'échelonnent de 1926 à 1929, leurs commanditaires semblent parfois hésiter entre le désir traditionnel de se loger et la séduction exercée par la spéculation immobilière des Années folles.

Dans ce premier épisode qui se déroula dans le contexte de la lente reprise de l'activité économique de l'après-guerre, tous, architecte comme promoteurs, Masson comme ses clients, étaient des débutants. Si, avec ses deux premières grandes villas de Saurupt, Masson prouvait qu'il savait bâtir des villas – et de nouveaux investisseurs lui en commandèrent –, il n'avait pas encore construit d'immeubles mais sans doute avait-il appris, au cours de sa formation en Allemagne, à en concevoir. Néophytes, les commanditaires l'étaient bien davantage. Sans conteste, profitant de la remise en route progressive de l'économie après la Grande Guerre, ils voyaient leurs revenus et bénéfices augmenter et ils souhaitaient les faire fructifier en les réinvestissant dans l'immobilier qui tout au long des Années vingt reprenait des couleurs lentement puis très vivement. Ils étaient tentés mais ils restaient pris entre l'audace et la réserve, entre l'attrait de l'argent obtenu en louant ou en vendant les maisons ou immeubles qu'ils faisaient construire et le souhait d'être propriétaire de leur logement. Comment toutes ces facettes complémentaires ou contradictoires se manifestent-elles dans l'architecture de ces commandes ?

## 1. Les trois premiers immeubles. Ambition et prudence

Après les ravages de la guerre, l'heure était encore au rétablissement économique au début des années 1920. La croissance était bonne et elle encouragea quelques particuliers fortunés, comme le beau-père de Masson, à se lancer dans la construction de grandes villas. Hautdidier, Cortellini et Albertinetti s'enhardirent aussi mais sans doute parce que leur ascension sociale était plus récente et leur richesse pas encore totalement assurée, ils firent un autre choix, plus prudent, celui de construire des immeubles dont les loyers des appartements compléteraient leur revenus et où ils se réservaient un appartement.

### 1.1. L'immeuble Hautdidier, pour investir mais aussi y résider (cat. n°4)

À part les trois grands oculi qui éclairent le rez-de-chaussée, cet immeuble s'intègre discrètement dans le tout-venant de l'architecture de l'avenue Paul-Déroulède à Laxou. Est-il à l'image de son maître d'ouvrage, Paul Hautdidier ?

Ses parents étaient originaires de la Moselle. Jules-Joseph Hautdidier et Alice-Léonie Malraison étaient nés respectivement à Louvigny en 1854 et à Coin-lès-Cuvry en 1860 et ils se marièrent le 18 février 1879 à Marieulles, toujours en Moselle mais annexée, ces trois villages proches se situant à quelques kilomètres de la nouvelle frontière<sup>628</sup>. À Marieulles naquirent leurs deux garçons, Émile en 1880 et Pol, notre commanditaire, né en 1885, le 19 avril (T.2, p. 156 : A.G de la famille Hautdidier). À l'origine Jules-Joseph Hautdidier était cultivateur<sup>629</sup> : situation banale à l'époque, par la suite la promotion professionnelle et sociale de cette famille est assez impressionnante. À une date inconnue, en tout cas entre 1885 et 1900, date à laquelle le matricule militaire du fils aîné dit que la famille y résidait, elle s'installa à Pont-à-Mousson et quitta donc l'Empire allemand pour la France<sup>630</sup>. Jules-Joseph Hautdidier délaissa alors la terre et se métamorphosa en administrateur de la Caisse d'Épargne et il devint même conseiller municipal de sa nouvelle ville<sup>631</sup>. Son fils aîné Émile fit ses études à Paris, s'y maria en 1908<sup>632</sup>, et y devint pharmacien. Pol le cadet s'installa à Nancy le 16 mai 1911, après avoir vécu quelque temps à Neufchâteau dans les Vosges. Son mariage en fut sans doute la cause, en effet le 24 septembre de la même année, il épousait Marie Madeleine Hacquard, la fille d'un quincaillier

---

<sup>628</sup>. AD 57, 9NUM/8 E 450 : D (1792-1952) Marieulles

<sup>629</sup>. AD 57, 5 Mi 450/2 : N (1885) Marieulles

<sup>630</sup>. AD 57, 2 R 220 : Registre Matricule Militaire (1900)

<sup>631</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 5 avril 1925

<sup>632</sup>. 'Etat civil de Nancy' in *L'Est Républicain* le 20 septembre 1908

nancéien<sup>633</sup>. Dans l'acte de mariage, il est indiqué qu'il était employé de commerce à la 'Lorraine', sans doute un magasin. De cette union naquirent à Nancy deux filles, Jeanne en 1913 et Yvonne en 1922 à Nancy<sup>634</sup>. La famille louait, pour la somme de 3500 francs, un appartement situé au n°19 de la rue des ponts à Nancy, au-dessus de la quincaillerie que le beau-père possédait. Pol Hautdidier qui avait commencé sa carrière comme employé de commerce, reprit la quincaillerie de son beau-père et l'ancienne « Maison Julien Hacquard » s'appela désormais « Hautdidier-Hacquard », signe évident d'une réelle promotion sociale : d'employé, Pol Hautdidier devenait patron (fig. 117). Sans doute en tira-t-il satisfaction. De la sorte il pouvait parler à égalité avec son frère pharmacien : chacun avait monté dans l'échelle sociale. Sa spécialité était le petit outillage pour entrepreneurs, maçons, tailleurs de pierre, « cimenteurs », plâtriers, marbriers, mouleurs, sculpteurs... (fig. 118)

L'année de la naissance de sa seconde fille et après 10 années de résidence et de travail à Nancy, Pol Hautdidier se lança dans la construction d'un immeuble. Le terrain fut acquis entre la fin d'octobre et celle de novembre 1922, comme le laisse entendre un article de *L'Est Républicain* du 22 novembre qui annonçait que Hautdidier, négociant en quincaillerie, demeurant 19 rue des Ponts à Nancy, avait acquis une parcelle de terrain de 391,74 m<sup>2</sup> située sur le territoire de Laxou, pour le prix de 29 587 francs<sup>635</sup>. Une autre source – le plan d'aménagement des trottoirs de l'avenue Paul Déroulède, en date du 30 novembre 1924<sup>636</sup> – révèle que l'immeuble Hautdidier était alors en cours de construction. Ces documents permettent de cerner la chronologie encore approximative de l'immeuble (fig. 119 et fig. 120). Sachant que la construction d'un immeuble dure environ quatre ans et que sa taille est relativement modeste, les deux dates données par les sources permettent de situer la commande soit de la fin de l'année 1922 soit du premier trimestre 1923. Masson aurait donc vraisemblablement dressé l'ensemble des dessins durant cette période, donc avant qu'il ne fasse les plans de la villa *Les Cigognes* signés le 8 août 1923. L'immeuble est signé et daté « 1925 » mais nous savons que généralement les dates portées ne donnent pas la date d'achèvement d'une demeure, au mieux un état avancé des travaux. La matrice cadastrale confirme qu'en 1926 il s'agissait d'une construction nouvelle<sup>637</sup>.

---

<sup>633</sup>. AM Nancy, 2 E 394/522 : M (1911) Nancy

<sup>634</sup>. AM Nancy, 2 E 394/424 et 2 E 394/452 : N (1913 et 1922) Nancy

<sup>635</sup>. 'Avis d'enquête' in *L'Est Républicain* du 26 novembre 1922. Selon cet avis, 'Par délibération en date du 25 octobre 1922, la commission administrative du bureau de bienfaisance de la ville de Nancy a voté la vente'. Le délai pour le dépôt du dossier de cette acquisition courait pendant huit jours, du 26 novembre au 3 décembre 1922.

<sup>636</sup>. AD 54, WO/1984 (1823-1929) : L'aménagement des trottoirs dans l'avenue Paul Déroulède.

<sup>637</sup>. AD 54, 3 P 303/13 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Laxou.

Le 1<sup>er</sup> avril 1926, la famille Hautdidier quitta Nancy pour venir résider à Laxou dans un des appartements de l'immeuble qu'elle venait de faire construire au n°22 de l'avenue Paul Déroulède<sup>638</sup>. Ce qui pourrait laisser supposer que la quincaillerie s'installa aussi à Laxou mais l'immeuble semble totalement inapte à recevoir un quelconque commerce. En effet la surface au sol de l'immeuble de 180 m<sup>2</sup> est insuffisante pour accueillir une activité commerciale d'envergure alors que l'entrée et un garage en occupent la moitié. D'ailleurs un annuaire de 1927 confirme que la quincaillerie était toujours à Nancy à la même adresse. L'immeuble Hautdidier à Laxou accueillait, selon le recensement de population de 1931, un ingénieur et un représentant de commerce qui employaient chacun une femme de ménage<sup>639</sup>.

Sa taille reste dans les proportions d'une grosse maison, avec une façade plus large que haute. Il ne compte que quatre étages : un rez-de-chaussée de service et trois étages d'habitation dont un dans le comble. Ses plans ont disparu, comme on l'a vu mais la position de l'escalier à droite de l'immeuble laisse supposer qu'il n'y a qu'un appartement par étage, ce que confirme la visite que nous avons pu faire du premier étage. En va-t-il de même pour les deux étages supérieurs ? Ce n'est pas certain, au moins pour le niveau du comble.

Le style de cet immeuble est une œuvre de transition. La composition de la façade, proche de l'ordonnancement, est un principe majeur de l'architecture classique, d'autres éléments lui appartiennent comme l'utilisation d'un léger ressaut formant un avant-corps sur les travées latérales, le faux-appareil simple, régulier et allongé sur l'ensemble de la façade, les chambranles harpés des fenêtres et la serlienne. Ce dernier emprunt à l'architecture classique, présent à travers la porte piétonne encadrée de deux baies étroites, est un marqueur régulier de l'architecture de Charles Masson (cat. 4). Cette élévation offre une autre forme qui annonce une des caractéristiques majeures de l'architecture Art déco : les fenêtres couvertes d'arcs polygonaux à trois pans. Ici cette forme n'est pas encore aboutie mais elle est clairement amorcée. Le décor appartient, pour sa part, à des registres formels bien caractérisés. D'une part celui de l'Art nouveau qui est présent dans les chapiteaux des portes et d'autre part celui de l'Art déco qui est utilisé sur les consoles et les garde-corps des balcons.

Cet édifice par ses emprunts multiples appartient clairement à la grande catégorie de l'architecture éclectique. C'est néanmoins une œuvre importante qui démontre la part essentielle de l'architecture classique dans l'apparition de formes nouvelles. Charles Masson,

---

<sup>638</sup>. AD 54, 1 F 2428 : Registre de population à Nancy (1926). Il faut noter que cet immeuble de l'avenue Paul Déroulède changea de numéro en 1936 et porta dorénavant le n° 50. En 1931, l'autre appartement est occupé par la famille Jones et en 1936 par la famille Chapuis.

<sup>639</sup>. AD 54, 6 M 33/302 : Recensement de population à Laxou (1931)

plus que tout autre, ne cessera d'inventer une architecture inédite sur des emprunts historiques. En revanche l'Art nouveau si présent à Nancy apportera peu à ce mouvement naissant. Le style de cette demeure, est sans doute le reflet du goût du commanditaire.

Cet immeuble est la première manifestation de la fortune croissante de Pol Hautdidier. En fut une autre, son intégration dans l'Automobile-Club Lorrain en mars 1927<sup>640</sup>. Encore dans les années 30, l'entreprise avait toujours le vent en poupe si bien qu'il lui fallut davantage d'espace. Hautdidier la transféra du 19 rue des Ponts, dans un nouveau local de 400 m<sup>2</sup> du même quartier, avec deux façades, respectivement au n°72 rue Saint-Dizier et au n° 56 rue de la Hache (aujourd'hui n°72 rue de Hache)<sup>641</sup> et visible sur la matrice cadastrale d'aujourd'hui (fig. 121 et 122). Cette prospérité explique la commande de l'immeuble de Laxou qui assura à Hautdidier de solides revenus complémentaires. Mais n'aurait-elle pas aussi justifié la commande d'une villa qui aurait mieux concrétisé la réussite du quincaillier Hautdidier ?<sup>642</sup> Faut-il alors penser qu'en construisant un immeuble dont il n'occuperait qu'un appartement, le commanditaire était moins sensible à la notoriété sociale et au prestige donné par l'architecture qu'à l'augmentation précautionneuse de sa fortune ? À moins que Hautdidier n'ait été mu par un fort sentiment familial puisqu'en 1936, pas moins de quatre membres de sa famille étaient installés dans l'immeuble de l'avenue Paul Déroulède<sup>643</sup>.

Pourquoi et comment Pol Hautdidier a-t-il choisi Masson comme son maître d'ouvrage ? Aucun témoignage ne nous est parvenu à ce propos. Le moins qu'on puisse dire c'est que ce projet a été conçu certainement avant le second mariage de Masson et très vraisemblablement avant la villa *Les Cigognes*<sup>644</sup>. Si c'est le cas, cet immeuble serait la première réalisation de Masson à Nancy dont il aurait élaboré les plans dans son cabinet du centre-ville, à l'angle de la rue Bénit et de la rue Saint-Jean. Masson était-il le client de la quincaillerie Hautdidier située pas très loin son cabinet d'architecte ? Hautdidier était-il le fournisseur en matériel du bâtiment que Masson a pu recommander aux entreprises qui travaillaient pour lui ? Faut-il enfin invoquer une solidarité entre ex-Mosellans des communes annexées par les allemands ? Ce ne sont là que des hypothèses.

---

<sup>640</sup>. 'Automobile-Club Lorrain' in *L'Est Républicain* le 27 avril 1927.

<sup>641</sup>. AM Nancy, 1 BA 14/19 : Annuaire de Meurthe et Moselle (1935) : publicité de la quincaillerie

<sup>642</sup>. Comme le prouvent les deux femmes de ménage qu'il employait en 1922.

<sup>643</sup>. Il s'agit des deux filles du couple qui rejoignent l'appartement familial.

<sup>644</sup>. Si les plans d'immeuble Hautdidier sont conçus durant le premier trimestre 1923, il est légèrement en avant de la villa *Les Cigognes* qui date le 8 août 1923.

## **1.2. Cortellini et Albertinetti, entrepreneurs associés et commanditaires de deux immeubles voisins (cat. n°7 et n°8)**

Alors qu'il réalisait la commande de Pol Haudidier (cat. 4), Masson reçut celle de deux autres immeubles situés aux nos° 47 et 49 rue du Maréchal Oudinot en bordure du parc de Saurupt, où Masson habitait depuis un an. Les commanditaires étaient Joseph Emile Cortellini et Giovanni Giacomo Albertinetti, originaires directement ou indirectement du Piémont italien, tous deux entrepreneurs de travaux publics, un temps associés. Avec ces commandes, Charles Masson abordait un nouveau champ d'activité : la conception de grands immeubles, mais son approche combina modernité et maintien d'un certain nombre d'archaïsmes stylistiques.

### **1.2.1. Deux entrepreneurs d'origine italienne et associés**

Joseph Emile Cortellini, né le 12 juin 1884 à Genève en Suisse (T.2, p. 157 : A.G de la famille Cortellini), était le fils de Jacques Georges Jean Cortellini et de Françoise Cuddet. Lors de sa naissance, ses parents étaient domiciliés au n°25 rue de Lausanne à Genève. Son père, menuisier, venait de Novare, ville du Piémont et sa mère, tailleuse, était française originaire de Douvaine, gros bourg de la Haute-Savoie<sup>645</sup>.

Il s'installa à Stenay dans le nord de la Meuse à une date inconnue puis vint à Nancy le 13 février 1924. Il logeait au 1<sup>er</sup> étage du n° 61 (actuellement n°51) rue du Maréchal Oudinot. Il faut noter l'entreprise Albertinetti et Cortellini aura la même adresse et occupera un deuxième corps du logis<sup>646</sup>. Et, coïncidence curieuse, cette adresse fut aussi celle de l'entreprise Michelet et Fischer, dont il sera question dans le chapitre suivant, jusqu'à sa cessation justement vers 1924.

Cortellini avait épousé en premières noces Adèle Marie Philomène Belffot, dont il divorça le 20 novembre 1912 puis il se remaria à Nancy, à l'âge de 42 ans, avec Joséphine Adrienne Luquet, âgée de 43 ans, sans profession. Cette dernière était née aussi à Genève, le 10 août 1883. Ses parents Lucien Félix Luquet, originaire de Lyon, et Marie Clotilde Cozona étaient tous deux négociants<sup>647</sup>. Avant sa venue à Nancy le 1<sup>er</sup> septembre 1924, Adrienne Luquet 1924 habitait Meudon (92). Le mariage des époux Cortellini fut célébré le 14 septembre 1926 et avait pour témoins les époux Albertinetti<sup>648</sup>.

---

<sup>645</sup>. AM Genève en Suisse : Registres de naissance Folio 249 n°497

<sup>646</sup>. AM Nancy, 1 F 2382 : Registre de population à Nancy (1925)

<sup>647</sup>. AM Genève en Suisse : Registres de naissance Folio 362 n°723

<sup>648</sup>. AM Nancy, 2 E 394/579 : M (1926) Nancy

Fils de Guiseppe Albertinetti et de Giacinta Lavezzi (T.2, p. 158 : A.G de la famille Albertinetti), Giovanni Giacomo Albertinetti vit le jour le 18 octobre 1879 dans le Piémont à Gattinara, village situé à environ 35 km du lieu de naissance du père de Cortellini. Les raisons et la date de son installation en France sont aussi inconnues mais, comme son futur collaborateur, il quitta Stenay pour Nancy où il arriva le 17 juin 1924, soit environ quatre mois après l'arrivée de Cortellini. Il est vraisemblable qu'ils travaillaient déjà ensemble. Sa future épouse, Emilie Marguerite Devillon, était née à Genève le 13 juin 1901, comme Joséphine Luquet mais à presque 20 ans d'intervalle, et était la fille de Claude Devillon, sellier-bourrelier, et d'Henriette Caroline Chevalier. Professeur de coupe dans l'activité textile à Rouen, elle arriva à Nancy en mars 1925 et y accoucha d'une fille prénommée Yvonne Marie le 9 mars. Le 11 juillet suivant à Nancy, Giovanni Albertinetti épousait Marguerite Devillon<sup>649</sup>. Ils étaient âgés respectivement de 45 ans et de 23 ans. La famille Albertinetti logea au n°112, rue de Mon-Désert<sup>650</sup> puis au n°61, rue du Maréchal Oudinot au rez-de-chaussée dans le même immeuble que les Cortellini<sup>651</sup>.

### 1.2.2. Deux immeubles mitoyens avec un air de famille

On aura noté que les deux associés logeaient et travaillaient à proximité du terrain où ils firent ériger leurs immeubles. Acquis à une date inconnue, il faisait plus de 1211 m<sup>2</sup>, ce qui correspondait au n°49 et à une partie du n°47 de la rue du Maréchal Oudinot<sup>652</sup>. Pour compléter cet achat, Cortellini et Albertinetti se portèrent acquéreurs, le 16 juillet 1925, d'une autre parcelle de 531 m<sup>2</sup>. Le prix payé pour l'ensemble fut de 53 009 francs, le prix du m<sup>2</sup> du premier lot étant de 55 francs, celui du second de 35 francs. Cette somme fut réglée en deux versements : moitié le jour de la signature de l'acte de vente et le solde un an après avec des intérêts fixés au taux de 8%<sup>653</sup>. Cette transaction fut discutée lors de la séance du Conseil Municipal du 30 juillet 1925<sup>654</sup>. En définitive, du 45 au 49 rue du Maréchal Oudinot, c'était une vaste parcelle sur laquelle (fig. 123) ils commencèrent par réaliser d'abord deux immeubles aux n° 47 et n°49.

Au cours du mois de juillet 1925, Masson dressa les plans pour deux immeubles d'habitation<sup>655</sup>. Les copropriétaires déposèrent le 8 septembre de la même année une

---

<sup>649</sup>. AD 54, 2 E 394/574 : M (1925) Nancy

<sup>650</sup>. AD 54, 2 E 394/463 : N (1925) Nancy

<sup>651</sup>. AM Nancy, 1 F 2382, *op. cit.*

<sup>652</sup>. Un dossier d'achat pour ce terrain n'a pas été trouvé, mais l'occupation de ce sol par deux entrepreneurs Cortellini et Albertinetti est bien indiqué dans le dossier 34 W 62 avec le plan d'alignement.

<sup>653</sup>. AM Nancy, 34 W 62 : Urbanisme – vente de terrain

<sup>654</sup>. AD 54, 3O 395/28 : Vente de terrain

<sup>655</sup>. AM Nancy, 668 W 202 : Urbanisme – plan d'édifice

autorisation de travaux, chaque immeuble devant avoir un permis de construire particulier<sup>656</sup>. La matrice cadastrale donne la date de 1928 comme l'année d'achèvement pour les deux immeubles<sup>657</sup>. Comme l'avait fait Hautdidier dans son immeuble de Laxou, Albertinetti, sa femme et sa fille emménagèrent au n°47 dans un appartement de 52 m<sup>2</sup> et les époux Cortellini, sans enfant, s'installèrent au 2<sup>ème</sup> étage du n° 49 en 1929 dans un appartement de 97 m<sup>2</sup>. Cet écart entre les surfaces occupées est sans doute le signe d'une différence de capacité de financement et peut-être aussi d'une mésentente entre les deux entrepreneurs.

Les immeubles construits présentent de nettes différences par rapport aux dessins mis au point initialement par Masson. Notamment ils auraient dû présenter des pignons en façade – trois pour le n°49 et un grand flanqué de vastes lucarnes pour le n°51 – parés de faux pans de bois et dont l'inspiration est visiblement pittoresque et germanique. Mais tous les développements supérieurs sont réduits à la simple expression de lucarnes qui montrent que le comble ne peut plus contenir que des greniers ou une ou deux chambres de bonnes. Et de quatre étages avec un dans le comble selon le projet, on est passé à cinq étages lors de la réalisation : en fait l'étage dans le comble disparaît et est traité comme un étage carré. Du coup, les façades se terminent par une corniche horizontale portée par des corbeaux, très nette et saillante, bien plus française d'esprit.

Ces immeubles mitoyens, conçus à la même date, ne sont donc pas jumeaux, mais ils présentent de nombreux points communs. Nous n'analyserons que les caractères récurrents ou nouveaux. Les triplets continuent à être utilisés, ainsi que le faux pan-de-bois dans le pignon de la grande lucarne du n°47. Apparaît, pour la première fois l'utilisation de jours dans le garde-corps des balcons couvrant la terrasse des orielles. Il en avait dessiné trois dans le dessin de la façade du n°49 il en réalisera cinq dans l'œuvre définitive. En revanche ceux projetés pour le n°47 n'ont pas été exécutés. Un détail décoratif apparaît également pour la première fois, il consiste à figurer dans l'épaisseur du crépi des formes architecturales qui rappellent des couvrements. Ce sont ici les arcs segmentaires des fenêtres des 2°, 3° et 4° niveaux du n° 47 et des 2° et 4° niveaux du n°49.

Ce qui est nouveau mais qui ne sera plus utilisé par Charles Masson, c'est d'une part l'appareil de revêtement à bossage grossier qui se déploie sur le rez-de-chaussée des deux immeubles et d'autre part le décor porté ou projeté par les allèges des fenêtres des travées latérales du n°49. Dans les deux cas il s'agit d'emprunts à l'architecture allemande, ce qui rappelle la formation de Charles Masson.

---

<sup>656</sup>. AM Nancy, 1 O 1309 : Permis de construire à Nancy (1925)

<sup>657</sup>. AD 54, 3 P 394/25 : Registre matricule des propriétés bâties



Quant à la distribution intérieure, elle se laisse d'abord deviner pour chaque immeuble à la largeur de sa façade : le n°47 plus étroit n'a qu'un appartement par étage mais vaste (environ 135 m<sup>2</sup>) avec quatre pièces principales tandis que le n°49 compte deux appartements : l'un de trois pièces et l'autre de quatre. À noter que dans ce cas, une des chambres à l'arrière est une excroissance au bout d'un couloir qui longe la cuisine. Chaque appartement offre le confort de deux pièces de réception (salle à manger et bureau, et non pas salon) qui communiquent entre elles et s'ouvrent sur la façade principale, tandis que la ou les chambres donnent sur l'arrière et sur une terrasse quand il s'agit d'une « quatre pièces ». Chaque appartement bénéficie aussi de toilettes et d'une salle de bains. Cependant les deux immeubles ne semblent pas disposer de garage ni du chauffage central, seulement d'un poêle installé dans le vestibule de chaque appartement. Au total la superficie des appartements varie de 54 à 138 m<sup>2</sup>. Et la distribution des pièces est assez variée. Elle montre aussi le souci des commanditaires pour la commercialisation de leurs immeubles (fig. 124). En profitant du terrain incliné et de la mitoyenneté de leurs immeubles, les deux entrepreneurs proposaient – précaution supplémentaire – huit types différents d'appartement, du sous-sol jusqu'aux étages de comble. Cette idée permettait de s'adresser à plusieurs types de clientèle et les futurs occupants dans ces immeubles pouvaient ainsi choisir en fonction de leur capacité financière.

Il faut relever que dès ces premiers chantiers documentés, Masson formalisa deux types d'appartements, l'un de trois pièces, l'autre de quatre, qu'il ne cessa de répéter tout au long des projets d'immeubles qui lui furent commandés pendant ces années nancéiennes. De même il reprendra l'idée de la chambre – ou de la cuisine – en « extension » sur la façade postérieure quand la largeur de l'appartement s'avérera trop étroite.

### **1.2.3. De la spéculation à la faillite**

À partir du milieu de l'année 1928, Albertinetti n'apparaît plus sur les autorisations de travaux. Il est vraisemblable que la coopération de Cortellini et d'Albertinetti cessa à ce moment, hypothèse confirmée par le déménagement d'Albertinetti à Thionville vers à la fin de l'année 1929 ou le début de 1930<sup>658</sup>. Leur collaboration à Nancy n'aura duré que cinq années environ (fig. 125).

Le premier chantier commun fut mené en 1924, juste au moment de leur arrivée à Nancy, et consista en la construction, à la demande Lucien Wimbée, d'un immeuble situé au n°83 de l'avenue Anatole France. Avant de se séparer, ils achetèrent, le 7 janvier 1926, au parc de

---

<sup>658</sup>. AM Nancy, 1 F 2541 : Registre de population à Nancy (1929)

Saurupt, comme Masson, un ensemble de terrains de 2488 m<sup>2</sup> dont 1939 m<sup>2</sup> rue du Lieutenant Henri Crépin et une parcelle de 549 m<sup>2</sup> sur rue Maréchal Oudinot<sup>659</sup>. Malheureusement, le plan d'alignement n'existe plus et donc on ne sait plus exactement à quelles adresses correspondaient toutes ces parcelles. De même on ne connaît pas les motifs de ces acquisitions : sans doute un achat spéculatif soit pour revendre des parcelles nues, soit pour y réaliser des édifices. Il semble que certaines maisons ont été faites par l'entreprise Cortellini seule, puisque seule la signature de l'entrepreneur figure sur les plans de maisons réalisées aux nos° 3, 7, 14 et 22, rue du Lieutenant Henri Crépin<sup>660</sup>. Cortellini, désormais seul réalisa en 1931 la villa Alt (cat. n°35) située au n°42 de la rue des Brice en coopération avec Masson.

Les dépouillements de l'*ICE* et des permis de construire (fig. 126) fournissent une première liste des travaux réalisés par l'entreprise jusqu'en 1935. Cortellini participa à la construction d'immeubles sur les grands axes de l'agglomération boulevard Georges Clémenceau, rue Jeanne d'Arc, boulevard d'Haussonville et aussi de maisons dans les lotissements du parc de Viray et de la terrasse Beauregard. La Société des Habitations à Bon Marché de l'Est le sollicita pour la réalisation de 21 maisons. Sa réputation lui donna aussi l'occasion de travailler pour les concurrents de Charles Masson : Louis Mynard, Marcel Balland, Auguste Philippon, Fernand Mascret, Jean Berg, Raphaël Oudeville, les frères André, etc (fig. 127). Le 15 mars 1932, Cortellini fonda la *Société Immobilière Beau Site* et la *Société Immobilière Jolibois* « sociétés à responsabilité limitée ayant pour objet l'achat, la construction, la vente ou l'échange d'immeubles ». Au nom de cette société, Cortellini réalisa un immeuble sis au 49, boulevard Georges Clémenceau, à l'angle rue du Maréchal Oudinot. Ce sera la future demeure des époux Cortellini. Mais ces deux sociétés furent déclarées en faillite 5 décembre 1935<sup>661</sup>. La crise immobilière qui frappait la France après l'avoir quelques années épargnée, passait par là.

#### 1.2.4. Un singulier mimétisme

Longtemps la maîtrise d'œuvre n'a pas été réservée aux seuls architectes, mais pouvait être exercée par des entrepreneurs. Et à Nancy, avant la Grande Guerre, cet usage était courant et perdura dans les années 1920<sup>662</sup>. Le casier sanitaire de la ville fournit de nombreux plans signés d'entrepreneurs dont Cortellini. Ce dernier réalisa ainsi un ensemble de maisons à deux

---

<sup>659</sup>. AD 54, 3 O 395/28 : Vente de terrain

<sup>660</sup>. AM Nancy, 668 W 183 : Santé et environnement

<sup>661</sup>. AD 54, 6 U 2/1045 : Tribunal de commerce (faillite – registre analytique 1935)

<sup>662</sup>. ROUSSEL Francis, *Nancy Architecture 1900*, T.1, *op. cit.* p.7

travées situées rue du Lieutenant Henri Crépin qui reprend le même parti général de composition que celui des élévations des maisons de Charles Masson. C'est ainsi que celle située au n°7 de la rue du Lieutenant Henri Crépin (fig. 128), exécutée à partir d'un plan daté du 7 septembre 1926<sup>663</sup>, reprend le schéma de la maison Martelin (cat.10) réalisée par Charles Masson à partir de 1925. On pourrait multiplier les exemples de ces emprunts (fig. 128) ; nous nous contenterons d'évoquer le cas de l'immeuble situé au n°54 de la rue du Maréchal Oudinot et construit dans l'alignement de deux immeubles réalisés par Charles Masson pour nos deux entrepreneurs italiens. Ensemble ces trois immeubles constituent une suite cohérente et présente un mimétisme si singulier (fig. 129) qu'il a entraîné bien des confusions. En effet l'ouvrage de référence *L'architecture Moderne : Ch. Masson architecte Nancy* édité par *Batimod* vraisemblablement au milieu des années 1930, attribue l'ensemble des trois immeubles à Charles Masson. Or les plans du 45 rue du Maréchal Oudinot retrouvés aux archives municipales portent la seule signature d'Emile Cortellini<sup>664</sup>. L'immeuble Emile Billard, 40 rue du Maréchal Oudinot, constitue un autre exemple de la même eau (fig. 130). Présenté comme l'œuvre de Masson, l'ensemble des plans est en fait signé par l'architecte Louis Emile Joseph Mynard et la façade porte l'inscription : E. Cortellini entrepreneur 1933.

Tout montre que jusqu'à la crise finale, Cortellini sut mener de front ses activités d'entrepreneur et ses affaires de promoteur immobilier. Masson se trouva associé en 1925 à ses premiers pas à Nancy, quand il avait choisi de collaborer avec Albertinetti. Certes leur premier immeuble situé au 83 de l'avenue Anatole France n'est pas signé par Masson, mais les deux immeubles de la rue du Maréchal Oudinot laissèrent une impression plus forte au point que Cortellini les copia. Masson lui mit-il aussi le pied à l'étrier pour les pratiques immobilières et spéculatives ? On peut en faire l'hypothèse.

## **2. Poirel, Heymes, Voltan et Munier : l'initiation aux affaires, avec l'aide de Masson ? (cat. 16, 17, 21, 22, 26 et 27)**

Comment un maître d'ouvrage en vient peu à peu à se tourner vers l'investissement immobilier, c'est ce que nous raconte l'histoire des commandes de ces quatre clients de Masson. Et l'histoire de chacun est particulière, le premier osant un changement de projet, le second frôlant l'échec, le troisième s'y enlisant et le quatrième s'appliquant méthodiquement à réussir. Faut-il rappeler que le contexte était favorable ? Si le début des années 1920 avait été difficile

---

<sup>663</sup>. AM Nancy, 668 W 195 : Santé et environnement

<sup>664</sup>. AM Nancy, 668 W 202 : Santé et environnement

pour la France, la croissance économique, avec l'établissement du franc Poincaré en 1926, s'accéléra. Les prix de l'immobilier, encouragé directement ou indirectement par la loi Loucheur en 1928, repartirent à la hausse et bientôt entrèrent dans un cycle de spéculation. Bien des clients de Masson y furent sensibles, et Masson le premier. Il acheta plusieurs terrains à Saurupt et les revendit rapidement à bon prix. Sur les six maisons – car il s'agit initialement de maisons et non d'immeubles – commandées à Masson et dont il sera question dans ce paragraphe, cinq furent bâties sur des parcelles préalablement acquises auprès de Masson. Tant et si bien qu'on en vient à se demander quel rôle joua Masson dans l'initiation de ses clients aux jeux de la spéculation immobilière.

## **2.1. Edmond Poirel, de la maison personnelle à la maison de rapport (cat. n°16)**

L'étude de ce commanditaire aurait pu figurer dans la partie précédente puisque l'objectif initial du commanditaire était visiblement de se faire bâtir une maison à Saurupt. Mais, comme d'autres, on le verra, il changea d'avis en cours de projet.

Edmond Poirel est né à Dieulouard (T.2, p. 159 : A.G de la famille Poirel), bourg situé au sud de Pont-à-Mousson, dans une famille de vigneron et d'agriculteurs bien intégrée dans la commune depuis plusieurs générations<sup>665</sup>. Ses aïeux et parents en étaient des notables. Ainsi Nicolas, son arrière-grand-père vigneron, exerça les fonctions de maire. Céleste, le père du commanditaire, était devenu négociant, sans doute en vin, et fut adjoint au maire. Le 25 novembre 1874 à Jezainville, commune proche de Dieulouard, Céleste épousa Constance Rollet<sup>666</sup>, également issue d'une famille vigneronne<sup>667</sup>. De cette union naquirent six enfants<sup>668</sup> ; Edmond, le cinquième, vit le jour le 7 avril 1883<sup>669</sup>. Quand Céleste Poirel mourut le 30 janvier 1894, une colonne de l'*Est Républicain* en date du 6 février fut consacrée à lui rendre hommage<sup>670</sup>. Sa femme mourut à son tour en 1904, son acte de décès la déclarant négociante<sup>671</sup>.

---

<sup>665</sup>. AD 54, 5 Mi 156/R6 : N (1793-1855) Dieulouard

<sup>666</sup>. AD 54, 2 E 277/5 : M (1873-1932) Jezainville

<sup>667</sup>. AD 54, 2 Mi 277/R4 : N (1793-1872) Jezainville

<sup>668</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 156/R1 : N (1873-1882) Dieulouard

<sup>669</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 156/R1 : N (1883-1894) Dieulouard

<sup>670</sup>. « Chronique de l'Est – Dieulouard », in *L'Est Républicain* le 6 février 1894

<sup>671</sup>. AD 54, 2 E 156/13 : D (1904) Dieulouard

Edmond Poirel était boucher-charcutier à Malzéville<sup>672</sup>, quand il épousa le 27 février 1911, Céline Humbert à Pont-à-Mousson où elle était née le 15 janvier 1888<sup>673</sup>. Elle aussi était la fille d'un négociant, Léon Joseph Humbert, et de Margueritte Franckauser<sup>674</sup>. Six mois après le mariage, le 23 août 1911, les époux Poirel déménagèrent à Nancy dans un appartement situé au 3<sup>ème</sup> étage du n°42 de la rue Jean-Lamour dont le loyer est de 425 francs<sup>675</sup>. Entre temps, la profession d'Edmond avait radicalement changé et de charcutier, il était devenu agent immobilier<sup>676</sup>. Dans le registre de population de 1926, son adresse professionnelle était située au n°33 rue Saint-Dizier<sup>677</sup>. Les publicités qu'il faisait passer dans les journaux de temps en temps (fig. 131) permettent d'identifier clairement le type de biens immobiliers qu'il vendait et le profil social de ses clients : de grandes propriétés munies nombreux de pièces, d'un immense jardin et d'un garage, destinées bien certainement à des gens très aisées. Le prix variait entre 30 000 et 115 000 francs. C'est sans doute son intérêt pour ces catégories immobilières et sociales qui l'incita à s'adresser à Masson, lui qui était en train d'ériger de grandes villas à Saurupt. Sans enfant, et malgré la réalisation de la maison par Charles Masson, il continua à habiter rue Jean-Lamour puis il déménagea en 1934 au n°15 de la rue Grandville. Edmond Poirel décéda le 29 novembre 1940 à l'âge de 57 ans ; sa femme lui survécut jusqu'en 1972 à Nancy, elle avait alors 84 ans<sup>678</sup>.

Edmond Poirel fit donc appel à Masson pour construire une maison située au n°15, rue du Général Clinchant dans le parc de Saurupt (cat. n°16). Il faut noter, comme on l'a déjà vu, que le terrain sur lequel la maison devait être bâtie, lui fut vendu par Masson : c'était une parcelle de 185 m<sup>2</sup> d'un terrain de 536 m<sup>2</sup> (section C numéro 630p du cadastre) que l'architecte avait acheté à la ville de Nancy le 2 juin 1925 et dont il avait vendu une première partie à Job. L'élaboration de la maison Poirel se fit en deux temps et montre très certainement une rupture dans les intentions de son commanditaire. Masson mit au point un premier projet, non exécuté, puis un second se fixant un objectif tout à fait différent et augmenté tant en plan qu'en élévation, la superficie passant de 67 m<sup>2</sup> à 80 m<sup>2</sup> et la demeure gagnant un étage. Cependant, le premier projet laissa des traces dans le suivant.

---

<sup>672</sup>. AD 54, 6 M 33/338-3 : Registre de population à Malzéville (1906-1931). Auparavant il exerçait sa profession à Pont-à-Mousson.

<sup>673</sup>. AD 54, 2 E 430/89 : M (1911) Pont-à-Mousson

<sup>674</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 430/R5 : N (1884-1891) Pont-à-Mousson

<sup>675</sup>. AM Nancy, 1 F 2401 : Registre de population à Nancy (1925)

<sup>676</sup>. AM Nancy, BA 14/19 : Annuaire de la Meurthe et Moselle (1935)

<sup>677</sup>. AM Nancy, 1 F 2441 : Registre de population à Nancy (1926)

<sup>678</sup>. AM Nancy, 1 F 2810 : Feuille de ménage (1930-1980)

Le premier projet date du 30 juillet 1925<sup>679</sup>. Il s'agit d'une demeure destinée à la résidence du commanditaire, ce qui aurait entraîné son étude dans la partie précédente. Elle compte deux travées avec deux étages carrés et introduit deux nouveaux paramètres de confort par rapport aux petites maisons précédentes : un garage accolé contre le mur de la travée gauche et une salle de bain. Du point de vue de la façade, on peut repérer l'influence de la maison Goint et un modèle pour la maison Martelin. Le 20 août 1925, Poirel déposa une demande d'autorisation des travaux<sup>680</sup>.

Mais finalement et assez brusquement, Edmond Poirel changea d'avis : il abandonna ce projet de villa personnelle pour un autre d'habitat locatif. Il demanda à Masson de modifier ses plans en conséquence. Ainsi le 15 juin 1926 Masson réalisa un second projet qui porte le titre d'« immeuble »<sup>681</sup>. Il s'agit en fait d'une maison toujours à deux étages carrés, intégrant un garage et un étage de comble mais comptant trois travées et non plus deux (fig. 132). La distribution du rez-de-chaussée et du 1<sup>er</sup> étage est identique : au total deux appartements identiques dotés chacun d'une cuisine et d'une chambre avec une salle de bains, donnant vers le jardin, d'un bureau et d'une salle à manger communiquant entre eux et tournés sur la rue. L'étage de comble est vraisemblablement destiné à la domesticité. Ce projet est conçu pour recevoir deux ménages, ce qui correspond bien à l'intitulé du plan alors que le premier plan était sans doute conçu comme une résidence personnelle pour Edmond Poirel. Celui-ci changea donc d'avis et souhaitait dorénavant profiter d'un « immeuble » de rapport, ce qui entraîna la demande auprès de Masson de ces deux projets successifs et différents. Les raisons de ce changement sont faciles à identifier : la villa à Saurupt projetée initialement en juillet 1925 témoignait du désir de Poirel d'illustrer sa réussite professionnelle et sociale ; la commande en juin 1926 du petit immeuble de rapport témoigne-t-elle d'une relance de son activité d'agent immobilier qu'il exerçait déjà avant la guerre ? Poirel voyait grimper les prix de l'immobilier et voulait profiter de ce climat financier propice à un enrichissement rapide au point de changer radicalement de métier.

Ce qui est confirmée par la vente, à peine deux années plus tard, de ce petit « immeuble » par les époux Camus, originaires de Metz, qui en prirent possession le 5 septembre 1928<sup>682</sup>. Il faut noter que pendant la mise au point des projets, de 1925 à 1927, Edmond Poirel, s'il changea complètement de projet, ne changea pas d'architecte : c'est une preuve des relations de

---

<sup>679</sup>. AM Nancy, 668 W 108 : Santé et Urbanisme – plan d'édifice

<sup>680</sup>. AM Nancy, 1 O 1309 : Permis de construire

<sup>681</sup>. AM Nancy, 668 W 108 : *op. cit.*

<sup>682</sup>. AM Nancy, 1 F 2501 : Registre de population à Nancy (1928)

confiance réciproques et durables entre les deux hommes qui s'étaient établies dès l'achat du terrain. À l'exemple de Masson, Poirel devint un investisseur. Dans ce cas on peut se demander si Masson ne joua pas un rôle dans le changement de projet de Poirel.

## **2.2. Joseph Heymes, une commande pour spéculer ? (cat. n° 22)**

Située au n°14 de la rue Jacquot-de-France à Laxou cette demeure appartient, comme la villa Wasels dont l'implantation est très proche, à l'ancien site des Charmettes Stanislas<sup>683</sup>. Le terrain, propriété de Samuel Weiller, négociant, a été acquis le 24 juillet 1926 par Charles Masson, au prix de 27 000 francs dont il paya la moitié lors d'acquisition, selon les usages d'alors<sup>684</sup>. L'architecte comptait-il construire une demeure qu'il aurait revendue ? Ou bien réalisait-il une simple spéculation foncière comme il le faisait au Parc de Saurupt ?<sup>685</sup> Nous penchons pour cette seconde hypothèse. En effet le 31 octobre 1928, Masson régla le solde de l'achat et revendit à Joseph et Marguerite Heymes – des frère et sœur – une partie du terrain d'environ 251m<sup>2</sup> pour le prix de 14 500 francs. Il est difficile de connaître le niveau de fortune des acquéreurs mais visiblement les Heymes n'avaient pas de problème financier puisque le dossier notarial indique que « les acquéreurs ont payé comptant, en bonnes espèces de monnaie ayant cours en France » (fig. 133).

Mais les Heymes revendirent, en décembre 1929, la maison en cours de construction ce qui ne peut que susciter des questions. Était-ce pure spéculation ? Ou bien agissaient-ils par obligation professionnelle ? Ou par manque de moyen ? Qui sont donc ces commanditaires pressés ?

Marguerite et Joseph Heymes, sœur et frère, sont nés respectivement le 2 juin 1900 et le 22 septembre 1904 à Sarralbe en Moselle (T.2, p. 160 : A.G de la famille Heymes). Leur père André Heymes, marchand de chaussures, décéda le 6 avril 1919 à Sarralbe<sup>686</sup>. Le 27 mars 1928, sa veuve, née Célestine Weissembach<sup>687</sup>, et les deux enfants vinrent s'installer à Nancy au n°34

---

<sup>683</sup>. Le site Charmettes Stanislas se situe à Laxou, au lieudit Sainte-Anne. Le premier lotissement fut lancé en 1910, selon le plan de l'architecte Alexandre Mienville. Puis, 16 lots provenant de la liquidation judiciaire de Samuel Weiller ont été mis en vente à partir du mois de juin 1923 par l'étude de Me. Larmoyer, notaire à Nancy. Voir l'ICE en date du 3 juin et du 17 juin 1923.

<sup>684</sup>. Le dossier notarial pour la maison sis au n°14 rue Jacquot-Defrance à Laxou est conservé chez le propriétaire actuel, Monsieur Georges Kisfaludi.

<sup>685</sup>. Masson a acheté plusieurs terrains des années 1920 au parc de Saurupt. La plupart des terrains sont divisés en plusieurs morceaux sur lesquels Masson réalisa des maisons pour ses commanditaires. Mais, certains sont revendus à quelqu'un. Les deux angles de la rue Lieutenant Henri Crépin sont les exemples. Voir aussi la partie biographie Masson.

<sup>686</sup>. AD 57, 9 NUM/8 E 631/2 : T.D (1873-1952) Sarralbe

<sup>687</sup>. AD 57, 7 E 631/21 et 7 E 631/22 : N (1898-1902, 1903-1906) Sarralbe

rue Charles Martel. Le logement, situé au 1<sup>er</sup> étage, était loué 4500 francs par Joseph Heymes alors représentant de commerce, sa mère et sa sœur, étant sans activité professionnelle<sup>688</sup>.

Peu de temps après son arrivée à Nancy, Joseph Heymes adhéra à l'Automobile Club Lorrain<sup>689</sup>. Le montant conséquent du loyer et de l'adhésion à l'A.C.L. sont les signes, alors qu'il n'était âgé que de 24 ans, d'une réelle aisance financière<sup>690</sup>, ce que confirme l'achat d'une petite maison située au n°42 rue du Chemin Blanc, en plus du terrain des Charmettes Stanislas<sup>691</sup>. Cette situation n'est certainement pas sans rapport avec l'évolution professionnelle rapide de Joseph Heymes et qui n'est pas sans rappeler celle d'Edmond Poirel. En effet de représentant de commerce à son arrivée à Nancy, il devint un an plus tard employé de banque, comme l'affirme le dossier notarial enregistré à l'occasion de la vente de la maison. Le registre de population de Nancy de 1929 diffère un peu en le disant « arbitragiste ». L'un et l'autre terme désignent un individu œuvrant dans le secteur financier et connaissant bien l'investissement immobilier ou boursier très couru pendant l'expansion des Années folles.

La construction de la maison fut confiée à Charles Masson. Bien qu'inachevée elle fut vendue, le 16 décembre 1929, à Edmond Heryngfet, fabricant de calorifuges. Le dossier notarial confirme que la demeure était 'en cours de construction' et indique qu'elle fut cédée pour 125 000 francs. La matrice cadastrale confirme qu'en 1930, il s'agissait bien d'une construction nouvelle<sup>692</sup>. Le recensement de la population de Laxou de 1931 mentionne qu'alors la maison était occupée par les quatre membres de la famille Heryngfet<sup>693</sup>. Quant à la famille Heymes, elle quitta Nancy le 1<sup>er</sup> avril 1931 pour Clichy-sur-Seine dans la région parisienne. Leur séjour nancéien fut donc bref et tout se passe comme si Joseph Heymes en avait profité pour tenter d'améliorer l'aisance financière de sa famille.

En effet la vente prématurée de cette demeure introduit une interrogation sur la commande et le métier de commanditaire dans le secteur financier renforce le soupçon. On a noté que 1929 fut pour les Heymes une année de grandes dépenses avec l'acquisition de la maison du Chemin Blanc et du terrain à bâtir des Charmettes, puis le lancement des travaux de la maison érigée sur celui-ci. Cette accumulation témoigne à coup sûr d'un investissement à visée spéculative. Par ailleurs les revenus de Joseph étaient-ils suffisants pour engager pareilles dépenses ? Sa mère n'y aurait-elle pas aussi risqué sa propre fortune, et même pour une part

---

<sup>688</sup>. AM Nancy, 1 F 2500 : Registre de population à Nancy (1928)

<sup>689</sup>. 'Automobile-Club Lorrain' in *L'Est Républicain* le 18 juin 1928

<sup>690</sup>. SICARD-LENATTIER Hélène, *L'Age d'Or de l'automobile en Lorraine 1890-1975*, Nancy : Editions Place Stanislas, pp. 79-125

<sup>691</sup>. AM Nancy, 1 F 2549 : Registre de population à Nancy (1929)

<sup>692</sup>. AD 54, 3 P 303/14 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Laxou

<sup>693</sup>. AD 54, 6 M 33/302/2 : Recensement de population à Laxou (1931)



essentielle de l'investissement ? Enfin pourquoi la maison fut-elle vendue avant la fin des travaux ? Le parcours professionnel de ce jeune commanditaire incite à supposer une trop grande ambition et la mauvaise gestion d'une fortune insuffisante.

Cette demeure très proche dans son gabarit de la deuxième maison Munier (cat. n° 21) réutilise des formes de la maison Martelin (cat. n°10). Toutefois le porche, à nouveau en demi-hors-œuvre, est totalement novateur : il est précédé d'une vaste pergola dont les poutres perpendiculaires à la façade couvrent le perron et s'ouvre sur l'extérieur par une grande baie couverte par un arc polygonal. La porte d'accès et ses petites baies latérales forment une serlienne. Une autre innovation réside dans la présence de ressauts dans les piédroits de la vaste loggia qui s'ouvre sur la terrasse de l'oriel (fig. 134). Cette demeure annonce les maisons à travée de loggias superposées (cat. nos° 24 et 25), comme les maisons Mathieu et Voltan qui présentent des façades à 3 étages dont un de comble avec loggia. Il semble bien que Masson expérimentait différentes expressions de son style dans plusieurs demeures.

### **2.3. Dominique Voltan, un maçon trop ambitieux (cat. n°24)**

Les péripéties d'une maison voulue comme une villa et s'avérant une ambition trop grande se répète avec celle de Dominique Voltan, mais la personnalité et l'histoire de celui-ci sont tout à fait différentes. Dominique Voltan, comme Cortellini et Albertinetti, était italien et comme eux il fut à la fois commanditaire et entrepreneur. Charles Masson conçut pour lui sa propre maison et le fit travailler sur deux autres chantiers (fig. 135). Mais leur collaboration ne dura que deux années, 1928 et 1929.

Dominique Joseph Voltan naquit le 22 septembre 1897 à Piove di sacco, une petite commune de la province de Padoue. Il était le fils de Vincenzo Voltan, cultivateur, et de Merina Scalabrini (T.2, p. 161 : A.G de la famille Voltan). Il avait un frère plus jeune, Eugène, né en 1899 aussi en Italie, qui devint son collaborateur. On ignore à quelle date Dominique Voltan arriva en France. En revanche on sait qu'avant son installation à Nancy le 1<sup>er</sup> septembre 1925, il résidait à Bois-Colombes en région parisienne et y épousa Marie Elbel le 27 décembre 1924<sup>694</sup>. Le parcours particulier de cette femme qui joua un rôle déterminant dans la carrière de Voltan et la commande de la maison en question, mérite qu'on s'y arrête quelques instants.

Marie Elbel naquit à Soultz-les-Bains dans le Bas-Rhin le 7 juin 1880<sup>695</sup>. Le 11 mars 1902, après avoir quitté son village natal pour Paris, elle y accoucha d'un fils, enfant naturel à

---

<sup>694</sup>. AM Bois-Colombes, non côté : M (1924) Bois-Colombes

<sup>695</sup>. AD 67, 4 E 473/3 : N (1880) Soultz-les-Bains. Ses parents étaient Joseph Elbel, marin, et Catherine Nett.

qui elle donna son patronyme<sup>696</sup>. Dix ans plus tard, le 30 avril 1912, elle se maria avec André François Bardy, chauffeur, qui reconnut l'enfant<sup>697</sup> mais qui fut tué au tout début de la Grande Guerre, le 31 août 1914<sup>698</sup>. La paix revenue, toujours veuve, Marie Elbel s'installa à Nancy le 1<sup>er</sup> décembre 1921, avec son fils âgé de 20 ans et aussi avec son frère<sup>699</sup>. Il faut noter que si elle n'exerçait plus aucun métier<sup>700</sup>, elle était propriétaire de son logement ; son fils était mécanicien<sup>701</sup>. En 1924 donc, elle épousait Dominique Voltan, « technicien en maçonnerie »<sup>702</sup> et de 17 ans son cadet. De retour à Nancy le 1<sup>er</sup> septembre 1925, le couple s'installa, comme locataire, au n°49 chemin de Liverdun puis au n°52 rue de Toul, actuellement avenue de la Libération<sup>703</sup>. Peu après, en 1927, pensant sans doute profiter aussi de l'effervescence économique et immobilière, Dominique Voltan se lança comme entrepreneur en maçonnerie ; il fit paraître des annonces dans *L'Est Républicain* en quête de « maçons et manœuvres très capables, bien rétribués »<sup>704</sup>. C'est ainsi qu'il œuvra avec Masson pour les chantiers des maisons Heymes à Laxou (cat. n°22) dont il vient d'être question, et Mathieu à Monbois (cat. 24) qui a été étudiée précédemment, et bien sûr de sa propre maison à Saurupt.

Sans que l'on sache si son intention était d'y habiter ou de faire une opération spéculative, Dominique Voltan chargea, le 24 novembre 1928, Charles Masson de dresser les plans d'une grosse maison située au n°40 rue des Brice à Saurupt (cat. n°24) sur un terrain de 383 m<sup>2</sup><sup>705</sup>. Le 8 décembre 1928, Voltan demanda l'autorisation de travaux<sup>706</sup>. La matrice cadastrale des propriétés bâties confirme, en 1929 qu'il s'agissait bien d'une construction nouvelle<sup>707</sup>. Construite sur un terrain qui aurait pu accueillir une villa, cette demeure a le développement frontal d'un édifice mitoyen. Sa distribution est très proche des maisons projetées en 1928 pour Paul Munier (cat. n°21), Joseph Heymes (cat. n°22) et Mathieu (cat. n°25). La structure en béton armé permet, à nouveau, de très nombreux décrochements. Chacun des quatre étages d'habitation est en retrait l'un sur l'autre et chaque baie est couverte d'un arc

---

<sup>696</sup>. Archives Paris, 4 E 10637 : Acte de naissance à Paris (19<sup>ème</sup> arrondissement en 1902)

<sup>697</sup>. Archives de la mairie du 17<sup>ème</sup> arrondissement de Paris : Acte de mariage à Paris (1912)

<sup>698</sup>. Site Mémoire des Hommes, Base des Morts pour la France de la Première Guerre Mondiale : Bardy André François

[http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/client/mdh/base\\_morts\\_pour\\_la\\_france\\_premiere\\_guerre/resus\\_rech.php](http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/client/mdh/base_morts_pour_la_france_premiere_guerre/resus_rech.php)

<sup>699</sup>. AM Nancy, 1 F 2286 : Registre population à Nancy (1922)

<sup>700</sup>. Au moins pendant dix ans, elle avait été femme de ménage. C'est ce que mentionnent l'acte de naissance de son fils en 1902 et celui de son mariage en 1912.

<sup>701</sup>. AM Nancy, 1 F 2360 : Registre population à Nancy (1924)

<sup>702</sup>. AM Bois-Colombes, non côté : Acte de mariage à Bois-Colombes (1924). Un contrat de mariage fut signé.

<sup>703</sup>. AM Nancy, 1 F 2555 : Registre de population à Nancy (1929)

<sup>704</sup>. *L'Est Républicain* du 30 novembre 1928

<sup>705</sup>. AM Nancy, 34 W 13 : Urbanisme – vente de terrain. Précédemment le terrain était propriété de Valérie Fischer.

<sup>706</sup>. AM Nancy, 1 O 1319 : Permis de construire à Nancy (1928)

<sup>707</sup>. AD 57, 3 P 394/25 : Registre Matricule des propriétés bâties à Nancy.

polygonal. L'étage de soubassement, pour la première fois, est intégré dans l'élévation. Une seule fenêtre conventionnelle est celle située au premier étage de la travée droite. Du point de vue de l'aménagement intérieur, l'absence de plan pour les maisons Munier, Heymes et Mathieu rend impossible les comparaisons. Mais la villa Mairot (cat. n°36) dont les plans ont été dressés en 1931 s'apparente beaucoup à la maison de Voltan, qui d'ailleurs dans *Batimod* est définie elle aussi comme une villa. Ainsi au rez-de-chaussée, on y retrouve la même enfilade salon-salle à manger prolongée en façade par un oriel et à l'arrière par une terrasse. La travée « technique » déploie les mêmes rythmes pour l'entrée avec le perron, le solarium et le hall d'où part l'escalier. Quant à la cuisine, elle est bien celle d'une famille sans domestique et où la maîtresse de maison peut directement accéder depuis le hall. Le garage absent dans la villa Mairot apparaît ici, signe de la modernité de la maison.

Mais Voltan n'habita jamais cette demeure. En effet si tôt achevée, il mit en vente la maison, comme l'attestent des publicités parues dans le journal de mars à mai 1929. Elle fut alors achetée par Théodore Dudenhoffer, industriel. Et Voltan déménagea alors à Essey-lès-Nancy à la fin du mois de mars 1930<sup>708</sup>.

Pourquoi ce renoncement ? D'abord il est vraisemblable que le financement de cette demeure ait été assuré par Marie Voltan car elle bénéficiait de l'héritage de son précédent mari et de sa pension de veuve de guerre<sup>709</sup> et que de son côté, Dominique Voltan ne pouvait encore tirer des profits de son entreprise débutante. Surtout cette dernière fut rapidement déclarée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Nancy dans un jugement du 2 décembre 1929<sup>710</sup>. Les meubles et objets mobiliers de Voltan furent mis en vente aux enchères publiques le 19 février 1930 (fig. 136). Et l'entreprise Voltan fut mise en faillite le 1<sup>er</sup> août 1930.

Après sa mise en faillite, selon la loi, Dominique Voltan ne pouvait continuer à travailler qu'à condition d'avoir payé ses dettes. Ne le pouvant, il fit venir d'Italie son frère Eugène qui créa une nouvelle société de maçonnerie intitulée « La Société Dominique et Eugène Voltan », spécialisée en « travaux d'art, Monuments funéraires, moulages en ciment [...] » et dont l'adresse était au 34, avenue Foch à Essey-lès-Nancy (fig. 137)<sup>711</sup>. Mais cette nouvelle entreprise fut mise en faillite à son tour le 25 mai 1935.

La crise ne s'arrêta pas là, ainsi que l'atteste un article paru dans *L'Est Républicain* le 13 décembre 1935. Cette seconde faillite entraîna des drames successifs. D'abord Dominique

---

<sup>708</sup>. AM Nancy, 1 F 2555, *op. cit.*

<sup>709</sup>. CONTAMINE DE LATOUR J. Patrice, *Les droits des veuves de guerre, des femmes de mobilisés et de démobilisés*, Paris : Picard, non daté, pp. 14-16.

<sup>710</sup>. AM Nancy, 6 U 2/898, *op. cit.* Le registre de population de 1929 déclare aussi Voltan en faillite.

<sup>711</sup>. Bien des annonces parues dans les journaux des années 1930 attestent de l'activité de l'entreprise.

Voltan, parti pour chercher du travail, laissa longtemps sa femme sans nouvelle. Puis à son retour, alors que la situation était toujours intolérable, l'épouse d'Eugène Voltan, lors d'une vive discussion dans l'atelier, tira deux coups de revolver sur son beau-frère, sans le blesser cependant. La meurtrière fut arrêtée, les affaires aussi. Et depuis cette date, on ne trouve plus trace de Dominique Voltan à Nancy.

Les motifs de collaboration entre Dominique Voltan et Masson sont évidents : tous deux appartenaient aux métiers du bâtiment. Et travailler avec des entrepreneurs italiens était chose courante tant ces derniers étaient alors nombreux. Masson avait déjà expérimenté ce genre de collaboration avec Cortellini et Albertinetti, et plus tard, avec Paul Andréoli. Mais il semble bien que cette coopération n'ait pas été sans problème. En effet le jugement du tribunal de commerce de Nancy daté le 2 décembre 1929 par lequel Voltan fut « admis au bénéfice de la liquidation judiciaire » s'appuie sur un bilan actif-passif daté du 30 novembre où il est précisé, dans une rubrique 'actif litigieux', qu'une somme de 5000 francs « serait à récupérer chez M. Masson, architecte ». Mais on ne sait pas comment s'acheva cette affaire (fig. 138).

#### **2.4. Paul Munier, ou comment un professeur de musique devint promoteur au parc de Saurupt**

L'histoire de ce professeur de musique qui, tout en se maintenant dans les « hautes sphères spirituelles » de son art, s'adonna avec une ardeur grandissante aux joies de l'investissement immobilier est tout à fait étonnante. L'association de ces deux passions paraît incongrue mais le profil personnel et social de Paul Munier s'y prête aisément. Né dans le milieu artisanal, il se haussa au-dessus de sa condition de trois façons : en devenant professeur de musique, en faisant un beau mariage et en s'enrichissant grâce à ses investissements immobiliers, peut-être avec les conseils de Masson.

Les ancêtres de Paul Munier étaient originaires de Mont-sur-Meurthe, un village proche de Lunéville, et appartenaient aux métiers de la chapellerie et de la couture. Chapelier, son père, Augustin Munier, né le 28 août 1812, l'était. Un de ses trois frères le fut aussi. Ces choix professionnels furent sans doute influencés par le métier de couturière de Anne Verdun, sa grand-mère, alors que Jean-Baptiste Munier, son grand père, était cultivateur<sup>712</sup> (T.2, p. 162 : A.G de la famille Munier).

---

<sup>712</sup>. AD 54, 5 Mi 374/R 2 : N (1812) Mont-sur-Meurthe

Le 9 mai 1835, à l'âge de 22 ans, Augustin Munier vint s'installer à Nancy, au n° 39, de la rue Saint-Nicolas, à l'occasion de son mariage avec Elisabeth Liégey<sup>713</sup>, née en 1815. Là encore bien que quittant la campagne, Augustin restait dans le même milieu professionnel puisque parmi les quatre frères de sa jeune épouse, l'un était tailleur et un autre chapelier, en revanche son beau-père – un peu comme son propre père – fut boulanger puis marchand de farine.

Cette union restait sans enfant quand en 1860, sa femme décéda dans sa 44<sup>ème</sup> année<sup>714</sup>. Deux ans plus tard Augustin Munier se remaria avec Marie Gondolff, née à Pont-à-Mousson le 3 août 1837. Sa seconde épouse était aussi la fille d'un marchand-chapelier<sup>715</sup>. On peut noter que lors de ce second mariage, Augustin Munier était âgé de 50 ans soit près du double de sa nouvelle épouse. Sa situation financière était sans doute avantageuse, y compris dans le cadre de ce nouveau mariage. En effet, le registre de population signale qu'il était rentier et qu'il avait une femme de chambre à son service. De cette seconde union naquirent trois fils Joseph, Paul et Pierre, nés à Nancy respectivement en octobre 1866, juillet 1868 et mars 1872<sup>716</sup>.

#### **2.4.1. L'ascension sociale de Paul Munier**

Paul Munier, le benjamin de la fratrie et futur client de Masson, naquit à Nancy précisément le 29 juillet 1868<sup>717</sup>. Assez tôt il fut orphelin : il avait 15 ans quand sa mère mourut et 18 quand son père disparut à son tour en 1886<sup>718</sup>. En 1888 à l'occasion de son appel sous les drapeaux, il se déclarait professeur de musique à Longuyon, sans doute dans un établissement scolaire. Sa formation nous échappe totalement mais il est vraisemblable qu'il fit ses études musicales à l'École nationale de musique de Nancy qui était une succursale du Conservatoire de Paris. Dispensé de service militaire, il résida à Paris du 16 mars 1890 au 28 septembre 1891 sans que l'on sache ce qu'il y fit<sup>719</sup>. On peut supposer qu'il y compléta sa formation musicale tout en donnant des leçons de piano, son instrument de prédilection<sup>720</sup>. À ce jour nous n'avons pas trouvé de sources justifiant ces hypothèses<sup>721</sup>.

---

<sup>713</sup>. AD 54, 5 Mi 394/R 172 : M (1835) Nancy

<sup>714</sup>. AD 54, 5 Mi 394/R223 : D (1860) Nancy

<sup>715</sup>. AD 54, 2 Mi 430/R31 : N (1837) Pont-à-Mousson

<sup>716</sup>. AM Nancy, 1 F 993 : Registre de population de Nancy (1883)

<sup>717</sup>. AD 54, 5 Mi 394/ R158 : N (1868-1869) Nancy

<sup>718</sup>. AM Nancy, 2 Mi 616 : D (1886-1887) Nancy

<sup>719</sup>. AM Nancy, 1 F 2161 : Registre de population de Nancy (1914-1919)

<sup>720</sup>. AM Nancy, 1 BA 14/19 : Annuaire de Lorraine (1935)

<sup>721</sup>. Nous avons effectué une recherche pour découvrir les études de Paul Munier à Paris. D'abord, une demande de renseignement a été faite auprès de Conservatoire Nationale Supérieure de Musique et de Danse de Paris. Pourtant son nom n'apparaît pas dans les listes de lauréats du Conservatoire de Paris au XIX<sup>e</sup> siècle. L'autre recherche a été lancée aux Archives Nationales de France en consultant les registres d'inscription des élèves du

De retour à Nancy, il résidait au n° 10, quai Claude-de-Lorraine. Et le 10 août 1892, à l'âge de 24 ans, il épousait Marie Ravold<sup>722</sup>. Née à Gerbéviller le 6 avril 1862<sup>723</sup>, elle appartenait à un milieu en accord avec la profession de Paul : elle aussi était professeur de musique et Jean-Baptiste Ravold, son père, était sous-inspecteur de l'Assistance publique<sup>724</sup>. Grâce à ses efforts que confirmèrent son mariage, Paul Munier avait accédé à un milieu social bien supérieur à celui dont il était issu (fig. 139 et 140). Le 21 septembre 1914, au début de la guerre, alors qu'il était incorporé au 41<sup>e</sup> régiment d'infanterie territoriale<sup>725</sup>, son épouse mourut dans sa 51<sup>ème</sup> année sans lui laisser d'enfant<sup>726</sup>.

À peine 15 mois plus tard, le 8 décembre 1915, Paul Munier épousait, à Nancy, Renée Farail de dix-neuf ans sa cadette<sup>727</sup>. Sa nouvelle épouse, née à Angoulême le 13 septembre 1887, était la fille d'Albert Farail et de Cécile François et la troisième d'une fratrie de dix enfants<sup>728</sup>. Surtout ce mariage fut l'occasion d'une nouvelle étape dans l'ascension sociale de Paul Meunier : son beau-père était directeur de la compagnie Singer et avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur le 28 décembre 1889 en qualité de capitaine du 94<sup>e</sup> régiment territorial d'infanterie, puis promu officier de Légion d'honneur le 30 juillet 1916 en tant que chef de bataillon<sup>729</sup>. *Le journal de la Meurthe*, en date du 8 août 1916, lui consacra une colonne.

Libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918, Paul Munier fit alors paraître une petite annonce dans *L'Est Républicain* : « M. Paul Munier, professeur de musique, 125 rue Saint-Dizier, informe ses élèves qu'il est de retour à Nancy ». Cet appel s'adressait à sa clientèle particulière car il avait retrouvé un poste d'enseignant, en tant que professeur de musique au lycée Henri-Poincaré de Nancy<sup>730</sup>. Son travail y fut suffisamment reconnu pour

---

Conservatoire sous les cotes AJ/37/355 et AJ/37/393 durant des années 1883-1891. AJ/37/107-108, 111, 113-114 : Tableau annuel des classes de la même période. Mais, nous n'avons trouvé aucune piste concernant Paul Munier.

<sup>722</sup>. AM Nancy, 2Mi 573 : M (1892) Nancy

<sup>723</sup>. AD 54, 5Mi-EC 220/R6 : N (1830-1869) Gerbéviller

<sup>724</sup>. Les inspecteurs de l'Assistance publique sont des fonctionnaires chargés de surveiller les enfants assistés. Il y a un inspecteur dans chaque préfecture à la tête du service des Enfants assistés. Ce dernier est secondé par un, deux ou trois sous-inspecteurs. Ce poste passe d'une fonction publique départementale à une fonction publique d'Etat. Voir l'article « Des inspecteurs des Enfants assistés aux inspecteurs de l'Assistance publique : la lente transformation d'un fonctionnaire local en un fonctionnaire d'Etat au XIX<sup>e</sup> siècle » par Virginie De Luca in *Revue française des Affaires sociales*, La Documentation française, 2001/n°4, pp.97-104. Il est aussi consultable sur le site : <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2001-4-page-97.htm>

<sup>725</sup>. 'Avis mortuaire' in *Journal de la Meurthe et des Vosges* le 17 octobre 1914

<sup>726</sup>. AD 54, 2 E 53/9 : D (1911-1917) Bayon

<sup>727</sup>. AM Nancy, 730 W30 : Acte de mariage à Nancy

<sup>728</sup>. AM Nancy, 1F 2149 51914-1919) : Registre de population à Nancy

<sup>729</sup>. Anonyme, Base de données Léonore consultée le 29 mai 2015 :

[http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore\\_fr?ACTION=RETOUR](http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore_fr?ACTION=RETOUR)

<sup>730</sup>. 'La promotion Violette : Officier d'Académie' in *L'Est Républicain* le 19 juillet 1932 : 'M. Munier, professeur de musique au lycée de Nancy'

qu'il reçût, en 1932, la décoration d'officier d'Académie<sup>731</sup>, équivalent des actuelles « Palmes académiques » (fig. 141).

Ses revenus assurés et tout en demeurant à la même adresse, Paul Munier fit appel à Charles Masson à trois reprises, en 1926, en 1928 puis en 1929. Ces trois commandes se situent toutes dans le Parc de Saurupt, rue du Lieutenant Henri Crépin et sont le signe de la fortune conséquente du commanditaire, vraisemblablement héritée de son père, enrichi dans la chapellerie et rentier dès l'âge de 50 ans, et sans doute aussi de la dote de ses deux épouses. Au début de la Seconde guerre mondiale, Paul Munier, sa femme et sa belle-mère quittèrent Nancy et se réfugièrent à Lagnieu dans le département de l'Ain<sup>732</sup>. Paul Munier y mourut le 23 septembre 1944 et son épouse retourna à Nancy en 1945.

#### **2.4.2. Une maison pour un professeur de musique, bientôt louée (cat. n° 17)**

Sa première commande, Paul Munier la concrétise sur une parcelle qui faisait partie initialement d'un terrain de 959 m<sup>2</sup> dont la Ville de Nancy avait la propriété et que Charles Masson lui avait achetée le 29 octobre 1925, au prix de 60 francs le mètre carré, puis qu'il avait divisée en trois lots qui correspondent aux n° 6, 8 et une partie du 10 de la rue du Lieutenant Henri Crépin. À peine quelques mois plus tard, à une date inconnue, Paul Munier fit l'acquisition auprès de Masson du lot correspondant au n°8, d'une surface de 360 m<sup>2</sup>. On peut soupçonner sans trop d'hésitation qu'en peu de temps, l'architecte a encore réalisé une plus-value intéressante et que c'est dans ce contexte de spéculation que les deux hommes ont fait connaissance.

Pour les plans de sa maison, Munier s'adressa tout naturellement à Masson qui en signa l'ensemble le 8 juillet 1926, celui des canalisations fut réalisé le même mois. Le 20 juillet suivant, Paul Munier déposa le permis de construire<sup>733</sup>. La façade porte la date de 1928 mais la matrice cadastrale indique que la demeure est occupée par un locataire en 1929<sup>734</sup>.

Que cette maison fut louée ne peut qu'étonner. En effet tout dans sa conception a été élaboré en fonction des exigences d'un professeur de musique. Ainsi elle est dotée d'une grande pièce, la plus importante de la demeure, mentionnée sur le plan comme étant la « salle de musique » ; Charles Masson prit soin d'en dessiner le décor néo-classique. Située au rez-de-chaussée, ouverte sur la rue, elle se distingue par un élégant ressaut segmentaire. Son accès est

---

<sup>731</sup>. AM Nancy, 1 BA/17 : Annuaire de Lorraine (1933)

<sup>732</sup>. AM Nancy, 1 F 2804 : Feuilles de Ménages (1932-1989)

<sup>733</sup>. AM Nancy, 1 O 1312 : Permis de construire

<sup>734</sup>. AD 54, 3 P 394/26 : Matrice cadastrale des propriétés bâties

au même niveau que celui de l'entrée sur laquelle elle s'ouvre alors que les autres pièces de l'habitation constituent un ensemble bien séparé auquel on accède après avoir monté trois marches. Il ne fait pas de doute que la salle de musique était bien destinée à recevoir du public ou des élèves. La grille de la porte de la clôture est décorée d'une clef de sol qui indique explicitement au passant la profession du commanditaire (fig. 142)<sup>735</sup>. La façade avec ses baies toutes différentes et son décor sculpté et moulé abondant sied bien à une maison d'artiste. Et pourtant, Paul Munier continua à habiter au n° 125 de la rue Saint-Dizier et loua cette maison qui visiblement avait été conçue pour lui, à la famille Crovisier, sans profession, originaire de Saint-Dié-des-Vosges.

Pourquoi n'a-t-il pas déménagé dans sa nouvelle demeure ? Refusa-t-il de quitter son ancienne maison bien mieux située pour accueillir ses élèves et plus proche du lycée Poincaré ? L'autre hypothèse est qu'il transforma son projet initial de résidence personnelle en objet d'investissement tout en restant propriétaire, ce qui lui laissait la possibilité d'y habiter s'il le souhaitait. Il est vraisemblable aussi que la location de sa maison au parc de Saurupt lui rapportait davantage que ce que lui coûtait son appartement en centre-ville. Quand et comment vint à l'esprit de Paul Munier l'idée de renoncer à occuper sa maison de Saurupt et de la louer ? Dit autrement, quand et comment lui vint l'idée de devenir investisseur ? On peut supposer que la fréquentation de Masson qui spéculait sur les terrains qu'il achetait et revendait rapidement n'y est pas étrangère, ce que semble confirmer le projet suivant édifié sur un terrain racheté encore une fois à l'architecte. Le montant de la location de la maison de Saurupt était-il si important qu'il pût l'inciter à financer une deuxième demeure ? Sans doute pas. Aussi doit-on imaginer l'arrivée d'un héritage qui lui permit se lancer dans cette nouvelle expérience.

#### **2.4.3. Une maison passe-partout mais efficace (cat. n° 21)**

Le deuxième projet se situe au n° 2 de la même rue toujours sur un terrain acquis par Charles Masson en 1925 auprès de la Ville de Nancy. Malheureusement on ne connaît ni la date à laquelle Paul Munier devint propriétaire d'une parcelle de 100 m<sup>2</sup>, ni les plans de la maison qui ne sont pas conservés aux archives communales. Le permis de construire fut déposé le 13 septembre 1928<sup>736</sup> et la même année l'architecte signa la façade mais ce n'est qu'en 1929 que le cadastre enregistra l'édifice. Il fut alors vendu à Eugène Beaudouin, sans profession. Il est donc vraisemblable que cette maison fut édifée alors même que le chantier de la précédente

---

<sup>735</sup>. Nous avons vu le même genre de l'emblème professionnel à la grille de la villa de Masson.

<sup>736</sup>. AM Nancy, 1 O 1319 : Permis de construire (1928)



s'achevait. L'année 1928 fut donc cruciale dans la vie du professeur de musique Paul Munier : c'est le moment où il se convertit à l'investissement immobilier, pensant certainement s'enrichir en profitant du boom de l'habitat domestique et de la bulle financière qui l'accompagnait.

Cette maison de 60 m<sup>2</sup> au sol est moitié moins grande que la précédente, mais dans *Batimod*, elle est bien désignée comme une villa. Elle semble reprendre les dispositions de la maison Martelin bâtie 4 ans auparavant et située au n° 3 de la rue du Général Clinchant (fig. 143). Mais malheureusement, faute de plans conservés, nous ne savons rien des dispositions intérieures. La lecture de sa façade incite à penser qu'elle comporte ainsi tous les éléments caractéristiques des demeures de Charles Masson : un étage de soubassement intégrant garage et caves (buanderie et chaufferie sans doute), un rez-de-chaussée réservé aux pièces de réception et deux étages destinés aux chambres, le premier d'entre eux étant un étage carré avec une salle de bains sur rue. L'oriel est très simple en revanche et pour la première fois Charles Masson utilise des arcs polygonaux. La lucarne-pignon est bien plus modeste que d'habitude, elle n'est pas débordante. Sa fenêtre est couverte d'un arc en mitre qui est un tracé nouveau chez notre architecte. Donc, bien que cette demeure fût de taille modeste, Charles Masson y introduisit des formes nouvelles, ce qui démontre, une nouvelle fois ses capacités d'innovation. Rapidement construite, l'architecte utilisa, à n'en pas douter, une structure en béton armé. Et rapidement vendue, cette maison était visiblement une bonne réponse à un commanditaire avec des revenus moyens qui souhaitait rapidement faire des bénéfices et réinvestir.

#### **2.4.4. Le « bouquet final » (cat. n° 27)**

La demeure précédente à peine achevée, Paul Munier, le 13 novembre 1929<sup>737</sup>, se porta acquéreur d'un terrain de plus de 400 m<sup>2</sup>, situé 15 rue du lieutenant Henri Crépin et appartenant à la ville de Nancy qu'il paya près de 37 000 francs<sup>738</sup>. Il faut noter que la parcelle s'insère au milieu d'autres presque similaires en taille qui venaient d'être achetées quelques mois auparavant par Léon Michelet, comme on le verra dans le chapitre suivant. Mais, deux semaines avant l'acquisition de cette parcelle, le 30 octobre 1929, Charles Masson avait dressé les plans d'une maison qui fut construite à cette même adresse (fig. 144). Paul Munier fut-il vraiment le commanditaire de cette maison ou adopta-t-il un projet conçu pour un autre ? Autre hypothèse, Paul Munier demanda à Charles Masson de concevoir une maison pour une parcelle qu'il prévoyait d'acheter. Dans l'histoire des réalisations de Masson, c'est un des très rares cas où la

---

<sup>737</sup>. AM Nancy, 34W57 : Urbanisme

<sup>738</sup>. AD 54, 3O 395/27 : Ventes de terrains au parc de Saurupt

réalisation de plan précède l'achat d'un terrain<sup>739</sup>, ce qui nous fait pencher pour la dernière hypothèse. Malheureusement seuls les dessins de la façade principale et une coupe transversale nous sont parvenus<sup>740</sup>. Comme en général l'architecte réalisait un projet en plusieurs mois, il est vraisemblable que cette maison a été conçue en liaison avec son commanditaire.

Munier demanda l'autorisation de construire le 3 mars 1930<sup>741</sup> et la maison était achevée en 1932<sup>742</sup>. Comme lors des projets précédents, Paul Munier ne changea pas ses habitudes : il continua à demeurer à la même adresse rue Saint-Dizier. Et tout en gardant la possession, il loua la nouvelle maison pour la somme annuelle de 15 000 francs. Plusieurs locataires se succédèrent avant que la maison ne fût acquise en 1943 par certain Marcel Fagnant, commerçant en bonneterie. Il y emménagea et y demeura jusqu'en 1978<sup>743</sup>. Paul Munier n'a donc jamais quitté sa résidence du centre-ville durant ses trois commandes auprès de Masson qui finalement visèrent toutes un objectif d'investissement et de rentabilité.

Charles Masson réalisait, avec cette commande, la deuxième maison d'un ensemble de quatre qui sont toutes mitoyennes et qui constituent une série remarquable, la première ainsi que les deux dernières ont été commandées par Léon Michelet et seront étudiées dans le chapitre suivant<sup>744</sup>. Conçues entre le 26 mars 1929 et le 6 mars 1930, elles adoptent toutes le même parti général et font montre d'un luxe certain, ne serait-ce que par le décor sculpté des façades. Sans conteste – et *Batimod* le confirme – ces maisons étaient considérées comme des villas (fig. 145). Elles comptent un rez-de-chaussée de service intégrant le garage et deux étages supérieurs avec – selon la coupe transversale – un vestibule « à l'italienne » dans œuvre et éclairé par un puits de lumière. Et les façades combinent axialité et symétrie des travées et jouent brillamment avec les avancées des orielles et les creux des loggias des étages supérieurs. La maison réalisée pour Paul Munier, à la différence des autres, n'a pas d'étage de combles, ce qui en a limité le coût. Mais la présence d'un garage démontre que la clientèle visée était aisée. Michelet était presque habitué, comme on le verra, à ce type de maison fastueuse, mais pour Munier, c'était vraiment un aboutissement.

Bien que son métier n'ait aucun lien avec le domaine de l'architecture, Paul Munier commanda donc trois maisons. Son parcours a des points communs avec celui de la famille

---

<sup>739</sup>. Nous avons relevé deux autres cas identiques : la maison Guillaume (cat. 2) et la maison Goint (cat. 6) et de la villa Mairot.

<sup>740</sup>. AM Nancy, 668W 183 : Urbanisme

<sup>741</sup>. AM Nancy, 1O 1322 : Permis de construire

<sup>742</sup>. AD 54, 3P 394/26 : Matrice Cadastre de Nancy

<sup>743</sup>. AM Nancy, 1 F 2581 : Registre de population (1930-1980)

<sup>744</sup>. L'ensemble de quatre maisons sur la rue du Lieutenant Henri Crépin ont été demandées par Léon Michelet (9-11-11bis) et par Munier (n°15). Chronologiquement, l'ordre de la construction des maisons est comme suivant : 9-15-11-11bis.

Michelet. Comme eux, il fit du parc de Saurupt son « terrain d'aventure » et c'est dans la rue du Lieutenant Henri Crépin qu'ils partagèrent les expériences résidentielles et formelles de Charles Masson. Toutefois Paul Munier resta un promoteur modeste qui participa, grâce la confiance qu'il accordait à l'architecte, à la promotion d'une architecture nouvelle. En avait-il la claire conscience ? Du moins savait-il qu'il appartenait à la catégorie des petits promoteurs dont le but était de faire fructifier rapidement leur bien et qu'il avait eu l'audace de se jeter dans l'effervescence immobilière des Années 1930, donnant par là une preuve matérielle de son ascension sociale.

## Conclusion

Dans ces neuf chantiers, le rôle de Masson vis-à-vis de ses commanditaires est loin de se réduire à celui de fournisseur de plans ou même de créateur de formes et d'espaces qui s'accorderaient avec leur statut et répondraient à leur désir. Certes aucune archive privée, aucune correspondance n'a été conservée des échanges qui ont certainement eu lieu entre les protagonistes de ces affaires mais on peut faire l'hypothèse qu'ils furent intenses et que Masson y joua un rôle moteur, voire essentiel : et d'abord celui d'initiateur aux arcanes de l'investissement immobilier. Et on peut être presque assuré que les liens qui se nouèrent entre l'architecte et ses commanditaires étaient antérieurs à la commande des plans qui les consacraient et les matérialisèrent.

Ainsi les trois premiers commanditaires appartenaient tous directement ou indirectement au domaine du bâtiment au sens plus large : Hautdidier, quincailler et fournisseur des ouvriers et des entrepreneurs du bâtiment, et bien sûr Cortellini et Albertinetti, tous deux entrepreneurs de travaux publics. Leurs contacts ont pu se nouer lors d'achat de matériel ou de chantiers précédents ou concomitants. Et même ne pourrait-on pas supposer que c'est Masson qui indiqua à Cortellini et Albertinetti le terrain à bâtir de la rue du Maréchal Oudinot, en bordure du Parc de Saurupt où il était totalement investi et dont il connaissait intimement l'histoire et les disponibilités ?

Cette hypothèse se transforme pour ainsi dire en certitude pour les commanditaires des six maisons à louer ou à vendre. En effet dans cinq cas sur six – donc exception faite de la dernière maison de Munier –, le terrain sur lequel s'inscrivit chacun de ces chantiers a été d'abord la propriété de Masson – principalement à Saurupt et aussi aux Charmettes Stanislas –

avant qu'il le revendit à Poirel, Heymes ou Munier. Masson avait donc un intérêt direct dans ces différentes affaires et il était le premier à spéculer sur l'achat et la revente de terrains ou de parcelles précédemment possédés par la Ville de Nancy, notamment à Saurupt. C'est donc sans doute Masson qui fit miroiter à ses acheteurs puis commanditaires les différents avantages que ces derniers pourraient tirer de la construction puis de la location ou de la vente des maisons construites. C'est sans doute lui qui fit changer d'avis Poirel et Munier dont l'intention première était de construire une maison qu'ils habiteraient. Percevant clairement le contexte favorable de l'expansion économique, financière et immobilière des Années folles, il partagea son expérience de spéculateur et contribua – sauf exception avec Dominique Voltan – à l'enrichissement de ses commanditaires et à faire d'eux des promoteurs immobiliers. La majorité se contenta d'un seul investissement mais Paul Munier se prit peu à peu au jeu et finalement fit bâtir trois villas et les revendit.

## Chapitre 2

### Michelet et Verry, une famille de promoteurs confirmés

Parmi les constructions de Charles Masson, près du quart du corpus étudié, soit treize édifices, sont des commandes provenant des trois membres d'une même famille (fig. 146 et 147) : Léon Michelet, sa fille Suzanne et Henry Verry, son beau-frère. À la différence des investisseurs précédents pour qui se lancer dans l'immobilier relevait davantage de l'essai que de l'expérience, Michelet et Verry n'étaient en la matière ni des néophytes ni d'innocents débutants. Ils y avaient déjà goûté avant guerre. Quand ils firent appel à Masson, leur pratique de l'investissement immobilier était réelle et ils avaient abandonné leurs métiers initiaux pour se vouer à la seule activité de promoteur, ce que ne fit aucun des investisseurs débutants du chapitre précédent.

Mais Verry et Michelet n'eurent pas la même relation avec Masson. Le premier passa commande auprès d'architectes différents, en effet sur les neuf édifices dont il fut le commanditaire, seuls trois furent réalisés par Masson (fig. 146). En revanche Léon Michelet et sa fille furent ses principaux clients et parmi les plus fidèles, comme l'atteste la longueur de leur fréquentation qui s'étendit sur douze ans, de 1926 à 1938, donc même après le départ de Masson de Nancy. À lui tout seul, Léon Michelet commanda huit édifices, qui se signalent pas seulement par leur nombre mais aussi par un type et une qualité tout à fait remarquables, voire exceptionnels. Cette fidélité est sans doute le signe de la bonne entente – voire sans doute de l'amitié – entre l'architecte et son commanditaire. C'est sans doute qu'elle était aussi fondée sur un intérêt commun pour le parc de Saurupt : ensemble ils y construisirent pas moins de sept villas, toutes, sauf une, destinées à la vente. Et c'est encore à Masson qu'il fit appel quand il se lança dans la construction d'immeubles. Mais concrètement comment cette relation entre l'architecte et son client se manifesta-t-elle et quels bâtiments engendra-t-elle ? Telle la question spécifique de ce chapitre.

#### 1. Henry Verry, de l'épicerie à l'immobilier.

Certes Henry Verry n'est pas le protagoniste central de ce chapitre consacré aux liens tissés entre la famille Michelet et Charles Masson et il n'a pas été un client fidèle, mais c'est lui qui le premier fit appel à l'architecte en lui commandant deux maisons côte-à-côte sur une

parcelle. C'est la raison pour laquelle, nous commençons ce chapitre par Henry Verry. Son beau-frère, Léon Michelet, entrepreneur du bâtiment, prit le relais et ainsi s'établit une relation de confiance de douze ans entre lui et l'architecte. L'histoire continua avec la génération suivante, Suzanne Michelet, la fille de Léon. Cependant on ne peut manquer de s'interroger sur le rôle respectif des deux beaux-frères : est-ce bien Verry qui découvrit Masson ? Est-ce lui qui, le premier, a choisi Masson comme maître d'œuvre ? Ou bien Michelet, par son statut d'entrepreneur, n'avait-il pas connaissance des architectes potentiels à Nancy et n'aurait-il pas recommandé Masson à Verry ? Dans ce cas, les demandes de Verry auraient servi de banc d'essai pour les appels à venir de Michelet.

### **1.1. Biographie de Henry Verry : de Wassy à Nancy**

L'évolution professionnelle de Henry Verry est singulière et rien dans ses origines ne laissait présumer un tel parcours. Originaire de Wassy (T.2, p. 163 : A.G de la famille Verry), un gros bourg de Haute-Marne<sup>745</sup> la famille Verry était modeste mais avait déjà connu une première ascension sociale au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet si le grand-père était manouvrier<sup>746</sup>, le père avait quitté la terre et était devenu commis greffier près du tribunal civil de Wassy<sup>747</sup>. Henry naquit le 25 juin 1880 et il avait un frère aîné, François Alexandre né le 18 novembre 1875 et une sœur cadette Octavie née le 24 octobre 1882<sup>748</sup>. Tous trois continuèrent à monter dans l'échelle sociale mais à des rythmes quelque peu différents. En effet l'aîné fit des études à l'Institut National Agronomique de Paris<sup>749</sup> et devint ingénieur agronome ; la sœur se maria en 1903 à Léon Michelet, alors conducteur de travaux. On notera aussi qu'un oncle exerçant le métier de maçon, a peut-être contribué à l'orientation professionnelle de Henry Verry qui, à cette époque, était employé de commerce et demeurait dans le bourg natal<sup>750</sup>.

La mort du père en 1904 provoqua une nouvelle rupture et un mouvement familial vers Nancy où était déjà installé Léon Michelet. La veuve y vint résider chez son gendre. Henry Verry les rejoignit à partir du mois de juin 1906<sup>751</sup>, avec l'intention sans doute de se marier car six mois plus tard, le 8 décembre 1906, il épousa Marie Thérèse Hess, née à Sommerviller, un

---

<sup>745</sup>. AD 52, 158 M 550 : recensements de population à Wassy (1881) : 3467 habitants

<sup>746</sup>. AD 52, E 17 : M (1833-1842) Wassy

<sup>747</sup>. AD 52, E 20 : N (1843-1852) Wassy

<sup>748</sup>. AD 52, E 29 : N (1873-1882) Wassy

<sup>749</sup>. AD 52, R 1349/01 : listes cantonales de tirage au sort, arrondissement de Wassy. Son diplôme permit à François Alexandre d'être recruté comme ingénieur agronome à la Direction de l'agriculture et du commerce à Tunis.

<sup>750</sup>. AD 52, R 1364/01 : listes cantonales de tirage au sort, arrondissement de Wassy

<sup>751</sup>. AM Nancy, 1 F 1638 : registre de population de Nancy (1906)

village à l'est de Nancy, et fille d'Auguste Hesse, ancien ouvrier des salins et de Marie-Thérèse Thomassin, désignés comme propriétaires dans l'acte de mariage<sup>752</sup>. Le couple logeait au 114, rue de Strasbourg et lui naquit une fille, Marie Louise Blanche<sup>753</sup> qui, par son mariage, connaîtra un destin original<sup>754</sup>. On note aussi dans le contrat de mariage que le métier de Verry est celui de « négociant », dans la suite de la compétence qu'il exerçait à Wassy : à Nancy il tint une grosse épicerie située aux n° 4 et 8 de la rue de Nabécor où il resta jusqu'en 1912.

À la fin de 1910 et au début de 1911, Henry Verry fit paraître plusieurs fois dans *L'Est Républicain*, une annonce pour louer l'appartement attenant à l'épicerie de la rue de Nabécor<sup>755</sup>. C'est le signe qu'il commençait à s'intéresser à l'immobilier, alors que ses revenus s'étaient sans doute confortablement renforcés depuis son installation à Nancy. Peu après le 11 juin 1911 puis le 5 août 1912<sup>756</sup>, il fit entreprendre deux petits immeubles, situés respectivement au 1 de la rue du docteur Liébault et au 35 de la rue de l'Abbé Grégoire (fig. 148). C'était des édifices simples et sans grand caractère, réalisés sans architecte, par l'entrepreneur Legrand<sup>757</sup>.

Entre 1912 et 1913, nouveau changement : il quitta la rue de Nabécor pour un immeuble situé dans un quartier en expansion, à l'angle de l'avenue Anatole-France et de la rue Verlaine, où il installa un nouveau magasin plus grand (fig. 149). Il y louait pour 2000 francs un logement et un rez-de-chaussée où il installa son épicerie<sup>758</sup>. Une publicité de *L'Est Républicain*, en date du 8 octobre 1913, annonce la création d'un nouveau rayon de charcuterie-salaison et la recherche de deux commis-épiciers et d'un livreur (fig. 150). Preuve d'abord que l'affaire marchait bien et signe sans doute qu'il était en train de changer de métier : ce recrutement était fait pour le seconder dans sa boutique. Pendant la Grande Guerre, les activités de Verry ne laissent pas de traces documentaires. Mais peu de temps après la fin du conflit, le 30 juillet 1919, il vendit son fonds de commerce aux époux Henri Fanet mais il conserva l'appartement où il résida jusqu'en 1941. Après cette vente, Verry est mentionné dans les recensements de population comme étant 'sans activité professionnelle'<sup>759</sup> ou parfois comme 'ancien épicier'<sup>760</sup>. Ainsi officiellement, au début des années 1920, il ne travaillait plus et devait très vraisemblablement vivre de la vente de son fonds de commerce et de la vente ou de la location

---

<sup>752</sup>. AD 54, 2 E 338/12 : M (1906) Malzéville

<sup>753</sup>. AM Nancy, 2 Mi 759 : N (1907) Nancy

<sup>754</sup>. Elle épousa à Nancy en 1944 André de Brousse marquis de Montpeyroux, militaire et résistant, puis membre de l'OAS dans les années 1960 pour la défense de l'Algérie française, puis aide-missionnaire au Zaïre (1969-1970) et enfin maire et conseiller général de Saint-Benoît-du-Sault dans l'Indre.

<sup>755</sup>. Voir les annonces in *L'Est Républicain*, le 31/12/1910, 01-02/01/1911

<sup>756</sup>. 'Autorisation des travaux' in *L'ICE* le 5 août 1912

<sup>757</sup>. AM Nancy, 668 W 1 : santé et environnement

<sup>758</sup>. AM Nancy, 1 F 2167 : registre de population à Nancy (1914-1919)

<sup>759</sup>. AD 54, 6 M 33 394 / 55 : recensements de population à Nancy (1921)

<sup>760</sup>. AM Nancy, 1 F 2391 : registre de population de Nancy (1925)

des appartements construits avant guerre. Sans doute avait-il atteint l'enviable position sociale de rentier, très valorisée avant guerre. Quoiqu'il en soit, il avait suffisamment de moyens pour se lancer, en 1925, dans une nouvelle aventure immobilière qui augmenterait ses nouveaux revenus de retraité.

## **1.2. Deux maisons de rapport mitoyennes (cat. n° 9 et 11) et une surélévation (cat. n°55)**

Nous ne connaissons pas les circonstances qui mirent Henry Verry en relation Charles Masson mais il ne fait pas de doute que les terrains libres du Parc de Saurupt constituaient un attrait évident pour les investisseurs. Charles Masson était déjà très présent sur ce territoire. Le prestige du lieu était tel qu'il séduisait la clientèle aisée. La construction, en cours, de la villa de Schacken (cat. n° 5), de la maison Goint (cat. n° 6) et, tout proches du parc, des immeubles Cortellini-Albertinetti (cat. n° 7 et 8) attirait forcément l'attention et aiguïait les appétits. Certes le coût du terrain était élevé, autour de 60 francs le mètre carré, mais la prise de risque pour Verry semblait limitée et le retour sur investissement garanti.

C'est sans aucun doute ce qui séduisit Verry qui vint vraisemblablement solliciter l'architecte déjà bien implanté sur les lieux. On peut aussi facilement imaginer qu'il demanda conseils à son beau-frère Léon Michelet qui, d'entrepreneur, était en train de passer promoteur. Mais Verry n'avait pas les moyens des entrepreneurs Cortellini-Albertinetti et se contenta d'un projet plus modeste et plus adapté à ses aspirations.

Le 16 juillet 1925, il acheta un terrain, propriété de la Ville, situé à l'angle des rues du Maréchal Oudinot et du Maréchal Gérard, à la limite du Parc de Saurupt et d'une surface proche de 344 m<sup>2</sup>. Il lui en coûta 20 628 francs, exactement au prix convenu de 60 francs le m<sup>2</sup>. Selon l'usage de l'époque, Verry versa la moitié de la somme le jour de la signature de l'acte et s'engagea à payer le solde un an après avec des intérêts fixés à huit pour cent<sup>761</sup>. Quinze jours plus tard, le 30 juillet, l'acquisition fit l'objet d'une délibération du conseil municipal<sup>762</sup>. Le terrain qui était suffisant pour construire une villa, fut divisé en deux parcelles qui reçurent deux maisons mitoyennes. Ce n'était pas pour lui qu'il faisait construire mais pour investir. Charles Masson dressa les plans de la maison du n°52 rue du Maréchal Gérard le 1<sup>er</sup> septembre 1925<sup>763</sup> et pour laquelle Verry déposa un permis de construire le 11 du même mois<sup>764</sup>. Procédure

---

<sup>761</sup>. AM Nancy, 34 W 89 : urbanisme

<sup>762</sup>. AD 54, 3 O 395/28 : les ventes de terrains au Parc de Saurupt

<sup>763</sup>. AM Nancy, 668 W 200 : santé et environnement

<sup>764</sup>. AM Nancy, 1O 1309 : permis de construire



identique l'année suivante pour la seconde maison située en angle de rue, au n°54 rue du Maréchal Gérard : Masson en dressa les plans le 25 janvier 1926<sup>765</sup> et l'autorisation des travaux est datée du 29 janvier<sup>766</sup>.

Dès le 21 juin 1927, ses maisons à peine achevées, Henry Verry fit paraître une annonce judiciaire pour les vendre (fig. 151)<sup>767</sup>. Le contexte des Années folles était favorable. L'affaire fut menée rondement : dès 1928, Jean Mathieu, âgé de 44 ans et mutilé de guerre, emménagea au 52 de la rue du Maréchal Gérard<sup>768</sup> et le n° 54 fut vendu à M. Olivier<sup>769</sup>.

Ce sont deux petites maisons à deux travées de plan et un étage carré. La distribution est identique, notamment les rez-de-chaussée présentent les mêmes enfilades parallèles salon-salle à manger d'une part et, d'autre part, entrée, vestibule où s'inscrit l'escalier, et cuisine. De même le confort reste basique pour l'époque : une salle de bain à l'étage mais pas de garage, ni de chauffage central, le chauffage étant assuré de façon traditionnelle par des cheminées dans chaque pièce. Ces dispositions communes ont naturellement réduit le coût de la conception et de la mise en œuvre. L'utilisation d'une structure métallique, attestée pour la seconde maison, a contribué à diminuer encore le coût de la construction. Si ces maisons ont des plans similaires, leurs élévations sont très différentes. Mis à part deux points – l'appareil de revêtement en pierre de taille sur les soubassements et le faux pan-de-bois pittoresque – récurrents dans l'œuvre de Charles Masson, rien ne permet de penser qu'elles ont été conçues par le même architecte. La première avec les percements de son oriel annonce la modernité, la seconde, avec sa tourelle d'angle, est teintée de régionalisme. De la sorte, Masson s'était sans doute parfaitement adapté à la demande de Verry : bâtir à moindre coût des maisons similaires mais chacune d'apparence différente pour les vendre plus aisément en répondant au désir de l'acheteur de s'identifier à une façade particulière.

La collaboration avec Charles Masson ne s'interrompt pas avec la réalisation de ces deux maisons. Henry Verry le sollicita une troisième et dernière fois pour surélever un petit immeuble à deux travées dont il était le propriétaire au n°68 de la rue Saint-Dizier. L'architecte dressa les plans en date le 21 juin 1926<sup>770</sup> et l'autorisation de travaux fut délivrée le 22 août de la même

---

<sup>765</sup>. AM Nancy, 668 W 200 : *ibid.*

<sup>766</sup>. AM Nancy, 1 O 1310 : permis de construction (1926)

<sup>767</sup>. Publicité pour la vente de ces maisons dans *L'Est républicain* du 21 juin 1927.

<sup>768</sup>. AM Nancy, 1 F 2501 : registre de population de Nancy (1928)

<sup>769</sup>. AM Nancy, 1 F 2541 : registre de population de Nancy (1929)

<sup>770</sup>. AM Nancy, 668 W 266 : santé et environnement

année<sup>771</sup>. Le parti architectural adopté par Masson n'est pas un chef d'œuvre d'intégration mais au contraire se distingue clairement des parties anciennes, sans doute au nom de la modernité. Il superpose à un premier étage de baies carrées du XVIII<sup>e</sup> siècle, deux niveaux de hautes fenêtres rectangulaires couvertes d'arc segmentaire mêlant brique et pierre de taille (fig. 152).

### 1.3. Henry Verry, agent immobilier et promoteur

Dès l'achèvement de la commande de ces deux premières maisons passées à Masson, Verry se lança dans le métier de négociant d'immeubles et d'agent immobilier<sup>772</sup> et à partir de 1926, comme l'attestent les multiples annonces qu'il fit paraître dans *L'Est Républicain*<sup>773</sup>, son activité prit de l'ampleur avec la vente et la location de maisons et d'immeubles – à commencer par ceux qu'on vient d'étudier – et s'élargit à toute l'agglomération nancéienne, à Saint-Max, Jarville, Maxéville, etc. Les prix des maisons qu'il vendait s'inscrivaient dans une large fourchette – de 20 000 à 300 000 fr – visaient une clientèle aisée, ce qui garantissait à Verry des revenus assez lucratifs<sup>774</sup>. Dix ans plus tard, en 1935, il céda son agence<sup>775</sup>, installée rue Maurice-Barrès, tout en s'engageant auprès de son successeur à ne pas lui faire de concurrence jusqu'au 15 novembre 1936. Cependant Verry continua son activité pendant toute la décennie 1940-1950 ; il décéda le 26 mars 1955 dans sa 75<sup>ème</sup> année et sera inhumé dans l'intimité à Wassy, son bourg natal<sup>776</sup>.

Après avoir fait appel à Charles Masson, Verry sollicita Alfred Thomas, un des meilleurs architectes Art déco de l'époque, qui lui fournit les plans de deux immeubles. Le premier, situé au n°5 avenue Anatole France (aujourd'hui n° 3bis) et projeté en 1928<sup>777</sup>, se développe sur cinq étages<sup>778</sup>. Verry y emménagea en 1941<sup>779</sup>. Le second, au n° 57 de la même rue, fut commandé en 1933<sup>780</sup>. Enfin, en 1937 il fit construire deux petites maisons mitoyennes aux n° 7 et 9 de la rue Mac Mahon<sup>781</sup> (fig. 153).

---

<sup>771</sup>. 'Autorisation des travaux' in *L'ICE* le 4 juillet 1926 et le 22 août 1926

<sup>772</sup>. AM Nancy, 1 F 2550 : registre de population de Nancy (1929)

<sup>773</sup>. Voir des annonces in *L'Est Républicain*, le 17 septembre 1926, le 9 septembre 1928, le 13 mars 1929, etc.

<sup>774</sup>. Dans sa thèse, Gilles Marseille assure qu'à Nancy, dans les années 20-30, le prix moyen d'une maison était de 50 000 fr.

<sup>775</sup>. 'Avis de cession' in *L'Est Républicain*, le 1<sup>er</sup> août 1935

<sup>776</sup>. AM Nancy, 1 F 2825 : feuilles de ménage

<sup>777</sup>. AM Nancy, 1O 1317 : permis de construire

<sup>778</sup>. AM Nancy, 668W10 : santé et environnement

<sup>779</sup>. AM Nancy, 1 F 2825 : feuilles de ménage à Nancy (1930-1980)

<sup>780</sup>. 'Autorisation de travaux' in *L'Est Républicain* le 24 décembre 1933

<sup>781</sup>. AM Nancy, 668 W 202 : santé et environnement. Les plans de ces maisons ne sont pas signés.

## 2. Les Michelet, une collaboration fidèle avec Masson

Tout au long de sa vie, Léon Michelet, ne cessa de changer de métiers tout en restant dans le domaine du bâtiment : tailleur de pierre, maçon, conducteur de travaux, entrepreneur de travaux publics et enfin promoteur. Vers 1925-1926, grâce aux deux maisons construites pour son beau-frère Henry Verry, il fit la connaissance de Masson, à moins que ce ne fût dans le cadre de son métier d'entrepreneur. Cette rencontre lui ouvrit de nouvelles perspectives ou confirma ses intentions, celles de commanditaire et de promoteur. À la différence de son beau frère, Michelet – et aussi sa fille – resta fidèle à Charles Masson : de 1926 à 1938, tous deux lui passèrent commande de pas moins de dix édifices. Ils furent ainsi ses principaux clients. Et si les commandes de Verry étaient plutôt destinées à une frange moyenne de propriétaires, les Michelet visaient une clientèle plus aisée. On remarquera une constante dans la haute qualité du confort et dans la richesse du style d'une majorité des commandes. En même temps, au fil du temps, la marque de Charles Masson se confirma. En retour on peut aussi se poser la question de l'influence des Michelet sur l'évolution architecturale de l'architecte.

### 2.1. Léon Michelet, un enfant du bâtiment

Léon – Sigisbert Auguste Léon, selon l'état civil – Michelet vit le jour le 21 février 1875 à Crévic (54), une petite commune rurale située à environ 15km à l'est de Nancy<sup>782</sup>. Il était le fils cadet<sup>783</sup> de Sigisbert Michelet, maçon, et de Jeanne Marie Louise Labrevoit<sup>784</sup>. Son arrière grand-père était charpentier et son grand-père charpentier-maçon puis maître maçon-entrepreneur (T.2, p. 164 : A.G de la famille Michelet). Léon Michelet, respectant la tradition professionnelle familiale, eut pour premier métier celui de tailleur de pierre à Crévic<sup>785</sup>. Après avoir effectué de 1896 à 1899 son service militaire dans le génie d'où il sortit sergent, il reprit son activité à Crévic<sup>786</sup> et épousa, le 16 février 1903, Madeleine Octavie Verry, née à Wassy le 24 octobre 1882. Comme on l'a vu dans le paragraphe précédent, elle était la petite sœur d'Henry Verry<sup>787</sup>. Cette union fit l'objet d'un contrat de mariage<sup>788</sup> qui montre le souci des parents de préserver les biens apportés par chacun des partenaires.

---

<sup>782</sup>. AD 54, recensements de populations : 6 M 33/144 (1872 et 1881) respectivement 803 et 909 habitants

<sup>783</sup>. AD 54, 5 Mi 144/R 3 : N (1793-1872) Crévic

<sup>784</sup>. AD 54, 2 E 144/6 : N (1875) Crévic

<sup>785</sup>. AD 54, 6 M33/144 : dénombrement de population à Crévic (1836-1906),

<sup>786</sup>. AD 54, 1 R 1274 : registre des matricules militaires à Nancy (1895)

<sup>787</sup>. AD 52, E 29 : N (1873-1882) Wassy

<sup>788</sup>. AD 52, 1 E 550/37 : NMD (1900-1906) Wassy.

Un mois après le mariage, le 15 mars 1903, le couple quitta Crévic pour Nancy et s'installa au n°15 de la rue Lionnois, dans un quartier situé au sud-est de la ville<sup>789</sup>. Si Léon Michelet vint à Nancy, c'est sans doute qu'il percevait le développement sans précédent dont bénéficiait alors la ville promue « capitale de l'Est de la France » et dont il espérait avoir sa part : c'est ainsi que le registre de population de 1906 le désigne comme conducteur de travaux<sup>790</sup>. À cette même date, le couple déménagea dans un immeuble sis au 18 de la rue du Général Fabvier, où la mère de la jeune épouse vint les rejoindre l'année suivante<sup>791</sup>. Il louait, au 1<sup>er</sup> étage, pour un loyer de 450 francs, un appartement de trois pièces et sa fille unique, Suzanne Madeleine, y naquit le 29 mars 1906<sup>792</sup>. Le séjour rue Général Fabvier fut court. En effet peu après la naissance de l'enfant, la famille déménagea au 156 de la rue Strasbourg et y occupa, au 2<sup>ème</sup> étage, un appartement de six pièces pour un loyer de 600 francs. La cohabitation avec Mme Vve Verry s'y perpétua et ne s'achèvera qu'avec son décès, le 3 avril 1932 à Nancy<sup>793</sup>.

## **2.2. L'association avec Fischer : une première expérience d'investissement immobilier avant la Grande Guerre**

Vers 1910, Michelet changea à nouveau de métier en s'associant à Henri Fischer, entrepreneur de travaux publics<sup>794</sup>. Ce dernier (T.2, p. 165 : A.G de la famille Fischer), né à Nancy le 2 octobre 1877, était issu d'une famille modeste<sup>795</sup>. Ses parents, originaires du département du Bas-Rhin, avaient opté pour la nationalité française<sup>796</sup>. Son père avait changé lui aussi plusieurs fois de métier : d'abord tailleur puis cabaretier et enfin marchand de vin. Quant à Henri Fischer lui-même, il commença son activité professionnelle comme dessinateur<sup>797</sup>. L'association Michelet-Fischer s'appuyait sur des métiers complémentaires et ne pouvait qu'avoir des avantages notamment à un moment où la pénurie de main d'œuvre se faisait sentir<sup>798</sup>.

---

<sup>789</sup>. AD 54, 1 F : registre de population à Nancy (1904)

<sup>790</sup>. AM Nancy, 1 F 1773 : registre de population à Nancy en 1906

<sup>791</sup>. AM Nancy, 1 F 1773 : registre de population à Nancy, *ibid.*

<sup>792</sup>. AD 54, 2 E 394/343 : N (1906) Nancy

<sup>793</sup>. AM Nancy, 2 MI-1833 : D (1932) Nancy

<sup>794</sup>. AM Nancy, 1 BA 13/36 : annuaire de Meurthe-et-Moselle en 1913, p.461

<sup>795</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 394/R 3 : N (1877-1878) Nancy

<sup>796</sup>. AM Nancy, 2 MI 579 : M (1899) Nancy.

<sup>797</sup>. AM Nancy, 1 F 1903 : registre de population à Nancy (1903)

<sup>798</sup>. GROSJEAN Catherine, *Construire en Lorraine : les entrepreneurs entre 1871 et 1914*, thèse de doctorat en Histoire de l'art, sous la direction de Antoine Picon, à l'Université Paris I, 2005, p.41-45

Une nouvelle fois, le parc de Saurupt joua un rôle déterminant dans la carrière des deux associés et plus particulièrement dans celle de Michelet. Certes l'échec de la cité-jardin était patent dès le début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>799</sup>, mais le quartier offrait encore maints terrains libres et aussi en périphérie immédiate. Michelet et Fischer y firent construire, comme copropriétaires, un petit immeuble de quatre étages au n°61 (aujourd'hui n°51) de la rue du Maréchal Oudinot (fig. 154) qui marque la limite sud-est du Parc, immeuble pour lequel la demande d'autorisation de travaux, publiée le 24 mars 1912<sup>800</sup>, précise que le bâtiment devra accueillir aussi des bureaux, un logement de concierge et des écuries. Les plans furent dressés par César Pain les 13 et 15 mai 1912<sup>801</sup>. Rappelons que César Pain était un constructeur atypique mais prolifique de la période Art Nouveau<sup>802</sup>. Sitôt les travaux de l'immeuble achevés en 1913, les associés s'y installèrent dans un second corps de bâtiment et Michelet occupa le premier étage<sup>803</sup>. Les trois autres étages étaient principalement loués à des acteurs du bâtiment qui travaillaient vraisemblablement dans l'entreprise : un charretier, un ébéniste et un comptable. Quant à Fischer, il résidait toujours au n°19 de la rue Henner.

Toujours en 1913, les mêmes acteurs se lancèrent dans un nouveau projet. Cette fois il s'agissait d'une maison située au n°12 de la rue des Brice, qui sera mitoyenne par son côté droit de la villa *Les Cigognes*. C. Pain en dressa les plans les 31 mars et 21 avril 1913<sup>804</sup>. Il faut noter qu'en 1929, son propriétaire occupant était un certain Durst, beau-père de Hannezo qui avait acquis *Les Cigognes* en 1927, et qu'il chargea Masson de construire un jardin d'hiver sur la façade postérieure<sup>805</sup>. Ces réalisations préfigurent la future activité de Michelet dans l'immobilier.

L'entreprise Michelet et Fischer, sans doute à la recherche de nouveaux marchés, fit paraître, en 1914, une publicité qui affichait ses compétences : « Entreprise générale de bâtiments. Travaux publics, particulier et industriels. Travaux en ciment. Carrelages économiques, fumisterie, canaux »<sup>806</sup>. Si on s'en tient à l'*ICE*, la source documentaire qui permet d'évaluer l'activité des entreprises, la liste des chantiers ouverts par l'entreprise

---

<sup>799</sup>. BRADEL Vincent et ROUSSEL Francis, *Nancy le Parc de Saurupt*, Nancy : Inventaire Général ADAGP, 1998, p.2

<sup>800</sup>. 'Chronique du travail' in *L'Est Républicain* le 24 mars 1912

<sup>801</sup>. AM Nancy, 668 W 214 : Santé et environnement

<sup>802</sup>. César Pain (1872-1946), architecte de l'École de Nancy, a connu sa principale phase d'activité entre 1900 et 1910. Il a réalisé nombreux de maisons à Nancy, notamment rue Félix-Faure et rue des Brice au parc de Saurupt. Il construisit notamment des maisons à deux travées de forme très variée. Voir aussi *Le Parc de Saurupt, 1902-1933* par Patrick Dieudonné.

<sup>803</sup>. AM Nancy, 1 F 2108 : Registre de population à Nancy (1913)

<sup>804</sup>. AM Nancy, 668 W 39 : Santé et environnement

<sup>805</sup>. Les dessins pour ce jardin d'hiver sont datés du 22 avril 1929.

<sup>806</sup>. AD 54, BA 7/ 1914 : Annuaire de la Lorraine (1914)

Michelet et Fischer entre 1912 et 1914 (fig. 155) semble peu fournie, ce qui laisse supposer que son chiffre d'affaire était plutôt faible. Et la mobilisation, pendant la Grande Guerre, des deux associés interrompit les chantiers.

Après le conflit, Michelet et Fischer profitèrent de la reconstruction pour relancer leur association et leur activité. En effet, dès 1921, le préfet de Meurthe-et-Moselle habilita l'entreprise à travailler pour la reconstruction des régions dévastées en Lorraine<sup>807</sup>. Mais le manque de commandes conduisit à la dissolution de l'association et à la vente de son matériel, c'est ce que laissent entendre des annonces parues pendant les mois de juin 1923 et de février 1924 et concernant des ventes de camions et de matériel (fig. 156). Il faut souligner que leurs locaux furent repris, dès mars 1924 par l'entreprise Cortellini et Albertinetti, comme nous l'avons vu précédemment, pendant que leurs familles s'installaient dans le bâtiment sur rue<sup>808</sup>. C'est une des témoignages des liens inévitables qui devaient s'établir entre les tenants des différents corps de métier du bâtiment. Michelet déménagea et, pour sa part, devint locataire au n°23 de la rue Anatole France, un des axes prestigieux du nouveau Nancy. Il avait alors presque 50 ans et sans doute décida-t-il, comme son beau-frère quatre ans plus tôt, de vivre de ses rentes et de se faire promoteur immobilier.

### **2.3. Suzanne Michelet, la « fille de son père » ?**

En 1934, Suzanne n'avait guère que 28 ans quand son père renonça à poursuivre sa carrière dans l'immobilier et sembla lui passer le flambeau et, avec celui-ci, la fidélité à Masson. On peut s'étonner de ce renoncement : en 1933, lors de ses dernières commandes, Léon Michelet n'atteignait pas encore la soixantaine : il avait 30 ans de plus que sa fille. Sa fortune était-elle suffisamment faite pour qu'il puisse prendre sa retraite ? Ou bien avait-il d'autres motivations ? A-t-il rencontré des problèmes de santé ? En 1935, alors que s'achevaient les immeubles qu'il avait commandés à Masson en 1933, intervint un événement qui l'incita peut-être à prendre quelque distance avec son métier : en effet le 19 septembre mourut Henri Fischer, son ancien collaborateur pour lequel il avait gardé un certain attachement, comme l'atteste la présence de son nom dans l'avis de décès paru dans *L'Écho de Nancy* le même jour. Dix jours plus tard, le 29 septembre, Masson faisait faillite. Visiblement une époque s'achevait, une page se tournait et Michelet, toujours à l'affût des affaires et donc attentif au contexte économique, en avait sans doute conscience.

---

<sup>807</sup>. 'Liste des architectes et entrepreneurs' in *L'Est Républicain* le 2 juillet 1921

<sup>808</sup>. AM Nancy, 1 F 2382 et 1 F 2344 : Registre de population de Nancy (1924 et 1925)

On verra cependant que Suzanne fut loin d'endosser l'ambition de son père. Il est certain qu'elle ne fit jamais carrière dans les métiers de l'entreprise ou de l'immobilier, du moins aucune source ne l'atteste. Elle se contenta de deux commandes au seul Masson : un immeuble et la maison familiale, pour elle et ses parents. On peut faire l'hypothèse qu'en cette période de crise économique extrême, la perception des loyers de son immeuble suffisait à lui assurer un train de vie qui lui convenait. Et la mort précoce de son père en 1941 – elle a alors 35 ans – a dû rompre avec toute velléité d'un projet professionnel.

### **3. Léon Michelet et Charles Masson : une passion partagée pour Saurupt et pour l'architecture domestique bourgeoise**

Prendre l'initiative et choisir la nature du projet, obtenir un financement, acquérir un terrain, s'engager auprès d'un architecte, retenir des entreprises, suivre la construction, rechercher des clients et assurer la responsabilité juridique, le promoteur est un chef d'orchestre et Léon Michelet en avait déjà une certaine expérience<sup>809</sup>. Mais quel rôle joua sa rencontre avec Masson dans son choix de se lancer exclusivement dans la carrière de promoteur immobilier ? Sans conteste Saurupt en est la clé. On peut imaginer le scénario suivant où la commande par Verry des plans de deux maisons à l'architecte en 1925 n'eut valeur que de confirmation : depuis 1913 Michelet était installé comme entrepreneur-investisseur et comme résident rue du Maréchal Oudinot, juste en face du parc de Saurupt, dans l'immeuble qu'il avait bâti avec Fischer ; la même année, tous deux construisirent une maison rue des Brice. Onze ans plus tard, en mars 1924, il quittait Saurupt et s'en allait habiter avenue Anatole France mais presque au même moment, il s'étonnait sans doute de voir Masson construire en plein centre de Saurupt la splendide villa *Les Cigognes* et venir y habiter lui-même. L'année suivante, la *Villa des Colombes* confirmait la relance du parc en tant que cadre résidentiel réservé de façon préférentielle aux plus fortunés. C'est peut-être à ce moment-là que les deux hommes se rencontrèrent et constatèrent leur intérêt commun pour Saurupt et calculèrent aussi – ou surtout – les bénéfices qu'ils pourraient tirer de leur collaboration pour soutenir et promouvoir sa haute valeur résidentielle. C'est ainsi que Michelet redevint investisseur et qu'entre 1926 et 1932, ils érigèrent six somptueuses villas toutes destinées à la revente... Ils se répartirent les rôles : à Masson celui de l'architecte et à Michelet celui du promoteur, mais sans doute les rôles étaient-

---

<sup>809</sup>. AVRIL Bertrand et ROTH Bernard, *La promotion immobilière : construire pour autrui*, Paris : Presses des Ponts et chaussées, 1997, pp.15-17.

ils plus imbriqués que le laisserait penser cette répartition traditionnelle des tâches. Ainsi c'est auprès de Masson que Michelet acquit le terrain de deux des six villas qu'ils bâtirent ensemble. Michelet, de son côté, avait-il des idées à proposer et à défendre en matière d'architecture domestique ? L'hypothèse est plausible : l'immeuble et la maison qu'il avait construits avec Fischer avant la guerre ont été sans doute pour lui l'occasion d'une réflexion sur l'habitat et sa conception. On pourrait presque imaginer les discussions entre les deux hommes.

Puis ils éprouvèrent leur collaboration – et sans doute leur amitié – avec la construction de deux immeubles, forme d'investissement qui, en 1933 juste au moment où la Grande Crise s'installait en France, connaissait un véritable succès à Nancy. Enfin, signe incontestable de fidélité et d'amitié, Michelet recourut encore et enfin, avec sa fille comme intermédiaire, aux compétences de Masson pour l'érection de sa maison familiale, à Saurupt bien sûr, en 1938, alors que l'architecte avait fait faillite et était parti à Metz.

### **3.1. La première commande de Léon Michelet : une maison dans la lignée des grandes villas, 2, rue du Maréchal Gérard (cat. n°12)**

Symptôme de cette collusion d'intérêts entre les deux protagonistes, Michelet passa sa première commande de maison à Masson pour l'érection d'une villa sur un terrain à Saurupt dont il avait la jouissance depuis plus de dix ans, donc avant la guerre. Il était grand temps de faire fructifier ce bien. C'est une longue histoire bien documentée par le casier sanitaire de la ville de Nancy<sup>810</sup>. Le 18 juillet 1914, par acte sous seing-privé, Michelet et Fischer louèrent aux époux Villard, avec promesse de vente, un terrain de près de 417 m<sup>2</sup> estimé à 36 francs le mètre carré. Le prix de vente était fixé à près de 15 000 francs. Les deux locataires s'acquittèrent de leurs obligations jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1919, date à laquelle ils souhaitèrent acquérir le terrain. Mais par legs, le Parc de Saurupt était devenu la propriété de la ville de Nancy, ce qui permit à celle-ci de fixer le prix de vente de la parcelle à 60 francs le mètre carré soit près du double du prix initial. Michelet et Fischer portèrent le litige devant la commission du contentieux du 13 mars 1924. Et le 30 mai le Conseil Municipal délibéra sur cette question<sup>811</sup>.

Sur ce différend intervint la séparation de Michelet et de Fischer, le terrain restant la propriété de Michelet. C'est donc ce dernier qui sollicita Charles Masson pour la réalisation d'une vaste maison. Seuls les plans du rez-de-chaussée et du premier étage, publiés dans *Batimod*, nous sont parvenus. Le permis de construire fut déposé le 19 mars 1926<sup>812</sup>. Et les

---

<sup>810</sup>. AM Nancy, 34W 89 : Urbanisme

<sup>811</sup>. AD 54, 3 O 395 28 : registres des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Nancy

<sup>812</sup>. AM Nancy, 1 O 1311 : permis de construire



travaux ont été effectués par les entrepreneurs Dancelme, Siebert et Cie d'après l'*ICE*<sup>813</sup>. L'année suivante, le 11 juillet 1927, Michelet déposa un second permis de construire afin d'établir un accès pour le garage, ce qui signifie que les travaux sont bien avancés<sup>814</sup>. En cours d'achèvement – la date de 1930 apparaît sur le bow-window –, la maison fut vendue à Albert Chrétien, fonctionnaire au Tonkin (Viêt Nam), qui l'occupa dès 1929.

À partir de ce projet, Michelet entamait sa nouvelle carrière de promoteur immobilier. Il semble en effet que dès le départ cette demeure fut destinée à la vente. Plusieurs indices nous poussent à le penser : tout d'abord sa localisation au nord du parc de Saurupt, quartier où se concentraient les grosses villas depuis le premier lotissement, d'autre part la taille de la parcelle qui correspond aux terrains avoisinants et enfin sa surface, moins importante que celle de la villa de Schacken (cat. n°5) ou celle de la demeure de l'architecte (cat. n°13) en cours de construction, mais plus vaste – il faut notamment souligner les 11 mètres de largeur – qu'une maison construite pour un commanditaire ordinaire. Avec ses belles dimensions, cette villa visait bien une clientèle aisée, ce que confirment l'ampleur des baies et la qualité des matériaux de même nature et de même usage que ceux employés par des villas déjà citées : en particulier la pierre de taille utilisée pour l'encadrement des baies et la structure de l'oriel. La présence de quatre cheminées à foyer ouvert pourrait être aussi un signe de l'occupation bourgeoise, mais à l'heure où le chauffage central se répand même dans les demeures de catégorie moyenne, c'est plutôt un archaïsme. De même le garage, dès cette époque intégré dans le corps principal de la maison, n'était pas prévu initialement mais a été ajouté à l'arrière de la maison, comme ceux réalisés pour la villa *Les Cigognes* (cat. n°1) et la villa Masson (cat. n°13). Ce sont là deux témoignages des mutations en cours de l'habitat et de sa modernisation.

Dès l'origine, cette demeure est conçue pour être une villa, comme le confirme *Batimod*, mais sa façade gauche alignée sur la limite cadastrale devait être une façade mitoyenne, à laquelle finalement aucune maison ne vint s'appuyer, si bien que cette façade est restée aveugle. En revanche, la façade latérale droite est libre et c'est par elle que se fait l'accès. La largeur remarquable de la façade sur rue permet de disposer de ce côté les pièces de réception, salon et salle à manger et du coup, tandis que sur la façade postérieure, s'ouvrent un bureau, la cuisine et son office. La présence de ce dernier, avec un accès indépendant, peut être interprété comme un signe confirmant la clientèle visée par le commanditaire.

Cet édifice présente pour la première fois deux loggias qui prolongent les espaces intérieurs. Elles seront utilisées dans de nombreuses demeures réalisées par Masson pour

---

<sup>813</sup>. 'Autorisation des travaux' in *L'ICE* le 28 mars 1926

<sup>814</sup>. AM Nancy, 1 O 1315 : permis de construire

Michelet. Est-ce là une demande du commanditaire ? N'est-ce pas plutôt une nouvelle proposition de l'architecte qui réintroduit là une forme qu'il a vues en Allemagne et notamment à Darmstadt ?

### **3.2. Une maison aux allures d'hôtel particulier, 4 rue Lieutenant Henri Crépin (cat. n°19)**

La réalisation de cette maison met en exergue l'affairisme de l'architecte qui est propriétaire depuis le 2 juin 1925 d'un terrain de près de 536 m<sup>2</sup> situé, toujours au Parc de Saurupt, à l'angle de la rue du Général Clinchant et de la rue du Lieutenant Henri Crépin, surface qu'il divisa en quatre lots. Malheureusement cet édifice exceptionnel est mal documenté : nous ne connaissons pas le prix de revente à Michelet de cette parcelle de moins de 200 m<sup>2</sup> et les plans ne nous sont pas parvenus et nous ne pouvons que deviner – hélas – les aménagements intérieurs.

Le 14 janvier 1928, Michelet déposa un permis de construire et chargea l'entrepreneur Paul Courteau des travaux<sup>815</sup>. La demeure porte la date de 1928 mais elle ne fut achevée, comme le confirme la matrice cadastrale, qu'en 1929<sup>816</sup>. La même année, Georges Nicolas, représentant de commerce âgé de 51 ans, y emménagea avec sa femme et ses cinq enfants comme nouveau propriétaire<sup>817</sup>. C'est donc que, pour Léon Michelet, cette maison fut construite avec la même intention que la précédente : la revendre pour en tirer un profit.

C'est une maison mitoyenne de 100 m<sup>2</sup> – ce qui représente, par rapport à la surface du terrain, une emprise au sol importante – laissant peu d'espace aux dégagements et au jardin. De toute évidence Michelet – avec Masson qui mit en forme son désir – voulait réaliser une demeure conséquente – une villa, comme dit *Batimod* – mais en rentabilisant le terrain au mieux. De fait le gabarit adopté est quasiment celui d'un petit hôtel particulier qui, sur quatre étages, offre sans doute toutes les dispositions requises pour une vie bourgeoise confortable et certainement fastueuse : enfilade de pièces de réception au rez-de-chaussée, avec salle à manger, salon et bureau sans doute. On devine le niveau de confort atteint par la villa à la présence d'un garage à gauche du perron. Le parti d'élévation, très proche de la symétrie permise une nouvelle fois par une belle largeur (9,30m), avec la seule variation de l'oriel de gauche qui a pour pendant un balcon à droite, s'impose par sa solennité, nuancée par la note pittoresque du pignon en façade, au sommet duquel trône une sorte d'échauguette « cubiste » à deux pans. Le sous-sol

---

<sup>815</sup>. AM Nancy, 1 O 1316 : permis de construire de Nancy (1928)

<sup>816</sup>. AD 54, 3 P 394/29 : matrice cadastrale de Nancy

<sup>817</sup>. AM Nancy, 1 F 2541 : registre de population de Nancy (1929)

de service revêtu d'un appareil en pierre de taille confirme la qualité de la bâtisse, de même que le premier étage et ses larges et hautes portes-fenêtres ouvertes sur des balcons. La porte d'entrée, située dans l'axe de l'édifice, aux piédroits moulurés s'apparente à un portail. Toutes ces formes sont celles d'un hôtel particulier classique. Les notes modernes investissent seulement le décor, certes abondant, mais elles apparaissent comme des éléments issus d'un catalogue de fabrique. Le seul ensemble décoratif cohérent est celui de la grille de clôture.

### **3.3. Une maison fastueuse sur un terrain ingrat, 13, rue du Général Clinchant (cat. n°23)**

La commande de cette maison est intimement liée à la précédente en effet le terrain qu'elle occupe fait partie de la parcelle achetée par Charles Masson le 2 juin 1925. Le lot concerné est situé à l'angle de rue Lieutenant Henri Crépin et de rue du Général Clinchant, donc un lieu stratégique du point de vue de l'urbanisme mais très ingrat pour le commanditaire comme pour l'architecte car la parcelle est presque entièrement occupée par la villa. C'était donc un défi pour nos protagonistes : il fallait ériger une demeure qui saurait séduire des acheteurs fortunés en faisant oublier l'absence de façade postérieure et donc la tranquillité d'un jardin. Masson dressa les plans le 5 octobre 1928<sup>818</sup> et Michelet déposa la demande d'autorisation de travaux le 20 novembre 1928<sup>819</sup>. À peine achevée, selon une procédure désormais rodée, Michelet mit en vente la maison qui fut occupée le 4 avril 1930 par son propriétaire, Henri Léon Bugnet<sup>820</sup>, représentant de commerce, originaire de Metz.

Comment faire, sur un terrain exigu, une demeure qui donne l'illusion d'une grande maison et qui assure au commanditaire un retour sur investissement ? L'architecte devait composer avec une modeste surface au sol de 90 m<sup>2</sup> et y inclure toutes les fonctions d'une riche villa. L'exercice était redoutable surtout lorsque l'on se trouve en angle de deux rues qui ne sont pas perpendiculaires. Les réponses offertes sont multiples : la première est le traitement des façades qui chacune offre une élévation particulière. L'introduction d'une tour sur l'angle sert d'articulation mais elle ne forme pas un axe de symétrie ; elle constitue en fait un objet singulier qui change de plan et d'aspect à chacun de ses quatre étages (T.3, cat. n° 23). On notera la présence du hall à l'italienne. La façade principale, rue du Général Clinchant, reçoit un traitement monumental dicté par le hall central à l'italienne, identifiable à l'extérieur pour la première fois dans l'art de Masson et sur lequel s'articulent toutes les pièces. La structure en

---

<sup>818</sup>. AM Nancy, 668 W 183 : Santé et environnement

<sup>819</sup>. AM Nancy, 1 O 1320 : Permis de construire

<sup>820</sup>. AM Nancy, 1 F 2541 et 1 F 2850 : Registre de population de Nancy (1929) et feuille de ménage (1930-1980)

béton armé apporte une liberté dans la répartition des fonctions : c'est la réponse technique aux contraintes de la parcelle. L'ultime illusion d'opulence est celle du décor. L'ensemble des façades est assis sur un soubassement revêtu d'un appareil en pierre qui offre un simulacre d'unité stylistique. L'utilisation de la pierre de taille tant pour les colonnes monumentales de la façade principale que pour la tour assure un luxe définitif à l'ensemble. Le décor, cette fois clairement Art déco, semble bien artificiel mais apporte la note stylistique alors à la mode. Les pergolas qui devaient couronner la tour et le mur de clôture ont été abandonnées.

Tous ces paramètres font de cette demeure une œuvre unique parmi les commandes de Michelet à Charles Masson et montrent sa capacité à tirer le meilleur parti de situations difficile.

### **3.4. Les trois villas des 9, 11 et 11bis, rue du Lieutenant Henri Crépin : variations sur le faste et la modernité. Un autre type de villa. (cat. n°26, 29 et 30)**

Avec ces trois commandes, Michelet bâtissait enfin sur un terrain dont il était propriétaire. Le 6 mars 1929, il acheta une parcelle de 1183 m<sup>2</sup>, rue du Lieutenant Henri Crépin, pour la somme de 10 6470 francs, soit 90 francs le mètre carré<sup>821</sup>, alors que le prix des transactions précédentes, comme on l'a vu, était de 60 francs. L'augmentation de 50% en quelques années est due d'abord à l'inflation des prix alimentée par la spéculation générale en cours mais aussi aux conditions locales : la raréfaction des terrains dans un lieu prestigieux, le Parc de Saurupt et du coup vraisemblablement l'alignement des tarifs municipaux sur ceux du domaine privé. Pour mémoire le prix du mètre carré du terrain acquis par M. de Schacken en 1925 était de 70 francs, et il était situé dans la partie la plus chère du Parc de Saurupt.

L'achat du terrain par Léon Michelet fut entériné le 25 mars 1929 par le Conseil Municipal<sup>822</sup> ; trois parcelles presque identiques y furent pratiquées, celles-ci voisinant au n°15 une quatrième parcelle que Paul Munier acheta au mois de novembre suivant. Le 26 mars de la même année, Charles Masson dressa les plans de la première maison, aujourd'hui au n° 9 de la rue du Lieutenant Henri Crépin ; ceux-ci ont disparu curieusement des archives communales mais comme ils ont été publiés, on sait qu'ils ont été signés le 26 mars 1929<sup>823</sup>. Cette demeure porte la date 1930 qui ne correspond pas à sa date d'achèvement même si l'acquéreur Yves Jean Gustave Amiet, industriel, arriva à Nancy le 1<sup>er</sup> janvier 1930. Originaire du Cher, il habitait

---

<sup>821</sup>. AM Nancy, 34 W 57 : Urbanisme

<sup>822</sup>. AD 54, 3 O 395/27 : Vente de terrain de Nancy

<sup>823</sup>. DIEUDONNÉ Patrick et BRADEM Vincent sous la direction de Jean-Claude Vigato, *Existe-t-il une architecture de la maison ?*, op.cit, p. 63.

Sarreguemines et occupa cette maison avec sa femme et ses trois enfants<sup>824</sup>. Son beau-père sera le commanditaire de Masson pour la villa Alt sise au n°40 de la rue des Brice (cat. n°35).

Les plans des maisons situées aux n°11 et 11 bis de la même rue<sup>825</sup> furent dressés le 25 avril 1930, soit un an après ceux de la maison située au n°9, et le même jour le permis de construire fut déposé par Léon Michelet. Une lettre de l'architecte indique qu'il s'agit de « deux villas jumelles »<sup>826</sup>. Comme la précédente, les deux demeures portent la date 1930 mais la matrice cadastrale signale leur achèvement en 1932<sup>827</sup>.

La maison du n°9 fut vendue, sans doute immédiatement après son achèvement, à Yves Amiet, le gendre de Jean Michel Alt, comme on vient de le voir<sup>828</sup>. Celle située au n°11 n'a curieusement pas été vendue mais fut occupée par un locataire jusqu'en 1936 : François Hérenguel. Puis, de 1936 à 1940, elle devint la résidence de la famille Michelet elle-même<sup>829</sup>. Depuis le début – dix ans plus tôt – de sa collaboration avec Masson, c'est la première fois que Léon Michelet habitait une demeure qu'il avait fait construire. Était-elle destinée à la vente ou devait-elle vraiment lui servir de résidence ? L'importance de la maison (cat. n° 26) et inversement celle modeste de la famille Michelet qui ne comptait que trois personnes prêche plutôt en faveur de la première hypothèse. D'ailleurs Michelet n'y resta guère car en 1940, il déménagera au n° 23 de la même rue. Enfin la troisième maison, celle située au n°11 bis, a été vendue en 1934 à André Meunier, professeur à la faculté de pharmacie<sup>830</sup>.

Ces trois maisons – auxquelles s'ajoute celle réalisée pour Paul Munier au n°15 de la même rue (cat. n°27) entre 1929 et 1932, vue précédemment – forment un ensemble cohérent et adoptent exactement le même plan et, même pour les numéros 11 et 11bis, ont été conçues simultanément comme des « villas jumelles ». Comme dans les précédentes commandes de Michelet, ces villas bénéficient d'une largeur légèrement plus grande que dans les villas-résidences du chapitre précédent (8,20m contre 7m)<sup>831</sup>. De ce fait Masson a renoncé au parti dissymétrique qui présidait à l'organisation spatiale de celles-ci et adopté un plan en deux travées égales et sur quatre étages. Pour la première fois, le rez-de-chaussée est un étage de service composé d'un garage de plain-pied sur la rue qui fait aussi fonction de hall d'entrée, ce qui signifie qu'automobiles et résidents entrent par la même porte et dans le même vestibule

---

<sup>824</sup>. AM Nancy, 1 F 2746 : Feuille de ménage

<sup>825</sup>. AM Nancy, 668 W 183, *op. cit.*

<sup>826</sup>. AM Nancy, 1 O 1323 : Permis de construire (1930)

<sup>827</sup>. AD 54, 3 P 394/26 : Matrice cadastrale de Nancy

<sup>828</sup>. Partie 3, chapitre 3 : voir le paragraphe 1.2 consacré à Jean Michel Alt.

<sup>829</sup>. AM Nancy, 1 F 2851 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>830</sup>. AM Nancy, 1 F 2851, *ibid.*

<sup>831</sup>. Voir le chapitre précédent.

carrelé au fond duquel se trouve le garage. Ce dispositif paraît être la modernisation de la circulation des calèches et autres véhicules hippomobiles mise en œuvre dans les grands hôtels particuliers de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle afin de protéger les voyageurs des intempéries. De ce rez-de-chaussée technique part latéralement la cage d'escalier qui mène au premier étage, celui-ci constituant une sorte d'« étage noble ». Libéré de l'entrée, il gagne une pièce de réception supplémentaire : un « studio » qui s'ajoute latéralement en façade à la suite habituelle salle à manger-salon. Un « coin du feu » doté d'une cheminée à foyer ouvert anime le hall comme si nous étions à la villa des *Cigognes* ou dans celle de Masson lui-même : incontestablement un signe de somptuosité pour ces maisons que, bien entendu, *Batimod* désigne comme des villas. De même le jardin d'hiver, les loggias et terrasses, les salles de bain aux étages des chambres, le chauffage central constituent autant de signes d'un confort bourgeois qui était réservé aux grandes villas. On y ajoutera la présence de la domesticité attestée au moins par la chambre du chauffeur au rez-de-chaussée. En façade, l'égalité des travées est aussi perceptible, ce qui permet de créer un axe de symétrie tempérée par le creusement des loggias et l'avancée des balcons ou des oriels. L'utilisation de la pierre de taille apporte sa note de faste propre à satisfaire la clientèle recherchée. Et le décor, somptueux mais circonscrit et bien intégré, ajoute la touche stylistique à la mode.

Michelet et Masson ont élaboré là une formule brillante qui rencontra un certain succès mais qui eut aussi ses limites puisqu'une des quatre maisons ne trouvera pas d'acquéreur. Mais il faut remarquer que les commanditaires qui faisaient bâtir une villa réservée à leur résidence n'adoptèrent jamais ce parti du rez-de-chaussée technique où l'entrée se combine avec le garage. Faut-il penser alors que cette organisation particulière des espaces intérieurs conditionnée essentiellement par la présence de la voiture et son usage soit un choix spécifique de Michelet ?

### **3.5. Deux immeubles aux 99 et 99bis, avenue du Général Leclerc.**

#### **L'invention d'un nouveau type d'immeuble (cat. n° 42 et 43)**

Après la construction de ces six villas dont Masson dressa les plans entre 1926 et le printemps 1929, trois ans passèrent sans que Léon Michelet se lançât dans de nouveaux projets. On ignore les raisons de cet arrêt dans ses investissements mais l'hypothèse vient vite que le krach financier d'octobre 1929 et ses suites n'y furent pas étrangers. Pourtant la crise semblait épargner la France et surtout la loi Loucheur était devenue un fort stimulant pour toute l'architecture domestique, si bien que Michelet reprit sans doute confiance et qu'il sollicita à nouveau Charles Masson pendant l'été 1933, sans deviner que la crise allait bientôt frapper le

pays. Le projet de Michelet était nouveau à deux points de vue : il s'agissait de construire deux immeubles – et non des villas – situés non pas à Saurupt mais avenue du Général Leclerc, autrefois avenue du Montet. Pour Masson – mais Michelet ne se gêna sans doute pas pour donner son avis – ce fut l'occasion de mettre au point un nouveau type d'immeuble.

La date d'acquisition du terrain est inconnue. Sa superficie de 345 m<sup>2</sup> fut divisée en deux parcelles, l'une de 185 m<sup>2</sup> pour l'immeuble situé au n°99, l'autre de 160m<sup>2</sup>. Masson établit les plans de ces immeubles le 1<sup>er</sup> septembre 1933<sup>832</sup> et le permis de construire fut déposé par Léon Michelet avant la fin de l'année<sup>833</sup>. Les immeubles portent la date de 1934 mais, là encore, elle ne correspond pas à l'achèvement des travaux qui restent à ce jour inconnue. Ce chantier fut le dernier mené par Léon Michelet qui passa ensuite le relais à sa fille Suzanne.

Pour la première fois, les immeubles commandés par Michelet à Masson se trouvaient donc hors du strict périmètre du Parc de Saurupt, cependant ils n'en sont pas si éloignés et bénéficient en écho de son prestige. Le passage de la ligne de tramway à leur pied constituait un argument de vente supplémentaire comme c'était déjà le cas pour le premier lotissement du Parc de Saurupt.

Les plans de ces immeubles mitoyens sont très proches : le rez-de-chaussée est occupé par un commerce accompagné d'un petit logement, puis les trois étages carrés et l'étage de comble sont occupés par des appartements bourgeois. Dans des espaces contraints, la superficie des appartements au n° 99 étant d'environ 120 m<sup>2</sup> (avec deux chambres selon le plan à « extension » déjà vu dans l'immeuble Cortellini du 47 rue Maréchal Oudinot) et de 95 m<sup>2</sup> (avec une seule chambre) au n°99 bis, Charles Masson sut préserver les différents lieux présents dans ses demeures du Parc de Saurupt : salle de bains, loggia, terrasse et jardin d'hiver, ce qui assure à ces appartements un luxe digne d'une villa. La structure en béton armé a grandement facilité ces dispositions. C'est aussi grâce à elle qu'il a pu diversifier les façades en jouant avec les saillies et les décrochements. Grâce à elle encore, que Masson réussit à résoudre un problème de rapport entre la composition des appartements et le rythme des baies. Les deux pièces en façade – souvent la salle à manger et le salon – devraient entraîner la création de deux travées de fenêtres : solution binaire et dissymétrique qu'il adopta pour ses villas mais qu'il refusa pour ses derniers immeubles. Il préféra une façade plus équilibrée avec un axe percé d'ouvertures. C'est ainsi qu'il créa la médiane des loggias ou des jardins d'hiver qui s'ouvrent non pas sur une pièce mais sur les deux pièces de réception. La proposition fut sans doute satisfaisante et

---

<sup>832</sup>. AM Nancy, 668 W 115 : Santé et environnement

<sup>833</sup>. 'Autorisations de travaux' in *l'ICE* le 10 décembre 1933

pour Masson et pour Michelet puisqu'elle fut adoptée à partir de 1933 par les trois immeubles Michelet, et aussi pas les immeubles Robert et Mairot, comme on le verra plus loin.

La pierre de taille est totalement absente et le décor se limite aux portes et aux rambardes en fer forgé. Disparaissent aussi les arcs polygonaux et les motifs décoratifs Art déco qui ornaient ses précédents immeubles, comme les immeubles Salles et Bouchard que nous étudierons dans le chapitre suivant. Masson soigne toujours le couronnement de ses immeubles de manière à les singulariser : une loggia pour le n° 99, un fronton triangulaire pour le n° 99 bis. Ces deux immeubles aux lignes orthogonales claires introduisent une ultime évolution du style de Masson vers un classicisme épuré.

Tous ces paramètres incitent à penser que Michelet visait une clientèle certes moins riche que celle des maisons qu'il avait construites précédemment à Saurupt mais tout de même attachée au confort moderne (la salle de bains mais pas de garage) et bourgeois (la terrasse, la loggia ou le jardin d'hiver). Ses appartements, cette fois, étaient destinés à la location ; c'est sans doute ce qui explique la présence d'un commerce. Les locataires appartenaient plutôt à la catégorie sociale des classes supérieures : docteur en médecine, agent immobilier, officier aviateur, représentants<sup>834</sup>.

### **3.6. L'immeuble de Suzanne Michelet, 12, rue Notre-Dame de Lourdes, le plus luxueux (cat. n° 48)**

Suzanne Michelet, fille unique de Léon Michelet, à l'âge de 28 ans, sollicite Charles Masson pour se faire construire un immeuble de rapport, sur un terrain de 280 m<sup>2</sup> situé au n°12 de la rue Notre-Dame de Lourdes, une toute nouvelle rue ouverte entre 1933 et 1934. Ce projet est à deux pas des deux immeubles de son père en cours construction rue du Général Leclerc. L'architecte dressa, entre le 20 avril et le 5 juin 1934<sup>835</sup>, les plans de l'immeuble qui fut occupé dès 1935<sup>836</sup>.

Cette fois il s'agissait d'un petit immeuble seulement résidentiel dont le sous-sol est occupé par des garages. La surface des cinq étages, chacun de 140 m<sup>2</sup> (sauf au rez-de-chaussée) permet à Masson de disposer, avec générosité, ses espaces d'agrément habituels : loggia sur laquelle donnent les deux chambres à l'arrière et jardin d'hiver qui ouvre sur la salle-à-manger et le « studio » en façade principale. La structure en béton facilite encore la construction et explique également la rapidité avec laquelle le chantier a été mené. La distribution des

---

<sup>834</sup>. AD 54, 6 M 33/ 394/69 : Recensement de population de Nancy (1936)

<sup>835</sup>. AM Nancy, 668 W 228 : Santé et environnement

<sup>836</sup>. AD 54, 3 P 394/ 26 : Matrice cadastrale



appartements et l'élévation sont très proches de celles des immeubles précédents commandés par le père, plus précisément c'est la reprise exacte celui du 99 rue du Général Leclerc avec davantage d'ampleur. Sans conteste, l'espace généreux de chacun des appartements de cet immeuble que Masson construisit pour Suzanne Michelet, constitue l'ultime signe de luxe qui pouvait aller jusqu'à satisfaire les clients des villas. Masson réalisait là son immeuble le plus luxueux alors que la crise frappait déjà à la porte de son cabinet.

Les locataires appartenaient aux classes supérieures : on y note la présence d'un ingénieur expert, d'un médecin militaire, un sous-directeur de Peugeot et un rentier<sup>837</sup>. Étant donné l'âge de Suzanne Michelet et son statut de célibataire, il ne fait aucun doute que c'est son père qui finança ce projet ; il s'agit certainement plus de lui assurer des revenus que de la lancer dans le métier de promoteur immobilier.

### **3.7. Le dernier appel à Masson pour la villa familiale, 23, rue du Lieutenant Henri Crépin (cat n° 53)**

À une date inconnue, sans doute au milieu des années Trente, Suzanne Michelet, alors domiciliée, avec ses parents, au n°11 de la rue du Lieutenant Henri Crépin, demanda à Masson de construire, au n°23 de la même rue, une demeure familiale. Elle racheta, à une date inconnue, un terrain de 521 m<sup>2</sup>, précédemment acquis le 9 janvier 1931 par Auguste Munier<sup>838</sup>.

Les plans dressés pour Suzanne Michelet, conservés aux archives municipales ne portent ni signature ni date<sup>839</sup>. Pourtant il ne fait pas de doute qu'ils sont de la main de notre architecte. Ce n'est pas un cas exceptionnel, les plans de la maison Mansuy (cat. n°52) dressés en 1936 ne sont pas non plus signés. La cause en est sans doute sa situation de « failli » notifiée le 29 septembre 1935 qui lui interdit de travailler en Meurthe-et-Moselle, il prit donc la précaution de ne plus signer ses plans. L'ensemble des plans a été examiné et accepté par le Service d'Hygiène de la Ville de Nancy durant la fin du mois de janvier 1938. Ce projet a donc été réalisé à la fin de 1937 ou au début de 1938 alors que l'architecte habitait à Metz<sup>840</sup>. Cette commande montre clairement la fidélité des Michelet à l'égard de leur architecte malgré les difficultés qu'il rencontrait.

---

<sup>837</sup>. AM Nancy, 6 M 33/394/ 69, *op. cit.*,

<sup>838</sup>. AM Nancy, 34 W 57 : Vente de terrain

<sup>839</sup>. AM Nancy, 668 W 183 : Santé et environnement

<sup>840</sup>. À partir de la seconde moitié de l'année 1938, la signature de Masson apparaît à nouveau, avec la date, sur les plans, comme le cas de la villa Roussel.

Le 11 janvier 1938, Suzanne Michelet déposa une demande d'autorisation de travaux<sup>841</sup> examinée les 21 et 31 janvier 1938 par le service d'hygiène de la ville de Nancy. La matrice cadastrale donne la date de 1938 comme date d'achèvement mais ce n'est qu'en 1940 que la famille Michelet quitta le n°11 de la rue du Lieutenant Henri Crépin.

Cette nouvelle demeure familiale était naturellement mieux adaptée que la précédente et elle présentait tous les signes habituels du confort voire d'un certain standing : garage en sous-sol, jardin d'hiver dans la suite de l'enfilade salon-salle à manger, office et chambre de domestique. Il faut noter encore une fois la largeur de la façade qui atteint 10 m et qui permet, comme dans les villas précédentes une organisation axiale et symétrique du plan et de la façade. Celle-ci est traitée avec grand soin, de façon subtile et rigoureuse à la fois ; chaque baie reste très complexe et nettement moulurée ; assises et couvrements ont toujours des formes originales.

Léon Michelet décéda à Pont-Varin en Haute-Marne, le 9 mai 1941, à l'âge de 66 ans, puis il fut inhumé à Wassy<sup>842</sup>. Suzanne, toujours célibataire, habita la villa du 23 rue du Lieutenant Henri Crépin avec sa mère, jusqu'à son décès précoce le 29 janvier 1952, à l'âge de 45 ans. Sa dépouille rejoignit celle de son père à Wassy<sup>843</sup>. Quant à Madame Michelet, elle mourut le 24 septembre 1959, non dans la maison familiale du Parc de Saurupt, mais dans un appartement de l'immeuble bâti par sa fille au n°12 de la rue Notre-Dame de Lourdes.

## Conclusion

La longue histoire des relations entre Masson et les familles Verry-Michelet offrit à Charles Masson de nouvelles perspectives. Henry Verry qui ouvrit la voie n'avait pas les moyens d'offrir à l'architecte des commandes d'envergure, les œuvres alors réalisées appartinrent à une phase où Masson cherchait encore son style. Il est d'ailleurs surprenant qu'il ne sollicitât plus Masson mais fit appel à un de ses concurrents alors parmi les plus en vue. Du coup on peut également s'interroger sur les relations des familles Verry et Michelet. Léon Michelet devenant le principal commanditaire de Masson ne portait-il pas ombrage aux ambitions de Verry ? Ce dernier aurait pu jouer le rôle d'agent immobilier de son beau-frère pourtant jamais ils ne travaillèrent ensemble...

---

<sup>841</sup>. AM Nancy, 1 O 1348 : Permis de construire (1938)

<sup>842</sup>. 'Avis de décès' in *L'Echo de Nancy* le 16 mai 1941

<sup>843</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 5 février 1952

La carrière de Léon Michelet fut, à n'en pas douter, plus linéaire, plus logique. Nombreuses sont les familles du bâtiment à connaître ces évolutions ; le simple maçon devenant chef d'entreprise est un cas de figure fréquent, celui qui devient promoteur est plus rare. L'exemple de la famille France-Lanord est alors un exemple prestigieux mais leur expérience dans le domaine de la promotion immobilière – malheureusement peu étudiée – est restée limitée.

Les demeures commandées par Michelet furent – la fidélité et sans doute l'amitié engendrant la confiance – l'occasion pour Charles Masson, de bénéficier d'un espace de liberté. Il expérimenta de nouvelles formes architecturales. Ainsi la loggia, qui apparaît dès 1926 (cat. n°12), fut déclinée à de nombreuses occasions dans des formes multiples ; les plus spectaculaires furent celles déployées à partir de 1929 dans la série des quatre maisons réalisées rue du Lieutenant Henri Crépin (cat. n°26, 27, 29 et 30). Charles Masson réinventa l'hôtel particulier en tâtonnant comme il le fit au n° 13 de la rue du Général Clinchant (cat. n° 23) avant de trouver une réponse brillante dans cette fameuse série de ces quatre demeures voisines et apparentées. Le rez-de-chaussée de service intégrait une fonction nouvelle, celle du garage, qui trouva sa place à côté de la cage d'escalier, le logement du chauffeur et la chaufferie du chauffage central... Loggias et jardins d'hiver ouvrirent la demeure à la fois sur l'extérieur et sur une nature confinée. De telles œuvres ne peuvent se faire sans une osmose pour ainsi dire totale entre commanditaire et architecte.

On peut émettre l'hypothèse que Michelet et Masson étaient sur un pied d'égalité. En effet le promoteur bénéficiait d'une réelle expérience. Il eut certainement sa part dans la création architecturale mise en œuvre par Masson, notamment pour les six villas de Saurupt et les trois immeubles. En effet il est frappant de constater que ces villas partagent toutes une façade à l'axialité et à la symétrie classiques, alors que les villas que Masson construisait pour des propriétaires-résidents sont généralement un peu plus étroites et présentent une façade dissymétrique où l'une des travées est réservée à l'entrée et à sa mise en scène spectaculaire comme on l'a vu. Ne serait-ce pas Michelet qui suggéra à l'architecte le modèle de cette nouvelle variante de l'hôtel particulier pourvu de vastes pièces de réception, doté de tout le confort et de tous les signes du bien-être bourgeois et où le rez-de-chaussée technique fait fonction d'entrée en combinant l'accès des habitants et de leur automobile ? Modèle qui fut mis en œuvre dans la suite des quatre villas voisines de la rue du Lieutenant Henri-Crépin, et nulle part ailleurs. Michelet était-il en avance sur les usages sociaux de son temps ? Pensait-il que l'automobile allait bouleverser les manières de vivre au point que les habitants souhaiteraient passer directement de leur voiture à leur intérieur ? Ce rez-de-chaussée technique en donnant

la priorité à l'automobile, enlevait toute solennité à l'entrée des habitants, qu'au contraire Masson soignait particulièrement dans les villas qu'il construisait pour des propriétaires résidents. La difficulté rencontrée par Léon Michelet pour vendre une de ces maisons montre que ce nouveau type d'hôtel particulier ou de villa de grand luxe ne satisfaisait pas complètement la clientèle et finalement mettra un terme à ce type de demeure. C'est sans doute une des raisons qui poussa la famille Michelet à s'investir dans des petits immeubles de rapport, la location des appartements de grande qualité était devenue d'un meilleur rendement que la vente de demeures unifamiliales. Mais encore dans cette dernière phase de leur collaboration, Michelet dut sans doute encourager Masson dans sa création d'un nouveau type d'immeuble tout à la fois cosu, moderne et possédant tous les détails qui font le luxe, notamment le jardin d'hiver et la loggia. La symétrie de leurs façades est peut-être la signature de Michelet et la marque de son goût.

Enfin par son métier d'entrepreneur, Michelet contribua sans aucun doute aux solutions techniques adoptées. L'utilisation, à grande échelle, du béton armé libérait les espaces et assurait une rapidité d'exécution remarquable. Sa généralisation remit en question l'utilisation des matériaux traditionnels, la pierre de taille devint un « matériau d'appel » pour une clientèle encore traditionnelle qui avait besoin d'être rassurée dans ses investissements. En revanche elle disparut lorsqu'il s'agissait de construire des immeubles de rapport. La place et la nature du décor évoluèrent considérablement. Décor rapporté et décor sculpté en pierre se disputèrent les meilleurs emplacements puis disparurent. L'hôtel particulier faisait bonne place au décor, l'immeuble de rapport la lui refusa. Seul le fer forgé résista et demeura le support privilégié de l'évolution des formes : il passa de la figuration à la géométrisation des fers.

La rencontre de ces personnalités – commanditaires et architecte – constitua un moment privilégié de l'histoire de l'architecture nancéienne. La saga familiale des Verry-Michelet, originaire de la même commune rurale, contribua à faire émerger, à travers treize commandes, des pratiques professionnelles qui passent le plus souvent inaperçues et qui, suivant la personnalité des acteurs, aboutissent à des expériences mitigées ou à des réussites brillantes. Un des autres aspects abordés est la vente et la location des demeures ou des appartements. Henry Verry poussa l'expérience jusqu'à son terme en faisant travailler plusieurs architectes et en devenant agent immobilier, les Michelet devinrent promoteur immobilier en restant fidèles à Charles Masson.

## Chapitre 3

### Les années Trente : le temps des immeubles

De ces immeubles, il vient déjà d'être question avec ceux que Michelet et sa fille ont fait bâtir avenue Général Leclerc et rue Notre-Dame de Lourdes. Au cours du début de ces années 1930, Masson fut amené à donner les plans de douze autres immeubles, alors que précédemment, à partir des années 1925, les commandes de cette sorte avaient été plus rares et qu'on lui avait demandé bien davantage de maisons dont beaucoup étaient, comme on l'a vu, destinées à la revente immédiate, et bien moins souvent à la location. Michelet incarne particulièrement bien ce revirement, ce passage de la commande de maisons à celle d'immeubles.

Comment expliquer cette brusque demande d'immeubles qui accapara presque toute l'activité de Masson ? L'époque avait vraiment changé. La France tentait enfin de combler le retard qu'elle avait pris en matière de politique du logement. Le signe de ce tournant fut la fameuse loi Loucheur votée en 1928. Il s'agissait pour l'État d'encourager grâce à des taux réduits, la construction de logements destinés aux classes inférieures mais aussi moyennes<sup>844</sup>. Selon les statistiques établies par les historiens de la période, la part des immeubles dans la construction des années Trente augmente de 18% par rapport aux années Vingt, tandis que celle des maisons recule de 5%<sup>845</sup>. Le meilleur exemple nancéen – et le plus souvent cité – est la cité Senn bâtie par la société HBM entre 1929 et 1931 d'après les plans de Raphaël Oudeville, à la limite de Nancy et de Villers-lès-Nancy. Pourtant dans le fonds qui, aux archives départementales<sup>846</sup>, regroupe les demandes de financement en liaison avec la loi Loucheur, on ne trouve aucune trace d'un dossier déposé par Masson. Faut-il en conclure que notre architecte n'a pas agi dans ce cadre ? Vraisemblablement. Mais on peut s'en étonner quand on se souvient que Masson avait participé en 1929 au concours-exposition organisé par la Chambre de Commerce et les organismes d'habitation à bon marché de Nancy et qu'il avait obtenu deux médailles d'argent, une dans chacune des deux catégories du concours : habitations à bon marché et logements à loyers moyens. Sans doute faut-il voir dans cette participation l'effort constant de Masson pour élargir sa clientèle, sans doute aussi son intérêt pour ce type de

---

<sup>844</sup>. La loi Loucheur institua un programme de construction de 260 000 logements dont 200 000 habitations individuelles et 60 000 logements à loyer moyen. Le plafond maximum de loyer était de 35 000 francs par an.

<sup>845</sup>. Voir les recensements de Gilles Marseille (2010) : liste d'édifice (recensement donnée au groupe Art déco) et liste de bâtiments de Nancy à partir des permis de construire et des inventaires de fonds d'architectes période 1886-1945.

<sup>846</sup>. AD 54, W 34-38.

logement et de construction. Malgré cela, il resta d'abord l'architecte des bourgeois les plus favorisés de Nancy. Et c'est à leur demande qu'il projeta des immeubles. Son investissement affirmé à Saurupt avait forgé sa réputation et il ne pouvait plus s'en défaire.

Cependant ce contexte nouveau législatif a pu avoir indirectement un effet positif sur l'activité de Masson, en stimulant la promotion et la construction de logements. D'autant plus que la France semblait alors échapper complètement à la violente crise qui frappait depuis 1929 la plupart des pays industrialisés du monde occidental. Le taux de chômage en était tout à fait révélateur : alors qu'il semblait devenir menaçant en France en passant brusquement, au cours des années 1932-1933, de 2% à 15 %, il atteignait déjà les 36 % aux Etats-Unis et même 44 % en Allemagne. Le contexte économique resta plutôt favorable en France jusqu'au retournement de la conjoncture au cours de l'été 1933. Les constructions d'immeubles se multiplièrent. Le symptôme le plus visible de cette vague fut le changement d'échelle : les immeubles n'étaient guère plus larges mais un peu plus hauts et passèrent de 4-5 étages à 6-7.

## **1. Les immeubles projetés entre 1927 et 1934**

Les trois premiers immeubles étudiés ici – les immeubles de Redon (cat.18), Maurice (cat. 20) et Salles (cat. 33) – sont des commandes uniques, dans la suite des trois immeubles qu'il avait bâti en 1924-1925. Respectivement projetés en 1927, 1928 et 1930, ce sont des bâtiments au gabarit modeste – trois à quatre appartements, un par étage – alors que ceux de la période suivante seront de bien plus grande ampleur, ce qui correspondrait à la mise en œuvre de la loi Loucheur. Il en va de même avec les deux immeubles commandés par les Bochart, mère et fils, (cat. 39) et (cat. 51) en 1933. Tous ces immeubles paraissent alors des cas isolés dans l'œuvre de Charles Masson, pour autant ce ne sont pas les premiers puisque, comme on vient de le voir, l'architecte a reçu dès 1924 la commande des immeubles Hautdidier (cat. 4) et Cortellini-Albertinetti (cat. 7 et 8). Alors que ces constructions des années 1924-1925 laissaient paraître un réel « archaïsme », les nouvelles traduisent une approche architecturale qui intègre certaines des recherches formelles expérimentées par Masson dans les villas et les maisons qu'il construisait alors. À la différence des immeubles projetés après la promulgation de la loi Loucheur, ils restent modestes et ne dépassent pas quatre étages d'habitation, moins donc que les deux immeubles de Cortellini et Albertinetti érigés en 1925. Le profil des commanditaires est lui aussi particulier.

À cette série, on ajoutera un petit immeuble – plutôt une grosse maison – en rien remarquable et qui passe même pour quelconque dans la production de Masson. C’était en fait la reprise et la surélévation de la maison des Thouesny (cat. 41), un couple aux revenus modestes, que Masson accepta cependant de conduire en 1933.

### **1.1. L’immeuble de Redon, ou comment assurer des rentes à une noble veuve (cat. 18)**

Les plans de ce petit immeuble que *Batimod* se contente d’appeler « maison de rapport », furent réalisés une dizaine de mois après ceux de la maison Poirel, villa initialement individuelle transformée en immeuble. Les deux immeubles présentent certains points communs. Le contexte spéculatif était le même et au premier abord les intentions de Thérèse de Redon ne semblent guère différer de celles d’Edmond Poirel. À la nuance que la vente de l’immeuble de chacun ne se fit pas dans le même état d’esprit : pour Poirel, c’était un objectif, pour Th. de Redon seulement une aubaine.

#### **1.1.1. Thérèse de Redon, une aristocrate veuve et versaillaise**

Thérèse de Redon, née Piquemal, commanditaire de cet immeuble en 1927, appartenait, par ses origines, à l’aristocratie de l’Ancien Régime. Dans notre corpus, l’histoire de sa famille est peu commune. Les Piquemal étaient des militaires mosellans et, tout en restant royalistes, ils servirent tous les régimes politiques qui se succédèrent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (T.2, p. 166 : A.G de Redon-Piquemal). Son père, Charles-Alexis Piquemal (1834-1917)<sup>847</sup>, polytechnicien, servit Napoléon III et prit part, comme artilleur, aux batailles de Magenta et de Solferino en 1859. La même année, il fut promu sous-lieutenant puis capitaine en 1865. Après avoir donné sa démission en 1867, il se retira à Metz et prit une part active aux activités charitables de sa famille (fig. 157)<sup>848</sup>. En 1870, lors de la guerre franco-prussienne, Charles Piquemal reprit du service comme chef d’escadron commandant l’artillerie de la Garde mobile de la Moselle et,

---

<sup>847</sup>. ‘Charles Piquemal’, *Le journal de la Meurthe* le 18 mars 1917. Suite à la mort de Charles Alexis Piquemal, ce journal lui rendit hommage en consacrant une colonne à sa vie et sa famille. Nous avons utilisé cette biographie pour mener des recherches supplémentaires dans les dossiers d’état civil. Nous avons aussi trouvé une autre courte biographie sur internet, avec un portrait, réalisé par un artiste inconnu. En outre, par rapport aux informations données dans le journal régional, ses activités sont légèrement différentes, notamment au niveau des dates. Nous avons privilégié *Le journal de la Meurthe* pour recomposer la vie de Charles Alexis Piquemal, père de la commanditaire.

<sup>848</sup>. La famille Piquemal a bâti l’église de Fey, a fondé l’orphelinat de Sainte-Constance et l’Œuvre des Soldats pour les militaires de la garnison. Ce patronage rendit de précieux services dans cette ville où les troupes étaient nombreuses.

lors du siège de Metz, il fut fait prisonnier. À son retour de captivité, il opta pour la France et la Lorraine non annexée et s'installa à Nancy puis à Maxéville, notamment au château de Gentilly (fig. 158), et y poursuivit ses engagements sociaux et politiques<sup>849</sup>.

La mère de la commanditaire, Louise-Marguerite, est une fille de Dominique d'Hausen de Weidesheim, maître de forges mosellan apparenté aux de Wendel. De son mariage avec Charles-Alexis Piquemal, elle eut trois filles dont la cadette, Thérèse, vit le jour le 2 avril 1865 à Metz. Fidèles à la tradition familiale, toutes trois épousèrent des militaires de haut rang (fig. 159 et 160)<sup>850</sup>. Pour sa part, Thérèse s'unit, le 2 décembre 1885, à Maxéville, à Sébastien Albert de Redon, alors commandant de chasseurs d'Afrique<sup>851</sup>. Elle demeura chez ses parents jusqu'au décès de sa mère en 1892. Elle rejoignit alors son époux en garnison à Saint-Germain-en-Laye et commandant du 18<sup>ème</sup> régiment de chasseurs<sup>852</sup>. Le 14 avril 1902, il fut nommé Chevalier de la Légion d'Honneur<sup>853</sup>. Et lors de son décès le 15 décembre 1924, il était colonel en retraite et sa famille résidait, à proximité de la place d'Armes du château de Versailles. Nous perdons la trace de Thérèse de Redon en 1937, elle a alors 72 ans<sup>854</sup>.

### 1.1.2. Une commande spéculative ?

Alors qu'elle était veuve depuis trois ans, Thérèse de Redon déposa, le 12 avril 1927, un permis de construire pour un terrain de 148 m<sup>2</sup> lui appartenant situé au 31, rue Aristide Briand à Nancy<sup>855</sup>. La date d'acquisition de la parcelle est inconnue mais elle n'est pas récente car celle-ci était occupée par un édifice détruit pendant la première guerre mondiale<sup>856</sup>. La rue récemment ouverte<sup>857</sup> n'était pas encore aux normes, c'est la raison pour laquelle le

---

<sup>849</sup>. Il était président du Comité du Cercle catholique d'ouvriers de Maxéville et président de la Conférence de Saint-Vincent de Paul. Il représenta aussi le département en qualité de président du Comité royaliste de Meurthe-et-Moselle.

<sup>850</sup>. Elisabeth (née 1863 à Metz), sa sœur aînée fut mariée au Comte d'Espinay Saint-Luc, capitaine de vaisseau, propriétaire du château de Montgiron à Veilleins (41). Sa petite sœur, Pauline (née à Maxéville en 1877), épousa Georges des Aulnois, capitaine de la territoriale.

<sup>851</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 356/R 1 : NMD (1883-1895) Maxéville.

<sup>852</sup>. AD 78, 2MIEC296 : l'acte de naissance à Saint-Germain-en-Laye en 1898 de leur fils atteste de la présence de Thérèse de Picquemal auprès de son mari.

<sup>853</sup>. Archives nationales de France, Fontainebleau-Paris-Pierrefitte-sur-Seine, LH/2282/72 : la base Léonore [http://www.culture.gouv.fr/LH/LH187/PG/FRDAFAN83\\_OL2282072V001.htm](http://www.culture.gouv.fr/LH/LH187/PG/FRDAFAN83_OL2282072V001.htm)

<sup>854</sup>. AD 78, 2 Mi 387 : Registre de population de Versailles (1936). À Versailles, Th. Picquemal habita 14 rue Hoche puis le 11 (aujourd'hui 11 bis) rue Colbert jusqu'en 1936. Voir AD 78, PER 267, Annuaire de Versailles (1926-1937)

<sup>855</sup>. AM Nancy, 1 O 1314 : Permis de construire.

<sup>856</sup>. Dans le permis de construire, l'usage d'habitation est bien indiqué avec sa localisation : « sur la rue de Mon Désert prolongée en emploi de dommages de guerre ».

<sup>857</sup>. Cette rue va de la place Paul Painlevé au boulevard Charlemagne, limitrophe de Nancy vers Laxou. Auparavant, elle était nommée rue de Mon Désert prolongée, aménagée de 1909 à 1934 afin de relier la rue de Mon Désert à Laxou. Rebaptisée en 1934, elle est devenue rue Aristide Briand.



commanditaire dut réaliser les raccordements aux égouts<sup>858</sup>. Charles Masson signa l'ensemble des plans d'un immeuble le 15 avril 1927<sup>859</sup>, quant à l'autorisation de mener les travaux, elle fut délivrée le 5 août de la même année<sup>860</sup>. La date d'achèvement de ces derniers n'est pas connue mais les premiers locataires arrivèrent en 1929. Le prix des loyers variant entre 5 500 et 6 000 francs, ce qui était élevé pour des appartements d'environ 110 m<sup>2</sup>, on peut en déduire que l'immeuble était destiné aux classes supérieures, ce que confirme la profession des premiers occupants : adjoint délégué, chocolatier et employé de banque<sup>861</sup>.

Le lien entre maître d'ouvrage et maître d'œuvre n'est – hélas – pas documenté. Leur origine mosellane commune et les compétences de Charles Masson en matière de reconstruction de dommages de guerre étaient peut-être les raisons de ce rapprochement ? Il est aussi possible que le lien passât par Marie-Pauline Piquemal, une sœur de la commanditaire, domiciliée à Nancy<sup>862</sup> et qui aurait ainsi pu suivre les travaux. Pourquoi n'aurait-elle pas recommandé un architecte réputé à sa sœur qui résidait à Versailles ?

Cet immeuble ne resta pas longtemps la propriété de Thérèse de Redon ; en effet au début des années 1930, sans qu'on connaisse exactement la date, il fut cédé à la société 'Proabd', créée en 1928 par Charles Ab der Halden (1886-1943), ingénieur chimiste formé à Nancy et alors directeur de l'usine de l'Union charbonnière vosgienne de Nomexy<sup>863</sup>. Cette vente assez rapide peut laisser penser qu'il s'agissait d'une opération spéculative mais ce n'est pas certain puisque Th. de Redon eut des locataires pendant quelques années. La construction initiale avait pour but premier d'assurer des revenus à la veuve de Redon en profitant du dynamisme du marché immobilier des Années folles qui se prolongeait. Elle dut constater que la vente rapporterait davantage que la location et assurait un fort accroissement de ses revenus.

### 1.1.3. Une œuvre de transition

Cet immeuble est le cinquième réalisé par Charles Masson mais c'est le premier pour lequel il utilise une structure en béton armé. Le projet initial comportait trois étages carrés, chacun comportant un grand appartement d'environ 100 m<sup>2</sup>, avec un grand comble qui, lors de la réalisation, fut aménagé pour y installer trois chambres éclairées par une lucarne, sans doute

---

<sup>858</sup>. Toujours d'après le permis de construire, cette rue n'avait pas d'égout lors de la construction, le pétitionnaire devait donc construire, à ses frais, un canal devant déverser les eaux usées et pluviales dans l'égout du Boulevard Charlemagne.

<sup>859</sup>. AM Nancy, 668 W 14 : Santé et urbanisme.

<sup>860</sup>. 'Autorisations de travaux' in *l'ICE* le 5 août 1927.

<sup>861</sup>. AM Nancy, 1 F 2551 : Registre de population de Nancy (1929)

<sup>862</sup>. 'Vente par licitation' in *L'Est Républicain* le 10 avril 1922.

<sup>863</sup>. AM Nancy, 1 F 2895 : Feuille de ménage (1930-1980)

destinées aux domestiques, ce qui confirme la vocation bourgeoise de l'immeuble. L'immeuble occupe la presque totalité d'un terrain irrégulier proche d'un trapèze isocèle plus profond que large<sup>864</sup>. Afin de résoudre ces problèmes, Masson place ses espaces de distribution – escalier et vestibule, salle de bains et cabinet de toilette – au centre de la maison dans une position transversale, la cage d'escalier étant éclairée par une verrière zénithale.

La structure en béton permet de libérer les espaces et assure ainsi leur fluidité. En conséquence de la forme du plan – à nouveau le plan à « extension » -, chacun des trois appartements compte, en plus de la cuisine, deux chambres situées sur la façade postérieure, chacune bien éclairée et donnant sur une courte terrasse, quant à la salle à manger et au salon, ils sont sur la rue, chacun éclairé par deux baies. L'absence de souches de cheminée confirme sans doute la présence d'un chauffage central.

La façade sur rue, mise à part la porte, est proche d'une ordonnance régulière : c'est le premier signe d'une composition classique. Un avant-corps central qui englobe les quatre baies des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveaux des deux travées centrales, le fronton triangulaire qui couronne l'avant-corps, les cannelures du trumeau qui s'apparente à un pilastre colossal et la corniche soutenue par de forts denticules confirment les références au classicisme. La porte latérale est plus large qu'une porte piétonne et plus proche d'un portail et pour confirmer cette apparence, elle est couronnée d'un linteau orné d'un fronton triangulaire. Ces emprunts confèrent à la façade des allures d'hôtel particulier. Le balcon continu du premier étage porté par une forte console à trois ressauts renforce cet aspect. Toutes ces références au « Grand style » devaient répondre aux souhaits de la commanditaire et s'accorder avec son statut social.

Comme à son habitude, Charles Masson détourne et recompose à sa fantaisie des poncifs appartenant à une autre époque, les seuls éléments modernes étant les ferronneries à enroulements des garde-corps des quatre portes-fenêtres de l'avant-corps ainsi que le cartouche du fronton central, les petits carreaux rapportés sur les allèges, le fronton et les impostes du portail qui portent un décor végétal stylisé de style Art déco. C'est souvent par les détails décoratifs que Charles Masson introduit la modernité. La structure en béton armé qui en est la marque la plus emblématique, n'étant perceptible qu'à un œil exercé, ne génère pas ici de formes nouvelles.

---

<sup>864</sup>. Les dimensions du terrain et celles d'édifice sont les suivantes : 148m<sup>2</sup> de terrain dont 110m<sup>2</sup> ont pris par l'édifice (10 m de largeur x 11,95m de profondeur). La largeur de la façade postérieure est de 7,5 m.

## 1.2. L'immeuble Maurice ou l'investissement prudent d'un *self made man* (cat. 20)

Un an plus après la commande de Thérèse de Redon, Charles Masson reçut celle d'un deuxième petit immeuble, cette fois résolument moderne, à bâtir 10 rue du Lieutenant Henri Crépin à Saurupt. Son commanditaire, Fernand Maurice, à la différence de Thérèse de Redon, paraît dépourvu d'histoire familiale et son origine sociale ne laissait en rien présager qu'il deviendrait propriétaire.

### 1.2.1. La belle carrière d'un enfant abandonné

Fernand Pierre Maurice (1891-1971) naquit à Nancy le 1<sup>er</sup> décembre 1891 au n°11 de la rue Stanislas de parents inconnus (T.2, p. 167 : A.G de la famille Maurice). La sage-femme qui a déclaré sa naissance, se retranchant derrière le secret professionnel, refusa de donner l'identité de l'accouchée<sup>865</sup>. Seul son livret militaire, enregistré à la subdivision de Vesoul, nous permet d'appréhender la vie de Fernand Maurice. Domicilié à Mélisey dans la Haute-Saône, il avait pour tuteur Louis Emile Haitzmann, ancien mécanicien de la compagnie des chemins de fer de l'Est<sup>866</sup>. En 1911, de façon surprenante pour un enfant abandonné, Fernand Maurice faisait ses études à Osnabrück en Allemagne<sup>867</sup>. On ignore les raisons de cette formation à l'étranger mais elle explique, comme nous le verrons, sa future carrière professionnelle. En attendant c'est la guerre qui le happa. Le 5 août 1914, il fut incorporé comme soldat de 2<sup>e</sup> classe. Promu caporal le 5 novembre de la même année, puis sergent le 11 février 1915 et enfin sous-lieutenant le 11 mai 1916, il termina la guerre comme lieutenant. Cité à l'ordre du 7<sup>e</sup> corps d'armée, le 1<sup>er</sup> novembre 1919, il fut démobilisé le 19 novembre 1919. « Bel exemple de courage et de sang-froid, sous un bombardement intense », il fut décoré de la Croix de guerre avec 5 citations : 2 étoiles de bronze, 1 étoile d'argent et 2 étoiles vermeilles puis il reçut la Croix de chevalier de la Légion d'honneur (fig. 161)<sup>868</sup>. Son parcours militaire laisse deviner un homme de caractère, courageux et généreux.

Rentré à Vesoul, il fut nommé peu après, dès 1920, au poste prestigieux de directeur des services de l'enseignement du Haut-Commissariat de la France à Coblenz puis à Wiesbaden<sup>869</sup>.

---

<sup>865</sup>. AM Nancy, 2MI 524 : N (1891) Nancy

<sup>866</sup>. Le recensement de population de Mélisey (1911) aux archives départementales Haute-Saône sous la cote LN 339, nous permet connaître ce nom. Il y a une seule famille Haitzmann dans cette petite commune de 4 566 âmes. Louis-Émile demeura à Cirey-sur-Vezouze (54) puis s'installa à Mélisey avec sa femme et une fille.

<sup>867</sup>. AD 70, RM 161 : Registre matricule de Maurice Fernand Pierre (1911).

<sup>868</sup>. AN, base de données Léonore :

[http://www.culture.gouv.fr/LH/LH296/PG/FRDAFAN84\\_O19800035v1949864.htm](http://www.culture.gouv.fr/LH/LH296/PG/FRDAFAN84_O19800035v1949864.htm)

<sup>869</sup>. La Haute Commission était un organe fondé à la suite de la convention d'armistice, par le Conseil suprême économique, dans le but de « régler les questions économiques soulevées par la situation de l'Allemagne au lendemain de la guerre et par l'occupation ». Le siège de la Commission interalliée des territoires rhénans (C.I.T.R,

Émanation du traité de Versailles, la Haute Commission interalliée des territoires rhénans (H.C.I.T.R, 1920-1930) était chargée de l'administration de la rive gauche du Rhin occupée par les Français (fig. 162)<sup>870</sup>. C'est en 1928 et depuis Coblenz, que Fernand Pierre Maurice sollicite Charles Masson. Nous ne connaissons pas les raisons qui le poussèrent à se faire construire un immeuble à Nancy ni pourquoi il s'adressa à notre architecte. Il est vraisemblable qu'il avait gardé des liens avec sa ville natale, quant à ses relations avec Charles Masson, elles restent un mystère. Quelques pistes sont possibles qui, selon l'une, réunit Saint-Georges où est né Masson et Cirey-sur-Vezouze où résida le tuteur Haitzman, deux bourgades proches mais séparées par la frontière jusqu'en 1918<sup>871</sup>. Une autre soulignerait la proximité des profils socio-culturels de Maurice et de Masson, tous deux ayant une double culture française et allemande, à quoi s'ajouterait un âge proche, Masson étant plus jeune de trois ans seulement.

Maurice s'installa dans l'appartement du premier étage le 1<sup>er</sup> juillet 1930<sup>872</sup>. C'est donc que ses intentions étaient doubles : d'abord investir mais aussi en profiter pour se loger de façon confortable et conforme à son statut social acquis. En effet son séjour à Nancy fut bref et il quitta la ville pour Pau où, le 5 août 1933, il épousait Marguerite Angélique Paillons. Originnaire de cette ville, elle était la fille de Jean Bernard Jules Paillons et de Marie Plasteif Cassou<sup>873</sup>. L'acte de mariage mentionne, de façon surprenante, la présence des parents du marié : Pierre Eugène Maurice, retraité, et Marie Louise Arnold, tous deux sont domiciliés à Paris (8<sup>e</sup>)<sup>874</sup>. C'est le seul acte qui révèle leur existence mais nous ne connaissons pas leur origine et les raisons de l'abandon de leur fils. C'est la preuve aussi que Fernand ne fut pas complètement abandonné mais on ne sait pas à quelle date intervint la reconnaissance de ses parents. Le niveau et la qualité de ses études laissent supposer que ceux-ci n'y furent sans doute pas étrangers. De cette union, le 14 novembre 1934, à Pau, naquit un enfant unique, Jean Fernand<sup>875</sup> qui, en 1955,

---

1918-1920) puis de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans (H.C.I.T.R, 1920-1930), fut situé à Luxembourg, ensuite transféré à Coblenz. La Haute Commission était composée d'un Haut-commissaire par la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Etats-Unis sur la base du traité de Versailles. Toujours selon le même dossier, la Haute Commission était représentée dans le territoire par des délégués supérieurs dans les provinces et par des délégués dans les cercles, dont des délégués supérieurs résidaient à Mayence, Wiesbaden, Coblenz, Trèves, Bonne et à Spire. Il semble que Fernand Pierre Maurice travaillait au service des délégués supérieurs en pris en compte de ses adresses.

<sup>870</sup>. Des dossiers sur l'inventaire des archives de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) sont consultables aux Archives Nationale en sous-série AJ9.

<sup>871</sup>. Léon Jules Haitzmann, fils de tuteur de Maurice, est né à Cirey-sur-Vezouze en 1878 (AD 54, 2 Mi-EC 128/R 3) et est engagé volontaire pour quatre ans de son service militaire à Nancy (AD 70, RM 111 : registre matricule militaire en 1898). Son domicile était toujours à Cirey.

<sup>872</sup>. AM Nancy, 1 F 2535 : Registre de population de Nancy (1929).

<sup>873</sup>. Un contrat de mariage est dressé par maître Lamarque, notaire à Oloron (Basses-Pyrénées).

<sup>874</sup>. AM Pau, M (1933).

<sup>875</sup>. AM Pau, N (1934).

vint faire ses études à Nancy et résida dans l'immeuble familial<sup>876</sup>. Fernand Maurice, pour sa part, poursuivit son activité d'inspecteur d'académie à Pau et y décéda le 6 septembre 1971 dans sa 80<sup>ème</sup> année.

La vente rapide de l'appartement du deuxième étage, dès 1929, à madame veuve Bichoffe peut nous interpeller<sup>877</sup>. En effet celle-ci avait un fils Adrien, que Fernand a pu connaître sur le front, avant qu'il ne fût tué à Verdun en 1917, et qui appartenait comme lui au 42<sup>ème</sup> régiment d'infanterie. C'était lui aussi un garçon diplômé<sup>878</sup>. En 1919, sa mère quitta Pont-à-Mousson et s'installa à Nancy, rue Pasteur, dans la même rue que notre commanditaire au moment où il s'adressa à Charles Masson<sup>879</sup>. Aussi l'immeuble aurait-il pu être commandé simultanément par Fernand Maurice et par Mme Bichoffe, cette dernière y décéda le 10 janvier 1971 dans sa 93<sup>ème</sup> année<sup>880</sup> ? Cette hypothèse permettrait d'envisager un cofinancement de l'immeuble. Mais faute de preuves, nous attribuerons la commande au seul Fernand Maurice, Mme Bichoffe se portant acquéreur du second étage au moment où il était nommé à Pau.

Aucune intention spéculative chez Fernand Maurice lorsqu'il entreprit de faire bâtir ce petit immeuble puisqu'en 1955, il possédait encore l'appartement qu'il s'était réservé en 1929 et qu'il conserva malgré son installation à Pau. Il s'agissait pour lui d'afficher la haute position sociale qu'il avait acquise grâce à ses seuls talents, en élisant domicile à Saurupt et en aménageant un appartement pourvu de toutes les dernières fonctions modernes tout en respectant les usages de la bourgeoisie, notamment en ayant recours aux domestiques. Enfin connaissant la fragilité de la destinée humaine, il demanda d'ajouter un appartement absolument identique au sien – comme on va le voir – destiné donc à une famille tout à fait pareille à la sienne, garantie d'un certain entre-soi.

---

<sup>876</sup>. AM Nancy, 1 F 2799 : Feuille de ménage (1930-1980).

<sup>877</sup>. AM Nancy, 1 F 2541 : Registre de population de Nancy (1929). Selon la matrice générale des propriétés bâties (AM Nancy, 3 P 394/26), Pierre Maurice est classé dans la case n°4076 et Vve. Bichoffe porte la case n°4077. Ce matricule annonce que Maurice possède le rez-de-chaussée de cette construction, mais il n'y a pas de logement au rez-de-chaussée car c'est un étage de service. Cela signifie qu'il est propriétaire du 1er étage. Mme. Bichoffe est donc propriétaire du second étage.

<sup>878</sup>. Alfred Adrien Bichoffe était professeur de lettres au collège de Pont-à-Mousson. Mobilisé durant la Grande guerre, il effectua son service militaire comme sergent au 42<sup>e</sup> Régiment d'infanterie selon son avis de décès (*L'Est Républicain* le 9 mars 1917) et le dossier de la mémoire des hommes.

<sup>879</sup>. Mme. Bichoffe habitait au n°54 rue Pasteur (1 F 2495 : registre de population de Nancy en 1928), Maurice au n°64 (1 O 1320 : permis de construire de Nancy en 1928).

<sup>880</sup>. AM Nancy, 1 F 2851, Feuille de ménage (1930-1980)

### 1.2.2. Un immeuble moderne

Les plans de cet immeuble à Saurupt furent dressés par Masson le 15 avril 1928 : il s'agissait d'un petit immeuble de quatre étages à deux travées<sup>881</sup>. Et le terrain d'environ 270 m<sup>2</sup> sur lequel il était projeté, était antérieurement la propriété de Masson<sup>882</sup>, mais nous n'avons pas retrouvé la trace de la transaction entre l'architecte et le commanditaire. Le permis de construire fut établi le 19 juin 1928 par Maurice qui résidait alors à Coblenche, mais comme adresse, il donna la rue Pasteur à Nancy sans toutefois que son nom apparût dans le registre de population<sup>883</sup>. Les travaux furent achevés au cours de l'année 1929. Et la matrice générale des propriétés bâties confirme qu'il s'agit bien d'une construction nouvelle.

Avec la maison de rapport de Poirel, ce petit immeuble est une rareté dans le parc de Saurupt qui est le domaine de la maison individuelle, il occupe une surface au sol de 105 m<sup>2</sup>. Le rez-de-chaussée est un étage de service avec deux garages, chacun des deux étages est occupé par un appartement et l'étage de comble compte quatre pièces : deux greniers, deux petites chambres pour les domestiques et deux autres chambres plus grandes, sans doute destinées à compléter l'équipement de chacun des deux appartements. La présence d'un garage pour chaque appartement et d'espaces pour la domesticité est le signe d'un réel standing. La structure en béton armé permet de loger toutes les fonctions et les pièces que l'on trouve dans les maisons individuelles de ce quartier. L'escalier d'accès aux étages est privé de lumière directe – comme les WC et les salles de bains – et est placé dans œuvre, au centre de l'immeuble contre un mur mitoyen. Ce dispositif a été utilisé l'année précédente pour l'immeuble de Redon (cat. 20) de façon presque identique. Toutes les pièces d'habitation prennent jour sur les façades, les pièces de réception étant ouvertes sur la rue.

Charles Masson adapta à son immeuble un oriel à trois pans qu'il développa sur les deux étages et qu'il avait déjà mis en œuvre dans ses villas. Les garages, pour la première fois, participaient pleinement à l'élévation. Dans son projet, Charles Masson avait doté le rez-de-chaussée d'un faux appareil de revêtement. Cet artifice inspiré de l'architecture classique aurait certes contribué à augmenter le statut résidentiel de ce petit immeuble mais il était en contradiction avec la modernité de la structure et de la composition.

---

881. AM Nancy, 668 W 183.

882. AM Nancy, 34 W 57, Urbanisme. Cette parcelle était composée des 209 m<sup>2</sup> qui restaient du grand terrain de 959 m<sup>2</sup> que Masson avait acquis et sur lequel il avait construit, comme on l'a vu précédemment, les trois maisons Michelet, Job et Munier, et de 64 m<sup>2</sup> qu'il venait d'acheter le 23 février 1927.

883. AM Nancy, 1 F 2495 : Registre de population de Nancy (1928).

### 1.3. L'immeuble Salles, ou comment faire d'une pierre trois coups (cat. 33)

Toujours la même prudence et l'art de combiner des intentions multiples. Jean Salles, un homme en constante mutation professionnelle, cherche les bons vents qui porteraient ses revenus plus loin et son statut social plus haut. Dans cet immeuble dont il louait trois appartements, le commanditaire avait aussi et son appartement et le bureau d'assureur.

#### 1.3.1. Jean Salles, de l'aubergiste à l'assureur

Jean Salles était originaire de Valleraugue dans le département du Gard, où il naquit le 23 février 1891. Il était le fils de Maurice Salles, sabotier et de Céline Sophie Brès<sup>884</sup>. Mobilisé et sous-lieutenant pendant la Grande Guerre, Jean Salles a été aviateur et ses états de service lui valurent d'être fait chevalier de la Légion d'honneur<sup>885</sup>. On retrouve sa trace en 1918, à Charmes-la-Grande en Haute-Marne où, le 31 décembre, il épousa Olga Valentine Breton<sup>886</sup> et travaillait comme régisseur<sup>887</sup>. La jeune épouse était la cadette de Prosper Alphonse Breton, ancien cafetier puis menuisier<sup>888</sup> et de Marie Gérard qui reprit le café à la mort de son mari. Les quatre membres de la famille Breton étaient en fait originaires de Cirey-sur-Vezouze (T.2, p. 168 : A.G de la famille Salles).

Après avoir résidé à Lunéville, Jean Salles et son épouse se fixèrent à Nancy le 15 avril 1926 où ils étaient vraisemblablement aubergistes<sup>889</sup>. Puis Jean devint agent de commerce<sup>890</sup>. Il apparaît comme agent immobilier en avril et mai 1927 puis comme agent d'assurance au mois de décembre de la même année. D'abord installé 67 de la rue des Quatre-Eglises<sup>891</sup>, on le retrouve en 1928 au n°12 de la rue de Villers<sup>892</sup> comme directeur de la compagnie d'assurance *La Concorde* (fig. 163). C'est sans doute le statut social supérieur acquis grâce à ce nouveau métier qui l'incita à adhérer à l'*Automobile Club Lorrain* (A.C.L.) dès le 3 septembre 1928<sup>893</sup>.

---

<sup>884</sup>. AD 30, 5 Mi 38/40 : N (1891) Valleraugue

<sup>885</sup>. AN, Base de données Léonore 19800035/1359/57332, Jean Salles :

[http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore\\_fr](http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore_fr) (Consulté le 20 juin 2016, le dossier de Jean Salles n'est pas encore numérisé.)

<sup>886</sup>. AD 52, 1 E 110/9 : M (1918)

<sup>887</sup>. AD 52, R 1397/4 : Tableau de recensement cantonal.

<sup>888</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 128/R2 : NMD (1895-1903) Cirey-sur-Vezouze (54).

<sup>889</sup>. Alors qu'ils demeuraient au n°8, rue du Vieil-Aître à Nancy, Jean Salles a publié deux avis dans *L'Est Républicain*, les 19 avril et 9 mai 1927, concernant la vente d'un fonds de commerce de « logeur en garni » situé à ladite adresse, à Ferdinand Sourdot et Germaine Latrompette.

<sup>890</sup>. AM Nancy, 1 F 2816 : Feuilles de ménages (1930-1980).

<sup>891</sup>. Le 10 décembre toujours de la même année, Jean Salles a acquis le 'portefeuille d'assurances' exploité à Nancy, 67 rue des Quatre-Eglises. Ce fait est paru dans *L'Est Républicain* le 11 et le 25 du même mois.

<sup>892</sup>. AD 54, BA 7/ 1928 : Annuaire de Lorraine (1928)

<sup>893</sup>. 'Liste des nouveaux membres de l'A.C.L admis le 3 septembre 1928' in *L'Est Républicain* le 10 septembre 1928.

### 1.3.2. L'ambition d'un homme neuf

Les affaires florissantes de Jean Salles et peut-être les avantages directs ou indirects qu'il repéra de la loi Loucheur – à quoi s'ajouta sans doute quelque héritage familial<sup>894</sup> - l'incitèrent à acheter, à Nancy, un terrain situé à l'angle du boulevard Charlemagne et de la rue du Chanoine Blaise et à y construire un immeuble. Comment ce fils de sabotier rentra-t-il en relation avec Charles Masson ? Nous ne le savons pas. Est-ce par des relations nouées à Cirey-sur-Vezouze ? Toujours est-il que le 25 juin 1930 Charles Masson dressa les plans d'un petit immeuble constitué de quatre appartements dont un situé dans les combles. Il faut souligner que cet immeuble de rapport accueillait au rez-de-chaussée aménagé dans cette intention, comme on le verra, l'appartement du commanditaire et aussi son agence. Là encore, comme Fernand Maurice et bien d'autres clients de Masson avant et après lui, Jean Salles joignait l'investissement au logement et même ici à l'activité professionnelle : il tentait donc de tirer un profit maximum de sa commande, preuve que son sens des affaires tenait moins de la spéculation que du souci de concilier son désir de réussir et la réalité de ses revenus qui venaient essentiellement de son travail. L'autorisation de travaux fut publiée dans l'*ICE* en date du 17 août 1930, date portée aussi par l'édifice. La matrice des propriétés bâties de 1931 confirme que l'édifice était en cours de construction<sup>895</sup>, mais il ne fut occupé qu'à la fin de l'année et au début de 1932, par des locataires appartenant à la classe moyenne<sup>896</sup>, ce qui confirme la nature de l'immeuble.

Lorsque Jean Salles s'installa au rez-de-chaussée de son immeuble du boulevard Charlemagne, il a déjà fondé *La Renaissance Immobilière de France*, société spécialisée dans le prêt immobilier. Une publicité parue dans *L'Est Républicain* en date du 4 octobre 1931 précise qu'il s'agit d'une société anonyme au capital de 140 000 francs, implantée à Nancy, Verdun, Bar-le-Duc et Epinal (fig. 164). L'étude de l'organisation de l'appartement que Jean Salles occupait au rez-de-chaussée est éclairante : son bureau se trouvait non pas à part mais dans l'appartement lui-même et occupait sans doute la place d'une chambre dans les appartements loués au-dessus. Mais Jean Salles fit en sorte que les deux fonctions professionnelle et résidentielle soient parfaitement distinctes, à la différence du bureau de Masson tout à fait intégré dans la circulation de sa villa. L'architecture est un métier qui peut

---

<sup>894</sup>. Selon certains textes sur les journaux de l'époque, les époux Breton et Gérard étaient aubergistes à Cirey-sur-Vezouze (*L'Est Républicain* le 28 juillet 1890, le 4 janvier 1907 et 18 décembre 1908). Cela explique le premier métier de Jean Salles, aubergiste à Nancy.

<sup>895</sup>. AD 54, 3 P 394/53 : Matrice des propriétés bâties à Nancy

<sup>896</sup>. Les professions des premiers occupants dans cet immeuble sont comme suivantes : représentant de commerce, capitaine, une couturière avec ses parents.



s'exercer de façon libérale chez soi, ce qui n'est pas le cas du métier plus récent d'assureur. Le client qui venait rencontrer Salles, après avoir monté quelques marches, accédait à une minuscule entrée qu'une porte séparait du vestibule de l'appartement ; à droite, il trouvait un « studio » qui pouvait faire office de salle d'attente et en face, le bureau de l'assureur. Pour éviter aux clients de croiser Mme Salles – revenant par exemple de faire ses courses – la fenêtre de la cuisine sur l'autre façade a été transformée en porte-fenêtre accessible par un court escalier. Ce partage de l'appartement montre sans doute que Salles n'avait pas les moyens de s'offrir un bureau spécifique ailleurs et a pour conséquence de ne laisser qu'une chambre à coucher pour le logis, ce qui était viable tant que le couple n'avait pas d'enfant.

Le 10 avril 1933, après quinze années de mariage, naquit Eric Gaston Marie Salles. C'est sans doute pour cette raison et pour bénéficier d'un appartement plus spacieux que son père transféra sa société – avec la résidence familiale – au n° 3 de la rue Bastien-Lepage. L'affairisme de Jean Salles se poursuivit avec l'achat sur saisie, le 9 juin 1939, d'une demeure située au n° 16 passage de la Rame, pour la somme de 125 000 francs<sup>897</sup>. Il y déménagea mais la revendit en 1942<sup>898</sup> (fig. 165). À une date inconnue, il céda son immeuble du boulevard Charlemagne puis après le décès de sa belle-mère, en 1954, il retourna dans sa région d'origine, accompagné de son épouse, et s'installa à Nîmes au 21 de la rue de Sauve. Après cette date, nous perdons sa trace.

### 1.3.3. Mélange de styles

Ce petit immeuble de rapport et en même temps résidence du commanditaire, situé en angle de rue, présente quelques particularités architecturales intéressantes. L'immeuble repose sur un étage de soubassement qui accueille, sur la rue du Chanoine Blaise, un garage tenu par Jean Salles. Deux autres paramètres permettent de définir la façade donnant sur cette rue – composée régulièrement de trois travées – comme celle du commanditaire. En effet, comme elle est en retrait, un jardinet est ménagé et un escalier permet d'accéder directement à la cuisine de l'appartement du rez-de-chaussée, celui du commanditaire. Pourtant ce n'est que l'élévation secondaire. L'élévation principale ouvre sur le boulevard Charlemagne, et c'est par sa travée mitoyenne que se faisait l'accès à l'agence de Jean salles et à son appartement situés au rez-de-chaussée et aussi, dans les étages, aux appartements des locataires ; cette façade est un mur-

---

<sup>897</sup>. Cette propriété est située ruelle de la Rame n°16, actuellement passage de la Rame.

<sup>898</sup>. Selon le journal *L'Echo de Nancy* le 28 et 31 janvier 1942, Jean Salles vendit cette propriété du passage de la Rame à Louis Valli, entrepreneur de travaux publics, par la vente « sur folle enchère » de cette propriété avec cour et jardin, le tout d'une surface de 500 m<sup>2</sup> environ, cadastré section F, n°2145 bis P, pour 5 ares 85 centiares. En 1952, la famille Salles a emménagé dans l'immeuble au n° 16 bis de la même rue.

pignon.

La structure, en béton armé, est perceptible à travers la marquise du portail et les couvrements des baies du dernier niveau et de la cage d'escalier. C'est elle qui concentre les signes de modernité stylistique : arcs polygonaux et à redents, carreaux de verre de la marquise, sculpture et ferronnerie. Si l'Art déco est bien présent, il s'inscrit dans une composition classique avec de grands trumeaux qui s'apparentent à des pilastres colossaux, un pignon traité un peu comme un fronton interrompu et souligné par une sorte d'entablement marqué par une puissante corniche. Mais les souvenirs de l'architecture allemande ne sont pas loin avec ses toits à pente rompue et ses pignons sur rue.

Cet immeuble est donc un compromis entre modernité, classicisme et formes allemandes dont il est, dans l'œuvre de Charles Masson, un des derniers témoins.

#### **1.4. La famille Bochard, de « vrais » investisseurs. La rentabilité d'abord (cat. n° 39 et 51)**

La famille Bochard – la mère, Marie et le fils, René – fit appel par deux fois à Masson pour construire deux immeubles. Mais il faut savoir que par ailleurs, elle sollicita d'autres architectes pour deux projets, un immeuble destiné aussi à la location et sa résidence familiale. Elle appartenait donc à la catégorie des commanditaires multiples comme le clan Verry-Michelet ou le professeur de musique Munier, mais sans avoir manifesté à l'égard de Masson la fidélité dont ceux-ci firent preuve.

##### **1.4.1. Un garagiste entreprenant**

Léon Charles Bochard était mécanicien à Rambervillers dans les Vosges. Fils de Constant Bochard, employé de commerce et d'Augustine Mathieu, il était né dans cette bourgade le 11 juin 1866<sup>899</sup>. Mais c'est dans l'Allier, à Ebreuil que le 6 juin 1890, il épousa Marie Lucie Pannetier, couturière, née le 30 juin 1867 à Montvicq (toujours dans l'Allier)<sup>900</sup>, fille de Jean Pannetier, horloger, et de Françoise Rousse<sup>901</sup>. Marie et Léon Bochard n'eurent qu'un fils : René né le 12 juin 1892<sup>902</sup> qui exerça le même métier que son père, mais avec davantage d'ambition et d'envergure<sup>903</sup>.

---

<sup>899</sup>. AD 88, 4 E 374/27-58516 : Etat civil à Rambervillers (1866)

<sup>900</sup>. AD 03, 2 E 92/22 : M (1883-1892) Ebreuil

<sup>901</sup>. AD 03, 2 Mi-EC 195/3 : N (1853-1876) Montvicq

<sup>902</sup>. AD 88, 4 E 374/35-58643 : N (1892) Rambervillers

<sup>903</sup>. AD 88, 1 R 1658-116418 : Feuillet matricules (Epinal en 1912)

Quand la Grande Guerre éclata, René était déjà – depuis 1<sup>er</sup> octobre 1913 – incorporé au 8<sup>ème</sup> régiment d'artillerie. Démobilisé le 21 août 1919, il épousa le 27 avril 1921 Jeanne Chenaibre, née à Moyennoutier (Vosges) le 6 septembre 1899, fille de Paul Chenaibre, cultivateur et de Marguerite Rivat<sup>904</sup>. En 1923, naquit leur fille unique Marthe Bochar<sup>905</sup> (T.2, p. 169 : A.G de la famille Bochar-Pannetier).

Le 2 juin 1924, pour une raison inconnue, les trois générations s'installèrent au n° 70 de la rue du Général Custine à Nancy dans une petite demeure de deux étages<sup>906</sup>, chaque couple occupant un appartement qu'il louait : Léon Bochar, retraité âgé de 57 ans, et son épouse occupaient le rez-de-chaussée qu'ils ne quitteront plus ; leur fils René logeait au 1<sup>er</sup> étage avec sa femme et leur fille. René Bochar, très rapidement, retourna dans les Vosges<sup>907</sup> : il y dirigea, à Epinal, de 1925 à 1927, un garage situé au n° 65 de la rue d'Alsace sur la route départementale qui conduit à Nancy<sup>908</sup>. Mais dès le 1<sup>er</sup> septembre 1927, il était de retour à Nancy<sup>909</sup> et adhéra, au mois d'octobre de la même année, à l'Automobile Club Lorrain qui, à cette époque, était une association prestigieuse de défense des automobilistes<sup>910</sup>. Cette adhésion était d'abord cohérente avec son activité professionnelle, pas forcément avec son statut social. Elle lui permit d'entrer en contact avec des professionnels et des utilisateurs de véhicules. D'autant plus qu'entre temps il était devenu l'agent général des établissements Quervel qui distribuait des huiles et des graisses pour automobiles sous la marque *Kervoline* (fig. 166), puis à partir de 1932, il représenta les huiles Antar (fig. 167)<sup>911</sup>. En même temps, il continuait son activité de garagiste. C'est dans ce contexte que le 12 octobre 1927, un mois et demi après son retour à Nancy, il déposa une demande de permis de construire<sup>912</sup> pour réaliser un garage intégré dans un petit immeuble situé au n° 75 du boulevard d'Haussonville<sup>913</sup> juste derrière sa résidence familiale (fig. 168). Comme l'atteste plusieurs publicités parues dans *L'Est Républicain*, le garage était en activité dès 1928.

---

<sup>904</sup>. AD 88, 4 E 324/14 – 84196 : M (1899) Moyennoutier

<sup>905</sup>. AD 88, 4 E 374/44 : N (1923) Rambervillers – Elle y est née le 19 novembre 1923

<sup>906</sup>. AM Nancy, 1 F 2754 : Feuille de ménage de Nancy (1932-1989). Respectivement pour des loyers de 1 500 et 2 000 francs.

<sup>907</sup>. AM Nancy, 1 F 2413 : Registre de population de Nancy (1926)

<sup>908</sup>. AD 88, 6 M 713-107309 : Recensements de population à Epinal (1926)

<sup>909</sup>. AM Nancy, 1 F 2453 : Registre de population à Nancy (1927)

<sup>910</sup>. 'Automobile Club Lorrain' in *L'Est Républicain* le 16 octobre 1927 : 'Liste des nouveaux membres admis à l'assemblée du 5 octobre 1927.

<sup>911</sup>. C'est une ancienne entreprise pétrochimique qui commercialisait depuis 1926, des huiles produites à [Pechelbronn](#) par la *Société alsacienne des carburants*.

<sup>912</sup>. AM Nancy, 1 O 1316 : Permis de construire de Nancy (1927). Dans le permis de construire, le nom de pétitionnaire est noté simplement 'M. Bochar' avec son adresse au 70, rue Général Custine. Mais il semble qu'il s'agisse de René Bochar.

<sup>913</sup>. AD 54 : 3 P 394/26 : Matrices des propriétés bâties (1930-1980)

Le père, Léon Bochart, mourut le 9 mars 1930 dans sa 64<sup>ème</sup> année<sup>914</sup>. Laissait-il à sa veuve et à son fils unique un héritage conséquent pour leur permettre de se lancer dans l'investissement immobilier ? Ou bien cette mort fut-elle un événement inattendu au cours de la mise au point d'un véritable programme immobilier que René avait déjà engagé et auquel sa réussite professionnelle l'incitait ? On ne sait. Toujours est-il que dès le 25 mai de la même année<sup>915</sup>, René Bochart confiait à Louis Briand, un architecte peu connu, la construction d'un modeste immeuble qui avait aussi vocation de demeure familiale, au n°70 rue Général Custine. Il s'agit d'un petit bâtiment de trois étages, étroit et sans caractère, achevé en 1933 où la veuve occupait le rez-de-chaussée (fig. 168) tandis que son fils habitait au 1<sup>er</sup> étage et que le second était loué.

#### **1.4.2. Un immeuble très rentable**

En 1933, Marie Lucie Bochart-Pannetier, la veuve alors âgée de 65 ans, passa commande à Charles Masson de la construction d'un autre immeuble – de rapport seulement, celui-là – situé au n° 42 de rue Vauban (cat n°39), à l'angle avec la rue du général Custine à Nancy<sup>916</sup>. La date d'acquisition du terrain de 97 m<sup>2</sup> est inconnue mais l'architecte dressa l'ensemble des plans le 2 mars 1933<sup>917</sup> et l'autorisation des travaux fut publiée dans l'*ICE* dès le 30 avril. Une inscription portée par la façade donne d'une part, la date de 1933 et d'autre part, le nom de l'architecte et celui de l'entrepreneur Pierre Andréoli, collaborateur de Charles Masson depuis les années 1930<sup>918</sup>. La matrice cadastrale confirme la date de la construction, mais les locataires n'occupèrent l'immeuble qu'à partir de 1934. La rapidité de la mise en œuvre est due à l'utilisation d'une structure en béton armé. Elle autorise une distribution adaptée à la réalisation de trois appartements, un par étage, chacun d'une surface d'environ 75 m<sup>2</sup>, avec une salle à manger, une cuisine, deux chambres, une salle de bains et les WC. En outre chaque appartement disposait d'une cave et – comble de la modernité – d'un garage indépendant<sup>919</sup>. Dans cet immeuble de rapport, comme dans celui de Maurice, Masson sut donc intégrer des garages dans un rez-de-chaussée de service, un pour chaque locataire. On peut penser que leur présence répondait à une demande spécifique de la famille Bochart qui a consacré sa vie à la mécanique automobile. Ces appartements étaient destinés à des familles à revenus moyens-supérieurs mais

---

<sup>914</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 10 mars 1930.

<sup>915</sup>. 'Autorisations de travaux' in l'*ICE* le 25 mai 1930

<sup>916</sup>. Paul Robaux et Dominique Robaux, *ibid*, p.289

<sup>917</sup>. AM Nancy, 668W 297 : Santé et environnement

<sup>918</sup>. Masson a réalisé deux autres immeubles à Nancy avec cet entrepreneur : 45, rue de Fontenoy (1933- une surélévation) et 302, rue Jeanne d'Arc (1934).

<sup>919</sup>. La buanderie était commune, cependant.

pas plus : une petite bourgeoisie moderne. En effet si les appartements ne comptent pas de salon, en revanche la voiture y a toute sa place. Étant à cette époque encore un marqueur social important, elle était réservée à une classe aisée ou à des professions pour lesquelles la voiture constituait un outil de travail. Le registre de population de l'année 1936 le confirme : au 1<sup>er</sup> étage, résidait un ingénieur-représentant célibataire, au 2<sup>ème</sup> étage un officier avec trois membres de sa famille et enfin au 3<sup>ème</sup> étage, un voyageur de commerce, sa femme et un enfant<sup>920</sup>.

Visiblement le souci principal de Marie Bochard devenue veuve était la rentabilité, ce qui rappelle un peu la situation de Thérèse de Redon. En effet, le terrain étroit de 97 m<sup>2</sup> – le plus petit sur lequel Masson eut à bâtir – semble plus adapté pour une maison modeste<sup>921</sup>. Contre toute attente, c'est un immeuble de quatre étages qui fut construit, occupant 87 m<sup>2</sup>. Il restait à peine 10 m<sup>2</sup> qui servit à la cour intérieure pour éclairer la cage escalier et les WC. En l'occurrence Masson montra qu'il savait répondre aux préoccupations de son commanditaire et rentabiliser au mieux un petit terrain avec un immeuble proposant de beaux appartements avec toutes les exigences de la vie moderne, depuis la salle de bains jusqu'au garage.

Une autre époque s'ouvrait pour Masson. De la fin des années 20 au début des années 30, il avait réalisé principalement des maisons et des villas, mitoyennes principalement. À partir de cet immeuble, il reçut, presque exclusivement, des commandes d'immeubles de rapport.

### **1.4.3. Un immeuble à minima**

C'est le fils, René Bochard, qui passa la seconde commande à Masson. Il s'agissait de bâtir un nouvel immeuble de rapport au n°69 du boulevard d'Haussonville (cat n°51), toujours à proximité de la résidence familiale. Ce boulevard, l'ancien chemin de la Chiennerie, est proche du parc du Placieux à Villers-lès-Nancy et se situait alors dans les nouveaux quartiers en voie d'urbanisation de l'agglomération nancéienne.

Le terrain sur lequel est bâti l'immeuble fait 205 m<sup>2</sup>, donc deux fois plus grand que celui de la rue Vauban mais si étroit que l'immeuble qui y fut construit ne compte que deux travées. La date d'achat de ce terrain reste inconnue. L'ensemble des plans a été signé par Masson le 5 juillet 1934<sup>922</sup> et la demande d'autorisation des travaux a été publiée par l'ICE le 12 août 1934. La matrice cadastrale donne cet immeuble comme achevé en 1935<sup>923</sup>. La rapidité d'exécution

---

<sup>920</sup>. AD 54, 6 M 33/394 : Recensements de population à Nancy (1936)

<sup>921</sup>. Par exemple, la maison Maria Voinier au n°10 rue du Cardinal Mathieu à Nancy est bâtie sur un terrain de 120 m<sup>2</sup>.

<sup>922</sup>. AM Nancy, 668W 131 : Santé et environnement

<sup>923</sup>. AD 54, 3 P 394/35 : Matrice des propriétés Bâties

est une nouvelle fois due à l'utilisation d'une structure en béton armé. L'immeuble occupe en surface environ 80 m<sup>2</sup> – laissant donc libre à l'arrière plus de la moitié du terrain – et se développe sur cinq étages dont un étage de combles. Le rez-de-chaussée est un étage de service mais l'é étroitesse du terrain ne permet d'accueillir qu'un seul garage. Cette configuration modifie de fait le statut de l'immeuble qui, mis à part le locataire de l'appartement bénéficiaire du garage, s'adressait à une clientèle plus modeste que le précédent immeuble de la mère. Le registre de population de Nancy de 1936 permet d'apprécier la différence : le 1<sup>er</sup> étage était alors occupé par un négociant et sa femme, le 2<sup>ème</sup> étage par un conducteur de travaux et le 3<sup>ème</sup> étage par un caissier et sa famille<sup>924</sup>. La composition de la façade sur rue et sa décoration confirment la modestie du projet : cette sobriété reflète naturellement les moyens du commanditaire. Elle est inhabituelle voire surprenante dans l'œuvre de Charles Masson : elle signale la crise qui frappait alors le cabinet de Masson qui voyait les commandes se raréfier en 1934 puis même disparaître en 1935. Masson était obligé de faire feu de tout bois. Et ce sera son dernier immeuble à Nancy.

Madame Léon Bochart, décéda le 2 décembre 1941<sup>925</sup>, son fils René le 23 octobre 1952. À l'occasion du décès de son ancien agent général, la société Antar fit paraître un faire-part dans *L'Est Républicain*<sup>926</sup>.

On peut s'interroger sur le processus de la commande chez les Bochart (fig. 169). Leur première commande concerne, comme pour beaucoup des commanditaires que nous avons étudiés, la maison familiale, mais ils firent appel à un architecte sans renom Louis Briand. Et le résultat n'a rien d'une demeure bourgeoise et visiblement les Bochart, ni la mère, ni le fils, n'aspiraient à mener un train de vie en conséquence. Pourquoi ne continuèrent-ils pas à le faire travailler ? Est-ce pour des raisons financières ou plutôt à cause des maigres compétences de cet architecte ? Nous ne le saurons jamais. La banalité de la maison réalisée, sans style défini, est évidente. L'immeuble du boulevard d'Haussonville passe aussi presque inaperçu. Seul celui de la rue Vauban, bien qu'assez répétitif, présente une réelle valeur architecturale, ne serait-ce que dans le traitement de l'angle sur rue. On peut même s'étonner que les commanditaires, comme beaucoup de leurs pareils, n'y vinrent pas résider. Au moins peut-on dire que l'architecte sut satisfaire les demandes de cette famille : des immeubles adaptés au lieu, peu chers mais à bonne rentabilité.

---

<sup>924</sup>. AM Nancy, 1 F 2856 : Feuilles de ménages et AD54, 6M33/396-69 : Registre de population de Nancy (1936)

<sup>925</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 3 décembre 1941

<sup>926</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 25 et 26 octobre 1952

Le milieu professionnel que la famille Bochard côtoyait, était en relation étroite avec celui des propriétaires de véhicules automobiles qui, à cette époque, appartenaient aux couches sociales aisées. Les plus modernes d'entre eux ne se firent-ils pas construire des maisons Art déco ? Au même moment, vers 1930-1931, le garagiste Jean Fontaine installé à Neuves-Maisons demandait à Masson de lui construire un garage avec son habitation. Une des photographies publiées dans le *Batimod* porte une publicité pour les huiles Antar dont René Bochard était le représentant. On peut en tirer l'hypothèse que la famille Bochard rentra vraisemblablement en contact avec l'œuvre de Charles Masson à cette occasion. En tout cas, comme Michelet, les Bochard furent de « vrais » investisseurs multipliant les chantiers et cherchant d'abord la rentabilité, mais sans le souci de se loger plus dignement ou avec plus de confort.

### **1.5. Une surélévation pour les époux Thouesny, aux revenus modestes (cat. n° 41)**

Entre les commandes des deux immeubles des Bochard, mère et fils, Masson accepta un chantier de surélévation pour les époux Thouesny. Ce type de travail qui valorise rarement les compétences d'un architecte, peut surprendre dans la carrière d'une personnalité qui, comme Masson, a montré qu'il savait mener des projets ambitieux. Pourtant, dans notre corpus, nous constatons que c'est la troisième fois que Masson entreprenait ce genre de travaux d'agrandissement : il eut d'abord en 1926 celui de l'immeuble Verry, sis 68 rue Saint-Dizier puis en 1929 le premier immeuble Mairot au n° 23 rue Mulhouse.

Mais Verry et Mairot, gens aisés comme on l'a vu, firent d'autres commandes à Masson, ce qui n'est pas le cas des époux Thouesny (T.2, p. 170 : A.G de la famille Thouesny). En effet ceux-ci appartenaient aux classes populaires et leurs revenus étaient modestes : Eugène Thouesny, le mari, était colleur de papier peint et sa femme, Blanche Driesbach épousée à Paris le 12 juin 1915<sup>927</sup>, était ouvrière à la manufacture des tabacs<sup>928</sup>. Aucune trace d'ascension sociale chez ces commanditaires : Eugène, né le 11 septembre 1881 à Nancy, était le dernier d'une fratrie de huit enfants<sup>929</sup> et il exerçait le même métier que son père<sup>930</sup> et deux de ses

---

<sup>927</sup>. AD 54, 2 MI-EC 394/R6 : N (1881) Nancy

<sup>928</sup>. AD 54, 6 M 33/394 : Recensement de population de Nancy (1926)

<sup>929</sup>. AD 54, 2 MI-EC 394/R2 et R3, 5 MI-EC 394/R156, R157, R158, R/159, R/160

<sup>930</sup>. AD 54, 5 MI 394/R 183, M (1861-1862) Nancy

frères<sup>931</sup>. Cependant en 1929, il est devenu mécanicien, un métier bien davantage dans l'air du temps<sup>932</sup>.

Le 27 mars 1933, il déposa une demande d'autorisation des travaux pour surélever et agrandir une maison sise 35 (actuellement n°45) rue de Fontenoy<sup>933</sup>. C'était une petite maison d'environ 50 m<sup>2</sup> au sol, avec un seul étage carré surmonté d'un comble coiffé d'une toiture à deux versants. Elle devait ressembler aux maisons voisines, du 37 au 43 de la même rue, encore visibles aujourd'hui. Il est important de préciser que les Thouesny, restés sans enfant, y logeaient. La matrice des propriétés bâties donne 1923 comme date de construction de cette maison mais on ignore qui en fut le commanditaire<sup>934</sup>. En avril 1933, Masson dressa le plan sur lequel tous les détails de cet immeuble sont indiqués<sup>935</sup> : la maison est agrandie de deux façons : en surface au sol, du côté de la cour intérieure, avec une cuisine et un jardin d'hiver disposés au rez-de-chaussée, et en hauteur avec l'ajout d'un étage carré et d'un étage de comble. De ces travaux résultent un appartement à chaque étage et deux chambres à louer dans le comble. La petite maison initiale était devenue un petit « immeuble ». Immeuble tout à fait modeste, il est vrai, avec des sanitaires réduits aux WC et sans la salle de bain – c'est le seul cas dans la toute la production d'immeubles de Masson – que pourtant Masson imposait dans tous ses bâtiments depuis les années 1925. La façade, bien que très sobre, offre quelques éléments qui appartiennent à la manière de Masson : le traitement du crépi, les plaques en mosaïque entre les baies des étages et surtout le couronnement qui rappelle l'immeuble Salles du 21, boulevard Charlemagne à Nancy. D'ailleurs Masson n'a pas renié ce petit chantier puisque son nom apparaît sur une plaque en façade avec celui de l'entrepreneur Andreoli. Reste à savoir comment les commanditaires entrèrent en contact avec Masson et pourquoi celui-ci accepta ce chantier sans envergure. Sur ces sujets, il n'y a guère de réponse actuellement. Peut-être Masson commençait-il à percevoir les premiers effets de la crise qui s'annonçait : avant que la crise mondiale qui menaçait n'éclatât en France, mieux valait accepter toutes les commandes même les plus infimes.

La matrice des propriétés bâties confirme la fin de chantier en 1933. Si le rez-de-chaussée était occupé par les époux Thouesny, les deux autres étages étaient loués respectivement pour 1 200 et 1 000 francs par an<sup>936</sup>, ce qui assurait un revenu complémentaire aux propriétaires pour

---

<sup>931</sup>. AM Nancy, 1 BA 14/19 : Annuaire de Lorraine (1935)

<sup>932</sup>. AM Nancy, 1 F 2822, Registre de population à Nancy

<sup>933</sup>. AM Nancy, 1 O 1335 : permis de construire à Nancy (1933)

<sup>934</sup>. AM Nancy, 3 P 394/77 : Matrice des propriétés bâties à Nancy

<sup>935</sup>. AM Nancy, 668W 99 : Santé et environnement

<sup>936</sup>. AM Nancy, 1 F 2938, Feuilles des ménages (1930-1980)



leurs vieux jours, car c'était bien le but de ces travaux d'agrandissement. Il faut aussi noter que de tels loyers étaient loin d'atteindre le plafond de 35 000 francs par an prévu par la loi Loucheur et que donc le chantier a pu bénéficier des financements prévus par celle-ci. Eugène mourut dans cette maison agrandie le 21 mars 1943, il avait 62 ans. Selon son faire-part de décès, il était ancien combattant 1914-18 et ses funérailles protestantes se tinrent dans la maison mortuaire<sup>937</sup>. Le 28 juillet 1946, sa femme mourut à son tour et ses obsèques eurent lieu à l'Hôpital civil<sup>938</sup>.

## **2. 1933-1934, trois grands immeubles très rentables, avenue Anatole France à Nancy**

De 1933 à 1934, avant la crise qui va le forcer à quitter Nancy, délaissant la conception de maisons et de villas souvent fastueuses qui faisaient sa réputation depuis dix ans, Masson construisit exclusivement des immeubles de rapport. Le contexte économique était encore encourageant : malgré une première atteinte en 1932 marquée par une forte hausse du chômage, l'année 1933 fut plus favorable et de toute façon, le rythme des chantiers est plus lent que celui de la production industrielle<sup>939</sup>. Durant ces deux années Masson réalisa douze immeubles<sup>940</sup>, comme on l'a déjà dit. On devine l'effervescence de son cabinet, non pas que Masson manquait d'habitude dans la gestion de plusieurs projets de front mais que la mise au point d'immeubles lui était un peu moins familière que celle des maisons ou des villas. Ce sont de grands immeubles modernes qui font un usage désormais usuel du béton et qui confirment définitivement l'orientation stylistique de l'architecte. De même le penchant de l'esprit de Masson et de ses commanditaires vers l'utilité et la rentabilité est palpable.

Les trois immeubles abordés dans ce paragraphe portent tous la date de 1934 et se situent dans la même artère essentielle des beaux quartiers de Nancy, l'avenue Anatole France. Chronologiquement ils s'inscrivent dans la suite immédiate des deux immeubles que Léon Michelet venait de faire construire avenue du Général Leclerc (cat. 42 et 43), dont les plans sont datés de septembre 1933. Cependant ils se distinguent de tous les immeubles bâtis auparavant par leur plus grande hauteur : l'immeuble Aubry compte six étages, un de plus que

---

<sup>937</sup>. 'Avis de décès' in *L'Echo de Nancy* le 23 mars 1943

<sup>938</sup>. 'Avis de décès' in *L'Echo de Nancy* le 30 juillet 1946

<sup>939</sup>. La Cité universitaire du Monbois fut inaugurée en 1932. Voir la thèse de Gilles Marseille, *op. cit.*, pp. 300-303.

<sup>940</sup>. Rappel : 42, rue Vauban, 45 rue de Fontenoy, 99 et 99 bis, avenue du Général Leclerc, 48t, avenue Anatole France, 49 bis avenue Anatole France, 11 rue de l'Abbé Gridel, 18 rue Louis Majorelle, 12 et 14 rue Notre-Dame de Lourdes, 302 rue Jeanne d'Arc, 69 boulevard d'Haussonville.

ceux de Michelet, tandis que les immeubles Schmitt et de Meester sont, avec sept étages, les plus hauts jamais construits par Masson et, semble-t-il, parmi les plus hauts dans le front assez éclectique l'avenue<sup>941</sup>. Mais comme toujours, chaque nouveau chantier est une aventure singulière où l'on voit Masson tenter de s'accorder avec ses clients. Malgré une apparence similaire où le style Masson est repérable, chacun de ces trois immeubles recèle un programme spécifique : trois offres différentes pouvant satisfaire les besoins variables de locataires aisés.

## **2.1. L'immeuble Schmitt-Hervouet ou l'urgence d'un investissement (cat. 44)**

Cet immeuble, outre sa taille, semble avoir une gestation étonnement rapide, ce qui n'a pas empêché Masson de concevoir un édifice adapté au lieu, à la surface et à l'exigence de rentabilité sans doute réclamée par les investisseurs.

### **2.1.1. Une maîtrise d'ouvrage à quatre mains**

Wissembourg, au nord de l'Alsace, aujourd'hui à la frontière avec l'Allemagne, fut le lieu de vie de Victor Schmitt, le commanditaire, et de sa famille. Cependant il naquit le 6 mai 1873 – donc pendant l'Annexion – à Rhinau au sud de Strasbourg. Il était le fils unique de Laurent Schmitt et de Thérèse Graff<sup>942</sup> originaires de cette commune<sup>943</sup>. Son père était instituteur, comme son grand-père, mais lui fut commerçant. C'est son mariage à Wissembourg le 20 février 1900 avec Marie Madeleine Romens, fille de Laurent Romens et d'Anne Kirchner, qui l'incita à s'installer dans cette ville<sup>944</sup>. Elle y était née le 13 janvier 1876. Leur fille Marie Adèle y naquit aussi le 15 janvier 1901 (T.2, p. 171 : A.G de la famille Schmitt) et y épousa le 27 décembre 1922 Paul Elie Hervouet<sup>945</sup>. C'est encore à Wissembourg que les deux filles de ce couple virent le jour. Né à Amboise et fils d'un boulanger<sup>946</sup>, Paul Hervouet avait commencé sa carrière professionnelle comme comptable<sup>947</sup>. Puis lors de son mariage à Wissembourg, il était employé de banque.

Sans cause connue, mais vraisemblablement pour des raisons professionnelles, la famille Hervouet quitta Wissembourg et vint s'installer à Nancy le 22 janvier 1932 au n°52 de la rue

---

<sup>941</sup> L'immeuble voisin, le 48bis, est encore plus haut avec 8 étages.

<sup>942</sup> AD 67, 4 E 397/19 : N (1873) Rhinau

<sup>943</sup> AD 67, 4 E 397/7 : M (1867) Rhinau

<sup>944</sup> AD 67, 4 E 397/17 : M (1900) Wissembourg

<sup>945</sup> Mairie de Wissembourg (Bas-Rhin) : Acte de mariage de Paul Elie Hervouet et de Marie Adèle Schmitt

<sup>946</sup> AD 37, 6 NUM8/003/061 : N (1899) Amboise

<sup>947</sup> AD 37, 1 R 825/1919 : Registre matricule de recrutement militaire subdivision de Tours (1901-1932)

du Général Hoche<sup>948</sup>. Paul Hervouet, sous-directeur de banque en 1936, apparaît également, l'année précédente, comme logeur de garni. Pourtant ce n'est pas lui mais son beau-père, toujours résident à Wissembourg, qui passa commande de l'immeuble situé au n°48 ter de l'avenue Anatole France à Nancy. En tout cas, les choses allèrent bon train : Hervouet était installé à Nancy depuis à peine 18 mois que son beau père se lançait dans la construction d'un immeuble sur une avenue les plus huppées de Nancy. On s'interroge au sujet des motifs d'une telle urgence. Hervouet et Schmitt avaient-ils conscience que l'ère de prospérité vivait ses derniers feux et qu'il fallait en profiter sans tarder ? Le commanditaire disposait-il de sommes qu'il devait investir impérativement ? La date d'achat du terrain d'environ 330 m<sup>2</sup> est inconnue. L'ensemble des plans fut dressé par Masson le 3 octobre 1933<sup>949</sup> et le permis de construire délivré le 21 du même mois<sup>950</sup>. La façade porte la date de 1934 mais ce n'est qu'en 1935 que la famille Hervouet-Schmitt occupa un appartement du deuxième étage<sup>951</sup>. Là encore l'investissement n'était pas l'objectif unique et, comme dans bien d'autres cas étudiés, il s'agissait aussi d'en profiter pour loger la fille du commanditaire et sa famille. L'objectif était d'allier l'utile et le rentable.

Si l'immeuble était la propriété de Victor Schmitt<sup>952</sup>, il est fort probable que Paul Hervouet joua le rôle de maître d'ouvrage délégué et même que c'est lui qui suggéra cet investissement à son beau-père. Son intérêt pour les affaires immobilières et son métier de banquier l'amenaient naturellement à côtoyer le milieu architectural nancéien. Il devait parfaitement connaître la législation et les avantages que procurait la loi Loucheur. C'est sans doute lui qui choisit Charles Masson qui, à cette époque, était l'un des architectes majeurs de Nancy et qui avait prouvé qu'il savait bâtir des maisons et des immeubles de haut standing, en accord avec le statut bourgeois de l'avenue.

Parfaitement intégré à la vie mondaine de sa nouvelle ville, Paul Hervouet était membre de l'*Automobile Club Lorrain (A.C.L.)*<sup>953</sup>. Son implication dans les affaires le conduisit à devenir administrateur d'immeubles, celui de son beau-père et pendant la guerre aussi des immeubles juifs (fig. 170). Le commanditaire périt à Wissembourg en 1944 lors de l'éclatement d'une bombe<sup>954</sup>. Paul Hervouet mourut en 1973<sup>955</sup> et son épouse Maria Schmitt en 1986, à leur

<sup>948</sup>. AM Nancy, 1 F 2783 : Feuille de ménage

<sup>949</sup>. AM Nancy, 668 W 11 : Santé et environnement

<sup>950</sup>. AM Nancy, 1 O 1377 : Permis de construire (1933)

<sup>951</sup>. AM Nancy, 1 F 2783 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>952</sup>. AM Nancy, 1 F 2914 : Feuille de ménage (1930-1980)

<sup>953</sup>. Paul Hervouet a paru sur la liste des nouveaux membres février 1939 d'automobile-club lorrain selon *L'Est Républicain* 10/03/1939.

<sup>954</sup>. Mairie de Wissembourg (Bas-Rhin) : Acte de décès de Victor Schmitt

<sup>955</sup>. AM Nancy, 2 Mi 134 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* (1973 janvier-février)

domicile nancéien<sup>956</sup>. Ils résidèrent donc plus de 40 ans dans l'immeuble à la construction duquel ils avaient contribué.

### **2.1.2. Un premier immeuble de grand gabarit entre Art déco et Modernisme**

Charles Masson dressa les plans de cet immeuble un mois après avoir dessiné ceux de Léon Michelet situés aux n° 99 et 99 bis de l'avenue du Général Leclerc. Mais cette fois, l'immeuble atteignait six étages, sept en tenant compte de la présence d'un étage de soubassement où se trouvent chaufferie, caves et surtout le passage qui permet d'atteindre les garages placés à l'arrière. Pour Masson, habitué à des projets ambitieux mais pas de cette envergure, c'était une première : il s'agissait donc de concevoir un ensemble particulièrement rentable de douze appartements, deux par étage, pour une clientèle aisée mais des familles n'ayant pas plus d'un enfant, type très représenté alors dans la bourgeoisie. En effet chaque appartement de taille à peu près équivalente (environ 75 m<sup>2</sup>) ne compte que trois pièces, en dehors de la cuisine. Le terrain est d'une rare largeur (12,30 m) mais moins que les immeubles de Cortellini et Albertinetti. Techniquement la solution passa naturellement par l'utilisation d'une structure en béton armé.

Le statut de l'immeuble étant arrêté, la mise en place d'un ascenseur s'imposa : là encore, c'est le premier pensé par Masson : il occupe le jour central de la cage d'escalier, éclairée par une verrière. Situé au centre de l'édifice, il donne accès, depuis l'étage de soubassement, aux différents appartements. Ceux-ci de taille assez modeste (environ 70 m<sup>2</sup>) sont traversants comme d'habitude mais disposés tête-bêche. Les séjours s'ouvrent sur l'avenue Anatole France, tandis que les cuisines – curieuses extensions polygonales – donnent sur la façade postérieure, avec les chambres ; Masson s'essaie là à un type d'aménagement qu'il ne reprendra jamais. La clientèle aisée visée nécessite la présence d'un concierge et de garages qui occupent un second corps de bâtiment situé en fond de parcelle.

L'élévation sur rue constitue un compromis entre des solutions anciennes et des formes nouvelles. Le premier niveau est plaqué d'un appareil de revêtement en pierre de taille qui remonte sur les allèges des fenêtres de la travée centrale. C'est un archaïsme comme le sont les quatre consoles à trois ressauts décorés de reliefs Art déco qui soutiennent l'oriel et les jours des garde-corps. L'arc polygonal qui couvre le garage et le portail est une formule plus récente. La porte du garage qui n'est pas à l'échelle des autres percements, est particulièrement mal intégrée à la composition générale qui sans cela serait parfaitement symétrique. La modernité

---

<sup>956</sup>. AM Nancy, 2 Mi 212 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* (1986 janvier-février)

s'affiche dans le traitement des surfaces : celles en accordéon des loggias centrales et ondulantes du 1<sup>er</sup> étage des combles. La ferronnerie des garde-corps, géométrique et répétitive est simple. Celle du portail et de ses baies latérales avec ses enroulements est franchement Art déco.

## **2.2. L'immeuble Aubry ou l'esprit « villa » (cat. 45)**

Sur l'avenue Anatole-France, l'immeuble Aubry fait presque face à celui de Victor Schmitt et de son gendre avec une ampleur similaire de la façade qui peut impressionner. Pourtant le programme est très différent comme diffère aussi le type de locataire attendu, ici plus fortuné.

### **2.2.1. Louise Aubry, une veuve qui doit s'assurer des revenus**

Née le 27 septembre 1877 à Saint-Nicolas-de-Port, Louise Henriette Martin eut un destin inattendu. Elle était l'enfant naturel de Marie Rosalie Munier<sup>957</sup>, brodeuse ; sa grand-mère chez qui elle vit le jour était journalière. Lors de la déclaration de sa naissance à la mairie, n'est mentionné que le nom de sa mère que l'enfant portait : Louise Henriette Munier<sup>958</sup>. Cependant le 5 mars 1882, sa mère épousa Antoine Martin, maçon comme son grand-père et son arrière-grand-père et originaire de Saint-Nicolas-de-Port, qui légittima la petite fille et lui donna son nom : elle avait alors cinq ans<sup>959</sup>.

C'est à Tunis, au consulat de France, que Louise Martin épousa le 6 avril 1904 Charles Emile Armand Aubry, né à Nancy le 3 mai 1862, ce qui explique sans doute le rapprochement entre les deux époux. (T.2, p. 172 : A.G de la famille Aubry) Il appartenait à une famille qui fit fortune dans le vin<sup>960</sup> et lui-même était négociant en vin : justement en 1904, l'année de son mariage, il reçut l'ordre tunisien du Nicham-lftikar, en remerciement de son investissement en faveur de l'exploitation des vignes en Tunisie<sup>961</sup>. Le marchand de vins était devenu le vrai métier familial des Aubry (fig. 171).

---

<sup>957</sup>. Originaire de Voyer (57) dans le territoire de Lorraine annexée, elle aussi était un enfant naturel.

<sup>958</sup>. AD 54, 2 Mi-EC 483/R 1 : N (1873-1882) Saint-Nicolas-de-Port

<sup>959</sup>. AD 54 : 2 Mi-EC 483/R 2 : M (1873-1882) Saint-Nicolas-de-Port

<sup>960</sup>. Son neveu, Edmond Coanet, directeur de vignoble, fut nommé chevalier du Mérite agricole. Quant à son frère aîné, Jean Ernest Aubry, il fut marchand de vin en gros. Ce dernier a fondé une société s'intitule 'Aubry et Bezombes' en 1904, dont le siège se trouvait au n°22 rue Victor à Nancy.

<sup>961</sup>. D'après les sites 'medaille.decoration.free.fr' et wikipedia, le Nicham-lftikar fondé en 1837 par Ahmed-Bey est l'Ordre National Tunisien pour récompenser un service unique rendu au pays. Il fut attribué à titre civil comme à titre militaire à des Tunisiens comme à des étrangers. En 1957, il est aboli.

Le 4 octobre 1905 le couple, rapidement revenu en France, s'installait à Nancy, avec une domestique, au n° 65 rue de Villers<sup>962</sup> et mena une vie anonyme sans laisser de trace. L'événement suivant est la mort d'Emile Aubry le 19 décembre 1930 dans sa 69<sup>e</sup> année et son inhumation au cimetière de Préville, tout proche de l'avenue Anatole France. Le faire-part de décès<sup>963</sup> ne mentionne pas d'enfant mais un neveu Louis Stephanazzi-Martin, ingénieur, qui fut adopté par sa tante Louise Aubry<sup>964</sup>.

À une date inconnue mais vraisemblablement en 1933, Louise Aubry acheta 170 m<sup>2</sup> d'un terrain de 400 m<sup>2</sup> situé à l'angle de l'avenue Anatole France et de la rue de l'abbé Gridel. Les deux parcelles qui en sont issues, recevront des immeubles de Charles Masson. Le propriétaire initial de ce vaste terrain est inconnu (fig. 172). Les plans de l'immeuble, situé au n° 49 bis de l'avenue Anatole France, sont datés des 28 octobre et 20 novembre 1933<sup>965</sup> et la demande d'autorisation de travaux fut publiée le 13 décembre de la même année<sup>966</sup>. La façade sur rue porte la date de 1934 qui ne peut correspondre à l'achèvement des travaux. En fait cet immeuble de quatre appartements est occupé en 1936 par la commanditaire et trois locataires<sup>967</sup>. Louise Aubry y décéda le 6 janvier 1937 dans sa 59<sup>ème</sup> année. L'immeuble sera vendu à Hubert Chenot, ingénieur des mines alors en poste en Tunisie<sup>968</sup>.

Née dans un milieu très modeste, Louise Aubry, par le mariage de sa mère, était entrée dans le milieu professionnel du bâtiment. Peut-on penser que la fréquentation de ce milieu fut une des raisons qui l'amena à investir dans l'architecture domestique, ce qui est peu commun pour une femme ? Peut-être. En revanche c'est la fortune de son mari qui lui permit sans doute de financer son projet. De la sorte, comme Thérèse de Redon, elle s'assurait des revenus stables après son veuvage.

### **2.2.2. Un immeuble de haut standing**

Deuxième immeuble construit par Charles Masson sur la rue Anatole France, c'est une commande apparemment plus modeste que la précédente mais en réalité la façade sur rue masque des aménagements parmi les plus luxueux que Masson ait eu à concevoir avec ceux des immeubles de Redon et des Michelet. Tout d'abord il n'y a qu'un appartement par étage soit quatre logements d'environ 110 m<sup>2</sup>. Propriétaire et locataires ont chacun la jouissance d'une

---

<sup>962</sup>. AD 54, 6 M 33/394 : Registre de population de Nancy (1926)

<sup>963</sup>. AM Nancy, 2 Mi 25 : 'avis de décès' in *L'Est Républicain* le 20 et 21 décembre 1930

<sup>964</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 8 janvier 1937

<sup>965</sup>. AM Nancy, 668 W 11 : Urbanisme et santé

<sup>966</sup>. AM Nancy, 1 O 1338 : Permis de construire

<sup>967</sup>. AD 54, 6 M 33/394/71 : Recensement de population de Nancy (1936)

<sup>968</sup>. AM Nancy, 1 F 2914 : Feuille de ménage (1930-1980)

cave, d'une buanderie, d'un séchoir et du chauffage central. Deux d'entre eux pouvaient bénéficier d'un garage dans l'œuvre. Mais il n'y a pas d'ascenseur. L'organisation des appartements ressemble à celle des villas que Masson venait de bâtir, avec une travée à droite – salon et salle à manger en enfilade – réservée à la réception, tandis que celle de gauche compte deux chambres ayant accès à la salle de bains commune. La cuisine, entre les deux travées, est située à l'arrière et bénéficie d'une terrasse. L'appartement de la propriétaire, situé au premier étage, est doté en outre d'un jardin d'hiver. La vaste cage d'escalier est très lumineuse car elle est placée en façade et largement éclairée par des triplets de baies étroites : cette disposition est exceptionnelle dans un immeuble et unique parmi ceux de Masson. Elle constitue un autre signe d'une parenté possible avec les villas, notamment la villa d'angle que Michelet avait commandée à Masson en 1928 au 13 de la rue du général Clinchant. Tout concourt à réserver ces appartements à des locataires plus fortunés que dans les deux autres immeubles. La façade principale est ordonnancée. L'élévation est très stricte, le portail central est couvert d'un arc polygonal à ressauts mais les autres baies sont rectangulaires. L'écriture résolument moderne de la façade est ponctuée de quelques motifs floraux Art déco.

### **2.3. L'immeuble de Meester, le plus grand immeuble de Masson (cat. 46)**

Immédiatement voisin de l'immeuble Aubry et partageant initialement la même parcelle, cet immeuble en impose tant par sa taille que par sa position en angle, exercice dans lequel Masson a déjà montré qu'il excellait. Les aménagements intérieurs encore différents montrent combien l'architecte sut s'adapter aux conditions matérielles et satisfaire la demande des locataires.

#### **2.3.1. Polydor de Meester, un cafetier parisien enrichi**

Polydor de Meester, né le 29 juillet 1880 à Paris 18<sup>ème</sup> arrondissement<sup>969</sup>, était le deuxième fils d'une famille de trois enfants (T.2, p. 173 : A.G de la famille De Meester) dont les parents originaires de Belgique s'installèrent vers 1870 à Paris. Le père, Gustave de Meester, était tailleur de diamant, la mère Marie Six dentelière. Polydor de Meester et son frère aîné Hector adoptèrent le métier de leur père avant de devenir crémiers. Le futur commanditaire épousa, le 28 janvier 1908<sup>970</sup>, en première noce, Berthe Judon, fille d'un marchand de

---

<sup>969</sup>. Archives de Paris, V 4 E 5011 : Acte de naissance à Paris (18<sup>e</sup>) 1880

<sup>970</sup>. Mairie de Paris (15<sup>ème</sup> Arrondissement), Acte de mariage : Polydor Gustave De Meester (1908)

chaussures, dont il divorça l'année suivante. Le 6 février 1910<sup>971</sup>, il se remariait avec Nathalie Langlais, fille d'un cultivateur d'Ille-et-Vilaine. De cette union naquit, à Neuilly-sur-Seine en 1913, une fille qui deviendra hôtelière.

Le 1<sup>er</sup> mars 1926, Polydor de Meester s'installait seul à Nancy pour gérer *Le Café Riche* qui occupait le rez-de-chaussée et le 1<sup>er</sup> étage – lui-même avait un appartement au 2<sup>ème</sup> étage – d'un immeuble à l'angle de la rue Saint-Jean, au n° 8, et de la rue des Carmes. Le loyer de l'ensemble était de 25 000 francs par an<sup>972</sup>, ce qui représentait une somme importante. Cet établissement que dirigeait Polydor de Meester, sans en être alors propriétaire, était un des nombreux cafés et brasseries de Nancy qui punctuaient le principal axe commercial de la ville<sup>973</sup>. Une publicité des années vingt signale qu'il s'agissait de « l'établissement le plus select » de la ville et vantait son orchestre, ses salles de billard et la qualité de la bière Tourtel. Cette marque prestigieuse était produite à la brasserie de Tantonville (54), alors l'une des plus importantes de France<sup>974</sup>. Ce café qui, à la différence des grandes brasseries nancéiennes, visait une clientèle aisée, organisait des concerts dans ses salons de thé du premier étage (fig. 173). Le 4 janvier 1928, la femme et les deux enfants de Meester le rejoignirent Nancy<sup>975</sup>. Polydor déménagea alors au n°73 de l'avenue Anatole France. Un peu plus tard, lors de sa séance du 27 janvier, le prestigieux *Aéro-club de l'Est* le désignait, en même temps qu'Albert Tourtel, brasseur de Tantonville, comme l'un de ses membres honoraires<sup>976</sup>, preuve s'il en est de son intégration dans la « bonne société » de Nancy.

En 1929 Polydor de Meester entreprit des travaux au 1<sup>er</sup> étage du café, ce qui laisse penser qu'il en était devenu propriétaire<sup>977</sup>. Vendler et Lemius, deux entrepreneurs nancéiens, furent chargés des travaux<sup>978</sup>.

---

<sup>971</sup>. Mairie de Paris (5<sup>ème</sup> Arrondissement), Acte de mariage : Polydor Gustave Demeester (1910)

<sup>972</sup>. AM Nancy, 1 F 2436 : Registre de population de Nancy (1926)

<sup>973</sup>. *L'Est Républicain* mentionne des principaux cafés de Nancy avec le café Riche à l'occasion du carnaval à Nancy. Nous en citons quelques-uns : L'Excelsior, Le café Thiers, Les Deux Hémisphères, Le Continental, Le Café de France, le Palais de la Bière, le Café Foy, le Café du Commerce, le Glacier, café du Point-central, etc...

<sup>974</sup>. Fondée en 1839 par les frères Tourtel, la brasserie Tourtel se situait à Tantonville. Cet établissement prospère à la pointe de modernité. Il accueillit Louis Pasteur dans un laboratoire. En 1900, il devint la plus grande brasserie française et la plus moderne d'Europe. Sur l'étiquette, on trouve toujours une indication « Tourtel depuis 1839 ». Voir le site : <http://www.collinedesionvaudemont.fr/actualites/tantonville/>

<sup>975</sup>. AM Nancy, 1 F 2516 : Registre de population de Nancy (1928)

<sup>976</sup>. Ce club est né en août 1909. Lors de la reconstitution en 1927, des personnalités de la région faisaient partie du comité de direction de l'*Aéro-Club de l'Est* : Georges Bichaton, Daum, Rousselot, André. Le siège de cette association se trouve à la Chambre de Commerce, 40 rue Gambetta à Nancy. (voir le site <http://www.aero-club-est.net>)

<sup>977</sup>. Il s'agit d'un petit chantier pour élargir une baie intérieure du 1<sup>er</sup> étage du café en date du 25 juin 1929.

<sup>978</sup>. AM Nancy, 1 O 1321 : Permis de construire (1929). Georges Lemius, entrepreneur de charpente, travaillera pour Charles Masson en 1932 dans la maison Michel au n° 84, de la rue de Boudonville (cat. 37).



Les affaires marchaient suffisamment bien pour qu'en 1933 Polydor de Meester achetât à Pierre Blavy, ancien entrepreneur demeurant à Arcachon, un terrain de 230 m<sup>2</sup>, situé à l'angle de la rue de l'abbé Gridel et de l'avenue Anatole France et mitoyen de celui acquis la même année par Louise Aubry<sup>979</sup>. Le 30 novembre 1933, Charles Masson dressa les plans du plus grand immeuble qu'il construisit. Le 26 décembre de la même année, De Meester déposa une demande d'autorisation de travaux à la mairie de Nancy<sup>980</sup>. Bien que la façade porte la date de 1934, la matrice des propriétés bâties confirme qu'en 1935 le chantier était en cours. En 1936, les dix appartements étaient occupés, mais jamais le commanditaire n'y habita. Peut-être le décès brutal de son épouse dans un accident de voiture en octobre de la même année modifia-t-il ses intentions ?<sup>981</sup>

Le financement de cet ensemble monumental n'est pas connu, mais il faut admettre que les métiers successifs de Polydor de Meester, tailleur de diamants, crémier puis cafetier, lui permirent de rassembler l'argent nécessaire pour financer aisément un tel projet, toutefois comme pour la majorité des immeubles étudiés précédemment, il n'a vraisemblablement pas pu profiter de l'opportunité de la loi Loucheur. La vente rapide de cet immeuble, en 1943, à Léon Heitzmann, boucher-charcutier à Pouxieux (88)<sup>982</sup>, confirme qu'il s'agissait d'une opération essentiellement spéculative. À moins qu'il ne faille admettre que le commanditaire ne pouvait plus assumer l'échéance de ses prêts ? Cette réalisation est une illustration parfaite de ce que nous entendons par « immeuble de rapport ».

Polydor de Meester, domicilié 30 boulevard Jean-Jaurès à Nancy, y décéda le 20 juillet 1963 dans sa 84<sup>ème</sup> année et fut inhumé dans le caveau de famille à Neuilly-sur-Seine<sup>983</sup>.

### **2.3.2. Un ensemble monumental et rentable**

Cet immeuble est une œuvre majeure de Charles Masson. Sa situation en angle de rues a sensiblement compliqué sa composition et l'architecte a privilégié sa façade sur la rue de l'abbé Gridel dont il a fait sa façade principale. Ce choix est principalement dicté par la logique

---

<sup>979</sup>. La date d'acquisition du terrain est inconnue. Selon la matrice des propriétés bâties, ce terrain portait le n° 1235 a appartenu à Pierre Blavy. Ce terrain de 230m<sup>2</sup> très irrégulier était intégré vraisemblablement dans la même parcelle avec le terrain de Louise Aubrey environ 170m<sup>2</sup>. Cela fait au total 400m<sup>2</sup> qui appartenait précédemment à un seul propriétaire.

<sup>980</sup>. AM Nancy, 1 O 1338 : Permis de construire (1933)

<sup>981</sup>. L'accident de voiture et le décès de Mme De Meester sont parus dans *L'Est Républicain* du 28 au 31 octobre 1936.

<sup>982</sup>. AD 54 : 3 P 394/49, Matrice Général des propriétés bâties à Nancy.

<sup>983</sup>. 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 26 juillet 1963.

d'une meilleure répartition des deux appartements à chaque étage. C'était aussi peut-être une façon de ne pas « concurrencer » l'immeuble mitoyen qu'il venait de construire pour Louise Aubry, avenue Anatole France.

La clientèle visée appartenait, de doute évidence, aux classes aisées mais il s'agissait de réaliser un immeuble qui fournisse un retour sur investissement maximum. C'est sans doute ce qui explique l'absence de garages et la présence de deux surfaces commerciales, la principale occupant dans l'angle, la seconde ouvrant sur la rue de l'abbé Gridel. L'accès principal est situé sur cette rue, entre les magasins, ce qui permet, par une longue et large entrée, un accès à l'escalier, et à l'ascenseur qui dessert les six étages.

Charles Masson créa des appartements de surface à peu près identique (environ 90 m<sup>2</sup> carrés chacun) et composé de quatre pièces, ceux situés à l'angle bénéficiant d'une exposition privilégiée. Chacun possède, au minimum, un oriel, une loggia ou un balcon. Le dernier étage, rue Anatole France, est doté de longs balcons qui font le lien avec les terrasses des oriels.

Sous une apparente simplicité, la complexité des élévations est réelle. Sur les huit travées, seules les trois travées centrales sur la rue de l'abbé Gridel forment un ensemble cohérent. Il subsiste un certain archaïsme, en particulier le faux appareil en pierre de taille, et quelques formes sont utilisées depuis longtemps comme des arcs polygonaux à redents, des bases de serliennes et des octogones rectangles. Le portail s'inscrit dans la continuité des deux précédents : il est encadré de deux piles revêtues de pierre concassée mais la géométrisation des baies et du décor est la règle.

### **3. 1934-1935, trois immeubles moyens par temps de crise**

Après ces cinq grands immeubles – les trois que nous venons d'étudier auxquels s'ajoutent les deux de Michelet de l'avenue du Général Leclerc – réalisés au cours des années 1933 et 1934, Masson en réalisa de plus modestes. Mais l'ambiance n'est plus la même dans le cabinet de l'architecte : en 1935, alors qu'il surveillait l'achèvement de ces immeubles, il devait constater avec effroi que plus aucune commande ne lui parvenait. La crise entre les écueils de laquelle il semblait naviguer avec une certaine dextérité depuis plusieurs années, le frappait brutalement et de plein fouet et allait le conduire à devoir mettre son entreprise en faillite en septembre 1935. À l'exception de l'immeuble de Suzanne Michelet érigé pendant ces années de crise mais en s'appuyant, comme on l'a vu, sur la fortune solide de son père, les

commanditaires de ces ultimes années ont des budgets plus modestes. Comment Masson va-t-il procéder ?

### **3.1. L'immeuble de Jules Courrier ou comment s'adapter à la crise (cat. 47)**

En apparence, la façade de cet immeuble de quatre travées fait bien davantage penser à celui que Masson avait bâti en 1927 pour la veuve de Redon qu'aux immeubles des années 1933-34. La personnalité du client dont la culture était sans doute marquée par une formation classique n'y fut peut-être pas étrangère. Cependant il semble aussi avoir fait preuve d'une certaine capacité d'adaptation aux circonstances.

#### **3.1.1. Jules Courrier, l'ascension d'un instituteur**

Le cas de Jules Courrier illustre, comme René Peltre, le commanditaire de la villa *Les Cigognes*, la promotion sociale que représentait encore dans les années Trente l'accession au métier d'instituteur. Né le 19 septembre 1870<sup>984</sup> à Bréménil, un village près de Lunéville, il était le dernier d'une famille de cinq enfants. Ses parents tous deux originaires de ce village étaient de modeste extraction<sup>985</sup>, son père Joseph Courrier fut tisserand puis colporteur, sa mère Marie Joseph Redelberg était sans profession (T.2, p. 174 : A.G de la famille Courrier). À 20 ans, Jules Courrier était instituteur stagiaire, il fut alors incorporé au 26<sup>e</sup> régiment d'infanterie<sup>986</sup>. Devenu instituteur, il fut en poste successivement à Blainville, Dombasle, Millery et Pont-à-Mousson. Il épousa Elmire Henriette Anthoine, elle aussi institutrice, née le 13 août 1870 à Vaudigny (54), fille elle-même d'un couple d'instituteurs, Constant Anthoine et Joséphine François<sup>987</sup>. Deux garçons naquirent de cette union<sup>988</sup> et firent de brillantes études<sup>989</sup>. L'aîné Robert Courrier (1895-1986) notamment était médecin biologiste et fut nommé professeur au Collège de France en 1938, avant de devenir secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences en 1948. Après quelques mutations, Jules Courrier atteignit ce qu'il considéra sans doute comme le zénith de sa carrière en devenant, à une date inconnue, directeur d'école à Malzéville. C'est de cette commune qu'il lança son projet de construction d'un immeuble situé au n°18 de

---

<sup>984</sup>. AD 54, 5 Mi 96/R2 : NMD (1793-1873) Bréménil

<sup>985</sup>. AD 54, 6 M 33/96 : Recensement de population à Bréménil (1872)

<sup>986</sup>. AD 54, 1 R 1230 : Registres matricules militaires (1891)

<sup>987</sup>. AD 54, 5 Mi 96/R 3 : Acte de naissance à Vaudigny. C'est la naissance de cet enfant qui laisse présumer le mariage de ses parents. Mais nous n'en avons pas retrouvé la trace.

<sup>988</sup>. AD 54, 2 E 496/4 et 2 E 368/4 : N (1895) Saxon-Sion et N (1902) Millery.

<sup>989</sup>. Pour des informations complémentaires sur Robert Courrier, voir l'hommage d'Alfred Jost, professeur au Collège de France : site du Collège de France consulté le 24 octobre 2013 : <http://www.college-de-france.fr/site/robert-courrier/Hommage.htm>. Le fils cadet, Charles, fut aussi médecin et député de l'Aube de 1956 à 1958. Sa biographie est aussi consultable sur le site l'Assemblée Nationale. [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num\\_dept\)/2029](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/2029)

la rue Louis Majorelle créée, en 1932, au dépend du parc de la villa de l'ébéniste de l'Ecole de Nancy.

La date d'acquisition du terrain remonte vraisemblablement à l'année 1933 ; les plans furent dressés le 17 janvier 1934<sup>990</sup> et l'autorisation des travaux publiée par l'ICE du 25 mars 1934. La même année Masson inscrit son nom sur la façade sur rue. La matrice générale des propriétés bâties précise que l'immeuble était achevé en 1935. Le commanditaire décéda à Malzéville le 6 juin 1954 dans sa 84<sup>ème</sup> année sans jamais avoir habité dans son immeuble, devenu entre temps une copropriété du père et des deux fils. Robert Courrier, le fils aîné, en hérita d'après la matrice des propriétés bâties<sup>991</sup>.

### **3.1.2. Adaptation et classicisme**

Dans son apparence, le programme adopté pour ce petit immeuble s'apparente à ceux projetés en 1933 avenue du Général Leclerc (cat. 42 et 43). Le rez-de-chaussée est occupé par deux magasins accompagnés de petits logements. Malheureusement ce quartier n'est pas propice aux commerces de proximité, aussi l'épicerie et la boulangerie présentes dès l'achèvement des travaux ont rapidement fermé. Du 1<sup>er</sup> au 3<sup>ème</sup> étage, l'immeuble compte deux appartements par étage, au total 6 appartements. Chaque appartement d'environ 85 m<sup>2</sup> est composé de trois pièces – salle à manger et deux chambres, l'une pouvant faire office de salon – auxquelles s'ajoutent la cuisine et la salle de bain. Là encore ce type d'appartement convient à une clientèle familiale comptant peu de membres, sans rite important de sociabilité mais plutôt aisée, ce que confirment les garages situés dans un corps de bâtiment sur cour auquel on accède par un passage couvert rejeté dans la travée gauche du bâtiment principal.

Dans l'étage de comble, on trouve quatre chambres avec les WC en commun, destinées à des domestiques ou peut-être à des locataires très modestes : cet aménagement ne fut-il pas proposé en cours de chantier ? En effet le sous-sol compte huit caves donc pour huit appartements. Or l'immeuble n'en compte que six. Voyant la crise s'imposer avec ses problèmes de logement, Masson et son commanditaire ont peut-être pensé qu'il serait plus aisé de trouver des locataires pour des chambres que pour deux appartements supplémentaires assez luxueux. Cet immeuble viserait ainsi plusieurs clientèles : des commerçants, des célibataires aisés et d'autres modestes.

---

<sup>990</sup>. AM Nancy, 668 W 188 : santé et environnement

<sup>991</sup>. AD 54, 3 P 394/52 : Matrice des propriétés bâties.

Le passage des garages constitue le seul « accident » à la composition de la façade principale qui serait sinon parfaitement symétrique. Elle est dominée par un très large oriel qui se développe sur les deux derniers niveaux et qui porte des pilastres colossaux, trois au centre et deux sur les côtés, qui sont une réminiscence de l'architecture classique.

### **3.2. L'immeuble de Joseph Robert : insensible à la crise ? (cat. 49)**

La haute taille de l'immeuble s'impose tout au bout de la rue Jeanne d'Arc, à la limite de Nancy et de Vandœuvre. Ses plans réalisés un mois après ceux de l'immeuble de Suzanne Michelet caractérisé par un luxe certain. C'est sans doute cela qui séduisit Joseph Robert dont l'assise sociale ne cessa de se renforcer et qu'il souhaita reprendre à sa mesure, sans penser à la crise. Preuve qu'il avait raison : il trouva vite des locataires, en même temps qu'il s'y installait lui-même.

#### **3.2.1. Joseph Robert, en ascension sociale constante**

Joseph Robert, né le 26 avril 1868 à Urville dans le département des Vosges<sup>992</sup>, était le troisième enfant d'Hubert Benjamin Robert et de Marie Virginie Collin<sup>993</sup>. La famille Robert appartenait à une dynastie de fondeurs de cloches, toutefois Joseph Robert fut cultivateur puis cafetier (T.2, p. 175 : A.G de la famille Robert). L'année 1885 fut une date-clef : la maison familiale fut vendue pour 2 750 francs et les Robert vinrent s'installer à Nancy au n°32 de la rue des Jardiniers. Le chef de famille mourut à une date inconnue mais avant 1891. À cette date, Joseph était caissier et sa mère journalière<sup>994</sup>. À partir de 1903, ils demeurèrent au n° 30 de l'avenue de Strasbourg, pour un loyer de 350 francs<sup>995</sup> qui nous indique qu'il s'agissait d'un appartement modeste.

Le 10 octobre 1916, à l'âge de 48 ans, alors qu'il demeurait seul rue de Strasbourg et qu'il était devenu comptable, Joseph Robert épousa Charlotte Legros à Livry-Gargan, en région parisienne. Mais celle-ci était née à Nancy le 23 décembre 1887 et surtout elle était la fille d'un représentant de commerce, ce qui était une manière, pour son mari, de confirmer son statut professionnel et social<sup>996</sup>. Le couple s'installa au n°44 rue faubourg Saint-Jean (actuellement rue Raymond Poincaré) ; le loyer de 3500 francs révèle que le logement était de qualité<sup>997</sup>. En 1929 Joseph Robert déménagea une nouvelle fois au n°6 de la rue de la Craffe, et cette fois

---

<sup>992</sup>. AD 88, 6 M 1063-110796 : Recensement à Urville (1886-1901)

<sup>993</sup>. AD 88, 4 E 491/6-74746 : NMD (1868-1870) Urville

<sup>994</sup>. AD 54, 6 M 33/394 : Recensement de population à Nancy (1891-1<sup>er</sup> section)

<sup>995</sup>. AM Nancy, 1 F 2160 : Recensement de population à Nancy (1914-1919)

<sup>996</sup>. AD 93, 1 E 046/71 : M (1916) Livry-Gargan

<sup>997</sup>. AM Nancy, 1 F 2393 : Recensement de population à Nancy (1925)

encore, le loyer de 4500 francs correspond au nouveau statut de directeur commercial auquel J. Robert a été promu<sup>998</sup>. C'est de cette adresse qu'il commanda la construction d'un petit immeuble, à la fois résidence familiale et immeuble de rapport, situé au n° 302 rue Jeanne d'Arc. La date d'acquisition d'un terrain de 135 m<sup>2</sup> est inconnue. Charles Masson dressa les plans le 10 mai 1934 et la demande d'autorisation des travaux fut publiée par l'*ICE* trois mois après<sup>999</sup>. L'immeuble est daté de la même année mais ce n'est qu'en 1935 qu'il fut habité. La famille Robert occupa le 2<sup>ème</sup> étage, un représentant de commerce le rez-de-chaussée, un lieutenant au 1<sup>er</sup>, un contrôleur principal au 3<sup>ème</sup> et un entrepreneur au 4<sup>ème</sup>. On peut remarquer que le niveau social de ces occupants était le même : ils appartenaient à la classe moyenne supérieure.

### 3.2.2. Des modèles éprouvés

Cet immeuble constitué de cinq logements, sans garage, est une version réduite d'un modèle que Charles Masson expérimentait depuis plusieurs années : une travée transversale de service et les pièces de réception sur rue, la cuisine et une seule chambre côté jardin. Son modèle, tant au niveau de la distribution que du parti d'élévation, fut expérimenté dès 1925 dans le premier immeuble Cortellini-Albertinetti au n° 49 de la rue du Maréchal Oudinot (cat. 7). À chaque étage de la travée centrale, à l'exception du rez-de-chaussée, une loggia, peu profonde, s'ouvre sur un généreux balcon. Charles Masson apporta un soin particulier aux crépis, tant à leurs textures qu'à leurs teintes.

L'architecte réintroduisit des formes classiques, des arcs en plein-cintre, tracés dans le crépi et des colonnes engagées comme piédroits des baies du 4<sup>ème</sup> étage. Toutefois l'écriture générale est bien moderne et reprend celle des immeubles Michelet : d'abord la façade à trois travées ouvrant en fait sur deux pièces, cependant avec plus de simplicité ; le plan à trois pièces et loggia des appartements copie presque littéralement celui mis en œuvre au n° 99 bis de l'avenue du Général Leclerc mais avec davantage d'espace : 90 m<sup>2</sup> au lieu de 70. Et pour davantage de rentabilité, Joseph Robert demanda cinq étages – et non quatre – comme dans l'immeuble de Suzanne Michelet.

---

<sup>998</sup>. AM Nancy, 1 F 2564 : Recensement de population à Nancy (1929)

<sup>999</sup>. 'Autorisation des travaux' in l'*ICE* le 26 août 1934

### 3.3. L'immeuble de L. Mairot, le chant du cygne de Masson bâtisseur d'immeubles (cat. n° 50)

L'immeuble Mairot est pour ainsi dire la copie du précédent sauf qu'il compte un étage supplémentaire. Sa hauteur, il la doit sans doute à son voisin, l'immeuble que Suzanne Michelet faisait construire d'après les plans que Masson avait dessinés juste deux mois auparavant. Ce grand immeuble est le vrai chant du cygne de Masson dans le domaine de l'habitat collectif. Le présentait-il ? Sans doute. Il fera encore le modeste immeuble du 69, boulevard d'Haussonville, pour René Brochard (cat. n°51), mais sa qualité architecturale n'est guère digne de l'art dont il fit preuve durant toutes ces années nancéiennes.

Donc en 1934, soit à peine deux ans après la construction de sa résidence familiale au Placieux (cat. n°36), Louis Mairot, employé à la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, fit à nouveau appel à Charles Masson. Il lui commanda un immeuble situé au n° 14 de la rue Notre-Dame de Lourdes à Nancy ouverte en 1933-1934<sup>1000</sup>. Mairot, à une date inconnue, acheta un terrain de 250 m<sup>2</sup> et le 15 mai 1934, l'architecte réalisa les plans d'un immeuble de six étages dont cinq destinés à la location, avec garage. Le 15 juin de la même année, Masson dessina un plan de situation<sup>1001</sup> où il représentait cet immeuble et son voisin situé au n°12 de la même rue, conçu pour Suzanne Michelet<sup>1002</sup>. Cette proximité pose la question de l'origine de la propriété, ne proviendrait-elle pas de Charles Masson qui en aurait fait bénéficier deux de ses meilleurs clients ? L'architecte aurait cédé le terrain le plus important à son principal commanditaire : la famille Michelet.

L'autorisation des travaux fut délivrée le 16 juin 1934<sup>1003</sup> et la matrice cadastrale de 1935 signale l'achèvement de l'édifice<sup>1004</sup>. Cette date est confirmée par les feuilles de ménages<sup>1005</sup> qui mentionnent l'arrivée des premiers locataires. Les cinq appartements d'environ 80 m<sup>2</sup> étaient destinés plutôt à une clientèle à revenus moyens sans enfant. Le plan des étages n'est pas conservé mais, à coup sûr, il reprend celui de l'immeuble Michelet, à la nuance qu'en façade, les jardins d'hiver font place à des loggias et que le couronnement spectaculaire disparaît. Ces simplifications sont-elles des signes de la crise qui commence à faire des ravages ? Ce n'est pas certain. Le recensement de 1936 dénombre 10 personnes dans l'immeuble dont

---

<sup>1000</sup>. ROBAUX Paul et ROBAUX Dominique, *op. cit.*, p.226

<sup>1001</sup>. AM Nancy, 668W 223 : Santé et environnement

<sup>1002</sup>. Le plan d'immeuble de Suzanne Michelet (12, rue Notre-Dame de Lourdes) est réalisé un mois avant que celui d'immeuble Mairot (n°14).

<sup>1003</sup>. AM Nancy, 1 O 1339 : Permis de construire (1934). Cette date est confirmée par une plaque sur la façade portant le nom de l'architecte et celui de l'entrepreneur Andreoli. C'est la troisième fois qu'une collaboration s'établissait entre les deux hommes.

<sup>1004</sup>. AD 54, 3 P 394/26 : Matrice cadastrale

<sup>1005</sup>. AM Nancy, 1 F 2850 : Feuilles de ménages (1930-1980)

deux représentants et un agent contrôleur de machines<sup>1006</sup>. Louis Mairot vendit son immeuble en 1947 à un boulanger.

Louis Mairot était un client fidèle : après la famille Verry-Michelet, c'est le troisième commanditaire de Charles Masson. Pourtant, sa profession et celle de son entourage n'avaient aucun lien avec les métiers du bâtiment. Pourquoi fit-il appel à Charles Masson à trois reprises ? Ces commandes n'étaient-elles pas liées au fait que Louis Mairot et Henry de Schacken, le beau-père de Charles Masson, étaient originaire de Cirey-sur-Vezouze<sup>1007</sup>, cette commune étant en plus située seulement à 13 km de Saint-Georges, le village natal de Charles Masson. Louis Mairot qui passa sa première commande en 1929 alors qu'il est en fonction à Saint-Dié-des-Vosges n'aurait-il pas mis Paul Castan en relation avec notre architecte qui projeta sa villa en 1930 ?

## Conclusion

Entre 1929 et 1933, la construction connut à Nancy une forte hausse. Ce n'était pas un phénomène régional. La même effervescence soudaine apparut également au niveau national. Cette période coïncide avec la promulgation de la loi Loucheur et ses effets. Alors, quel type de logement était le plus projeté à Nancy durant ces années ? Certes entre les deux guerres, les maisons restèrent quantitativement beaucoup plus nombreuses que les immeubles, mais pendant la période de la loi Loucheur, les mises en chantier d'immeubles dépassèrent largement celles des maisons (fig. 174). Si l'activité de Masson ne semble pas avoir bénéficié directement des effets de la loi Loucheur, il n'en est pas moins spectaculaire de voir sa production quasiment consacrée à la seule construction d'immeubles pendant les deux années 1933 et 1934. Lui qui s'était fait une renommée en concevant des villas souvent somptueuses, le voilà qui érigeait pas moins de 11 immeubles en deux ans. La crise économique, quand elle éclata en France, frappa de plein fouet la construction d'immeubles, et impacta si violemment l'activité de Masson à Nancy qu'elle s'écroula. Il fut déclaré en faillite le 29 septembre 1935 et, un an plus tard, dut quitter la ville où sa carrière avait trouvé son plein épanouissement depuis 1920.

---

<sup>1006</sup>. AD 54, 6 M 33/394-68 ou 69 : Recensement de population de Nancy (1936)

<sup>1007</sup>. Les habitants de Cirey-sur-Vezouze sont 2.249 en 1871 au moment où cette ville est devenue chef-lieu de canton. Voir l'ouvrage collectif sous la direction de René Frécaut, *Géographie de la Lorraine*, Presses Universitaires de Nancy, Metz : Serpenoise, 1983, p.546



Les commanditaires de Masson perçurent tout à fait les avantages qu'ils pouvaient tirer de ce nouveau contexte favorable, comme le montre bien le cas de Léon Michelet – nous l'avons examiné dans le chapitre précédent – qui subitement se mit à faire bâtir deux immeubles alors que jusque là seul Saurupt et ses luxueuses villas le passionnaient. Mais la majorité des autres maîtres d'ouvrage d'immeubles de Masson n'étaient pas des investisseurs professionnels. C'étaient des particuliers issus de la bourgeoisie ou même plus souvent y accédant grâce à leur activité professionnelle, donc des « parvenus ». Si Fernand Maurice et Jules Courrier étaient des fonctionnaires bénéficiant d'une carrière intéressante et si le mécanicien Thouesny était un cas à part, les autres n'étaient pas des salariés mais essentiellement des commerçants ou des retraités et des veuves qui cherchaient à garantir les revenus notamment pour leurs vieux jours. Donc en rien des aventuriers de l'immobilier. À part Michelet, les Bochard, mère et fils, et Louis Mairot, tous se contentèrent de la commande d'un seul immeuble : ils prirent des risques modérés. Leur objectif était de s'assurer un revenu stable grâce à des loyers.

De ce fait on comprend que les immeubles qu'ils commandèrent à Masson étaient destinés aux catégories aisées : supérieures et moyennes dont les revenus pouvaient garantir ces loyers mais dont la famille se réduisait souvent au couple des parents et un enfant. Aussi Masson et ses clients, pour séduire ce type social de locataire et s'y adapter, proposèrent des appartements de trois à quatre pièces d'une moyenne de 80 m<sup>2</sup> mais pourvus des éléments de confort qui s'accorderaient avec le mode de vie de la bourgeoisie contemporaine : notamment la salle-de-bain (sauf lors de l'agrandissement de la maison Thouesny) et le garage. Le cas du garage mérite d'être examiné particulièrement : en effet la voiture, signe le plus récent de richesse et d'adhésion à la vie moderne, n'imposa pas pour autant le garage partout. Certains commanditaires – Michelet dans ses immeubles de l'avenue du général Leclerc, De Meester pour celui de l'avenue Anatole France et Robert pour le n° 302 de la rue Jeanne d'Arc – préférèrent des boutiques ou un appartement supplémentaire jugés sans doute plus profitables.

Il est certain que les nouvelles techniques de construction faisant un appel systématique au béton armé, rendirent les constructions moins chères : on pouvait devenir propriétaire d'un édifice avec un budget relativement allégé. L'immeuble de Redon, ceux de Thouesny, de De Meester et de la veuve Aubry en sont de bons exemples. En outre le béton permettait de ménager des oriels, des loggias et des balcons qui sont aussi des signes de confort et du mode de vie bourgeois. La façade des immeubles s'en trouva aussi modifiée et alla vers davantage de sobriété, selon l'état de financement des commanditaires et comme le montrent les grands immeubles de l'avenue Anatole France et de l'avenue du Général Leclerc. Tous ces efforts pour répondre à la demande n'empêchèrent pas Masson de faire faillite alors qu'il achevait ces

immeubles. Aurait-il mal géré ses projets ? Avait-il des problèmes de financement auprès de ses clients ? La réponse n'est pas facile.

## Conclusion de la quatrième partie

Investir était le souci des commanditaires des maisons et des immeubles étudiés dans cette partie. Investir et donc profiter de l'effervescence immobilière qui emporta les Années Folles, de 1925 à 1934, moment où la crise qui semblait l'épargner jusque là, frappa la France.

Mais – on l'aura noté – l'évolution de la demande et la stimulation de la loi Loucheur qui dynamisa le marché de l'immobilier, provoqua une rupture assez nette dans la production de Charles Masson au moment de la promulgation de la loi. Jusqu'en 1928, ses commanditaires souhaitant investir lui commandèrent surtout des maisons et presque toutes – 13 sur 14, la dernière aux Charmettes Stanislas – à Saurupt, donc exactement dans le champ d'action favori de l'architecte. D'ailleurs on peut s'interroger sur son rôle exact qui visiblement ne se cantonna pas à la seule architecture. Dans bien des cas, c'est lui qui vendit le terrain sur lequel il bâtit les maisons qu'on lui commanda. Or ces maisons furent pour la majorité d'entre elles revendues sitôt terminées, exception faite de deux maisons que le professeur de musique Munier préféra louer et d'une des dernières maisons que Michelet fit bâtir rue du Lieutenant Henri-Crépin dont il fit temporairement sa résidence. En les vendant rapidement, l'objectif était de profiter de la montée des prix de l'immobilier, donc de spéculer sur la hausse et de « bouster » le bénéfice tiré de l'investissement initial. On peut se demander si Masson, vendeur du terrain et concepteur des plans, ne joua pas un rôle d'initiateur à l'« art » de la spéculation immobilière. Incitent à faire cette hypothèse le cas de la maison Poirel de 1926-1928 et celui de la première maison de Munier, tous deux pensées d'abord comme une résidence pour le commanditaire puis – après un changement de plan pour la première – vendues rapidement.

Au cours de la période d'application de la loi Loucheur, de 1929 à 1934, Masson reçut de plus rares commandes de maison et en revanche beaucoup de commandes d'immeubles. Mais le comportement des commanditaires de ces immeubles était très différent de celui qui présida à la vente des maisons de la phase antérieure (fig. 175) Bien sûr, il s'agissait de bâtir un immeuble pour en louer ensuite les appartements. On ne relève qu'une seule vente rapide et spéculative, celle de l'immeuble de la veuve de Redon. Surtout il est frappant de constater que dans la grande majorité des cas, les maîtres d'ouvrage veillèrent à se réserver un appartement – généralement au premier étage – dans leur projet. N'échappent à cet usage que les immeubles promus par l'agent immobilier Léon Michelet, ou des personnages suffisamment fortunés, comme les Bochart et Louis Mairot, pour posséder et une maison et des immeubles. Seuls Polydor de Meester et Jules Courrier commandèrent un seul immeuble mais, pour une raison

qu'on ignore, n'y résidèrent pas. Surtout il faut noter que se ménager un appartement dans un immeuble était déjà une préoccupation des commanditaires des premiers immeubles que Masson réalisa dès 1922, Hautdidier, les entrepreneurs Albertinetti et Cortellini, et aussi Verry qui fit construire deux immeubles par Alfred Thomas. Ainsi concilier le profit et le logis, tel était le souci de tous ces commanditaires qui avaient sans doute tout investi dans leur unique projet immobilier.

Visiblement Masson mit autant d'ardeur et d'imagination dans les projets que lui demandèrent ses clients investisseurs que quand il était question de satisfaire leur rêve de villa. De toute façon, de son point de vue d'architecte, la conception d'un logement que ce soit pour l'habiter, le louer et le vendre ne différait en rien : il fallait dans tous les cas essayer de définir et de satisfaire les besoins et les désirs des résidents. Pourtant en la personne du promoteur Michelet, il rencontra un homme aussi passionné que lui par l'architecture domestique qui l'incita certainement à créer deux nouveautés : un nouveau type de villa à rez-de-chaussée réservé aux seuls services qu'illustre la suite de quatre villas de la rue du Lieutenant Henri Crépin à Saurupt et un nouveau type d'immeuble qui réussit à combiner heureusement le rythme ternaire des façades et la composition binaire des appartements et qui fut appliqué aux trois immeubles commandés par les Michelet, père et fille. Sans conteste la relation de Charles Masson avec Jules Michelet – leur amitié, peut-on supposer – était forte et favorisa généreusement la capacité créatrice de l'architecte.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Plus que toute autre, l'architecture domestique est d'abord un lieu de vie. Le commanditaire s'y investit personnellement. Il y exprime ses goûts et sa manière de vivre le quotidien et l'intimité. L'architecte tient compte de ses intentions clairement exprimées ou seulement devinées. De ce point de vue, il est intéressant d'examiner les rares – et donc précieuses – photographies d'intérieurs conçus par Masson, publiées dans l'album *Batimod* qui lui est consacré. Le décor porté et le mobilier des pièces révèlent la personnalité des commanditaires ou des propriétaires. Il s'agit de cinq photographies montrant l'intérieur de trois demeures : trois de la villa *Les Cigognes* une de la villa Masson et deux de la villa Mairesse (fig. 176).

Aucune n'est prise au hasard. Elles sont l'objet d'une véritable mise en scène. C'est tout particulièrement le cas de la photographie du hall de la villa *Les Cigognes*. Au centre de celle-ci, on voit la seule cheminée de la demeure, située l'axe principal du hall à l'italienne qui, au centre de la villa, distribue toutes les pièces de réception et de service, ainsi que l'escalier d'honneur. La cheminée, en retrait du hall, est « un coin du feu », aménagé comme un lieu de vie. Le mobilier y tient une part importante. On compte trois sièges : une chaise os-de-mouton, un fauteuil club et un autre rustique. Par ailleurs l'ensemble du mobilier est régional : crédence, console et vaisselier. On peut identifier des plats, une soupière, des pots à feu, un rouet et sa quenouille, ainsi que des bibelots animaliers. Mobilier et objets contrastent avec le manteau de la cheminée qui porte un décor floral Art déco et la mosaïque géométrique du sol. La salle à manger, au riche mobilier Art nouveau, s'inscrit dans un décor mural ponctué de courtes fleurs Art déco. Le luxe des objets posés sur les crédences, notamment ce qui pourrait être un bronze orné de faisans, dénote d'un train de vie somptuaire. La troisième photographie des *Cigognes* – la salle de bain avec baignoire, bidet, lavabo et miroirs sur fond de céramique – montre le modernisme de l'aménagement de la maison. Les deux premières photographies de la villa *Les Cigognes* rendent-elles compte du goût de M. Hannezo ou de celui de notre architecte ? La nature des bibelots semble bien refléter celui de Charles Masson. En effet, la seule photographie publiée de l'intérieur de sa villa confirme son penchant pour la chasse. La sculpture placée dans la cage d'escalier est sans doute celle d'un groupe animalier. Cette tendance est confirmée par d'autres bibelots parmi lesquels on identifie avec certitude un éléphant et un lion... Les pilastres qui encadrent les niches portent de petits trophées de chasse. Cette décoration ne saurait faire

oublier l'espace architectural de ce hall centré de plan circulaire donnant accès aux pièces de réception. L'Art déco est ici décliné dans ce qu'il a de plus moderne : formes géométriques pour le tapis en carrelage du sol, le plafond en stuc et les pilastres aux chapiteaux ornés de roses. Notons que Masson y expose une maquette de villa qui n'a pas été identifiée.

Les derniers clichés concernent la villa Mairesse, conçue en 1933 et représentative du style Masson. La salle de bain est une grande pièce donnant sur la rue des Brice, un vitrail la mettant à l'abri des regards. Elle est résolument moderne tant dans ses appareils que dans son décor. La salle à manger aussi, sans surcharge d'objets, au décor plus sobre que celui des deux précédentes villas témoigne de l'évolution du goût des années Trente vers des intérieurs plus simplifiés. Ces quelques photographies d'intérieur avaient leur importance dans le numéro de *Batimod* consacré à Masson car elles montraient sa capacité à satisfaire la clientèle bourgeoise qui lui commandait villas ou maisons.

Elles justifient, malgré leur nombre réduit, aussi le choix initial que nous avons fait de nous intéresser aux commanditaires de Charles Masson et pas seulement à sa vie et à son architecture. Nous avons donc tenté d'élargir le cadre usuel d'une monographie d'architecte en associant l'étude de l'architecture et celle des conditions humaines de sa réalisation. Pour autant notre focale peut paraître étroite et bien des pistes restent à explorer qui permettraient de mieux comprendre encore Charles Masson et sa carrière nancéienne si particulière. Des éclairages viendront notamment avec d'autres études monographiques.

## **1. Masson et André, « obligés » de l'architecte domestique**

Choisir Masson, parmi les nombreux architectes qui œuvraient et construisirent à Nancy pendant l'entre-deux-guerres, comme objet de recherche et de thèse semble presque aller de soi tant la qualité de son art éclate à la seule visite du parc de Saurupt et à la seule vue des multiples villas, maisons et immeubles qu'il y a laissés. Il semble s'inscrire dans la suite exacte des maîtres de l'École de Nancy, avec la même imagination et le même souci du raffinement dans l'élaboration des formes qu'elles soient décoratives ou volumétriques, même si l'histoire de l'art, dans son obsession « stylistique », y voit deux mouvements artistiques qui se distinguent et s'opposent. Et cette continuité est rassurante pour le chercheur car elle garantit des repères dans l'aventure de la recherche. Mais que pendant ses quinze années nancéiennes qui constituent incontestablement le temps fort de toute sa carrière, Masson n'ait construit aucun

bâtiment public ni même un immeuble à destination unique commerciale ou économique<sup>1008</sup> – comme un magasin, un hôtel, une banque, une brasserie, des bureaux – et se soit voué à la seule architecture domestique et à la seule commande privée, voilà qui parut plus inattendu, tout en justifiant parfaitement – il faut le souligner – que nous nous soyons penchée sur ses clients et sur les villas et immeubles qu’ils lui commandèrent.

Aucun de ses collègues, selon nos connaissances actuelles, ne se trouva dans une telle situation tout à la fois valorisante et excluante. Du coup, cette année 1920 qui le vit quitter Sarrebourg et sa tâche d’architecte de la Reconstruction pour s’installer à Nancy en quête d’un nouveau champ d’activité devient cruciale pour la compréhension de la spécialisation de sa carrière dans l’architecture domestique privée. On a vu les reproches qui lui étaient adressés au sujet des honoraires à l’occasion des expertises qu’il menait des dégâts causés par la guerre et le procès qui s’en suivit. Malheureusement on ne connaît pas le verdict mais, quoi qu’il en soit, jamais plus Masson ne put accéder à un marché public. Il sembla accepter cette sorte d’exclusion et surtout décida que son investissement dans l’habitat serait total et qu’il parviendrait à en obtenir des revenus suffisants voire confortables. Pour cela, son second mariage lui donna l’occasion d’accéder au milieu le plus fortuné où il rencontra nombre de ses clients.

Faute de pouvoir expliquer la mise à l’écart de Masson et son intérêt exclusif pour l’architecture domestique, il est remarquable de constater que la carrière si singulière de Charles Masson présente de nombreux points communs avec celle d’Emile André (1871-1933), l’architecte le plus emblématique de l’École de Nancy et auteur notamment de deux villas au Parc de Saurupt dont les fameuses *Glycines*. Pourtant Émile André, bien davantage que Masson, avait une voie toute tracée dans le milieu de la construction. Son père, Charles André (1841-1928) était fils et arrière petit-fils d’entrepreneurs<sup>1009</sup>. Il devint architecte en 1873 et en 1877 il remplaça son propre père au conseil municipal de Nancy. Enfin il devint architecte du département de Meurthe-et-Moselle en 1886. Ce poste lui ouvrit une carrière officielle qui devait lui assurer de nombreux chantiers publics<sup>1010</sup>.

---

<sup>1008</sup>. Cependant il faut tout de même noter la présence de magasin dans quatre immeubles tous projetés par Masson en 1933 : 99 et 99bis, avenue Général Leclerc (cat. 42 et 43), 11 rue de l’abbé Gridel (cat. 46) et 18 rue Louis Majorelle (cat. 47).

<sup>1009</sup>. ROUSSEL Francis, *op. cit.*, t.3, p.28

<sup>1010</sup>. DOUCET Hervé, *Emile André, Art Nouveau et Modernité*, Arles, éditions Honoré Clair, 2011, p. 27.

Cependant Charles André, dreyfusard affiché, comme Émile Gallé, et administrateur du *Progrès de l'Est*, un journal tri-hebdomadaire progressiste, fut victime, à l'occasion de la reconstruction de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, de multiples critiques qui l'obligèrent, en 1900, à démissionner de son poste. On lui reprochait, entre autres, de ne pas être architecte et de prélever des honoraires d'expertise trop élevés<sup>1011</sup>. Pour éviter cette accusation, Charles André incita donc son fils Émile à sortir diplômé de l'École des Beaux-Arts de Paris. On notera que ce sont également ses dépassements d'honoraires qui furent reprochés à Charles Masson et qui le poussèrent à démissionner – ou à être exclu – de son poste d'architecte de la reconstruction en Moselle et à quitter le département pour Nancy.

En 1907, Charles André qui avait été élu à la tête des architectes chargés de la construction des pavillons de l'*Exposition internationale de l'Est de la France* qui se tint en 1909, dut abandonner ses fonctions. Charles André se vit ostracisé ainsi que son fils qui lui non plus ne reçut jamais une commande publique avant la fin de la Première Guerre mondiale. Au même moment, ce fut Charles Masson qui vivait la même exclusion, dans des circonstances que nous avons exposées. C'est dire la capacité que détient la puissance publique dans le processus de construction ! Mais à la différence de Charles Masson, la famille André avait l'avantage d'être parfaitement présente dans le bâtiment, à Nancy, depuis deux générations ce qui naturellement facilita la carrière d'Émile André.

Sur l'injonction de son père, alors en pleine tourmente administrative, Émile André rentra à Nancy après six années de voyages, de 1894 à 1901, principalement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Il travailla alors pour son père qui était en train de réaliser les grands magasins que François Vaxelaire se faisait construire à Nancy, à l'angle de la rue Saint-Dizier et de la rue Saint-Jean<sup>1012</sup>. Émile André dut attendre près de dix années avant de construire un édifice destiné à recevoir du public : l'ancienne Banque Renauld située à l'angle de la rue Chanzy et de la rue Saint-Jean<sup>1013</sup>. Il jouissait alors de relations familiales et amicales pour réaliser ce chantier qu'il dut partager avec Paul Charbonnier...

Comme Charles Masson, Émile André construisit presque exclusivement pour une clientèle privée. Comme Masson il aborda tous les genres, de la maison modeste à l'immeuble bourgeois. Comme pour Masson encore, le Parc de Saurupt fut son terrain de prédilection.

---

<sup>1011</sup>. *Ibid.*, p.28

<sup>1012</sup>. ROUSSEL Francis, *op. cit.*, t.3, p.28.

<sup>1013</sup>. *Ibid.*, t.1, p.50



Pour Masson, peut-être plus encore que pour les André père et fils, la question était de savoir s'il réussirait à transformer une contrainte et une restriction de son champ potentiel d'activité en destin et en affirmation d'une voie personnelle d'accès à la création architecturale. Les années nancéiennes sont la preuve de son succès. Mais il fallut un autre événement pour donner un sens à sa carrière : son second mariage lui permit l'accès à la « bonne société » nancéienne et il réussit à s'y imposer comme l'architecte préféré des catégories sociales les plus favorisées et aussi de beaucoup de ceux qui aspiraient à grimper dans l'échelle sociale. Tout restait fragile cependant et brutalement en 1935, Masson fut contraint à la faillite. Son enracinement dans la société locale, à la différence d'Émile André et de ses fils Jacques et Michel qui prirent sa suite après son décès en 1933, était resté trop superficiel et trop cantonné à la seule architecture domestique privée pour les plus aisés.

## **2. Les échanges entre Masson et ses clients : quelques fragments**

Dès la fin de la première année de notre recherche, il était déjà certain qu'aucune trace écrite des échanges que Masson avait pu avoir avec ses clients n'avait traversé l'épaisseur du temps (fig. 177 et 178). On pourrait connaître assez finement leur vie et les avatars de celle-ci en explorant les états civils, la presse et les archives administratives, mais on en serait réduit aux hypothèses pour comprendre les relations entre les protagonistes des chantiers de villas, maisons et immeubles bâtis par Masson. Une seule voie d'accès s'ouvrait, comme souvent en pareil cas de silence des sources, celle de l'étude de la vie et des revenus des commanditaires mise en regard avec celle des constructions.

Apparaissent assez vite quelques évidences : ainsi l'importance de la demeure dépend largement de celle du financement. En haut de l'échelle sociale et des revenus, Henry de Schacken qui vivait de ses seules rentes, ne pouvait commander à son gendre qu'une somptueuse villa à Saurupt. De même, Maria Voinier, qui emprunta « l'ascenseur social » en accéléré, commanda deux demeures qui reflètent ses différents états : en 1924, simple employée de commerce, elle ne demanda à Masson en 1924 qu'une maison modeste, et en 1930, devenue riche par un biais que nous ignorons, sa nouvelle bonne fortune ne pouvait s'exprimer que dans la villa trois fois plus grande et bénéficiant de tout le confort moderne qu'elle fit bâtir à Metz par Masson. Cependant la dénomination « Villa Simone » qu'elle donna à sa petite maison initiale permet de deviner son aspiration intime, son rêve d'une demeure bourgeoise, rêve que réalisa sa villa messine mais qu'ébauchaient déjà les linteaux curvilignes en brique jaune de la

maison nancéienne. De même la surélévation de leur maison demandée en 1933 par les époux Thouesny à Masson – le plus modeste immeuble qu’il eut à réaliser – était du niveau de leurs revenus d’individus appartenant aux classes populaires. Le confort y était minimal : juste un WC commun dans l’escalier. Mais cette modification de leur maison pour y ajouter deux niveaux d’appartements à louer et s’assurer ainsi quelques gains supplémentaires, fut rendue possible par le changement de métier du mari : de poseur de papier peint, il venait de devenir mécanicien, une profession bien plus moderne et lucrative. Et Masson ne craignit pas de laisser son nom sur la façade de cette maison devenue maison de rapport – qui cependant ne figure pas dans *Batimod* –, dont le projet était sans commune mesure avec les bâtiments de prestige qu’il avait l’habitude de concevoir.

La comparaison attentive et rigoureuse de villas qui paraissent au premier abord quasi identiques permet aussi de deviner les demandes particulières des clients de Masson et de voir comment celui-ci y a répondu. À partir de la maison Heymes en 1928, Masson réussit à mettre au point un type de villa luxueuse à deux travées asymétriques qui constituait l’aboutissement d’une recherche mise en œuvre dès la maison Goint en 1925 : l’enjeu n’était pas mince puisqu’il s’agissait de réunir tous les paramètres du confort, du luxe et de la sociabilité attachés aux villas depuis au moins la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais dans le cadre de la mitoyenneté presque imposée par la réduction de la taille des parcelles, notamment à Saurupt. En compensation Masson mit au point tout jeu ostentatoire de formes pour la façade principale qui s’enrichit des avancées des oriels et des balcons et des creux des loggias et du « solarium » de l’entrée. Cinq villas sont conçues à partir de ce type, après celle de Heymes : les villas Voltan, Mathieu, Mairot, Mairesse et Marchal. Toutes possèdent la même enfilade salon-salle à manger enrichie d’un oriel, côté rue, et ouverte, côté jardin, sur une terrasse et/ou un jardin d’hiver, et la même mise en valeur de l’entrée par une suite de petits espaces – escalier extérieur, solarium, hall – qui sont comme une initiation progressive à l’intimité familiale. Cependant parmi les signes de la vie bourgeoise et moderne, on remarque que la villa Mairot n’a pas de garage : est-ce parce que Louis Mairot, employé à la Compagnie des chemins de fer de l’Est jugeait ce type de transport meilleur que l’automobile ? On note aussi que les villas Mairesse et Marchal, bâties à Saurupt, possèdent au sous-sol une entrée des domestiques qui permet à ceux-ci d’accéder directement à la cuisine sans passer par le hall, disposition qui n’existe pas dans les quatre autres villas où l’épouse exerçait seule son rôle de maîtresse de maison : la cuisine, dans ce cas, ouvre directement sur le hall, comme la salle à manger et le salon.

La longue fréquentation – leur amitié, comme on l’a envisagé – de Léon Michelet et de Charles Masson a donné naissance à sept villas, toutes à Saurupt, et à trois immeubles. C’est peu dire qu’à cause de son expérience qui remontait même à l’avant-guerre, Michelet n’était visiblement pas de ceux qui, parmi les clients de Masson, attendaient tout de l’architecte. Il avait, semble-t-il, des idées plutôt arrêtées en matière d’architecture domestique : elles sont identifiables au fait que Masson les a mises en œuvre pour les seules commandes de Michelet ou parce qu’elles y apparaissent pour la première fois. Il en va ainsi des quatre villas jumelles – dont l’une fut construite pour Paul Munier – de la rue du lieutenant Henry Crépin toujours à Saurupt : ici, et seulement ici, fut créé le rez-de-chaussée comme étage de service, avec une grande porte cochère par où passent aussi bien les résidents que leur voiture, ce qui au final s’avéra peu séduisant ni attractif pour de potentiels acheteurs puisque le dispositif de l’entrée commune n’eut aucune suite. Pourtant il avait l’avantage de libérer de l’espace à l’étage supérieur pour développer les lieux de réception. Masson – et Michelet avec lui – pouvait avoir le sentiment d’avoir inventé la « villa verticale », celle qui offrait empilés sur quatre étages et sur une parcelle réduite et mitoyenne, tous les fastes que les grandes villas des premiers temps de Saurupt – et aussi les trois bâties par Masson avant 1926 – développaient horizontalement. Il est frappant aussi de voir comment les façades des édifices commandés par Michelet – villas comme immeubles – font preuve d’une recherche de la symétrie et de l’axe marqué, alors que le fait est plus rare dans les autres réalisations de Masson, notamment les villas citées plus haut, aux travées asymétriques. L’axialité est encore plus remarquable dans les trois immeubles dont les appartements se répartissent sur une trame binaire et les façades présentent un rythme ternaire avec, au centre, des loggias ou des oriels. Cette esthétique symétrique appartenait-elle au goût de Michelet ? Sans doute. Du moins peut-on supposer que le promoteur encouragea l’architecte à la mettre en œuvre.

Dans le cabinet d’architecte de Masson, les discussions ne roulaient pas seulement sur des sujets d’aménagements domestiques mais il était aussi question de l’argent et des profits qu’on pourrait tirer de tel immeuble ou de telle affaire. C’était bien sûr la préoccupation majeure des investisseurs dans l’immobilier. Mais Masson n’y fut pas insensible pour son propre compte. En effet – coïncidence ou flair – en plein cœur dans les Années folles quand l’économie frisait la surchauffe et que la spéculation battait son plein, en 1925, Masson fit l’acquisition de plusieurs terrains principalement à Saurupt, sans doute avec le soutien de son beau-père, tous destinés à être lotis. De deux terrains rue du lieutenant Henry Crépin et à l’angle de la rue du Général Clinchant, il fit sept parcelles. Peu après il réussit à les revendre toutes et à dresser les

plans de villas ou de maisons de rapport qui furent érigées dessus. Double bénéfice pour Masson ! À certains de ces clients, n'alla-t-il pas jusqu'à leur donner le goût des affaires ? Pourquoi et dans quelles circonstances Edmond Poirel qui lui avait acheté en 1926 une parcelle pour y construire une villa qu'il se destinait, changea-t-il de projet et demanda-t-il à Masson de lui construire un petit immeuble à visée locative ? Plus flagrant encore, le cas du professeur de musique Munier : Masson lui édifia une maison personnalisée là encore sur une parcelle qu'il lui venait de lui vendre mais finalement Munier la loua ; l'opération se renouvela deux fois. Masson était toujours son architecte et Munier était devenu un investisseur immobilier.

L'étude des commanditaires reste tout à la fois stimulante et frustrante. Un autre chercheur aura-t-il davantage de chance en trouvant des traces tangibles – notamment de la correspondance – entre un architecte nancéien de l'entre-deux-guerres et ses clients ?

### **3. Masson et Mascret, destins comparés. L'architecture domestique comme reflet social ?**

Parmi tous ses confrères nancéiens, Charles Masson a pu voir en Fernand Mascret (1901-1984), un de ses concurrents les plus pugnaces. En effet il fut incontestablement l'architecte le plus prolifique de l'entre-deux-guerres à Nancy. D'après Gilles Marseille<sup>1014</sup>, il a réalisé plus de 200 édifices – 171 assurément - dont 130 villas et immeubles pour des particuliers<sup>1015</sup>. Sans être comme Masson cantonné dans l'architecture domestique, il en était un des meilleurs spécialistes nancéiens et sa production a été trois fois plus féconde.

Pas plus que Masson, Mascret ni ses commanditaires n'ont fait l'objet de recherches sérieuses. Il naquit six ans – ce qui ne constitue pas un décalage générationnel – après Masson mais dans un milieu bien différent. Contrairement à bien des architectes nancéiens de l'entre-deux-guerres qui virent le jour, comme Masson, dans des familles déjà vouées au bâtiment, Mascret avait pour parents un couple de charcutiers de Provins (Seine-et-Marne)<sup>1016</sup>. S'orienter vers l'architecture fut donc pour lui un choix délibéré. Il suivit une double formation, qui peut évoquer celle de Masson en Allemagne, d'abord à l'Ecole des Beaux-Arts de Nancy<sup>1017</sup> puis à l'Ecole spéciale des Travaux Publics où il acquit les compétences à la fois de l'architecte et de

---

<sup>1014</sup>. Voir la thèse de G. MARSEILLE, *op. cit.* p.470.

<sup>1015</sup>. *Ibid.*, p.434. Vérification faite, il semble que Mascret a bâti 171 édifices dont 102 se situent à Nancy.

<sup>1016</sup>. AD 77, 6 E 398 198 (N. 1901) Provins. Mascret naquit le 28 juin 1901. Il était le fils d'Alphonse Auguste Mascret et de Marguerite Alphonsine Michon.

<sup>1017</sup>. Il y reçut le premier « prix des jeunes » en 1919.

l'ingénieur. Il fit ses débuts comme dessinateur dans le cabinet Emile Claude Martin à Nancy<sup>1018</sup>, spécialisé dans les petites maisons. Libéré de son service militaire qu'il effectua à Blâmont<sup>1019</sup>, il ouvrit son propre cabinet d'architecture en 1923. Mais devenu architecte de la Reconstruction dans le département de la Marne, il fut retenu longtemps loin de Nancy comme le montrent les lieux de naissance des enfants qu'il eut avec Eugénie Augustine Mayer, une bonnetière nancéienne<sup>1020</sup> : Châlons-en-Champagne pour l'aîné Jacques en 1924, Suippes pour Jean né en 1925, Vitry-le-François pour Michel né en 1927, Nancy pour Hélène en 1929 et Laxou pour Raymond en 1933<sup>1021</sup>. En novembre 1927, Mascret était revenu à Nancy avec sa famille et il habitait rue Maurice Barrès, au n°9. À ce moment là, Masson a déjà réalisé une bonne vingtaine d'édifices : essentiellement à Saurupt avec les trois grandes villas et douze autres d'une ambition plus variable ; en dehors de Saurupt, il s'agissait essentiellement de trois immeubles dont ceux de Cortinelli et Albertinetti. Sa carrière semblait bien engagée. Celle de Mascret à Nancy commençait.

Au début, en 1927 et 1928, Mascret collabora avec l'architecte et ingénieur Marcel Reimbert qui était déjà un grand spécialiste du béton et des prouesses techniques qu'il rendait possibles. Quatre édifices étaient en chantier : une manufacture de chaussures (rue de Dieuze), une maison au 16 de l'avenue Boffrand, le siège – mi néo-classique, mi Art déco – de la Mutuelle de l'Est, aujourd'hui au n° 12, place de la Croix de Bourgogne et surtout le nouveau vélodrome de Vandœuvre dont la couverture en charpente métallique était d'un seul tenant sans aucun poteau, une technique novatrice que présenta l'*ICE* du 18 décembre 1927. Mascret rencontra ainsi un des plus remarquables spécialistes du béton armé. Cependant dès 1928 Reimbert quitta Nancy pour Paris. Dorénavant Mascret délaissa les commandes publiques ou celles d'entreprises et se tourna, comme Masson, vers la seule architecture domestique. Cette nouvelle orientation coïncida avec la promulgation de la loi Loucheur, et visiblement Mascret et son agence surent profiter de l'aubaine de ce puissant encouragement pour les catégories modestes à accéder à la propriété et à se bâtir une maison avec un faible taux d'intérêt. C'est à elles que Mascret s'adressait pendant que Masson continuait à bâtir pour les plus aisés, non – ou peu – concernés par la loi Loucheur.

---

<sup>1018</sup>. CAUE 54, *Ces architectes qui construisent la ville : Fernand Mascret*

<sup>1019</sup>. AD 54, 1 R 1519 : Registre matricule militaire (n° 1605, bureau de Toul). Dans le registre militaire, son métier est indiqué comme dessinateur, mètreur et architecte.

<sup>1020</sup>. AM Nancy, 2 Mi 1680 (M. 1924) Nancy. Le mariage eut lieu le 12 juillet 1924. Il divorça le 22 juillet 1936 et Mascret se maria avec Madeleine Pauline Michon à la mairie de Marigny-en-Orxois (Aisne) le 28 décembre de la même année.

<sup>1021</sup>. AM Nancy, 1 F 2798 : Feuille de ménage

Mascret fit ses preuves à partir de 1931 avec quelques maisons – la plupart petites et passe-partout – rue Léonard Bourcier et avenue de Boufflers<sup>1022</sup>. À la même période, en 1932, six ans après Masson, Mascret construisit sa propre résidence familiale – où naquit son dernier enfant – au 8 de la rue Raymond-Poincaré à Laxou : c'est une maison mitoyenne de deux travées à trois niveaux dont deux étages carrés et dont le rez-de-chaussée – un étage de service – réunit le garage et l'entrée ; une maison modeste par rapport à ses voisines mais qui se distingue par une façade ostensiblement élaborée, avec des baies toutes de formes différentes et un jeu de moulurations surmontées par un étonnant balcon « cubiste » réalisé en béton. Cette maison fonctionne, semble-t-il, comme une publicité, à l'égal de la grande villa de Masson à Saurupt. Certes la maison de Mascret reste une petite maison tandis que la villa de Masson est somptueuse : deux types de demeures reflétant deux statuts sociaux – Masson le grand bourgeois qui a fait un riche mariage et Mascret le petit bourgeois, marié à une bonnetière – et s'adressant à des clients situés, comme eux, aux deux extrémités de la bourgeoisie. Mais les façades tiennent un autre discours dégagé des contraintes sociales et du statut des demeures, un discours formel plus égalitaire. Chaque architecte y montre ses capacités dans l'invention des formes illustrant l'Art déco : davantage dans le raffinement et l'ornement propre aux grandes demeures pour Masson et, pour Mascret, plus dans la juxtaposition sculpturale de volumes nets, assurant à la maison d'un petit bourgeois une visibilité qui n'est pas sans rappeler celle des plus belles villas.

Pour Mascret, tout semble s'accélérer à partir de 1933. Pendant que Masson délaissait ses efforts pour inventer la villa toujours luxueuse et se vouait aux immeubles pour s'adapter à la demande, Mascret se voyait pousser des ailes et construisit une bonne centaine de maisons et immeubles en sept ans<sup>1023</sup>.

Parmi ses réalisations<sup>1024</sup>, beaucoup sont de petites maisons qui passent pour ainsi dire inaperçues, comme celle du 304 rue de Boufflers (1933) : petite surface au sol de 45 m<sup>2</sup>, soit 5,8 m de large sur 8 m de long, entrée banale, une salle commune au rez-de-chaussée, pas de salon. D'autres sont plus élaborées, tant du point de vue de l'aménagement que du traitement de la façade. Ainsi la maison du 24 rue Louis Majorelle (1935) est large de 6 m pour environ

---

<sup>1022</sup>. Citons quelques constructions réalisées par cet investissement : 74, 260 Avenue de Boufflers et 25, 111 et 115 rue Léonard Bourcier.

<sup>1023</sup>. Voir la thèse de G. Marseille, p. 434, et selon nos propres décomptes. Ces chantiers ont été conduits le plus souvent par des entrepreneurs italiens : Boni, Bulferetti, Rosati et Charles Cadario.

<sup>1024</sup>. P. DIEUDONNE, V. BRADEL sous la direction de Jean-Claude VIGATO, *Existe-t-il une architectonique de la maison ?*, op. cit. pp. 118 et 140.

64 m<sup>2</sup>. La présence d'un rez-de-chaussée de service permet de dégager de l'espace au premier étage pour l'enfilade de salon - salle à manger avec terrasse, à laquelle s'ajoute un studio de 4 m<sup>2</sup> ; la cage escalier et la cuisine se situent dans la travée droite. Cette conception spatiale (mais sans terrasse) est reprise pour la maison du 76, rue du Maréchal Oudinot (1935) sur une surface plus grande de 75m<sup>2</sup>. Ces plans à double travée ne sont pas sans rappeler ceux que Masson mit en œuvre dans nombre de ses villas. Et le rez-de-chaussée de service (garage et entrée) semble même mieux fonctionner que dans les quatre grandes villas jumelles de Masson, rue du lieutenant Henri Crépin. Côté façades, celles-ci sont soignées et animées par des ressauts et par le jeu de texture des enduits tyroliens tantôt lisses, tantôt grumeleux. Tout semble donc fait pour satisfaire un client aux revenus modestes mais qui souhaite tout de même montrer qu'il accède au statut enviable de propriétaire. Il faut donc sans doute nuancer le commentaire de Gilles Marseille : « Mascret est un peu le Charles Masson du pauvre ».

En même temps qu'il s'installait dans sa nouvelle maison à Laxou, Mascret ajoutait une corde à son arc : il devenait promoteur foncier et immobilier et faisait donc preuve de davantage d'audace que Masson qui spécula sur quelques parcelles à Saurupt acquises en 1925. Ainsi en 1933 Mascret acheta avec l'entrepreneur Charles Cardio, les terrains du lotissement du Pont-de-Villers – aujourd'hui avenue Maréchal-Foch à Villers-lès-Nancy – et y construisit 20 petits immeubles de trois étages chacun puis un plus tard, avant 1939, 12 autres. En 1937, ils répétèrent la même opération sur des terrains situés à l'angle des rues Palissot et du Vieil-Aître. Tout au long des années 1930 et jusqu'à la guerre, les encarts publicitaires où Mascret proposait location ou vente se répétèrent, bien en vue dans *L'Est Républicain*. Le loyer d'un appartement valait entre 205 frs et 350 francs par mois selon le nombre de pièces et l'existence d'une salle de bains ou d'un garage. Il louait aussi des magasins et des ateliers, preuve qu'il s'adressait à une clientèle variée<sup>1025</sup>.

Confronté même rapidement à Fernand Mascret, Masson apparaît sous un jour différent, sa vie aussi, comme son activité et son architecture. Il reste un des principaux acteurs de l'architecture à Nancy durant l'Entre-deux-guerres. Mais des questions surgissent qui n'ont pas encore trouvé de réponse définitive. Son second mariage avec une jeune femme de la haute bourgeoisie nancéienne joua-t-il un si grand rôle dans l'orientation de son activité vers la clientèle aisée ? Quand on voit l'activité intensive de Mascret entre 1933 et 1939, on ne peut

---

<sup>1025</sup>. Après 1940, son activité n'apparaît plus parue dans la presse locale. Sans doute avait-il quitté Nancy. Mascret mourut à Saint-Pierre-lès-Nemours (Seine-et-Marne) le 10 novembre 1984.

qu'être à nouveau plongé dans l'expectative face à la faillite de Masson en 1935 : Mascret a-t-il su mieux que Masson, prendre le vent favorable de la loi Loucheur ? En étant devenu avec succès l'architecte des catégories aisées dans les années 1925 et en restant leur spécialiste, Masson ne s'est-il pas laissé débordé par ses habitudes et dépassé par des collègues plus dynamiques ? D'autres recherches nous le diront peut-être.



# SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

## SOURCES

### Archives en Allemagne

#### Archives de l'Université technique de Darmstadt :

Großherzogliche Technische Hochschule Darmstadt [Hrsg.]: Personal-Verzeichnis, Darmstadt 1896-1916: <http://tudigit.ulb.tu-darmstadt.de/show/Zs-7425?sid=5a4cca27f3622e103d9bc4b3563f6c7c>

Archives de l'Université technique de Charlottenburg-Berlin : la liste des étudiants.

### Archives de Genève (Suisse)

AM Genève en Suisse :

Registres de naissance Folio 249 n°497

Registres de naissance Folio 362 n°723

### Archives Nationales Fontainebleau-Paris-Pierrefitte-sur-Seine

LH/2282/72 : La base Léonore (Légion d'honneur)

19771065/168 : dossier du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), Architectes de la reconstruction agréés et assermentés, dossiers individuels (1941-1965)

AJ/37/355 et AJ/37/393 : les registres d'inscription des élèves du Conservatoire (1883-1891)

AJ/37/107-108, 111, 113-114 : Enseignement. Tableau annuel des classes première série 1 (1883-1891)

### Archives départementales de l'Allier (03)

2 E 92/22 : M (1883-1892) Ebreuil

2 Mi-EC 195/3 : N (1853-1876) Montvicq

### Archives départementales du Cher (18)

2 R 681 : Registre matricule militaire (classe 1909, Bourges, n° 1232).

### **Archives départementales du Doubs (25)**

Tables décennales à Cernay-l'Eglise (1853-1862)

### **Archives départementales du Gard (30)**

5 Mi 38/40 : N (1891) Valleraugue

### **Archives départementales de l'Hérault (34)**

**Série E (Version numérique en 5 Mi) :**

5 Mi 29/10 : N (1847-1850) Lodève

5 Mi 46/3 : N (1871-1880) Lodève

5 Mi 46/4 : N (1881-1890) Lodève

**Sous-série 1 R : Registres matricules militaires**

1 R 1216 : Registres matricules (1908) à Lodève n° matricule 1206

### **Archives départementales de la Marne (51)**

**Série E : état-civil**

2 E 258/91, 2 E 258/95 et 2 E 258/100 : N (1870, 1874 et 1879) Epernay

2 E 258/316 : M (1869) Epernay

### **Archives départementales de la Haute-Marne (52)**

**Série E : état-civil**

**Série M : recensement de population**

**Série R : listes cantonales de tirage au sort**

E 17 : M (1833-1842) Wassy

E 20 : N (1843-1852) Wassy

E 29 : N (1873-1882) Wassy

1 E 550/37 : NMD (1900-1906) Wassy  
158 M 550 : Recensements de population de Wassy (1881)  
R 1349/01 : listes cantonales de tirage au sort, arrondissement de Wassy  
R 1364/01 : listes cantonales de tirage au sort, arrondissement de Wassy  
1 E 110/9 : M (1918) Charmes-la-Grande  
R 1397/4 : Tableau de recensement cantonal de Charmes-la-Grande

### **Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (54)**

#### **Série BA 7 : Annuaire de Meurthe et Moselle (Année)**

BA 7/ 1889, BA 7/ 1907, BA 7/ 1908, BA 7/ 1914, BA 7 /1922, BA 7/1923, BA 7/1924, BA 7/ 1928, BA 7/1930

#### **Série E : Etat civil (Version numérique : 2 Mi / 2 Mi-EC/ 5 Mi/ 5Mi-EC)**

2 E 53/9 : D (1911-1917) Bayon  
2 E 58/4 : N (1910) Belleau  
2 E 79/8 : NMD (1874) Blénod-lès-Toul  
2 E 79/11 : N (1900) Blénod-lès-Toul  
2 E 104/2 : NMD (1873) Bulligny  
2 E 128/7 : NMD (1884-1894) Cirey-sur-Vezouze  
2 E 128/10 : NMD (1904-1909) Cirey-sur-Vezouze  
2 E 128/11 : NMD (1910-1914) Cirey-sur-Vezouze  
2 E 138/3 : M (1909) Courbessaux  
2 E 144/TD 2 : N (1875) Crévic  
2 E 156/13 : D (1873-1907) Dieulouard  
2 E 200/2 : N (1888, 1891 et 1899) Fontenoy-sur-Moselle  
2 E 200/4 : NMD (1888) Fontenoy-sur-Moselle  
2 E 206/3 : NMD (1794-1884) Francheville  
2 E 206/4 : NMD (1885-) Francheville  
2 E 206/5 : M (1919) Francheville  
2 E 262/2 : M (1917) Houdelmont  
2 E 277/5 : M (1873-1932) Jezainville

2 E 338/12 : M (1894-1910) Malzéville  
2 E 351/6 : N (1860) Maron  
2 E 356/7 : N (1903) Maxéville  
2 E 357/3 : N (1873-1929) Mazerulles  
2 E 357/5 : D (1873-1929) Mazerulles  
2 E 362/10: M (1893-1902) Montsec  
2 E 368/4 : N (1873-1932) Millery  
2 E 394/331 : N (1899) Nancy  
2 E 394/428 : N (1914) Nancy  
2 E 394/463 : N (1925) Nancy  
2 E 394/574 : M (1925) Nancy  
2 E 394/681 : D (1926) Nancy  
2 E 414/8 : M (1907-1932) Pagny-sur-Moselle  
2 E 430/89 : M (1911) Pont-à-Mousson  
2 E 463/4 : D (1884) Rouves  
2 E 471/6 : N (1886) Saint-Clément  
2 E 471/7 : M (1914) Saint-Clément  
2 E 483/22 : N (1910) Saint-Nicolas-de-Port  
2 E 496/4 : N (1873-1932) Saxon-Sion  
2 E 504/5 : N (1918) Sexey-aux-Forges  
2 E 504/7 : M (1917) Sexey-aux-Forges  
2 E 525/4 : N (1885) Tomblaine  
2 Mi 277/R4 : N (1793-1872) Jezainville  
2 Mi 430/R 31 : N (1837) Pont-à-Mousson  
2 Mi-EC 128/R1 : NMD (1884-1894) Cirey-sur-Vezouze  
2 Mi-EC 128/R 2 : NMD (1895-1903) Cirey-sur-Vezouze  
2 Mi-EC 128/R 3 : N (1878) Cirey-sur-Vezouze  
2 Mi-EC 156/R1 : N (1873-1882) Dieulouard  
2 Mi-EC 156/R1 : N (1883-1894) Dieulouard  
2 Mi-EC 356/R 1 : NMD (1883-1895) Maxéville

2 Mi-EC 394/R 2 : N (1875-1876) Nancy  
2 Mi-EC 394/R 3 : N (1877-1878) Nancy  
2 Mi-EC 394/R 6 : N (1881) Nancy  
2 Mi-EC 430/R 5 : N (1884-1891) Pont-à-Mousson  
2 Mi-EC 430/R 10 : (1894-1900) Pont-à-Mousson  
2 Mi-EC 483/R 1 : N (1873-1882) Saint-Nicolas-de-Port  
2 Mi-EC 483/R 2 : M (1873-1882) Saint-Nicolas-de-Port  
5 Mi 96/R2 : NMD (1793-1873) Bréménil  
5 Mi 96/R 3 : N (1870) Vaudigny  
5 Mi 128/R 7 : N (1834-1873) Cirey-sur-Vezouze  
5 Mi 128/R8 : M (An IX-1873) Cirey-sur-Vezouze  
5 Mi 138/R1 : M (1793-1869) Courbessaux  
5 Mi 144/R 3 : N (1793-1872) Crévic  
5 Mi 156/R6 : N (1793-1855) Dieulouard  
5 Mi 185/R 3 : M (1881) Flirey  
5 Mi 185/R 5 : NMD (1843-1872) Euvezin  
5 Mi 198/R 2 : N.M.D (1793-1882) Flirey  
5 Mi 357/R 1 : NMD (1765-1872) Mazerulles  
5 Mi 357/R 5 : D (1873-1929) Mazerulles  
5 Mi 374/R 2 : N (1812) Mont-sur-Meurthe  
5 Mi 394/R 158 : N (1868-1869) Nancy  
5 Mi 394/R 172 : M (1835) Nancy  
5 Mi 394/R 183 : M (1861-1862) Nancy  
5 Mi 394/R 223 : D (1860) Nancy  
5 Mi 509/R 2 : NM (1833-1872) Sornéville  
5 Mi-EC 220/R 6 : N (1830-1869) Gerbéviller  
5 Mi-EC 394/R156, R157, R158, R/159, R/160 : N (1864-1872) Nancy  
6 M 292 : Options d'Alsaciens-Lorrains pour la nationalité française, arrondissement de Nancy, commune de Pont-à-Mousson.

### **Sous-série 9 E : Nationalité et options des Alsaces-Mosellans**

9 E 66 : Naturalisation et réintégrations : registre alphabétique (1884-1895)

9 E 68 : Naturalisation et réintégrations : registre alphabétique (1909-1935)

9 E 79 : Inscription de l'option délivrée du 5 avril 1872

### **Série 6 M 33 : Recensement de population**

6 M 33/65 : Recensement de population de Nancy (1931)

6 M 33/79 : Recensement des populations de Blénod-lès-Toul (1881-1936)

6 M 33/96 : Recensement de population de Bréménil (1872)

6 M 33/128 : Recensement de population de Cirey-sur-Vezouze (1846-1936)

6 M 33/138 : Recensement des populations de Courbesseaux (1836-1872, 1886-1936)

6 M 33/144 : Recensements de population de Crévic (1836 et 1906)

6 M 33/156/2 : Recensements de population de Dieulourd (1886-1936)

6 M 33/158/2 : Recensements de population de Dombasle-sur-Meurthe (1872-1936)

6 M 33/182 : Recensements de population d'Essey-lès-Nancy (1836-1931)

6 M 33/185 : Recensement des populations d'Euvezin (1846-1936)

6 M 33/200 : Recensement des populations de Fontenoy (1881-1931)

6 M 33/228 : Recensement des populations de Gogney (1836-1936)

6 M 33/302/2 : Recensement des populations de Laxou (1931)

6 M 33/338/3 : Recensement des populations de Malzéville (1906-1931)

6 M 33/356 : Recensement des populations de Maxéville (1872-1936)

6 M 33/357 : Recensement des populations de Mazerulles (1836-1936)

6 M 33/394 : Recensement de population de Nancy (1891-1<sup>er</sup> section)

6 M 33/394/55 : Recensements de population de Nancy (1921)

6 M 33/394/58 : Recensement des populations de Nancy, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> sections, secteur Sud (1926)

6 M 33/394/60 : Recensement des populations de Nancy, 6<sup>ème</sup> section (1926)

6 M 33/394/65 : Recensement de population de Nancy (1931)

6 M 33/394/66 : Recensements de population de Nancy (1936)

6 M 33/394/68 et 6 M 33/394/69 : recensements de population à Nancy (1936)  
6M 33/394/71 et 6M 33/394/72 : Recensement de population de Nancy (1936)  
6 M 33/396/2 : Recensements de population de Neuves-Maisons (1901-1931)  
6 M 33/415 : Recensement des populations de Pannes (1846-1931)  
6 M 33/430/6 : Recensement des populations de Pont-à-Mousson (1901-1911)  
6 M 33/430/7 : Recensement des populations de Pont-à-Mousson (1921-1926)  
6 M 33/ 482/2 : Recensement des populations de Essey-lès-Nancy (1901-1936)  
6 M 33/496 : Recensement des populations de Saxon-Sion (1872-1936)  
6 M 33/546/2 : Recensement des populations de Vandœuvre-lès-Nancy (1872-1936)  
6 M 33/576 : Recensement des populations de Villers-lès-Nancy (1872-1936)

### **Série 3 O : Vente de terrain**

3 O 395/13, 3 O 395/21, 3O 395/27 et 3O 395/28 : Vente de terrain au parc de Saurupt

### **Série 3 P : Matrice cadastrale des propriétés bâties**

3 P 183/5 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Essey-lès-Nancy  
3 P 303/13 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Laxou  
3 P 303/14 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Laxou  
3 P 394/25 : Registre matricule des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/26 : Matrice cadastral des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/29 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/35 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/49 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/52 : Matrice cadastrale des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/53 : Matrice des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/69 : Matrice des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/75 : Matrice des propriétés bâties à Nancy  
3 P 394/77 : Matrice des propriétés bâties à Nancy  
3 P 396/6 : Matrice cadastrale des propriétaires bâties à Neuves-Maisons

3 P 576/5 : Matrice des Propriétés Bâties à Villers-lès-Nancy

**Série 1 R : Registre des matricules militaires**

1 R 1230 : Registres matricules militaires (1891)

1 R 1274 : registre des matricules militaires à Nancy (1895)

1 R 1362 : Registres matricules militaires à Toul (1902)

1 R 1395 : Registre matricules militaires (1908)

1 R 1399 : Registre matricule militaire à Toul (1908)

1 R 1458 : Registres matricules militaires à Nancy (1915)

1 R 1486 : Registres matricules militaires à Nancy (1918)

1 R 1505 : Registres matricules militaires à Nancy (1920)

**Série 6 U : Tribunal de commerce**

6 U 2/ 898 : Registre analytique (faillite)

6 U 2/ 902 : Faillites et liquidation judiciaire (1767-1939)

6 U 2/ 911 : Faillites (1798-1939)

6 U 2/1045 : Faillite – registre analytique (1935)

**Série W - Archives publiques postérieures au 10 juillet 1940**

W 34 et W 38 : Fonds du Comité de patronage des Habitations à bon marché et de la prévoyance sociale de Meurthe-et-Moselle (essentiellement les dossiers de certificats de salubrité)

**Sous-série : 999 W**

999 W 38 (1936) : Registre de population à Villers-lès-Nancy

**Série WO : L'aménagement des trottoirs dans l'avenue Paul Déroulède**

WO/1984 (1823-1929) : L'aménagement des trottoirs dans l'avenue Paul Déroulède

**Archives départementales de la Meuse (55)**

6 M 48 : Recensement de population de Montsec (1926 et 1931)



## **Archives départementales de la Moselle (57)**

### **Série E : Tables décennales – 8 E (Version numérique en 9 NUM/8E)**

#### **Etat civil : 7 E (Version numérique en 5 Mi)**

9 NUM/8 E 135 : Tables décennales à Château-Salins (An XI-1952)

9 NUM/8 E 450 : Tables décennales à Marieulles (1792-1952)

9 NUM/8 E 631/2 : Tables décennales à Sarralbe (1873-1952)

7 E 129/15 : M (1908) Chambrey

7 E 419/21: D (1916-1940) Lorquin

7 E 467/444 : M (1933) Metz

7 E 616/6: NMD (1853-1862) Saint-Georges

7 E 616/8: N (1872-1953) Saint-Georges

7 E 631/21: N (1898-1902) Sarralbe

7 E 631/22: N (1903-1906) Sarralbe

7 E 631/48: D (1914-1919) Sarralbe

7 E 633/23: N (1916-1920) Sarrebourg

7 E 634/35 : N (1894) Sarreguemines

7 E 634/99 : M (1920-1922) Sarreguemines

5 Mi 32/2 : N (1873) Foulcrey

5 Mi 128/R8 : M (An IX-1873) Cirey-sur-Vezouze

5 Mi 129/2 : N (1846) Chambrey

5 Mi 316/2 : N (1867) Hellimer

5 Mi 450/2 : N (1885) Marieulles

5 Mi 553/2 : N (1865) Pontpierre

5 Mi 611/1 : NMD (1792-1871) (1860-1892) Sainte-Barbe

5 Mi 656/1 : NMD (1793-1892) Silly-en-Saulnois

### **Série R : Registre Matricule Militaire**

2 R 220 : Registre matricule (1900)

2 R 379 : Registres matricules de Sarrebourg (1914)

#### **Sous- série 10 Rp : Dommages de guerre et des commissions d'arrondissement (1916-1940)**

10 Rp 13 : Les auxiliaires de la reconstruction : liste des architectes et des experts immobiliers, service de l'architecture ; dossiers individuels d'architectes et d'experts : Barth-Weisdorff.

10 Rp 14 : Travaux de la reconstitution et les entreprises

10 Rp 121 : Dossiers individuels des personnes physiques ou morales, Chambrey (suite)

#### **Divers :**

611 ED 1F1 : Registre de population à Sainte-Barbe

2422 W 67 : archives de l'Office des anciens combattants.

SPPL 6 : Annuaire de Lorraine-Moselle et Annuaire Administratif

#### **Archives départementales des Hautes-Pyrénées (65)**

##### **Série E : Etat civil**

2 E 3 / 2440 : M (1917)

#### **Archives départementales du Bas-Rhin (67)**

##### **Série E : Etat civil**

4 E 397/7 : M (1867) Rhinau

4 E 397/17 : M (1900) Wissembourg

4 E 397/19 : N (1873) Rhinau

4 E 473/3 : N (1880) Soultz-les-Bains

#### **Archives départementales de la Haut-Rhin (68)**

Non cotée : Naissance à Riquewihr (1863-1872)

#### **Archives départementales de la Haute-Saône (70)**

LN 339 : Recensement de population de Mélisey (1911)

RM 111 : registre matricule militaire (1898)

RM 161 : Registre matricule militaire (1911)

### **Archives départementales des Yvelines (78)**

2Mi-EC 296 : N (1898) Saint-Germain-en-Laye

2 Mi 387 : Registre de population de Versailles (1936)

PER 267, Annuaire de Versailles (1926-1937)

4 E 3278 : N (1880) Vernouillet

### **Archives départementales des Vosges (88)**

#### **Série 4 E : état-civil**

4 E 51/4 : N (1880) Belmont-sur-Vair

4 E 78/7 : M (1921) Brouvelieures

4 E 92/22-15281 : N (1886) Charmes

4 E 143/6-24229 : M (1879) Dombrot-sur-Vair

4 E 267/5-83654 : N (1893-1894) Laveline-devant-Bruyères

4 E 324/14 – 84196 : M (1899) Moyenmoutier

4 E 374/44 : N (1923) Rambervillers

4 E 374/27-58516 : NMD (1866) Rambervillers

4 E 374/35-58643 : N (1892) Rambervillers

4 E 491/6-74746 : NMD (1868-1870) à Urville

4 E 525/10 : N (1893) Vincey

4 E 528/13-82734 : M (1880) Vittel

4 E 447/3-69410, 4E447/3-69412, 4E447/5-69433 : état civil (1825, 1827 et 1856-1857)

#### **Série 1 R : Recrutement militaire**

1R1658-116418 : Recrutement militaire (Epinal en 1912)

1R1631-116325 : Recrutement militaire (feuille matricule n° 403)

#### **Série 6 M : Recensements de population**

6M713-107309 : Recensements de population à Epinal (1926)

6M1063-110796 : Recensement à Urville (1886-1901)

6M595-106159 : Recensements de population à Belmont-Sur-Vair (1886-1901)

### **Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (93)**

1 E 046/71 : M (1916) Livry-Gargan

### **Archives de la mairie de Bois-Colombes (Le service archives-documentation)**

Acte de mariage (1924) Bois-Colombes

### **Archives municipales de Nancy**

#### **Série 1 BA : Annuaire de Lorraine (Année)**

1 BA 11/14 : Annuaire de Lorrain (1863)

1 BA 13/31 : Annuaire de Lorrain (1902)

1 BA 13/32 : Annuaire de Lorrain (1903)

1 BA 13/34 : Annuaire de Lorrain (1911)

1 BA 13/35 : Annuaire de Lorrain (1912)

1 BA 13/36 : Annuaire de Meurthe-et-Moselle (1913)

1 BA 13/37 : Annuaire de Meurthe-et-Moselle (1914)

1 BA 14/10 : Annuaire de Lorrain (1926)

1 BA 14/11 : Annuaire de Lorrain (1927)

1 BA 14/12 : Annuaire de Lorrain (1928)

1 BA 1414 : Annuaire de Lorrain (1930)

1 BA 14/17 : Annuaire de Lorraine (1933)

1 BA 14/19 : Annuaire de Lorraine (1935)

#### **Série 2 E, 2 Mi et 734 W : état civil**

2 E 394/330 et 2 E 394/331 : N (1898) et N (1899) Nancy

2 E 394/360 : M (1897) Nancy

2 E 394/343 : N (1906) Nancy  
2 E 394/418 : N (1912) Nancy  
2 E 394/424 : N (1913) Nancy  
2 E 394/427 et 2 E 394/428 : N (1913) et N (1914) Nancy  
2 E 394/452 : N (1922) Nancy  
2 E 394/463 : N (1925) Nancy  
2 E 394/522 : M (1911) Nancy  
2 E 394/574 : M (1925) Nancy  
2 E 394/579 : M (1926) Nancy  
2 E 394/585 : M (1928) Nancy  
2 E 394/681 : D (1926) Nancy  
2 Mi 522 : N (1888-1889) Nancy  
2 Mi 524 : N (1891) Nancy  
2 Mi 525 : N (1892) Nancy  
2 Mi 528 : N (1895) Nancy  
2 Mi 531 : N (1898) Nancy  
2 Mi 570 : M (1888-1889) Nancy  
2 Mi 573 : M (1892) Nancy  
2 Mi 578 : M (1898) Nancy  
2 Mi 579 : M (1899) Nancy  
2 Mi 583 : M (1903) Nancy  
2 Mi 586 : M (1905) Nancy  
2 Mi 616 : D (1886-1887) Nancy  
2 Mi 623 : D (1895) Nancy  
2 Mi 626 : D (1898) Nancy  
2 Mi 691 : D (1906) Nancy  
2 Mi 759 : N (1907) Nancy  
2 Mi 958 : M (1909) Nancy  
2 Mi 1580 : M (1911) Nancy

2 Mi 1593 : M (1914) Nancy  
2 Mi 1625 : D (1914) Nancy  
2 Mi 1658 : N (1911) Nancy  
2 Mi 1660 : M (1920) Nancy  
2 Mi 1679 : M (1924) Nancy  
2 Mi 1680 : M (1924) Nancy  
2 Mi 1817 : D (1927) Nancy  
2 Mi 1827 : D (1930) Nancy  
2 Mi 1832 : D (1931) Nancy  
2 Mi 1833 : D (1932) Nancy  
2 Mi 1843 : D (1925) Nancy  
2 Mi 1930 : M (1938) Nancy  
2 Mi 1932 : D (1938) Nancy  
730 W 30 : M (1915) Nancy  
734 W 50 : M (1921) Nancy  
734 W 62 : M (1924) Nancy  
734 W 67 : M (1925) Nancy  
734 W 78 : M (1928) Nancy  
734 W 91 : M (1931) Nancy  
734 W 92 : M (1932) Nancy  
734 W 178 : D (1927) Nancy  
734 W 180 : D (1928) Nancy  
734 W 196 : D (1933) Nancy  
770 W 7 : D (1936) Nancy

**Sous-série : 2 Mi**

2 Mi 17 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 24 juillet 1926  
2 Mi 20 : Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 25 mai 1928  
2 Mi 24 : Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 10 mars 1930.  
2 Mi 25 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 20 et 21 décembre 1930

- 2 Mi 36 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 12 janvier 1936
- 2 Mi 39 : 'Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 12 mars 1937
- 2 Mi 44 : 'Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 28 mai 1938
- 2 Mi 51 : 'Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 30 août 1946
- 2 Mi 52 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 20 juin 1947
- 2 Mi 60 : Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 5 janvier 1952
- 2 Mi 61 : Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 25-26 octobre 1952
- 2 Mi 72 : Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 16 mai 1958
- 2 Mi 79 : Avis de décès, in *L'Est Républicain* le 27 septembre 1960
- 2 Mi 91 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* le 26 juillet 1963
- 2 Mi 134 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* (1973 janvier-février)
- 2 Mi 139 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* (1973 novembre-décembre)
- 2 Mi 212 : 'Avis de décès' in *L'Est Républicain* (1986 janvier-février)
- 2 Mi 906 : 'Avis de décès' in *L'Echo de Nancy*
- 2 Mi 946 : *L'Éclair de l'Est* (1929)
- 2 Mi 1833 : 'Avis de décès' (1932)

**Série 1 F : Registre de population (1850-1929) et Feuilles de ménages (1930-1980)**

- 1 F 401 : Registre de population de Nancy (1850)
- 1 F 618 : Registre de population de Nancy (1863)
- 1 F 976 : Registre de population de Nancy (1882)
- 1 F 993 : Registre de population de Nancy (1883)
- 1 F 1154 : Registre de population de Nancy (1889)
- 1 F 1273 : Registre de population de Nancy (1893)
- 1 F 1427 : Registre de population de Nancy (1898)
- 1 F 1456 : Registre de population de Nancy (1898)
- 1 F 1502 : Registre de population de Nancy (1899)
- 1 F 1568 : Registre de population de Nancy (1901)

1 F 1638 et 1 F 1639 : Registre de population de Nancy (1903)

1 F 1644 : Registre de population de Nancy (1903)

1 F 1773 : registre de population de Nancy (1906)

1 F 1777 : Registre de population de Nancy (1906)

1 F 1819 : Registre de population de Nancy (1907)

1 F 1903 : registre de population de Nancy (1908)

1 F 1970 et 1 F 1971 : Registre de population de Nancy (1910)

1 F 2108 : Registre de population de Nancy (1913)

Registre de population de Nancy (1914-1919) :

1 F 2149, 1 F 2160, 1 F 2161, 1 F 2167, 1 F 2168 et 1 F 2169

Registre de population de Nancy (1920) :

1 F 2191

Registre de population de Nancy (1921) :

1 F 2226, 1 F 2236, 1 F 2237, 1 F 2253, 1 F 2274

Registre de population de Nancy (1922)

1 F 2276 : Registre de population de Nancy (1922)

1 F 2277 : Registre de population de Nancy (1922)

1 F 2286 : Registre population de Nancy (1922)

Registre de population de Nancy (1924)

1 F 2314, 1 F 2337, 1 F 2344, 1 F 2345, 1 F 2346, 1 F 2351, 1 F 2354, 1 F 2355, 1 F 2357,

1 F 2360, 1 F 2370, 1 F 2382

Registre de population de Nancy (1925) :

1 F 2383, 1 F 2389, 1 F 2391, 1 F 2393, 1 F 2399, 1 F 2401,

Registre de population de Nancy (1926) :

1 F 2413, 1 F 2421, 1 F 2425, 1 F 2428, 1 F 2431, 1 F 2436, 1 F 2439, 1 F 2441

Registre de population de Nancy (1927) :

1 F 2453, 1 F 2454, 1 F 2461, 1 F 2467, 1 F 2468 et 1 F 2469, 1 F 2471, 1 F 2473

Registre de population de Nancy (1928) :

1 F 2494, 1 F 2495, 1 F 2500, 1 F 2501, 1 F 2510, 1 F 2511, 1 F 2513, 1 F 2514, 1 F 2516,



1 F 2519

**Registre de population de Nancy (1929) :**

1 F 2533, 1 F 2534, 1 F 2535, 1 F 2541, 1 F 2542, 1 F 2545, 1 F 2549, 1 F 2550, 1 F 2551,

1 F 2555,

1 F 2560, 1 F 2562, 1 F 2564

**Feuilles de Ménage (1932-1989)**

1 F 2746, 1 F 2754, 1 F 2771, 1 F 2772, 1 F 2780, 1 F 2781, 1 F 2783, 1 F 2792, 1 F 2796,

1 F 2798, 1 F 2799, 1 F 2801, 1 F 2802, 1 F 2804, 1 F 2810, 1 F 2816, 1 F 2825, 1 F 2827

**Feuilles de ménage (1930-1980) :**

1 F 2850, 1 F 2851, 1 F 2852, 1 F 2853, 1 F 2856, 1 F 2860, 1 F 2871, 1 F 2876, 1 F 2879,

1 F 2886, 1 F 2895, 1 F 2904, 1 F 2912, 1 F 2914, 1 F 2924, 1 F 2927, 1 F 2934, 1 F 2938

**Dénombrement quinquennal de population (1891-1936) :**

1 F 2719 - 1 F 2731

**Série 1 O : Permis de construire (année)**

1 O 1298 – 1 O 1350 : Permis de construire à Nancy (1923-1938)

**Série 34 W 1-169 : Urbanisme (Vente de terrain)**

34 W 11, 34 W 13, 34 W23, 34 W 34, 34 W 38, 34W 39, 34 W55, 34 W 56, 34 W 57,

34 W 62, 34 W 89

**Série 668 W : Urbanisme – plan d'édifice**

668 W 1, 668 W 10, 668 W 11, 668 W 14, 668 W 39, 668 W 41, 668 W 48, 668 W 72,

668 W 87, 668 W 99, 668 W 108, 668 W 114, 668 W 115, 668 W 122, 668 W 128,

668 W 131, 668 W 159, 668 W 163, 668 W 183, 668 W 188, 668 W 195, 668 W 199,

668 W 200, 668 W 202, 668 W 214, 668 W 218, 668 W 219, 668 W 220, 668 W 223,

668 W 228, 668 W 243, 668 W 248, 668 W 266, 668 W 275, 668W 297

**Série 1127 W : plan cadastral**

1127 W Nancy 3 : Plan cadastral

1127 W Nancy 3 : Plans cadastraux à Nancy (Section BR – parcelle 227)

### **Archives municipales de Metz**

AM Metz, Acte de naissance n°0965

2 PC 4557 : Permis de construire (1930) 61bis, rue Georges Ducrocq

2 PC 9521-9522 : Permis de construire (38, rue de Pasteur)

1F2/578 : fichier domiciliaire de la famille Legris

1F2/625 : Fichier Domiciliaire de la famille Masson

1F2/798. Une feuille de ménage est alors une sorte de registre de la population

### **Archives municipales de Nantes (44)**

1 E 1905 : Acte de naissance de Paul Félix René Anastase Groleau à Nantes

### **Archives municipales de Tours (37)**

6NUM8/261/341 : Acte de naissance de Rose Hermance Gauquelin

### **Archives de la mairie de Pau/ Service Archives-Documentation)**

Acte de mariage (1933) Pau

Acte de naissance (1934) Pau pour tous les deux : dossier 2013 n°31981

### **Archives de la mairie de Saint-Dié-des-Vosges**

Acte de naissance reconstitué de Saint-Dié-des-Vosges (1920)

Acte de décès à Saint-Dié-des-Vosges (1959)

### **Archives municipales de Sarrebourg :**

2 I 19 : Registre des entrées et sorties de la commune 1919-1934 à Sarrebourg

36 W 5 : Réintégration dans la nationalité française en 1920 à Sarrebourg

Permis de construire n°28/1953

### **Archives de la mairie de Saint-Georges :**

Permis de construire : maison Joseph Mailler, maison Emile Brichler, maison Joseph Gilliot

### **Archives municipales de Vannes**

Série 30Z : fonds Groleau et SAEF

30Z 23 : Appointements employés chez Groleau (1939-1944).

Registre de population de Vannes de 1936

### **Archives de Paris et Archives des mairies de Paris**

#### **Série E : état civil**

4 E 10637 : Acte de naissance à Paris (19<sup>ème</sup> arrondissement en 1902)

V 4 E 5011 : Acte de naissance à Paris (18<sup>e</sup>) 1880

V 4 E 7794 : Acte de mariage à Paris (19<sup>e</sup>) 1889

V 4 E 9010 : Acte de naissance à Paris (10<sup>e</sup>) 1898

Mairie du 15<sup>ème</sup> Arrondissement de Paris, Acte de mariage : Polydor Gustave De Meester (1908)

Mairie du 5<sup>ème</sup> Arrondissement de Paris, Acte de mariage : Polydor Gustave De Meester (1910)

Mairie du 17<sup>ème</sup> arrondissement de Paris : Acte de mariage (1912)

D2M8 894 : Listes nominatives du dénombrement de population de 1946 (Paris 14<sup>ème</sup> arrondissement)

### **Archives Modernes d'Architecture Lorraine (AMAL)**

BRADEL Vincent et DIEUDONNE Patrick, *Permis de construire Nancy 1905-1975*, Nancy, AMAL, 1985.

### **Archives du Musée du père Noël de Sarreguemines**

Photographies anciennes de la villa Castan

### **Archives de la mairie de Wissembourg, Service Etat-civil (Bas-Rhin)**

Acte de naissance de Marie Madeleine Romens (1876)

Acte de mariage Schmitt Marie Victor Jean Joseph et Romens Marie Madeleine (1900)

Acte de naissance de Schmitt Marie Adèle (1901)

Acte de mariage de Hervouet Paul Elie et Schmitt Marie Adèle (1922)

Acte de décès de Victor Schmitt (1946)

Acte de décès de Romens Marie Madeleine (1950)

### **Archives privées**

84, rue de Boudonville à Nancy : maison Michel

18, rue Jacquot de France à Laxou : villa Wesels

14, rue Jacquot de France à Laxou : maison Heymes

26, rue Léonard Bourcier à Nancy : villa Woelflin

4, rue Sainte-Odile à Villers-lès-Nancy : villa Mairot

40, boulevard Scarpone : villa Roussel

Office notarial Philippe Passadori à Nancy : contrat de mariage entre Aimé Charles Masson et Marie Antoinette De Schacken

Office notarial Fabienne Martin, notaire et successeur de Mes Tabary, à Metz.

### **Périodiques**

*L'Est Républicain* (1908-1945)

*L'immeuble et la construction dans l'Est* (1889-1935)

*Journal de la Meurthe et des Vosges* (1919-1920)

*Le petit journal* (1919)

*Journal des sociétés civiles et commerciales*, 1932/01 (A53, N1)-1932/12 (A53, N12)

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Guides de recherche et usuels**

BEAUD Michel, *L'art de la thèse*, Paris : éditions La Découverte, 2006.

CHEVALIER Jean et GHEERBRANT Alain, *Dictionnaire des symboles : mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris : Robert Laffont/Jupiter, 1982.

COLLECTIF, *Encyclopedia Universalis*, [En ligne]. <https://www.universalis.fr/classification/histoire/>

COLLECTIF, Le dictionnaire juridique du droit française, *Jurimodel.com* [En ligne]. <http://dictionnaire-juridique.jurimodel.com/>

COLLECTIF, *La rousse*, [En ligne]. <http://www.larousse.fr>

COLLECTIF, *Le Petit Robert*, Paris : Dictionnaire Le Robert, 2010.

DELAIRE Edmond-Auguste, PENANRUN David de et ROUX Louis-François, *Les architectes élèves de l'École des Beaux-Arts (1793-1907)*, Paris : Librairie de la construction moderne, 1907.

PÉROUSE DE MONTCLOS Jean-Marie, *Architecture, Méthode et vocabulaire*, Paris : Éditions du Patrimoine Ministères des affaires culturelles, 2 tomes, 1972.

Fédération Nationale des Travaux Publics, *L'article du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG)*, FNTP, Paris, 2010. [En ligne]. <http://www.marche-public.fr/Marches-publics/Definitions/Entrees/CCAG.htm>

VIOLLET-LE-DUC Eugène Emmanuel, *Le dictionnaire d'architecture*, relevés et observations de Philippe BOUDON et Philippe DESHAYES, Bruxelles : éditions Mardaga, 1979.

COLLECTIF, *Annuaire des architectes de Lorraine*, Nancy : AMAL, 2008.

### **Architecture, urbanisme, commandes, métiers : ouvrages généraux**

AMO sous la direction de MARREY Bernard, *Les bâtisseurs : Des moines cisterciens aux capitaines d'industrie*, Antony : Le Moniteur, 1997.

ASSOCIATION pour l'Art Urbain sous la direction de Robert-Max Antoni, *Vocabulaire français de l'Art urbain*, Lyon : Certu, 2010.

BARJOT Dominique. « Les Italiens et le BTP français du début des années 1860 à la fin des années 1960 : ouvriers et patrons, une contribution multiforme », in *Cahier des Annales de Normandie* n°31, 2001. *L'émigration-immigration italienne et les métiers du bâtiment en France et en Normandie*, Actes de colloque de Caen (24-26 novembre 2000) pp. 69-80.

BILLOT Claudine, *Les Saintes Chapelles. Royales et princières*, Paris : Édition du patrimoine, 1999.

BLIN-LACROIX Jean-Luc, ROY Jean-Paul, *Le dictionnaire professionnel du BTP*, Paris : Eyrolles, 2013.

BOUVIER Béatrice, *L'édition d'architecture à Paris au XIXe siècle : les maisons Bance et Morel et la presse architecturale*, Genève (Suisse) : Droz, 2004.

CALLEBAT Louis, 'Architecte' : *Histoire d'un mot*, Voces : ediciones Universidad de Salamanca, 10-11, 1999-2000.

CASSAGNES-BROUQUET Sophie, *D'art et d'argent. Les artistes et leurs clients dans l'Europe du Nord (XIVe -XVe siècles)*, Rennes : PUR, 2001.

CLAUDE Viviane et SAUNIER Pierre-Yves, « L'Urbanisme au début du siècle : de la réforme urbaine à la compétence technique » in *Vingtième siècle*, revue d'histoire, 1999, vol 64, n°1.

COLLECTIF, *Architectures en Allemagne 1900-1933*, Paris : Centre Georges Pompidou/CCI, 1979.

COLLECTIF, sous la direction de BERRADA Tarek, *Architectes et commanditaires : cas particuliers du XVIème au XXème*, Paris : éditions L'Harmattan, 2006.

COLLECTIF par la Région de Bruxelles-capitale, *Un siècle d'architecture et d'urbanisme : 1900-2000*, Sprimont (Belgique) : Editions Mardaga, 2000.

COLLECTIF dirigé par Louis Callebat, *Histoire de l'architecte*, Paris : Flammarion, 1998

COHEN Jean-Louis, *Architecture en uniforme : projeter et construire pour la seconde guerre mondiale*, Paris : Hazan, 2011.

FANELLI Giovanni et GARGIANI Roberto, *Histoire de l'architecture moderne : structure et revêtement*, Lausanne (Suisse) : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008.

FAYOLLE Alain et FILION Louis Jacques, *Devenir entrepreneur : des enjeux aux outils*, Paris : village mondiale, 2006.

FIJALKOW Yankel, « La notion d'insalubrité. Un processus de rationalisation 1850-1902 », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 20/21 | 2000, 135-156.

FRAY François, « La clientèle de l'architecte Barry Dierks sur la Côte d'Azur », *In situ, Revue des patrimoines*, 2004.

GALLO Emmanuelle, « La réception des nouveaux modes de chauffage domestique en France au XIXe siècle », in *architecture : la réception immédiate et la réception différée*, Paris : publication Sorbonne, 2006.

GRANJU Jean-Louis, *Introduction au béton armé : Théorie et applications courantes selon l'Eurocode 2*, Paris : Editions Eyrolles, 2012.

KLEIN Richard, *La villa Cavrois*, Paris : Éditions du patrimoine, 2015.

LOUPIAC Claude, *L'architecture moderne en France T1 188-1940*, Paris : A. et J. Picard, 1997.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT France sous la direction de HYON Bernard, *Matériaux et composants de construction*, Paris : la Documentation française, 1977.

MINVIELLE Géo, *Histoire et condition juridique de la profession d'architecte*, thèse de doctorat soutenue devant la faculté de droit, Bordeaux : Université de Bordeaux, 1921.

MONTERRAT François, « Les entrepreneurs du bâtiment face à la rationalisation du travail des ouvriers de chantier dans l'entre-deux-guerres : une présentation critique », in *Histoire des métiers du Bâtiment aux XIXème et XXème siècles - Actes de colloque*, CROLA, J-F., GUILLERME, A. (dir.), Paris : Plan Construction et Architecture, Novembre 1989.

PEYCERÉ David, « La pratique de l'architecture en France au XXe siècle », in *La Gazette des archives*, n°190-191, 2000. Les archives des architectes. pp. 187-198.

PLANANT Paul, *L'Art de bâtir : connaissance des matériaux-fondations*, Paris : Librairie de la Construction moderne, 1977.

RENAUD Bénédicte, « Placer la première loi de planification urbaine (1919-1924) dans la réflexion actuelle : le cas de l'Auvergne », *In Situ* [En ligne], 30 | 2016

RINGON Gérard, *Histoire du métier d'architecte en France*, Paris : Presses Universitaires de France (PUF), 1998.

RUCH Maurice, *La maison alsacienne à colombage*, Paris : Berger-Levrault, 1977.

SIROT Elisabeth, *Allumer le feu : Cheminée et poêle dans la maison noble et au château du XIIIe au XVIe siècle*, Paris : Picard, 2011

THOMAS Évelyne, *Vocabulaire illustré de l'ornement par le décor de l'architecture et des autres arts*, Paris : Eyrolles, 2012

TOUNÉS Azzedine, *L'entrepreneur : l'Odyssée d'un concept*, Rouen : Cahier de recherche N°03-73 du réseau de chercheurs Entrepreneuriat, 2003.

VIGATO Jean-Claude, *L'architecture régionaliste : France, 1890-1950*, Paris : éditions Norma, 1994

ZÉVI Bruno, *Apprendre à voir l'architecture*, Paris: Éditions de Minuit, 1959.

### **Architecte, architecture et urbanisme à Nancy**

BATTISTIN Alexia, *Pierre Le Bourgeois architecte 1879-1971*, Maîtrise Histoire de l'art, Nancy : Université Nancy 2, 1997.

BAUER Caroline, *Ces architectes qui construisent la ville : Jean Bourgon*, Nancy : CAUE 54, 2008.

BAUER Caroline, *L'agence André au temps de Jacques et Michel (Nancy, 1929-1973) architecture, réseaux et filiations*, thèse soutenu à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2015.

BAUER Caroline, « A la conquête du milieu industriel : la stratégie de formation architecte/ingénieur de Jacques André (1904-1985) et Michel André (1905-1975) », séminaires par CHMCC, 2017.

BRADEL Vincent, *Étude des processus d'urbanisation à Nancy entre 1871 et 1914*, Mémoire de 3e cycle, Villers-lès-Nancy: École d'architecture de Nancy-UPA, 1981.

BRADEL Vincent, « Les processus d'urbanisation à Nancy 1850-1930 », *Urbanisme et architecture en Lorraine 1860-1930*, Metz : Serpenoise, 1982.

AMAL, *Joseph Hornecker, architecte à Nancy 1873-1942*, Nancy: Presses universitaires de Nancy - AMAL, 1989.

BRADEL Vincent, *André Lurçat, architecte, l'œuvre lorraine*, Metz : Serpenoise, Itinéraires du patrimoine ; n°94, 1995.

CHAVANNE Blandine (dir.), *Une Expérience moderne, Le Comité Nancy-Paris 1923-1927*, Lyon : éditions Fage, 2006.

CHONE Paulette, THEVENIN Etienne, FRAY Jean-Luc, PARISSÉ Michel, *La Grand Nancy : Histoire d'un espace urbain*, Presses universitaires de Nancy, 1993.

COLEY Catherine, *Eléments de recherches sur l'urbanisme et l'architecture à Nancy entre les deux guerres*, Maîtrise Histoire de l'art, Nancy : Université Nancy 2, 1972.

COLEY Catherine, « André Lurçat, propagandiste à Nancy du style international en architecture », in *Le Pays lorrain*, 1986, n°1, pp. 44-53.

COLEY Catherine et PAULY Danièle (dir.), *Quand l'Architecture internationale s'exposait 1922-1932*, Lyon : éditions Fage, 2010.

DIEUDONNÉ Patrick, *Ces architectes qui construisent la ville : Fernand Mascaret*, Nancy : CAUE 54, 1989.

DIEUDONNE Patrick et BRADEL Vincent sous la direction de VIGATO Jean-Claude, *Existe-t-il une architectonique de la maison ? : Contributions à une critique architecturale de la maison individuelle*, Nancy : CEMPA, 1985.

DIEUDONNÉ Patrick, « Pierre Le Bourgeois, de l'Art nouveau à l'Art déco », in *Les Cahiers de la recherche architecturale*, n° 24-25, 1989, pp. 24-29.

DIEUDONNÉ Patrick, « Pierre Le Bourgeois. Voyage aux sources de l'Art déco nancéien », in *Le Pays lorrain*, 1990, n°3, pp. 185-192.

DION Rose-Marie, « Effets des processus volontaristes dans la formation d'une région urbaine : Nancy et les plans d'aménagement et d'extension dans la première moitié du XXe siècle », in *Revue Géographique de l'Est*, tome 14, n°3-4, juillet-décembre 1974.

DION Rose-Marie, *La Région urbaine de Nancy : étude géographique*, thèse de doctorat d'État, Nancy : Université Nancy 2, 1983.

GUYON Catherine, « Jules Criqui, une vie au service de l'architecture », in *Le Pays lorrain*, n°2, 2009.

GROSJEAN Catherine, *Construire en Lorraine : les entrepreneurs entre 1871 et 1914*, thèse de doctorat Histoire de l'art sous la direction de Antoine Picon, Paris : Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2005.

GROSJEAN Catherine, *France-Lanord et Bichaton : un siècle de constructeurs*, Nancy : Archives Modernes de l'Architecture Lorraine, 1998.

GROSJEAN Catherine et ROUSSEL Francis, « Les commanditaires » in *L'École de Nancy, 1889-1909 : Art nouveau et industrie d'art*, Paris : Réunion des musées nationaux, 1999.

HILAIRE Jean, Une histoire du concept d'entreprise in *Association française de Philosophie du droit*, 1997 vol. 41.

INCONNU, *Raphaël Oudeville, architecte D.P.L.G à Nancy : recueil de constructions, réalisées de 1928 à 1930*, Strasbourg : éditions d'architecture, d'industrie et d'économie rurale, s.d.



JEANGEORGE Isabelle et VIONNET Philippe, *Mascrot-Oudeville : deux architectes deux architectures, L'Entre-deux-guerres à Nancy*, Mémoire de fin d'étude, Villers-lès-Nancy : EAN, 1985.

LE GALUDEC-ALBA Sophie, *Le parc de Saurupt à Nancy et l'art 1900 : 1901-1906*, Maîtrise d'histoire de l'art, Université Nancy 2 sous la direction de MM. François Pupil et Francis Roussel, Nancy : Université Nancy 2, 1990.

LOPPINET Sophie, *Jean Bourgon, architecte (1895-1959) - Essai de catalogue raisonné*, Maîtrise d'histoire de l'art, Nancy : Université de Nancy 2, 1996.

MARSEILLE Gilles, *Le Parc de Placieux : pour une nouvelle étude de l'architecture d'Entre-deux-guerres dans l'agglomération nancéienne*, mémoire de première année de Master Recherche sous la direction de Messieurs Pierre Sesmat et Francis Roussel, Nancy : Université Nancy 2, 2006.

MARSEILLE Gilles, *Le Parc du Placieux " Histoire, urbanisme et architecture domestique durant l'Entre-deux-guerres*, Master Histoire de l'art, Nancy: Université Nancy 2, 2007.

MARSEILLE Gilles, « Le projet Nancy Art déco : pour une valorisation conjointe du banal et de l'exceptionnel » in Collectif sous la direction de Lyne BERNIER, Mathieu DORMAELS et Yann LE FUR, *La patrimonialisation de l'urbain*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2012

MARSEILLE Gilles, *Urbanisme et architecture domestique de l'Entre-deux-guerres à Nancy et dans son agglomération*, thèse de doctorat d'Histoire de l'art, sous la direction de MM. Pierre Sesmat et Jean-Baptiste Minnaert, Nancy : Université de Lorraine, 2013.

PRECHEUR Claude, « Nancy. Rapports de l'actuelle structure urbaine et de l'ancienne structure agraire » in *Bulletin de l'Association de géographes français*, 1953, vol, 30, n°235

VIGATO Jean-Claude, « Nancy: l'architecture en héritage », in *Monuments historiques*, Octobre-novembre 1985, pp. 46-52.

### **Art Nouveau, Art Déco et Mouvements artistiques**

APTEL Claire et KLOPP Gérard, *Nancy 1900 : rayonnement de l'Art Nouveau*, Virginie (Etats-Unis) : Université de Virginie, 1989.

AUBRY Françoise, VANDENBREEDEN Jos, VANLAETHEM France, *L'architecture en Belgique : Art nouveau, art déco & Modernisme*, Bruxelles : édition Racine, 2006

CHARLES Victoria, *Art Nouveau*, New York in USA : Pakstone Press international, 2011

COLEY Catherine, *Jean Prouvé en Lorraine*, Nancy : Presses Universitaires de Nancy, 1990.

COLEY Catherine, « Le Comité Nancy-Paris », in *Les Cahiers de la recherche architecturale*, n°24-25, 1989

COLEY Catherine, « L'effort moderne à Nancy dans les années 1920, Chronique du Comité Nancy-Paris », in *Le Pays lorrain*, n°1, 1986

- COLLECTIF, *Comité Nancy Paris : deuxième exposition annuelle, Nancy, 1926*, Lyon : Fage, 2006
- COLLECTIF, *Nuit du patrimoine, Nancy Saurupt : de l'Art nouveau à l'Art déco*, Nancy : Ville de Nancy, 1999.
- COLLECTIF, *Revue Générale de l'Exposition de Nancy 1909 et Palmarès de la Société Industrielle de l'Est*, Nancy : Société Industrielle de l'Est, 1910.
- CULOT Maurice, « Soyons Art Déco », in *L'architecture Art Déco*, A.A.M, 1996
- DOUCET Hervé, *Emile André, Art Nouveau et Modernité*, Arles : éditions Honoré Clair, 2011.
- DURTESTE Pierre, « Faut-il oublier Georges Sadoul ? : Georges Sadoul, une jeunesse nancéienne », in *1895 Revue de l'association française de recherche sur l'histoire du cinéma*, n°44, 2004.
- DUSOIR Anne-Laure, *L'Ecole de Nancy à l'exposition internationale de l'Est de la France*, Laboratoire Historique 1, Bruxelles-Brussel le 22 octobre 2005.
- FROMENT Catherine, *La Ferronnerie dans l'architecture Art déco à Nancy*, Mémoire de Master Histoire de l'art, Nancy : Université Nancy 2, 2009.
- JEANDEL Paul, « Réflexions sur l'architecture Art Nouveau à Nancy » in *Le Pays lorrain*, vol 77 n°1, janvier 1996
- KLEIN Dan, *L'Esprit art déco*, Paris : Flammarion, 1987.
- LAFFITTE Louis, *Rapport général sur l'Exposition Internationale de l'Est de la France : Nancy-1909*, Paris : Berger-Levrault : Libraires-Editeurs, 1912.
- LECLERC Florence et LABRUDE Pierre, « Les pharmacies Art Nouveau à Nancy » in *Revue d'histoire de la pharmacie*, 2002, vol. 90, n° 335.
- MARSEILLE Gilles, *Nancy Art déco : un patrimoine de la communauté urbaine*, Strasbourg : Editions du Quotidien, 2015.
- MAZARAKY Sylvie, *L'art nouveau : passerelle entre les siècles et les arts*, Bruxelles : éditions Racine, 2006.
- MICHON, Cédric. *Mécénat et politique. Le cas des prélats français et anglais à la Renaissance* In : *Les Cardinaux de la Renaissance et la modernité artistique* [en ligne]. Villeneuve d'Ascq : Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2009 (généré le 30 mars 2018). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/irhis/211>>. ISBN : 9782905637826.
- ROUSSEL Francis, *Nancy architecture 1900*, Metz : éditions Serpenoise, 1992.
- RYU Soonok, *Les chapelles funéraires dans le style Art déco à Nancy durant la période de l'Entre-deux-guerres*, mémoire de master 2 d'histoire de l'art, Nancy : Université de Nancy 2, 2011.
- RYU Soonok, *chapelle Gustave Simon : l'art funéraire et l'Art déco à Nancy*, in *Pays Lorrain* vol. 96, septembre 2015.
- SÉRULLAZ Maurice, *Le Cubisme, Que sais-je ? n°1036*, Paris : PUF, 1963.

## **Histoire de France**

ABBAD Fabrice, *La France des années 20*, Paris : Armand colin, 1993.

BERSTEIN Serge, *La France des années 30*, Paris : Armand colin, 4<sup>ème</sup> édition, 2002

COCHET François, *Première Guerre mondiale : dates, thèmes, noms*, Paris : Studyrama, 2001

COLLECTIF sous la direction de ROHRBASSER Jean-Marc, *Bouleversements démographiques de la Grande Guerre*, Paris : Institut National d'études démographiques, 2014

COLLECTIF sous la direction de SOURIAU René, *Histoire de France, 1750-1995 : Tome 2, Société Culture*, Toulouse : presses universitaires du Mirail, 1996.

CONTAMINE DE LATOUR J. Patrice, *Les droits des veuves de guerre, des femmes de mobilisés et de démobilisés*, Paris : Picard, non daté.

SCHOR Ralph, *Histoire de la société française au XXe siècle*, Paris : Belin, 2004

## **Histoire, divers**

LEROUX Roger, *Le Morbihan en guerre 1939-1945*, Mayenne : éditions Joseph Floch, 1978

WRÓBEL Piotr, *Historical Dictionary of Poland 1945-1996*, Greenwood (États-Unis) : Fitzroy Dearborn, 1998.

## **Histoire et géographie de la Lorraine**

AUBRY-HUMBERT Antoinette, *Les portes monumentales du Lunévillois : les propriétaires et les maîtres maçons*, Nancy, 2017.

BECOUS Edouard, *Le canton de Thiaucourt : histoire, situation agricole et vinicole, notices biographiques de ses hommes marquants*, Paris : Res Universis, réédition 1993.

CALMET Augustin, *Notice de la Lorraine*, Lunéville : Georges, tome I, 2<sup>ème</sup> édition, 1840.

CAMILLE Marie s'intitule « La faïencerie Pacotte à Cirey-sur-Vezouze (1797-1855) », in *Le Pays lorrain*, juillet-septembre, 1982.

CASTELLI Jean, *Un terroir Lorrain à l'Ouest de Thiaucourt*, Haroué : Gérard Louis, 2010.

CONTAL Marie-Hélène, *Vittel, 1854-1936 Création d'une ville thermale*, Paris : Editions du Moniteur, 1982.

DE LA TORRE Michel, *Meuse : histoire, géographie, natures, arts*, Paris : Deslogis-Lacoste, 1990.

FÉCAUT René (dir), *Géographie de la Lorraine*, Metz : Presses Universitaires de Nancy-Serpenoise, 1983.

- FIEL Pierre, *La Reconstitution des régions dévastées en Lorraine*, Nancy : édition du Pays Lorrain, 1935.
- HEMMERT Didier, KLEIN Joseph, SALERON Gérard, *Sarreguemines 1940-1944* (Exposition organisée aux archives municipales du 5 décembre 2004 au 27 février 2005), Sarreguemines : éditions confluence, 2004.
- LAFITTE Louis, « L'évolution économique de la Lorraine » in *Annales de Géographie*, t.21, n°120, 1912.
- LEMOINE Henri, *Département de la Meuse - dictionnaire des communes*, Paris : Comédit, 1991.
- NOIRIEL Gérard, « Les immigrés italiens en Lorraine pendant l'Entre-deux-guerres : du rejet xénophobe aux stratégies d'intégration », *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza. Rome : Publications de l'École Française de Rome, 1986.
- ROHR Joseph, *L'arrondissement de Sarreguemines*, Sarreguemines : éditions Pierron, 1978
- ROTH François, *Alsace Lorraine : histoire d'un pays perdu, De 1870 à nos jours*, Nancy : éditions Place Stanislas, 2010.
- SICARD-LENATTIER Hélène, *Les Alsaciens-Lorrains à Nancy 1870-1914 : une intégration réussie*, thèse de l'Université Nancy 2 sous la direction François Roth, Nancy : Université Nancy 2, 2000.
- SICARD-LENATTIER Hélène, *L'Age d'Or de l'automobile en Lorraine 1890-1975*, Nancy : Editions Place Stanislas, 2010.
- TAVENAUX René, *Histoire de Nancy, Univers de la France*, Toulouse : Privat, 1987.
- THOMAS Jean, *Lorraine 2000 ans d'Histoire*, Haroué : Gérard Louis, 2009.
- WEYD Paul-Marie, *Historique administratif du cantonnement de Cirey-sur-Vezouze, Nancy*, Paris : Gérardin, Nicolle et Cie, 1899.

### **Histoire de Nancy et de son agglomération**

- BADEL Emile, *Bombardements de Nancy*, Nancy : éditions Crépin-Leblond, 1919.
- BADEL Emile, *Le parc de Saurupt à Nancy*, Nancy : Royer, 1906.
- BRADÉL Vincent et ROUSSEL Francis, *Nancy : Le parc de Saurupt*, Nancy, Nancy : Inventaire Général ADAGP, 1998.
- BRUANT Philippe, *Les bombardements de Nancy durant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale*, Toul : Etudes Tuloises, n°148, 2014
- CLEMENDOT Pierre. Population de Nancy (1815-1938). In: *Annales de démographie historique*, 1973. Hommage à Marcel Reinhard. Sur la population française au XVIIIe et au XIXe siècles.
- COLLECTIF, *Laxou, du village à la ville*, Laxou : Ville de Laxou, 2000.

COLLIN E., *Exposition internationale de l'Est de la France, Nancy 1909, Guide officiel*, Nancy : L. Bertrand imprimerie Nancy, 1909.

COLLIN Florent, « Les Reconstructions du XXe siècle en Lorrain-Autour de Chambley, les villages de la reconstruction des années 1920 » in *URCAUE de Lorraine, non daté*.

DEBIEZ Christian, *La photographie à Nancy au XIXe siècle*, thèse de doctorat d'histoire de l'art et archéologie à l'Université Paris 4 sous la direction de Bernard Dorival, 1982.

DENIS Paul, *Les bombardements de Nancy, du 4 septembre 1914 au 31 octobre 1918*, Nancy : Héré, 1919.

DESOUTURELLE Frédéric, Ponton Bernard, ROTH François, SICARD-LENATTIER Hélène, *Nancy 1909. Centenaire de l'Exposition internationale de l'Est de la France*, Nancy : Editions Place Stanislas, 2008.

INCONNU, *Exposition de la « Cité Moderne » : Nancy 4-17 mai 1913*, Nancy, 1913.

ROBAUX Paul et ROBAUX Dominique, *Les rues de Nancy*, Nancy-Berre : Peter Lang, 1984.

ROTH François, « La bourgeoisie nancéienne autour de 1900 : ses différentes strates, ses activités, ses modes de relation à la culture » in *Annales de l'Est*, 2005, n° spécial.

TAVENEAUX René, *Histoire de Nancy, Univers de la France*, Toulouse : Privat, 1987

THIÉBAUT Albert, *Laxou: sa belle histoire*, Paris: Le Livre d'histoire, 2002.

### **IMMOBILIER**

AVRIL Bertrand et ROTH Bernard, *La promotion immobilière : construire pour autrui*, Paris : Presses des Ponts et chaussées, 1997.

CARVAIS Robert, « La force du droit. Contribution à la définition de l'entrepreneur parisien du bâtiment au XVIIIe siècle » in *Histoire, économie et société*, 1995, volume 14, n°2.

DANJOU Richard et SCHECK Thomas, *Le rôle du maître d'ouvrage*, Paris : AQC, 2008

WYCKOFF Patricia Grelier, *Mémento des marchés privés de travaux*, troisième édition Eyrolles, Paris, 2011

ROCHE Daniel, *La France des Lumières*, Paris : Fayard, 1993.

### **PHILOSOPHIE, SOCIOLOGIE ET ETHNOLOGIE**

BACHELARD Gaston, *La poétique de l'espace*, Paris : Les Presses universitaires de France, 3<sup>e</sup> édition, 1961.

CHATÉ Anne, « Les noms de maisons, fragments d'un discours sur soi ? », in *Ethnologie Française*, 3/2003 (vol.33)

DE LUCA Virginie, « Des inspecteurs des Enfants assistés aux inspecteurs de l'Assistance publique : la lente transformation d'un fonctionnaire local en un fonctionnaire d'Etat au XIXe siècle », in *Revue française des Affaires sociales*, La Doc.française, 2001/n°4.

HEIDEGGER Martin, 'Bâtir, habiter, penser' in *Essais et conférence*, Paris : Gallimard, 1958.

KIM Hye-Rung, *Habiter : Perspectives philosophiques et éthiques*, thèse de doctorat de la faculté de la théologie protestante sous la direction de Gilbert Vincent, Strasbourg : Université de Strasbourg, 2011.

MALLARD Alexandre, « Etre garagiste au temps de l'informatique » dans l'ouvrage s'intitule, *Carrières d'objets*, Paris : éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1999.

### **Articles dans les journaux et les revues**

« Concours pour la reconstruction du théâtre de Nancy », in *L'Est Républicain*, le 24 mars 1907.

BADEL Emile, « La Place Saint-Jean à Nancy », in *l'ICE* le 13 février 1910.

BADEL Emile, « L'hôtel d'Angleterre et le café Excelsior », in *l'ICE* le 29 janvier 1911.

BADEL Emile, « Le lotissement du Parc de Monbois » in *L'immeuble de la Construction dans l'Est*, le 25 avril 1926.

BADEL Emile, « Le Parc de Viray » in *L'immeuble de la Construction dans l'Est*, le 5 mai 1926.

BADEL Emile, « Les rues de Nancy » in *L'Est Républicain* le 25 novembre 1895.

JACQUEMIN Emile, « La Reine des rues particulières » in *L'immeuble et la construction dans l'Est* du 11 avril 1897.

« Les Cadet de Lorraine » in *L'Est Républicain* le 15 février 1919

« Le Comité Nancy-Paris » in *L'Est Républicain* le 31 juillet 1923

« Les expositions du Comité Nancy-Paris » in *L'Est Républicain* le 5 janvier 1924

« La conférence Jean Lurçat » in *L'Est Républicain* le 11 janvier 1924

BADEL Emile, « Le style moderne » in *L'immeuble et la construction dans l'Est* du 4 juillet 1926

HINZELIN Emile, « Le Monument de la Défense de Longwy est inauguré aujourd'hui par M. Albert LEBRUN, président de la République », in *L'Est Républicain*, le 21 août 1932.

LESTIENNE Camille, 'La Première Guerre mondiale en 10 chiffres' in *Le Figaro*, publié le 11 novembre 2014.

### **Sites internet**

- Site Mémoire des Hommes, Base des Morts pour la France de la Première Guerre Mondiale
- Base de données Léonore (légion d'honneur) <http://www.culture.gouv.fr/documentation/leonore/recherche.htm>
- Site du Collège de France <http://www.college-de-france.fr/site/robert-courrier/Hommage.htm>
- site l'Assemblée Nationale [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num\\_dept\)/2029](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/2029)
- *Patrimoine Culturel Immatériel* <http://www.patrimoinevivantdelafrance.fr/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=17&cntnt01returnid=27>.
- Conservatoire Régional de l'image, <http://www.imagesdelorraine.org/index.pgi>  
<http://www.imagesdelorraine.org/index.pgi>
- Site Symogih : <http://www.symogih.org/?q=information-record/90719>
- Les registres du personnel et des étudiantes de l'Université technique de Darmstadt sont accessibles sur internet : Großherzogliche Technische Hochschule Darmstadt [Hrsg.]: Personal-Verzeichnis, Darmstadt 1896-1916: <http://tudigit.ulb.tu-darmstadt.de/show/Zs-7425?sid=5a4cca27f3622e103d9bc4b3563f6c7c>
- Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) <https://www.insee.fr/fr/accueil>
- Cadastre.gouv.fr : <https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>